


UNIVERSITY OF ARIZONA



39001016175872



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

REVUE D'HISTOIRE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Blackline Reprints

HB
3
R43
v. 12
1924

REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

12
1924



Slatkine Reprints

GENÈVE

1983

REVUE D'HISTOIRE
ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

12
1954



Stakine Reprints

ISBN 2-05-100480-3

1983

REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE

FONDATEURS

A. DESCHAMPS

Professeur à la Faculté de Droit de Paris
Membre de l'Institut

A. DUBOIS

Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers
Correspondant de l'Institut

DIRECTEURS

E. ALLIX

Professeur à la Faculté de Droit de Paris

A. DUBOIS

Professeur à Faculté de Droit de Poitiers
Correspondant de l'Institut

COMITÉ DE RÉDACTION

**MM. AFTALION, H. E. BARRAULT, BROCARD, GONNARD,
LESCURE, GERMAIN-MARTIN,
RIST, TRUCHY, TURGEON, Maurice VIGNES**

SECRÉTAIRES DE LA RÉDACTION

Marc AUCUY

Professeur au Conservatoire national
des Arts et Métiers

Roger PICARD

Agrégé des Facultés de Droit

XII^e ANNÉE 1924



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE

31, Rue Jacob et Rue Saint-Benoît, 1

L'AGRICULTURE & LES CLASSES PAYSANNES DANS LE HAUT-POITOU AU XVI^E SIÈCLE

Par M. PAUL RAVEAU

L'étude que nous entreprenons sur l'ensemble de la Vie Economique en Poitou au xvi^e siècle est entièrement tirée des manuscrits de l'époque déposés tant dans nos archives départementales que dans les archives de la ville de Poitiers. Cette étude comprendra quatre parties : 1° L'Agriculture et les Classes Paysannes dans le Haut-Poitou ; 2° L'Industrie, le Commerce, les Gens de Finances ; 3° Les Abbayes, les Chapitres, le Clergé, en ce qui concerne le temporel ; 4° La Noblesse et la Bourgeoisie, leurs rapports entre elles et avec les autres classes de la société. La première partie que nous commençons ici ne traitera donc que de l'agriculture et des classes paysannes.

La vie de nos paysans n'a jamais beaucoup attiré l'attention des chroniqueurs ; la façon dont ils préparaient et ensemençaient leurs guérets, levaient leurs récoltes, soignaient leurs animaux, exploitaient en un mot soit leur modeste héritage, soit la métairie de leur maître, n'a jamais été consignée à l'époque, que dans des manuels d'agriculture et autres « Maisons Rustiques », qui sont plutôt un assemblage de conseils empiriques que la véritable expression des modes de culture alors employés.

Pour ce côté de l'histoire économique, bien plus encore que pour les autres, il est donc difficile d'être renseigné, de connaître exactement la manière dont la terre était cultivée autrefois, le revenu que l'on en pouvait tirer, sa valeur et la situation sociale de ceux qui la travaillaient.

Pour le xvi^e siècle, seuls les livres de comptes de quelques seigneuries ou de quelques abbayes, échappés à la destruction par le plus grand des hasards, nous fournissent de rares indications à ce sujet.

En ce qui concerne les conditions du travail, les conventions entre le propriétaire et son fermier ou son métayer, les minutes de notaires de l'époque, dont un assez grand nombre ont été fort heureusement conservées, nous apportent par les baux ruraux, des renseignements sinon complets, tout au moins suffisants pour nous édifier sur ce point. Ces minutes vont donc devenir la principale source de notre documentation, mais elles

ne contiennent qu'un nombre relativement restreint de ces baux ruraux et d'actes intéressant l'exploitation du sol et l'on comprendra sans peine qu'il nous ait fallu dépouiller un nombre considérable de liasses de ces minutes pour réunir les éléments de ce travail ; c'était une affaire de temps et de patience. Nous sommes arrivés, malgré tout, à relever plus de quatre cents de ces baux du règne de François I^{er} à celui de Louis XIII, et, chose singulière, nous avons bien vite constaté que, de tous ces baux, il n'y en avait pas deux qui fussent identiques, tellement il est vrai que l'imagination de l'homme devient fertile et ingénieuse lorsqu'il s'agit pour lui de défendre ses intérêts et d'accroître sa fortune, de sorte que, de l'un à l'autre de ces baux, l'on décrouvre toujours quelque différence dans les conditions stipulées par le bailleur : soit dans le mode de culture des terres, soit dans la composition et la possession des cheptels, dans le nombre et la nature des redevances, etc., etc. ; à chaque renouvellement on enregistre quelque exigence nouvelle du propriétaire. Ce sont précisément ces différences, ces mille et un détails, qui ne sont souvent que des nuances, qui nous ont révélé peu à peu toute la vie de nos campagnes Poitevines au xvi^e siècle.

Mais la rareté des documents sur la vie agricole n'est pas le seul obstacle que rencontre celui qui veut connaître les produits que l'on tirait du sol dans les siècles passés et les modes de culture par lesquels on les obtenait. Il vient se heurter encore à bien d'autres difficultés, tout d'abord aux poids et aux mesures alors en usage et qui variaient à l'infini : chaque seigneurie d'une certaine importance avait sa mesure de capacité, son *boisseau*, sur lequel étaient réglées les mesures de surface. Il nous a donc fallu en faire, pour la région, une étude aussi complète que possible ; c'est pourquoi, en débutant, nous avons cru devoir consacrer un chapitre spécial à renseigner le lecteur sur ce point de première importance.

Autre difficulté, peut-être plus grave encore : la multiplicité des monnaies qui avaient cours au xvi^e siècle et les différences que l'on constate dans le *pouvoir d'achat de la Livre* d'une époque à une autre de ce même xvi^e siècle.

Du règne de Charles VIII à l'année 1600, la diminution de ce *pouvoir d'achat* peut, croyons-nous, se chiffrer de 5 à 1.

Pour parer à cette dernière difficulté, nous avons publié dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest* du 4^e trimestre de l'année 1922, un travail sur le *Pouvoir d'Achat de l'Argent et le Pouvoir d'Achat de la Livre Tournois en Poitou, du règne de Louis XI à celui de Louis XIII*, travail qui, dans notre pensée, était une sorte d'introduction à l'étude que nous commençons aujourd'hui. Une telle étude ne peut vraiment intéresser, nous semble-t-il, que si le lecteur est mis à même de transporter facilement à notre époque les faits que l'on analyse, en

transformant en *Francs de nos jours*, les sommes énoncées en *Livres*, en *Sols* et en *Deniers*. Et, par *Franc de nos jours*, j'entends notre *Franc or d'avant la guerre*. Pour faciliter donc la lecture de la présente étude, j'ai tiré du *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest* dont je viens de parler, le tableau ci-joint qui donne la valeur intrinsèque de la livre tournois du règne de Louis XI à celui de Louis XIII, et son pouvoir d'achat en Poitou à la même époque.

**Valeur intrinsèque et Pouvoir d'Achat de la Livre Tournais en Poitou
du règne de Louis XI à celui de Louis XIII (1).**

| RÈGNES | PÉRIODES | Valeur intrinsèque de la Livre | Moyenne du Règne | Pouvoir d'achat de la Livre | Moyenne du Règne |
|--------------------------|-----------|--------------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|
| | | Fr. | Fr. | Fr. | Fr. |
| Louis XI | 1461—1472 | 6,970 | | 61 | |
| | 1473—1483 | 6,544 | 6,255 | 55 | 58 |
| Charles VIII | 1483—1486 | 6,024 | | 55 | |
| | 1487—1492 | 5,640 | | 56 | |
| | 1493—1495 | 5,471 | 5,651 | 56 | 56 |
| | 1496—1498 | 5,471 | | 57 | |
| Louis XII | 1498—1502 | 5,471 | | 57 | |
| | 1503—1507 | 5,471 | | 58 | |
| | 1508—1511 | 5,471 | 5,433 | 57 | 56 75 |
| | 1512—1515 | 5,324 | | 55 | |
| François 1 ^{er} | 1515 | 5,324 | | 55 | |
| | 1516—1518 | 5,028 | | 54 | |
| | 1519—1520 | 4,817 | | 50 | |
| | 1521—1528 | 4,731 | | 46 | |
| | 1529—1532 | 4,731 | 4,687 | 42 | 43 85 |
| | 1533—1540 | 4,327 | | 38 | |
| | 1541—1542 | 4,298 | | 34 | |
| | 1543—1547 | 4,244 | | 32 | |
| Henri II | 1547—1549 | 4,244 | | 32 | |
| François II | 1550—1553 | 4,063 | | 28 | |
| | 1554—1556 | 4,063 | 4,108 | 26 | 27 50 |
| | 1557—1560 | 4,063 | | 24 | |
| Charles IX | 1560—1564 | 3,926 | | 24 | |
| | 1565—1567 | 3,789 | | 23 | |
| | 1568—1572 | 3,704 | 3,744 | 21 | 22 |
| | 1573—1574 | 3,559 | | 20 | |
| Henri III | 1574 | 3,418 | | 20 | |
| | 1575—1576 | 3,139 | 3,235 | 18 | 18 |
| | 1577—1589 | 3,148 | | 16 | |
| Henri IV | 1589—1592 | 3,148 | | 16 | |
| | 1593—1594 | 3,148 | | 14 | |
| | 1595—1598 | 3,148 | 3,102 | 9 85 | 12 90 |
| | 1599—1602 | 3,148 | | 12 65 | |
| | 1603—1610 | 2,922 | | 12 | |
| Louis XIII ² | 1610—1629 | 2,809 | | 11 50 | |
| | 1630—1640 | 2,422 | 2,615 | 11 50 | 11 50 |

(1) Dans ce tableau la valeur intrinsèque de la livre est tirée des Tables de de Wailly.

(2) On remarquera que le règne de Louis XIII ne figure que partiellement dans le tableau.

Nous répéterons ici ce que nous disons dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, que nous n'avons pas la prétention d'avoir fixé le Pouvoir d'Achat de la Livre d'une façon mathématique pour chaque période, chose du reste impossible, mais de l'avoir seulement indiqué d'une façon suffisamment approximative pour permettre au lecteur d'établir une comparaison aussi complète que possible entre le xvi^e siècle que nous allons étudier et notre époque.

On voit, par ce tableau, que le pouvoir d'achat de la livre, que nous avons fixé à 61 francs au début du règne de Louis XI était tombé à 12 francs vers l'année 1600, perdant ainsi, en moins de 150 ans, les 4 / 5 de sa valeur. Il faut, croyons-nous, en chercher tout d'abord la cause dans la diminution de la valeur intrinsèque pendant ce même temps et ensuite dans l'affaiblissement du pouvoir d'achat de l'argent lui-même, résultant de l'abondance de métaux précieux jetés sur le marché par la découverte de l'Amérique (3).

Quelles qu'en fussent les causes, cette diminution ininterrompue du pouvoir d'achat de la livre entraîna tout naturellement, pendant tout le cours du xvi^e siècle, une augmentation parallèle et considérable du prix de toutes les marchandises qui ne pouvait que favoriser, par sa continuité, les commerçants et les agriculteurs.

Rien n'est curieux comme de suivre les minutes de notaires, des premières années du règne de François I^{er} aux dernières

(3) Nous donnons ci-dessous, d'après l'étude de M. le Professeur Dubois « *Précis de l'Histoire des Doctrines économiques* », un tableau fournissant les chiffres de la production des métaux précieux de 1493 à 1750.

| PÉRIODES | OR | | ARGENT | | Valeur totale des deux Métaux en francs |
|-----------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---|
| | Kil. extraits | Valeurs en francs | Kil. extraits | Valeurs en francs | |
| 1493—1544 | 334,240 | 1.151.269.000 | 3.480,800 | 773.503.000 | 1.924.772.000 |
| 1545—1560 | 136,160 | 468.495.000 | 4.985,600 | 1.107.900.000 | 1.576.895.000 |
| 1561—1600 | 284,400 | 979.599.000 | 14.368,000 | 3.192.857.000 | 4.172.456.000 |
| 1601—1700 | 912,300 | 3.142.363.000 | 37.234,000 | 8.274.139.000 | 11.416.502.000 |
| 1700—1750 | 1.130,200 | 3.892.906.000 | 26,898,900 | 3.866.363.000 | 9.759.269.000 |
| | | | | | 98.849.894.000 |

D'après ce tableau les moyennes annuelles d'importation auraient été :

| | | |
|-----------|---------|----------------|
| 1493—1544 | 52 ans | 37.014.846 Fr. |
| 1545—1560 | 16 ans | 98.555.937 |
| 1561—1600 | 40 ans | 104.311.400 |
| 1601—1700 | 100 ans | 114.165.036 |
| 1700—1750 | 50 ans | 195.185.380 |

années du règne d'Henri III. On parle certainement plus souvent de *milliers de Livres* dans les actes et dans les contrats de la fin du règne d'Henri III, qu'il n'était question de *centaines de livres* dans les actes et les contrats du début du règne de François I^{er}, et cela, non seulement parce que le prix des immeubles et des denrées a augmenté, mais aussi parce que les transactions portent sur des quantités plus considérables, que les affaires, en Poitou, se traitent sur une plus grande échelle, que l'argent circule enfin dans des proportions jusqu'alors inconnues. Ces prix plus élevés nécessitaient en effet une circulation monétaire plus abondante, et il ne s'agit pas là, comme de nos jours, d'une inflation fiduciaire, d'une circulation de papier d'une valeur discutable, mais bien d'une circulation métallique ; monnaie il est vrai plus ou moins dépréciée, si nous considérons les cours antérieurs, mais qui n'en avait pas moins une valeur certaine et positive. Aussi voit-on tous les marchands, tous les gens de finance s'enrichir et constituer des fortunes que l'on ne rencontrait pas auparavant dans notre Poitou. Les contrats de mariage, par l'augmentation ininterrompue du montant des dots, fournissent une preuve saisissante de l'accroissement des fortunes dans toutes les classes de la Société.

Les agriculteurs du Haut-Poitou ne bénéficièrent pas, dans les mêmes proportions que ceux de nos jours, de cette abondante circulation monétaire et cela parce que l'un des éléments de profit leur faisait défaut.

Au xvi^e siècle, en effet, dans une métairie du Haut-Poitou, si nous en exceptons le troupeau de porcs et la laine des brebis, le revenu résultant des bestiaux n'existait pour ainsi dire pas et était traité comme une quantité négligeable. Les bœufs n'étaient considérés qu'au point de vue de leur travail et les vaches qu'en raison du laitage qu'elles fournissaient pour la nourriture du métayer et de sa famille. De loin en loin, on élevait quelques veaux pour remplacer les bœufs de travail devenus trop vieux, on en faisait autant pour les vaches qui devenaient stériles, et, au point de vue de l'élevage de la race bovine, tout se bornait là. Nous nous empressons de faire remarquer que notre étude porte uniquement sur l'agriculture du Haut-Poitou et que, pour l'élevage, il en était tout autrement, nous en sommes convaincus, dans les marais du Bas-Poitou ; mais, dans le Haut-Poitou, ce que nous avançons ci-dessus ne comportait que de très rares exceptions que nous ne manquerons pas de signaler du reste.

Si nos paysans du xvi^e siècle ne purent s'enrichir au moyen de bénéfices réalisés sur les bestiaux, ils eurent l'occasion de se rattraper d'un autre côté et largement, par suite de l'augmentation folle qui se produisit dans le prix des céréales de Louis XI aux premières années du règne d'Henri IV. Le froment, qui ne valait que 0 fr. 10 le double décalitre au marché de Poitiers vers l'an-

née 1480 (pour plus de commodité et pour éviter des pertes de temps, nous transformons de suite le boisseau de l'époque en double décalitre), le boisseau de froment qui ne valait, dis-je, que 2 sous en 1480, se vendait couramment 20 sous et 24 sous, vers l'année 1595, ayant ainsi décuplé.

Nous avons cru devoir nous étendre assez longuement dans cet avant-propos sur la question de la *valeur intrinsèque* et du *pouvoir d'achat de la livre*, ne comptant y revenir désormais qu'incidemment dans le cours de notre travail.

A l'aide des données fournies par les nombreux documents que nous avons pu recueillir, nous espérons pouvoir faire revivre le *laboureur du xvi^e siècle* tel qu'il était réellement. Nous le prendrons chez lui, au milieu de ses travaux quotidiens, mais aussi dans ses rapports avec son maître, et là, au moment où il discute ses intérêts, il nous révélera peu à peu tous ses besoins, tous les détails de culture de sa métairie, en un mot l'ensemble de la vie agricole à l'époque.

L'auteur de l'une de ces « Maisons Rustiques du xvi^e siècle » dont nous parlions plus haut, en nous donnant son avis sur le choix d'un fermier, va nous faire connaître comment il entrevoyait, à l'époque, « *un bon laboureur* ».

La première page de ce manuel manque, mais l'une des pages suivantes nous apprend qu'il a été imprimé à Lyon, sous Charles IX. « Elisez un fermier entre deux âges, dit l'auteur, non « maladif, de même pays que votre ferme ; que sa femme soit « mesnagère et ses enfants bien morigénés, qu'il n'ait ni métairie « ni héritage proche de votre ferme, qu'il soit diligent pour apprendre le métier de rustication, point villotier ni souffreteux, « plaideur ni tavernier, qu'il ne reçoive homme pour hôte s'il « n'est ami de son Seigneur, que toute sa famille soit vêtue à « profit non à plaisir. Et n'est ja besoin qu'il sache lire ni écrire « et fasse faire par autrui registre de sa dépense, car le papier « endure tout, aussi ne lui faites rendre compte de plus longtemps « et de plus de choses que sa mémoire ne puisse porter. *En « temps présent les bons serviteurs sont rares, ce n'est plus « comme autrefois.* »

Et ceci était écrit et imprimé exactement en 1572 ! Mais, quelle que soit l'opinion de l'auteur sur les serviteurs à son époque, nous trouverons encore quelques bons et braves laboureurs en Poitou au xvi^e siècle.

Nous diviserons notre travail en six chapitres :

1° Nous examinerons les différentes mesures utilisées en Poitou au xvi^e siècle. A la base, figuraient la *Livre*, unité de poids, et le *Boisseau*, unité de mesures. Pour la livre, dans la partie du Poitou qui nous intéresse, il faut toujours entendre la livre dite

Livre Poids de Marc de 16 onces correspondant à 0 kg. 489,505 de notre système métrique. Quant au boisseau, chaque abbaye, chaque chapitre, chaque seigneurie d'une certaine importance et, par suite chaque paroisse, avait le sien.

Mais déjà, au xvi^e siècle, si ces différents boisseaux continuaient à servir pour lever les cens et les rentes constitués à l'époque féodale au profit des abbayes, chapitres et seigneuries auxquels ces boisseaux appartenaient, il n'en était plus de même lorsqu'il s'agissait des transactions commerciales entre habitants : là c'était généralement le boisseau de la ville la plus importante du voisinage qui était employé. Ainsi, en ce qui concerne le boisseau de Poitiers, son usage s'étendait : au nord, jusqu'au point où il rencontrait le boisseau de Châtellerault, à l'est, les boisseaux de Chauvigny et de la baronnie de Morthemer, au sud, ceux de Vivonne et de Gençay, à l'ouest enfin, les boisseaux de Mirebeau, d'Ayron et de Thénézais. Le domaine du boisseau de Poitiers formait ainsi un cercle de 20 à 30 kilomètres de diamètre. Il en était ainsi, dans des proportions variables, pour les boisseaux de Châtellerault, Chauvigny, Gençay, etc., etc. C'est là ce qu'une longue observation nous a appris et ce que, pour le Poitou, nous pouvons donner comme une règle générale. Nous verrons également que de la contenance de ces différents boisseaux découlaient toutes les mesures agraires.

2° En second lieu nous chercherons *le prix des terres* : terres arables, prés, vignes, etc... Nous constaterons de très sérieuses différences selon que nous nous adresserons au Châtelleraudais ou au Montmorillonnais, au Loudunais ou au pays Civraisien, etc., et il sera curieux d'en rechercher les causes. Par outre, pour l'évaluation de ces prix, nous nous heurterons à une difficulté nouvelle résultant de la diversité des charges qui grevaient alors la propriété foncière. Les tailles, la dîme et les devoirs féodaux, ceux-ci comprenant les cens, rentes et terrages, ces derniers, les terrages, d'origine moins ancienne, croyons-nous, que les cens et les rentes et, nous ajouterons, beaucoup plus lourds pour les terres qui y étaient assujetties. Nous constaterons, en effet, et ce sera peut-être pour quelques-uns un sujet d'étonnement, combien les cens et rentes stipulés payables en argent, étaient devenus charge légère dès le début du xvi^e siècle.

Mais la partie la plus intéressante de ce second chapitre consistera dans l'étude de la transformation que nous verrons se produire dans la possession du sol, transformation résultant d'un groupement des parcelles de faible étendue pour aider à constituer la plupart des grands domaines qui existent de nos jours en Poitou. Ce sont ces grandes exploitations agricoles, ces grands domaines dont le propriétaire possède la pleine et entière jouissance, que nous opposerons volontiers à l'ancien domaine ecclé-

siastique ou seigneurial émietté pour la presque totalité en tenures, sur lesquelles le Seigneur ne conservait qu'une sorte de souveraineté purement théorique attestée par les cens et les reñtes, ce sont, dis-je, ces grandes exploitations agricoles, dont on constate la première et puissante éclosion aux xv^e et au xvi^e siècles en Poitou. Cette transformation, bien peu d'auteurs l'ont signalée jusqu'ici pour notre région.

3^e Notre troisième chapitre abordera l'agriculture proprement dite, en traitant de la culture des céréales, froment, seigle, méteil, orge, avoine, et aussi de la culture de nombreux mélanges de grains, que nous ne soupçonnons plus aujourd'hui et qui étaient alors utilisés pour former les moutures de toute sorte dont était fait le pain des paysans, et même celui d'une bonne partie des habitants des villes, car le pain de pur froment était un objet de luxe en Poitou au xvi^e siècle, et nous ajouterons qu'il le demeura jusqu'au milieu du siècle dernier. Nous ferons suivre un aperçu du prix des grains de Louis XI à Louis XIII et nous constaterons que le froment était alors, et de beaucoup, la plus chère de toutes les denrées. La culture de la vigne et celle des prairies complètera ce troisième chapitre. Avec la culture de la vigne, nous examinerons celle des arbres fruitiers, très nombreux alors dans le Haut-Poitou et dont la récolte fournissait un appoint appréciable pour l'alimentation.

Les prairies formaient une catégorie spéciale dans la propriété foncière. Dans les baux elles faisaient toujours l'objet d'une réserve, le propriétaire en conservait la jouissance exclusive et les rares parcelles qu'il abandonnait à son métayer ou à son fermier, il les lui octroyait comme une grâce et une faveur toute particulière.

4^e L'exploitation du sol au moyen du *fermage* et du *métayage* formera notre quatrième chapitre. Nous chercherons l'origine du métayage en Poitou et point ne sera besoin, selon nous, de remonter très haut dans les siècles passés.

Nous avons essayé de faire de ces deux modes d'exploitation, le métayage et le fermage, deux chapitres différents, ce qui serait indispensable à l'époque actuelle, mais nous les avons trouvés, au xvi^e siècle, tellement confondus l'un dans l'autre qu'il nous a fallu y renoncer. Les deux points les plus importants de ce chapitre seront l'étude de la situation à l'époque, du métayer et du fermier, situation qui différerait complètement de ce qu'elle est aujourd'hui, et, en second lieu, la question des cheptels. Un autre point, secondaire si l'on veut, mais qui n'en a pas moins son importance parce que aujourd'hui très controversé dans notre région du Poitou, attirera notre attention : c'est la question des *redevances* ou *menus suffrages*. Ces redevances formaient autre-

fois une partie importante du revenu d'une métairie et nous aurons, par là même, à les étudier assez longuement.

5° Nous arrivons dans le cinquième chapitre au *paysan propriétaire*, à la petite propriété, si répandue au xvi^e siècle, dans tout le Haut-Poitou, à l'encontre de l'idée que l'on s'en fait généralement aujourd'hui. Nous étudierons, dans ce même chapitre, le paysan en tant qu'*ouvrier agricole ou journalier*, qui est toujours désigné, dans les actes de l'époque, sous le nom de « *laboureur à bras* », par opposition avec le « *laboureur à bœufs* », qui était le métayer ou le fermier et le « *laboureur* », sans aucune épithète, qui indiquait le paysan propriétaire, connu de nos jours en Poitou, et généralement qualifié dans les actes, de *Propriétaire Cultivateur*. Ces remarques sont le fruit de longues observations dans la lecture des manuscrits de nos archives poitevines, et nous ajouterons que cette règle ne comportait que de très rares exceptions.

6° Le sixième chapitre ne sera que la conclusion de notre travail. Il contiendra un coup d'œil d'ensemble sur l'agriculture et les classes paysannes dans le Haut-Poitou au xvi^e siècle. Nous essaierons d'établir, avec impartialité, une comparaison entre ces paysans du temps de François I^{er}, d'Henri II, de Charles IX, d'Henri III, et ceux de nos jours.

Tel est notre programme. Son exécution, facilitée par les nombreux documents dont nous disposons (4), nous permettra, nous l'espérons du moins, de faire revivre un Poitou agricole jusqu'ici peu connu.

En terminant cet avant-propos, nous insisterons de nouveau sur ce point que cette étude ne vise que le Haut-Poitou. Les indications qu'elle contient, les renseignements qu'elle fournit, les prix des terres, des bestiaux, des grains, des denrées de toute nature qu'elle enregistre ne seraient probablement plus exacts si on les appliquait aux autres provinces, voire même quelquefois, à cette autre partie du Poitou connue sous le nom de Bas-Poitou.

Chacune des provinces de l'ancienne France avait ses coutumes, ses mœurs, ses besoins, avec en plus son climat et par suite ses productions. Les difficultés de transport étaient un obstacle presque insurmontable aux communications de province à province, sans parler des ordonnances royales et, plus tard, des décisions des intendants qui venaient, de temps en temps, les interdire complètement ; de telle sorte que l'abondance de récolte qui se produisait dans l'une d'elle ne pouvait parer que très impar-

(4) Quinze années de recherches dans nos archives départementales et municipales nous ont permis de recueillir plus de cinq mille pages de notes sur la situation économique et sociale en Poitou au xvi^e siècle.

faitement, et quelquefois pas du tout, à la disette qui régnait dans telle autre. Dans ces conditions, l'on s'expliquera facilement que ce qui est vrai pour le Poitou, puisse bien ne pas l'être pour la Touraine et le Berry et moins encore pour l'Orléanais et l'Ile-de-France.

Nous n'avons donc écrit que pour le Poitou, voire même, au point de vue agricole, pour le Haut-Poitou seulement. Là se borne toute notre ambition.

I

Les différentes mesures utilisées en Poitou au XVI^e siècle.

Notre intention n'est point de faire ici un historique complet de toutes les mesures usitées dans la province de Poitou, la liste en serait trop longue, mais simplement d'examiner celles que nous trouverons le plus communément employées dans l'étude dont nous écrivons ici le premier chapitre, après en avoir rapidement tracé le programme.

Nous les passerons successivement en revue. Tout d'abord, les mesures de capacité utilisées pour les grains, desquelles découlaient, comme nous le verrons, toutes les mesures agraires ; cette première partie comprendra également les poids : la *Livre*, fort peu usitée alors pour la vente des grains mais employée pour beaucoup d'autres denrées, notamment pour la laine. Nous continuerons par les mesures des liquides, le vin était, alors comme aujourd'hui, d'un usage général en Poitou ; nous terminerons par les mesures linéaires et des solides utilisées pour le cubage du bois de feu et du bois d'ouvrage, des travaux de construction et de terrassement.

L'unité de mesure des grains était le *Boisseau*. La réunion de plusieurs boisseaux formait ensuite une série d'autres mesures, variant selon les régions et souvent même, selon les paroisses. *Le Setier, la Mine, le Minot, la Quarte, le Prevendier, la Charge, le Muid, la Fourniture*, etc., etc., étaient autant de mesures que l'on trouvait employées suivant les paroisses.

Le nombre des boisseaux du Poitou, sous l'ancien régime ne saurait être précisé. En principe, d'après les codes seigneuriaux, seul le seigneur *haut justicier* avait droit « de poids, de mesures, d'étalonnage » dans l'étendue de sa justice, mais l'art. XVI de la coutume du Poitou étendait ce même droit au *Seigneur Moyen justicier*, ce qui permettait au journal « *les Affiches du Poitou* », année 1773, de dire à la page 20, qu'il n'existait peut-être pas de

province en France possédant autant de mesures différentes (1). On peut juger par là de la confusion qui ne pouvait manquer d'exister dans toutes ces mesures et des difficultés sans nombre qui ne pouvaient manquer non plus de s'élever chaque jour dans l'interprétation des contrats lorsque, et le cas devait se présenter fréquemment, la désignation du boisseau n'était pas suffisamment précise. Cette confusion devait être d'autant plus grande que la contenance elle-même de ces boisseaux n'était jamais, pour la plupart d'entre eux, nettement définie ; chaque seigneur n'avait pour objectif que d'augmenter la capacité du sien. Le journal « *Les affiches du Poitou* » que nous avons déjà cité, va nous édifier à ce sujet (2). En l'année 1775, à la page 20, il reproduit une lettre de l'un de ses correspondants qui se termine ainsi :

« J'oubliais de vous marquer que le boisseau de Civray ne devrait peser qu'environ 40 livres, qu'il n'avait que ce poids en 1709, et qu'il s'est successivement accru de trois à quatre livres, on observe du reste des augmentations analogues à Aulnay, Chiré, Beauvoir, etc. ».

Beauchet-Filleau, dans son « *Etude sur les Différents Boisseaux du Poitou* », l'ouvrage le plus complet qui ait été publié sur ce sujet et auquel je vais faire de nombreux emprunts, nous dit que les moines de l'abbaye de Montierneuf, abbaye située dans l'enceinte même de la ville de Poitiers, se servaient d'un boisseau contenant 28 livres de froment et prétendaient que *l'étalon de ce boisseau n'était autre que le bénitier de leur église*, que l'on allait quérir en cas de contestation, après l'avoir vidé.

La contenance même du boisseau le plus connu et le plus usité de toute la province, *le boisseau de la ville de Poitiers*, était l'objet de discussions interminables et qui n'avaient pas encore pris fin à l'époque de la Révolution.

Dès le xvi^e siècle, pour obvier aux graves inconvénients résultant de l'incertitude qui régnait sur la contenance exacte de tous ces boisseaux « le Présidial de Poitiers, (et là, je cite textuellement Beauchet-Filleau), résolut de fixer exactement cette contenance et, dans ce but, fit recueillir tous les procès verbaux « d'étalonnement qui avaient pu être dressés pour chacun d'eux « afin de les rapporter tous à un boisseau unique, dont la contenance fût très exactement connue, et ce fut tout naturellement sur le *Boisseau de Poitiers* que le présidial jeta les yeux » (3).

(1) BEAUCHET-FILLEAU : *Les divers boisseaux en usage autrefois en Poitou*.

(2) BEAUCHET-FILLEAU, *Les divers boisseaux*, p. 82.

(3) BEAUCHET-FILLEAU, *Les divers boisseaux*, p. 83.

A Poitiers il existait deux boisseaux : le *Boisseau de l'abbaye du Pin*, qui contenait 18 livres $3/4$ de froment, et le *Boisseau des Marchands*, qui en contenait 22. Le boisseau de l'abbaye du Pin (4) remontait au xii^e siècle. En 1194, Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre et comte de Poitou, avait fait don à cette abbaye des droits qui se prélevaient sur la vente des blés dans la ville de Poitiers, à la charge de lui servir chaque année une rente de 14 livres tournois qu'il estimait devoir représenter alors la moitié du revenu que les moines devaient retirer de cette donation. Le boisseau de l'abbaye du Pin était demeuré depuis cette époque le *boisseau officiel de la Ville de Poitiers*. L'origine du boisseau de 22 livres, dit *boisseau des Marchands*, était inconnue. Il n'en est question, pour la première fois dans les ordonnances, que vers le milieu du xvi^e siècle, et cependant depuis longtemps déjà, il était le seul utilisé dans les transactions, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par la lecture des contrats de l'époque qui subsistent encore. Le boisseau de l'abbaye du Pin, le *boisseau officiel*, servait exclusivement au contraire, pour lever les droits de minage sur les marchés de la ville. Mais, anomalie extraordinaire, nous dit encore Beauchet-Filleau (5) « ce « boisseau des Marchands, condamné par maint arrêt, proscrit « par les officiers de police, était le seul dont on fit usage, non « seulement dans les transactions mais encore, ce que l'on ne « peut guère s'expliquer, dans les actes judiciaires eux-mêmes » et l'auteur en fournit plusieurs preuves dans les pièces justificatives jointes à son travail. Moi-même, j'en ajouterai une nouvelle, tirée des archives du département de la Vienne, carton 26. Dans un arrêt de l'année 1719, le présidial fixant le cours officiel de certaines denrées pour la ville de Poitiers, dit textuellement : « Ces prix sont établis d'après le *Boisseau des « Marchands*, sauf à diminuer un demi-quart de boisseau pour « les denrées vendues à la mesure et cep de l'abbaye du Pin. »

On voit qu'en 1719 la rivalité entre les deux boisseaux existait toujours. Elle persistait encore quelques années seulement avant la Révolution. En 1786, un procureur du roi au présidial de Poitiers, Jean Filleau, espérant pouvoir résoudre cette interminable question et doter enfin la ville de Poitiers d'un boisseau unique et incontesté, adressait, à la date du 23 décembre, à la municipalité de Tours, une lettre dans laquelle il disait, en substance, au maire de cette ville, que d'anciens manuscrits lui avaient appris que le boisseau de Tours et celui de Poitiers devaient être de même capacité et que des incertitudes et des discussions sérieu-

(4) L'Abbaye du Pin était située à quelques kilomètres au sud de la ville de Poitiers.

(5) BEAUCHET-FILLEAU, *Les boisseaux du Poitou*.

ses s'étant élevées, depuis de très longues années, à Poitiers, au sujet de la contenance exacte du boisseau de la ville, il le pria de vouloir bien lui dire quel était exactement : « la grandeur du « boisseau de Tours, sa hauteur, sa largeur, sa solidité réduite en « pouces cubes et enfin son poids en froment ». Le 27 de ce même mois de décembre, le maire de Tours répondait : que loin de pouvoir fournir des renseignements à M. Filleau, la ville ne pouvait lui offrir au sujet des mesures qu'un gâchis dont il n'y avait pas d'exemple : « Il n'y a, à Tours, aucun cep étalon ou mesure ma-
« trice dont on puisse partir pour servir de règle, fixer les di-
« mensions ou échantillons des boisseaux, on ne croirait pas, et
« cela est cependant la vérité, qu'il n'y a que *d'anciens boisseaux*
« *de bois, dont rien ne détermine la grandeur, rien n'accuse l'au-*
« *thenticité*, qui puisse servir de règle à la police. Il ne reste à
« l'Hôtel de Ville aucune trace de la mesure de l'ancien boisseau.
« D'où part-on pour fixer une mesure quelconque ? d'une an-
« cienne routine que rien ne justifie. » Et la lettre qui continue longtemps sur ce même ton, se termine ainsi : « *L'opinion géné-*
« *rale* est, qu'à Tours le boisseau de froment pèse 18 livres et le
« setier 216, mais cette règle est fautive, le blé variant de poids
« d'après sa qualité et d'après l'état de l'atmosphère. » Voilà qui n'était pas fait pour aider beaucoup le procureur du roi, Jean Filleau, dans son travail de reconstitution du boisseau officiel de la ville de Poitiers. Tours était encore plus mal loti que Poitiers. Du reste, ajoute Beauchet Filleau, dans son étude sur les Boisseaux du Poitou, à laquelle j'emprunte tous ces détails, « sur ces
« entrefaites, 1789 arriva et la Révolution survint qui emporta
« tout à la fois les boisseaux ennemis et le magistrat qui avait
« tenté une dernière fois leur unification » (7).

Plusieurs documents conservés au greffe du présidial prouvent que, bien que cette question des deux boisseaux ne fut pas tranchée, les magistrats de cette cour n'en avaient pas moins, depuis de longues années, établi le rapport entre la contenance de chacun des boisseaux de la province et la contenance du boisseau de la ville de Poitiers (8), mais là encore pour établir ce rapport, ils avaient pris pour base, non pas le boisseau officiel, le boisseau de l'abbaye du Pin, mais bien le boisseau des Marchands ainsi qu'en fait foi une pièce dont l'authenticité ne saurait être contestée (9). Cette pièce porte la date du 23 mai 1628. Il s'agit d'un procès-verbal au moyen duquel le juge seigneurial

(7) Le procureur du roi, Jean Filleau, n'était autre que l'aïeul, du côté maternel, de M. Beauchet-Filleau, l'auteur de l'étude sur les divers boisseaux du Poitou.

(8) Le manuscrit n° 362 de la bibliothèque municipale de la ville de Poitiers fournit également le rapport des boisseaux d'un très grand nombre de paroisses avec le boisseau « des Marchands », de Poitiers.

(9) Archives de la Vienne, *Familles*, E 2 143,

de la châteltenie de Chéneché (Vienne), établit qu'il a procédé à la vérification du boisseau de cette châteltenie en le comparant à celui de Poitiers. D'après un arrêt du parlement de Paris, le boisseau de Chéneché devait revenir à un boisseau et demi, mesure de Poitiers. Le procès-verbal est ainsi conçu : « *A l'instant* » le procureur fiscal de la châteltenie de Chéneché, nous a pré-
« senté le *boisseau marqué des armes de la ville de Poitiers en dix* »
« *endroits*, scavoyn : sur le fond en dedans, sur le fond en dehors,
« et sur les deux cerceaux, lesdites armes sont pleines et entières ;
« et les six autres marques qui sont, trois sur les bords de dessus
« et trois sur les bords de dessous, ne sont pas entières, n'ayant pu
« être imprimées dans toute leur étendue pour n'y avoir pas assez
« d'espaces sur les dits bords ». Le juge après avoir fait prendre le diamètre et la hauteur de ce boisseau, constate qu'il pèse, rempli de froment, 22 livres, le fût du boisseau étant déduit, et fait régler le boisseau de Chéneché sur ce même patron mais augmenté de moitié pour se conformer à l'arrêt du parlement de Paris.

Voici donc qui établit très nettement qu'il existait à Poitiers en l'année 1628, un boisseau contenant 22 livres de froment que la municipalité, à défaut du présidial, considérait d'une façon incontestable comme le *boisseau officiel de la ville*. Beauchet-Filleau n'a pas eu connaissance de cette pièce, enfouie dans nos archives départementales au milieu d'un volumineux dossier, sans quoi il en eut très certainement fait état dans son étude. Le conseiller au présidial chargé par sa compagnie de rapporter tous les boisseaux de la province au boisseau de Poitiers, avait donc été bien inspiré en prenant pour type le boisseau de 22 livres ou boisseau des marchands, qui était pour ainsi dire le seul employé dans les transactions, aussi bien que dans les expertises.

Pour établir ce rapport, ce magistrat s'est uniquement basé sur le poids que pesait chacun de ces boisseaux rempli de froment, et alors il nous dit, par exemple, qu'un seul boisseau de Couhé pèse autant que quatre boisseaux de Poitiers, que quatre boisseaux de Confolens représentent huit boisseaux de Poitiers, que deux boisseaux de Chéneché en font trois de Poitiers, etc., etc. Le maire de Tours nous faisait observer tout à l'heure, à juste titre, combien cette manière de procéder au moyen du poids des grains était défectueuse. Le poids de l'hectolitre de froment varie, selon la qualité du grain, de 75 à 80 kilog. Il s'élève rarement au-dessus de ce dernier chiffre, de même qu'il ne tombe que très exceptionnellement au-dessous du premier, en Poitou tout au moins, mais cela suffit pour avoir pu entraîner des différences assez notables dans le poids des différents boisseaux qui servirent à faire l'expérience ordonnée par le présidial et qui, pesés chacun dans leur localité respective et à des époques différentes, ne furent vraisemblablement pas tous remplis avec du froment de même qualité. Il ne faudrait donc pas considérer

comme mathématiquement exactes toutes les contenances qui nous sont fournies, mais les prendre seulement comme approximations. Il en sera du reste de même pour les mesures de surfaces, ainsi que nous le verrons plus loin lorsqu'il s'agira de déterminer dans les différentes paroisses l'étendue de la boisselée, de la septrée, de la prévendée, etc., etc. Telles quelles cependant, les contenances des différents boisseaux que nous donne le travail, conservé dans les papiers du greffe du présidial, suffisent pour servir de base à une étude comme celle que nous entreprenons au point de vue agricole.

Dans son travail, Beauchet-Filleau, tablant tant sur les chiffres fournis par les papiers du greffe dont nous parlons ci-dessus que sur des documents tirés de ses archives personnelles, donne la contenance de ces boisseaux en traduisant *les Livres en Litres* de notre système décimal. Pour ce faire, il a fixé tout d'abord à 14 litres 13 centilitres, la contenance du boisseau marchand de la ville de Poitiers auquel il a dû rapporter ensuite, comme l'on sait, tous les autres boisseaux de la province. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire, dans le tableau qui va suivre, les contenances fournies par Beauchet-Filleau, bien que quelques-unes d'entre elles nous semblent critiquables, mais nous voyons pour tous ces calculs, des bases si peu certaines, que nous nous abstenons d'y toucher dans la crainte de faire moins bien encore. Nous avons cependant ajouté dans ce tableau les boisseaux de quelques localités qui ne figurent pas sur la liste de Beauchet-Filleau et pour lesquelles nous possédons nous-mêmes des renseignements qui nous ont paru sérieux. Nous avons également fait figurer les contenances, *en Litres*, de quelques boisseaux dont l'auteur se contentait de donner le poids, par contre, nous en avons supprimé certains autres, généralement du Bas-Poitou, qui n'étaient pas intéressants pour notre étude. Pour les autres, la seule modification un peu sérieuse que nous ayons apportée concerne le boisseau de *la ville de Loudun*, que Beauchet-Filleau considère comme contenant 12 litres 84 centilitres. Depuis la publication de son travail, le *Boisseau Etalon de la ville de Loudun* a été retrouvé. C'est une cuve en bronze du poids de 35 kg., qui semble dater de la fin du règne de Louis XI. Cette pièce, très intéressante pour l'histoire du Poitou, a été donnée à la *Société des Antiquaires de l'Ouest* par l'un de ses membres aujourd'hui décédé, M. Labbé de la Mauvinière, et figure, depuis lors, en bonne place, dans l'un des Musées de la Société. Il ne saurait donc y avoir de doute sur la capacité de ce boisseau qui contient exactement 10 litres 34 centilitres. Contenance qui concorde bien, du reste, avec certains documents de l'époque que nous pourrions citer (10). Nous aurions bien également une autre observation à

(10) Arch. de la Vienne M 6 1. Il faut 9 boisseaux 38/100 de Loudun pour faire un hectolitre.

faire, relativement au boisseau de l'abbaye du Pin, dont il a été si souvent question, et qui, selon nous, devait contenir un peu plus de 12 litres et non pas 11 litres 40 centilitres, mais nous croyons très difficile, pour ne pas dire impossible, ainsi que nous l'avons déjà dit plusieurs fois, de fixer la contenance de tous ces boisseaux à quelques centilitres près.

Les Boisseaux du Poitou.

Leur contenance en Litres, par ordre de décroissance.

| LOCALITÉS | Litres | Centil. | LOCALITÉS | Litres | Centil. | LOCALITÉS | Litres | Centil. |
|----------------------|--------|---------|-------------------|--------|---------|-----------------------|--------|---------|
| Noirmoutiers. | 63 | 58 | Parthenay. | 24 | 72 | Etables. | 17 | 66 |
| Ruffec. | 58 | 52 | Rochemaux. | 24 | 72 | Faye-la-Vineuse. | 17 | 66 |
| Les Sables-d'Olonne | 58 | 52 | Le Blanc. | 23 | 55 | Lussac-les-Châteaux | 17 | 66 |
| Couhé. | 56 | 52 | Benassais. | 23 | 55 | Montgamé. | 17 | 66 |
| La Mothe-Achard. | 56 | 52 | Les Essards. | 22 | 48 | Neuville. | 17 | 66 |
| Nanteuil-en-Vallée | 56 | 52 | Châtellerault. | 21 | 19 | La Roche-Posay. | 17 | 66 |
| St-Gilles-s-Vie. | 49 | 45 | Chénéché. | 21 | 19 | La Roche-s-Yon. | 17 | 66 |
| Lusignan. | 47 | 10 | Grisse (Baron de) | 21 | 19 | St-Jouin-de-Marne | 17 | 66 |
| La Mothe-st-Héraye | 45 | 92 | La Flocellière. | 21 | 19 | Saint-Loup. | 17 | 66 |
| Sanxay. | 45 | 68 | Les Herbiers. | 21 | 19 | Richelieu. | 16 | 15 |
| St-Sauvant. | 45 | 68 | Jaulnay. | 21 | 19 | Gd Prieuré d'Aquit. | 15 | 90 |
| Pamproux. | 43 | 72 | Latillé. | 21 | 19 | La Celle (Abb. de). | 15 | 90 |
| L'Isle-Jourdain. | 42 | 39 | Lavausseau. | 21 | 19 | Celles-L'Evescault. | 15 | 98 |
| Luçon. | 42 | 39 | Maveau. | 21 | 19 | Fontaine-l-Ct' (Abb) | 15 | 90 |
| Mareuil. | 37 | 68 | Monthoiron. | 21 | 19 | Ligugé. | 15 | 90 |
| Brioux. | 36 | 54 | Montreuil-Bonnin. | 21 | 19 | St-Nicolas (Abb.de) | 15 | 90 |
| Celles-s-Belles. | 35 | 32 | Saint-Romain. | 21 | 19 | Mazerolles. | 15 | 80 |
| Chef-Boutonne. | 35 | 32 | La Tourau Cognon | 21 | 19 | Montierneuf(Abb.de) | 15 | 80 |
| Lézac. | 35 | 32 | Montmorillon. | 21 | 19 | Moncontour. | 15 | 66 |
| Melle. | 35 | 32 | Saint-Savyn. | 20 | 88 | Chapitre de St-Pierre | 15 | 66 |
| Les Roches Bariteau. | 35 | 32 | La Trimouille. | 20 | 88 | Argenton-Chateau. | 15 | 30 |
| Angles-s-l'Anglin. | 32 | 97 | Verrière. | 20 | 88 | Mirebeau. | 15 | 30 |
| Queaux. | 32 | 97 | Lencloître. | 20 | 88 | St-Jean-de-Saulve. | 15 | 30 |
| Usson. | 31 | 79 | Champagne-Mouton. | 19 | 09 | Thouars. | 15 | 30 |
| Benay. | 28 | 26 | Argenton-Berry. | 18 | 84 | Nouaillé (Abb. de). | 15 | 90 |
| Champdeniers. | 28 | 26 | Bois-Pouvreau. | 18 | 84 | Bressuire. | 15 | 02 |
| Charroux. | 28 | 26 | Champagné-St-Hil. | 18 | 84 | Ste-Croix (Abb. de). | 15 | 02 |
| Chastel-l'Archer. | 28 | 26 | Chantemerle. | 18 | 84 | Trinité (Abb. de la). | 15 | 02 |
| Civray. | 28 | 26 | Chauvigny. | 18 | 84 | Poitiers. | 14 | 13 |
| Confolens. | 28 | 26 | Dienné. | 18 | 84 | Bouresse. | 14 | 13 |
| Coulonge-l-Royaux. | 28 | 26 | Gençay. | 18 | 84 | Tiffauge. | 14 | 13 |
| Fontenay-l-Comte. | 28 | 26 | Montaigu. | 18 | 84 | Vouzaille. | 14 | 13 |
| Niort. | 28 | 26 | Morthemer. | 18 | 84 | Champigny-le-Sec | 14 | 13 |
| Oléron. | 28 | 26 | Pouzauges. | 18 | 84 | Chap. N-D.-la-Gr. | 14 | 13 |
| Roche-Servières. | 28 | 26 | Ste-Hermine. | 18 | 84 | Chap. St-Hil.-le-Gr. | 14 | 00 |
| Saint-Germain. | 28 | 26 | Sommières. | 18 | 84 | Ch. Ste-Radegonde. | 14 | 00 |
| Saint-Maixent. | 28 | 26 | Touffou. | 18 | 84 | Ch. St-P.-le-Pueliier | 14 | 00 |
| Secondigny. | 28 | 26 | Vendeuvre. | 18 | 84 | Dissais. | 14 | 00 |
| Vernon. | 28 | 26 | Beaumont. | 18 | 84 | Magnac Laval. | 12 | 95 |
| Vivonne. | 28 | 26 | Lhommaizé. | 18 | 27 | Abbaye du Pin. | 11 | 40 |
| Vouvant. | 28 | 26 | Maison Dieu Mon. | 17 | 94 | Loudun. | 10 | 34 |
| Pleumartin. | 28 | 26 | Thenezay. | 17 | 66 | | | |
| Vouillé. | 25 | 91 | Ayrvault. | 17 | 66 | | | |

L'examen de ce tableau fait bien ressortir, et l'on ne saurait ne pas en être frappé, l'énorme différence de contenance qui existe entre certains de ces boisseaux ; le boisseau de Loudun ne contient guère plus de 10 litres tandis que celui de Noirmoutiers a une contenance *six fois supérieure*... Il serait trop long de rechercher ici la raison de ces différences que nous nous contentons de signaler. On remarquera également que ces boisseaux figurent par séries d'une contenance absolument identique. Dix-huit d'entre eux contiennent 28 litres 26 centilitres, c'est-à-dire *exactement le double du boisseau de Poitiers* ; seize avaient une contenance de 21 litres 19 centilitres ; seize autres de 18 litres 84 centilitres ; dix, de 17 litres 66 centilitres, etc., etc. Il semble bien extraordinaire que ces boisseaux, dont la contenance avait dû être primitivement fixée par les chatelains et autres propriétaires de fiefs agissant chacun dans leur pleine indépendance et sans entente préalable, puissent fournir un aussi grand nombre d'exemplaires absolument identiques, d'autant plus que ces séries ne groupent pas des boisseaux d'une même région, loin de là. Dans la série de 28 litres, par exemple, on trouve le boisseau de Charroux à côté de celui de Fontenay-le-Comte, le boisseau de Pleumartin et celui de Coulonges-les-Royaux et de beaucoup d'autres localités fort éloignées les unes des autres, ce n'est donc pas leur proximité qui peut expliquer leur similitude. Il n'y a, du fait que nous constatons là, qu'une explication possible croyons-nous : c'est que le Présidial, dans son désir d'unifier dans la mesure du possible les boisseaux du Poitou, n'a pas craint de réduire légèrement la contenance de certains d'entre eux, tandis qu'il augmentait insensiblement au contraire la contenance de certains autres, tout cela pour pouvoir les rapporter tous *facilement au boisseau de Poitiers* et arriver ainsi au résultat que nous constatons ci-dessus. Le but était louable, mais est-on bien sûr que les populations aient très franchement admis toutes ces modifications, quelque légères qu'elles fussent ? Rien n'est moins certain. Nous en revenons donc à ce que nous avons déjà dit plusieurs fois, qu'à part quelques boisseaux très connus et pour lesquels il ne peut y avoir de doute, pour tous les autres, il faut se garder de prendre comme infaillibles et mathématiquement exactes toutes les contenances indiquées. D'autant qu'à côté des boisseaux composant la liste du greffe, il en existait d'autres et dans des conditions quelquefois assez singulières. Un très curieux document de nos archives départementales (carton 26), nous apprend qu'à Saint-Maixent, en 1790, il existait encore deux sortes de boisseaux, l'un connu sous le nom de *boisseau du Minage*, l'autre, de 1/16 moins grand que le premier, dénommé le *boisseau du Mardi*, parce qu'il n'était utilisé que ce seul jour de la semaine ! C'est à peine croyable et cependant cela est certain et s'explique ainsi, que la seigneurie à laquelle appartenaient les

droits de minage le mardi n'était pas la même que celle à laquelle appartenaient ces mêmes droits les autres jours de la semaine et que chacune d'elles avait son boisseau. Mais n'était-ce pas là le comble de la confusion ! Et cependant le présidial n'était pas arrivé à faire disparaître cette effrayante anomalie. Il n'y avait pas qu'à Saint-Maixent du reste qu'il existât deux boisseaux : selon les renseignements publiés par la préfecture de la Vienne en 1807, sur les ordres du préfet Chéron, sous le titre de « Tables de Comparaisons entre les Mesures Anciennes et les Mesures Nouvelles », il y avait à Loudun le boisseau « Extra Muros », qui contenait 10 litres 90 centilitres, et le boisseau « Intra Muros » qui n'en contenait que 10 ; à Charroux, le boisseau seigneurial avait une contenance de 24 litres, tandis que le boisseau des Marchands en contenait 27. Angles sur l'Anglin avait également deux boisseaux, l'un de 32, l'autre de 34 litres. Beauchet-Filleau, de son côté, nous apprend qu'à l'Abbaye de la Celle, en plus du boisseau ordinaire de 15 litres 90 centilitres, il y avait « le boisseau du Cellier » qui en contenait près de 24. A Chef-Boutonne, il existait même trois boisseaux : « Le Cep Royal », « le boisseau du Minage » et le « boisseau des Marchands », tous de contenance différente. Enfin, le même auteur nous rapporte encore, d'après le « Journal les Affiches du Poitou » de l'année 1774, page 6, qu'à Saint-Gilles-sur-Vie, *chaque seigneur, chaque marchand, chaque fermier* avait son boisseau particulier duquel il ne voulait pas démordre. Je bornerai là mes citations, laissant au lecteur le soin d'en déduire les conclusions, mais, en terminant, je répéterai ce que je disais dans le précédent chapitre que, de tous ces boisseaux, le plus grand nombre n'étaient déjà plus utilisés au xvi^e siècle, même dans leur paroisse où, pour les transactions commerciales, on employait le boisseau de la ville voisine, boisseau qui rayonnait dans toute la région.

Nous avons cru devoir nous étendre très longuement sur la contenance de tous ces boisseaux du Poitou, parce que, de cette contenance, découlaient une infinité d'autres mesures sur lesquelles nous allons passer maintenant plus rapidement.

Nous citerons d'abord les sous-multiples du boisseau : le « boisselot » qui représentait exactement la $\frac{1}{2}$ du boisseau ; la « mesure », que l'on trouvait généralement dans les paroisses où le boisseau était de trop grande dimension pour pouvoir être utilisé comme *outil* pour la manipulation des grains. La contenance de ces *mesures* variait à l'infini et se trouvait par là même difficile à préciser. D'après Beauchet-Filleau, à Gençay, Champagné-Saint-Hilaire, Sommières, la *mesure* représentait le quart du boisseau, tandis qu'elle n'en était plus que la huitième partie à Civray. On trouvait ensuite « l'écuellée » : à Civray, où elle re-

présentait la onzième partie du boisseau (11), dans le Thouarsais, où elle n'en n'était plus que la douzième partie (12). Dans cette dernière région l'Euellée se divisait en douze « Poignées ». Cette dernière mesure, qui n'était en somme que la 144^e partie du boisseau, et cela à Thouars où le boisseau ne contenait que 15 litres 30 centilitres, démontre bien le prix que l'on attachait au froment à cette époque. Beauchet-Filleau cite encore « le quarteron » représentant à Bressuire la 1/2 du boisseau. Je ne parlerai pas du « Litron », mesure bien connue qui contenait environ 81 centilitres, mais dont il n'était jamais fait mention dans les marchés et les transactions dans le Haut-Poitou. Nous passons en outre très certainement sous silence beaucoup d'autres divisions du boisseau qui nous sont inconnues.

Les multiples du boisseau étaient plus nombreux : le *setier*, le *prévendier*, la *charge*, la *fourniture*, le *muid*, et beaucoup d'autres que nous allons examiner.

En première ligne nous mettrons le *setier*, de beaucoup le plus usité. Dans la région de Paris, les mesures, en ce qui concerne les grains, étaient, et de longue date, très exactement réglées : Le *boisseau* contenait 20 livres de froment, le *minot* contenait 3 boisseaux, la *mine* deux minots ou 6 boisseaux, le *setier* deux mines ou 12 boisseaux, et enfin le *muid* contenait douze setiers, c'est-à-dire 144 boisseaux. Il n'en allait pas de même dans le Poitou où le *setier* de froment variait de contenance presque autant que le boisseau, et où le *setier* d'avoine, dans la majeure partie des paroisses, n'était pas le même que le *setier* de froment. Pour abrégé, nous établirons de suite un tableau donnant le nombre de boisseaux formant le *setier de froment*, dans les paroisses où la contenance de ce *setier* nous est connue.

(11) BEAUCHET-FILLEAU, *Les boisseaux du Poitou*, p. 99.

(12) Arch. de la Vienne, fond de l'abbaye de Sainte-Croix. Liasse 75. Nous devons le renseignement sur ces curieuses mesures de « l'Euellée » et de la « Poignée » dans le Thouarsais à l'obligeance du R. P. Dom de Monsabert, qui nous a fourni du reste nombre d'autres précieux documents, et nous sommes heureux de trouver ici l'occasion de l'en remercier bien vivement.

| SETIERS DE QUATRE BOISSEAUX | | SETIERS DE HUIT BOISSEAUX | |
|-----------------------------|---------------|---------------------------|---------------|
| Paroisses | Cont. en Lit. | Paroisses | Cont. en Lit. |
| | L. C. | | L. C. |
| Confolens (13). | 113,04 | Parthenay (14). | 197,76 |
| | | Vouillé (15). | 207,28 |
| | | Chauvigny (16). | 150,72 |
| | | Montierneuf Abb. (17) | 126,40 |
| | | Thouars (18). | 122,40 |
| | | Bressuire (19). | 120,16 |
| | | Ste-Croix Abb. (20). | 120,16 |
| | | Poitiers (21). | 113,04 |
| | | St-Benoît-de-Quinçay (22) | ? |

| SETIERS DE DOUZE BOISSEAUX | | SETIERS DE SEIZE BOISSEAUX | |
|----------------------------|---------------|----------------------------|---------------|
| Paroisses | Cont. en Lit. | Paroisses | Cont. en Lit. |
| | L. C. | | L. C. |
| Vendeuvre (23). | 226,08 | Civray (30). | 452,16 |
| Thénézay (24). | 211,90 | Châtellerault (31). | 339,04 |
| Saint-Loup (25). | 211,90 | Montmorillon (32). | 339,04 |
| St-Jouin-de-Marnes (26). | 211,90 | | |
| Moncontour (27). | 187,92 | | |
| Mirebeau (28). | 183,60 | | |
| Loudun (29). | 124,08 | | |

(13) Arch. de la Vienne, carton 26.

(14) Arch. Vienne, carton 26. A. RICHARD, *Les archives du Château de la Barre*, p. 148. Bibliothèque municipale Poitiers, manuscrit 362. BEAUCHET-FILLEAU, page 112.

(15) Arch. Vienne, carton 26. Bibl. municipale, manuscrit 362.

(16) Arch. Vienne, carton 26. Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau 1542.

(17) Biblioth. municipale Poitiers. Manuscrit 362.

(18) BEAUCHET-FILLEAU, *Les boisseaux du Poitou*, p. 112.

(19) BEAUCHET-FILLEAU, *Les boisseaux du Poitou*, p. 96.

(20) Bibl. municipale, Poitiers, Manuscrit 362.

(21) Arch. Vienne, carton 26. Avec, en plus, une foule d'autres documents tous concordants.

(22) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1559, nov. 29.

(23) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Guyonneau 1599, janvier 30. — Arch. Vienne. Affiches du Poitou 1788, juin 26. — Arch. Vienne, carton 26.

(24) Arch. Vienne, carton 26.

(25) Arch. Vienne, E 4 27. Minutes Guyonneau 1598, juin 20.

(26) BEAUCHET-FILLEAU, p. 110.

(27) Arch. Vienne, carton 26.

(28) Arch. Vienne, carton 26. Arch. Vienne, carton 26. Ce second document donne 13 boisseaux au setier. La différence provient de ce que là est compris un boisseau de garniture.

(29) Arch. Vienne, carton 26. Et de nombreux autres documents.

(30) BEAUCHET-FILLEAU, p. 99.

(31) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1561, novembre 11.

(32) Arch. Vienne E 4 1-100. Minutes Vézien 1542, nov. 9. Bail à ferme de la seigneurie du Bourg Archambault.

On voit que le nombre de setiers connus est assez restreint mais il faut bien dire que dans les tableaux ci-dessus figurent une partie des villes et des paroisses importantes du Haut-Poitou et que, dans certaines autres villes ou paroisses importantes, le setier n'existait pas et était remplacé par le *prévendier* que nous verrons plus loin.

Il est à remarquer que dans la contenance en boisseaux de ces setiers, la progression s'établit régulièrement par quatre. Il y avait évidemment une raison. Nous ferons également remarquer que l'orthographe du mot *setier* a plusieurs fois varié en Poitou : dans tous les manuscrits du xv^e siècle il est écrit *sextier* ; au xvi^e siècle on trouve généralement septier, tandis qu'au xvii^e et au xviii^e siècle on écrit communément *setier*. La contenance du setier aurait-elle variée avec l'orthographe du xv^e au xvi^e siècle ? Quoiqu'il en soit le setier était de beaucoup la mesure la plus usitée dans le Haut-Poitou pour les ventes de grains, mais, ainsi que nous le disions ci-dessus, le *setier d'avoine* différait du *setier de froment*, et il est souvent assez difficile de fixer exactement la contenance du premier. A Poitiers, il s'établit assez nettement à 12 boisseaux, contenant ainsi $1\frac{1}{3}$ en plus que celui de froment (33). Il en était de même à Mirebeau où le setier de froment contenait 12 boisseaux et celui d'avoine 18 (34). Par contre, à Civray, le setier d'avoine était le double du setier de froment, 32 boisseaux au lieu de 16 (35). Un document de l'année 1563 (Arch. Vienne C^s 8) qui n'est autre que l'évaluation du duché de Châtellerault faite à cette époque à l'occasion du don de la terre de Châtellerault à Diane de France, fille légitimée de Henri II, nous fournit pour cette région le setier d'avoine à 40 boisseaux. On voit par là que sa contenance était encore plus variable que celle du setier de froment.

Le *prévendier* était également une mesure courante en Poitou. Dans certaines paroisses, comme Château-Larcher, Vivonne, Champagné-Saint-Hilaire, Charroux, Usson, Gençay, Lhommaizé, Lusignan, il remplaçait le setier ; dans quelques autres, comme Bressuire et Civray, on le rencontrait conjointement avec le setier. A Château-Larcher, Vivonne, Gençay, Champagné Saint-Hilaire, il se composait de 8 boisseaux (36), tandis qu'il n'en con-

(33) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1559, nov. 17. Bail à ferme de la Bourgeoisie, paroisse d'Iteuil. Dans le bail figurent 10 setiers d'avoine à mesure d'avoine qui est 12 boisseaux au setier. Assez souvent on trouve le setier d'avoine à 13 boisseaux, mais c'est qu'alors le treizième boisseau est considéré comme garniture.

(34) Arch. Vienne, carton 26.

(35) BEAUCHET-FILLEAU, page 99.

(36) Pour le Prévendier de Vivonne, Château-Larcher, Gençay, voir Arch. de la Vienne, Dépôt des Archives historiques du Poitou, le manuscrit n° 50, qui fournit tous renseignements sur les mesures de ces trois paroisses.

tenait que 4 à Charroux, Usson, Lhommaizé et Lusignan (37). A Bressuire et à Civray, si nous en croyons Beauchet-Filleau, le prévendier représentait le 1/4 du setier de chacune de ces paroisses.

Après le setier et le prévendier, on trouvait *la charge*. La coutume du Poitou fixait le poids de la charge de cheval à 300 livres. C'était, avec *la livre* et *le quintal*, la mesure la plus employée pour toutes les denrées qui se vendaient au poids, et aussi la plus usitée, pour fixer les prix de transport des marchandises (38). Le quintal se composait de cent livres, et la livre usitée en Poitou était, nous l'avons dit dans le chapitre précédent, la livre poids de marc, dite livre de Charlemagne, de 0 kg. 489,505.

La charge, en tant que mesure des grains, était à Poitiers très régulièrement fixée à 300 livres. Elle comprenait 16 boisseaux, mesure de l'abbaye du Pin (39) pesant chacun 18 livres 3/4, qui font bien effectivement 300 livres ; mais dans les autres paroisses du Poitou, *les prescriptions de la Coutume* étaient loin d'être aussi strictement observées, et *la charge*, représentée par un nombre de boisseaux déterminé, s'écartait généralement, et souvent dans de très fortes proportions, des 300 livres légales. Le tableau ci-dessous donne le poids de la charge pour les quelques paroisses dans lesquelles nous avons pu nous assurer de sa contenance. Il fournit également le nombre de boisseaux et de litres de grains dont elle était composée.

(37) Arch. Vienne E 4 24. Minutes Bourbeau 1569, Bibl. municipale, manuscrit 362, BEAUCHET-FILLEAU, p. 98.

(38) Arch. Vienne E 4 24. Minutes Bourbeau 1570, mars 8. Un voiturier de Saint-Junyen, en Limousin, s'engage à transporter dix charges de drap de laine de Poitiers à Lyon à raison de 20 livres tournois par chacune charge — E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1559, mai 22. François Cotheureau, messenger à Poitiers, s'engage à transporter de Poitiers à Pau, les bagages du roi de Navarre pesant 1971 livres, à raison de 8 livres par charge de 300 livres.

(39) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1568, octobre 20 — BEAUCHET-FILLEAU, p. 89.

| PAROISSES | Boisseaux | Quantité de litres | POIDS |
|-----------------------------|-----------|-----------------------|---------|
| | | L. C. | |
| Poitiers (boisseau du Pin). | 16 | 195,60 | 146,850 |
| Montmorillon (40). | 12 | 254,28 | 190,710 |
| Chatellerault (41). | 12 | 254,28 | 190,710 |
| Les Herbiers (42). | 12 | 254,28 | 190,710 |
| Vendeuvre (43). | 12 | 226,03 | 169,560 |
| Le Blanc (44). | 10 | 235,50 | 176,620 |
| Parthenay (45). | 10 | 247,20 | 186,400 |
| Bressuire (46). | 8 | 120,16 | 90,120 |
| Mareuil (47). | 8 | 301,40 | 226,180 |
| Montaigu (48). | 8 | 150,72 | 113,040 |
| Les Essards (49). | 6 | 134,88 | 101,160 |

Ce tableau contient le nom d'une ville qui appartenait au Berry, le Blanc, mais les transactions étant très nombreuses entre Le Blanc et le Montmorillonais, nous avons cru devoir faire figurer son nom dans le tableau ci-dessus, ainsi que celui de plusieurs autres paroisses, du reste, qui, elles, faisaient partie du Bas-Poitou.

Les 300 livres fixées par la coutume du Poitou comme poids de la charge, représentaient 146 kg. 850 de notre système décimal. On remarquera que les poids fournis par les paroisses de Bressuire et de Mareuil s'en éloignent sensiblement, le premier étant de beaucoup trop faible et le second de beaucoup trop élevé. Ces deux indications sont fournies par un document se trouvant aux archives de la Vienne (carton 26) et ce document, qui provient de l'ancien greffe du présidial, semble pourtant offrir toute sécurité.

Nous arrivons maintenant aux deux mesures employées dans les marchés et les transactions portant sur de grandes quantités de grains : *Le muid* et *la fourniture*.

Nous avons vu qu'à Paris *le muid* représentait 12 *setiers*. En Poitou, au xv^e siècle, le muid était également d'un usage courant et semblait bien être de même contenance, environ, que celui de

(40) Arch. Vienne, carton 26. Renseignements fournis aux Trésoriers de France à Poitiers, par le receveur de la reine d'Ecosse (son douaire de Montmorillon) : « Le setier de blé à Montmorillon est de 16 boisseaux et la charge de 12 boisseaux. »

(41) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau 1548, nov. 17.

(42) Bibliothèque municipale Poitiers, manuscrit 362.

(43) Arch. Vienne, carton 26. Affiches du Poitou 1783, juin 26.

(44) Bibliothèque municipale Poitiers, manuscrit 362.

(45) A. RICHARD, *Les Archives du Château de la Barre*, vol. 1, p. 148.

(46) Arch. Vienne, carton 26.

(47) Arch. Vienne, carton 26.

(48) Arch. Vienne, carton 26.

(49) Arch. Vienne, carton 26.

Paris, mais au xvi^e siècle, dans le Haut-Poitou tout au moins, il avait en grande partie disparu. Il était remplacé par la *fourniture*. Nous ne voulons pas dire par là que le muid ne figurait plus dans aucun document : ainsi il en est fait mention pendant tout le cours du xvi^e siècle dans les registres de délibération du conseil de ville de Poitiers, lorsque le roi ordonnait la levée sur les habitants, d'une certaine quantité de grains pour l'entretien de ses troupes (et alors, tout naturellement, il s'agissait du muid mesure de Paris), mais dans la pratique commerciale, dans le Haut-Poitou, il n'est généralement plus question, à partir du règne de François I^{er}, que de la *fourniture* et non plus du muid.

La fourniture était usitée non seulement pour le commerce des grains mais encore pour quelques autres denrées. Elle se composait toujours de 20 unités, de 20 mesures inférieures. Elle contenait pour les grains 20 *setiers* (50), pour le bois d'ouvrage 20 *brasses* (51), pour le bois de feu 20 *réhortées* (52).. On ne saurait s'y tromper. On rencontrera, de loin en loin, la fourniture contenant 21 setiers, cela n'infirmera en rien la règle et prouvera seulement que l'acquéreur a arraché un setier de *garniture* à son vendeur ; il en sera de même, quelquefois, pour le bois d'ouvrage et le bois de feu. Au xvi^e siècle, la *garniture* était d'un usage courant dans la vente de certaines denrées ; pour le commerce des laines, par exemple, ou les cent livres étaient toujours « garnies de quatre livres », c'était là la forme usuelle. Le setier d'avoine qui, comme nous l'avons vu, contenait, à Poitiers, exactement 12 boisseaux, était assez fréquemment livré à 13 boisseaux, quelquefois même, jusqu'à 14 boisseaux pour cette même raison de *garniture*.

A côté de ces quatre mesures principales, en tant que mesures des grains, le *setier*, le *prévendier*, la *charge* et la *fourniture*, qui étaient, de beaucoup les plus usitées, il s'en rencontrait plusieurs autres d'un usage moins général.

La *quarte* (53), comme *multiple* du boisseau, était spéciale à la région de Vivonne et de Gençay. A Vivonne et dans les environs, tous les marchés se traitaient au moyen de la quarte. Elle

(50) Bibliothèque municipale Poitiers. Collection Dom Fonteneau, vol. 70, p. 407.

(51) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chesneau Jehan 1587, nov. 6. Inventaire de la succession de Nicolas Audebert, marchand de bois à Poitiers. — Arch. Vienne E 4 27. Minutes Guyonneau 1596, mars 17. La fourniture était de 20 brasses, mais on donnait fréquemment une brasse de « *Garniture* ».

(52) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Guyonneau 1596, mars 19. — Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1561, mars 20. Vente d'une fourniture de gros bois. La fourniture était de 20 réhortées et l'acquéreur demande 1 réhortée de garniture.

(53) Arch. Vienne. Dépôt des Archives historiques du Poitou, manuscrit 50.

comprenait 2 boisseaux et 4 quartes, formaient un *prévendier* de 8 boisseaux qui, ainsi que nous l'avons vu, remplaçait dans cette région le setier.

A Chauvigny le setier, qui comprenait 8 boisseaux, s'appelait communément « Le Béthuze » (54). D'où lui venait ce nom ? C'est là un terme tout à fait spécial à la baronnie de Chauvigny et que l'on ne rencontre nulle part ailleurs.

La *mine* (55), moitié du setier, et le *minot*, quart de ce même setier, qui étaient d'un usage si répandu dans nombre de provinces, n'étaient que peu usités dans le Haut-Poitou, pour les opérations commerciales tout au moins.

Nous avons rapidement passé en revue les principales mesures employées pour l'achat et la vente des grains, nous n'avons pas la prétention de ne pas en avoir passé sous silence, car il en existait assurément d'autres, mais d'une importance secondaire et dont l'usage, pour chacune d'elles, se bornait généralement, comme pour le béthuze, à une région strictement limitée. Nous citerons encore néanmoins, parmi ces mesures secondaires, le *dixain* et le *douzain*, dont le nom indique suffisamment la contenance, et enfin le *raz d'avoine* ; mais la contenance de ce *raz d'avoine* variait dans de telles proportions que nous n'avons pu parvenir à la fixer et toutes celles que nous avons trouvées citées dans quelques ouvrages ne coïncidaient en rien avec nos renseignements personnels (56).

Nous examinerons maintenant les mesures de capacité spéciales aux liquides et qui se borneront dans cette étude uniquement consacrée aux questions agricoles et poitevines, aux mesures employées pour le commerce des vins. Nous distinguerons de suite deux sortes de mesures : la *pipe*, le *bussard* (ce dernier n'était autre que la barrique), le *poinçon*, utilisés par le commerce en gros et, en conséquence, par le cultivateur pour la vente de son vin d'une part, et, de l'autre, la *velte*, le *pot* et la *pinte*, qui servaient au commerce de détail.

La *pinte*, qui remplissait le rôle de notre litre actuel avait, en Poitou, une contenance aussi variable que le boisseau. Les tableaux publiés en 1807 par la préfecture de la Vienne dont j'ai déjà parlé, donnent par litres et centilitres la contenance des différentes pintes dans quarante et quelques villes ou paroisses du département avant la Révolution. Nous faisons figurer dans

(54) Arch. Vienne, carton 26. Année 1679. Le Béthuze vaut 8 boisseaux.

(55) Arch. Vienne E 4 1-135. La mine était usitée en Poitou au xv^e siècle. Dans un acte des minutes Fauconnet du 17 octobre 1419, il est question d'une rente de 3 mines de froment, vendue ja piessa (il y a longtemps), moyennant 6 livres tournois.

(56) Bibl. municip. Poitiers, manuscrit 362. Le Raz d'avoine contient 2 boisseaux.

le tableau ci-dessous la contenance de ces pintes dans les villes qui peuvent spécialement nous intéresser.

| LOCALITÉS | Litres | LOCALITÉS | Litres | LOCALITÉS | Litres |
|----------------|--------|----------------|--------|----------------|--------|
| | L. C. | | L. C. | | L. C. |
| Lusignan. | 2,79 | Usson. | 1,21 | Pleumartin. | 0,93 |
| Saint-Sauvant. | 1,54 | Latillé. | 1,17 | St-Léger-de-M. | 0,93 |
| Couhé. | 1,55 | Montmorillon. | 1,04 | Saint-Savin. | 0,93 |
| Vivonne. | 1,47 | Moncontour. | 1,69 | Poitiers. | 0,89 |
| Civray. | 1,40 | Loudun. | 0,97 | Gençay. | 0,85 |
| Vouillé. | 1,37 | Chatellerault. | 0,93 | Mirebeau. | 0,84 |
| Charroux. | 1,23 | Neuville. | 0,93 | Verrières. | 0,67 |

La pinte de Lusignan était quatre fois plus grande que celle de Verrières ; celles de Montmorillon et de Loudun ne différaient guère de notre litre ; on trouve enfin cinq localités, Chatellerault, Neuville, Pleumartin, Saint-Léger de Montbrillais et Saint-Savin qui avaient la même pinte que Paris, soit 0 l. 93. Nous ajouterons que *le pot* contenait deux pintes et que la pinte se divisait en *deux chopines*. Toujours d'après le recueil que je cite plus haut, *la velte* de Poitiers contenait 7 litres 45. Mais l'auteur ne va pas jusqu'à nous fournir la contenance *de la barrique du Poitou* : nous allons essayer d'y suppléer.

Une note de l'année 1728, que nous tirons des archives de la Vienne (carton 26), nous dit que *la barrique marchande du Poitou* contenait 36 veltes : à 7 litres 45 par velte cela donne 268 litres. L'« *Almanach Provincial et Historique du Poitou*, de l'année 1787, nous apprend de son côté, que la barrique de vin de Poitiers contenait 320 pintes, ce qui reviendrait à 284 litres. Enfin, un troisième document, également tiré des archives de la Vienne (carton 29), fixe la contenance *des barriques du Poitou de 27 à 35 veltes*, écart considérable comme l'on voit car il représente plus de 50 litres. Cette dernière indication nous paraîtrait bien la plus exacte néanmoins, car la barrique du Loudunais et celle du Mirebalais étaient beaucoup plus petites que la barrique de Poitiers et que celles des autres régions du Haut-Poitou, et c'est là ce qui explique l'écart que nous venons de constater dans cette dernière note. Il ne faut pas perdre de vue que, sous l'ancien régime, tout en dépendant du diocèse de Poitiers, le Loudunais et le Mirebalais n'en faisaient pas moins partie de la généralité de Tours et c'est pour cette raison sans doute qu'ils se servaient de la barrique de Touraine ; mais en somme, de nos jours encore, la barrique de la région de Poitiers est toujours prise pour 270 litres et il en est de même des barriques de Vendœuvre, Neuville, Jaulnay, Chasseneuil, Saint-Georges, Chau-

vigny, etc., etc. Il est fort probable qu'il en était ainsi dans les siècles précédents, ainsi que viennent de nous le confirmer les deux premiers documents que nous signalons plus haut. Quant à délimiter exactement le domaine de cette barrique de 270 litres entre la barrique Charentaise au sud, la barrique Saintongeaise au sud-ouest, celle de Touraine au nord et d'Anjou au nord-ouest, la chose nous semble bien impossible, et il en était de même autrefois. Il nous reste à dire maintenant, qu'au xvi^e siècle, tous les marchés d'une certaine importance se traitaient au moyen de *la pipe* qui contenait exactement deux bussards (barriques) et variait par suite entre 500 et 550 litres.

Quant au *poinçon*, qui complétait la pipe et le bussard, il contenait cent pintes, ainsi que le démontre nettement une transaction intervenue le 28 janvier 1518 (57), entre les moines de l'Abbaye de Saint-Savin (Vienne) et l'abbé commendataire de cette même abbaye, Aymery de Rochechouart.

Nous ne jetterons qu'un rapide coup d'œil sur les mesures employées pour le commerce des bois, bois de chauffage et bois d'ouvrage. Pour le bois de chauffage, nous trouvons à Poitiers au xvi^e siècle deux mesures : *La réhortée* et *la charge*. Au xviii^e siècle, on trouve en plus *la cordée*, encore en usage du reste et qui semblait dater du siècle précédent. Au xvi^e comme au xviii^e siècle, on vendait également les buches à la pièce, *au cent*, mais on conviendra que c'est là une mesure bien vague, car il y a des bûches de toute grosseur, en admettant même que leur longueur soit toujours uniforme.

Il nous a été difficile de préciser la contenance de la *réhortée* qu'aucun auteur n'indique, à notre connaissance tout au moins ; cependant, dans un bail à ferme de la cure de Saint-Secondin, (arrondissement de Civray), à la date du 2 février 1578 (58), on trouve parmi les charges imposées au fermier, la livraison chaque année, *de trois charretées de bois*, bonnes, marchandes et recevables, *de la valeur de 12 réhortées* ; quatre réhortées formaient donc une charretée. A cette époque, où les chemins n'étaient que peu ou point entretenus, la charretée ne pouvait se composer de plus de quatre à cinq stères, au maximum ; il s'ensuit que la réhortée devait représenter, à très peu de chose près en plus ou en moins, le mètre cube. Un autre acte du 23 avril 1589 (59), et le prix lui-même de la réhortée dans le cours

(57) Arch. Vienne E 4 1-102. Minutes Augier, notaire, Montmorillon, 1518 janvier 19.

(58) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chesneau Jehan.

(59) Arch. Vienne E 4 27. Min. Guyonneau 1589, avril 23. Le transport de 3 rehortées de bois coûte un peu moins cher que le transport de cent fagots, là encore ; 4 rehortées représentent une charretée.

du xvi^e siècle (60), viennent pleinement du reste confirmer cette appréciation. Nous ne parlerons pas de la seconde mesure *la charge*, qui variait fatalement, selon la force de l'animal qui la portait, cela malgré tous les règlements possibles, et donnait, par suite, lieu chaque fois à un marchandage.

Le bois d'ouvrage se divisait en bois de charpente (solives, soliveaux, membrures, chevrons), et en bois de menuiserie (planches, plançons). Le bois de charpente se vendait généralement à la *toise et au pied linéaires*. On sait que le pied représentait 0 m. 325 de notre système métrique et la toise 1 m. 949. Le commerce employait également une autre mesure qui remplissait le rôle de notre mètre cube, que nous avons trouvée quelquefois dès le xvi^e siècle, et que l'on appelait « Solive ».. La solive était un cube imaginaire ayant 12 pieds de longueur et 6 pouces (1/2 pied) sur 6 pouces d'équarissage, équivalant exactement par suite à trois pieds cubes, soit *environ* à 1/9 de notre mètre cube. *La planche et le plançon* se vendaient au moyen de *la brasse*, et la brasse n'était autre chose que *la toise* ; la toise carée équivalait à 3 m. 798 carrés. L'inventaire d'un riche marchand de bois, sire Nicolas Audebert, inventaire dressé le 6 novembre 1587 (61) et qui occupe plus de cinquante feuillets (recto et verso) dans les minutes de M^e Jehan Chauveau, notaire à Poitiers, fournit, en même temps que le prix des bois, des renseignements très complets sur toutes ces mesures. La planche et le plançon se vendaient également, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, par *fourniture de 20 brasses*. La toise servait aussi pour le métrage de la maçonnerie et pour l'évaluation des travaux de terrassements. Par contre le métrage des draps, de la soie, de la toile, se faisait au moyen d'une mesure spéciale, *l'aune*, qui avait une longueur de 1 m. 188.

Nous arrivons maintenant aux mesures agraires, de beaucoup les plus intéressantes pour notre sujet.

(60) Société des Antiquaires de l'Ouest, bulletin 4^e trimestre 1922. Pouvoir d'Achat de la Livre Tournais en Poitou. Sous le règne de François I^{er} et pendant les premières années du règne d'Henri II, la Rehortée de gros bois de chauffage se vendait à Poitiers de 5 à 6 sous ; en tenant compte du pouvoir d'achat de la livre à la même époque, ces 5 à 6 sous représentaient de 11 à 12 francs de notre monnaie d'avant-guerre. Du milieu du règne d'Henri II à la fin du règne de Charles IX, cette même rehortée valait de 8 à 10 sous, et, toujours en tenant compte du pouvoir d'achat de la livre, ces 8 à 10 sous représentaient encore de 11 à 12 francs, et nous arriverions sensiblement au même résultat en poursuivant nos calculs jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Or le stère de bois de chauffage à Poitiers, avant la guerre, valait communément de 12 à 15 francs, c'est donc là une nouvelle preuve que au xvi^e siècle, à Poitiers, la rehortée devait représenter à peu de chose près le stère.

(61) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chesneau Jehan, Inventaire Nicolas Nicolas Audebert, marchand de bois à Poitiers. Nombreux renseignements sur *la Brasse*, *la Fourniture* et autres mesures,

L'arpent était la mesure la plus répandue dans tout le royaume, il se composait toujours de *cent perches*, mais comme la « perche des Eaux et Forêts », la perche officielle, avait une longueur de 22 pieds, la « perche de Paris » une longueur de 18 pieds, la « perche du Poitou » de 20 pieds, il s'ensuivait que l'arpent des Eaux et Forêts équivalait à 51 ares 07 centiares, l'arpent de Poitou à 42 ares 20 centiares, celui de Paris à 34 ares 18 centiares seulement. En Poitou, au xvi^e siècle, l'arpent était d'un usage fort restreint, il n'en est guère question que dans les documents officiels et dans quelques rares paroisses; dans la pratique on ne s'en servait que pour l'arpentage des bois. Les mesures les plus fréquemment employées étaient : pour les terres labourables, la *boisselée* et le *quartier*, pour les vignes et les prés le *journal*. Puis venaient les multiples de la boisselée, c'est-à-dire la *septrée* et la *prévendée*, selon qu'on employait comme mesure des grains dans la paroisse le setier ou le préwendier. On trouvait également une foule de mesures secondaires d'un usage très limité, que nous mentionnerons par la suite.

La boisselée était, comme son nom l'indique, toujours proportionnée à la contenance du boisseau de la paroisse ou elle était en usage, elle représentait exactement la surface de terre susceptible d'être ensemencée au moyen de la quantité de froment contenue dans ce boisseau. On trouve bien peu de documents anciens rapportant à l'arpent les anciennes boisselées du Poitou et ceux que l'on rencontre se contredisent généralement, ce n'est donc pas de ce côté que l'on trouvera la contenance de la boisselée. La *perche du Poitou* était loin d'avoir la régularité que certains auteurs lui assignent, il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur ces tableaux, publiés par ordre du préfet de la Vienne, en 1807, dont nous avons déjà plusieurs fois parlé et qui attribuent : à la chaînée de Châtellerault une longueur de 25 pieds (en Poitou « chaînée » était synonyme de « perche »), à celle de Poitiers 24 pieds, de Montmorillon 11 pieds, et enfin à celle d'Availles-Limousine 5 pieds 6 pouces seulement. Ce ne sont pas ces différences qu'on notait d'une paroisse à une autre, qui peuvent simplifier pour nous la question, mais nous avons, pour trouver la contenance de la boisselée, la tradition, qui n'est pas encore devenue une légende, et la contenance du boisseau de chaque paroisse que nous connaissons généralement.

On parle, de nos jours encore, de *boisselées* dans toutes les communes du Haut-Poitou, et certaines de ces boisselées, comme celle de Poitiers par exemple, ont très exactement conservé leur ancienne contenance; d'autres, par contre, ont été légèrement modifiées. Il s'est produit pour ces dernières, dans certaines communes, à propos de l'établissement des nouvelles mesures agraires (hectares, ares et centiares), ce qui s'est présenté lorsque

le présidial a voulu rapporter *exactement* au boisseau de Poitiers, tous les boisseaux de la province ; pour faire de tous ces boisseaux des multiples ou sous-multiples exacts, on les avait légèrement diminués ou augmentés, il en a été de même des boisselées, au début du siècle dernier dans les communes dont nous parlons ; pour en faire des divisions exactes de l'hectare, et cela dans le but de faire adopter plus facilement les nouvelles mesures, on les a, elles aussi, légèrement modifiées, mais telles qu'elles existent, elles nous fournissent encore de très précieuses indications, surtout lorsqu'elles concordent avec la contenance de l'ancien boisseau, ce qui se présente presque toujours.

Dans une lecture que nous faisons il y a quelques années à une séance de la *Société des Antiquaires de l'Ouest*, nous suggérons l'idée de faire prendre note exacte, dans toutes les communes, de la contenance de ces boisselées, dont l'usage se perd de plus en plus et dont on ne gardera aucun souvenir lorsqu'auront disparu les vieux laboureurs qui en parlent encore. La chose serait facile et l'on conserverait ainsi un précieux élément pour l'étude des siècles passés, élément qui disparaîtra bientôt sans cela.

En somme il existait au *xvi^e* siècle, dans le Haut-Poitou, quatre types de boisselées auxquels nous pouvons rattacher toutes les autres si nous éliminons, en ne parlant que du Haut-Poitou s'entend, d'un côté, la paroisse de Couhé qui possédait un boisseau d'une contenance supérieure à 50 litres, et de l'autre, la ville de Loudun dont le boisseau ne contenait que 10 litres. Nous ne parlons pas du boisseau de l'abbaye du Pin dont nous n'avons que faire parce qu'il n'a jamais servi de base pour fixer la contenance d'une boisselée.

Ces quatre types de boisselée sont : 1° la boisselée de Lusignan, Saint-Sauvant, Sanxay, La Mothe Saint-Héraye, qui contenait *environ 25 ares*. Et là nous sommes bien d'accord avec les tableaux, publiés en 1807. A cette boisselée nous rattacherons la seule autre paroisse du Haut-Poitou qui eût un boisseau d'une contenance de 42 litres, celle de l'Isle-Jourdain.

2° La boisselée des paroisses de Civray (62), Charroux, Confolens, Vernon, Vivonne, Usson, Queaux, Angles, etc., qui contenait *15 ares* et à laquelle nous rattacherons les paroisses possédant un boisseau d'une contenance variant de 25 à 35 litres (63).

(62) D'après les tables publiées par la préfecture de la Vienne en 1807 et d'après plusieurs autres documents.

(63) Ce rattachement de boisseaux ayant cette différence de contenance à une seule et unique boisselée, qui pourrait sembler n'être ici qu'un expédient était, dans la réalité, chose très possible car toutes les terres sont loin d'exiger la même quantité de semence : la preuve en est qu'un hectolitre de froment qui n'ensemence utilement que 40 ou 45 ares, dans un

3° La boisselée de Chatellerault, Chéneché, Venduvre, Saint-Savin, Montmorillon, Chauvigny, Verrières, Gençay, etc., etc., *contenant 10 ares* et qui était l'une des plus répandues. Là encore nous considérerons les paroisses possédant un boisseau analogue et pour lesquelles nous n'aurons pas de renseignements particuliers, comme ayant une boisselée de 10 ares.

4° Enfin la boisselée de Poitiers d'une contenance exacte de 7 ares 60 centiares, dont le domaine s'étendait, comme pour son boisseau, dans un diamètre d'environ 30 kilomètres autour de la ville. Dans ce domaine on trouve, d'abord les possessions, et elles étaient nombreuses, de toutes les abbayes et de tous les chapitres de la ville de Poitiers et ensuite plusieurs paroisses, dans la direction de Champigny le Sec, Vouzailles, Mirebeau, Saint-Jean de Saulve. A cette boisselée, se rattachent les boisseaux d'une contenance de 14 à 16 litres.

Nous ne parlons pas de la ville de Loudun qui se trouvait isolée avec son boisseau de 10 litres 34 centilitres et dont la boisselée comprenait de cinq à six ares. La publication préfectorale de 1807 lui attribue 5 ares 28 centiares.

Ces divisions donnent satisfaction tant au point de vue de la tradition, dont nous parlons plus haut, que de la contenance des boisseaux. Nous pouvons les admettre d'autant plus facilement que nous connaissons pertinemment le rayonnement, dans toutes leurs régions, du boisseau et de la boisselée des principales villes qui figurent dans la liste ci-dessus, pour lesquelles des documents certains viennent nous confirmer la contenance aussi bien de leur boisseau que de leur boisselée.

Nous avons donc là des éléments suffisants et assez précis pour nous permettre de découvrir le prix de la terre, lorsque nous allons chercher, par la suite, la valeur de la propriété et son revenu, lorsque nous traiterons la question agricole.

Après la boisselée, comme mesures agraires, arrivaient ses multiples, *la septrée* et *la prévendée*, qui représentaient, je crois à peine utile de le dire, un nombre de boisselées exactement en rapport avec le nombre de boisseaux que contenait le *setier* ou le *prévendier* de la paroisse. Lorsque, comme à Poitiers le setier contenait 8 boisseaux, la septrée était de 8 boisselées, elle en contenait 16 à Châtellerault où le setier était de 16 boisseaux, etc., etc. Il en était de même pour la prévendée.

groupe nombreux de Paroisses au nord et au nord-est de Poitiers,ensemencera d'une façon convenable et très suffisante, 60 ares, et même davantage, dans certaines autres régions du Haut-Poitou, et notamment dans le Montmorillonnais. La quantité de semence nécessaire à l'hectare varie, en réalité, selon la nature des terres et selon l'époque plus ou moins tardive de l'ensemencement. Le groupement que nous faisons là de boisseaux d'une contenance un peu différente pour une seule et même boisselée, n'a donc rien d'in vraisemblable.

Le quartier, à Poitiers, contenait deux boisselées de terre labourable (64). A Montmorillon, où il n'était employé que pour la terre cultivée en vigne, sa contenance est plus difficile à déterminer, il est à peu près certain cependant qu'il représentait deux journaux de vignes, c'est-à-dire 10 ares.

Le journal était une mesure très répandue, il en est encore fréquemment question dans nombre de nos communes. On l'utilisait pour le mesurage des vignes, des prés, quelquefois également, mais plus rarement, comme mesure pour les terres labourables.

Le journal de vigne représentait l'étendue qu'un bon vigneron peut travailler à bras dans sa journée et, pour cette raison, sa contenance variait légèrement selon que la terre était plus ou moins facile à travailler. A Chasseneuil, petite commune située à quelques kilomètres au nord de Poitiers, les vieux vigneron nous diront encore qu'ils sont contents d'eux lorsqu'ils ont levé leur journal de vigne dans leur journée et, à Chasseneuil, 3 journaux sont considérés comme représentant deux boisselées. Or, la boisselée, à Chasseneuil, est la même qu'à Poitiers ; elle contient 7 ares 60 centiares : il s'en suit que le journal qui vaut le tiers de 2 boisselées représente assez exactement 5 ares. C'est bien à ce chiffre que l'on peut en effet fixer la contenance du Journal de vigne dans un terrain de consistance moyenne (65).

La contenance du journal de pré variait peu. Un document, sans date précise, mais qui paraît bien être du commencement du XVIII^e siècle, et qui figure dans les archives de la Vienne (carton 26), nous édifiera de suite sur la contenance de cette mesure. « Le journal de faucheur, dit-il, se compose de deux cents gaules « faisant quatre boisselées à la mesure de Poitiers » (66). Or nous savons que la boisselée de Poitiers contient 7 ares 60 centiares, dès lors le journal de faucheur se trouvera contenir par là même 30 ares 40 centiares, en chiffre rond 30 ares ; et c'est bien à ce chiffre que notre expérience des choses agricoles nous aurait permis de le fixer, même abstraction faite du document que nous mentionnons ci-dessus.

Nous ne parlerons que pour mémoire de quelques mesures

(64) Archives de la Vienne, carton 26. Pièce non datée mais paraissant être du début du XVIII^e siècle « le quartier vaut deux boisselées à la mesure de Poitiers ». Il était du reste peu employé. On le trouve cependant quelquefois, ainsi dans un acte du 23 août 1559, de l'étude de M^e Chauveau (Arch. Vienne E 4 27) on trouve la vente d'un petit fief dans la paroisse de Montamisé contenant en tout « 18 quartiers ».

(65) Archives Vienne, carton 29. D'après cette note, le journal de Vigne équivaldrait : à Chauvigny à 5 ares 27 centiares ; à Lussac-les-Châteaux à 5 ares 40 centiares ; à Nouaillé à 3 ares 79 centiares ; à Coussay-les-Bois à 4 ares 94 centiares. La moyenne serait donc bien de 5 ares environ.

(66) Arch. Vienne, carton 26. Dossier n^o 4, et autres.

secondaires, pour le Haut-Poitou, et de certaines autres, plus ou moins baroques et dont il serait bien impossible de déterminer la contenance : *L'éminée*, que nous rencontrons une seule fois, en Loudunais en 1577 (67) et qui représentait, croyons-nous, la 1/2 d'une seprée ; à Niort, en 1593, le *carreau*, qui a, nous dit l'acte, 2 toises de côté ; le *seillon* qui est la 25^e partie du journal (68).

En 1568, les fabricqueurs de la paroisse de La Villedieu-du-Clain aliénaient une pièce de pré sise dans l'île d'Andillé, d'une contenance de deux journeaux de faucheur et de « deux Pointes ». Le faucheur appelle *pointe* la largeur de pré qu'il peut embrasser d'un coup de faux, mais ces coups de faux se succèdent sans interruption et c'est toujours la même *pointe* qui continue, de sorte que s'il est facile d'en déterminer la largeur il est bien impossible, par contre, d'en fixer la longueur (69). Plus loin il s'agit de la vente de deux « *virées de vigne* » (70) ; il faut évidemment entendre par là, *deux rangs de vigne*, mais là encore, ces deux rangs peuvent se poursuivre indéfiniment. Le 19 juin 1568, dans l'étude de M^e Jehan Chauveau, notaire à Poitiers, ce sont les chanoines de Saint-Hilaire le Grand, qui vendent à un habitant de la paroisse de Vouillé « deux à trois esjambées de terre », sises au lieu appelé les Isles (71). N'est-ce pas là le de l'imprécision ! Du reste, au xvi^e siècle, dans une vente de terre, la désignation des contenance, qu'elle se présentât sous la forme de *boisselées*, de *seprées* ou d'*esjambées* avait toujours quelque chose d'imprécis, car elle résultait, non d'une opération d'arpentage, mais uniquement de l'appréciation d'un laboureur, tablant pour cela sur la quantité de semence qu'il utilisait habituellement pour emblaver la pièce de terre faisant l'objet de la vente, ou encore d'un vigneron ou d'un faucheur faisant l'évaluation de l'étendue d'après la durée de leur travail. Mais d'arpentage, il en était si rarement question dans les ventes de terre en Poitou, au xvi^e siècle, que l'on peut dire que c'était la très grande exception. Il conviendrait maintenant d'ajouter que les procédés d'évaluation que nous signalons ci-dessus sont plus exacts qu'ils ne pourraient paraître de prime abord aux personnes étrangères aux choses de l'agriculture. Il est bien certain, nous avons été à même de le constater maintes fois, que, sur une étendue d'un hectare, qu'il a l'habitude de cultiver de longue date, un bon semeur ne se trompera généralement que d'un petit nombre de centiares. Il en est de même du vigneron ou du

(67) Arch. Vienne E 4 1-258-264. Minutes Aubéry, Loudun 1557, octobre 30.

(68) Arch. Vienne. Fond de Clairvaux. Paroisse de Saint-Romain-des-Champs. Partage dans les familles Péliisson-Nau-Chefblanc.

(69) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1568, octobre 14.

(70) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1542, juin 26.

(71) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1568, juin 19.

faucheur qui apprécie d'après un travail nombre de fois répété.

Nous rencontrerons probablement, dans le cours de cette étude, d'autres mesures dont nous n'avons pas entretenu le lecteur, nous les examinerons au fur et à mesure que nous les trouverons.

Nous avons essayé de présenter dans ce premier chapitre, dans une longue et peut-être fastidieuse énumération, la plupart des mesures autrefois utilisées par les agriculteurs dans le Haut-Poitou, de signaler leur infinie variété et les difficultés sans nombre que l'on rencontre pour arriver à les connaître. Nous avons même émis et répété plusieurs fois l'avis que pour le plus grand nombre, ce serait pure utopie de vouloir les évaluer à quelques centièmes près, en ajoutant toutefois que, telles que nous les connaissions, elles nous permettaient d'entendre avec une approximation suffisante les chiffres que l'on peut rencontrer dans une étude comme celle-ci et d'en traduire les données en termes de notre temps. Que l'on veuille bien maintenant, s'imaginer cette multitude de mesures, toutes de capacité différente, en usage de nos jours avec la formidable augmentation qui s'est produite dans les échanges grâce au développement des voies de communications et à la rapidité des transports, et l'on conviendra que leur unification dans toute la France, inutilement tentée par Charlemagne d'abord, par Philippe le Long et Henri II ensuite, a été, pour notre pays, l'un des plus grands bienfaits des temps modernes. Cette même unification, y compris celle des monnaies, réalisée entre toutes les grandes nations du globe, serait un bienfait non moins grand et certainement moins irréalisable que la *Paix Perpétuelle* à quoi rêvent certains de nos contemporains.

Connaissant maintenant, au moyen du tableau qui figure à la page 4 de notre avant-propos, le *pouvoir d'achat de la livre tournois en Poitou* dans le cours du xvi^e siècle, ayant ensuite dans ce chapitre, jeté un coup d'œil sur les mesures usitées à cette même époque, nous pourrions désormais interpréter facilement tous les contrats et les différents documents que nous allons tirer de nos archives, pour nous permettre d'apprécier la vie et la situation sociale de nos *paysans poitevins* si peu connue à cette époque.

II

Le prix des Terres dans les différentes régions du Haut-Poitou.

**L'état de la Propriété, sa transformation dans le cours
du XVI^e siècle.**

Nous chercherons tout d'abord le prix des terres et nous parcourrons pour cela successivement les différentes régions du Haut-Poitou car ces régions, bien que voisines, n'en diffèrent

pas moins essentiellement les unes des autres au point de vue agricole, comme sous beaucoup d'autres rapports du reste, et la valeur de la propriété s'en ressentait.

Les renseignements que nous possédons ne sont pas complets pour toutes ces contrées mais ils pourront cependant, nous l'espérons du moins, nous donner une idée de l'ensemble du Haut-Poitou en tant que valeur des terres. Il est assez difficile de fixer cette valeur à une époque aussi éloignée, d'autant que nous ne serons presque exclusivement aidés dans nos recherches que par des actes de vente portant sur des parcelles de terre isolées. Au xvi^e siècle en effet, en Poitou, dans les actes de vente de seigneuries ou de métairies, la contenance de l'immeuble vendu n'était jamais indiquée; comme référence, on donnait l'origine de la propriété, que l'on complétait en ajoutant « que l'immeuble était cédé et transporté tel qu'en avait joui le vendeur et ses ascendants » et à l'occasion, « tel qu'en jouissait tel métayer ou fermier » ; mais de la contenance par boisselées, septrées ou prévendées, il n'en était jamais question lorsqu'il s'agissait d'une seigneurie ou d'une métairie. Nous n'avons vu le contraire se présenter que bien rarement dans les nombreux actes qui nous sont passés sous les yeux ; aussi nous sommes-nous empressés alors de prendre *in extenso* copie de ces contrats que nous examinerons par la suite avec d'autant plus de soin qu'ils se présenteront plus rarement.

On sera peut-être surpris de l'état de division du sol que nous allons constater dans la majeure partie du Haut-Poitou et cela d'autant plus que cette division ne résultait pas d'un morcellement récent mais bien d'une situation dont l'origine remontait jusqu'à l'époque féodale, ce qui va à l'encontre de bien des idées préconçues à ce sujet.

Nous écrivons ici une modeste histoire locale et ne voulons pas nous lancer dans une dissertation sur l'origine de la propriété en France, mais pour donner au lecteur un aperçu du morcellement de la terre au Moyen-Age, nous mettrons sous ses yeux *un registre terrier* tiré des archives de l'Abbaye de Sainte-Croix de Poitiers, registre qui constitue une véritable matrice cadastrale, au Moyen-Age, pour une notable portion de deux communes du département de la Vienne, celles de Saint-Romain et de Vellèches, situées l'une et l'autre au nord de Chatellerault sur la rive gauche de la Vienne (1).

Les seigneuries de Saint-Romain et de Vellèches, qui demeurèrent jusqu'à la Révolution la propriété de la célèbre abbaye de

(1) Archives de la Vienne. Abbaye de Sainte-Croix, liasse 100.

Nous devons encore communication de ce précieux document au R. P. de Monsabert qui a bien voulu nous autoriser à le publier.

Sainte-Croix fondée à Poitiers au ^{vi}^e siècle par sainte Radegonde, femme de Clotaire I^{er}, contenaient, en domaine amodié à des tenanciers, un peu plus de 800 hectares (2). Ces 800 hectares étaient, au début du ^{xvi}^e siècle, divisés en 1298 parcelles appartenant à 80 tenanciers. Ils comprenaient : 488 hectares de terre labourable, 276 hectares de bois, 22 hectares de pré, 10 hectares de vigne et 6 hectares de vergers, chennevrières et terres diverses. Les 276 hectares désignés sous le nom de bois n'étaient en réalité que des brandes (3) et des paturages sur lesquels croissaient quelques rares arbres rabougris.

Ce registre donne avec les plus minutieux détails, la nature de terre de chacune des 1.298 parcelles, sa contenance ainsi que le nom du tenancier auquel elle appartient. La contenance varie généralement de deux ares à deux hectares. Les parcelles contenant 3 à 4 hectares sont rares, celles supérieures à 4 hectares sont l'exception : on en compte une douzaine environ, qui se composent, pour une bonne partie, de brande. En résumé, la grande majorité des parcelles contient de 10 à 50 ares, et chaque *tenure* comprend en moyenne de 16 à 20 parcelles. Du reste, la répartition des 800 hectares entre les 80 tenures s'établit ainsi :

| | |
|--------------------------------|----|
| Tenures de moins de 3 hectares | 20 |
| — de 3 à 5 hectares | 11 |
| — de 5 à 10 hectares | 23 |
| — de 10 à 15 hectares | 10 |
| — de 15 à 20 hectares | 6 |
| — de 20 à 25 hectares | 4 |
| — de 25 à 30 hectares | 3 |
| — de 31 hectares | 1 |
| — de 32 hectares | 1 |
| — de 41 hectares | 1 |

La tenure de 32 hectares ne contient que 14 hectares de terre labourable, celle de 31 hectares n'en a que 13, le surplus de ces deux tenures se compose, pour la plus grande partie, de brandes et de paturages. Tel tenancier, riche de plus de 10 hectares, ne possède pas une seule parcelle de la contenance d'un hectare ; toutes sont d'une contenance inférieure. Parmi ces tenanciers, je citerai Martin Massé, qui figure sur le registre pour 104 bois-selées (10 hectares 40 ares), et qui, sur ces 10 hectares 40 ares

(2) Pour éviter des pertes de temps, nous traduirons de suite les bois-selées et septrées, en hectares, ares et centiares.

(3) En Poitou, ce que l'on appelait autrefois, et ce que l'on appelle encore de nos jours « Brande », n'est autre chose qu'une terre recouverte de bruyères et d'ajoncs, que l'on désigne sous le nom de « Lande » dans beaucoup d'autres régions.

divisés en 41 parcelles, n'a qu'une seule pièce de terre d'un hectare, toutes les autres ont une contenance moindre ; on le conçoit facilement du reste puisqu'il s'agit de partager 10 hectares 40 ares entre 41 parcelles. Et ce n'est pas un fait isolé : généralement nous trouvons chacune de ces tenures, aussitôt qu'elle dépasse 8 ou 10 hectares, divisée en 30, 40, 50 et jusqu'en 60 et quelques parcelles. Nous nous trouvons là, on l'avouera, en présence d'un sérieux morcellement du sol, aussi bien sous le rapport de l'étendue des parcelles que sous le rapport de la quantité de terre appartenant à chaque propriétaire.

Il ne faudrait pas voir cependant, croyons-nous, dans cette division des seigneuries de Saint-Romain et de Vellèches, au commencement du xvi^e siècle, la véritable division primitive telle qu'elle fut établie au début de la féodalité. Non pas que je veuille dire que les parcelles étaient à ce début, de moins grande étendue encore que nous ne les trouvons dans le registre terrier de Saint-Romain ; mais ce que je prétend, c'est que les quelques grandes tenures de 25, 30 et 40 hectares que nous venons de rencontrer ne devaient pas exister lors de la division première. Il est probable en effet qu'à cette époque lointaine, le propriétaire des fiefs de Saint-Romain et de Vellèches n'avait dû attribuer à chaque tenancier que la quantité de terre qu'il était susceptible de cultiver avec le concours de sa famille soit, le plus souvent, de 5 à 15 hectares, quelquefois 20 hectares, mais bien rarement au-delà ; de telle sorte que les tenures de plus grande étendue que nous rencontrons en l'an 1500, étaient très certainement le résultat de mutations qui s'étaient opérées depuis lors dans la propriété de ces tenures. Ces mutations avaient pu provenir de partages de successions qui étaient venus successivement grossir certaines tenures au détriment de certaines autres, mais encore et surtout, ce n'est pas douteux, d'aliénations consenties par certains tenanciers, au profit de quelques autres, et cela tout particulièrement dans les dernières années du xv^e siècle, époque à laquelle une augmentation considérable de la circulation monétaire vint faciliter les transactions. Ces tenures en effet, dépendaient des seigneuries de Saint-Romain et de Vellèches, mais elles appartenaient en réalité aux tenanciers auxquels elles étaient attribuées par le registre terrier que nous venons de parcourir, et ces tenanciers, pourvu qu'ils acquittassent les cens, rentes ou terrages dus à l'abbaye de Sainte-Croix, pouvaient disposer à leur guise de leurs terres, aussi bien pour les cultiver que pour les léguer à leurs enfants ou les aliéner selon leur bon plaisir. Il est vrai que, en cas d'aliénation, le propriétaire du fief pouvait, usant du droit de retrait féodal qui lui appartenait, intervenir et s'emparer de la parcelle vendue, mais après avoir toutefois, *préalablement et intégralement*, versé au tenancier vendeur le montant du prix consigné dans l'acte de vente, augmenté du montant des frais

qu'avait pu occasionner cette vente; ce n'était là en somme qu'un droit de préemption. *Le tenancier qui pouvait ainsi disposer de sa tenure était donc bien un véritable propriétaire* et nous pouvons dès lors affirmer sans crainte, qu'au début du xvi^e siècle, dans les paroisses de Saint-Romain et de Vellèches, la propriété était tout aussi divisée qu'elle peut l'être de nos jours.

Ce morcellement, nous allons, en cherchant le prix des terres, le retrouver dans tout le Haut-Poitou aux différentes époques et pour nous permettre de le suivre plus facilement nous parcourrons les différentes régions, règne par règne, en commençant par les premières années du règne de François I^{er}. Nous ne possédons pas sur le règne de Louis XII, de documents suffisants pour en faire état.

Nous trouverons dans notre exploration bien des mesures différentes, mais pour ne pas fatiguer le lecteur de détails devenus inutiles après l'étude que nous avons faite de ces différentes mesures dans le chapitre précédent, nous traduirons de suite, comme nous l'avons déjà fait plus haut du reste, en *hectares, ares et centiares, les boisselées, septrées, prévendées, journaux, etc., etc.*

Nous examinerons successivement pour chaque région, les *terres labourables, les prés, les vignes*; nous jetterons également un coup d'œil sur le prix des *chénevières*, car la culture du chanvre se rencontrait dans tout le Poitou à une époque où, dans chaque ménage, on faisait généralement tisser la toile nécessaire pour toute la famille. Quant au prix des bois, haute futaie et taillis, nous avons cru devoir les négliger, pour cette raison qu'il arrive fréquemment, dans cette nature de propriété, que la superficie possède une valeur égale, quelquefois même supérieure à celle du fonds, que l'on ne trouve généralement dans les actes aucune indication à ce sujet et que l'on est par là même, exposé à commettre les plus grossières erreurs.

Nous parcourrons tout d'abord la région de Poitiers, en y joignant les contrées dans lesquelles la terre possédait, au xvi^e siècle, une valeur analogue, tels que Morthemmer, Verrières, Chauvigny, Saint-Julien-l'Ars, Saint-Georges, Vendœuvre, une partie du Mirebalais, Ayrion, Maillé, etc., etc. Nous ferons une étude à part, au contraire : 1° du Montmorillonnais et de la région de Charroux ; 2° du Loudunais ; 3° enfin du Chatelleraudais. Ces trois régions avaient alors chacune une physionomie bien caractérisée et les prix des terres différaient également des prix des autres contrées du Haut-Poitou.

Dans la région de Poitiers pour les terres labourables, pendant la plus grande partie du règne de François I^{er}, la moyenne du prix de l'hectare s'établit de 11 à 15 livres. Des prix très divers viennent concourir pour former cette moyenne et il est remarquable que les plateaux situés entre la Vienne et le Clain, ap-

portent les prix les moins élevés. Le prix le plus bas est fourni par une vente au village du Vieil-Availle en la paroisse de Sèvres. A la date du 20 mai 1519 (4), une famille de laboureurs vendait à un riche bourgeois de la ville de Poitiers, Maître André Milcendeau, une pièce de terre contenant 22 boisselées (1 hectare 67 ares), joignant d'un côté aux terres de la seigneurie du bois Doucet, dont l'acquéreur était propriétaire, moyennant la somme de 10 livres tournois, ce qui portait le prix de l'hectare à 7 l. 3 sols. Le seigneur du Bois Doucet arrondissait sa terre à bon compte.

En cette même année 1519, sur ce même plateau, dans la paroisse de Saint-Julien-l'Ars (5), nous trouvons une autre vente de quatre boisselées de terre moyennant 55 sols (8 l. 16 sols l'hectare). Toujours en 1519, le 14 mai (6), dans la paroisse de Sèvres, nouvelle vente de 4 boisselées de terre, cette fois-ci à un prix moins élevé, 45 sols (7 l. 5 sols l'hectare).

Le 1^{er} octobre 1519 (7), dans la paroisse de Bignoux, voisine de celle de Sèvres, un prêtre, messire Denis Filleau, achète d'un laboureur quatre boisselés de terre pour « le prix et somme de 70 sols » (11 l. 7 sols l'hectare). Quelques années plus tard, en 1531 (8), le village d'Availle nous fournit une nouvelle vente de 10 boisselées de terre (76 ares) relevant de l'Abbaye de la Trinité de Poitiers. La vente de ces 10 boisselées est consentie pour 100 sols, ce qui ne porte l'hectare qu'à 6 l. 10 sols. C'est le plus bas prix que nous ayons trouvé, mais l'acte de vente nous indique que la parcelle vendue est *terragée au huitième des fruits*, ce qui explique le prix de l'hectare. Nous reviendrons longuement plus loin sur ces terrages, qui devenaient de siècle en siècle plus nombreux et arrivèrent aux XVII^e et XVIII^e siècles, à grever lourdement une notable partie de la propriété en Poitou.

Nous quitterons maintenant les plateaux de Saint-Julien et de Sèvres pour descendre dans la vallée du Clain en traversant les paroisses de Montamisé et de Saint-Georges.

Dans la paroisse de Montamisé, le 14 mai 1519 (9), nous trouvons la vente, par un laboureur, à un avocat de Poitiers, de neuf boisselées de terre labourable, à la mesure de Poitiers, franchises et quittes, les dites terres, de toute charge, fors de la Dîme, moyennant 8 l. tournois, soit 11 l. et 14 sols l'hectare (10).

(4) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau.

(5) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau 1519, juin 6.

(6) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau 1519, mai 14.

(7) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau 1519, octobre 1.

(8) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau 1531, décembre 28.

(9) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau 1519, mai 14.

(10) Nous croyons devoir prévenir le lecteur qu'en Poitou, au xvr^e siècle, il n'était jamais question de la « Livre Parisis », tous les marchés sans exception se traitaient au moyen de la « Livre Tournois ».

Dans la paroisse de Saint-Georges, à cette même date du 14 mai 1519 (11), c'est un autre laboureur qui vend au seigneur du fief de la Cour, son voisin, 7 boisselées de terre pour le prix et somme de 6 livres payées comptant (11 l. l'hectare). Nous pourrions citer, dans ces deux mêmes paroisses, un assez grand nombre de ventes de la même époque qui ne feraient que confirmer ces prix.

Dans la vallée, sur la rive gauche du Clain, la paroisse de Chasseneuil va nous fournir, à la date du 29 avril 1531 (12), un document intéressant (13). Il s'agit de la vente, dans cette paroisse, d'une métairie, la métairie du Petit Guignefol, pour laquelle le notaire a eu, par hasard, la bonne inspiration de mentionner dans son acte, parcelle par parcelle, la contenance. Ces parcelles étaient au nombre de 41 et la métairie comprenait 437 boisselées, mesure de Poitiers, soit 33 hectares 21 ares 20 centiares, la vente était consentie moyennant 680 livres, par damoiselle Claude des Ages, dame de la seigneurie de Guignefol, de laquelle dépendait la métairie vendue, à honorable et sage Maître messire René Garnier, docteur en droit et régent de l'Université de Poitiers. Dans les 33 hectares se trouvaient compris 2 hectares 81 ares de prairies situées sur les bords du Clain et le surplus se composait exclusivement de terre labourable. Les terres de cette métairie, en raison de leur situation dans la vallée du Clain, à proximité de Poitiers (7 kilomètres), sur le grand chemin de cette ville à Chatellerault, avaient une valeur vénale toute particulière et bien supérieure à celle des terres que nous avons parcourues jusqu'à présent. Cette valeur, si nous divisons les 680 livres du prix de vente entre les 33 hectares serait de 20 l. l'hectare, mais il se trouvait sur le Petit Guignefol près de trois hectares de prairies et les prairies, à cette époque, possédaient une valeur de cinq à six fois supérieure à celle de terres labourables de sorte que, et nous en aurons la confirmation par la suite lorsque nous chercherons la valeur des prés, on pourrait, en 1531, fixer le prix des prairies du Petit Guignefol à 80 l. l'hectare ; les 2 hectares 80 ares représentaient donc environ 225 l. et les 455 l. qui restent sur les 680 l. du prix de vente portent le prix de l'hectare, pour les terres labourables, à 15 l., prix supérieur à ceux que nous avons rencontrés jusqu'ici, mais dont nous avons trouvé ci-dessus l'explication et qui viendra concourir pour former le prix moyen de 13 l. que nous indiquions au début. Cet acte de vente de la métairie du Petit Guignefol

(11) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau 1519, mai 14.

(12) Toutes les dates antérieures à l'année 1566 que nous fournissons n'ont pas été redressées et sont conformes à l'ancien calendrier dans lequel l'année commençait à la fête de Pâques.

(13) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau.

contient un autre enseignement. De nos jours, dans la plupart des régions du Haut-Poitou, une métairie de 30 hectares se compose le plus souvent de dix à 12 parcelles au maximum, sur lesquelles trois ou quatre d'entre elles contiennent chacune, généralement trois, quatre ou cinq hectares, quelquefois davantage. C'est là ce qui constitue le fond de la métairie, dont les petites parcelles de peu d'étendue ne sont que l'accessoire. A Guignefol rien de semblable, nous nous trouvons en présence de 41 parcelles, dont pas une seule n'atteint la contenance de 3 hectares.

Voici du reste la composition exacte de la métairie.

| | Nombre de Parcelles |
|--|---------------------|
| Parcelles de 2 hectares à 2 hectares 50 ares | 2 |
| Parcelles de 1 hectare 50 à 2 hectares | 4 |
| Parcelles de 1 hectare à 1 hectare 50 ares | 5 |
| Parcelles de 50 ares à 1 hectare | 20 |
| Parcelles de moins de 50 ares | 10 |
| | 41 |

On voit qu'on se trouve là en présence d'un domaine composé, je dirais si j'osais, de pièces et de morceaux accolés ensemble, car le contrat qui nous donne la désignation et la contenance des parcelles nous en fournit en même temps les tenants et les aboutissants avec le nom des propriétaires voisins, et le nom de ces propriétaires change pour ainsi dire à chaque parcelle ce qui indique bien encore le morcellement de la propriété à l'époque, dans cette paroisse. Les noms qui reviennent le plus souvent sont ceux des Darde, des Boylesve, des Moine, des Robin, des Cail-
lard : ces trois dernières familles habitent encore la paroisse de Chasseneuil.

En lisant l'acte de vente de Guignefol on sent qu'on se trouve en présence de parcelles successivement achetées et réunies pour former cette métairie, car il n'est pas douteux, que si le seigneur de Guignefol l'eût composée au début de la féodalité, avant d'avoir divisé sa terre entre les paysans qui allaient devenir ainsi ses tenanciers, il ne l'eût formée de parcelles plus étendues, par suite moins nombreuses. Il y a donc là un regroupement de la propriété qui s'était produit depuis un certain nombre d'années, nombre que nous ne saurions préciser mais qui ne devait pas être considérable, car cette concentration des parcelles de peu d'étendue pour former la grande propriété, nous allons la constater pendant tout le cours du xvi^e siècle, dans la majeure partie du Poitou. Dans toutes les ventes que nous avons relevées jusqu'ici dans cette région de Poitiers, aussi bien dans les ventes

que nous avons reproduites que dans celles que nous n'avons fait que mentionner, si nous en exceptons celle de la métairie de Guignefol, dans toutes les autres, les vendeurs ont toujours été des laboureurs et les acquéreurs des marchands ou des membres de la bourgeoisie, la plupart du temps propriétaires du fief voisin ou de la métairie joignant la parcelle qui faisait l'objet de la vente ; mais ce que nous cherchons à démontrer ici tout d'abord, c'est le morcellement intense du sol en Poitou à cette époque, nous réservant de revenir plus tard sur ce regroupement de la propriété.

Au point de vue du morcellement, deux contrats concernant la paroisse de Jaulnay, voisine immédiate de celle de Chasse-neuil, vont nous fournir de nouveaux renseignements. L'un d'eux est du 16 décembre 1531 (14) ; à cette date, un procureur près la cour royale de Poitiers, M^e Guillaume Cothereau, donnait à ferme à un laboureur une petite métairie, ou plutôt, comme nous l'appelons encore en Poitou, *une borderie* de 84 boisselées (6 hectares 40 ares) qu'il possédait dans cette paroisse de Jaulnay. La ferme est consentie pour 6 années moyennant 64 boisseaux de froment, 2 boisseaux de fèves et 6 boisseaux de noix. Le bail nous fournit, parcelle par parcelle, un curieux détail des terres affermées et nous apprend qu'elles venaient d'être acquises récemment d'un assez grand nombre de paysans dont il donne tous les noms. Les parcelles étaient au nombre de 31 et l'une d'elles contenait, à elle seule, 1 hectare 14 ares. Les 5 hectares restant se partageaient entre les 30 autres parcelles. Les plus grandes avaient une contenance de 45 ares, six n'avaient chacune que 7 ares 60 centiares (1 boisselée), six autres 3 ares 80 centiares (1/2 boisselée) et une dernière enfin 1 are 80 centiares, seulement. Il est bien à croire que M^e Guillaume Cothereau, dans son désir d'acheter une métairie, l'eût acquise toute formée et d'un seul tenant s'il l'eût facilement trouvée, plutôt que de s'asteindre à cette fastidieuse et coûteuse complication d'acquisitions par parcelles isolées.

Le second contrat, du 12 décembre 1559 (15), comporte l'échange d'une maison, située dans l'un des faubourgs de la ville de Poitiers, contre une autre borderie dans cette même paroisse de Jaulnay. Cette borderie comprend 28 journaux de vigne, 86 boisselées de terre labourable et 2 journaux 1/4 de pré : soit 1 hectare 40 ares de vigne, 6 hectares 53 ares 60 centiares de terre labourable et 67 ares 50 centiares de pré. Les vignes étaient divisées en huit parcelles ; la plus grande avait une contenance de 50 ares, la plupart des autres n'avaient que 10 ares, deux n'a-

(14) Arch. Vienne, E 4 27. Minutes Chaigneau 1531, déc. 16.

(15) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1559, déc. 12.

vaient chacune que 5 ares (un journal). Les 6 hectares 53 ares de terre labourable comprenaient 24 parcelles avec une contenance moyenne de 27 ares. Les prés formaient deux parcelles. Tel était l'état de morcellement de la propriété dans cette paroisse de Jaulnay à cette époque du xvi^e siècle, et ces deux documents nous font d'autant mieux saisir la situation que là encore, comme pour la vente du Petit Guignol, dans la paroisse voisine de Chasseneuil, l'énonciation dans la désignation des parcelles du nom des propriétaires voisins indique, par la variété de ces noms, le grand nombre de paysans qui possédaient alors le sol.

Nous croyons inutile d'insister davantage pour démontrer l'état de morcellement de la propriété dans la région de Poitiers pendant la première moitié du xvi^e siècle ; les différents contrats que nous venons d'analyser, et surtout ces ventes *incessantes par des paysans, de parcelles* de petite étendue dans les paroisses de Saint-Julien, Sèvres, Bignoux, Montamisé, Saint-Georges, etc., nous ont désormais, suffisamment édifié sur ce point.

Nous avons pu fixer à 13 l. environ le prix moyen de l'hectare de la terre labourable, sur les plateaux situés entre la Vienne et le Clain, dans la vallée de cette dernière rivière et sur les côteaux voisins. Si nous prenions, à la même époque, ces mêmes terres labourables dans la banlieue immédiate de la ville de Poitiers, nous verrions ce prix s'élever jusqu'à 50 l. (16) et atteindre une moyenne de 30 l. Mais les prix de ces terres de banlieue, que se disputent tous les marchands et tous les bourgeois de la ville, sans compter les artisans et les laboureurs des faubourgs, nous renseignent bien plus sur la fortune des habitants que sur la valeur réelle de la terre et ne peuvent être évoqués pour établir une moyenne sérieuse des prix.

Nous ne possédons pas de documents pouvant nous renseigner sur le prix des terres dans les autres contrées du Haut-Poitou pour cette époque du règne de François I^{er}.

Pour les trois règnes suivants, Henri II, François II et Charles IX, dans les mêmes contrées que nous venons de parcourir, le prix moyen de l'hectare de terre labourable, s'établit entre 20 et 25 livres. *Il a doublé en 25 ans.*

Le 25 janvier 1551, dans la paroisse de Saint-Georges (17), nous voyons un laboureur du village de Fontaines, vendre à un procureur de Poitiers 2 boisselées 1/2 de terre moyennant 58 sols, soit 15 l. l'hectare ; mais dans cette même paroisse de Saint-Georges, en 1562, le 17 octobre, on trouve une autre vente, toujours par un laboureur, de 8 boisselées de terre, pour la somme

(16) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau, 1534 sept. 19.

(17) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Pigneteau, 1551 janvier 25.

de 20 l. et 3 sols, ce qui porte l'hectare à 32 livres (18). A Buxerolles, en 1572 (19), nous relevons une vente importante de 38 boissellées de terre labourable sur le prix de 27 l. l'hectare. Dans la paroisse de Saint-Benoît, en 1561, nous constatons ce même prix de 27 l. l'hectare (20). Sur les bords de la Vienne, à Chauvigny, en 1548, le 7 avril (21), une pièce de terre soumise au terrage du sixième des fruits, se vend sur le pied de 20 livres l'hectare et ce droit de terrage enlevait certainement à cette terre le cinquième de sa valeur. En cette même année 1548, toujours à Chauvigny (22), le 21 août, nous trouvons une autre vente où le prix de l'hectare atteint 40 livres. Toutes ces terres, à Chauvigny, sont vendues à des marchands, par des laboureurs ou par la noblesse. Il y avait alors, dans cette petite ville de Chauvigny, une pléiade de marchands qui, pour la plupart, avaient réalisé de grosses fortunes comme fermiers des riches baronies d'Angles et de Chauvigny, propriétés des évêques de Poitiers, et ces marchands, à cette époque, achetaient toutes les terres de la région, terres paysannes et terres de la noblesse.

Dans la banlieue de Poitiers, où nous avons trouvé l'hectare de terre labourable à 30 l. sous François I^{er}, il se vend couramment 55 et 60 l. sous le règne de Charles IX. Là aussi il a doublé de prix, et c'est la constatation que l'on peut faire généralement dans ces régions, de la fin du règne de François I^{er} aux premières années du règne d'Henri III.

Nous constaterons une augmentation bien plus considérable encore pour les dernières années du siècle. Nous allons assister à une véritable explosion de hausse et le prix de l'hectare va tripler en moins de 25 ans. Il atteindra 70 et 80 livres dans la campagne et 130 et 135 livres dans la banlieue de Poitiers.

Nous citerons quelques exemples : à Mirebeau, le 28 juin 1578, on constate le prix de 84 livres (23) ; (nous parlons toujours du prix de l'hectare) ; à Blaslay, 79 livres le 27 février 1587 (24). A Buxerolles, 102 livres en 1580 (25) ; au village de Lhumeau (Busseroles), 94 livres en 1595 (26) ; à Dissais, 107 livres en 1598, le 6 décembre (27).

Dans cette dernière paroisse, l'inventaire d'une succession

(18) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau Jehan.

(19) Arch. Vienne Abbaye de Sainte-Croix. Note fournie par le R. P. de Monsabert.

(20) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chauveau 1561, fév. 8.

(21) Arch. Vienne E 4 1. Minutes Charles, notaire à Chauvigny.

(22) Arch. Vienne E 4 1. Minutes Charles.

(23) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chesneau Jehan.

(24) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chesneau Jehan.

(25) Arch. Vienne. Fond de l'Abbaye de Sainte-Croix.

(26) Arch. Vienne. Fond de l'Abbaye de Sainte-Croix.

(27) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Guyonneau.

dans une vieille famille de la noblesse poitevine, les Rogier (28), va nous fournir, à la date du 15 mai 1599, des prix intéressants. Cette succession, parmi de nombreux immeubles, comprenait une petite métairie de 13 hectares dans cette paroisse de Dissais. Sur les 13 hectares on comptait 111 boisselées, soit 8 hectares 53 ares 20 centiares de terre labourable divisés en 10 parcelles. Constatons, en passant, que la moyenne des parcelles était de moins d'un hectare. L'évaluation nous apporte des prix très variés :

| | | | | | |
|---|----|----|---|---|-----|
| La parcelle n° 1 est estimée sur le pied de 156 livres l'hectare. | | | | | |
| — | n° | 2 | — | — | 97 |
| — | n° | 3 | — | — | 78 |
| — | n° | 4 | — | — | 91 |
| — | n° | 5 | — | — | 130 |
| — | n° | 6 | — | — | 117 |
| — | n° | 7 | — | — | 117 |
| — | n° | 8 | — | — | 52 |
| — | n° | 9 | — | — | 65 |
| — | n° | 10 | — | — | 58 |

L'ensemble nous fournit un prix moyen de 96 livres. Nous voilà loin des prix de l'époque de François I^{er} ! Et à noter, que cette paroisse de Dissais est contiguë à celles de Saint-Georges et de Jaulnay dans lesquelles nous avons relevé le prix de l'hectare à 13 livres, à cette époque de François I^{er}.

Nous trouverons un exemple frappant de l'augmentation qui s'est produite dans le prix des terres et des immeubles pendant le cours du xvi^e siècle, dans l'acte de vente de la métairie du Petit Guignefol dont nous nous occupions tout à l'heure. Dans cette vente, qui avait été consentie, on s'en souvient, le 29 avril 1531, moyennant la somme de 680 livres, figuraient quelques bâtiments et un petit clos de vignes, détachés de la métairie et situés à l'entrée du bourg de Chasseneuil ; ces bâtiments, mentionnés à la fin de l'acte, apparaissaient alors comme un accessoire, pour ainsi dire sans valeur, dans les 437 boisselées qui composaient la métairie. Or, cinquante ans après, à la date du 11 février 1580 (29), nous trouvons la vente, *moyennant 330 livres*, de ces quelques bâtiments et du petit clos de vigne, sis à l'entrée du bourg et considérés en 1531, comme ne représentant qu'une part insignifiante dans les 680 livres qui formaient la totalité du prix de vente de la métairie du Petit Guignefol ! En présence d'un semblable résultat, on comprend l'empressement

(28) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Guyonneau.

(29) Arch. Vienne. Fonds de la Société des Antiquaires de l'Ouest manuscrit 73.

des marchands et de la bourgeoisie, dans l'acquisition des terres et des immeubles pendant le xvi^e siècle ; on peut même ajouter qu'il était impossible qu'il en fût autrement.

A cette même fin du xvi^e siècle, de 1587 à 1597, nous relevons dans deux paroisses situées sur les confins du Haut et du Bas-Poitou, les paroisses d'Ayron et de Maillé, une succession de ventes de terre intéressantes pour notre étude (30). Ces deux paroisses contiennent actuellement ensemble, 4155 hectares dont une notable partie, au xvi^e siècle, dépendait de l'abbaye de Sainte-Croix. Comme pour les paroisses de Saint-Romain et de Vellèches, dont il a été longuement question plus haut, les terres qui dépendaient de Sainte-Croix à Ayron et à Maillé étaient divisées entre une infinité de tenanciers, et ce sont ces derniers que nous allons trouver pendant ces dix années, vendant leurs tenures, presque toujours à des marchands où à la bourgeoisie de la région, et, là encore, nous constaterons un morcellement sérieux de la propriété, le morcellement féodal.

Sur les soixante contrats de vente, où nous puisons nos renseignements pour ces paroisses d'Ayron et de Maillé, trois portent chacun sur 2 hectares, un sur 1 hectare 80 ares, un cinquième sur 1 hectare 30 ares, les cinquante-cinq autres comprennent de 10 à 30 ares ; bien rares sont ceux qui atteignent 50 ares. On peut juger par là de l'état de morcellement du sol dans ces deux paroisses au xvi^e siècle.

Les terres de l'abbaye de Sainte-Croix, à Ayron et à Maillé, étaient, pour une assez notable partie, soumises au régime du terrage au sixte ; l'abbaye prélevait la sixième partie des fruits, mais il n'était plus question de dîme. Ces terres, du fait de ce terrage, se trouvaient en état de grande infériorité sur celles de Saint-Romain et de Vellèche qui n'étaient que *censives* et ne payaient pour chaque tenure qu'un petit nombre de boisseaux de blé et quelques volailles. Nous ne parlerons que pour mémoire des *cens en deniers* qui étaient devenus à cette époque, nous le savons, des charges bien minimes.

Les contrats de vente de ces terres d'Ayron et de Maillé, mentionnent naturellement les terrages toutes les fois que les terres qui font l'objet de la vente en sont grevées, ce qui nous a permis de former deux catégories des terres aliénées et d'arriver à ce résultat que, dans ces deux paroisses de 1587 à 1597, les terres labourables soumises au terrage au sixte, se vendaient sur le pied de 68 livres tandis que les autres atteignaient le prix de 79 livres. Ce dernier prix cadre bien, à peu de chose près,

(30) Arch. Vienne, Fonds de l'Abbaye de Sainte-Croix, liasse 100. Notes communiquées par le R. P. de Monsabert. On voit que le R. de Monsabert fut pour moi un véritable collaborateur dans cette première partie de mon travail.

avec ceux que nous avons trouvés dans la campagne des environs de Poitiers à la même époque. Ces deux prix nous permettent en plus de constater que le terrage au sixte n'enlevait pas complètement à la terre $1/6$ de sa valeur vénale, ce qui a tout lieu de nous surprendre car nous aurions cru que le contraire devait se produire.

Ces terrages étaient généralement une lourde charge pour la terre et lorsqu'ils arrivaient au cinquième des fruits, ils la rendaient pour ainsi dire immobilisable. Je m'explique. Au xvi^e siècle, en Poitou, il ne semble pas encore être venu à l'idée de la noblesse ou de la bourgeoisie, qu'une métairie d'une certaine importance puisse être exploitée directement par son propriétaire, « exploitée par valets », comme on le dira et comme on le fera couramment à partir du siècle suivant. Au xvi^e siècle, je n'en ai trouvé aucun exemple dans le *Haut-Poitou*. Une métairie donc, qui appartenait à la noblesse où à la bourgeoisie, et là, nous précisons, car nous en trouverons, et de sérieuse importance, appartenant dès le xvi^e siècle à de simples laboureurs, une métairie, dis-je, appartenant à la noblesse ou à la bourgeoisie ne pouvait dès lors être cultivée qu'au moyen du fermage ou du métayage. Or, si nous prenons pour exemple le métayage, et que nous prélevions sur la récolte d'abord un cinquième pour le droit de terrage, un autre cinquième ensuite pour la semence, soit au total 40 0/0, les 60 0/0 qui resteront à partager entre le maître et le métayer ne laisseront en réalité entre les mains de ce dernier que 30 0/0 du total de la récolte et cette quantité ne sera pas suffisante pour le nourrir, lui et sa famille, et subvenir à leurs besoins. Il en sera de même si nous prenons pour exemple le fermier, car lui aussi ne pourra prendre, pour payer son prix de ferme, que bien peu de chose sur les 60 0/0 qui resteront entre ses mains, une fois prélevés le droit de terrage et le grain pour la semence. Et à noter, que nous ne parlons pas du cas où le métayer ou le fermier serait obligé d'avoir recours à la main-d'œuvre étrangère pour la culture de sa métairie, ce qui aggraverait encore la situation. Nous avons donc bien raison de dire qu'un droit de terrage porté au cinquième rendait pour ainsi dire la terre inaliénable, puisque, en fait, elle ne pouvait plus être acquise que par le laboureur susceptible de la cultiver de ses propres bras. On a peut-être été surpris de nous voir prélever pour la semence, un cinquième de la récolte, mais nous avons agi en pleine connaissance de cause, et instruit par les documents qui nous sont passés sous les yeux. On récolte actuellement, bon an mal an, en Poitou, huit, neuf ou dix fois le volume de la semence confiée à la terre, nous donnons là une moyenne ; mais il n'en était pas ainsi aux xvi, xvii, xviii^{es} siècles, où le laboureur s'estimait heureux quand il avait tiré de son sillon quatre, cinq ou six fois la semence qu'il y avait enfouie. Les

heureux résultats que nous constatons actuellement proviennent non pas tant d'une meilleure préparation du sol, car nous verrons par la suite que le laboureur du xvi^e siècle ameublissait ses guérets au moins aussi bien, sinon mieux, que le laboureur de nos jours, mais uniquement de fumures abondantes, et non d'engrais chimiques inconnus et irréalisables autrefois ; mais nous traiterons les questions agricoles dans les chapitres suivants.

Nous allons trouver, dans une paroisse peu éloignée de Poitiers, la paroisse de Bignoux, une preuve de ce que nous avançons ci-dessus au sujet de ces droits de terrage au cinquième des fruits. Au mois de novembre 1590, un procureur de Poitiers, M^e Guillaume Mannevy, avait acheté moyennant 2.400 l., de Messire Claude Marquette, écuyer, et de damoiselle Loyse de Bourdillon, sa femme, la métairie de « La Faurie », sise au village de Château-Fromage, dans cette paroisse de Bignoux (31). Le prix indiquerait une métairie d'environ 30 hectares, mais son étendue était probablement beaucoup plus considérable, nous en verrons la raison par la suite. A partir de cette époque on voit ce procureur, pour augmenter la contenance de sa métairie, acquérir toutes les terres que les paysans de la paroisse veulent bien lui vendre, voire même des terres fort éloignées de son domaine, et les contrats d'acquisition de Guillaume Mannevy se présentent alors en grand nombre dans les minutes de notaires de Poitiers. Il faut dire qu'une grande partie des terres de la paroisse de Bignoux dépendaient de l'abbaye de la Celle, de Poitiers, qu'elles étaient terragées pour la plupart au cinquième des fruits et que, pour cette raison, la majeure partie de la paroisse de Bignoux demeurait inculte. Une fois en possession d'une partie assez notable des terres de cette paroisse, qu'il avait acquises du reste à bon compte, M^e Guillaume Mannevy s'en fut trouver l'abbé de la Celle, « Révérend Père, en Dieu, Frère Guillaume de Régner », lui exposa la situation, que la majeure partie des terres de l'abbaye dans cette paroisse, alors en friches et en brandes, n'étaient d'aucun rapport, et passa avec lui, le 1^{er} octobre 1596, un contrat par lequel il s'engageait à défricher et à cultiver toutes les terres dont il était devenu propriétaire à cette condition que tous les terrages appartenant à l'abbaye de la Celle, dans la paroisse de Bignoux, seraient transformés en terrages au huitième des fruits seulement.

Il est à croire que l'application de ce contrat nécessitait l'intervention de l'évêché car, à la date du 15 mai 1597 (32), nous allons assister dans la paroisse de Bignoux, sous la direction de deux

(31) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Guyonneau.

(32) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Guyonneau.

notaires de Poitiers, M^{es} François Morineau et François Guyonneau, à une véritable enquête *de commodo et incommodo*, ordonnée par R. P. en Dieu, messire Geoffroy de Saint-Belais, évêque de Poitiers, au sujet du contrat passé le 1^{er} octobre 1596 entre l'abbé de la Celle et M^e Guillaume Mannevy. Le premier comparant est Blaise Arthus, *laboureur à bras* et sacristain de la paroisse, âgé de 56 ans, ou environ qui, après avoir prêté serment « déclare bien connaître toutes les terres « acquises par M^e Guillaume Mannevy, tant de messire Claude « Marquette, écuyer, que de Toussaint Barrault, Pierre Vaslet « et autres, étant situées, les dites terres, dans la paroisse ; que « la plupart d'entre elles sont chargées du droit de terrage, au « cinquain et au septain des fruits, qui est occasion que icelles « ne sont faites ne façonnées de façon requises, ne se trouvant « aucun métayer qui veuille labourer et cultiver icelles, aussi « qu'elles sont la plus grande partie en ajoncs, brandes et genêts « et que toutes les terres du pays demeurent incultes et sans « façons, desquelles le dit abbé ne reçoit aucun profit. Joint « que les métayers sont tous ruinés s'ils ne trouvent quelques « maistres qui les soulagent dans leurs nécessités, quoy faisant « les dits maistres sont contraints faire de grands frais, voire « plus grands que le revenu qu'ils en peuvent avoir. Pourquoi « serait très nécessaire, tant pour le dit abbé que pour ceux du « pays, que toutes les terres dudit pays et toutes les autres terres « descendant de ladite abbaye feussent mises au droit du terrage « au huitain des fruits, pour que icelles feussent doresnavant « essartées, labourées et semencées selon la coustume du pays « scavoyr : un tiers en bons bleds, un tiers en gros bleds, un « tiers en guéret, et que les autres devoirs dont les dits lieux sont « chargés soient payés. Et ce faisant serait le grand profit des « abbés et religieux parceque les dites terres ainsi réduites au « huitain des fruits, labourées, cultivées et semencées comme « dict est selon la coustume du pays de Poitou, rapporteroient, « au huitain des fruits, par chacun an plus de commodité et de « profit à la dite abbaye qu'elles ne font en vingt ans, estant en « frische, brandes et genest comme elles le sont de présent. Par « ce, croit le dit Arthus, que le contrat ainsi fait par le dit abbé « avec le dit Mannevy, est le grand bien, utilité et profit de la « dite abbaye de plus des trois quartes parties des fruits par « chacun an », et a le dit Arthus desclaré ne scavoyr signer.

Le comparant qui suit est Jehan Vaslet, *laboureur à bœufs*, âgé de 70 ans, environ, demeurant au bourg et paroisse de Bignoux. Sa déposition n'est que la répétition de celle de Blaise Arthus, seulement comme il est, lui, *laboureur à bœufs*, il insiste tout particulièrement sur ce point qu'il est impossible à un *métayer* de se charger de cultiver une terre grevée d'un droit de terrage *au cinquième des fruits*. « D'aultant, ajoute-t-il, que le « pays de Bignoux est fort maigre et de peu d'apport ».

Les laboureurs se succèdent ensuite et tous déclarent que si les terres continuent à être terragées au cinquième des fruits, « il ne se trouvera de métayers pour les labourer et cultiver de « façons requises ». Le dernier qui comparait est un laboureur de 31 ans, Antoine Briand ; il est jeune et possède toutes les audaces : il déclare que ce n'est pas au huitième des fruits, que doivent être terragées les terres de l'abbaye, mais bien *au neuvième seulement*. Sur cette dernière déposition les commissaires déclarent l'enquête close.

Tous les déposants ont été ainsi unanimes à déclarer que les terres de la paroisse étaient pour la plus grande partie en friche, *parce qu'il ne pouvait se trouver de métayer pour cultiver une terre terragée au cinquième*, voilà un premier point acquis et qui confirme bien l'opinion que nous émettions tout à l'heure ; mais, de cette enquête, nous tirerons un autre enseignement : c'est que le changement de main dans la possession du sol que nous signalons dans tout le Poitou à cette époque, s'était produit dans la paroisse de Bignoux comme ailleurs ; aussi longtemps en effet que ces terres, terragées au cinquième, étaient demeurées *propriété paysanne* elles avaient pu très probablement être cultivées, et si elles devenaient incultivables en 1597, date de l'enquête, c'est qu'elles étaient entrées, alors, *dans la grande propriété* et que la culture par métayage qui s'imposait *par suite de ce changement de main*, était impossible comme l'enquête vient de nous le démontrer. Voilà, croyons-nous, une nouvelle preuve qui vient sérieusement confirmer notre thèse sur la transformation de la propriété à cette époque.

La déposition de Blaise Arthus complète, en outre, nos renseignements sur les terrages de la paroisse de Bignoux. Après avoir déclaré que la réduction du terrage au huitain ne peut être que très profitable à l'abbaye de la Celle, pourvu que les terres soient ensuite cultivées selon la coutume du pays, qu'il est bien d'avis que cette transformation doit être opérée, il ajoute : « *et que les autres devoirs dont les dits lieux sont chargés soient aussi payés* ». Dans la bouche du sacristain, qui vit en partie des produits de l'église, cette phrase a une signification particulière ; on ne saurait s'y méprendre, il s'agit de *la Dîme*. En plus du terrage au cinquième, ces terres de la paroisse de Bignoux étaient encore chargées de la dîme et, de ce fait, en cas de culture par métayage, la portion de récolte qui demeurerait entre les mains du métayer n'était plus de 30 0/0, comme nous le signalions plus haut, mais bien de 25 0/0 seulement et, par suite, cette culture par métayage devenait de plus en plus impossible.

Les terrages au sixième et au septième des fruits, qui prirent un grand développement au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle en Poitou, étaient encore une très lourde charge et une sérieuse gêne pour la vente de la propriété rurale ; quant aux cens et rentes imposés

au début de la féodalité, même augmentés de la dîme, ils n'ap-
prochaient pas des charges qui grèvent aujourd'hui la propriété
foncière. On nous objectera qu'à ces *devoirs féodaux* venait s'ad-
joindre la *taille*, mais qu'était-ce que la taille, en Poitou, au
xvi^e siècle ? De 120.000 livres à la fin du règne de Louis XI, elle
passe à 163.000 livres sous Louis XII, à 200.000 l. vers le milieu
du règne de François I^{er}, et cela pour toute la province du Poitou !
On conviendra que, pour le xvi^e siècle, c'est un impôt dont on ne
doit vraiment tenir que peu de compte. Nous n'en dirions pas au-
tant s'il s'agissait de la fin du xvii^e siècle, et surtout du xviii^e siè-
cle. Peu de temps avant la Révolution, la taille, avec ses acces-
soires du vingtième, de la corvée royale, etc., dépassait douze mil-
lions de livres pour la seule province de Poitou. Elle avait sérieu-
sement augmenté depuis François I^{er}. En résumé, les terres non
greuvées de terrage, ne supportaient pas de trop lourdes charges
en Poitou au xvi^e siècle, et les terrages y étaient encore rares à
cette époque.

Nous voilà bien loin des paroisses d'Ayron et de Maillé qui
nous ont suggéré ces recherches sur les terrages, et des rives
du Clain, mais nous avons trouvé maintenant le prix des terres
labourables que nous cherchions dans ces régions et nous nous
dirigerons désormais vers une autre contrée qui différerait, du
tout au tout, de celles que nous venons de parcourir, le *Montmo-
rillonnais*, dans lequel nous trouverons le *régime féodal* tel qu'il
y avait été implanté quatre ou cinq siècles auparavant. Sous la
protection d'immenses steppes de *Brandes* qui couvraient alors
les deux tiers du pays, il s'y était conservé absolument intact
moins la corvée et la main morte. Pour cette raison le Montmo-
rillonnais devait être alors l'une des curiosités du Poitou.

LA DISETTE DE 1662

par PAUL-M. BONDOIS

La question du blé et du pain a toujours été un problème angoissant pour les gouvernements. Sous l'Ancien régime, en France, elle a joué un grand et triste rôle ; d'autant plus que les ministres ignoraient, en général, les lois économiques les plus élémentaires (1). « Aux époques les plus florissantes, et pendant les règnes les plus illustres, la famine apparaît avec son cortège hideux de populations décimées et frappées à mort (2). »

La répartition des grains, les mesures de précaution, prises aux époques de fertilité, pour combattre les résultats des récoltes déficitaires (3), et empêcher la cherté, résultat de la rarefaction des produits (4), n'ont jamais été vraiment réglées. Les gouvernants semblent même n'avoir jamais cherché à trouver les vrais remèdes. Ils se contentaient d'essayer d'atténuer la crise, lorsqu'elle éclatait par suite de l'excès de la sécheresse ou des pluies, ou encore du froid trop précoce ou trop tardif, et cela, pour empêcher les troubles et les émeutes, en organisant des distributions gratuites ou presque (5), en poursuivant avec plus

(1) P. DE SÉGUR, *Au couchant de la monarchie*, s. d., gr. in-8, p. 151.

(2) P. CLÉMENT, *La police sous Louis XIV*, 2^e éd, 1866, in-16, p. 218.

(3) D'après G. ROSCHER (*Du commerce des grains et des mesures à prendre en cas de cherté*, trad. Block, 1854, in-16, p. 56), sur dix années, il fallait compter en moyenne, dans la France de l'Ancien régime, une très mauvaise récolte, deux médiocres, cinq moyennes et deux très bonnes.

(4) *Id.*, p. 58. Il faut remarquer que les récoltes déficitaires, après la sécheresse ou le froid, sont de bonne qualité, et qu'il n'en est pas de même après de longues périodes pluvieuses.

(5) Sur la législation des grains, voir, entre autres, J. SAVARY DES BRUSLONS, *Dictionnaire universel de commerce*, continué par PH.-L. SAVARY, t. I, 1742, in-fol., p. 365. *Code de la police*, 1767, in-16, p. 107-114. Voir les règlements, pris dès le xvi^e siècle, en 1561 et 1571. Des décisions particulières furent rendues pour assurer le ravitaillement de Paris et des grandes villes : cf. à ce sujet les mesures édictées en 1672. Voir notre article sur *le commerce du beurre et des œufs sous l'Ancien Régime* dans la *Revue internationale du commerce de l'industrie et de la banque*, numéro de juin 1923. Pour la réglementation de l'achat des blés en 1672, Bibl. nat. ms., Joly de Fleury, 1314, fol. 164.

d'énergie les accapareurs, en autorisant les importations et en supprimant momentanément toutes les restrictions douanières habituelles (7), enfin en interdisant la distillation des eaux-de-vie, la fabrication de l'amidon et de la bière et en ordonnant l'introduction de succédanés du blé dans le pain (8).

Ce n'était là que des moyens de fortune insuffisants. Aussi, et bien que les gouvernants aient beaucoup légiféré à ce sujet, les crises se multiplièrent dans le pays. Au XVII^e siècle, l'économiste peut compter 11 famines et 33 disettes (9) ! Ces malheurs résultent, certes, des troubles civils de la guerre, mais la mauvaise distribution s'accroissait suivant les variations de la température. Nous trouvons sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV, comme périodes de dépression, les années 1621, 1626, 1630, 1648-1652 (10), 1660, 1661, 1662, 1663, puis 1684 (11), 1692 à 1696 (12), 1698-1699, et enfin 1708-1709 (13)-1710 (14). Par contre, la moisson, en 1668, fut presque trop belle (15), et par suite du manque de prévoyance et de l'inexistence des greniers d'abondance officiels, des stocks considérables furent gâtés et perdus (16).

(6) ROSCHER, *op. cit.*, p. 87.

(7) ALEX MONNIER, *Histoire de l'assistance*, 1856, gr. in-8, p. 357. CH. LOU-ANDRE, *De l'alimentation publique sous l'ancienne monarchie*, dans le *Magasin de Librairie*, t. X, 1880, p. 550.

(8) H. SCHERER, *Histoire du commerce de toutes les nations* ; trad. Richelot-Vogel, t. II. 1857, in-8, p. 472. P. LABOULINIÈRE, *De la disette et de la surabondance en France*, t. II, 1821, in-8, p. 102.

(9) H. CONS, *Précis d'histoire du commerce*, t. I, 1896, in-8, p. 296. P. CLÉMENT, *Histoire du système protecteur en France*, 1854, in-8, p. 29.

(10) Voir l'ouvrage de A. FEILLOT, *sur la Misère pendant la Fronde et Vincent de Paul* (1862, in-8^e), p. 304. *Registres de l'Hôtel de Ville de Paris*, publiés par LEROUX DE LINCY, t. II, p. 404.

(11) Bibl. nat., franç. 21773, f. 142. A. DE BOISLISLE, *Mémoires des Intendants sur l'état des généralités* : généralité de Paris, 1881, in-fol., p. 764.

(12) G. DEPPING, *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. I^{er} 1851, in-4, p. 629, 680, 699, 702.

(13) « Ce fut, dit Savary, cette année si fatale à la France par la perte universelle de tous ses bledz ». Cette crise tragique, compliquée par la guerre et l'invasion, est bien connue : il n'est besoin que de renvoyer aux travaux d'A. de Boislisle. « En 1709, écrit MICHELET (*Histoire de France*, t. XIII, nouv. éd., p. 356), je cherche la France et je ne vois plus qu'un os rongé. ».

(14) CHEVALIER CHAILLOU-DESBARRES, *Essai historique sur la législation des grains*, 1820, in-16, p. 143. P. Laboulinière, *op. cit.*, p. 370. Cf. encore sur la misère au XVI^e siècle l'article d'E. GUITARD, *sur l'hôpital-général de Bordeaux*, dans *mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, IV^e série, 1916, in-8, p. 113.

(15) D'après Moreau de Jonnés, la consommation annuelle moyenne est par individu de 175, et les économistes prétendent qu'une livre de pain répond à une livre de blé. Voir l'*Arithmétique politique* de Lagrange.

(16) Pendant ce temps, certains spéculateurs des campagnes accumulaient des réserves importantes, qu'ils revendaient à prix d'or aux périodes de crise. Voir à ce sujet le *traité de police* de N. Delamare et mon travail sur les accaparements de blé à La Ferté-sous-Jouarre sous Louis XIV, communiqué à la Société d'archéologie, sciences, arts et lettres de Seine-et-Marne. Chambon, dans son curieux ouvrage sur le *Commerce de l'Amé-*

Il serait injuste de ne pas reconnaître que cette situation, si souvent critique, n'ait pas inquiété les gouvernants, bien qu'ils fussent irresponsables en théorie et en fait. Aussi Colbert, dont les débuts au ministère furent assombrés par les terribles heures de la disette de 1660-1663 (17), pensa continuellement à essayer sinon de résoudre la question, tout au moins de parer à ses plus graves inconvénients et d'empêcher le retour fréquent de crises sérieuses. Il s'efforça donc de trouver des palliatifs, en organisant des greniers et réserves publiques et en constituant l'administration des « blés du roy » (18). Aussi doit-on constater que, tant qu'il vécut, il n'y eût plus de période aussi pénible (19). Mais ce fait heureux provient d'une succession d'assez bonnes saisons, qui furent sinon complètement favorables, tout au moins plus clémentes et plus régulières. Au fond, les remèdes, que l'actif gouvernant proposa, étaient insuffisants, car il fut conduit simplement à interdire l'exportation, et cette étroite conception n'aboutit qu'à de piètres résultats. Les idées, alors en vigueur, n'étaient guère logiques, et beaucoup étaient fausses : il en résulta une grande mobilité dans la législation du commerce des céréales (20), ce qui contribua à augmenter l'incertitude et, par ricochet, l'intensité des disettes. La théorie protectionniste, principe essentiel du colbertisme, était particulièrement regrettable

riqué par Marseille (t. II, 1764, in-4, p. 520), prétend qu'il y eut peu de prévaricateurs et de condamnés à ce sujet dans la disette de 1661-1662. Ce fait ne prouve rien : en réalité, la spéculation sur les blés eut lieu durant tout le règne de Louis XIV. Colbert s'efforça de l'empêcher en interdisant les associations pour l'achat des blés, en empêchant la constitution de réserves particulières, et en n'admettant pas que les stocks individuels puissent être alimentés par les blés, achetés à l'étranger pour prévenir les disettes. Voir E. VERON DE FORBONNAIS, *Traité des finances*, t. I, 1758, in-4, p. 405. MOSNIER, *Origines de développement de la grande Industrie*, 1898, in-8, p. 105. J. DE MAZAN, *Les doctrines économiques de Colbert*, 1900, in-8, p. 231. ROUGIER, *Les libertés commerciales*, 1857, in-8, p. 327. A. DARESTE DE LA CHAVANNE, *Histoire des populations agricoles*, 1854, in-8, *passim*. VOLTAIRE (*Le Siècle de Louis XIV*, éd. E. Bowigeois, p. 525), blâme l'arrêt, qui interdit les sociétés pour le commerce des blés. (17) CH. GOURAUD, *Histoire de la politique commerciale de la France*, t. I, 1854, in-8, p. 231. H. CONS, *op. cit.*, p. 283.

(18) Il achetait en temps de crise des blés à l'étranger, notamment à Dantzic « ce port fameux, pour fournir des bleds dans les disettes », écrit Savary (*op. cit.*, t. I, p. 370).

(19) Au reste, les ministres antérieurs avaient, eux aussi, pris souvent des mesures à ce sujet. Il n'est donc pas juste d'écrire, comme Laboulinière (*op. cit.*, t. II, p. 406) qu'on n'avait pas songé, avant le règne de Louis XV, à prendre des précautions, pour assurer l'approvisionnement de Paris. Cf. rapport de Beslay à la Chambre des députés, du 20 mars 1820, p. 33 et ss.

(20) « Il est tout à fait singulier que nos lois, sur cet article, aient tous les jours marché à pas précipités ; liberté toute entière ou interdiction totale. » (FORBONNAIS, *op. cit.*, t. I, p. 291). Cf. CH. LOUANDRE, *De l'alimentation publique sous l'ancienne monarchie*, dans *le Magasin de Librairie*, t. X, 1860, in-8, p. 546.

au point de vue du trafic des blés (21). D'après ce système, en effet, chaque province devait se suffire à elle-même et des barrières économiques, — constituées par des droits divers, aboutissant à des tarifs plus que prohibitifs, — étaient dressées autour de chacune d'elles ou d'un groupe plus ou moins étendu de différents pays, pour empêcher l'exportation.

Cette erreur capitale empêcha la constitution de réserves et interdit la circulation entre les différents centres producteurs (22). Naturellement des mesures, plus strictes encore, étaient prises contre les stocks qui provenaient de l'étranger (23).

Cette singulière et pernicieuse doctrine faisait accumuler des richesses inutiles sur certains points, alors que les habitants d'autres régions périssaient d'inanition. Une des premières conséquences était donc, et forcément, une restriction notable de la production (24). Les ministres, — et Colbert, entre autres, — reconnurent d'ailleurs combien cette pratique avait des résultats funestes, puisqu'en cas de famine, ils abolirent les mesures restrictives (25), et recoururent même

(21) GOURAUD, *op. cit.*, p. 281. Cf. à ce sujet l'éloge de Colbert par Necker, cité par Chaillou-Desbarres, *op. cit.*, p. 15. Sur les erreurs de la réglementation Colbertine, voir aussi CLAMAGERAN, *Histoire de l'impôt*, t. II, 1888, in-8, p. 697. Remarquons, d'ailleurs, que des mesures restrictives avaient été prises dès le xvr^e siècle, notamment par l'ordonnance de 1577. Voir à ce sujet, Bibl. nat., ms. Joly de Fleury, 1107, f. 120 et ss.; sur la question des transports des blés, voir aussi Savary, *op. cit.*, t. I, p. 432.

(22) SAVARY, *loco cit.*

(23) Pour empêcher complètement l'exportation, le droit de sortie de 22 l. 40 s. fut triplé en 1720 ! Avant le Colbertisme, l'importation avait été permise, mais les blés étrangers n'exerçaient que peu d'influence sur le marché français, parce que les produits nationaux se vendaient à assez bas prix. Voir sur la politique douanière, à ce sujet, MAZAN, *op. cit.*, p. 182.

(24) CONS, *op. cit.*, p. 295.

(25) Sous Colbert et ses successeurs, des mesures permettant le transport des blés, soit d'une province à l'autre, soit de façon plus générale, et qui étaient des dérogations nettes aux décisions, prises par les fameux tarifs protecteurs de 1664 et 1667, furent édictées le 20 mai 1669, le 31 décembre 1671, le 26 octobre 1672, le 25 avril et le 23 septembre 1673, le 6 juillet et 16 octobre 1675, le 11 septembre et le 6 octobre 1677, le 4 juin et le 23 juillet 1678, le 6 janvier 1679, le 14 mai 1686, les 5 avril, 15 juillet et 12 novembre 1687, les 17 février et 10 avril 1688, le 30 septembre 1702, le 25 août 1703 et le 22 septembre 1708, le 25 août et le 5 septembre 1709. On voit que, ainsi que le constatait Forbonnais, le règne du « Grand roi » ne fut qu'une alternative perpétuelle de permissions accordées lors des temps normaux et des défenses, portées aux époques déficitaires. SAVARY, *loco cit.* Colbert profita, comme on sait, de la guerre avec la Hollande pour restreindre les droits de libre circulation, qui avaient presque subsisté jusque là depuis 1657. Voir à ce sujet notre étude sur la rivalité franco-hollandaise du sucre, parue dans la *Revue*, année 1923, p. 17 et s. Voir sur cette question J.-J. PARIS, *Essai sur cette question : quels sont les meilleurs moyens de prévenir la disette des blés*, 1819, in-16, p. 15. P. CLÉMENT, *Histoire du système protecteur en France*, p. 9, 16, 29. G. DE MOLINARI,

aux approvisionnements provenant des récoltes étrangères (26).

Le problème est, d'ailleurs, des plus difficiles (27), et se compliquait encore autrefois de l'invraisemblable ignorance (28) du peuple des villes et des campagnes, ignorance soigneusement entretenue par les administrateurs du gouvernement monarchique.

Mais lorsqu'on peut, grâce aux documents les plus sûrs, — correspondances officielles et rapports administratifs, — suivre l'histoire d'une disette bien déterminée, les défauts du système adopté par les dirigeants, ressortent nettement. Il n'en résulte aucune solution nette, pour résoudre l'angoissant problème (29), qui peut encore, à l'heure actuelle, se poser et se pose, en effet, pour certains pays, où l'organisation sociale et matérielle est restée à un état primitif. En tous cas, cette étude permet, en pénétrant dans les détails les plus minutieux, d'affirmer la profonde misère du peuple (30) et de voir de près que les seuls remèdes furent des entreprises de « charité », qui ont, peut-être, une haute valeur morale, mais, malgré le but d'accalmie sociale qu'elles cherchent et atteignent en général, nonobstant l'insuffisance des résultats obtenus, ne peuvent vraiment pallier les maux irréparables, causés par le manque de subsistances essen-

Histoire du Tarif : II. Les céréales, 1847, in-8, p. 2 et 6. E. LEVASSEUR, *Les tarifs de 1644 et 1667*, article paru dans la *Revue internationale du commerce, de l'industrie et de la banque*, n° de mars 1910. H.-F. RIVIÈRE, *Précis historique et critique de la législation française sur le commerce des céréales*, 1899, in-8, p. 49. La libre circulation présentait certainement aussi des inconvénients, car les provinces et les municipalités avaient tendance à assurer leurs ravitaillements, au détriment des autres communautés. MAZAN, *op. cit.*, p. 180.

(26) FORBONNAIS, *op. cit.*, t. I, p. 291. LOUANDRE, *art. cité.*, p. 546.

(27) Voir sur les difficultés P. GAFFAREL et marquis de DURANTY, *La peste de Marseille*, 1911, in-8, p. 273. MOLINARI, *loco cit.*, H.-F. RIVIÈRE, *loco cit.*, FORBONNAIS, *op. cit.*, p. 251.

(28) Une cause secondaire, mais qui eût son influence, en ruinant beaucoup de régions agricoles, est la persistance du droit féodal de chasse. Un arrêt du Conseil du 11 juillet 1663 mentionne la présence des garennes seigneuriales, comme une des causes de la pénurie des blés. Voir CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. IV, p. 213, note 2.

(29) La politique du blé de Colbert restant déconcertante, H.-F. RIVIÈRE (*op. cit.*, p. 69) a essayé de l'expliquer ingénieusement : « Pensa-t-il que le taux des salaires se réglait sur la valeur des denrées alimentaires et qu'il fallait maintenir à bas-prix des subsistances et par conséquent celui des salaires, afin de donner aux manufactures de France, dans la lutte industrielle, un avantage marqué ? Peut-être ! » Colbert a certainement négligé l'agriculture pour l'industrie et le commerce. Forbonnais le lui reproche.

(30) Est-il besoin, à ce propos, de citer l'admirable page de La Bruyère, un des textes vraiment immortels, qu'a laissés la littérature du « Grand siècle » ? « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, « répandu par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil... et ce pendant, ils sont des hommes... Ils se retirent la nuit dans des tanières, « où ils vivent de pain noir et de racines. » *Les Caractères*, chapitre de l'Homme, dans *Œuvres*, éd. G. SERVOIS (*Grands Écrivains de la France*) t. II, 1865, in-8, p. 61. Cette page a été écrite à propos de la misère de 1689.

tielles et n'empêchent pas, entre autres, cette mortalité terrible, qui doit laisser longtemps des traces dans le développement des populations atteintes. C'est ce qui se dégage de façon éclatante des renseignements, groupés sur la disette de 1662 (31)."

I

En arrivant au ministère, Colbert trouva le pays dans un état peu brillant ; le fardeau du pouvoir devait s'accroître bientôt pour lui des difficultés économiques les plus graves (32). En effet, le commerce extérieur et intérieur était alors fortement atteint, l'administration financière était dans un désordre extrême et une désorganisation complète, qui résultaient des abus des directions de Mazarin et de Fouquet.

Enfin, par suite d'une température, particulièrement inclémente, deux récoltes déficitaires, celles de 1660 et de 1661, avaient entraîné l'enchérissement des prix des grains et du pain ; aussi la misère du peuple, — artisans et laboureurs, — était grande et s'augmentait des dettes énormes des communautés urbaines et rurales (33).

(31) Le meilleur résumé de la question se trouve dans l'ouvrage de J. de Mazan, déjà cité, p. 178 et ss. Cet auteur montre les mesures prises par le ministre, pour décourager les paysans de la culture de la vigne, qu'il considérait comme un luxe. Il fait voir comment Colbert déprécia le blé, au-dessous de son prix de revient dans les années de récolte moyenne, si bien que le paysan, ruiné, restreignit sa production, et que la culture des terres de seconde catégorie fut abandonnée. Durant les crises, de plus, le contrôleur-général chercha moins à augmenter la quantité de production des grains qu'à faire descendre les prix au minimum ; il voulut aussi abaisser le chiffre de l'impôt foncier, en faisant augmenter les tarifs des baux. Il ne comprit pas qu'il fallait fournir des capitaux et des débouchés à l'agriculture, si bien qu'il n'a pas remédié aux inconvénients que créait le régime légal de la propriété, alors que le propriétaire, trop souvent absent, négligeait systématiquement les terres à revenus fixes. De plus, Colbert a cru que la production agricole n'était que le résultat de la fertilité du sol, il n'a pas tenu compte du travail et n'a pas su trouver ni débouchés rémunérateurs, ni juste répartition des bénéfices, entre l'Etat, le propriétaire et le cultivateur, il a développé l'industrie au détriment de la culture : sa politique économique est le type même de l'impérialisme. Cf. CLÉMENT, *Histoire du système protecteur*, 1854, in-8, p. 29.

(32) O. NOEL, *Histoire du commerce du monde*, t. II, 1894, in-4, p. 239. Sur les difficultés de la situation financière, voir J. CLAMAGERAN, *op. cit.*, t. II, p. 617 ; cf. aussi sur l'opération tentée sur les rentes, CLÉMENT, *op. cit.*, t. I, p. 156. D'après BOISGUILBERT (*Le détail de la France*, éd. de 1707, p. 260) « tous les prix auraient baissé depuis 1660 », ce qui prouverait la perturbation économique.

(33) Au reste, Colbert avait, dès son arrivée au pouvoir, pris quelque

L'année 1662 s'annonça donc comme devant être particulièrement pénible. Elle devait « rappeler par ses horreurs les plus sinistres souvenirs du Moyen-Age » (34) a-t-on dit, peut-être avec un peu d'exagération (35).

La situation fut cependant vraiment grave, et l'impression que cette triste période produisit ne devait jamais s'effacer de l'esprit du ministre (36); elle fut même si vive, qu'il supposa, pour expliquer ce malheur, une cause puissante et indéterminée, et qui échappait au pouvoir de l'homme (37).

Mais il semble bien que cette émotion lui ait été personnelle : les autres gouvernants ne semblent pas avoir été préoccupés par la situation. Ainsi, bien que Louis XIV ait mentionné le fait dans ses *Mémoires*, la vie brillante de la cour continua, et un carrousel célèbre eût lieu (38), pendant que la faim faisait périr les enfants dans les campagnes, et que, grâce à un système social déplorable, l'on pouvait voir « un peuple mourant d'inanition sur une terre éternellement féconde ! » (39).

Mais des écrivains contemporains ont signalé à l'attention des historiens la gravité de la crise. Ce sont tout d'abord les réformateurs « économistes » : Vauban (40) et Boisguilbert (41), puis les théoriciens de l'époque suivante, qui se sont tout particulièrement, comme l'on sait, attachés à l'étude de la police des grains.

précaution pour assurer le ravitaillement de la capitale et empêcher la spéculation sur les blés et autres denrées nécessaires. Ainsi, en août 1661, un arrêt fut rendu, qui interdisait aux voituriers de vendre les grains, qu'ils transportaient, sur leur chemin et ordonnait aux commerçants et négociants de passer leurs factures par devant notaires. Cf. Paris, *op. cit.*, p. 142. Sur le dur hiver de 1660, voir A. FEILLET, *La misère au temps de la Fronde*, p. 512.

(34) CH. GOURAUD, *Histoire de la politique commerciale de la France*, t. I, 1854, in-8, p. 231.

(35) Il y eût des famines au Moyen-Age, mais il ne faut pas croire absolumment sur parole Lecoigne de Lisle, parlant des « hideux siècles de foi, de lèpre et de famine ».

(36) CLÉMENT, *Histoire de Colbert*, 3^e éd., t. II, p. 51. CLAMAGERAN, *op. cit.*, t. II, p. 653.

(37) CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. VII, p. 234.

(38) Sur le carrousel de 1662, voir : *Relation des magnificences du grand carrousel du roy*, 25 juin 1662. Paris, 1662, in-4 : Bibl. nat., Lb 37-3474 — *L'ordre de la marche des cinq quadrilles du carrousel du roy*. Paris, 1662, in-4, *Id.*, Lb 37-3476. — *Les devises des princes et seigneurs au grand carrousel du roy*. Paris, 1662, in-4, *Id.* Lb 37-3477. — Cf. *Mémoires du duc de Luynes*, éd. Durrieux et Soulié, t. II, 1860, in-8, p. 333.

(39) LOUANDRE, *De l'alimentation publique*, *art. cit.*, p. 174.

En 1651, aussi, la Cour s'amusait, « galantisait et riait » pendant la famine : A. FEILLET, *op. cit.*, p. 305.

(40) S. LE PRESTE, s^r de VAUBAN, *Oisivetés*, t. I (*Mémoires sur le canal de Languedoc*), 1842, in-4, p. 97.

(41) PIERRE LE PESANT de BOISGUILBERT, *Le détail de la France*, éd. de 1707, p. 230 et 261. Cf. POIRSON, *Histoire du règne d'Henri IV*, t. IV, 2^e éd., 1867, in-8, p. 618. E. MARTIN-SAINT-LÉON, *Histoire des corporations*, 1897, in-8, p. 393.

Voltaire (42) et Forbonnais (43), entre autres, ont marqué l'intensité de la misère à cette époque.

Les spécialistes du XIX^e siècle, Chaillou-Desbarres (44), Paris (45), Bégouillet (46), Benoiston de Chateauneuf (47), Laboulinière (48) n'ont pas manqué de citer cet exemple typique, en en déduisant des conséquences, qui cadraient avec leurs systèmes.

A leur suite, les historiens ont consacré quelques lignes à ce tragique épisode (49).

II

« La stérilité de 1661 (50), quoique grande, est-il écrit dans les Mé-

(42) *Siècle de Louis XIV*, éd. Bourgeois, p. 595. Voltaire, qui blâme, à ce propos, l'attitude du Parlement, essaye d'excuser le rôle de Colbert : il n'est pas le seul qui ait tenté d'ailleurs cette justification. Forbonnais, puis Chaptal ont prétendu que le ministre n'était pas responsable des excès, commis en son nom par des réglementations outrées. C'est aussi l'avis de Laboulinière. Par contre, des critiques très serrées du système Colbertin sont données par QUESNAY (*Maximes du gouvernement*, éd. Guillaumin, p. 89), et plus tard par J.-B. SAY (*Traité d'économie politique*, livre I, chapitre II).

(43) E. VÉRON DE FORBONNAIS, *Recherches et considérations sur les finances de la France*, t. I, 1758, in-4, p. 291-292. Cet auteur a noté que, malgré la diminution des tailles, Colbert n'avait obtenu que peu de résultat, et n'avait pas vraiment soulagé la misère générale, parce qu'il n'avait pas permis la libre circulation des grains et le magasinage. « On levait moins de tailles, dit-il, mais il n'y eût pas plus d'abondance : il était aussi difficile de payer 25 millions de tailles, lorsque le bled estoit réduit à 8 et 10 l. le septier que 50, lorsqu'il se soutenait à 15 et 16. »

(44) *Essai historique sur la législation des grains*, 1820, in-16, p. 142-143.

(45) *Essai sur la question : quels sont les meilleurs moyens de prévenir la disette des blés*, 1819, in-16, p. 137.

(46) *Traité de la connaissance générale des grains et de la mouture par économie*, 1^{re} partie, t. III, 1775, p. 355.

(47) *Recherches sur les consommations de tous genres*, 2^e éd., 1821, in-16, p. 101.

(48) *De la disette et de la surabondance des blés en France*, t. I, 1821, in-8, p. 370.

(49) H. BAUDRILLART, *Les populations agricoles de la France*, 2^e série, 1888, in-8, p. 101. A. DEBAUVE, *Les travaux publics et les ingénieurs des ponts et chaussées depuis le XVII^e siècle*, 1893, in-8, p. 271. E. ESMONIN, *La taille en Normandie sous Colbert*, 1913, in-8, p. 68. L. GOULIER, *Le commerce du blé en France*, 1909, in-8, p. 77. F. JOUBLEAU, *Etudes sur Colbert*, t. II, 1856, in-8, p. 4, 13 et 17. E. LAVISSE, *Histoire de France*, t. VII, 1^{re} partie, p. 214, 340, 345. E. LEVASSEUR, *Histoire du commerce en France*, avant 1789, 1911, in-8, p. 360 et 422. J. DE MAZAN, *Les doctrines économiques de Colbert*, 1900, in-8, p. 178. P. CLÉMENT, *Histoire de la vie et de l'administration de Colbert*, 1846, in-8, p. 111.

(50) La nielle avait gâté les récoltes dès 1660 ; les spéculateurs avaient dès lors acheté des provisions considérables, en faisant même monter les prix, pour constituer des réserves importantes. Voir les affirmations de Delamare, répétées par P. CLÉMENT, *La police sous Louis XIV*, p. 249. Voir sur le prix du blé, à Narbonne, en 1661, Bibl. nat., Mél. Colbert 113, f. 697. Cf. sur l'état déjà grave du pays de 1661, DUPRÉ DE SAINT-MAUR, *Essai sur*

moires de Louis XIV pour l'instruction du dauphin (51), ne se fit proprement sentir qu'au commencement de l'année suivante, lorsqu'on eut consommé, pour la plus grande partie, les blédz des précédentes. Mais alors, elle affligea tout le royaume, au milieu de ces premières prospérités, comme si Dieu, qui prend soin de tempérer les biens et les maux, eût voulu balancer les grandes et heureuses espérances de l'avenir par une infortune présente. Ceux qui, en pareil cas, ont accoutumé de profiter de la calamité publique, ne manquèrent pas de fermer leurs magasins (52), se promettant dans les suites une plus grande cherté et par conséquent un gain plus considérable. On peut s'imaginer... quels effets produisoient dans le royaume les marchés vides de toutes sortes de grains ; les laboureurs, contraints de quitter le travail des terres, pour aller chercher ailleurs la subsistance, dont ils estoient pressés, ce qui faisoit mesme appréhender que le malheur de cette année ne passât aux suivantes ; les artisans, qui enchérissoient leurs ouvrages à proportion de ce qu'il leur falloit, pour vivre ; les pauvres, faisant entendre partout leurs plaintes et leurs murmures ; les familles médiocres, qui retenoient leurs charités ordinaires par la crainte d'un besoin prochain ; les plus opulents, chargés de leurs domestiques et ne pouvant suffire à tout ; tous les ordres de l'Etat enfin, menacés de grandes maladies, que la mauvaise nourriture mène, après elle, et qui, commençant par le peuple, s'étendent ensuite aux personnes de la plus haute qualité ; tout cela ensemble causoit par toute la France une désolation, qu'il est difficile d'exprimer. Elle eut été, sans comparaison, plus grande... si je me fusse contenté, continue le roi, de m'en affliger inutilement, ou si je me fusse reposé des remèdes qu'on y pouvoit apporter sur les magistrats ordinaires, qui ne se rencontrent que trop souvent foibles, malhabiles ou peu zélés, ou mesme corrompus. J'entraî moi-mesme en une connoissance très particulière et très exacte du besoin des peuples et de l'état des choses (53). J'obligeai les provinces les plus abondantes à secourir les autres, les particuliers à ouvrir les magasins et à exposer leurs denrées à un prix équitable. J'envoyai en diligence de tous côtés, pour faire venir par mer de Dantzic (54) et des autres pays estrangers le plus de blés qu'il me fut possible ; je le fis acheter de mon épargne ; j'en distribuai gratuitement (55)

les monnaies, 1746, in-4, p. 128. A. FLOQUET, *Etudes sur la vie de Bossuet*, t. II, 1855, in-8, p. 158 et ss., qui indique en outre de nombreuses lettres de Gui Patin et des précisions curieuses sur la situation à Metz.

(51) Ed. Ch. Dreyss, t. II, 1860, in-8, p. 548-549. Sur la valeur historiographique de cet ouvrage, voir E. BOURGEOIS et L. ANDRÉ, *Les sources de l'histoire de France*, 1913, t. II, in-8, p. 34, n° 830. En définitive ces *Mémoires* sont l'œuvre de Périgny et de Pellisson. On peut les citer, au sujet de la disette, parce que les faits rapportés sont exacts, et parce que ce passage permet d'entrevoir une fois de plus les conceptions gouvernementales du « grand roi » et de son entourage.

(52) Ainsi les affirmations officielles démentent le dire de certains écrivains, qui prétendent qu'il n'y eût pas abus de spéculation sur les blés.

(53) La naïveté vaniteuse, avec laquelle le roi s'attribue le principal rôle dans la lutte contre la famine, ne doit pas faire illusion. Il a peut-être été frappé des récits, qui lui furent faits, mais il était incapable de faire prendre de lui-même les mesures, dont il parle.

(54) Voir SAVARY, *op. cit.*, t. I, p. 370.

(55) Cette affirmation est inexacte.

la plus grande partie au petit peuple des meilleures villes (56), comme Paris, Rouen, Tours et autres ; je fis vendre le reste à ceux qui en pouvaient acheter, mais j'y mis un prix très modique, et dont le profit, s'il y en avoit, estoit employé aussitost au soulagement des pauvres, qui tiroient des plus riches, par ce moyen, un secours volontaire, naturel et insensible. A la campagne où les distributions de blés n'auroient pu se faire si promptement, je les fis en argent, dont chacun tachoit ensuite de soulager sa nécessité. Je parus enfin à mes sujets comme un véritable père de famille, qui fait la provision de sa maison et partage avec équité les aliments à ses enfants et à ses domestiques. Je n'ai jamais trouvé de dépenses mieux employées que celle-là. » (57)

Colbert donne des détails analogues, mais plus précis, dans son *mémoire sur les finances*, de 1663 (58). Après avoir rappelé les efforts, faits pour remédier à la disette « autant que la nécessité des affaires le pouvoit permettre dans un commencement si fascheux » et les paroles du roi à l'ouverture du *Conseil des finances*, en 1662, il ajoute :

« Voyant la stérilité des bleds dans son royaume et prévoyant la misère du pauvre peuple pendant toute l'année, Sa Majesté avoit résolu de faire acheter des bleds en Pologne, en Hollande, en Sicile, en Afrique et partout ailleurs, où il s'en trouvoit pour en pouvoir fournir la province de Normandie, la ville de Rouen, celle de Paris et toutes les provinces de la rivièrre de la Loire, et déclara qu'elle aimoit mieux retrancher toutes ses dépenses, même celle de sa maison (59) que de manquer à son peuple en une si importante occasion. Et, en effet, Sa Majesté en fit acheter et distribuer en si grande quantité que, depuis le premier jour de février 1662 jusqu'à la récolte, non seulement elle a fait distribuer ces bleds à toutes les communautés et à tous les particuliers de Paris et des environs, qui en ont demandé, mais mesme elle a fait distribuer trente et quarante mille livres de pain par jour ; la mesme chose a esté faicte dans la ville de Rouen et dans celles de la rivièrre de la Loire, et cela, avec une telle abondance qu'il en est encore resté dans les villes de Paris, Rouen et Tours seize mille setiers, qui n'ont pas esté débités, à cause de la récolte. Et il faut demeurer d'accord que le roy n'a eu personne à imiter, auparavant luy, en une action si pieuse et si charitable, et qui a tant marqué sa bonté paternelle pour ses peuples, et mesme il seroit facile de se persuader qu'une action si extraordinaire ne sera point imitée après luy ; aussy luy a-t-elle attiré des bénédictions du ciel en telle abondance que jamais roy n'a esté si respecté dans toute l'Europe (60). »

(56) Singulière expression, pour désigner les plus grandes cités.

(57) Quelle condamnation de la politique de « magnificence extérieure » et d'impérialisme du roi !

(58) CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. II, 1^{re} partie, p. 43. Cf. surtout p. 52 et suivantes.

(59) Ce qui n'empêcha pas le carrousel de juin 1662, dont il a été déjà parlé.

(60) Il insiste ensuite sur le dégrèvement des tailles et sur le « règlement de la police » à Paris. « N'y ayant rien de si important dans un

Mais ces généralités, si pompeuses qu'elles soient, ne révèlent, en leur forme concentrée, que très peu de la vérité. L'étude des documents seule, permet d'apprécier l'importance du cataclysme, en évoquant, de près, les différents épisodes de cette terrible année.

La disette avait donc commencé dès 1661 en Anjou, Maine Touraine et même en Guyenne, où la récolte des blés avait été plus que médiocre (61). L'imprévoyance, qui avait laissé les marchands de ces régions continuer leurs exportations, porta ces fruits. Dès l'année 1661, il y eût manque dans le ravitaillement, mais de manière sporadique et locale, dès que les stocks amassés furent épuisés. Puis la pénurie des grains gagna les provinces situées au nord de la Loire et l'approvisionnement de la capitale ne fut plus assuré.

Très vite le blé atteignit un prix élevé. Le setier se vendit dix écus, suivant Vauban (62). Cette triste situation n'était pas due qu'à l'état déficitaire de la récolte, résultat de la mauvaise saison.

En effet, le 19 août 1661, les membres du Parlement, croyant remédier à certaines spéculations, qui contribuaient fort à l'enchérissement, rendirent un arrêt, interdisant le trafic des céréales, et défendant aux marchands de contracter aucune « société » et de faire « des amas de grains (63) ». La mesure était justifiée. Mais elle entraîna des conséquences déplorables. Les cultivateurs, estimant qu'ils ne pouvaient plus faire de bénéfices, renoncèrent au travail et contribuèrent ainsi à la diminution des récoltes. La disette augmenta donc et menaça bientôt la capitale.

Le 14 janvier 1662 (64), à Paris, une commission municipale, composée du prévôt des marchands et des échevins, ordonna

« temps de nécessité et de famine, comme celui là que de régler la police des villes, pour empêcher que les marchands de bleds, boulangers et autres artisans ne profitassent indument de la misère des peuples, et sachant qu'il y avoit peu de police dans Paris, dit-il, Sa Majesté résolut d'en faire faire une générale en sa présence, afin de l'establir fortement, et parce qu'elle espéroit que l'exemple de la capitale seroit suivi par toutes les autres villes du royaume. »

(61) VAUBAN, *Oisivetés*, mémoire cité, p. 97. MALVEZIN, *Histoire du Commerce de Bordeaux*, t. II, 1892, in-8, p. 340.

(62) *Id.*, Voir encore BENOISTON DE CHATEAUNEUF, *op. cit.*, p. 101. LABOULNIÈRE, *op. cit.*, p. 394. On peut donner des chiffres pour 1661, 1662 et 1663.

Prix du setier à Paris : 49 fr., 62 fr., 38 fr.

Prix du setier au marché de Rozoy-en-Brie : 22 l. 2 s. 5 d., 27. 17 s. 6 d., 17 l. 3 s. 6 d.

Cf. aussi les chiffres donnés par FORBONNAIS, *op. cit.*, p. 292. D'après cet économiste, le blé, de 1656 à 1665, valut, en moyenne, 17 l. 16 s. 1 d., tomba ensuite à 9 l. 15 s. 6 d., puis remonta à 13 l. 4 s. 9 d. Voir aussi R. DE BUSSY-RABUTIN, *Histoire amoureuse des Gaules*, éd. P. Boiteau, t. III, p. 390 : les différentes sortes de pains, pains de gonex, de chapitres mollet, à la reine, etc., y sont énumérés.

(63) FORBONNAIS, *op. cit.*, t. I, p. 291. MALVEZIN, *loco cit.*

(64) Arch. Nat., H² 1816, fol. 337.

pour assurer le ravitaillement de la capitale, à l'échevin Jean de Monthers de se transporter en Brie et en Champagne, pour faire exécuter un arrêt, rendu le 2 décembre précédent et faire voiturier les grains, achetés pour la provision de la ville, grains qui devaient être placés en magasins et greniers, pour constituer des stocks d'attente. Le commissaire parisien partit le 17 janvier (65) pour accomplir cette mission. Mais il rencontra des difficultés, de la part des habitants des provinces, qui voulaient garder leurs blés pour eux, et un arrêt du Conseil dût être rendu le 4 février, pour lui permettre de faire la recherche des céréales, notamment à Châlons (66).

Cependant, les gouvernants essayaient de pourvoir à la disette par les moyens ordinaires : ils firent venir à grands frais des blés, étrangers ou provinciaux, si bien que, comme le constate justement Forbonnais, on passait, au point de vue de la police des blés, de l'interdiction totale de l'importation à la liberté entière du commerce ; cette singulière contradiction provenait, suivant cet écrivain, des faux principes adoptés, qui faisaient regarder le magasinage des grains comme un accaparement « odieux et illicite. » Mais, dans les moments de nécessité, le législateur devait recourir aux moyens extrêmes, et ne pouvait employer les procédés plus rationnels, qui auraient assurés les « sûretés » du laboureur et du consommateur (67).

La permission de faire venir des blés fut même accordée, avec la décharge du fameux droit de 50 sols par tonneau, qui frappait, depuis le ministère de Fouquet, l'entrée des principales marchandises, venant des pays voisins (67).

Certains paysans spéculateurs des environs de Paris avaient constitué d'importantes réserves et « amas » de blés. Ils furent dénoncés. Sur réquisitoire des « gens du roy », les 14 et 27 février, le prévôt des marchands ordonna de faire ouvrir, par autorité de justice, les greniers, où s'accumulaient les grains, notamment dans une maison de Saint-Maur-des-Fossés, à l'enseigne de l'*Ecu*, et dans une demeure, située à Chatou (69).

Enfin, le gouvernement fit venir des céréales des provinces occidentales, non atteintes encore par le fléau. Le 24 février (70),

65) Arch. Nat., H ² 1816, fol. 339 v°.

(66) N. DELAMARE, *Traité de la police*, t. II, 1729, in-fol., p. 355.

(67) FORBONNAIS, *op. cit.* p.

(68) Voir notamment acte du 15 février. Arch. nat., H ² 1816, fol. 353 v°. Voir sur ce droit l'article de M. Levasseur déjà cité, et notre étude sur la rivalité franco-hollandaise du sucre sous Colbert, parue dans la *Revue d'histoire sociale et économique*, numéro de janvier 1923.

(69) Arch. Nat., H ² 1816, fol. 355 et 365. Saint-Maur-des Fossés, Seine, arrondissement de Sceaux, canton de Charenton. Chatou, Seine-et-Oise, arrondissement de Versailles, canton de Saint-Germain-en Laye.

(70) Gui Patin à André Falconnet, le 24 février, dans *Lettres de Gui Patin*, éd. Réveillé-Parise, t. III, p. 406.

un convoi de bateaux, portant de fortes réserves, arriva à Rouen. « Mais, affirme le célèbre et médisant médecin Gui Patin, la police est ici si mauvaise que les prix ne s'abaissent point. Sur quoy, les pauvres crient bien fort. » D'ailleurs, ce secours, — si insuffisant qu'il fût, — ne tarda pas à manquer complètement. Le mauvais temps se compliqua d'inondations sérieuses. Le 21 mars suivant, le docteur parisien ajoutait : « La rivière [la Seine] est tellement grosse qu'il ne nous peut rien venir de Rouen, ni blés, ni autres commodités (*sic*), dont on a ici fort besoin. » (71)

La situation empira. Le blé atteignit le prix fort élevé de vingt-cinq livres le setier (72). Les paysans ne pouvaient plus en acheter. Ils étaient, comme l'a dit Vauban, en une page admirable, « épuisés. Ils furent d'abord réduits au pain d'avoine, de vesce (73), de revanne de blé (74), et ensuite au gland, au pain de racines de fougères, à la moëlle des troncs de choux et aux herbes crues. » Et ce ne fut pas encore là la fin de leurs misères !

Cet état fut en effet encore empiré par la spéculation, dictée par l'esprit de lucre de certains producteurs et gros intermédiaires, qui ne cherchaient qu'à profiter du malheur général pour s'enrichir. Boisguilbert a fait ressortir aussi ce rôle néfaste des travailleurs de la terre, toujours portés à exagérer leur détresse dans sa description célèbre du développement d'une disette :

« Une longue sécheresse (75), une grande abondance de pluie, un hiver rude et fascheux, sans neige, qui est une excellente couverture aux bleds, contre les rigueurs de la saison et enfin une petite pluie emmiellée, qui attaque d'ordinaire le tuyau, un peu avant sa maturité et le met absolument hors d'état de nourrir davantage le grain dans l'épi, sont autant d'ennemis que cette manne primitive des hommes dans l'Europe, a à assurer et non pas à combattre, autrement que par des vœux. Au moment que quelques uns de ces désagréments ont produit leurs effets, les uns plus tost, les autres plus tard, aussitôt l'alarme se répand parmi le peuple, que l'année ne sera pas opulente, et que les blés ont manqué en quantité de contrées. Comme dans toutes les rumeurs publiques, on fait le mal beaucoup plus grand qu'il n'est. Le désordre commence dans la campagne, dont les habitants ont un double intérêt à répandre ce bruit, pour faire hausser les prix des grains et se dispenser de payer leurs maîtres. Tout le reste du mesme, monde, qui est extrêmement disposé à prendre le ton plaintif, soit par chagrin naturel, soit par despit de n'estre pas dans une meilleure fortune donne encore une rehausse à la commune renommée. »

(71) *Id.*, p. 403. Cf. Béguillet, *op. cit.*, t. II, p. 1775, p. 355.

(72) BÉGUILLET, *loco cit.* Les prix devaient monter jusqu'à 29 l. en mai. Suivant VAUBAN (*Oisivetés*, 197), ils atteignirent dix écus.

(73) Cette plante, de la famille des légumineuses, n'est utilisée que pour la nourriture des volailles.

(74) La « revane ou revanne » est le résidu du grain que le van jette à terre.

(75) *De l'état de la France*, éd. de 1707, p. 239.

Quoiqu'il en soit, la situation générale était telle que les autorités municipales constituées durent songer à aider le gouvernement, qui avait pris des mesures sérieuses. Le 1^{er} mars, un des membres de la Chambre des Enquêtes du Parlement, député à cet effet, Jacques Canaye, demanda au nom de ses collègues, à tous les parlementaires réunis en assemblée générale, « d'aider à la misère publique ». Le premier président, Guillaume de Lamoignon, répondit que ce n'était pas les membres de cette assemblée, avant tout judiciaire, qui pouvaient prendre les mesures nécessaires, mais bien une « police générale », c'est-à-dire une réunion, comprenant des administrateurs royaux et municipaux, ainsi que des membres des grandes cours souveraines. Le roi, ajoutait-il, avait témoigné le désir de faire tenir cette assemblée en sa présence. Enfin, il conseillait en terminant de recourir aux achats de blés à l'étranger, pour remédier au déficit du moment.

Ce furent, en effet, les membres de cette commission extraordinaire, qui assurèrent la direction du ravitaillement et prirent les mesures nécessaires (ou estimées telles), pour combattre la famine menaçante. Elle comprenait Colbert, le lieutenant-civil Antoine Dreux d'Aubray, le lieutenant particulier Antoine Ferland, le procureur du roi au Châtelet, Odet de Ryantz, puis le prévôt des marchands Alexandre de Sève, l'auditeur des comptes-échevin, Pierre de La Mouche, et enfin les commissaires au Châtelet, qui ne siégeaient pas, mais pouvaient être utilement consultés, et dont les principaux furent alors les sieurs Jean Le Cerf, Dominique Manchon, Pierre Plomet, Pierre Le Meusnier, Etienne Guyenet, Jacques Pirethouy et Gilles Chevalier. L'analyse des procès-verbaux de ces réunions donne la version officielle. Mais les correspondances, et principalement les lettres, adressées à Colbert, permettent de suivre de plus près, et de manière plus véridique, le développement du fléau à travers les provinces qui en furent atteintes (76).

III

Cependant, le manque de blé se faisait ressentir dans les provinces, en général plus favorisées, des bords de la Loire et de la Seine.

(76) Sur les mesures prises, dès le début de 1662, et vu la menace de la nécessité pressante, voir CLÉMENT, *Histoire de Colbert*, 1846, in-8, p. 112. Remarquons en passant que la création de l'Hôpital-général, qui renfermait un grand nombre de pauvres, mendiants, vagabonds et nécessiteux, sembla un bon remède à la crise. En réalité, en certains moments, cette institution pouvait contribuer à accroître l'intensité de la détresse publique. Voir ALEX MONNIER, *Histoire de l'assistance*, loco cit. Sur le rôle de la « police » réunie sur l'ordre du roi, voir ce qu'en a dit Colbert, dans CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, II, 1^{re} partie, p. 43 et 52.

En mars 1662, la correspondance de Colbert (77) permet de suivre de près le développement de ce déficit. Les réquisitions opérées alors, par l'intermédiaire des ports normands (78), en Guyenne (79), en Provence (80), en Dauphiné (81), permirent de soutenir un peu le ravitaillement de la capitale.

La misère, dès lors, était considérable en Normandie (82), en Bourgogne (83), en Auvergne (84), en Touraine (85), en Blaisois (86), en Anjou (87), en Bourbonnais (88) et en Bretagne (89). Pour comble de malheur, les inondations des affluents de la Loire, et principalement celle de la Vienne, compliquaient encore la situation (90).

En Blaisois, la situation devint rapidement tragique.

Certains documents, de nature assez spéciale, permettent de

(77) Bibl. nat., Mél. Colbert, vol. 107 et 107 bis.

(78) Sur les achats de blé à Rouen, voir lettres d'Antoine de Gomont à Colbert des 8 février, 2, 7 et 31 mars, dans Mél. Colbert, vol. 107, f. 111, 207, 342, 442. Un « état de la valeur des blés » dans cette ville (Id., fol. 128) donne les prix suivants : Blé, 390 l. le muid (4 l. le boisseau) ; méteil, 70 s. le boisseau ; seigle, 58 s. ; orge, 47 s. ; et avoine, 22 s. Les mesures employées étaient celles de Paris, le muid valant 18 hect., et le setier, un douzième de muid (1 hect. 56). Cf. CLÉMENT, *Histoire de Colbert*, p. 115. Sur les mesures de capacité, voir la note publiée en appendice de cet article.

(79) Sur les achats en Guyenne, voir lettres de Vincent Hotman des 27, 29 janvier, 22 février, 2 et 16 mars, dans Mél. Colbert 107, f. 64, 340, 501 ; vol. 107 bis, f. 716 et 740. Cf. aussi « traité de fournitures de blés » par l'écuyer Arnaud Postel et François de la Baume-La-Salle (Mél. Colb. 107, fol. 502) ; « mémoire concernant l'achat des blés, ordonné par le roy en « Guyenne » (Mél. Colb. 107 bis, f. 720) ; « état de ce que les bledz peuvent « revenir rendus au Havre, et chargés devant Bordeaux » dans un navire irlandais de 200 tonneaux (Id., f. 1124), et « avis sur la proposition de « prendre du blé en Guyenne » (Id., f. 1130). Voir MALVEZIN, *op. cit.*, p. 340.

(80) Lettre de Jacques Blocard, du 15 mars, Mél. Colbert 107, f. 150.

(81) Lettre de Samuel Daliès de la Tour des 11 et 29 janvier. Mél. Colbert 107, f. 511 et 107 bis, f. 872.

(82) Pour Caen, lettre de François Dugué de Bagnols, du 13 mars : Mél. Colbert 107, f. 120. Pour Rouen, lettre de Gomont, déjà citée : *id.*, f. 128 v°. Cf. H. BAUDRILLART, *Les populations agricoles de la France : Normandie et Bretagne*, 1885, in-16, p. 79. Sur la misère à Seès, voir Abbé DEVAUX, *L'assistance des pauvres dans le diocèse de Seès, pendant la famine de 1661 à 1693, dans Bulletin de la Société historique de l'Orne*, t. XIX, 1900, in-8, p. 309 : la livre de pain atteignit 6 s. 14 d., le pot de cidre 8 s., le boisseau de froment 8 l. Cf. même *bulletin*, t. XIV, 1894, in-8, p. 262 (art. de L. Duval, sur le rôle de l'évêque, François Rouxel de Médavy).

(83) Pour Dijon, lettre de Claude Bouchu, du 8 mars. Mél. Colbert 107, fol. 213.

(84) Mél. Colbert 107, fol. 275.

(85) *Id.*, f. 308.

(86) Lettre du médecin Bellay à René-Charles d'Escoubleau, marquis de Sourdis. *Id.*, f. 344.

(87) Lettre de Victor de Chenédé, du 24 janvier. Mél. Colbert 107 bis, f. 664.

(88) Lettre de Robert de Pomereu, s^r de La Bretesche, du 6 mars. Mél. Colbert 107, f. 383.

(89) Lettre de François d'Argouges, du 12 février. *Id.*, f. 469.

(90) Lettres de l'ingénieur P. Maupassant, des 1^{er} et 3 mars. *Id.* f. 320 et 352. Les « levées et turcies », qui protégeaient les terres contre les eaux furent enlevées par l'intensité du courant.

donner à ce point de vue des renseignements précis. Des personnes charitables essayèrent de remédier à la misère, et c'est alors qu'apparaît, à notre avis, le rôle, jusqu'ici à peine signalé, d'un organisme puissant. Il s'agit de la fameuse *compagnie du Saint-Sacrement* (91).

On sait maintenant l'activité, jouée par le groupement secret de dévots non seulement dans les questions religieuses, mais bien aussi au point de vue politique et social (92). Cette société était faite pour atteindre un but de perfectionnement moral et de maintien de la société. Elle était donc amenée à vouloir remédier à toutes les crises, et elle s'attaqua, entre autres, pour ne citer qu'un exemple, à la coutume funeste du duel. Elle s'efforça donc, avec une suite remarquable, et en reprenant certaines tentatives, créées par des jansénistes (97), à combattre la misère et par conséquent la disette. Elle fut très logique dans cette tâche, et atteignit des résultats, car elle sut organiser la charité, et donna une direction efficace aux secours, que pouvaient donner, surtout dans les grandes villes, les associations des paroisses. Cette tentative n'étonne pas quand on sait que la compagnie comptait dans son sein le grand saint charitable, Vincent Depaul, qui fut, avant tout, un administrateur hors ligne et un « animateur » puissant. Le curieux de l'affaire est que Colbert, qui fut l'ennemi implacable de cette association, accepta fort bien son aide indirecte, sans le savoir, et reçut volontiers le secours, qui lui était

(91) C'est après la publication des *Annales de la Compagnie*, dues à un de ses membres, René de Voyer d'Argenson, et publiées par dom Beauchet-Filleau, le travail de M. ALLIER sur la *Cabale des dévots*, qui a éclairci en partie cette question, sur laquelle, depuis, bien des publications ont jeté la lumière. Certains des documents que nous utilisons avaient été déjà connus par les historiens : A. MONNIER, *Histoire de l'assistance*, citée, p. 358 ; P. CLÉMENT, *Histoire de Colbert*, p. 118 ; FEILLET, *La misère sous la Fronde*, p. 515. Mais comme le rôle de la compagnie n'était pas alors éclairé, et que cette organisation de la charité se rattache à des sources multiples, ces écrivains n'en avaient pas su l'origine. De plus, ils l'ont rattaché à des époques diverses (soit après la Fronde, comme Monnier, soit en 1659-1660, d'après Feillet, et en 1662, d'après Clément). Pour nous, la présence, dans les dames charitables citées, de femmes de membres de l'association, comme M^{mes} G. de Lamoignon (Madeleine Potier) et de Herse (Charlotte de Ligny), et l'analogie de ces documents avec la liste des secours des paroisses de Paris, citée plus bas, et qui est certainement de 1662, ainsi que les détails, qui correspondent à tous ceux, que nous connaissons d'après les correspondances, permettent d'attribuer, sans aucun doute, les relations dont nous parlons, à l'époque de crise que nous étudions.

(92) Ils contribuèrent à l'organisation des « frères tailleurs » et des « frères cordonniers » à Toulouse et à Paris. Voir le travail d'Allier. Ces associations survécurent à la Compagnie : elles travaillaient encore en 1691, et c'était à eux que s'adressait Racine, pour ses enfants. Voir Blegny (Pradel), *Livre des adresses pour 1692*, t. II, p. 61-67. Sur la compagnie et compagnonnage, voir l'ouvrage d'ALLIER, p. 193 et celui d'ET. MARTIN-SAINT-LÉON, *Le compagnonnage*, p. 40.

(93) Voir sur l'œuvre du janséniste Charles Maignart de Bernières, c. A. SAINTE-BEUVE, *Port-Royal*, 1860, t. II, p. 291, etc. et ALLIER, *op. cit.*, p. 79.

fourni par ceux, qu'il poursuivait dans l'ombre où ils se retiraient, et en portant « la livrée d'un Dieu caché. »

Les efforts de ce groupement s'adressaient au dévouement et au sacrifice des riches. Des circulaires, des « lettres de quête », suivant une tradition, qui remontait à quelques années (94) et qui avait été créée par les associations de dames, constituées sous la direction de Vincent Depaul, furent adressées alors. Le style de ces prospectus est fort caractéristique ; mais l'intérêt de ces documents réside pour nous dans les détails précis, donnés par les rédacteurs, et dont d'autres documents prouvent l'exactitude.

Deux de ces documents (95), relatifs principalement à Blois et aux pays voisins, documents signalés par les historiens dès le milieu du siècle dernier, méritent d'être analysés ici, car les faits qu'ils signalent se rapportent certainement à la crise que nous étudions, et l'on peut admettre la véracité des faits rapportés (96).

« La supérieure des Carmélites de Blois, y est-il dit, a écrit à une dame de Paris : Nous sçavons certainement que la misère présente a fait un si grand nombre de pauvres, que l'on en compte trois mille dans la ville (97) et dans les fauxbourgs. Toutes les ruës résonnent de leurs cris lamentables ; leurs lamentations pénètrent nos murailles et leurs souffrances nos âmes de pitié. Le bled mesme de Paris a esté vendu icy deux cent escus le muid, et tous les jours, il renchérit. Les pauvres des champs semblent des carcasses déterrées. La pasture des louns est aujourd'huy la nourriture des chrestiens, car, quand ilz trouvent des chevaux, des asnes et d'autres bestes, mortes et estouffées, ilz se repaissent de cette chair corrompue, qui les faist plustôt mourir que vivre (98). »

(94) *Recueil des relations contenant ce qui s'est fait pour l'assistance des pauvres, entre autres ceux de Paris et des provinces de Picardie et de Champagne, pendant les années 1650-1654*. Paris, Savreux, 1655, in-4. Séries de feuilles volantes réunies, et contenant des relations mensuelles, fort intéressantes, qui ont été utilisées dans le beau livre de Feillet. Cf. aussi : abbé MAYNARD, *Saint Vincent-de-Paul*, t. II, 1850, in-8, p. 143.

(95) Il y a en réalité, à partir de 1660, sept documents de cette nature, où sont toujours signalés les noms des mêmes dames charitables, M^{me} et M^{lles} de Lamignon, M^{mes} de Herse, de Miramion, de Nicolay, Fouquet, Joly, Chevalier, M^{lle} Viole, qui formaient une « coterie étroite » (Feillet). Ce sont les discours sur la conclusion de la paix (1659-1660) ; les réflexions sur la misère du temps ; les réflexions sur les paroles de Jésus Christ ; l'avis aux fidèles ; l'avis important ; le nouvel avis important ; la suite du nouvel avis. Nous citons l'avis important et la suite. Ces deux placards sont conservés à la Bibliothèque de l'Arsenal, Jurisprudence 1675 bis, 3^e et 4^e pièces. D'autres pièces provenant de la Compagnie se trouvent dans ce recueil : n^o 9 : *Advertissement salutaire au sujet du saint temps de caresme* et n^o 10 : *Réflexions sur les paroles de Jésus-Christ*, déjà citées ; on y retrouve les mêmes noms de dames. Cf. aussi Bibl. nat., Recueil Thôisy, t. XIV (années 1660 et suiv.).

(96) Voir notamment MONNIER, *op. cit.*, p. 358. CLÉMENT, *op. cit.*, p. 118-123.

(97) Blois.

(98) Par suite de crises de botulisme et de scorbut.

« Les pauvres de la ville mangent, comme des pourceaux, un peu de son, détrempé dans de l'eau pure et s'estimeroient heureux d'en avoir leurs saoul. Ils ramassent dans les ruisseaux et dans la boue des tronçons de choux à demy pourris, et, pour les faire cuire, avec du son, ils demandent, avec insistance, l'eau de moruë salée, qu'on répand. Mais elle leur est refusée. Quantité d'honnêtes familles souffrent la faim, et ont honte de le dire. Deux damoiselles, de qui la nécessité n'estoit point connue, ont esté trouvées mangeant du son, destrempé dans du lait ; la personne, qui les surprist, en fust si touchée qu'elle se mist à pleurer avecq elles. Considérés, je vous prie, quelques tristes effects de cette extresme pauvreté, qui ce peut dire généralle. Un homme, après avoir esté plusieurs jours sans manger, a trouvé un charitable laboureur, qui l'a faict disner, mais comme il avoit l'estomach trop faible et les entrailles rétrécies, il en mourust subitement. Un autre homme se donna hier un coup de cousteau, par désespoir de ce qu'il se mourroit de faim. Un misérable homme, à qui ses enfans demandoient du pain, les tue ! »

Le rédacteur de la circulaire signalait alors d'autres cas aussi lamentables dans un pays bien éloigné, à Sedan, à Durchery, à Mézières, à Rocroy, à Charleville. Dans cette dernière ville, une famille était restée quatre jours sans manger ; les habitants étaient « secs, abattus de famine et d'affliction, et l'esprit perdu ».

Puis, l'appel évoquait les conséquences matérielles, morales et sociales qui pouvaient résulter de la persistance de la famine : les « confrères » de la compagnie en arrivaient même à exprimer des doctrines, ou plutôt un vague essai de socialisme mystique (99), assez singulier pour mériter d'être signalé :

« Bon Dieu ! qui ne s'effrayeroit de tant de funestes malheurs, et qui ne craindrait votre colère, justement irritée contre nous ? Si les gens de bien ne s'efforcent présentement d'arrester les estranges accidens de la famine, le pouvant faire par leurs aumosnes (100), ils seront coupables de la perte misérable de tant de pauvres, qui mourront et se désespéreront, par faute d'assistance. O chrestiens ! Où est la charité du prochain, qui doit accompagner le nom que vous portez ? Riches ! Courage ! Voici une belle occasion de gagner le ciel ! *Dieu donne suffisamment les biens pour tous les hommes. Si les uns en manquent, c'est que les autres en ont trop*, et ce trop appartient aux pauvres, dans leur extresme nécessité. Ne doutez pas que, si vous les abandonnez, Dieu ne vous châtie, comme des larrons et des meurtriers, qui ont desrobé la subsistance de tant de pauvres et les font cruellement souffrir ! (101) »

(99) Ce n'est qu'une apparence d'ailleurs. Car la compagnie avait, avant tout, une doctrine d'étroit conservatisme social.

(100) Ce qui est inexact, au point de vue strictement économique.

(101) Et le rédacteur ajoutait des détails précis pour les sacrifices, qui devaient être faits. « Si on doit vendre les vases sacrés des Eglises, plustost « que de laisser périr les membres faméliques de la confession de Jésus, « combien plus devez-vous vendre, pour leur conserver la vie, l'argenterie « et les meubles surpluſ, que vous avez destinés à la vanité ! »

Bien que « quelques bonnes âmes de Paris » eussent répondu à cet appel en envoyant quelques secours, il ne suffit pas, et une nouvelle circulaire dut être envoyée. C'est la suite de l'*avis important* (102).

« Si vous estiez réduits à la faim extremesme, y était il dit, pendant que d'autres personnes mangent à souhait, vous diriez, avec justice, qu'ils sont impitoyables de vous laisser cruellement mourir, sans vous soulager. Pardonnez à trente mille pauvres, qui, périssant de nécessité, vous font le mesme reproche. Car, pour les assister tous, tant soit peu, il est nécessaire que vous et moy, et tous ceux, qui veulent avoir Dieu pour père, fassent un effort, pour faire un fond d'aumosnes, qu'on puisse estendre en tous les lieux et pendant quelque temps pour ne laisser périr de faim, s'il est possible, aucun de nos frères. Leur estrange disette nous parle d'elle-mesme, sans que nous ayons besoin d'autres exhortations pour y remédier. Néanmoins, MM. les grands vicaires de Paris nous en ont fait une, digne de leur vaste et paternelle charité. »

Le rédacteur de cette nouvelle feuille fournissait les détails les plus circonstanciés sur la situation déplorable des Blaisois, Vendômois, Perche, pays Chartrain, Maine, Touraine, Berry et Champagne. Il annonçait de nombreuses morts d'inanition, puisqu'il comptait deux cent soixante-sept cas de ce genre dans les paroisses de la banlieue de Blois, dont vingt à « Uzain » (103), et neuf à Coulanges (104). A Chambon (105), soixante-trois familles sans pain subsistaient d'un peu de « paste de son ». Dans la petite capitale de ce pays, où la douceur de vivre était, en général, la règle, un homme était mort, épuisé, au milieu de la cour du château. Partout, les pauvres étaient « sans lits, sans habits, sans linges, desnués de tout, noirs comme des Mores, défigurés comme des squelettes. » Comme il arrive en pareilles crises, les enfants étaient « enflés », par suite des ignobles nourritures auxquelles ils recouraient, dévorant les ordures et suçant les os des morts. Dans les terres « de M. de Saint-Denis » (106), quatre-vingts tenanciers avaient succombé : les survivants étaient réduits « à pasturer l'herbe et les racines des prés et à déchiqueter les charognes ! » A Chiverny (107), les habitants faisaient bouillir les orties dans l'eau. D'autres faits, aussi saisissants, étaient rapportés par les curés de Saint-Soline (108), de « Ville-

(102) Bibl. de l'Arsenal, *op. cit.*, pièce n° 4. Cf. CLÉMENT, *op. cit.*, p. 121. MONNIER, *op. cit.*, p. 360.

(103) Il s'agit d'Onzain, Loir-et-Cher, arrondissement de Blois, canton d'Herbault.

(104) Loir-et-Cher, arrondissement de Blois, canton d'Herbault.

(105) *Id.*

(106) Il s'agit du seigneur de Saint-Denis-sur-Loire, Loir-et-Cher, arrondissement et canton de Blois.

(107) Loir-et-Cher, arrondissement de Blois, canton de Contres.

(108) Je n'ai pu identifier cette paroisse, dont le nom vient de saint Solenne (Solemnis), évêque de Chartres.

baçon » (109), de « Chailly » (110), et de Marolles (111), qui ajoutaient à tant d'horreurs l'annonce de crimes, qui se développaient parmi les misérables : la déchéance physique, causée par la disette, avait comme il est malheureusement naturel, abaissé ceux qui en souffraient et en mouraient, au rang des plus vils animaux. Bref, il n'y avait pas eu une telle détresse depuis cinq cents ans (112).

La situation était aussi pénible au Mans, où douze mille pauvres prenaient part aux distributions, organisées par les moines des abbayes ; il en était de même en Touraine, en Beauce et en Poitou (113).

IV

Les détails fournis par les correspondants de Colbert ne sont ni moins précis, ni moins angoissants.

De Caen, l'intendant Dugué écrivait le 13 mars (114) :

« J'ai différé à répondre à la lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 28 fevrier iusques à ce que, m'estant exactement informé de l'estat, auquel les suiets de Sa Maiesté se trouvent maintenant dans l'estendue de ceste généralité, ie peusse en exécutant ses ordres, vous le représenter avec une vérité sincère et sans aucune exagération. L'intempérance de l'air, le desrèglement des saisons et la stérilité des trois dernières années (115) vous persuaderont facilement que leur misère est extremes, puisque les bleds et les pommes, qui sont la richesse du pays, ayant manqué dans toute la province, les moins incommodéz des villages ne boivent que de l'eau et ne mangent plus qu'un peu de pain paistri avec de la lie de cidre, et les autres ne soutiennent leur vie languissante qu'avec de la bouillie d'avoine et de sarrazin. Le pot de cidre, qui ne coustoit autrefois que 3 sols en vaut 9, et le boisseau de froment, que l'on avoit pour 30 sols, se vent 4 et 5 livres, et celuy d'orge 60 sols. L'on peut mesme appréhender

(109) Il s'agit de Villebarou, Loir-et-Cher, arrondissement et canton de Blois.

(110) Chailles, Loir-et-Cher, arrondissement et canton de Blois.

(111) Loir-et-Cher, arrondissement et canton de Blois.

(112) C'est-à-dire depuis 1150 ! Le fait semble tout de même un peu extraordinaire, en pensant aux grandes calamités du Moyen-Age : luttes féodales, peste noire, guerre de Cent ans, etc.

(113) Cf. les documents cités dans le paragraphe suivant. Sur la misère à Chateaudun et à Chartres, voir G. ACLOCQUE, *Les corporations, l'industrie et le commerce à Chartres*, 1917 in-8, p. 209.

(114) Bibl. nat. Mél. Colbert 107, f. 120.

(115) La crise remontait donc en 1659, en Normandie. En réalité, depuis la Fronde (1648), le pays n'avait eu en général qu'une suite de mauvaises années. C'est une crise de plus de dix ans, qui aboutit à la misère de 1662. Sur la misère en Normandie, voir P.-M. BONDOIS, *La première Fronde à Pont-Audemer*, 1923, in-8, pp. 10, 20 et 92.

avec raison que ces prix n'augmentent de beaucoup, à cause que l'abondance des pluies a rendu les meilleures terres inutiles, aussy bien que le défaut des neiges, qui ne les ont point engrassées et des façons et des semailles, qu'elles n'ont pu recevoir; les débordemens des rivières, qui couvrent encore les campagnes, passent icy pour des présages infaillibles et pour les funestes avanceurs d'une très funeste année, et par une antienne tradition, ils ferment leurs greniers et leurs selliers (*sic*), lorsque le Bidual(116), petit ruisseau de mauvais augure, entle ses eaux, et mesprisant les bornes, que la nature lui a données, fait des courses sur ses voisins, et leur porte les nouvelles et les menasses d'une très grande stérilité (117).

« La nécessité est si pressante et si générale qu'elle s'estent jusques aux portes, et pénètre bien avant dans les villes. Il y a des paysans, à trois et quatre lieux de Caen, qui ne se nourrissent plus que de racines de choux crus et de légumes, ce qui les fait tomber dans une certaine langueur, qui les désèche et qui ne les quitte qu'à la mort. Je vous puis assurer qu'il y a des personnes, qui ont passé quatre mois entiers dans cette ville, sans avoir eu aucune chose à manger. La grande quantité des pauvres a espuisé la charité et la puissance de ceux, qui avoient accoustumé de les soulager; la ville a esté contrainte d'ouvrir les portes du grand hospital, n'ayant plus de quoy fournir à la subsistance de ceux, qui y estoient enfermés.

« Les fièvres et les flus de sang ont laissé, dans la plus part de toutes les villes, bourgs et villages de ceste généralité, des marques si cruelles de leur pouvoir et de leur violence qu'elles ont dépeuplé des paroisses toutes entières. Elles en ont partagé quelques-unes avec la dernière nécessité, ayant pris, pour leur part, les meilleures lignes, les bons fermiers et les riches laboureurs, qui n'ont laissé que des enfans mineurs, qui ne contribuent pas à la taille et des vefves foibles et désolées, qui ne peuvent cultiver la terre, qui demeure en chompage, en plusieurs endrois de cette province. »

« Cette cruelle maladie, que les médecins avoient condamnée à mourir sous les glaces de l'hyver, n'ayant trouvé jusques à présent que de la chaleur, pour se conserver et entretenir ses forces, recommence ses atakes. Coutance[s] en est assiégée de toutes parts. S'estant rendue maistresse de la campagne, elle surprendra bientost les villes et l'on ne doute pas qu'elle ne fasse en peu de temps de grands progrès, n'ayant à combattre que des corps, que la mauvaise nourriture et l'indigence des choses les plus nécessaires ont desià mis hors de défense. »

En Haute-Normandie, Jean Bochart de Champigny avait essayé de se procurer les fonds, nécessaires au secours, en établissant un impôt nouveau sur les aisés.

« Il y a, écrivait-il le 16 mars (118), une si grande quantité de pauvres dans les campagnes et dans les villes, que le Parlement a donné arrest

(116) Je n'ai pu établir le nom de ce ruisseau.

(117) Sur les inondations en Normandie, voir lettre de Gomont du 7 mars : Bibl. nat. Mél. Colbert 107, f. 207. L'affirmation, relative à la nourriture débilante, prouverait que le paysan normand, à cette époque, ne se contentait pas d'un régime végétarien et de soupes, qui sont pourtant, en général, les aliments essentiels de plus d'un campagnard. Ils devaient se nourrir, en plus, de viande et surtout d'œufs et de volailles.

(118) Bibl. nat., Mél. Colbert 107, fol. 128 v°.

par lequel il est ordonné aux curés et principaux habitants des paroisses de s'assembler, pour faire des taxes sur les bourgeois, afin que chaque ville nourrisse ses pauvres. »

En Bretagne, — entre autres à Rennes, — « la cherté du bled estoit si grande et la production en a esté si rare que pour esviter une sédition », l'intendant d'Argouges dût envoyer chercher des provisions dans les quelques lieux, où la récolte n'avait pas trop manqué, pour faire des distributions (119).

Mais, ainsi que l'affirmaient les « avis » relations et lettres de quête, qui ont été déjà indiqués, les pays des bords de la Loire étaient tout particulièrement éprouvés. Un médecin de Blois, le sieur Bellay, écrit au marquis de Sourdis une lettre, qui confirme toutes les nouvelles, contenues dans les écrits, rédigés, comme nous l'avons dit, sous l'influence de la Compagnie du Saint-Sacrement (120).

« Depuis trente-deux ans que je fais la médecine en cette province, écrivait ce docteur, je n'ai rien vu, qui approche de la désolation, qui y est, non seulement à Blois, où il y a quatre mille pauvres, par le reflux des paroisses voisines (121) et par la propre misère du lieu, mais dans toute la campagne. La disette y est si grande que les paysans manquent de pain et se jettent sur les charognes. Aussitôt qu'il meurt un cheval ou quelque autre animal, ils le mangent, et c'est une vérité que, dans la paroisse de Cheverny, on a trouvé un homme, sa femme et son enfant morts, sans estre malades, et ce ne peut estre que de faim ! Les fiebvres malignes commencent à s'allumer et, lorsque la chaleur donnera sur tant d'humidité et de pourriture, tous ces misérables, qui manquent déjà de force, mourront bien viste, et, si Dieu ne nous assiste extraordinairement, on ne doit attendre qu'une grande mortalité. La pauvreté est si développée qu'il y a eu mesme un peu d'orge en un bateau, que l'on n'a pas acheté, manque d'argent. Nos artisans meurent de faim, et le bourgeois est incommodé à un point qu'encore qu'il soit remply de bonne volonté, pour assister ces misérables, le nombre et leur impuissance les empeschent de satisfaire à la charité chrestienne. Je viens d'apprendre qu'on vient de trouver à Cheverny un enfant qui s'estoit mangé les mains (122). Ce sont là choses horribles, qui font dresser les cheveux ! »....

(119) Lettre du 12 février : *id.*, fol. 469.

(120) Bibl. nat., Mél. Colbert 107, fol. 344.

(121) Vauban (*op. cit.*, p. 97) a noté cet exode de paysans vers les villes, pour recourir à l'assistance des municipalités. « Quant tout manqua aux « habitants de la campagne (de l'Anjou, de la Touraine et du Maine), écrit-il, ils furent obligés d'abandonner leurs demeures et d'errer ça et là « dans les pays voisins, où l'on pouvoit leur faire charité, ce qui causa la « mort à plusieurs, qui, étant pressés par une longue et cruelle faim, leurs « boyaux se rétrécirent tellement que, quand ils trouvèrent à manger, il y « en eût beaucoup, qui en moururent, et d'autres qui a force de s'estre « repus de mauvaises choses et de fruits prématurés, encore verts, tombèrent malades, d'où s'ensuivit une mortalité qui emporta plus de 50.000 « personnes de ces trois provinces en peu de temps. »

(122) Ne peut-on rapprocher ce fait atroce du détail, que donne PIERRE DE

Bellay ajoutait des détails significatifs. La vente du vin était interrompue, parce que les chevaux avaient tous été tués et dévorés, et qu'il n'existait plus aucun moyen de transporter les fûts. Et pour conclure, ce brave homme écrit qu'il craint encore pis !

Un mémoire anonyme, adressé à Colbert sur l'état de la Touraine, est aussi attristant (123). La généralité, qui comprend les trois provinces, est, suivant le rédacteur de ce travail, dans une misère inimaginable.

« L'on y a recueilly aucuns fruits en 1661, et très peu de bled, qui est extrêmement cher. Cette disette et cette grande cherté, qui ont été continuelles cette année, sont encore augmentées par la difficulté, que font MM. de Nantes, pour laisser passer les blés nécessaires pour la subsistance de la ville de Tours et des lieux circonvoisins ». (124)

Mais si réelle qu'elle fût, la détresse de la ville était bien dépassée par celle des localités rurales.

« La disette, ajoute l'auteur du mémoire, est encore plus grande à la campagne. Les paysans, n'ayant de pain et de vivres que de charité, sont forcés de venir demander l'aumosne aux villes, et il s'en est trouvé depuis quinze jours, à la porte des religieux de Saint-Vincent du Mans, plus de dix mil, et à celle de l'abbaye de Marmoutiers (125), jusqu'à trois mil.... »

L'avenir, de plus, restait fort sombre : les administrateurs n'entrevoient aucune promesse d'amélioration : en effet la récolte prochaine ne pouvait pas être abondante ; car « la moitié des terres n'a pas esté labourée, faute de bleds ; les avoynes ne sont pas encore faictes ; le mauvais temps et le desrèglement de l'hyver, ayant empesché jusqu'à présent de labourer ; et par surcroît de malheur, les grandes eaues, qui augmentent tous les jours, ont noyé beaucoup de terres, qui estoient ensemencées, principalement dans la vallée d'Anjou et de Beaufort (126). » Aussi était-il demandé pour le peuple si éprouvé de la province une sensible diminution de la taille et de l'impôt sur le sel.

LA PORTE, dans ses *Mémoires* (Collection Michaud et Poujoulat, 3^e série, t. VIII, 1839, in-8, p. 51, colonne 1), qui dit avoir vu, en 1652, sur le pont de Melun, trois enfants avec leur mère, morte de faim, « l'un desquels la « étoit encore ! »

(123) Bibl. nat., Mél. Colbert 107, f. 308.

(124) Les terres de Bretagne, quoiqu'atteintes par le fléau, avaient cependant donné quelques récoltes. Mais les quelques provisions furent distribuées autour de Rennes. Enfin les producteurs bretons étaient fort égoïstes.

(125) Marmoutier, célèbre abbaye bénédictine, située sur le territoire de Sainte-Radegonde, Indre-et-Loire, canton et arrondissement de Tours.

(126) Il s'agit de la vallée de la Loire entre l'Authion et le Couasnon, autour de la ville de ce nom (Maine-et-Loire, arrondissement de Baugé).

V. de Chenedé confirme les renseignements, donnés sur les inondations dans l'Anjou (127), mais malgré tout, ce fonctionnaire affectait un optimisme, qui devait être cruellement démenti :

« La disette des bledz, constatait-il, est tout à fait grande en ces provinces. Pourtant le secours, que j'ay tiré de Bretagne et celui que j'en espère encore, avec celui que j'attans de Hollande (128), adoussiront la rigueur du temps. Les villes de la rivière de la Loire jouissent du mesme secours que celle-cy [Angers]. Les peuples, inondés par les ruptures des levées, commencent à espérer d'estre garantis, ceste année, des eaux de la rivière par le restablissement de ces levées, et ces pauvres gens espèrent leur salut de la construction et de l'entretien de ces ouvrages. »

« Les régions du centre ne souffraient pas moins. L'intendant de Moulins, Robert de Pomereu, seigneur de La Bretesche, trace un tableau tout aussi lamentable des souffrances des habitants du Bourbonnais (129).

« La misère, écrivait-il le 4 mars, n'est pas concevable par la cherté du bled, et par le peu mesme qu'il y en a dans le Nivernois, la Marche et une partie du Bourbonnois. Les pluyes et le desreiglement de l'hyver font appréhender pour la récolte de l'automne prochain, dont on ne peut encore rien assurer, et je recognois une infinité de pauvres dans toutes les selections (130). »

En Auvergne, et en Limagne, dont les revenus essentiels consistaient alors dans la culture des céréales, de la vigne et des arbres fruitiers, c'était aussi la détresse (131). Le raisin avait coulé, et les paroisses étaient complètement ruinées. Cependant, il y avait un peu de blé, ce qui permettait de faire « subsister » les paysans de la région.

Mais dans la Haute-Montagne, dont la seule richesse consistait dans l'élevage, et qui produisait surtout du fromage, la cherté du blé se faisait cruellement sentir : « le peuple y vivait de bouillie d'avoine ». En Basse-Auvergne, pays de culture analogue, mais où l'on plantait du seigle, la situation n'était pas moins critique. En résumé, dans toute la province régnait la pauvreté. Elle y produisoit la dureté, et obligeoit à pousser les recouvrements [des impôts] par des voyes odieuses, mais sans lesquelles ils cesseroient absolument. » Là aussi, on réclamait

(127) Lettre du 25 janvier, dans Mél. Colbert 107 bis, f. 684.

(128) Les relations avec les Pays-Bas étaient alors assez bonnes. Voir notre article sur la question du sucre : la rivalité franco-hollandaise, déjà cité.

(129) Bibl. nat., Mél. Colbert, 107, fol. 383.

(130) L'intendant ajoute une constatation, curieuse à noter : « dans les lieux, où il y a un grenier d'impôt, l'accablement est plus grand. »

(131) Note sur la misère en Auvergne, dans Mél. Colb. 107, fol. 275.

des échanges considérables des taxes diverses, pour permettre aux populations de vivre en attendant des jours meilleurs.

V

Le mois d'avril s'annonçait donc comme devant être particulièrement pénible.

De toutes parts, montait le cri de la détresse, alors générale dans l'Ouest, les pays de la Loire et le Centre. Des lettres nombreuses précisent alors l'état de la crise. Les administrateurs des régions atteintes, s'efforçaient pourtant de lutter, en faisant venir des blés de la Guyenne (132).

La situation s'aggravait à Paris. Les magistrats municipaux n'y restèrent pas inactifs. Ainsi, pour remédier aux accaparements trop fréquents, le prévôt des marchands ordonnait, par un mandement du 6 avril (133), aux vendeurs de grains de tenir registre des provisions, achetées par les boulangers.

De leur côté, les membres des associations charitables des paroisses, subissant l'entreprenante influence de la Compagnie du Saint-Sacrement, continuaient leur propagande et leurs quêtes. Ils adressèrent au nom des pauvres une requête qui était destinée à rendre plus efficace l'action du gouvernement.

« Sire, y était-il dit (134), les pauvres de Paris sont en très grand nombre et très grande nécessité. Ils supplient Vostre Majesté d'avoir pitié d'eux. Leur misère est parvenue à son comble. Ils ont souffert mil maux, avant de recourir à Vostre Majesté.

« Leurs mestiers leur sont devenuz inutiles par la notable diminution du commerce et de toutes sortes d'ouvrages. Ils ont vendu jusques à leurs habits. La honte et la crainte de faire paroistre leur misère augmente la langueur, qui les retient dans leurs chambres, où les femmes et les enfants redoublent leurs douleurs par leurs cris et leurs gémissements de nuit et de jour, ce qui les reduict au désespoir.

« Les charitez des paroisses, Sire, ne peuvent plus les assister, estant surchargées de malades, d'invalides et d'orphelins (135). Les hospitaux sont si pleins qu'ils n'en peuvent plus recevoir. Les maisons particulières, quoique puissantes, retranchent leur dépence et ne font plus gagner la vie à quantité de manœuvres et d'artisans. Elles retranchent mesme leurs

(132) Voir lettres d'Hotman (Bordeaux, 3 et 10 avril) et de Gomont (Rouen, 10 avril) dans Mél. Colbert 108, fol. 33, 97 et 89.

(133) Arch. nat., H 2 1816, fol. 417 v°.

(134) Bibl. nat. Mél. Colbert 108, fol. 542. Publié dans DEPPING, *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. I, p. 654.

(135) Ainsi les tentatives des associations des paroisses n'avaient donné qu'un résultat médiocre.

aumosnes, de crainte que le pain ne leur manque. La campagne, qui en debvroit fournir aux villes, crie de toutes parts miséricorde, afin qu'on luy en porte ! Où iront donc les pauvres de Paris et que feront-ils ? Que deviendront-ils, Sire, si Vostre Majesté n'a pitié d'eux ; ne faut-il pas qu'ils périssent ?

« Ils viennent, presséz de ce danger, Sire, mettre leurs vies aux pieds de Vostre Majesté, afin qu'elle prononce l'arrest de vie ou de mort contre eux. Ils sont condamnéz à mourir, si Vostre Majesté ne leur fait donner du pain, et, au contraire, elle leur donnera une nouvelle vie, si elle a agréable de leur faire départir quelques muids de bled, selon la liste des parroisses cy-après nommés (136).

« Vostre Majesté, Sire, a fait plus que le Pharaon, en faisant amas de bleds (137). Car ce roy des Égyptiens n'en fit magazin que par l'advis du sage Joseph, et seullement pour en faire trafficq. Mais Vostre Majesté en a fait venir par sa propre prévoyance et par l'amour paternelle qu'elle a pour son peuple affligé ; en quoy Vostre Majesté est véritablement l'image de Dieu, qui a le soin de pourvoir au besoin de ses moindres créatures et vous a inspiré, Sire, de remédier à l'extresme souffrance de vos sujetz, entre lesquels les plus pauvres sont les plus préférables, et, entre ceux-cy, les suppliants qui, pour se trouver dans votre ville royale, ont ce privilège d'estre les pauvres du Roy, et ce malheur d'estre à présent abandonné de tout secours, s'ils n'ont celluy de Vostre Majesté. C'est d'Elle qu'ils l'attendent, Sire, comme de leur père et de leur Roy, et dans cette espérance, ils redoublent les vœux et les prières qu'ils offrent continuellement à Dieu, pour la conservation, la prospérité et la santé de Vostre Majesté. »

Cette question des distributions des blés « royaux », provenant des provinces, qui n'étaient pas atteintes par la disette, entraînait aussi des complications administratives, assez difficiles à résoudre.

(136) « L'état du bled, qui a esté délivré aux pauvres de Paris indique nettement les paroisses les plus atteintes : (Mél. Colb. 108, f. 539. Depping, *« loco cit. »*, en note.)

| | | Reste à livrer : | |
|------------------------------------|------------------------|------------------------------|---------|
| Saint-Benoist, | 1 muids | Saint-Eustache, | 3 muids |
| Saint-Sauveur, | 2 — | Saint-André, | 2 — |
| Saint-Leu, | 2 — | Saint-Nicolas-des-Champs, | 8 — |
| Saint-Laurent, | 2 — | Saint-Jean, | 3 — |
| Saint-Etienne, | 2 — | Saint-Roch, | 1 — |
| Saint-Louis, | 1 — | Saint-Gervais, | 2 — |
| Saint-Nicolas-du- Chardonneret, | 2 — | Saint-Germain-de-l'Auxerois, | 2 — |
| Saint-Barthélemy, | 1 — | Faubourg Saint-Marcel, | 4 — |
| Saint-Sulpice, | 3 — | | |
| Saint-Médard, | 2 — (sur 6) | Total : | 16 — |
| Saint-Paul, | 3 — | | |
| Saint-Médéricq, | 1 — 2 septiers (2) sur | | |
| Saint-Eustache, | 2 — pour Montmartre | | |
| Saint-Séverin. | 1 — (sur 2) | | |
| Total : 25 muids 2 septiers | | | |

(137) Ainsi donc le seul remède était, alors, la constitution de stocks officiels, revendus à bas prix et quelquefois même *gratis*. C'était une mesure insuffisante et qui présentait de sérieux inconvénients,

A Bordeaux, c'était un sieur d'Athia (138), qui était chargé de régler ces réquisitions et leur répartition, sous la direction supérieure de l'intendant Hotman. Ces achats n'étaient pas sans entraîner de grosses dépenses ; et pour atténuer un peu la lourde charge, qui pesait ainsi sur le budget général, on était obligé de ne guère faire de distributions gratis, mais de revendre à bas prix les stocks constitués. On comprend donc aisément que le remède était insuffisant, et Vauban peut, à bon droit, s'indigner de cette méthode, qui maintenait encore des prix élevés et entraînait singulièrement les résultats mêmes de la réquisition :

« Le roy, écrit le généreux économiste (139), ayant esté adverti du désordre de la disette un peu tard (140), ordonna que l'on fit venir des blés de Dantzick, d'Auvergne et des autres provinces voisines, en quantité, où il s'en trouva. Mais celui, qui en reçut l'ordre, au lieu de les distribuer charitablement *gratis*, parce qu'ils avaient coûté, voulût en profiter et le faire vendre à 25 ou 26 livres le setier, au lieu de 30, qu'on le vendait auparavant. Il se trouva que ces peuples, épuisés de toute façon, n'en purent acheter. Ainsy le blé demeura là et fust tout gasté par la suite. La famine continua toute l'année. »

(138) Voir « l'estat de la despence des blés, chargés jusques à ce jour, « 17^e avril 1662, par ordre du Roy, au port de Bordeaux, pour estre conduits à Paris » (Mél. Colbert 108, f. 152). En voici le texte : « Le boisseau, « mesure de Bordeaux, rendu à bord des navires, revient depuis 8 l. 8 s. « jusques à 8 l. 12 s., qui peuvent, sur un pié commun, estre estimés à « 3 l. 10 s. Les frais de réception et vente au hault pays, de la descharge « des contrôlleurs et des officiers, employés au mesnage et à l'embarque- « ment, peuvent aprocher d'un sol par bateau. Le fret jusques au Havre « est, à raison de 10 l. 10 s. pour tonneau, qui contient 20 boisseaux 50 li- « vres pour le « chappeau » du capitaine, 15 livres pour une barrique de « vin à l'équipage, et les matériaux de greniers doivent estre rendus en « l'estat, qu'ils se trouveront, pour le vendre au proffit du Roy, la despence « des planches, chevrons, cloux, nattes et fagotz, employez à la construc- « tion des greniers, peuvent revenir à 12 s. par boisseau. — Le droit de « l'hospital Saint-André, à raison d'un pour cent, s'il plaît au Roy le faire « payer, peut revenir à 1 s. 9 d. le boisseau.

« L'augmentation du fret pour Rouen, à raison de 2 s. 6 d. par boisseau. « Total du prix du boisseau pour le Havre : 9 l. 4 s. 9 d. et pour Rouen : « 9 l. 7 s. 3 d. Il est à remarquer que les blés, chargés jusqu'à ce jour par « la commission de M. d'Athia sont de moindre qualité que ceux, qui « sont achetés en Gascogne et en Rouergue, dans les greniers et sont « blés, qui reviendront à 10, 15 ou 20 s. de plus que les premiers. Les « marchands, n'ayant pu convenir des mesures de Bordeaux et de Paris, « on a envoyé au Havre un boisseau, marqué aux armes de la ville, pour « recevoir la quantité embarquée et ce qui peut servir de reigle d'en pro- « céder du poids. Le boisseau de Bordeaux, poids de marcq, péze depuis « cent-huit jusqu'à cent-treize ou quatorze livres. » Cf. note sur l'achat des blés par d'Athia, dans le même volume, au fol. 9.

(139) *Op. cit.*, p. 97.

(140) Le fait est exact. Il ne faut pas oublier l'égoïsme féroce des gens de la Cour et de l'entourage de la Cour, continuant à se divertir, pendant la famine. Les fameuses fêtes du carrousel, déjà signalé, prouvent cette mentalité.

En réalité, le procédé employé était une mesure transitoire, et incapable d'entraver le développement d'une disette sérieuse.

Cependant, la commission parisienne, constituée pour envisager les mesures à prendre pour lutter contre la misère, se réunissait et travaillait. Le 12 avril, présidée par le chancelier Ségner (141), elle prenait d'importantes décisions (142).

Dans cette assemblée, le chancelier prit, le premier, la parole. Il dit que « le roi, voulant faire cesser la cherté du blé et sou-
« lager le peuple, avait fait venir des grains de plusieurs endroits,
« et qui avaient esté emmagasinés dans les galeries du Louvre ». Il fut alors avisé aux moyens d'en faire la distribution dans les meilleures conditions, en évitant la confusion. Le lieutenant-civil insista sur le nombre des « manans des environs » et demanda si la distribution pouvait s'étendre jusqu'à eux. Mais Colbert s'y opposa : l'intention du gouvernement était de faire du bien au dedans de la ville : par *réflexion* (*sic*) (143), « chacun s'en ressentirait ». Les membres de la réunion donnèrent ensuite leurs avis « non par ordre, mais selon l'occasion ». Le prévôt des marchands proposa l'emploi des officiers municipaux, quarteniers et dizainiers, pour présider aux séances de vente, parce qu'ils étaient bien renseignés sur les habitants de leurs circonscriptions. Mais le chancelier ne fut d'avis de recourir qu'aux commissaires, qui « avoient plus d'intelligence du fait, dont il s'agissoit que qui que ce fût. » L'un de ces magistrats, Ménier, qui semble avoir été homme de bon sens, proposa de faire cuire un certain nombre de pains, qui seraient donnés, dans les marchés, aux pauvres, qui ne pouvaient acheter du blé. Mais cette idée ne plut pas : on y trouvait des difficultés.

En définitive, il fut décidé de vendre à chaque chef de famille un setier de blé, au prix de 26 livres, sur certificat du commissaire du quartier (144). La première distribution devait avoir lieu le samedi 18 avril ; et être suivie d'opérations identiques et quotidiennes de 8 à 11 heures du matin et de 2 à 6 heures du soir (145). Puis il fut décidé que les commissaires, décidément

(141) Nous avons déjà indiqué les noms des membres de cette commission.

(142) Voir Bibl. nat., ms. franç. 21.642, f. 74 et 83, Joly de Fleury, 1108, f. 211. DELAMARE, *Traité de la police*, t. IV, p. 862.

(143) C'est-à-dire par répercussion.

(144) Ce certificat était ainsi conçu : « Nous..., commissaire ancien du « quartier de..., certifions que le s^r..., demeurant en la ruë..., dépendant « de nostre quartier, a besoin de... de bled, qui luy pourra estre distribué « aux galleries du Louvre, en payant le prix, à raison de vingt-six livres « le septier, et ce, suivant l'ordre du Roy. Faict à Paris, le jour mil six « cens soixante et deux. » Des modèles en blanc sont conservés dans les ms. franç. 21614, fol. 80, et Joly de Fleury 1108, f. 219.

(145) Cette distribution fut annoncée par placard-affiche, contenant une ordonnance du lieutenant-civil, et signée de lui et du procureur de Ryantz. Voir fr. 21642, fol. 79 et Joly de Fleury 1108, fol. 209. Cf. sur ces distri-

chargés de toute la police de l'affaire, visiteraient les greniers des communautés régulières et séculières, pour connaître les quantités de blés, qui y étaient contenues, ainsi que les besoins de ces couvents et abbayes. De même, ils devaient inspecter les boutiques des boulangers pour les obliger à cuire, ainsi que les moulins à eau et à vent. Les circonscriptions furent, à ce sujet, ainsi distribuées (146) :

Quartiers Saint-Germain-l'Auxerrois, commissaires, Jean Le Cerf et Pierre Plomet ; Saint-Honoré, François Bernot et Gilles Chevalier ; Saint-Eustache, N. Ramée, Charles Fleury et Henri Duché ; Saint-Denis et Saint-Jacques de la Boucherie, Etienne Guyenet, Jacques Camuset et Arnaud Rousseau ; Saint-Martin, Jean de La Vergne, Pierre Le Meusnier, Pierre Douët et Claude Fossart ; au Marais, Etienne Galliot et Pierre Brûlé ; Saint-Antoine, Jacques Pirethouy et Nicolas de Vendôme ; la Mortellerie, Etienne Despinay et François Langlois ; à la Grève, Jean Mesnier ; en la Cité, Nicolas de Laynat, et Antoine du Thillois ; place Maubert et faubourgs Saint-Victor et Saint-Marcel, Jérôme Damirois, Sébastien Picart-Camuset, N. Tuvée et Laurent Camyn ; Saint-Séverin et faubourgs Saint-Germain, Saint-Jacques et Saint-Michel, Dominique Manchon, Jean Casteron, Charles Gazon et François Le Brun ; aux Halles, Louis de Bary, Aimery Galleran et N. Gontault ; et enfin à la Tisseranderie, Jean Banelier et Charles Hémon (147).

En même temps, comme il avait été déjà fait précédemment (148), il fut décidé d'envoyer certains échevins ou d'autres magistrats municipaux en certaines provinces ; ainsi Jean de Monthers fut désigné pour aller en Champagne (149), et le sieur de La Mouche, en Picardie (150). Ces enquêteurs étaient accompagnés d'archers, pour les faire respecter et leur permettre de

butions, AL. MONNIER, *op. cit.*, p. 356, et P. CLÉMENT, *La police sous Louis XIV*, p. 249.

(146) Joly de Fleury 1108, fol. 215. Nous avons établi l'identification des commissaires d'après les listes manuscrites, dressées par Nicolas Delamare.

(147) « Ces commissaires, était-il spécifié, chacun en son département, « feront procès-verbaux exacts des quantités de grains et farines, se trouvant dans les greniers des boulangers et les moulins, et enjoindront « aux boulangers de cuire incessamment, tenir leurs boutiques garnies de « pains et les marchez et faire les déclarations au vray des quantités de « bledz et farines, qu'ils ont acheptéz et ont en leurs maisons et moulins, « à peine de confiscation de l'excédent, et enjoindre aux meusniers de « moudre incessamment tant pour les bourgeois que les boullangers, et « faire faire par les dits meusniers les déclarations des blés et farines, « qu'ils ont et à qui ils appartiennent. »

(148) Ainsi en 1651, des parlementaires avaient été envoyés pour des missions analogues. FEILLET, *op. cit.*, p. 300.

(149) Commission du 12 avril et mandement du 13, relatif au détachement d'archers qui l'accompagnent. Arch. nat., H 2 1816, fol. 419 v° et 421.

(150) Commission et mandement du 17 avril. *Id.*, fol. 431.

faire exécuter les réquisitions, qu'ils ordonneraient, et qui étaient, en général, fort mal vues des paysans des régions, qui étaient ou atteints par la disette ou réduits à la portion congrue, et restaient de plus très désireux de faire de gros bénéfices (151).

Ces mesures, qui consistaient, avant tout, à ravitailler la capitale et les villes, épuisaient les ressources, qui pouvaient encore subsister dans les campagnes. Aussi la situation générale restait déplorable.

En Touraine, par exemple, les efforts de l'intendant Charles Lejay, marquis de la Maison-Rouge, qui s'efforçait de faire continuer le travail, et combattait les conséquences, qui résultaient des agglomérations momentanées de miséreux, fuyant la stérilité des paroisses rurales, n'obtenaient que peu de résultats.

« Il ne s'est formé à Tours, écrivait cet administrateur le 12 avril (152), aucune compagnie de dames, pour le soulagement des pauvres. M. l'archevêque (153) et moy, voyant que la ville se remplissoit insensiblement de ces misérables, dont le nombre augmentoit tous les jours, en sorte que l'air se trouvoit absolument corrompu, tant par les maladies de l'année dernière que par celles de la présente, les médecins, ayant fait appréhender qu'au commencement des chaleurs de l'esté, il n'arriva quelque chose de plus fascheux, nous avons trouvé nécessaire de renvoyer tous les pauvres de la campagne en leurs villages et pour leur donner moyen d'y vivre, nous avons establi une certaine somme par semaine pour chaque paroisse de cette eslection, jusques au nombre de quarante, que nous avons crus estre les plus misérables. Cet expédient produira deux effects : premièrement, il empeschera que les maladies ne s'engendrent dans la ville et les paysans, ayant de quoy vivre chez eux, recommenceront le travail de la terre, qu'ils avoient entièrement abandonné. A l'esgard des pauvres, qui sont dans la ville, on renvoira à leurs boutiques les artisans, qui sont assés forts pour travailler, avec une subsistance réglée pour chaque jour et suffisante pour les nourrir ; pour les invalides, on les mettra dans un hospital, pour estre pencéz et nourris le mieux qu'il sera possible, et devant la fin de la semaine, où nous sommes, tout ce projet sera exécuté. Et, comme nostre fonds est fort peu considérable, la subsistance réglée pour la ville et la campagne n'est que pour douze semaines en plus, n'ayant pû trouver jusques à présent que vingt-deux mil livres ; nous espérons néanmoins qu'il ira jusqu'à dix mil escus, M. de Tours et les autres personnes principales de la ville y ayant tout à fait contribué, et, par leur libéralité, et par leur exemple, qui n'a pas esté inutile, pour convier les moins charitables à concourir à une action sy nécessaire. MM. les directeurs de la Charité ont donné, en leur particulier jusqu'à 8.000 livres. » Lejay esperait aussi des secours de « quelques femmes généreuses de Paris. »

(151) La population de Rouen voulut empêcher le transport des blés ; Lettre de Gomont du 16 août : Mél. Colbert 108, fol. 150.

(152) Mél. Colbert 108, fol. 121.

(153) Victor Le Bouthillier.

Mais il n'avait encore rien reçu (254).

L'Orléanais et la Sologne souffraient également des pires maux de la misère, que ne pouvaient guère tempérer les efforts de quelques donateurs. L'intendant Bernard de Fortia donne, à ce sujet, des détails précis.

« Quelques curés des paroisses de ce pays, écrivait-il (155), soulagent les pauvres par des distributions de potages, et M. l'intendant pousse les seigneurs à contribuer au secours. Il fait acheter des pois, des fèves et du beurre. »

Mais les habitants des forêts de la généralité, tous bûcherons, n'avaient pu travailler durant l'hiver et étaient dans une misère noire, il en était de même pour les vigneron.

« J'ay faict du pain, ajoutait Fortia dans deux paroisses voisines de deux lieues d'icy, pour nourrir cinq cens pauvres par jour. Il s'en trouva à la donnée (*sic*), que les dames de la ville y firent, douze cens dans chacune. Sans la liberté, que les pauvres ont, devenir mendier icy à Orléans, le pays serait fort incommodé (156). »

En Vendômois, la situation était encore pire : « Il n'y avait « dans ce pays ni ville, ni rivière, ni charité de Paris », si bien que dans une paroisse de l'élection de Chateaudun, « nommée Arron » (157), il n'y avait plus que trois maisons habitées ; les autres paysans s'étaient enfuis jusqu'en Auvergne. Des distributions de blés furent alors décidées pour toute cette région, si cruellement éprouvée. Elles eurent lieu notamment dans une huitaine de grosses paroisses de l'élection de Beaugency, « tout « à fait abandonnées, pour les mettre en estat de subsister. Dans « tout ce grand pays de vignobles, qu'on trouve d'Orléans jusques « à Blois, ajoutait Fortia, j'ay vu beaucoup de vignes délaissées, « et dans les autres, fort peu de gens, occupés au travail ordinaire. »

Cependant les associations charitables s'efforçaient, de leur mieux, à combattre la famine. Le même administrateur certifiait avoir pu consulter « les estats de charité, que les dames des

(154) Il apprend aussi que le tonneau de dix septiers vaut à Nantes pour le blé 260 livres et pour le seigle 210.

(155) Lettres des 14, 20, 21, 23 avril. Mél. Colbert 108, fol. 136, 189, 204, 224. Sur la Sologne, qui fut le type de la province misérable sous l'ancien régime, voir l'article de R. VIVIER dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, n° de janvier 1923, et les études de J. HAYEM, sur la *draperie à Romorantin*, dans la *Revue internationale du commerce, de l'industrie et de la banque*, n°s de décembre 1922 à mars 1923.

(156) Voir encore des nouvelles de la misère d'Orléans et de Loches dans Mél. Colbert 108, f. 543 et ss.

(157) Il s'agit d'Areines, Loir-et-Cher, arrondissement et canton de Vendôme.

« villes ont faictes pour soixante-neuf paroisses, n'y ayant que le
 « seul village de Ménars (158), où M. Charron (159) n'a pas voulu
 « que l'on nourrit les pauvres. Il se distribue pour chaque se-
 « maine, dans tous ces lieux, pour 1920 livres [ce] qui n'est pas
 « suffisant pour le nombre de pauvres. »

La question d'argent, difficile à résoudre, compliquait la crise.
 « Parce que ces dames n'ont plus de fons de leurs charités, que
 « mil livres, je seray obligé d'en faire donner deux dans la se-
 « maine d'après, en sorte que les fons soient toujours de 3.000 li-
 « vres : il faut, en effet, aider ces pauvres gens pendant mai, pour
 « qu'ils puissent travailler la terre. »

M. de Sourdis (160) faisait, d'ailleurs, les mêmes consta-
 tations : « La nécessité est plus grande que je ne croyois, dé-
 clarait-il le 21 avril (161). Cependant le temps s'était mis au beau.
 Mais la récolte ne s'annonçait pas comme devant être meilleure
 pour cela. « Les blés ne sont pas beaux », écrivait Fortia. Les
 habitants épuisés n'avaient pu entreprendre de grandes cultures,
 et la sécheresse, qui menaçait, faisait prévoir la baisse du niveau
 de la Loire et par conséquent l'absolue impossibilité de faciles
 transports par la rivière (162).

Enfin un dernier témoignage prouve la détresse générale du
 pays d'Orléans en ce meurtrier printemps. Le maire de cette
 grande ville, Brachet, traçait le 25 avril (163), le navrant tableau
 de la situation de ses administrés.

Il y a tant de peuples dans cette ville, et les pauvres sont en si grand
 nombre que la campagne ne peut plus [les] nourrir et qu'il faut soute-
 nir à l'intérieur [de la cité], que l'on doit consommer un tiers de plus
 qu'à l'ordinaire. »

Les habitants étaient réduits au pain de son et d'orge. L'of-
 ficier municipal défendait, d'ailleurs, sa gestion, car il devait,
 disait-il, veiller à tout et ne pas négliger les « affaires ordinai-
 res. » Il signalait que la famine était complète dans le Gâtinais,
 à Gien et à Montargis (164).

En Bourgogne, et particulièrement dans l'Auxerrois, la misère
 restait grande aussi ! Cependant, il y avait des promesses de

(158) Loir-et-Cher, arrondissement de Blois, canton de Mer.

(159) Jean Jacques Charron, marquis de Ménars.

(160) René d'Escoubleau, marquis de Sourdis.

(161) Bibl. nat., Mél. Colbert 108, f. 198.

(162) Lettre de Sourdis du 23 avril, *id.*, f. 224.

(163) Bibl. nat., Mél. Colbert 108, f. 246 v°. Cette lettre était suivie d'un
 « estat des bledz, qui sont es ports d'Orléans », à la même date : *id.*,
 f. 247.

(164) Sur la misère à Montargis, voir les notes de Boivin, ms. de la
 Bibl. de Montargis, n° 39 (478), p. 720.

bonnes récoltes (165). Mais l'intendant Claude Bouchu conseillait de ne pas concevoir trop d'espérances :

« Je me suis enquis, spécifiait-il le 23 avril (166), de l'abondance ou de la stérilité de cette année ; si Dieu conserve ce qui paroist, elle pourra estre assez bonne, mais il y a encore tant d'accidens à essayer qu'on n'en sçau-roit rien dire de certain, sinon, que quelque bonne qu'elle puisse estre, elle viendra après une sy misérable, que les peuples auront toujours fort à souffrir. »

VI

La commission municipale, chargée de la lutte contre la misère, continuait ses travaux à Paris. Le Parlement avait ratifié les mesures, décidées le 12 avril. Une autre réunion eut lieu le 24 (167), et différents actes furent envisagés, pour essayer sinon de rétablir, tout au moins de stabiliser la situation.

Le 26 de ce mois, fut discutée une déclaration du roi, qui voulait, pour atténuer la crise, faire contribuer à l'entretien de l'Hôpital Général toutes les communautés régulières et séculières (168).

Le même jour, un arrêt fut rendu contre les spéculateurs et les accapareurs : il fut ordonné de faire exécuter sans délai les ordonnances de police, rendues pour empêcher les particuliers de retarder l'arrivée des convois de blé, dirigés sur Paris, sous peine d'encourir des amendes importantes (169). Des défenses spéciales furent ensuite adressées aux « Conseils » de villes, qui s'étaient rendus coupables de délits de cette nature, notamment aux magistrats de Soissons, « gens riches et qui tenaient entre leurs mains la meilleure partie du commerce » (170) ainsi qu'à ceux de Vitry-le-François (171) et de Châlons-sur-Marne (172). D'ailleurs, malgré ces mesures, les pratiques ainsi condamnées et poursuivies continuaient. Le 27 avril, deux

(165) Lettres de Sourdis des 21 et 23 avril déjà citées : Mél. Colb. 108, f. 198 et 214. Sur la triste situation d'Auxerre, voir Abbé LEBEUF, *Mémoires sur l'histoire d'Auxerre*, publiés par A. Challe et M. Quantin, t. II, 1865, in-8, p. 479. H. CHARDON, *Histoire de la ville d'Auxerre*, t. II, in-8, p. 243.

(166) 23 avril : Mél. Colbert 108, fol. 212.

(167) Arch. nat., H² 1816, fol. 438 v^o 445.

(168) Arch. nat., X 1 a / 8393, f. 68. Bibl. nat., nouv. acq. franç. 8136, f. 419.

(169) Arch. nat., X 1 a / 8393, f. 70 v^o, et H² 1816, f. 439 v^o. Bibl. nat., nouv. acq. franç. 8136, f. 427.

(170) Arch. nat., X 1 a / 8393, f. 71. Bibl. nat., nouv. acq. franç. 8136, f. 427.

(171) Arch. nat., X 1 a / 8393, f. 71 v^o.

(172) Arch. nat., X 1 a / 8393, f. 72. Cette défense fut renouvelée le 6 mai. *Id.* f. 80. Cf. Bibl. nat., nouv. acq. franç. 8136, f. 461.

grands marchands parisiens de céréales, Pierre et Nicolas Fromont, déposaient une plainte contre les procédés, employés par leur commissionnaire de Caen, François Leblanc (173).

Après le 12 avril, les distributions de blés s'étaient effectuées du Louvre, ainsi qu'il avait été convenu et elles avaient été alimentées par des envois du Bordelais et de Bretagne (174). Les provisions constituées se débitaient au taux de 26 livres le setier. Immédiatement les commerçants de la capitale baissèrent leurs stocks au prix de 50 et 40 livres. Les « blés du roi » furent alors mis à 20 livres. Mais le contenu des premiers bateaux ravitailleurs (175) s'épuisa vite. La misère redoublant, les gouvernants attendaient avec impatience l'arrivée de nouvelles provisions. D'ailleurs, — et cela probablement, à cause des réclamations des marchands en gros, qui voyaient empêchée leur tentative d'encherissement, — les ministres déclarèrent qu'ils voulaient, avant tout entretenir le commerce et non l'interrompre ; qu'ils n'avaient l'intention que de « corriger les monopoles et autres abus, qui se commettoient » et qui « contribuaient plus à la cherté que la stérilité des années » (176).

La multiplication des vagabonds, « que la nécessité jetoit dans le libertinage » et le développement des « maladies dangereuses », par suite de la nourriture insuffisante et débilitante, exigeaient l'examen de mesures encore plus importantes. Il fut donc décidé de réunir une assemblée générale ou « police. » Elle eût lieu le 21 avril, à la Chambre Saint-Louis, et groupa les représentants de tous les grands corps et administrations (177). Car s'y réunirent les présidents et les conseillers du Parlement, Guillaume de Lamoignon, François-Théodore de Nesmond, Jean-Antoine de Mesmes, Jacques Le Coigneux, Michel Ferrand, Jean Doujat, Henri de Refuge, Pierre-Vincent Névelet, Pierre Pithou et Claude Colombel, les présidents aux Enquêtes et aux Requêtes, Jérôme Le Maistre, René de Maupeou, François Miron, Henri de Fourcy, Charles de Bauquemare et Louis Charreton ; des députés de la Chambre des Comptes et de la Cour des Aides, et entre autres les présidents Louis Phélypeaux, comte de Pontchartrain et

(173) Arch. nat., H^o 1816, f. 451. Par l'affaiblissement général, la disette déterminait le développement des épidémies. Les autorités municipales s'occupèrent de l'hygiène de la ville, et spécialement de l'état de la voirie. Dès le 28 avril, des mesures furent prises pour l'enlèvement des boues (*Id.*, f. 452 v^o). Cf. aussi séance du Parlement du 13 mai (Bibl. nat., nouv. acq. franç. 8136, f. 505).

(174) Voir lettres d'Hotman (21, 30 avril) et d'Argouges (30 avril) dans Mél. Colbert 108, f. 200, 288, 290. Le Bordelais expédia aussi des blés pour la Touraine. Cf. lettre d'Hotman du 27 avril, *id.*, f. 270.

(175) Ils étaient arrivés au port de l'Ecole, près de la place de ce nom, à l'emplacement où ont été longtemps les bains de la Samaritaine.

(176) DELAMARE, *op. cit.*, t. IV, p. 863.

(177) Bibl. nat. franç. 21641, f. 76. DELAMARE, *op. cit.*, t. IV, p. 863-864.

Jean Dorieu ; le procureur-général Denis Talon ; l'avocat-général Jérôme Bignon ; le lieutenant-civil Antoine Dreux d'Aubray ; le lieutenant-criminel Jacques Tardieu ; et le procureur du roi au Châtelet Odet de Ryantz, accompagné des principaux officiers de cette juridiction ; le doyen des substituts du procureur général, Chopin ; le lieutenant-criminel de robe courte, de Grandmaison ; le chevalier du guet, Charles Testu ; le prévôt de l'Île de France, Jean Lasnier de Liembrune ; les commissaires au Châtelet, Jean Gaigny, Jean Le Cerf, Jean Banelier, Jacques Pirethouy, Etienne Guyenet, Jean Ménier, Pierre Le Meusnier, Jacques Le Guay ; le prévôt des marchands, A. de Sève ; les échevins, Pierre de La Mouche, Jean Héliissant, Jean de Monthers (Monthers) et Eustache de Faverolles ; des députés du chapitre, de l'abbaye Sainte-Geneviève et des autres grandes communautés et enfin, quelques « notables bourgeois », dont Sébastien Cramoisy, directeur de l'Imprimerie Royale, Matthieu Rousseau, et le sieur Piéde-seigle.

Après de longues discussions de protocole, au sujet des places que les représentants de ces différents corps devaient occuper, le premier président de Lamoignon rendit compte de l'entretien qu'il avait eu avec le roi « le mardy de la semaine sainte dernière », en compagnie du procureur-général, du lieutenant-civil et du prévôt des marchands. Le souverain lui aurait dit que les « soins qu'elle prenoit pour l'administration de son royaume, « s'estendoient particulièrement sur sa bonne ville de Paris et « principalement en la saison présente, qui estoit fascheuse, à « cause de la grande disette de bled par le peu de récolte qui en « avoit esté faicte les années précédentes ». Il craignait surtout la quantité des maladies par suite de la mauvaise nourriture que la plupart des habitants devaient prendre. Il estimait qu'il fallait y apporter « de bons remèdes ». Il rappelait les achats de blés faits à l'étranger, en Languedoc et en Guyenne, et les distributions qui avaient été organisées. Mais ces stocks devaient être « ménagés à l'avantage du public » ; c'est pourquoi il désirait qu'une « police générale en la Chambre Saint-Louis se tint, pour aviser aux « moyens nécessaires et convenables pour prévenir les nécessitez publiques et pour soulager les pauvres. » Le premier président invitait donc les différents membres de l'assemblée à dire leurs avis « pouvant sur chacun avec liberté et indifféremment « faire telle proposition qu'il jugeroit estre nécessaire ». Après avoir remercié le roi pour les achats, il continuait en montrant qu'il fallait assurer la juste répartition des blés et « les ménager, « en sorte que le public en fut soulagé — particulièrement les « pauvres de la ville et fauxbourgs de Paris », puis ensuite les habitants des environs. Pour assurer les provisions, il fallait non seulement continuer des achats, pour empêcher les conséquences de la crise grave que l'on traversait, en attendant la

récolte prochaine, qui donnait « de belles espérances » ; les magistrats municipaux devaient veiller au « bon ménage en la dis-
« tribution et usage » de ces stocks de ravitaillement, à « la sa-
« lubrité de l'air, qui se peut facilement corrompre par les im-
« mondices et fumiers, qui sont en plusieurs endroits de la ville,
« capables de causer la contagion avec la mauvaise nourri-
« ture » (178). Il proposait de faire, à ce sujet, de « bons règle-
mens » et même, au besoin, d' « augmenter les taxes faites sur
« les maisons pour le nettoyage ». Quant à la « seureté des
habitans », c'était le lieutenant-criminel de robe courte, le che-
valier du guet et le prévôt de l'Ile-de-France qui devaient y
veiller : le roi s'engageait à faire les dépenses nécessaires pour
augmenter le nombre des agents nécessaires à ces magistrats, et
leurs gages.

L'avocat-général Talon proposa pour « ménager » les provi-
sions, de ne faire distribuer à chaque chef de famille qu'un setier
à la fois. Il voulait faire défendre aux boulangers de *petit
pain* (179) de prendre des quantités supérieures et leur ordonner
de faire des miches pour les pauvres, de poids et de prix fixés à
l'avance. Il dénonçait les abus qui se commettaient dans la vente
des blés, arrivés dans les ports et les magasins particuliers des
marchands, qui « augmentoient les tarifs d'heure à autre par
l'avidité du gain » : il réclamait l'envoi du commissaire à la cam-
pagne pour faire venir des stocks de blé, qu'on enmagasinerait
dans la ville, et des règlements « pour tenir la capitale nette de
« tous immondices, et particulièrement des fumiers, qui pou-
« voient attirer le mauvais air et la contagion ». Il fallait de plus,
« purger les prisons de nombreux malades qui y croupissaient,
« surtout au Grand-Châtelet, « ou il y en avait grande quantité,
« quoique cette prison fust fort petite et malsaine ». Il demandait
donc une visite soigneuse des Grand et Petit-Châtelet (180), les
malades de ces établissements devaient être conduits à l'Hôtel-
Dieu, pour y être pansés et soignés.

Le lieutenant-civil fut d'avis de laisser liberté complète aux
marchands de faire venir les blés, sans qu'on les taxât. Il es-
timait que ce ne serait qu'à cette condition que de gros stocks
seraient amenés à Paris, malgré les grands frais de transports,
et que de plus la concurrence ferait vite établir de bas prix. C'était
là un assez singulier raisonnement.

(178) Des mesures avaient été déjà prises, relativement à la taxe des
boues (enlèvement des ordures ménagères).

(179) Sur les différentes sortes de pain, voir les dictionnaires de Savary
et de Franklin.

(180) Le Châtelet, siège de la justice de la prévôté et vicomté de Paris
était situé sur l'emplacement de la place de ce nom : le Petit Châtelet
était de l'autre côté de la rivière, place Saint-Michel.

Le lieutenant-criminel, s'intéressant surtout à la police, qui était de son ressort, demandant que le chevalier du guet « fit faire bonne garde la nuit », et que le roi augmentât le nombre de ses archers et leurs gages. Le prévôt de l'Ile-de-France, de son côté, devait être astreint de « tenir la campagne » pour la rendre sûre.

Le prévôt des marchands demanda l'envoi de commissaires, spécialement désignés à cet effet dans la cité de Champagne et de Picardie, comme Châlons et Soissons, « où il y a ordinairement « grande quantité de bleds, avec ordre aux lieutenants-généraux, « maires et échevins de ces villes de laisser sortir une partie de « leurs récoltes pour la provision de Paris », après que les réserves, à elles nécessaires, auraient été constituées : ces magistrats municipaux devaient dresser des « inventaires fidèles » de leurs stocks, qui seraient envoyés au premier président du Parlement de Paris. Cette méthode permettait, selon lui, d'assurer le ravitaillement de la grande ville jusqu'à la récolte.

Un des grands bourgeois, mandés au Conseil, le sieur Piéde-seigle, demanda que l'on obligeât les boulangers, puisqu'ils pouvaient acheter du « blé du roi », à en faire une certaine quantité de *petit-pain*, de poids et de prix, fixés à l'avance, pour les vendre aux pauvres, qui ne pouvaient se procurer du blé pour le cuire. Un administrateur de l'Hôpital-Général donna alors des précisions intéressantes, pour établir le barème des besoins, suivant le poids du setier de blé et celui du setier de farine, et combien un setier pouvait faire de pain, et de quel poids était ce pain. Le Commissaire Banelier attira alors l'attention sur la misère de ces administrés. Certains pauvres ne pouvaient même acheter la plus petite mesure à porter au moulin, le *minot* de blé : une partie du blé devait donc être convertie en farine (pour la distribuer en boisseaux) ou même mieux on pourrait faire cuire en plusieurs fours et distribuer les pains ainsi obtenus aux plus pauvres « au « moyen de quoy, le soulagement que le public recevoit des « bontéz du roy serait universel ».

Le premier président tira la conclusion de toutes ces propositions en les approuvant ; il déclara, lui aussi, qu'il ne fallait pas songer à taxer les blés, et prédit la diminution des prix, par suite de la concurrence, créée par les distributions des blés du Louvre. Le lieutenant-civil devait, en attendant, rendre une ordonnance, qui serait « affichée aux lieux et endroits de la ville et des faubourgs accoutumés », pour « faire enlever les fumiers et « immondices, pour tenir la ville nette et empêcher le mauvais « air ». De plus, les visites des prisons furent décidées. Enfin un autre acte du lieutenant civil fut pris, en conséquence de cette réunion, le 22 avril : il était permis à tous, pâtisseries, communautés (religieuses ou autres) et particuliers de faire cuire du pain et de l'exposer en vente au public. De plus les boulangers ne pouvaient s'y opposer. La spéculation et revente des blés était

interdite, sous peine d'encourir une amende de 500 livrs et des punitions corporelles. Enfin les brasseurs ne pouvaient plus acheter sur les ports que trois setiers d'orge par semaine (181).

Cependant, les distributions de blés continuaient dans des conditions assez mauvaises (182). Elles avaient commencé le samedi 18 avril, dans les galeries du Louvre. Assurée par un commissaire, — un des magistrats du Châtelet à tour de rôle, — qui recevait les certificats et faisait livrer les quantités fixées, et un commis « pour recevoir les gens », cette opération se faisait rapidement. Son résultat fut plutôt négatif. Les plus pauvres, ceux qui ne pouvaient acheter qu'une *mine* ou un *minot*, ou même moins, et vivaient « au jour la journée » ne purent en profiter... C'est même cet échec, constaté par la détresse persistante de « ce même peuple, dont les besoins restaient pressants », qui détermina la convocation de l'assemblée de la Chambre Saint-Louis, dont nous venons de résumer les travaux, et cela trois jours après l'ouverture des greniers du palais royal.

Les mesures, prises lors de cette réunion, n'entraînèrent pas non plus d'améliorations sensibles. La crise était trop grave pour pouvoir être enrayée par des dispositions insuffisantes.

Le blé atteignit 50 livres le setier, malgré les belles théories du lieutenant-civil et du premier président, défenseurs des marchands en gros, spéculateurs, enchérisseurs et affameurs. Le pain monta à 8 sols la livre, prix énorme à cette époque. Mais le roi, faisant vendre les stocks, constitués par ses officiers, 26 livres (somme encore très considérable) il se produisit ensuite une petite détente dans les tarifs en vigueur.

Cependant, les blés achetés en Guyenne par les soins du sieur d'Athia ne faisaient qu'augmenter (183). Ainsi, le 6 janvier, les premiers deux mille sacs coûtaient 8 livres le sac ; le 20, le tonneau valait 7 livres 9 sols ; le 24, 7 livres 10 sols et le 24 février 8 livres 10 sols ! Le trésor royal supportait donc une lourde charge, comme il résulte d'un état, dressé à la fin du mois

(181) Bibl. nat. franç. 21642, f. 87. JOLY DE FLEURY, 1108, f. 217. DELAMARE, *op. cit.*, t. IV, p. 865. La situation de l'Hôpital-Général était fort grave dès décembre 1661. Voir DOM FELIBIEN et DOM LOBINEAU, *Histoire de la ville de Paris*, t. IV, in-fol., p. 188. A. FLOQUET, *Etudes sur Bonnet*, déjà citées, t. II, p. 169.

(182) Voir *note sur les distributions de blé et de pain du Louvre*, dans Bibl. nat. fr. 21642, f. 88 et ss. Cet intéressant mémoire a été écrit lors de la famine de 1692. Il est de ton optimiste. L'auteur, qui écrit presque en officiel, estime que les mesures prises en 1662 étaient excellentes et eurent un effet immédiat. Les correspondances contemporaines ne permettent pas d'adopter cette opinion.

(183) Sur la valeur du setier de blé à ce moment, voir : E.-M.-J. VIGNON, *Etude historique sur l'administration des voies publiques en France*, t. I, 1862, in-8, p. 399. G. MARTIN, *La grande industrie en France au XVIII^e siècle*, 1900, in-8, p. 282.

d'avril (184), et qui spécifie que les quantités apportées de Guyenne et de Bretagne étaient alors de 676 setiers 22 minots (185). Comme les stocks venant de l'étranger étaient bien plus considérables (186), on comprendra que l'effort tenté par le gouvernement était, somme toute, réel, d'autant que la lutte n'était pas encore près de finir.

VII

Les différents procédés, mis en pratique, continuèrent pendant le mois de mai, où la situation resta stationnaire. Les achats de blés et les envois aux provinces menacées se firent alors assez régulièrement.

Les sacs, chargés à Bordeaux, arrivaient au Havre, d'où ils étaient répartis pour Rouen, Paris et la Touraine (187). Des céréales d'Auvergne furent aussi, à la même époque, envoyées par chalands sur la Loire jusqu'à Orléans (188).

Les correspondants de Colbert s'accordent toujours, d'ailleurs, pour insister sur la détresse générale. En Auvergne, par exemple, les troupes, qui cantonnaient dans les villages de la généralité pâtissaient cruellement (189).

« Les officiers et soldats sont si gueux et si nudz qu'ils font pitié ; ils ne vivent qu'au jour la journée ; dès que l'argent leur manque, ils meurent de faim, n'ayant point de crédit chés leurs hostes. »

De même les souffrances des Berrichons ne faisaient qu'augmenter. Fortia, qui visita en mai les élections de Châteauroux et d'Issoudun, y avait trouvé une « misère grande », ainsi que dans les paroisses voisines de Bourges (190). Des secours, venus de la Marche, auraient permis de fournir du pain à chacun, « mais, ajoute l'intendant, comme il faut de l'argent comptant,

(184) Bibl. nat., Mél. Colbert 108, f. 286.

(185) *Id.*, f. 417, 495. 379 setiers 17 minots avaient été apportés de Bordeaux par le bateau des s^{rs} Surlemont, Bontemps et Michel Apoil, et 297 setiers 5 minots par ceux de Michel et Nicolas Apoil. Les blés de Bretagne passaient par Rouen.

(186) Nous n'avons pas retrouvé de pièces comptables et d'états pour les blés étrangers.

(187) Voir Bibl. nat., Mél. Colbert 108, fol. 90, 152, 415, 495, 530. Voir les envois en Touraine, lettres d'Hotmann des 1^{er} et 8 mai, *id.*, f. 316 et 454. Sur le passage des blés au Havre et à Rouen, lettres de Gomont des 5 et 10, *id.*, f. 409 et 498.

(188) Lettre de Foucher du 2 mai, *Id.*, f. 435.

(189) *Id.*, f. 437.

(190) Lettre du 3 mai, Mél. Colbert 108, f. 356.

« pour en avoir, et que le pays est pauvre, cette aide n'a guère donné de résultats ; et la mortalité est grande. » Dans le village de Valençay (191), par exemple, cinq cents malheureux avaient péri d'inanition. Les curés de la région s'étaient adressés alors à Fortia, croyant qu'il avait reçu les ordres nécessaires des ministres, pour pouvoir leur accorder des subventions. L'intendant, qui demandait plein pouvoir à ce sujet, profitait de l'occasion pour accuser les marchands grossistes d'Orléans, qui voulaient « profiter sur le peuple » et avaient spéculé sur les blés auvergnats, qu'ils avaient accaparé. Ces hommes d'affaires étaient d'autant plus coupable que dans leur ville même la détresse « augmentoit de jour à autre. » (192) Les indigents y accouraient de toutes parts, et le maire, Charles Brachet, voyait « avec beaucoup d'appréhension » cette augmentation de population. Il craignait qu'il y eût du tumulte, à l'occasion des distributions, et qu'il ne s'élevât des luttes entre les habitants de la cité et les émigrés des campagnes. La question se posait avec d'autant plus de force, que les stocks du ravitaillement étaient insuffisants, et qu'il n'était pas possible de nourrir avec eux toutes ces bouches affamées. Aussi le pain de son et d'orge valait 3 sols la livre, et celui de blé atteignait la somme fantastique de 5 et 6 sols ! Le magistrat avait pourtant pris toutes les mesures, à ce qu'il disait, pour forcer les boulangers guépins à avoir leurs boutiques garnies de pains, et les marchands « à envoyer leur bled aux marchés. » Mais ces décisions n'avaient servi à rien, non plus que les amendes, infligées aux contrevenants. Car le blé manquait. « Le mal venait de la disette, qui est partout », continuait philosophiquement le maire. Les bateaux, apportant les envois des provinces du centre par la rivière étaient arrêtés à Gien et à Jargeau, par l'inondation, si bien que les commerçants prétendaient qu'ils n'avaient rien à vendre, ce qui était d'autant plus regrettable, que, seuls, les produits d'Auvergne pouvaient être apportés dans la cité.

Ainsi se posait pour empêcher la spéculation, la question de la taxation du blé. Pour Brachet, le barème ne pouvait être établi que par l'autorité royale. A Tours, Lejay se montrait aussi partisan de ce procédé.

« Sans cela, écrivait-il [le prix des céréales] dépendra de l'avarice des marchans qui souffre peu de bornes, et porte la valeur jusqu'à l'excès. Il y a peu d'argent dans la généralité, et il est très raisonnable de choïer (sic) un peu la bource des pauvres. »

Il était aussi prudent de prendre quelques précautions, pour

(191) Indre, arrondissement de Chateauroux, chef-lieu de canton.

(192) Lettre de Brachet du 3 mai. Mél. Colbert 108, f. 380.

éviter les explosions de colère du peuple, poussé à bout par la faim. A Orléans, des mouvements se produisirent : les émeutiers pillèrent un grenier : une femme même fut pendue, à la suite de ce mouvement de révolte, bien légitime cependant (193). L'émotion se calma rapidement et la fête de Jeanne d'Arc (« la « procession qui a coutume de se faire tous les ans, pour la délivrance de la ville du siège des Anglais »), eut lieu au milieu d'une grande foule (194).

Cependant les distributions, organisées soit à Orléans, soit à Blois, étaient faites sans ordre ni précautions. Les boutiques des boulangers furent vite dégarnies. Le maire, Brachet, qui prétendait avoir été le seul des magistrats de la ville à faire son devoir, déclarait que les affaires pouvaient mal tourner : « tout était possible ». On ne vit pas trop ce qui pouvait encore l'inquiéter à ce point, puisque le seul mouvement de révolte, qui s'était produit, avait été réprimé.

A Paris, le nombre des marchands, vendant du pain, avait été multiplié, pour faire diminuer les prix par la concurrence. Cette mesure ne fit pas opérer la diminution attendue. Le gouvernement fit alors entreprendre par des compagnons boulangers, dirigés par un commissaire aux vivres, le sieur Perrin, la cuisson de pains dans des fours de campagne, construits tout exprès, le long des Tuileries, au bout du Pont-Royal, et près la porte de la Conférence.

Des distributions de ces pains eurent lieu aux Tuileries, dès le 10 mai, à partir de 8 heures du matin (195) ; elles avaient été annoncées, la veille, par un mandement du lieutenant-civil (196).

Les miches étaient passées par quatre « fenêtres » (guichets). Mais la confusion fut grande et des gens furent « estouffés ». Aussi dut-on faire construire des barrières devant les postes de vente, ce qui permettait d'établir l'ordre dans la « queue » et de faire passer les acheteurs les uns après les autres. Ces pains étaient distribués à tous, pauvres ou riches, qui se présentaient pour en acquérir, et cela sans certificats. Ils étaient « bons et blancs. »

Mais, si excellents que fut cette tentative, elle entraîna aussi de

(193) Lettres de Brachet du 4 mai : Bibl. nat., Mél. Colbert, 108, f. 395 et de Lefebvre de la Barre du 9 mai. *Id.*, f. 464. Faut-il rappeler le cri bien postérieur du poète populaire :

« On n'arrête pas le murmure
Du peuple, quand il dit : J'ai faim !
— Car c'est le cri de la nature :
Il faut du pain ! »

(194) Lettre de Brachet, de la même date, *Id.*, f. 475.

(195) Voir Bibl. nat. franç. 21642, f. 83 v^o et 88. Cf. P. CLÉMENT, *La police sous Louis XIV*, p. 249-251.

(196) Placard impr. dans fr. 21642, f. 93. DELAMARE, *op. cit.*, t. IV, p. 865.

fâcheuses conséquences. Les boulangers cuisirent beaucoup moins de pains et en apportèrent peu dans les marchés, parce qu'ils craignaient de voir diminuer notablement le nombre de leurs chalands. Ils avaient de plus « le dessein de traverser le « débit du pain royal, en menaçant d'abandonner leur profession ». Le gouvernement ne sut rien trouver pour empêcher cet essai criminel de coalition.

Mais, pour remédier un peu à l'inconvénient, qui pourrait devenir une crise grave, on décida de faire visiter les boutiques, pour contraindre les boulangers à exercer leur métier. Cette enquête donna quelques résultats.

VIII

Cependant les associations charitables, dirigées, comme nous l'avons déjà indiqué, par l'inspiration des membres de la Compagnie du Saint-Sacrement, continuaient à joindre leurs efforts à ceux du gouvernement, pour combattre la misère dans les grandes villes. Les groupements des paroisses, qui opéraient à cet effet, semblent continuer certaines tentatives des jansénistes (197), et agirent sous l'influence du souvenir des organisations créées peu avant par Vincent Depaul (198).

En réalité, la fameuse Cabale des Dévots, qui n'admettait pas d'adhérents du sexe féminin (199), n'eut qu'une action indirecte, mais importante. Les confrères exerçaient en effet une grande influence, quoique occulte, sur les associations des dames de paroisse, qui avaient d'ailleurs subi fortement l'impulsion de Vincent Depaul, qui fut, comme on le sait maintenant, un des principaux chefs de cette association mystérieuse, et dont le rôle considérable, dès Richelieu et jusqu'au plein milieu du règne de Louis XIV, est loin d'être encore complètement élucidé (200), quoiqu'il soit beaucoup mieux connu maintenant.

(197) Sur l'œuvre des jansénistes « procureurs-généraux des pauvres », Duqué de Bagnols et Maignart de Bernières, voir. C.-A. SAINTE-BEUVE, *Port-Royal*, t. II, 1860, in-8, p. 291, 397, t. III, p. 103, t. IV, p. 536, 542.

(198) Voir le bel ouvrage de Feillet déjà cité.

(199) Voir *Annales de la Compagnie du Saint-Sacrement* du comte R. DE VOYER D'ARGENSON, p. p. H. Beauchet-Filleau, 1900, in-8, p. 233. Cf. R. ALLIER, *La cabale des dévots*, 1902, in-16, p. 367 et 379. Cf. P. CLÉMENT, *La police sous Louis XIV*, p. 249. *La Compagnie secrète du Saint-Sacrement* : lettres du groupe parisien, publiées par A. Rébelliau, 1908, in-16, p. 65. ALLIER, *La Compagnie du Saint-Sacrement à Marseille*, 1909, in-8, p. 36, 67, 278. ALLIER, *La Compagnie du Saint-Sacrement à Toulouse*, 1914, in-8, p. 34.

(200) Pour la Compagnie du Saint-Sacrement, outre les travaux de Beauchet-Filleau, Allier, Rébelliau, déjà citées, voir encore, outre des articles

Le plus curieux de cette affaire, c'est que les secours organisés ainsi sous le contrôle des membres de la compagnie furent admis et même sollicités par Colbert, qui fut, cependant, le grand ennemi de cette tentative (201). C'est qu'en réalité le ministre, qui combattit toujours un peu dans l'ombre et l'ignorance cette opposition occulte, ne se douta pas que ses adversaires jouaient, à cet égard, un rôle de premier plan : car il n'aurait certainement pas accepté, alors, une aide de ceux dont il considérerait l'action d'opposition comme des plus dangereuses pour la monarchie. En réalité, la police de l'actif gouvernant était assez mal organisée et ne le renseignait guère exactement, tout au moins à cet égard.

La preuve du rôle de la Compagnie ressort nettement d'un document curieux, qui est conservé à la Bibliothèque nationale, dans la collection des *Mélanges Colbert* (202) et qui est publié, en partie, par Depping (203). C'est une liste intitulée : *S'ensuivent les paroisses de Paris, où il y a plus de pauvres nécessiteux et ce qu'elles demandent, avec les noms de quelques dames charitables, qui leur en feront la distribution, selon le bon plaisir de Votre Majesté*.

Le texte complet de cet acte permet non seulement de préciser l'organisation charitable de l'époque, de voir les mesures prises et les endroits les plus menacés de la capitale ; mais l'on peut, en précisant la personnalité de certaines des « dames » patronnesses et directrices, qui y sont mentionnées, voir quelle était l'influence qui les guidait (204).

parus en 1903, dans la *Revue des Deux Mondes* et la *Revue de l'Enseignement secondaire*, les livres de l'abbé AULAGNE (*La réforme catholique à Limoges*, 1906, in-8), de H. JOLY (*Le père Eudes*, 1907, in-12), l'abbé E. DEBERRE (*La vénérable Marguerite du Saint-Sacrement*, 1907, in-12), l'abbé ALPH. AUGUSTE (*La Compagnie du Saint-Sacrement à Toulouse*, 1913, in-8 ; *Les sociétés secrètes catholiques du XVII^e s. et H.-M. Boudon*, 1913, in-8), le comte H. BEGOUEN (*Une société émule de la Compagnie du Saint-Sacrement : l'Aa de Toulouse*, 1913, in-12), G. GUIGNE (*Les papiers des dévots de Lyon : recueil de textes sur la Compagnie du Saint-Sacrement*, 1922, in-8). Certains de ces auteurs ont fait des allusions à l'action du groupe dans la disette de 1662 (ALLIER, *La Cabale des dévots*, p. 367, 379. A. RÉBELLIAU, *op. cit.*, p. 113). La Compagnie contribua aussi à la création de l'Hôpital-Général en 1656 (RÉBELLIAU, *op. cit.*, p. 98).

Ce fût d'ailleurs en 1662 qu'à la suite de l'arrivée au pouvoir de Colbert, les confrères durent être prudents, se bornant à un rôle plus effacé et plus secret ; traqués par la police, les membres parisiens durent changer souvent de local, pour leurs réunions et renoncèrent à prévenir les filiales provinciales des morts, qui frappaient leurs adhérents : R. ALLIER, *La Compagnie de Marseille*, p. 278.

(201) P. CLÉMENT, *Histoire de Colbert*, 3^e éd. 1892, t. II, p. 365. Le ministre parvint à obliger les membres parisiens du groupe à dissoudre leur association. R. ALLIER, *La Compagnie de Marseille*, p. XVII.

(202) Mél. Colbert, 108, p. 541.

(203) *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. I, p. 656, note 1.

(204) Une autre preuve de l'influence de la cabale dans la question de la disette est fournie par le texte des sermons, prononcés pour le carême du Louvre par Bossuet qui fut un des membres les plus ardents de la

Les paroisses de la ville et des faubourgs citées sont les suivantes :

| | |
|---|---------------|
| Pour la paroisse de Saint-Germain de l'Auxerrois | 3 muids (205) |
| M ^{me} de Bagnolz (206), trésorière, pour la paroisse de Saint-Benoist | 3 — |
| M ^{me} Cavillier (209), pour la paroisse de Saint-Médéric | 3 — |
| M ^{me} de La Pérelle, pour la paroisse de Saint-Sauveur | 4 — |
| M ^{lle} de Vieillemaison (208), pour la paroisse de Saint-Roch | 3 — |
| M ^{me} Carillier (209), pour la paroisse de Saint-Leu | 3 — |
| M ^{me} Ghéridé, pour la paroisse de Saint-Barthélemy | 3 — |
| M ^{me} Guillion (210), pour la paroisse de Saint-Séverin | 2 — |

Compagnie et avait vu de près la misère à Metz dès 1661. Le 5 mars 1662, l'éminent prédicateur parla contre les mauvais riches ; il osa même blâmer les fêtes qui continuaient à distraire le roi et son entourage. Il fit appel à la bonté du souverain : « Et dans les provinces ignorées, disait-il, « et même dans cette ville, au milieu de tant de plaisirs et de tant d'excès, « une infinité de familles succombent de faim et de désespoir... Qu'on « ne demande plus maintenant jusqu'où va l'obligation d'assister les pauvres, la faim a tranché la question, le désespoir a terminé l'affaire. » Nul doute qu'il n'ait parlé de cette hardie remontrance aux assemblées de la Cabale : et qui sait ? les termes prononcés furent peut-être arrêtés dans ces réunions. Le 7 avril, — le Vendredi Saint, — il reprit le même thème : « Tous les riches devraient donner pour soulager de telles « misères ! » *Œuvres oratoires* de J.-B. BOSSUET, publiées par J. Debarcq, t. IV, 1898, in-8, p. 92, 113 et 297. Cf. FLOQUET, *Histoire de Bossuet*, t. II, 1855, in-8, p. 158 et ss.

(205) En bas de l'original, on lit : « le Roy a renvoyé ce mémoire à « Monsieur Colbert ».

(206) Marie-Angélique Turpin, femme du m^e des requêtes, François Du Gué, s^r de Bagnols ; ou Gabrielle Feydeau, femme du Conseiller du Parlement, Guillaume Du Gué de Bagnols. Cette famille eut toujours la réputation d'être très charitable. Le m^e des requêtes, qui fut janséniste, mérita, avec Bernières, le nom de « procureur-général des pauvres ». SAINTE-BEUVE, *Port-Royal*, 2^e éd., t. II, 1860, in-8, p. 291. D'autres Du Gué de Bagnols furent des zélés sectateurs de la Cabale des dévots. Voir ALLIER, *op. cit.*, p. 79.

(207) Est-ce une parente de l'imprimeur Théodore Muguet, qui avait épousé une dame Lemaire, demeurant rue Hautefeuille, ou plutôt Elisabeth Langlois, femme de Martin Lemaire, greffier de l'Hôtel-de-Ville ? Bibl. nat., ms. fr. 35866, fol. 560.

(208) Est-ce une parente de M. de Vieuxmaison d'Avole, cité, comme membre de la Compagnie, par A. Rebelliau, *op. cit.*, p. 114-115 ?

(209) Marie Morée, femme du bourgeois Gabriel Cavillier. Bibl. nat., Pièces originales 628, dossier 17792.

(210) Peut-être la femme du Conseiller en la Grand'Chambre, Charles de Guillon, mort le 6 octobre 1662. Voir Bibl. nat., ms. fr. 32.827, fol. 128.

| | | |
|---|----|---|
| M ^{me} de Frainvillie, pour la paroisse de Saint-Jean-en-Grève | 4 | — |
| M ^{me} (211), pour la paroisse de Saint-Gervais | 4 | — |
| M ^{me} de Fouquerolles, pour la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, à cause du grand nombre des pauvres, qu'elle a.... | 8 | — |
| M ^{me} Maglio, pour la paroisse de Saint-Jacques de la Boucherie | 4 | — |
| M ^{me} (212), pour la paroisse de Saint-André des Arcs | 2 | — |
| M ^{me} de La Noy (213), pour la paroisse de Saint-Eustache à cause de seize mil pauvres, tant réfugiés qu'autre dans les faux-bourgs Montmartre, les Percherons jusques à la Ville-l'Évesque, partie de la Villeneuve-sur-Gravois, les Petits-Carreux et toutes les Halles | 12 | — |
| M ^{me} Boucher (214), pour la paroisse de Saint-Laurent, à cause de douze mil pauvres, réfugiés et autres dans la Villeneuve-sur-Gravois, une partie de la Chapelle (Saint-Denis), la Courtille, partie de la Villette et fauxbourgs Saint-Denis | 10 | — |
| M ^{me} Goblin (215), pour le fauxbourg Saint-Jacques et autres lieux de la paroisse de Saint-Jacques-du-Hault-Pas | 6 | — |
| M ^{me} la présidente de Herce (216), pour les trois paroisses du fauxbourg Saint-Marceau, qui sont Saint Hyppolite, Saint-Médard et Saint Martin | 10 | — |

(211) En blanc dans le manuscrit.

(212) En blanc.

(213) Marie de La Noë (?). Voir Bibl. nat., ms. franç. 32.587, p. 88.

(214) Nous n'avons pu déterminer s'il s'agissait de Jeanne-Angélique Viltard, femme du marchand Boucher, morte le 29 août 1685 (Bibl. nat., ms. franç. 32.828, fol. 313) ou d'Anne Bocquetois, femme de François Boucher, s' de Marolles (Bibl. nat., dossiers bleus 115, dossier Boucher).

(215) Probablement Marie Bajasson, femme du m^e des comptes Jacques Gobelin (Bibl. nat., dossiers bleus 307, dossier Gobelin).

(216) Il s'agit de Charlotte de Ligny, fille de Jean, s' de Rantilly, trésorier des parties casuelles, et de Charlotte Séguier, qui avait épousé Michel II Vialart, s' de Herse, conseiller au Parlement et président aux Requêtes, puis ambassadeur en Suisse et qui mourut à Soleure en 1634. Cette dame, qui mourut en octobre 1662, a joué un grand rôle dans le mouvement charitable de l'époque. Elle demeurait rue Pavée et fut auxiliaire de Vincent Depaul. Voir le recueil des relations déjà signalé et A. FEILLET, *op. cit.*, p. 231. Puis on la retrouve subissant l'influence de la cabale des dévots. ALLIER,

| | | | |
|--|----|---|-------|
| M ^{me} Tronchet (217), pour le faubourg Saint-Germain (paroisse de Saint-Sulpice) | 10 | — | |
| M ^{me} Philippe (218), paroisse de Saint-Nicolas du Chardonneret et fauxbourg Saint-Victor | 4 | — | |
| M ^{me} Le Gros, pour la paroisse de Saint-Etienne-du-Mont, et partie du fauxbourg Saint-Marceau | 4 | — | |
| M ^{me} de Miramion (219), pour Saint-Paul et le fauxbourg Saint-Antoine | 8 | — | |
| Pour les Enfants-trouvés | 6 | — | |
| M ^{lle} Chrestien (220), pour la paroisse de Saint-Louis-en-l'Île | 3 | — | (221) |

IX

Mais ce n'était pas des procédés charitables, quelle que fût la puissance de l'organisation, qui les centralisait, qui pouvaient amener une transformation appréciable de la situation. Pendant

op. cit., p. 79. Elle eût deux filles et quatre fils, dont l'un, Félix, fut évêque de Châlons ; fort sévère, elle fit emprisonner un autre enfant, Jean, « pour « murir ». *Mémoires de P. de La Porte*, collection Michaud, 3^e série, t. VIII, 1836, in-8, p. 24. Son beau-frère, Charles Vialart fut un zélé collaborateur de Vincent Depaul et de la Compagnie. Voir Allier, *Cabale des dévots*, p. 138.

(217) Voir dans Bibl. nat., ms. franç. 32822 f. 385 : « Mort le 30 décembre 1668 de Claude de Beauchamp femme du secrétaire du roi, de « Tronchay ».

(218) Je trouve la femme de Claude Philippe, secrétaire du roi (Bibl. nat., dossiers bleus 520, dossier Philippe) et Anne Alexandre, femme de Léonard Philippe, mentionnée lors du mariage de son fils en 1688 (Bibl. nat. fr. 32599, f. 129).

(219) Il s'agit de la célèbre Marie Bonneau, veuve de J.-J. de Beauharnais, s^r de Miramion, qui avait été enlevée par Roger de Bussy-Rabutin, mais sut dominer par son sang-froid courageux son ravisseur. Elle fonda plus tard l'ordre des Miramiones, dont le viel hôtel existe encore sur le quai des Tournelles (Pharmacie centrale des Hôpitaux). Elle échappa certainement à l'influence de la Compagnie du Saint-Sacrement. Voir sur elle l'ouvrage de L. CHABAUD et ALLIER, *la Cabale des dévots*, p. 154.

(220) Geneviève, fille de Jacques Chrétien (?) Bibl. nat., dossiers bleus 188, dossier Chrétien.

(221) Remarquons, en terminant, que malgré sa puissante organisation, la compagnie ne pouvait s'adjuger le complet monopole de l'assistance et de la charité. Des princesses, subissant des influences contraires, se rendirent alors célèbres par leur libéralité. M^{me} de Longueville, écoutant les reproches du docteur janséniste Singlin, qui voulait lui faire réparer les maux incalculables qu'elle avait causés pendant la Fronde, vendit certains de ses bijoux, pour secourir les pauvres du Berry, de Picardie et de Champagne (FEILLET, *op. cit.*, p. 229). Anne-Marie Martinozzi, princesse de Conti, sa belle-sœur, écoutant l'âpre parole de l'évêque Pavillon, qui reprochait à son mari le rôle qu'il avait joué à la même époque, fit un sacrifice analogue. (A. RENÉE, *Les nièces de Mazarin*, p. 120, note. J.-J. DE FROMEN-

le mois de mai, la misère ne fit que s'accroître (222). L'intendant de Bourges, en insistant sur la sédition qui venait d'avoir lieu dans la capitale du pays, spécifiait que des blés, qui auraient pu être transportés par la Loire, en Touraine, en Anjou et en Bretagne, beaucoup avaient dû être laissés à Orléans, parce que le prix en augmentait tous les jours. Le maire, Brachet, insistait sur le manque des grains (223).

« Si la rivière manque par les basses eaux (224) ajoutait-il, nous sommes en bien plus mauvais état que ceux de Blois... Car Orléans est une grande cité, et est, en ce moment peuplée de pauvres, qui y meurent de tous côtés. »

Il ne fallait pas moins de deux cents muids par jour pour assurer le ravitaillement nécessaire. Aussi les malheureux ne pouvaient avoir que du pain d'orge et de son et devenaient rapidement victimes de maladies contagieuses.

Cependant les efforts, pour donner quelque secours à cette région ainsi dévastée, continuaient eux aussi. Les transports menaient les blés aux ports de la Poterie et de la Motte (225).

Dans l'Anjou, de même, la disette continuait à sévir. Les villes, où s'entassaient les indigents des campagnes, souffraient cruellement, d'autant plus qu'un envoi de grains hollandais, venu par Nantes, avait été arrêté et enlevé, au passage, par les habitants de Tours. Les magistrats des cités de la province, si riche en temps habituels, et si désolée alors, devaient compter sur les arrivages de Guyenne (226).

A Paris, malgré la stricte organisation, imposée aux associations de charité des paroisses par les mots ordres du comité central de la Compagnie du Saint-Sacrement et aux distributions des « blés du roi » par la surveillance de la police

TIÈRES, *Œuvres mêlées*, t. I, 1695, in-8, p. 270. M^{me} de Miramin, comme il a été déjà dit, ne subit jamais l'influence de la cabale. Notons, enfin que les assemblées des paroisses s'occupèrent à nouveau de combattre la famine, en 1693, dans les diocèses d'Orléans, de Chalons et de Meaux, et en 1709, dans ceux d'Agen, du Mans et de Bordeaux. Depping, *op. cit.*, t. I, p. 900, 904, 908, 935, 936 et 937.

(222) Bibl. nat., Mél. Colb. 108, f. 499. Dans la même lettre, il est fait mention des « charités » qui s'exerçaient en Sologne et Blaisois.

(223) Le 13 mai : Mél. Colbert 108, f. 507.

(224) Les transports des blés d'Auvergne ne purent s'effectuer, par suite de l'état du fleuve.

(225) Il s'agit de quais de débarquement, situés à Orléans, probablement à l'extrémité du boulevard de La Motte-Sanguin. Un autre administrateur adressait de Loches la liste des « paroisses les plus malheureuses » de la généralité (Mél. Colbert 108, fol. 545). Cf. encore une lettre de Lefèvre des Barres : *id.*, fol. 543.

(226) Lettre de Chénéde, du 14 mai. Bibl. nat., Mél. Colbert 108, fol. 529.

et du gouvernement (227), la misère était telle et l'enchérissement de la vie montait à un tel taux que les rentiers protestaient et que les habitants riches s'empresaient de fuir vers les régions plus prospères (228). Les « secours » continuaient, cependant, à arriver par bateaux, expédiés de Bordeaux et qui gagnaient la capitale (229) par Rouen et le Havre, ou la Touraine et l'Orléanais par Nantes et Paimbeuf (230).

(227) « Il y eust mercredy grande assemblée à l'Hôtel de Ville et peustre avec semonces secretes, comme on vous a dict et que je le croy. Je « ne m'y trouvay pas et aprens qu'il y parust quelque chaleur, mais produicte « plustost par l'allarme des délibérations de la Chambre de justice, qui « menace les rentes que par autre emportement. Aujourdhuy les rentiers « ont paru plus de deux cent, et entr'eux, beaucoup de gens de condition. « Leur dessein estoit de solliciter nostre conduicte et de demander des « lumières pour la leur, et ce dernier, à mon sens, pour aprofondir, par ma « responce, la vérité de tout ce qui les ombrage... Nous leur avons promis, « noz soins urès du Roy.. Tout s'est passé fort doucement... Je ne doute pas « néansmoins qu'il ne se face des conventicules, où il y ait plus de « chaleur qu'en nostre hostel-de-ville. J'aprens mesme qu'on sème des bruits « importuns sur ce peu de cavalerie, qui est aux envyrons de Paris, et tout « blesse des yeux malades. Ceux de Villeneuve-Saint-Georges avoient aresté « des basteaux de grains et en ont achepté. Il seroit bon qu'ilz eussent un « ordre du roy, pour ne point toucher à noz basteaux. » Lettre d'A. de Sève du 12 mai 1662, dans Bibl. nat., Mél. Colbert 108, fol. 555.

(228) « La dépense excessive, qui se fait à Paris, m'a contraint « d'aller passer quelque temps à la campagne », écrit le 12 mai Maucourant (Mél. Colbert 108, fol. 553). Cette phrase est intéressante à citer, car elle prouve que certaines « campagnes » étaient peu ou pas atteintes par la famine.

(229) La distribution, durant 5 heures, permettait de donner 2.088 livres par jour. « Le peuple donnait au roi mille bénédiction » écrit F. Nacquart le 11 mai : Bibl. nat., Mél. Colbert 108, f. 537. Ces ventes eurent lieu aussi à Rouen : *id.*, f. 595 : « De par le Roy, et M. le lieutenant-général de Rouen, « sur ce qu'il a plu à Sa Majesté de donner plusieurs ordres importants pour « le soulagement de ses sujets, par les achats de bleds, qu'il a fait venir « des pays étrangers, pour prévenir la disette ou l'extresme cherté des bleds « et soulager la misère de ses plus pauvres sujets, et ayant plu à Sa Ma- « jesté d'en laisser un certain nombre dans sa ville de Rouen, dont l'inten- « tion est qu'il en soit exposé une partye, en vente, à des prix raisonnables « sur le pied des achats, qu'il en a fait faire de bled bien conditionné, « nonobstant l'augmentation de prix. On fait ascavoir que demain mardy, « sept heures du matin, et autres jours ensuivant, au couvent des Carmes « de cette ville, il sera procédé à la vente et distribution d'une partye de « bleds de Sa Majesté, à 16 livres la mine, pour iceluy estre distribué aux « plus pauvres, depuis ung demy boisseau jusques à une mine et ce, sur « les billets ou certificats des curés des paroisses des plus pauvres d'icelles « paroisses, qui contiendra le nom, la qualité et demeure et le bled, qui « peut leur estre nécessaire par chacune semaine, pour leur subsistance et « lequel billet ou certificat sera visé de nous lieutenant-général. » L'acte contenait aussi défense aux boulangers d'enlever « directement ou indirectement » des quantités de ces blés, à peine de confiscation au profit du dénonciateur. Cf. aussi sur les achats de blés par les échevins, Arch. munic. de Rouen, A 27, à la date du 10 mars et jours suivants.

(230) Lettres de Gomont (Rouen, 11 et 16 mai), d'Hotman (Bordeaux, 11, 15 et 22 mai), de Delagrangé (Nantes, 13, 23, 26 mai) : Mél. Colbert 108, f. 523, 593, 529, 591, 702, 559, 735, 782). Les envois de Nantes, considérables, étaient destinés à Blois, à Tours, à Amboise, à Orléans, à Vendôme, à Chateaudun, à Anet, etc. Certains de ces envois passaient par le Havre, Une

Il y eut aussi quelques stocks, provenant du Dauphiné (231).

Ces expéditions, malheureusement, n'allaient pas sans incidents regrettables. C'est ainsi que les habitants de Tours devaient être ravitaillés par les envois de blés de Nantes et d'Auvergne. Mais les citadins de Blois s'emparèrent de certains convois, qui passaient par leur ville (232).

Dans cette cité, d'ailleurs, si cruellement éprouvée, les spéculations des marchands, « dont l'avidité était insatiable », compliquaient fort la situation (233). Des difficultés d'autres sortes résultaient du rôle des commis des fermes, qui ne voyaient pas sans déplaisir supprimer momentanément les droits, qui les faisaient vivre. François Delagrangé (ou de la Grange), de Nantes, les accusait d'être les *plus grands chicaneurs du monde* (234).

Les derniers secours qui pouvaient être fournis alors partaient de Bordeaux, à la fin du mois (235), et arrivaient à destination (236). A la livraison, un différend s'éleva, parce que les mesures, employées en Guyenne et à Paris, n'étaient pas les mêmes.

Enfin les envois d'Auvergne, expédiés sur bateaux qui descendaient la Loire, parvenaient difficilement à destination. Les eaux du fleuve étaient fort basses, et la circulation y était très ralentie. Ce fait était d'autant plus regrettable que l'on estimait que l'arrivée de ces blés « auroit donné l'abondance aux villes situées sur

délibération du Parlement de Guyenne autorisa les exportations de blés : MALVEZIN, *Histoire du Commerce de Bordeaux*, t. II, p. 340.

(231) Lettre de Daliès de La Tour, Grenoble, 24 mai : Mél. Colbert 108, f. 749. Ces blés étaient destinés à Rouen.

(232) Lettres écrites de Tours par Lejay les 18 et 21 mai : Bibl. nat., Mél. Colbert 108, f. 625 et 686.

(233) Voir notamment lettre des échevins du 26. Bibl. nat., Mél. Colbert 108, f. 778. Cf. autre lettre du 20, *id.*, f. 688. A Paris, devant ces actes, qui faisaient augmenter les prix, des décisions officielles furent prises, pour assurer l'arrivée des céréales de Rouen et du Havre. Des échevins, dont l'avocat Jean de Monthers furent envoyés pour rechercher sur place les stocks de grains, notamment à Châlons. Voir actes des 11 et 16 mai dans Arch. nat., H² 1816, fol. 472 v^o, 481, 484. D'autres accaparements se produisirent en Perche et Perche-Gouët. Le Parlement ordonna le 26 mai au lieutenant-général de Mortagne de faire perquisitionner aux domiciles des particuliers et des communautés religieuses « qui faisoient magasins de « blés, et les laissoient plustost gaster que vendre à prix raisonnable. » Le fait se produisit à Mortagne (Orne), à Condé-sur-Huisne (*Id.*), à Ruray (*Id.*), à Villeray et Marolles (Eure-et-Loir), etc. Plac. impr. dans Bibl. nat., ms. franç. 21642, f. 95. DELAMARE, *op. cit.*, t. IV, p. 865. Cf. Arch. nat. X¹ a 8393, fol. 95 v^o, Bibl. nat., nouv. acq. franç. 8136, f. 516 v^o. Voir aussi : *Recueil des principales lois relatives au commerce des grains*, 1769, in-16, p. 174-181. A la suite de ces spéculations, les prix montèrent de façon excessive, jusqu'à 87 l. 7 s., alors qu'à Rozoy en Brle, au 1^{er} janvier, le tarif, déjà très élevé, était de 55 l. 17 s. 4 d. Le pain se vendit 15 s. la livre. Voir BÉGUILET, *op. cit.*, t. II, p. 355.

(234) Mél. Colbert 108, f. 782.

(235) Lettre d'Hotman, du 29 mai. Bibl. nat., Mél. Colbert, 108, f. 894.

(236) Lettre de Lejay, de Tours, le 21 mai. *Id.*, f. 748.

le fleuve jusqu'à la récolte. » (237) Heureusement, pour Orléans, l'organisation charitable parvint alors à soulager un peu la détresse générale et persistante (238), mais de manière précaire et momentanée.

X

L'organisation, ainsi créée pour combattre la disette, continua pendant le mois de juin. Mais avec la sécheresse et la chaleur, les provisions s'épuisèrent partout bien vite, les stocks se rarifièrent, et les envois furent moins nombreux.

Cependant Hotman, à Bordeaux et à Agen, Delagrangé, à Nantes, Gomont, à Rouen, Antoine Lefebvre de la Barre, à Moulins, purent continuer à expédier des céréales, qui, malgré les « basses eaux », parvinrent à Tours, Blois, Orléans et Paris (239).

Cette persistance des secours produisit quelques résultats. L'intendant de Touraine, Lejay, pouvait continuer à vendre les « blés du roi » 26 livres le setier, en prenant naturellement les mesures nécessaires, pour empêcher que les boulangers ne se constituassent des stocks (240). Aussi les habitants indigents furent-ils quelque peu soulagés (241). Cette tentative put être étendue à toute la province (242) et entre autres à Château-Gontier, Angers, Laval,

(237) Lettre de Lefebvre de La Barre, de Clermont, le 30 mai. *Id.*, f. 853. Cf. encore une lettre de Fortia du 25 mai, *id.*, f. 765.

(238) « Il se fait deux belles et grandes charités à Orléans : le curé de « Saint-Pierre entretient, il y a plus de deux mois neuf grandes chaudières « de dix seaux chacune, avec lesquelles il donna à manger à 2.500 pauvres, « et cela en partie de son bien qu'il a vendu. Il lui faut 2.400 (livres ?) « pour entretenir cela jusqu'à la Saint-Jean [24 juin]. Il y a quatre compagnies de femmes, conduites par le supérieur des Jésuites, et vont les unes « après les autres aux villages à une et à deux lieux d'Orléans, donner à « manger à mil ou douze cens pauvres. Elles auroient besoin pour continuer « cela jusqu'à la Saint-Jean, des six cens livres. S'il plaisoit au Roy de donner tout ou partie de cette aumosne, c'est sans doute, une fort belle et « grande charité, car sy ces aumosnes cessent, il mourra, sans doute, beaucoup de gens, et les grandes aumosnes à la longue, ne sont pas faciles à « faire. »

(239) Lettres d'Hotman, 1, 2, 5, 12, 16, 19 et 28 juillet dans *Mél. Colbert* 109, f. 20, 38, 76, 227, 293, 360, 564 ; — de Delagrangé, 6 et 17 juillet dans *id.*, f. 134 et 315 ; — de Gomont du 6 juillet, dans *id.*, f. 148. Les blés d'Auvergne étaient enfin parvenus à Moulins à la fin du mois de juin : voir *Mél. Colbert* 109, f. 352.

(240) Plac. imprimé dans *Bibl. nat. Mél. Colbert* 109, f. 174.

(241) *Id.*, f. 172.

(242) Lettres de Lejay des 11 et 16 mai *Id.*, f. 215 et 284. A ce sujet Colbert écrivait le 22 juin à cet intendant (Arch. de la Marine, recueil de diverses lettres publ. de CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. VI, p. 199) : « Votre présence auroit été nécessaire à Tours, dans le fort de la distribution des « blés : néanmoins, comme je suis persuadé que vous aurés mis bon ordre « dans le temps de votre absence, je m'assure que tout ira bien. Le Roy

Le Mans et Saumur (243). Nacquart père, un des agents les plus actifs de Colbert, et qui remplissait à Paris un rôle de policier spécial, fut envoyé à Orléans et à Tours (244). Il y constata les hauts prix des blés, qui valaient de 6 à 5 livres 10 sols à Orléans et 12 livres à Blois ; il nota l'arrivée des convois « du roi » dans ces trois villes, et en fixa le prix, d'accord avec l'intendant, à 23 livres.

« Les gens de la généralité, ajoutait-il, sont mal nourris, foibles, invalides et ne peuvent battre les bledz. »

Une détente réelle finit par se produire dans le Maine et l'Anjou, à la fin du mois. Ces régions n'avaient presque plus besoin d'être secourues, et pouvaient satisfaire désormais à leurs besoins par leurs propres ressources. Il y avait, dans les affirmations des administrateurs, qui constataient le mieux, un peu trop d'optimisme. En tous cas, la détresse n'augmentait pas. Cependant, certaines difficultés, qui apparaissaient alors, prouvent que l'état normal était loin d'être établi.

A Amboise, des troubles se produisirent (245) ; mais les grands fonctionnaires cherchèrent à excuser « le pauvre peuple, qui de « mandoit du bled, et avoit, en général, du respect pour les ordres du roy ». Le coupable, en l'occurrence, était le « baillif », un certain « M. de Cours (?) », qui avait « esmeu » la populace « sur ce « qu'il prétendoit qu'on lui devoit demander passeports. » (246

L'amélioration, constatée en Touraine, se produisit encore en Normandie et dans l'Ile-de-France.

A Rouen, les ventes des blés se faisaient dans de bonnes conditions (247). La province entière était alors ravitaillée sérieusement par les produits hollandais, et cela malgré les entraves à la navigation, que rencontraient les bateaux, qui, en allant du Havre à Honfleur, traversaient la baie de la Seine, encombrée de sables, qui constituaient un réel obstacle pour la circulation.

A Paris, la crise qu'avaient déterminée les boulangers, en fa-

« trouve bon que vous fassiez délivrer par aumosne à chascun des trois « hospitaux de Tours, d'Angers et du Mans la quantité de 25 septiers de « blé, et pour le fait de l'assurance du payement, qu'il faut faire, avant que « d'envoyer des grains à Château-Gontier et ailleurs, je vous confirme la « même chose que cy-devant, et qu'il est nécessaire que vous fassiez venir « auprès de vous les échevins de la dite ville, pour convenir de ce payement... « Le s^r La Grange espère faire remonter à Tours avec la même diligence que « les premiers, les derniers bleds, venus de Guyenne. »

(243) Lettres de Lejay des 25 et 30 juin. Mél. Colbert 109, f. 487 et 617.

(244) Lettre du 28. Mél. Colbert 109, f. 510.

(245) Voir les lettres de Nacquart et de Lejay, déjà citées.

(246) L'intendant demandait que l'on fit un exemple en punissant ce petit juge.

(247) Lettre de Gomont, du 17 juin, Mél. Colbert 109, f. 312. Lettres de Louis Fortin, à Caudebec, du 15 et de Gomont, du 26. Mél. Coll. 109, f. 314 et 507.

briquant moins, avait pu être conjurée (248). Des commissaires, dont le rôle et la répartition ont été déjà signalés, firent des enquêtes dans chacun de leur « arrondissement » et visitèrent boutiques et fours, en obligeant les possesseurs à cuire. « L'assiduité » fut ainsi rétablie, et le marché fut à nouveau garni. Alors les secours purent produire quelque effet. Le blé, en une semaine, diminua de 17 livres par setier, et fut vendu de 33 à 27 livres. Le prix du pain baissa à proportion.

Les boulangers, pour faire cesser les distributions et « recouvrer leurs chalants », distribuèrent des miches, dans les marchés, au prix de 2 sols 5 deniers la livre. Le pain « royal » fut alors diminué de 6 deniers, et vendu 2 sols la livre. Les fabricants de Paris, « excités par cet exemple et par leur propre intérêt », adoptèrent le même prix, si bien qu'à la fin du mois, peu de personnes allaient encore aux distributions, qui ne furent pas supprimées cependant, car il fallait écouler les stocks constitués, mais furent fort diminuées et eurent moins de succès (249).

Faut-il admettre absolument les affirmations de la note officielle que nous venons de résumer ? Il y avait certainement, à cette époque, de l'amélioration, mais cependant, on n'était pas revenu à l'état normal. Quelques renseignements, datés de cette époque, et qui proviennent de la compagnie du Saint-Sacrement, fournissent des précisions. Les précieuses *Annales* de cette association, rédigées par l'un de ses membres les plus importants, le comte René de Voyer d'Argenson, ont été conservées, puis publiées, bien qu'elles auraient dû être détruites, comme toutes traces de la vie de cette société secrète et qui portait « la livrée d'un Dieu caché » : elles permettent de préciser le rôle de cette association, avec les nombreux papiers de filiales de province, maintenant connus. Or, elles apportent d'utiles constatations sur l'état de la disette dans la capitale et tout le pays, au mois de juin (250).

La question fut posée au comité du 1^{er} du mois, puis revint le 12. « M. du Plessis-Montbar fit rapport de ce qui s'étoit passé

(248) Voir Bibl. nat., ms. fr. 21642, f. 89. Les distributions avaient entraîné quelques violences. Le 11 mai, le prévôt des marchands dut prendre des mesures pour protéger les bourgeois, chargés de la distribution et qui étaient continuellement injuriés : Arch. nat., H³ 1816, f. 472 v^o. Il exigea la livraison au bureau de la ville des totaux exacts de chargements des bateaux ravitailleurs, pour empêcher la dissimulation et le stockage. *Id.*, f. 478 v^o.

(249) Les officiers municipaux prirent encore des mesures pour assurer le ravitaillement : le 16 juin, ils envoyèrent l'huissier Bon Risle à Pontoise et à Beaumont [sur-Oise] pour prendre possession de bateaux de blé, qui venaient de Soissons par l'Oise. Les feux de la Saint-Jean eurent lieu comme de coutume. Arch. nat., H³ 1816, f. 521 et 524.

(250) Publiées par H. Beauchet-Filleau, Marseille, 1900, in-8. Les passages cités se trouvent à la p. 123. Cf. R. ALLIER, *La cabale des dévots*, pp. 367-379-382. A. CHÉRUÉL, *Mémoires sur Fouquet*, t. II, p. 324.

dans la compagnie des dames, qui s'occupaient à travailler pour le secours des provinces affligées par la famine. » Il fut décidé d'envoyer une somme de 12.000 livres, et de demander, lors de l'assemblée générale des confrères, une nouvelle contribution, ce qui fut fait, lors de cette réunion qui eut lieu aux Incurables (251). Voyer d'Argenson, qui venait de revenir des pays les plus cruellement atteints, déclara qu' « il avoit vu des pauvres moribonds « couchés sur la terre et qu'il estoit impossible aux particuliers de « les assister, tellement le nombre estoit grand » (252).

Le gouvernement essayait de son côté de régler la question du ravitaillement. D'accord avec Colbert, les membres du Parlement résolurent alors de combattre le danger que présentait la mendicité. Il fut décidé de renfermer les pauvres, accourus en grand nombre à Paris, dans l'Hôpital-Général (253).

Le texte de l'arrêt rendu (254) expliquait les raisons de cette mesure.

« Sur ce qui a esté représenté à la Cour, par le procureur-général du Roy, étoit-il spécifié, que plusieurs provinces du ressort (au Parlement) s'estant trouvées, en l'année présente, dans une si grande nécessité du bled que les habitans de la campagne ont esté réduits à la nécessité d'abandonner leurs demeures pour aller chercher leurs vies ailleurs, et principalement en cette ville, où les pauvres se sont retirés en si grand nombre qu'en peu de temps les rues et les églises s'en sont trouvées toutes remplies, et la mandicité rendu presque aussi publique qu'elle estoit auparavant l'establissement de l'Hospice-Général (255). Ce qui est chose fascheuse, et qui a donné et donne beaucoup de peine à ceux, qui sont préposés pour avoir soin de l'Hospital-Général. Ceux-ci, — malgré les difficultés, — proposent de faire tout leur possible, pour retirer lesdits pauvres de la campagne et leur donner leur subsistance comme aux autres, iusques au temps de l'ouverture de la moisson, qu'il sera nécessaire de renvoyer tous les valides à la campagne, pour y travailler et empescher qu'à faute d'ouvriers, la pluspart des grains,

(251) Sur les Incurables, voir Vicomte de MENJOT d'ELBENNE, M^{me} de la Sa-
blière 1923, pp. 130 et 166. M. Fosseyeux vient de publier un article sur
Du Plessis-Montbard dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris*
et de l'Île de France, 1923, in-8.

(252) Il est encore fait allusion à cette question le 26 juin : la compa-
gnie avait à cette époque à fuir les « persécutions gouvernementales ». Les ministres de Louis XIV, qui connaissaient vaguement son rôle et son influence, parvinrent à détruire l'influence occulte qui les menaçait. Il y a certainement des allusions à la Cabale dans le *Tartufe* de Molière ; le grand comique y fait allusion à Patrocle, écuyer d'Anne d'Autriche, qui fut le membre de la compagnie. Voir l'ouvrage de J. BONNET sur les *seigneurs de Croissy* et notre article sur *l'affaire du Val-de-Grâce*. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartres*, année 1923, pp. 122 et 164. M. Allier voit dans la célèbre pièce des allusions à un membre de la cabale, le marquis Antoine de La Mothe-Fénelon (*op. cit.*, p. 384 et s.). Sur les poursuites par le gouvernement voir CH. GERIN, *Recherches sur l'Assemblée du Clergé de 1682*, 2^e éd., p. 522 et ss. ; ALLIER, *op. cit.*, pp. 372-374.

(253) Arch. nat., X 8393, f. 106 v^o et ss. Bibl. nat. n. a. fr. 8136, f. 559.

(254) Bibl. nat., fr. 21642, f. 97. MONNIER, *op. cit.*, p. 336.

qui sont en assés grande abondance sur la terre, se périssent, comme il arriveroit sans doute, si ces gens s'accoustumoient à la fainéantise et demeuroient en cette ville et fauxbourgs.»

Il était donc ordonné d'enfermer les pauvres à l'Hôpital, et interdit de donner l'aumône « manuellement » ou de s'opposer à l'exécution de la décision prise.

Colbert fut particulièrement partisan de cette tentative, qui facilitait la tâche de la police. Il ordonna alors de faire créer dans chaque ville un établissement de cette nature (256).

Mais il continuait, avant tout, de surveiller attentivement l'état de la capitale. Il était tenu au courant par deux de ses agents, Nacquart père et fils, qui étaient chargés de présider aux distributions et furent parfois envoyés en province dans les endroits les plus touchés, pour enquêter et se renseigner.

Deux des missives de ces agents, qui semblent avoir été intelligents et actifs, font ressortir, en même temps que le rôle considérable qu'ils jouèrent alors, la situation encore grave de Paris à la fin de juin.

Dans la première (257), Nacquart père insiste sur les distributions, provenant du blé des provinces :

« Ce qui ma empesché de vous donner des nouvelles des bleds, écrivait-il, a esté que je n'ay pu trouver M. de Gomont à Rouen, qui est icy (258), et qui ne m'en a rien mandé. Jiray dimanche le trouver pour cela. Cependant, je vous envoie un mémoire par estimation de ce que j'ay de bledz et de ce qui doit arriver à peu près.

« Depuis que j'ai faict cribler le blé de Bordeaux, qui avoit esté eschauffé, et que j'y ai faict mesler d'autre blé, la vente augmente et va bien depuis quatre jours (259). J'ay vendu 88 muids de blé, sans celuy, qui se consomme aux fours et à la ville, pour leur distribution. Je n'ay plus qu'environ 400 muids, y compris le bateau, qui est arrivé de Rouen, qui est chargé de 219 muids et tout le blé de Bretagne; ce qui fait que je ne presse pas la vente, parceque l'on me dit qu'il n'en arrivera pas de quinze jours...; si nous laissons aller, tout serait bientost vendu, et il importe d'avoir tousjours du blé (260). »

(255) En 1656. L'Hôpital-général encombré et n'ayant pas de ressources suffisantes, avait souffert de la crise dès 1661.

(256) Ordonnance de juin 1662. CLÉMENT, *Histoire de Colbert*, p. 123. MONNIER, *op. cit.*, p. 367-368.

(257) Lettre du 22 juin. Mél. Colbert 108, f. 420.

(258) Paris.

(259) Soit le 19.

(260) Il remarquait que les consommateurs qui venaient aux distributions étaient « paysans », et que nul citadin, sauf quelques religieux ne se dérangeait. Par contre il y avait presse pour la distribution du pain aux guichets du Louvre, où l'on devait faire assurer l'ordre par les gardes-Suisses. Il comptait avoir encore 2.125 muids, dont 600 de Bretagne, 450 de Guyenne et 675 de Provence.

Dans une lettre postérieure, du 27 juin (261), Nacquart fils constatait que les distributions étaient encore suivies à cette époque :

« Mon père, à son despart, qui fût jeudy, à midy, m'ayant ordonné de vous informer de ce qui se passeroit icy, je me donneray l'honneur de vous dire que la vente, qui estoit morte, lorsqu'il eût l'honneur de vous voir à Saint-Germain, est à présent bien plus forte que je ne souhaiterois, elle fut hier de trente six muids pour les particuliers, sans les neuf muids des fours des Tuilleries et les cinq, que vousavés ordonnés à M^{rs} de la ville, ce qui me fit résoudre à ne plus donner que des minots et néantmoins la vente de ce jourdhuy a monté à quinze muids, et ce, à cause de l'augmentation du bled froment, qui est de 20 escus sur muid, et du seigle, qui est de 18 livres, le septier est venu à 28 livres, ce qui provient, à ce que les marchands m'ont dit, de ce qu'on croit que le Roy a peu de bled, et qu'on assure qu'il ne luy en viendra de trois sepmaines.

« M. de Gomont en a à Rouen, qu'il a fait mettre au greniers, et, de plus, il y en a de Bretagne, qui, à ce qu'on m'a dit, n'a pas besoin d'y estre, ce qui me fait vous supplier très humblement de vouloir escrire à mondit sieur de Gomont d'en faire charger le plus tost, que faire ce pourra, afin que la vente, ny le travail des Tuilleries ne discontinuent pas. Nous n'en avons plus que trois cens muids, ce qui n'est que pour quinze jours. »

Ainsi, malgré tout, l'état normal était loin d'être rétabli, ainsi que l'affirmaient — ou presque, — les documents officiels, dont le ton optimiste est démenti par la constatation des faits (262).

XI

Les produits de la moisson, — si faibles furent-ils dans beaucoup de régions, — permirent cependant d'améliorer le marché : à la fin de juillet, les distributions des Tuilleries furent vraiment très diminuées. Certaines difficultés persistaient pourtant. Ainsi les membres du Parlement de Rouen voulaient s'opposer au passage des blés, remontant vers Paris, pour assurer, avant tout, le ravitaillement de leur ville. Colbert leur donna alors l'ordre péremptoire de se conformer aux prescriptions antérieures (263).

(261) Mél. Colbert 108, f. 525-526.

(262) Les administrateurs parisiens continuèrent donc à faire de grandes provisions de grains. Le 28 juin, le Parlement ordonna la mise en vente de blés, conservés à Berneuil-sur-Oise, près Pierrefonds (Oise, canton d'Attichy) et qui avaient été mis de côté par suite de procès, relatif à leur propriété.

(263) « Le Roy, ayant esté informé que le parlement de Rouen vouloit s'opposer au passage des bleds, que l'on fait venir à Paris, Sa Majesté désire que vous fassiez connoître à vostre Compagnie que son intention est que ses ordres, à cet effect, soient exécutez sans empeschement, et,

De nouvelles mesures durent être prises contre les spéculateurs. Le 13 juillet, le Parlement de Paris rendit un arrêt, destiné à empêcher les délits de cette nature (264). Il était défendu d'acheter « les bleds en vert » et d'« arrher » (265), avant la moisson, dont les produits devaient être portés aux marchés publics. Dans la vente le « menu peuple » devait être servi d'abord, « sans que les boulangers et marchands pussent se « porter au devant des laboureurs, amenant leur récolte, pour « aller les acheter, avant leur entrée dans la ville et continuer « ainsi à s'assurer le trafic », jusque dans les fermes de Picardie et de Beauce. Il était de plus prescrit aux « personnes oisives », durant la moisson, d'aider les travailleurs à cueillir et serrer les blés, moyennant, d'ailleurs, des salaires raisonnables (266). Enfin il était défendu de glaner, avant l'enlèvement des gerbes. Ces différents manquements aux ordonnances étaient punis d'amendes importantes, dont le tiers était réservé aux dénonciateurs et le reste, par moitié, aux indigents de l'Hôtel-Dieu et aux « pauvres » prisonniers de la Conciergerie. Un nouvel arrêt fut encore pris le 21 juillet (267).

Ces mesures furent-elles vraiment efficaces ? Il serait peut-être injustifié de le croire ; les peines étaient trop légères pour réprimer l'audacieuse avidité des mercantis de l'époque. Gui Patin, dans une lettre à son ami Charles Spon (268), a signalé cette « soif de profit » générale chez ses contemporains.

« On ne parle que d'argent et de pain, qui est encore enchéri, écrivait-il. Tout le monde veut faire fortune ; j'ai peur que nous ne voyions les hommes engagés et acharnés les uns contre les autres, se prendre à la gorge, pour avoir de l'argent. »

La disette et la misère avaient donc déterminé, ainsi que les autres cataclysmes sociaux, guerre, épidémies et catastrophes analogues, une crise terrible dans la moralité générale et la vie sociale. Devant la menace mortelle, les hommes ne songeaient plus qu'à profiter de la situation pour s'enrichir et satisfaire leur

« d'autant plus qu'ayant déjà laissé l'ordre qui estoit nécessaire pour faire « encore distribuer de ceux, qui ne sont pas arrivés, il semble que, si l'on « trouvoit de l'obstacle, ce seroit mal reconnoistre les soins paternels « qu'elle prend pour tous ses sujets ». Arch. de la Marine, recueil de diverses lettres, f. 2. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. VI, p. 200.

(264) Impr. dans Bibl. nat., ms. fr. 21642, f. 48. Cf. DELAMARE, *op. cit.*, t. IV, p. 805.

(265) C'est à dire : donner des arrhes (en général une partie de la somme convenue) pour s'assurer un achat à l'avance.

(266) Il est assez singulier de voir, à cette époque, une tentative de travail obligatoire.

(267) Arch. nat., 8393, f. 125. Bibl. nat. n. a. fr. 8316, f. 633.

(268) Lettre du 14 juillet 1662, *Lettres de Gui Patin*, éd. Réveillé, Parise, t. II, p. 470.

désir de jouissance, exaspérée par l'abstinence forcée, qui leur avait été imposée.

Ce n'était pas que dans la capitale, où les mesures avaient été prises le mieux qu'il avait été possible, que se pouvait constater un mieux sensible. Il existait aussi en Picardie et en Guyenne. De cette province venaient toujours régulièrement d'importants stocks de céréales. Colbert s'empessa de témoigner sa satisfaction à ses subordonnés, et proposa de notables diminutions d'impôts, pour soulager les contribuables et aider à la renaissance du pays. Il écrivait le 11 juillet à Louis de Machault qui avait été envoyé en Boulonnais (269) :

« J'ay esté très ayse de voir la diligence, que vous avez faite, pour trouver des bleds, afin de faire le pain et que vous avez envoyés du costé d'Hesdin et d'Arras, pour n'en manquer pas... Vous recevrez du soulagement du sr Nacquart, avec lequel vous pouvez prendre des mesures nécessaires, touchant la fourniture du dit pain, vous priant de le renvoyer aussytost que vous estimerés que son séjour ne sera plus nécessaire auprès de vous. »

A l'actif intendant de Guyenne, Lejay, Colbert ne ménageait pas non plus les félicitations :

« Je suis ayse, lui disait le 17 juillet (270) d'apprendre que la vente des grains continue et que vous espérez qu'il n'y aura aucune perte pour le Roy, vous priant de m'informer chaque semaine des fonds, qui en seront provenus et d'en envoyer des lettres de change au sr Nacquart... »

Cet administrateur, qui comprenait que l'on ne pouvait exiger facilement les impôts en une année si désastreuse, était dénoncé par les généraux des finances de la généralité : il alléguaient contre lui qu'il ne se rendait pas assez souvent dans les élections, pour presser les recouvrements.

Mais ajoutait le ministre j'ay bien compris que vous avez de bonnes raisons, pour ne les pas entièrement satisfaire en cela, particulièrement à cause de l'extremes misère et parcequ'il n'estoit pas juste de presser les peuples par une saison si fascheuse. »

Et cette tactique était prudente, en effet. Car tout n'était pas fini malheureusement. L'année suivante, en 1663, la disette manqua de prendre encore des proportions inquiétantes.

(269) Arch. de la Marine, Recueil de diverses lettres, f. 31. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. IV, p. 1. Sur les diminutions d'impôts, voir FLOQUET, *Études sur Bossuet*, loco cit., qui se montre très optimiste et indulgent. Sur la disette à Amiens, voir Arch. nouv. d'Amiens, BB 69, p. 4. A. DE CALONNE, *Histoire d'Amiens*, t. II, 1900, in-8, p. 332.

(270) Arch. de la Marine, Rec. de diverses lettres, p. 38. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. II, 1^{re} partie, p. 227.

Mais, par suite de l'amélioration des mois d'été, la préoccupation, créée par la famine, devint moins vive : elle passa au second plan, et les renseignements contenus dans la correspondance de Colbert s'espacent et ne permettent plus de suivre la crise de très près.

Le 6 août, le lieutenant-civil Dreux d'Aubray demanda que la diminution des prix s'accroût pour faciliter la reprise de la vie (271). Il écrivait à Colbert :

« Le Roy (272) a donné un grand témoignage de sa bonté et de son amour paternel à ses sujets, par le soing qu'il a pris de faire conduire des bleds en différentes provinces de son estat. Et en cette conjoncture, les peuples vous ont considéré comme la cause seconde de ce bienfait, qui va finir promptement par l'heureuse récolte de cette année, dont pourtant, la mémoire sera toujours présente dans les esprits aux siècles suivant. Mais, pour couronner une action si illustre, je prens la liberté de vous dire qu'il seroit à propos de diminuer le prix des bleds du roy, afin que sa Maesté aye la grâce entière d'avoir procuré l'abondance (que l'on imputera autrement à la récolte, qui se fait présentement sur la terre) ne pouvant vous dissimuler que, comme le nombre des esprits malfaitz est toujours grand, ils prennent occasion de dire que la cherté du bled et du pain procède de ce que celui du Roy n'est pas diminué. C'est ce que j'ay crû de voir avoir l'honneur de vous dire par l'obligation de vous servir et par la considération de la gloire de vostre personne, qui y est entièrement intéressée. »

Le ministre continuait donc à faire arriver des grains pour ravitailler la capitale et Tours. Le 8 août (273), il mandait à l'exempt des gardes du roi, La Grange, qu'il avait appris avec satisfaction le départ des derniers stocks, venus de Bordeaux, pour les conduire sur les bords de la Loire. A la même date, Nacquet le père rendait compte de l'état de la vente à Paris :

« Si la vente continue, écrivait-il (274), les bleds du Roy seront bientôt vendus, car il ne reste plus que 27 à 28 muids.

« Aussytost mon fils ira recevoir l'argent chés les boulangers, auxquels on baille le bled à payer à douze jours, à l'ordonnance, à l'exception de ceux de Gonesse, qui payent comptant (275). »

(271) Par suite du vertige, qui s'empara des acheteurs et des trafiquants, le muid de blé, qui valait 283 l. en mars, atteignit 346 l. en juin, et coûtait encore 339 l. en septembre et 294 l. en décembre. Un hectolitre, qui valait 46 francs en juin (soit 460 francs actuels à peu près) atteignit 57 (570) en juin, 55 (550) en septembre et 40 (489) en décembre. Voir MONNIER, *op. cit.*, p. 355.

(272) 6 août 1662. Bibl. nat. Mél. Colb. 110, f. 163.

(273) Arch. de la Marine. Recueil de diverses lettres, f. 29. Il profitait de l'occasion pour « informer le Roy du zèle et de la fermeté de cet exempt dans tout le temps de sa commission ».

(274) Bibl. nat. Mél. Colb. 110, f. 216.

(275) Le pain de Gousses passait pour excellent : les Parisiens s'en montraient très friands. Sur les espèces de pain, voir : J. SAVARY, *Dictionnaire universel de commerce*, t. IV, p. 9. Ch. LENANDRE, *op. cit.*, p. 557. A. FRANKLIN, *Dictionnaire des arts et métiers de Paris*, 1906, gr. in-8, p. 96.

Le lendemain, en effet, et c'est ce qui était à craindre, le marché devenait moins actif :

« J'ai vendu (276), précisait Nacquart fils, 120 muids de blé, argent comptant, à 29 livres le septier et 348 livres le muid ; j'en ay presté 117 aux boulangers, pour le payer à douze jours. Le pain [royal], ajoutait-il, se vend assés mal, et on a de la peine à le débiter le matin. »

Le 12 même (277), tout en annonçant l'arrivée de stocks « secs et bien conditionnés », cet agent pensait que la distribution du pain avait dû cesser ; il fallait, pour la soutenir, baisser le prix (278).

C'est ce qui fut fait. Des nouveaux prix furent faits partout à cette époque, entre autres à Blois, où le blé se vendit 19 livres.

Les distributions reprirent alors (279), et Nacquart fils, en allant toucher les sommes, dues par les boulangers, s'efforça de leur persuader de prendre du blé. Les résultats finirent par être satisfaisants. Enfin les deux agents de Colbert pouvaient le prévenir qu'ils avaient débité, le 19, 24 muids de blé provençal à 25 et 24 livres (280). Il était temps, d'ailleurs, car, dans la semaine antérieure, ils n'avaient pu en débiter même 30. Les pluies, qui commençaient à tomber, avaient empêché la vente, qui se faisait à ciel découvert. Par contre, le commerce du pain, augmenté de 12 onces, se faisait mal : Nacquart en proposait la suppression pure et simple.

Le 29 août (281), enfin, le directeur du service des distributions prévenait qu'il avait cédé encore 20 muids, et espérait à bon droit écouler toutes les provisions, en vendant le setier 22 livres 10 sols. Le pain avait été encore augmenté de 8 onces.

Ainsi donc, les « blés royaux » ne pouvaient plus jouer de rôle sur le marché. La tactique des boulangers, qui avait fait concurrence aux distributions officielles, avait porté ses fruits. Leur « malice et avidité à gagner » (282) avaient consenti un sacrifice

(276) Bibl. nat., Mél. Colbert 110, f. 268. Voir aussi une lettre de Lejay, datée de Tours et du même jour : *id.*, f. 264.

(277) Bibl. nat., Mél. Colbert 110, f. 309. Cf. *id.*, f. 325. « Le blé ne se vend déjà plus que 28 l. Nous avons décidé de mettre ceux de Provence à 27 et les autres à 24. » — La « gallerie » contenait encore 24 muids et la quantité totale s'élevait à 365 (dont 60 venant de Bretagne et 80 de Provence). Des fours avaient été fermés, et le pain augmenté de 4 onces. Nacquart prétendait qu'il fallait faire des sacrifices : « la fin de toutes choses est le plus difficile, et la plus grande science est de savoir perdre. »

(278) Cette question de la baisse fut discutée le 11 août à la commission : Arch. nat., X¹ a 8393, f. 145 v°. Bibl. nat. n. a. fr. 8136, f. 633.

(279) Bibl. nat., Mél. Colbert 110, f. 348.

(280) *Id.*, f. 558.

(281) *Id.*, f. 812.

(282) Bibl. nat., fr. 21638, f. 356.

momentané et ils n'aspiraient qu'à réparer, et avec avantage, la perte éprouvée. Mais ils étaient surveillés de près.

Les membres du Parlement, inquiets de la cherté persistante du pain (283) ordonnèrent aux fabricants de Paris, de Gonesse (284) et de Villejuif (285) et autres localités de la banlieue, de « marquer » leurs pains de signes distinctifs, qui permettaient d'en connaître le véritable poids, ce qui indique que les boulangers, à cette époque, avaient l'habitude de ne pas donner ce qu'ils devaient à leurs clients. D'ailleurs, les parlementaires, qui se sentaient un peu de responsabilité dans l'aggravation et la persistance de la crise (286), par suite du peu d'énergie des poursuites, entreprises contre les gros accapareurs, s'efforcèrent de réprimer le trafic et le négoce sur les blés : ils ordonnèrent entre autres une enquête sur les délits, qui avaient eu lieu à Nogent-sur-Seine (287).

Mais une telle crise ne pouvait s'atténuer rapidement : la misère avait été telle qu'elle devait se faire ressentir longtemps après (288) et ses effets devaient être persistants, surtout à cause du dépeuplement qu'elle avait causé.

La récolte s'était pourtant annoncée comme devant être bonne; et, dès les premiers jours de septembre, les nouvelles étaient, en général, meilleures.

Mais la moisson restait déficitaire dans certaines régions. C'était le cas de l'Anjou, ou V. de Chenedé signalait le fait :

« La récolte des bleds ne s'estant pas trouvée aussi bonne en cette province qu'il eust esté à souhaitter, elle aura, sans doute, besoin d'estre encore secourue de ceux de la Bretagne et de la Guyenne. » (289)

(283) Réunion du 28 août : Arch. nat. X¹ a 8393, f. 163 v°. Bibl. nat., nouv. acq. franç. 8136, f. 796 v°.

(284) Seine.

(285) Seine.

(286) Le Parlement soutint toujours l'intérêt du commerce en gros contre celui du consommateur. Voir notre étude sur le *commerce des beurres pendant l'ancien régime*, parue dans la *Revue du commerce et de la banque*, n° de juin 1923.

(287) Arch. nat., X¹ a 8393, f. 147 v°. Bibl. nat. nouv. acq. franç. 8136, f. 773.

(288) Le 19 octobre 1666, quatre ans après la disette, Jean-Baptiste Vovsin de la Noiraye pouvait écrire de Saumur à Colbert (Bibl. nat., Ms. Clairambault 791, f. 97) : « La grande mortalité, qui arriva dans cette province en l'année 1662, l'ayant extrêmement dépeuplée, je crois qu'il n'y en a pas une dans le royaume, en laquelle il y ait plus de subject de penser à y procurer l'augmentation du peuple, en l'excitant au mariage. » Il citait certaines paroisses, — Saint-Rémy, Chavaignes, Alençon, Gossillé, — où, par suite du manque de bras, — terres labourables et vignes étaient en friche.

(289) Bibl. nat. Mél. Colbert 111, f. 93. Il y eut, par suite de l'arrivée des nouveaux blés, une petite crise à Tours. Voir lettre de Lejay du 9 septembre. *Id.*, f. 222.

Colbert, désireux avant tout de « boucler » son budget (290), revenait sur certaines mesures libérales, qui avaient été prises, et qui d'ailleurs étaient forcées par l'état général d'appauvrissement : il éprouvait alors des difficultés très sérieuses à se procurer les sommes, qui lui étaient nécessaires (291). D'ailleurs, comme l'a très judicieusement remarqué Forbonnais (292), les diminutions d'impôts et de tailles, qu'il avait ordonnées, n'étaient que des tentatives presque inutiles : en effet, « faute d'avoir permis le magasinage des grains, cet encouragement (295) ne soulagea pas le peuple. On leva moins de tailles, parce que le droit sur la consommation augmenta. » Mais il n'y eût pas plus d'abondance et moins de détresse.

Quoiqu'il en soit, le ministre supprima cet allègement des charges, alors que la crise sévissait encore. C'est ainsi qu'il écrivit aux élus de Vitry une lettre impérative, pour leur prescrire de poursuivre la levée de l'impôt à Saint-Dizier (294) :

« Messieurs, leur disait-il, quand je vous ay escrit par ordre du Roy, de surseoir toutes contraintes contre les habitans de la ville de Saint-Dizier, pendant le temps de la récolte, je n'ay pas estimé que vous croiriés que cela s'estendist plus avant que les mois de juillet et d'aoust, dans lesquels

(290) Voici d'après FORBONNAIS, *op. cit.*, p. 304, les revenus de 1662 :

| | Revenus | Charges |
|---|------------|------------|
| | Livres | Livres |
| Gabelles..... | 13.500.000 | 8.933 049 |
| Cinq grosses fermes..... | 5 650.000 | 2.005.083 |
| Ferme des 35 sols de Brouage..... | 350.000 | 8.669 |
| Convoi de Bordeaux..... | 3.600.000 | 792.860 |
| Patente de Languedoc..... | 666.000 | 211 760 |
| Aides..... | 5.211.000 | 3.409.976 |
| Entrées..... | 4.720.000 | 2.455.390 |
| Subvention de Rouen..... | 120.000 | » |
| Gabelles de Roussillon, Languedoc, Proven- ce, Dauphiné..... | 5.670.000 | 2.988 750 |
| Postes..... | 100.000 | » |
| Gabelles de Metz..... | 277.000 | 157.676 |
| Domaines d'Alsace..... | 80 000 | |
| Tiers-sur-taux et 40° de Lyon..... | 180.000 | |
| Ferme du tiers des domaines et droits aliénés..... | 1 000.000 | |
| Domaine du Roussillon..... | 10.000 | |
| Recettes générales des pays d'élection.... | 41.398.807 | 22.078.434 |
| Recettes générales des pays d'État..... | 206.000 | 36.000 |
| Dons gratuits des pays d'État..... | 4.164.000 | 14.000 |
| Revenus casuels..... | 800 000 | |
| | 87.602.000 | 43.151.547 |

(291) Lettres de Colbert à G. d'Estrades des 3 octobre et 26 novembre. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. II, 1^{re} partie, p. 233.

(292) *Op. cit.*, t. I, p. 292.

(293) Cette mesure avait d'ailleurs été prise à la demande des intendants.

(294) DEPPING, *Correspondance administrative*, t. III, p. 78.

Sa Majesté avoit accordé une surcéance à ses sujets taillables, afin de leur laisser la liberté de faire leur moisson, de sorte que, — comme ils sont expiréz maintenant, — l'intention de Sa Majesté est que lesdits habitans fassent les payemens de ce qu'ils doivent. »

Des mesures analogues (295), supprimant les prêts et exigeant la rentrée des impôts furent édictées pour la Picardie, le Berry, l'Auvergne, l'Orléanais, le Soissonnais et la Champagne (296), et le 8 août 1663, le ministre écrivait à Fortia :

« Je vous diray qu'à l'égard de la misère, qui provient de la stérilité, le Roy y a suffisamment pourvu par les décharges considérables, accordées pour 1662-1663. »

Toutes ces mesures, parfois contradictoires, ne devaient guère contribuer à rétablir l'état général du pays et à assainir le budget. Aussi, à la fin d'octobre, des blés devaient être encore amenés de Bayonne (297).

De grandes pluies tombèrent au mois de novembre (298), contribuant à une recrudescence pénible de la disette et de la difficulté du ravitaillement. A Tours, Lejay dut faire acheter à nouveau des « blés du roi » (299).

Mais c'était le dernier sursaut : la situation fut moins pénible en 1663. Certes, cette année-là ne fut pas brillante et fut loin d'être riche et prospère ; mais la récolte fut beaucoup plus satisfaisante ; et, somme toute, cette période marque un progrès sensible.

Les espérances conçues au sujet de la moisson avaient même été très grandes ; et, en avril, Colbert avait écrit à Hotman, qui séjournait alors à Tours, une lettre optimiste (300) :

(295) Cependant quelques facilités étaient accordées pour les payements. Les diminutions consenties avaient porté sur 28 millions de livres.

(296) Lettres de Colbert à Colbert de Saint Pouanges (29 août), à Pomereu et La Barre (1^{re} septembre), à Desmarests (8 septembre) dans CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. IV, p. 1 et 228. En même temps, le ministre s'efforce de récompenser les agents, qui l'avaient aidé pendant la crise. Il écrivait à Louis Testard de La Guette, intendant de la marine, à Toulon : « Dans « les distributions de pains, que j'ai fait faire à Paris, j'ay éprouvé un « homme, nommé [Pierre] Perrin, d'une grande fidellité et d'une exacti- « tude singulière, lequel ma pensée seroit d'envoyer auprès de vous, pour « lui faire faire le pain de galères, au compte du roy, car je suis assuré que, « s'il y a quelque chose à mesnager sur cette fourniture, il le fera mieux « qu'un autre, et qu'ayant le soin de la dicte fourniture, le pain sera tou- « jours bien conditionné et de bonne qualité. » CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. III, 1^{re} partie, p. 8, 13, 11 et 21.

(297) Lettre du premier président du parlement de Guyenne, Arnaud de Pontac, du 26 octobre, dans Bibl. nat., Mél. Colbert 112, f. 341.

(298) Bibl. nat., Mél. Colbert 112 bis, f. 684.

(299) *Id.*, f. 836 (lettre du 19 novembre).

(300) Arch. de la Marine, recueil de diverses lettres, f. 3. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. II, 1^{re} partie, p. 5.

J'ay esté bien aise de voir, disait-il, parce que vous m'avez escrit qu'il y ayt espoir que l'année sera fort abondante, et je crois que vostre généralité qui a beaucoup souffert par la disette et les mortalités les années dernières, se pourra entièrement restablir. Je vous diray cependant qu'à ces dernières festes de Pasques, l'on a publié de grandes misères de Touraine (301), mais, comme ordinairement en ces temps de dévotion, les gens, qui ont un zèle indiscret, débitent des choses, qui ne sont fondées que sur des certificats des curés, qui cherchent par ces moyens à faire descharger leurs paroisses d'une partie de leurs impositions, sans se soucier le plus souvent si ce qu'ils allèguent est bien avéré, je vous conjure de me faire sçavoir si ces avis ont quelques fondemens et de donner vos soins, pour soulager les paroisses les plus affligées. »

Le ministre, qui avait été très frappé de la misère de l'année qui venait de finir, tenait à s'informer de l'état des récoltes possibles, pour pouvoir prendre assez à l'avance les mesures relatives à l'exportation et à l'importation des grains et empêcher le retour des crises graves (302).

Mais il n'avait pas toujours des renseignements précis et exacts. En 1663, après avoir cru en de bons résultats, il dut reconnaître que la saison ne serait que fort médiocre. Il recourut alors aux procédés, déjà adoptés, et une lettre du roi, du 17 août, préconisa, pour empêcher le retour de toutes les misères passées, de nouveaux et très considérables achats de blés (303).

XII

*On verra par quels soins la sage prévoyance
Au fort de la famine, entretint l'abondance !*

C'est par ce mauvais vers, d'un ton flagorneur, qui dépasse les bornes permises même aux poètes officiels, que Boileau « l'histo-

(301) Il s'agit probablement de quelque « relation » ou lettres de quête, analogue à celles que nous avons signalées, et due à l'influence de la Compagnie du Saint-Sacrement.

(302) Voir à ce sujet la circulaire du 15 juillet 1663 aux intendants et trésoriers de France, CLÉMENT, *Histoire de Colbert*, 3^e éd. t. II, p. 52. *Lettres de Colbert*, t. IV, p. 216 (d'après Arch. de la marine, recueil cité, fol. 106). « La saison, qui a esté jusqu'à présent assez desréglée et les pluies fréquentes, qui sont arrivées dans le milieu, de l'esté, diminuant en quelque façon, l'espérance, qu'on avoit conçue de la fertilité de l'année, soit pour l'abondance de toutes sortes de bleds, soit pour la grande quantité de vin, qu'il y avoit lieu de se promettre de la beauté de la vigne... » Cf. aussi lettre de Lejay, Bordeaux, 25 septembre 1663. Arch. de la Marine, recueil cité, fol. 104 et 220. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. IV, p. 215 ; t. VI, p. 207, DEPPING, *Correspondance administrative*, t. VI, p. 207.

(303) Lettres publiées par Champollion-Figeac, *Mélanges* (Collection de documents inédits), t. II, 1843, in-4, p. 508.

riographe du Roi » a prétendu évoquer la famine de 1662, dans sa première épître à Louis XIV, qui date de sept ans après. Il est vrai qu'il écrivait cette honteuse et mensongère flatterie, lors d'une récolte qui avait dépassé toutes les espérances, si bien que des mesures durent être prises, pour permettre l'exportation des grains (304). Mais c'était là la première année aussi brillante depuis longtemps, et les conséquences de la disette de 1662 avaient persisté presque jusqu'à cette époque.

D'ailleurs la période de bien-être économique ne pouvait persister. En effet, la politique protectionniste devait alors entraîner le ministre dans la lutte à outrance contre le développement commercial des habitants des Provinces Unies, dont les blés cependant pouvaient fournir un utile apport à la consommation française, en temps de mauvaise récolte, comme cela s'était fait et devait se reproduire ainsi qu'il était facile de le prévoir (305).

Colbert, a-t-on dit, avait été douloureusement frappé par la situation pénible qu'il avait trouvée dans le pays, en arrivant au gouvernement. Cette constatation est exacte : l'actif dirigeant eût depuis une préoccupation constante : celle d'éviter le retour de semblables calamités. Mais s'il eut de bonnes intentions, il ne fût pas capable de les remplir, parce que les circonstances étaient plus fortes que lui, et de plus, parce qu'il prit des mesures insuffisantes. Il ignorait en effet les lois économiques de l'échange. La longue étude, qui vient d'être faite de documents les plus sûrs prouve le peu de résultats, qu'obtinrent de si médiocres tentatives (306), et l'explication vient de la méconnaissance com-

(304) Arrêt du Conseil d'Etat du 20 mai 1669 : Bibl. nat., plac. imp. dans ms. franç. 16740, f. 275 : « Le Roy, estant informé de l'abondance des bleds « et autres grains, qui sont dans son royaume, provenus du labeur de ses « sujets, qu'il a plu à Dieu de bénir, et de la paix et liberté du commerce, « dont ils ont joüy par la protection de Sa Majesté depuis plusieurs « années, Sa Majesté a résolu de leur en permettre la sortie et transport, « sans payer aucuns droits, afin que l'abondance desdits bleds leur soit « d'autant plus utile et avantageuse ; à quoy, voulant pourvoir, oüy le « rapport du sieur Colbert, conseiller au Conseil royal, contrôleur-général « des finances de France, et tant considéré, Sa Majesté, estant son Conseil, « a permis et permet à tous ses sujets de faire sortir, vendre et transporter « leurs bleds et autres grains en quelques royaumes, états et provinces « qu'ils aviseront bon estre, jusqu'au premier jour d'octobre prochain, sans « payer aucuns droits de sortie. Et, pour cet effet, ordonne Sa Majesté a « maistre François Legendre, adjudicataire-général des fermes unies et à « ses commis, de délivrer tous les congés et passeports nécessaires, sans « prendre aucuns droits, à peine d'estre contrainctz à la restitution. Et sera « le présent arrest leu, publié et affiché partout où besoin sera. Fait au « Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Saint-Germain-en-Laye, le vingtième jour de may mil six cens soixante et neuf. Signé « Colbert. »

(305) Voir mémoire sur le commerce de Colbert (1669) dans Bibl. nat. fr. 16740, f. 97. Colbert avait d'ailleurs compris le danger. En cas de stérilité, il conseillait de recourir pour remplacer les stocks hollandais, aux produits tunisiens : Il est inutile de dire que l'apport des régions barbaresques restait plus qu'aléatoire.

(306) Nous ne voyons pas une tentative aussi curieuse que celle de cet

plète que le ministre avait des choses de l'agriculture : il n'en reconnut jamais l'importance et ne sut pas encourager les travaux aratoires, sacrifiant tout son effort à organiser des entreprises industrielles, qui, créées d'une manière factice et contre nature, ne lui ont pas, en général, survécu. Forbonnais, qui est pourtant très sympathique à l'œuvre de Colbert, doit reconnaître l'erreur de cette politique économique et montre très bien qu'elle aboutissait à la catastrophe (307).

Certes, l'historien, qui s'attache surtout à l'étude des questions économiques, doit éviter, même après une étude détaillée des sources, les jugements cassants. Mais, après avoir suivi de près le développement de la disette en 1662, ne faut-il pas reconnaître que l'Ancien Régime, qui ne sut pas se dégager des entraves, créées à la vie sociale par le système féodal, était incapable d'organiser le pays de manière stable, et que, s'il avait duré plus longtemps, malgré le progrès des idées et des connaissances au xviii^e siècle, il aurait fait de notre France, pourtant riche et féconde, « une pauvre et triste Sologne », comme l'a déjà constaté, il y a un demi-siècle, un écrivain qui ne fut pas un esprit novateur, ni hardi, mais un historien de valeur et de haute conscience, Alphonse Feillet (308). Ce fait permet de comprendre l'intuition géniale de Michelet, parlant avec amertume de « cette France du xvii^e siècle, brillante et luisante en dessus, mais devenue en réalité chaque jour plus vide. »

Paris, août 1921 — Triel, juillet 1923.

PAUL.-M. BONDOIS

intendant du Dauphiné, qui, en 1747, essaye de lutter contre la disette par l'emploi du riz au gras et de la « soupe à la Dauphinoise ». Voir L. LEMERVY, *Traité des alimens*, t. I, p. 545.

(307) Forbonnais, *op. cit.*, p. 293 et ss. « La culture diminua dans les « terres médiocres ou mauvaises ; les marais restèrent inutiles, ainsi que « les terrains incultes. Le prix des productions n'équivalait pas à celui « des dépenses... L'Etat dut recourir aux créations de rentes, aux moyens « extraordinaires, aux traitants, qui avaient déjà ruiné la France... Les « dépenses du gouvernement augmentèrent et les facultés du public n'y « répondirent pas. Pendant les dernières années de M. Colbert, on consumma « toujours par anticipation sur l'année suivante. Une guerre survint ; « les affaires tombèrent en des mains moins habiles ; le premier coup de « canon fut le signal de la confusion. » Il insiste avec force sur l'erreur des douanes, surtout des douanes intérieures, et trace un tableau tout à fait navrant de l'état et de la dépopulation des campagnes.

(308) *La misère au temps de la Fronde, 1662*, in-8, p. 57.

APPENDICE

Poids et mesures des grains (309).

Paris. — Le muid de Paris est composé de 12 setiers ; le setier de 12 boisseaux ; et pèse le setier 230 l., poids de m[arc] (?).

Orléans. — Le muid d'Orléans est composé de 12 mines ; la mine de 4 boisseaux ; et pèse la mine de froment, 52 l., de méteil, 52 l., de seigle, 48 l., d'avoyne, 37 l., d'orge, 40 l.

Blois et Herbault (310). — Le muid est composé de 12 setiers ; le setier, de 8 boisseaux. Le setier froment pèse 104 l., méteil, 100 l., seigle, 96 l., avoyne, 75 l., orge, 80 l.

Mer (311), Oucques (312) et Beaugency (313). — Le muid est composé de 36 mines ; la mine, de 4 boisseaux ; pèse, la mine de froment, 52 l., le méteil, 50 l., l'avoyne, 37 l., le seigle, 48 l., et l'orge, 40 l.

Chartres. — Le muid est composé de 45 mines, mesure d'Orléans ; la mine de 4 boisseaux ; peçant, la mine de froment, 52 l., le méteil, 50 l., le seigle, 48 l., l'avoyne, 37 l., l'orge, 40 l. (314).

(309) Bibl. nat. Mél. Colbert 171 bis, f. 757. Ce tableau date de 1675.

(310) Loir-et-Cher, arrondissement de Blois, chef-lieu de canton.

(311) *Id.*

(312) Loir-et-Cher, arrondissement de Blois, canton de Marchenoir.

(313) Loiret, arrondissement d'Orléans, chef-lieu de canton.

(314) Le tableau est suivi des prix en 1675. Nous les citons ici, pour montrer les différences des tarifs avec ceux de 1662 :

« A Orléans, le muid de froment vieil vaut 24 l. ; celui de froment nouveau 26 ; le méteil vieil, 20, de méteil nouveau, 21 à 22 ; de seigle nouveau de Beauce, 18 à 19 ; de seigle vieil, 15 à 16 ; de seigle de rivière, venant de Bourbonnois, 15 ; de seigle d'Auvergne, nouveau et vieil, 15 ; d'avoyne, 9 à 10 ; et d'orge, 13.

« A Mer, Arques, Beaugency et Chartres, mesmes prix.

« A Blois, le muid de froment vaut 41 à 42 l. ; de méteil, 38 à 39 ; de seigle, 30 ; d'avoyne, 18, d'orge, 24.

« A Herbault, mesme prix. »

GEORGES SOREL (1)

1847-1922

Tenter d'exposer en quelques pages les idées de Georges Sorel est une entreprise singulièrement téméraire. Georges Sorel a beaucoup écrit ; une quinzaine de volumes (2), dont quelques-

(1) BERTH (Ed) : Georges Sorel, *Clarté*, 15 septembre 1922. — BONTÉ (Paul) : Les sympathies catholiques de Georges Sorel, *Revue des Jeunes*, 10 février 1920. — BURÉ (Emile) : Péguy et Sorel, *Eclair*, 7 septembre 1922. — GUY-GRAND (Georges) : *La philosophie syndicaliste*, Paris, Bernard Grasset, 1911. — GUY-GRAND (Georges) : Georges Sorel et les problèmes contemporains, *Grande Revue*, décembre 1922. — JOHANNET (René) : *Itinéraires d'intellectuels*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1921. — LAGRANGE (Henri) : L'Œuvre de Sorel et le cercle Proudhon. Précisions et prévisions, *Cahiers du Cercle Proudhon*, mai-août, 1912. — LANZILLO (Ag.) : *Giorgio Sorel*, Roma, Libreria Editrice Romana 1910. — LECACHE (Bernard) : Chez Georges Sorel, *Humanité*, 9 mars 1922. — LOUZON (Robert) : Georges Sorel, *Vie ouvrière*, 8 septembre 1922. — MAIRE (Gilbert) : La philosophie de Georges Sorel, *Cahiers du Cercle Proudhon*, mars-avril 1912. — MAIZIÈRES (G. de) : Chez Monsieur Georges Sorel, *le Gaulois*, 11 janvier 1910. — MALETSKY (A.) : Georges Sorel, *l'Internationale communiste*, mars 1923. — MARANS (René de) : Grandes rectifications sorelliennes, *Cahiers du Cercle Proudhon*, mai-août 1912. — MORLAND (J.) : Les idées de Monsieur Georges Sorel, *Opinion*, 15 janvier 1910. — PASSAGE (H. du) : Georges Sorel, Edouard Berth et les anti-démocrates de gauche, *Etudes*, janvier-mars 1913. — PIROU (Gaëtan) : *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*, Paris, Rousseau, 1910. — PIROU (Gaëtan) : A propos du syndicalisme révolutionnaire. Théoriciens et militants, *Revue politique et parlementaire*, octobre 1911. — SALOMÉ (R.) : Le lyrisme de Georges Sorel, *Revue des Jeunes*, février 1923. — SERBOS (Gaston) : Une philosophie de la production : le néo-marxisme syndicaliste, Paris, Rousseau, 1913. — SOREL (Albert-Emile) : Souvenirs de Georges Sorel, *Echo de Paris*, 8 septembre 1922. — SOUDAY (Paul) : Les livres : Georges Sorel, *Le Temps*, 7 septembre 1922. — SPRONCK (Maurice) : Un théoricien du syndicalisme, M. Georges Sorel, *Correspondant*, 10 janvier 1909. — VALOIS (Georges), *L'Homme qui vient*, Nouvelle librairie nationale, 1906. — VALOIS (Georges) : Sorel et l'architecture sociale, *Cahiers du Cercle Proudhon*, mai-août 1912. — VALOIS (Georges) : *D'un siècle à l'autre*, Paris Nouvelle librairie nationale, 1921. — VALOIS (Georges) : Georges Sorel, *Action Française*, 4 septembre 1922. — VARIOT (Jean) : Quelques souvenirs, « le Père Sorel », *Eclair*, 11 septembre 1922.

(2) *Contribution à l'étude profane de la Bible*, Paris, 1889 ; *Le procès de Socrate*, Paris, 1889 ; *L'avenir socialiste des syndicats*, Paris, Jacques, 1898 ; *La ruine du monde antique*, Paris, Jacques 1901 ; *Essai sur l'Eglise et l'Etat*, Paris, Jacques, 1902 ; *Introduction à l'économie moderne*, Paris, Jacques, 1903 (2^e édition, Rivière 1921) ; *Degenerazione capitalista e degenerazione socialista*, Milan, 1904 ; *Insignamenti sociali della economia contemporanea*, Palerme, Sandron, 1906 ; *Le système historique de Renan*, Rivière, 1906 ; *Réflexions sur la violence*, Paris, Editions de Pages libres, 1908 (2^e édition, Rivière 1910, 3^e édition 1912, 4^e édition 1920 avec un plaidoyer pour Lénine ; *Les illusions du progrès*, Paris, Rivière, 1908 (2^e édition 1911, 3^e édition 1922) ; *La décomposition du marxisme*, Paris, Rivière, 1908 ; *La révolution dreyfusienne*, Paris, Rivière 1909 ; *Le confes-*

uns très copieux ; d'innombrables articles et comptes rendus bibliographiques parus dans des revues françaises et italiennes, et où sont présentées, d'une manière souvent elliptique, toujours fragmentaire, les opinions les plus diverses sur les sujets les plus variés, le tout émaillé de boutades et complété de notes qu'égaient des potins d'une authenticité parfois très douteuse. Nulle part Georges Sorel n'a daigné donner un exposé coordonné et synthétique de ses doctrines, pas même dans le plus réussi de ses livres, ces fameuses « *Réflexions sur la violence* » qui révélèrent son nom au grand public. Il semble qu'au contraire il ait tenu à ne livrer ses idées que par bribes et sous une forme volontairement dispersée et opaque : Georges Sorel professait cette théorie qu'il importe moins d'apporter au lecteur une vérité limpide que de l'inciter à penser par lui-même. A cet égard, l'obscurité lui paraissait plutôt une qualité, et il notait, non sans ironie, que les auteurs les plus obscurs sont parfois ceux que l'on croit les plus profonds (1). Au reste, sa façon très particulière de travailler devait nécessairement l'amener à ne s'exprimer que d'une manière indirecte et oblique : presque toute son œuvre se compose de commentaires, de préfaces (2), d'analyses — qui n'ont souvent à la vérité qu'un rapport assez lointain avec l'œuvre qui leur sert de point de départ — qui, cependant, sont incompréhensibles si on les en détache complètement ; en sorte que, pour bien comprendre Sorel, ce n'est pas lui seulement qu'il faut lire, mais aussi tous ceux qu'il a médités et qui ont déclenché le déroulement de ses réflexions.

Si de la forme nous passons au fond, nous sommes au premier abord déconcertés par les contradictions brutales de ses attitudes successives. Jetons un coup d'œil sur les étapes principales qui jalonnent sa vie d'écrivain, à partir du moment où il s'intéresse aux questions sociales. Nous le trouvons vers 1898 socialiste, défenseur de Dreyfus, admirateur de Jaurès. Dix ans après, il est devenu le plus farouche adversaire du socialisme politique et le théoricien intransigeant du syndicalisme révolutionnaire. En 1912, il sympathise avec les doctrinaires du traditionalisme, et

sioni (come divenni sindacalista), Rome 1910 ; *Matériaux pour une théorie du prolétariat*, Paris, Rivière, 1919 (2^e édition 1921 suivie d'Exégèses proudhoniennes) ; *Le pragmatisme*, Paris, Rivière, 1921.

(1) *Matériaux*, p. 21 en note ; *Réflexions*, p. 217.

(2) Préfaces à : LABRIOLA (Ant.) : *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, Giard et Brière, 1897 ; MERLINO (S.) : *Formes et essences du socialisme*, Paris, Giard et Brière, 1897 ; COLAJANNI (N.) : *Le socialisme*, Paris, Giard et Brière 1900 ; PELLOUTIER (F.) : *Histoire des bourses de travail*, Paris Schleicher, 1902 ; GATTI (G.) : *Le socialisme et l'agriculture*, Paris, Giard et Brière, 1902 ; LABRIOLA (Arturo) : *Karl Marx*, Paris, Rivière 1910 ; GRIFFUELHES (V.) : *Les objectifs de nos luttes de classes*, Paris, La publication sociale, 1910 ; SELIGMAN (E. R. A.) : *L'interprétation économique de l'histoire*, Paris, Rivière 1911 ; BERTH (Edouard) : *Les méfaits des intellectuels*, Paris, Rivière, 1914.

sa signature voisine avec celle de protagonistes avérés des idées conservatrices et nationalistes. Au lendemain de la guerre enfin, c'est au premier rang des défenseurs du bolchevisme qu'il se place : c'est à Lénine que vont ses préférences et ses vœux. Et quand il meurt, en 1922, on peut voir — spectacle paradoxal et sans doute unique — M. Georges Valois, dans l'*Action Française*, et M. Robert Louzon, dans la *Vie Ouvrière*, saluer sa figure avec une égale sympathie respectueuse.

Mais, déjà, cette commune admiration de deux interprètes des doctrines sociales les plus originales du temps présent nous incite à penser qu'il y a chez Georges Sorel autre chose qu'un chaos d'idées confuses et contradictoires. Et comme sa sincérité, son désintéressement n'ont été contestés par personne, que donc ses évolutions, si étranges qu'elles puissent à première vue paraître, ne sont que les tâtonnements d'un homme qui cherche en toute bonne foi sa voie, peut-être n'est-il pas impossible de trouver, dans l'œuvre de Georges Sorel, une unité véritable, sinon de doctrine, au moins de tempérament et de sentiment. Une fois découvertes les dominantes générales de son activité intellectuelle, il nous sera sans doute plus aisé de nous rendre compte des raisons qui l'ont amené à s'orienter tour à tour dans des directions si différentes et nous comprendrons pourquoi, en définitive, aucune ne lui a donné pleinement satisfaction.

En procédant ainsi, nous appliquerons à Georges Sorel une méthode qu'il n'eut certes pas appliquée à autrui ni admise pour lui-même : il l'eut trouvée trop logique, trop déterministe, trop intellectualiste. Mais si cette méthode se révèle, à l'usage, éclairante et explicative, le fait qu'il l'eut personnellement répudiée ne saurait suffire à nous en interdire l'emploi.

I

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, Ingénieur des Ponts et Chaussées pendant 25 ans, Georges Sorel ne commence à écrire sur les problèmes sociaux qu'après la quarantaine. Désireux de s'y consacrer entièrement, il démissionne de ses fonctions en 1892 (1). Mais il ne se débarrasse pas pour autant de sa formation professionnelle, et sur son œuvre philosophique et sociologique se marque l'empreinte d'une très forte culture scientifique et technique. Sorel — c'est le premier trait dominant de sa pensée —

(1) Il paraît qu'il se mit lui-même en disponibilité, au grand scandale des bureaux. Cf. la notice nécrologique consacrée à G. Sorel par la *Revue de métaphysique et de morale*, supplément au numéro d'octobre-décembre 1922, pp. 1-2.

est un technicien (1). Sous les constructions idéologiques, il aime retrouver, non parfois sans quelque artifice, le soubassement technologique qu'elles recouvrent. Pour lui, les Grecs ont eu l'esprit géométrique parce qu'ils ont travaillé les corps durs, et certains passages obscurs du Timée s'expliquent si l'on y voit des conceptions de tailleurs d'émaux (2). De même, les théories du Contrat Social se rattachent à l'état économique de Genève au temps où écrit J.-J. Rousseau : Genève est une république de petits artisans, et c'est l'artisan, libre de se déplacer, indépendant de ses voisins — au contraire du laboureur lié à son champ — qui fournit l'image du citoyen abstrait, de l'atome social cher aux idéologies du XVIII^e siècle (3). Déjà, par ces quelques exemples Georges Sorel nous apparaît tout proche du matérialisme historique. De fait, sa « *Ruine du monde antique* » porte en sous-titre « Conception matérialiste de l'histoire », et ses « *Illusions du Progrès* » s'inspirent de la même méthode.

Son interprétation de la vie économique et sociale actuelle est, elle aussi, à certains égards, une vision d'ingénieur. Parlant de la concentration industrielle, Sorel s'étonne qu'on l'étudie d'ordinaire à l'aide des seules statistiques, sans approfondir ses aspects techniques, et il nous donne à cette occasion, sur les relations entre la machine et le travailleur, des observations précieuses que seul un spécialiste était en mesure d'apporter (4). Il s'irrite de ce que l'on se préoccupe si peu de l'organisation technique des entreprises industrielles alors qu'on écrit des volumes sur l'organisation commerciale. Cela lui paraît une erreur d'optique car, à son avis, le côté commercial n'est qu'une partie superficielle et secondaire de la vie de l'entreprise : c'est le chef d'atelier — voire le vieil ouvrier — qui est le véritable pilier de l'usine. Et, reprenant, en la transposant, la parabole de Saint-Simon, Sorel affirme « qu'on pourrait expulser tous les administrateurs de nos chemins de fer, de Saint-Gobain ou des mines de charbon sans que le prix de revient des marchandises fut augmenté d'un centime » (5).

Très au fait des détails de la technique, Sorel en suit l'évolution avec une curiosité attentive et il se garde de mettre en doute le progrès qui, sur ce terrain, s'accomplit. Quand il dénonce, dans un de ses livres les plus curieux, les illusions du progrès, c'est sous cette réserve qu'il y a un domaine où se constate un

(1) MALETSKY, *op. cit.*, pp. 103-104 ; Gilbert MAIRE, *op. cit.*, pp. 163-164.

(2) G. SERBOS, *op. cit.*, p. 85. Cf. l'article de G. Sorel sur « Les origines technologiques des mathématiques, dans la *Revue de métaphysique et de morale*, 1900.

(3) *Illusions du Progrès*, p. 98.

(4) *Illusions du Progrès*, p. 278 et ss.

(5) *Illusions*, p. p. 358, 359.

progrès réel : celui de la technique de la production (1). Et quand, élargissant son champ d'attaque, il s'en prend à la supersaturation de la science, il maintient, contre les pragmatistes et les nominalistes, que la science reste inattaquable si elle se cantonne sur le terrain qui lui appartient en propre. Ainsi que l'a remarqué M. Georges Guy Grand (2), sa position est ainsi très différente de celle des disciples extrêmes de Bergson, tels que M. Edouard Le Roy, ou des philosophes comme Boutroux, auxquels il reproche de chercher à ruiner l'autorité de la science alors que sa fécondité est prouvée par les succès de la technique industrielle.

II

Plus encore qu'un philosophe de la technique, Georges Sorel est un moraliste, âpre et sévère. Elevé par une mère très pieuse, il passe toute sa jeunesse en Normandie : au Collège de Cherbourg pendant l'année scolaire ; à Touques, pendant les vacances, où il se rencontre chez sa grand'mère avec ses frères et son cousin germain, l'historien Albert Sorel (3). Le fonds de pratique morale qu'avait déposé en lui la vie de province, son mariage le consolida. « La femme, a-t-il dit, est la grande éducatrice du genre humain ; l'amour transforme l'homme et discipline ses sentiments ; c'est la femme qui nous moralise » (4). On peut penser que c'était là l'expression d'un fait d'expérience personnelle, car Georges Sorel a rendu à plusieurs reprises à la mémoire de sa femme un émouvant hommage. Dans une note biographique précieuse, reproduite dans la brochure qu'a consacrée à Georges Sorel M. Lanzillo (5), Sorel rappelle que deux de ses livres (*Les Saggi di Critica* et *Les Réflexions sur la violence*) lui sont dédiés ; il explique que c'est en pensant à sa femme qu'il avait écrit en 1907, dans un article du « *Mouvement socialiste* » (6) ; « Heureux l'homme qui a rencontré la femme dévouée, énergique et fière de son amour, qui saura toujours lui rendre présente sa jeunesse, qui empêchera son âme de plier et saura lui rappeler à tous moments les devoirs de sa condition et peut-être lui révéler son génie ». Sorel ajoute que sa femme a été pour lui « une vraie

(1) *Illusions*, p. p. 276, 277.

(2) Article précité dans la *Grande Revue*, p. 297.

(3) Cf. l'article précité d'Albert-Emile Sorel dans l'*Echo de Paris*.

(4) L'Éthique du Socialisme. Conférence faite par G. Sorel au Collège libre des Sciences Sociales, le 20 février 1899, et reproduite dans le volume collectif « *Morale Sociale* », Paris Alcan. Le passage cité au texte est en note à la page 150.

(5) Cette note, traduite de l'italien en français, est reproduite par M. R. Johannot, dans son livre « *Itinéraires d'Intellectuels* », pp. 227-229.

(6) J.-J. ROUSSEAU, *Mouvement socialiste*, 2^e série, t. VIII, p. p. 507, et ss.

compagne toujours pleine de courage et d'honneur », que son souvenir le soutient aux heures de découragement, et qu'il travaille « pour élever un monument philosophique digne de sa mémoire ». Ajoutons qu'après la mort de sa femme, survenue en 1897, Sorel se retira à Boulogne-sur-Seine et y mena jusqu'à la fin de sa vie une existence discrète et solitaire. On voit que Georges Sorel a peu subi l'influence des villes. S'il a fréquenté quelques cénacles parisiens, il ne s'est point laissé gagner par l'indulgence et le scepticisme qui souvent s'y donnent libre cours et a conservé, durant toute sa vie, une extrême austérité morale.

Par son moralisme s'expliquent la plupart des sympathies et des antipathies de Georges Sorel. S'il vénère Proudhon, s'il aime Fernand Pelloutier ou Lucien Jean (1), s'il parle avec estime de Paul Bureau ou de M. P. de Rousiers (2) c'est qu'il sent en ces hommes, quelques divergences qui le séparent d'eux par ailleurs, de fortes préoccupations morales voisines des siennes. S'il flétrit de ses sarcasmes maints hommes politiques, c'est qu'il voit en eux des praticiens ou des théoriciens de la vie facile (3). S'il prend tant de plaisir à déboulonner de son piédestal le XVIII^e siècle (4), c'est parce que celui-ci le choque par ses habitudes de morale relâchée et que les théories de ses philosophes lui semblent construites pour tenter de justifier une société qui veut « s'amuser sans souci des conséquences » et qui a perdu, en se déchristianisant, la terreur du péché et le respect de la chasteté (5).

Quant au monde d'aujourd'hui, on devine qu'il donne aussi à G. Sorel des sujets de mécontentement. La « crise morale des temps nouveaux », comme dit P. Bureau (6), le préoccupe et l'inquiète. A vrai dire, elle ne le surprend pas, car Sorel a la conviction profonde de la faiblesse naturelle de l'homme. Sa philosophie est pessimiste, et peut-être ce pessimisme est-il un résidu de l'éducation chrétienne qu'il avait reçue dans son enfance. Notre nature, livrée à elle-même, cherche toujours, dit-il dans une formule expressive, à « s'échapper vers la déca-

(1) *Matériaux*, p. 287, et ss.

(2) *Réflexions*, p. 270. *Matériaux*, p. 298 en note.

(3) Cf. par exemple son jugement sur FOURNIÈRE, *Matériaux*, pp. 198-200 ; sur TUROR, *Réflexions*, p. 76 ; sur FOURIER, *Matériaux*, pp. 196-197 ; sur ANATOLE FRANCE, article précité de Jean Variot. Un de ses premiers livres, le *Procès de Socrate*, est très significatif à cet égard. Sorel approuve la condamnation de Socrate, celui-ci ayant, par son rationalisme, ébranlé les vieilles traditions héroïques de la Grèce. La Préface se termine par ces mots : « Nous serions heureux si nous parvenions... à convaincre quelques personnes des dangers que court notre civilisation par suite de l'indifférence en matière de morale et de droit ». Cf. GILBERT MAIRE, *op. cit.*, p. 59.

(4) Sa conception du XVIII^e siècle a d'ailleurs été l'objet d'une très vigoureuse critique de la part de M. Paul Souday, article précité du *Temps*.

(5) *Illusions*, p. 275.

(6) Cf. son compte rendu du livre de P. BUREAU, dans le *Mouvement Socialiste*, 1907, p. 36 et ss.

dence » (1). Pourtant il faut de toute nécessité que cette tendance au mal soit contrecarrée. C'est pour la société moderne une question de vie ou de mort. « Si le monde contemporain ne renferme des racines pour une nouvelle morale, que deviendrait-il ? Les gémissements d'une bourgeoisie pleurnicharde ne le sauveront pas s'il a vraiment perdu ses mœurs pour toujours (2) ». En particulier si l'on veut porter l'industrie au niveau que la technologie moderne permet d'atteindre, il est nécessaire que le progrès matériel s'accompagne d'un progrès moral. Georges Sorel pose ici le problème à peu près dans les mêmes termes que M. G. de Molinari (3). La crise sociale leur paraît à l'un et à l'autre provenir de ce que l'état moral des individus n'est pas à la hauteur de l'état technique de l'outillage qu'ils mettent en œuvre. Mais, d'accord sur le diagnostic du mal, de Molinari et Sorel ne le sont plus sur sa thérapeutique. De Molinari pense qu'un assouplissement de la religion chrétienne, la rendant compatible avec la science moderne, serait le meilleur remède à la crise morale. Georges Sorel ne partage point cette illusion. Non qu'il soit, à proprement parler, hostile aux croyances religieuses. Sauf dans l'« *Essai sur l'Eglise et l'Etat* » et dans « *La Ruine du monde antique* » où apparaît un anticléricalisme assez accentué, Sorel a généralement parlé avec respect de l'Eglise et — nous y reviendrons plus loin — s'est appliqué à examiner de près, sans parti-pris, cette « réussite historique » qu'a été le christianisme. Mais ce n'est point de ce côté qu'il cherche la morale de l'avenir : il lui paraît que l'Eglise a été elle-même atteinte par la crise, que la morale catholique est devenue assez plate et ne présente point le caractère de sublime que l'on est en droit de demander à une éthique sérieuse. Ainsi, sur la question sexuelle, il lui semble que l'Eglise est devenue d'une déplorable indulgence aux mœurs modernes, ne voyant plus dans le mariage qu'un accord d'intérêts financiers et mondains, admettant le divorce sous couleur d'annulation de mariage quand les conjoints y mettent le prix (4), faiblesse grave, s'il est vrai, comme le pense Sorel, que pour juger la qualité morale d'une église ou d'une école, c'est à la façon dont elle comprend les rapports sexuels qu'il faut se reporter (5). La facilité avec laquelle l'Eglise les traite est donc une grave présomption contre la valeur de sa morale toute entière. Et si nous poussons plus avant l'analyse, si nous nous demandons d'où vient cette carence morale de l'Eglise, nous verrons

(1) *Matériaux*, p. 138.

(2) *Réflexions*, p. 346.

(3) Cf. en particulier de G. DE MOLINARI, *Les Problèmes du XIX^e siècle*, Paris, Guillaume, 1901.

(4) *Réflexions*, p. p. 315, 362.

(5) *Ruine du Monde antique*, p. 196.

qu'elle a sa cause profonde dans l'absence de lien entre la religion et la production. « Je ne crois pas, écrit Georges Sorel, dans les *« Réflexions sur la violence »*, qu'il y ait des gens moins capables de comprendre l'économie de la production que les prêtres » (1). Entendez par là que, n'étant pas mêlés à la vie économique, ils s'imaginent que les choses ne marchent que « par la grâce, le favoritisme et les pots de vin » (2) : ils se représentent la vie économique, non sous la forme sérieuse de relations entre travailleurs, mais sous celle, plus vague et plus facile, de rapports de marchandage ou de charité.

Le sens de cette critique va nous mettre sur la voie de la solution véritable. Nous arrivons ici au point central de toute l'œuvre de Sorel où nous allons voir se rejoindre la philosophie de la technique et le souci de moralité qui nous ont paru être les deux éléments essentiels de son interprétation de la vie et du monde. Pour que l'individu résiste aux tendances de sa nature mauvaise, aux tentations et aux passions, pour qu'il garde et développe en lui le sentiment de l'honneur et du devoir, il lui faut pouvoir s'appuyer, et en quelque sorte s'adosser, sur quelque élément extérieur qui échappe à l'amolissement général de la vie moderne (3). C'est à la recherche de ce quelque chose de solide que Sorel va s'employer (4). Plus d'une fois il croira l'avoir découvert. Puis il s'apercevra que cette solidité est peut-être illusoire, qu'il a peut-être fait confiance à un fantôme. Après un moment de découragement, de pessimisme absolu, il repartira à la recherche dans une direction différente avec les mêmes espérances et, au bout du compte, la même déception. En nous attachant maintenant à décrire brièvement la succession de ces enthousiasmes et de ces désillusions, nous allons saisir dans l'œuvre de Sorel la partie changeante et variable. Mais on se rend compte que du moins c'est toujours un même problème que Sorel s'est efforcé de résoudre, et un problème dont les données étaient colorées de teintes originales par les reflets de sa personnalité.

III

C'est du côté du socialisme que Georges Sorel, d'abord, vers 1893, se tourne. Il y est conduit par l'opinion peu flatteuse que

(1) *Réflexions*, p. 313 en note et p. 154.

(2) *Réflexions*, p. 312.

(3) *Matériaux*, p. p. 124, 127, 129.

(4) Parce que nous n'aurons pas l'occasion d'y revenir, signalons ici que cet amour du solide, du résistant, est sans doute ce qui explique ses sympathies pour le monde rural, resté plus traditionnaliste et moins atteint par l'esprit moderne. Cf. *Illusions*, p. p. 281, 283. *Matériaux*, p. p. 227, 237. Pour la même raison Sorel préfère le droit civil au droit commercial, moins strict et moins rigide.

la fréquentation de la bourgeoisie lui a donnée de cette classe, dont l'ignorance, dit-il, n'a d'égale que la lâcheté. Sa femme, sortie du peuple, lui montre, par contraste, quel réservoir de forces morales le prolétariat renferme. Aussi est-il tout disposé à accueillir favorablement une doctrine qui veut enlever aux bourgeois, pour la donner aux ouvriers, la direction des affaires économiques. Le marxisme devait plus spécialement l'attirer par l'insistance qu'il met à étudier l'infrastructure technique de l'économie, à expliquer les doctrines par les faits, à rechercher sous les théories les rapports de production qu'elles traduisent. Georges Sorel se met donc à étudier de très près les idées de Karl Marx. Il collabore assidûment à deux revues marxistes, à *l'Ere Nouvelle* (1893-94), et ensuite au *Devenir Social* (1895-97). « Je faisais bien, écrira-t-il plus tard, un tiers de la revue en articles et en comptes rendus » (1). Parallèlement à ce travail doctrinal, Sorel participe à l'action socialiste. M. Johannet signale que son nom est le premier sur la liste des intellectuels qui prirent position en faveur de Dreyfus (janvier 1898). Il voit dans « la conduite admirable de Jaurès la meilleure preuve qu'il y a une éthique socialiste (2) » et il approuve les ouvriers de se lancer dans l'arène pour soutenir les principes de la vérité, de la justice, et de la morale (3). Voici qu'apparaissent les préoccupations morales. Comment Sorel les concilie-t-il avec la philosophie marxiste ? C'est que, dès ce moment, son marxisme n'a rien d'étroitement orthodoxe. Il suit Marx — comme il suivra tous ses maîtres — en disciple très libre. Et il est curieux de constater qu'à cette époque, c'est à atténuer ce que le marxisme présente, à son sens, de trop intransigeant, que Sorel s'applique. Dans son « essai sur l'Eglise et l'Etat », publié en 1901 par la *Revue Socialiste*, Sorel s'élève contre les vues étroites de certains de ses amis qui prétendaient que, Dreyfus étant bourgeois et riche, le principe de la lutte de classe n'était pas en jeu, et que les socialistes n'avaient point à participer à l'affaire. Sorel leur répond que l'amalgame des classes peut être parfois admis et recommandé, et que l'anticléricalisme est un moyen très efficace de propagation du socialisme. Dans un autre écrit de la même

(1) Note biographique précitée in Johannet, *op. cit.*, p. 228. Sorel a publié entre autres articles, dans le *Devenir Social*, les théories de M. Durkheim, 1895, pp. 1 et ss. 148 et ss. La science de l'éducation, 1896, t. II, p. p. 110, 208, 339, 425. Etude sur Vico, 1896, t. II, p. p. 785, 906, 1013.

(2) Conférence précitée sur *l'Ethique du Socialisme*, p. 161.

(3) « Dans une affaire récente, les camarades d'Allemagne ont presque tous marché avec une ardeur admirable pour la défense de la Vérité, de la Justice et de la Morale ; c'est la preuve que dans les groupes prolétaires l'idée « éthique n'a point perdu de son importance ». *Ethique du Socialisme*, p. 161.

époque (1), Sorel déclare que quand le socialisme passe de l'enfance à la maturité, il se transforme de secte en parti ; or, tandis que la secte, croyant posséder la vérité, s'isole et aspire à réformer le monde par la dictature, le parti, devenu une force qui se combine avec d'autres forces, se mêle à la vie générale : ce passage de l'esprit sectaire à la vie politique ne constitue pas un recul, comme le croient les théoriciens trop doctrinaires, mais un progrès : il marque que le socialisme quitte le plan de la spéculation pour celui de la réalité (2).

C'est surtout quand il s'agit de déterminer la nature des relations entre le socialisme et la démocratie que Sorel apporte à la pensée de Marx des corrections qui sont des adoucissements. Tandis que Marx place l'accent sur l'opposition entre ces deux termes, et ne reconnaît à la démocratie qu'une utilité, du point de vue socialiste, qui est de mettre en pleine clarté la lutte des classes en la débarrassant des complications qu'entraîne l'enchevêtrement aux conflits économiques des revendications politiques, Sorel déclare que la contradiction entre la démocratie et le socialisme n'est vraie que sur le terrain économique, mais que si l'on considère les éléments spirituels du socialisme, on les trouve en accord avec les fins spirituelles que poursuit la démocratie. Et l'analyse de Sorel aboutit à cette formule par laquelle il définit le socialisme français : c'est, dit-il, « un mouvement ouvrier dans une démocratie » (3).

Sorel ne devait pas tarder à modifier complètement son opinion sur tous ces points. Il y fut amené par le spectacle des événements politiques auxquels il assista et par les méditations doctrinales auxquelles il se livra au cours de ses études marxistes.

A mesure que l'affaire se déroulait, il voyait le mouvement tomber de la mystique dans la politique. Sorel a décrit en termes indignés la curée qui suivit la victoire du dreyfusisme, curée « à laquelle les socialistes parlementaires ne furent pas les moins cyniques ». L'Affaire aboutissait ainsi à une « complète anarchie morale » et, se rappelant son enthousiasme du début, Sorel fut le premier à le tourner en dérision (4). Il devait tirer de cette déception une conclusion qui dépasse l'affaire particulière qui l'avait causée. Le rapprochement des classes n'avait point donné au socialisme le stimulant et l'essor que Sorel escomptait (5). Loin que la démocratie ait favorisé le socialisme, elle l'avait

(1) Préface à la traduction française de N. COLAJANNI, *Le Socialisme*, Paris Girard, 1900. Cette préface est reproduite dans les *matériaux*, p. p. 175 et ss.

(2) *Id.*, p. 178.

(3) *Id.*, p. 179.

(4) *La décomposition du marxisme*. Paris, Rivière 1908, *La révolution dreyfusienne*, Paris, Rivière 1909.

(5) *Matériaux*, p. p. 264, 269.

entraîné sur le terrain de l'opportunisme où il s'était enlisé. Au lieu de préparer la prise du pouvoir par le prolétariat, elle avait permis à M. Millerand d'entrer dans le gouvernement. L'expérience a montré, conclut Sorel, « que la coordination du socialisme et de la démocratie ne permet pas de conserver à l'idéologie révolutionnaire la hauteur qu'elle devrait avoir pour que le prolétariat put accomplir sa mission historique » (1). Ce n'est pas de ce côté que nous trouverons l'appui solide, le mécanisme résistant sur lequel on pourra construire une société moralement supérieure.

Par ailleurs, à mesure qu'il pénétrait plus profondément la pensée de Marx (2), Sorel prenait conscience des difficultés que son interprétation soulève. En Allemagne, des polémiques retentissantes mettaient aux prises révisionnistes et orthodoxes. Sorel voit très bien la faiblesse de position des uns et des autres. Si l'on suit les révisionnistes, on est amené, de corrections en corrections, à rejeter peu à peu toute la substance de la pensée marxiste, et on aboutit à un opportunisme qui n'a plus rien de vraiment socialiste. Si l'on s'en tient à l'orthodoxie marxiste, on ressasse comme paroles d'évangile quelques formules extraites de l'œuvre du maître et qui ne correspondent plus aux réalités économiques contemporaines. Est-ce donc à une conclusion négative que Sorel va aboutir ? Il semble qu'en effet, à certains moments, dans cette période, Sorel se soit pris à douter de l'avenir du socialisme. M. Georges Valois rapporte qu'aux environs de 1900, comme il avait rencontré Georges Sorel à la Bibliothèque Nationale, et lui avait confié qu'il préparait une étude sur le socialisme, Sorel lui répondit : « Vous perdez votre temps, le socialisme est fini. » (3). Mais s'il se détache ainsi des théories socialistes, Sorel continue de s'intéresser au mouvement ouvrier. Entre le socialisme et le prolétariat, qu'il confondait à l'origine, il fait maintenant une distinction qui deviendra de plus en plus nette, et dont il donnera la formule quelques années plus tard, en 1905, lorsqu'il dira que les théories socialistes nées de réflexions

(1) *Id.*, p. 263.

(2) Sorel, très justement à mon sens, à toujours considéré que la partie importante de l'œuvre de K. Marx était non sa théorie de la valeur mais sa philosophie du mouvement historique. Cf. ses articles : Sur la théorie marxiste de la valeur, *Journal des Economistes*, mai 1897, p. p. 222 et ss. La crise du socialisme, *Revue Politique et Parlementaire* 1898, t. XVIII, p. p. 597 et 11. Y a-t-il de l'utopie dans le marxisme ? *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1899 p. p. 152 et 11. Les polémiques pour l'interprétation du marxisme, *Revue Internationale de Sociologie*, 1900, p. 262, etc. Les discussions de la Social-Démocratie en Allemagne : à propos des écrits de M. BERNSTEIN, *Revue Politique et Parlementaire*, 1900, t. XXV, p. 33 et ss. Idées socialistes et faits économiques au XIX^e siècle, *Revue Socialiste*, 1902, I, p. p. 294 et ss. ; 335 et ss. ; 519 et ss.

(3) G. VALOIS, *D'un siècle à un autre*, p. p. 135, 136.

bourgeoises, issues d'une société intellectualiste, sont fausses et désuètes, que seul le mouvement ouvrier est réel et fécond (1).

A partir de 1897, Sorel cesse d'écrire dans les revues marxistes et s'adonne à l'étude directe de l'évolution économique et sociale de la seconde moitié du XIX^e siècle. Cette étude va l'amener à des affirmations théoriques qui marquent la seconde grande étape dans l'évolution de sa pensée — étape à laquelle correspondent ses œuvres les plus retentissantes et les plus originales.

IV

A l'exemple de Marx, c'est en Angleterre que Sorel va observer le mouvement ouvrier. Aidé de l'enquête de M. P. de Rousiers sur le trade-unionisme, il s'initie aux formes que revêtent, en Angleterre, à l'époque contemporaine, les rapports du capital et du travail. Les réflexions que lui suggère cette étude, Sorel les consigne dans un article que publie l'*Humanité nouvelle*, en 1898, article capital parce que s'y découvrent des horizons nouveaux. La conclusion en est que « tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers » (2). Formation spécifiquement prolétarienne, le syndicat est destiné à vider de leur contenu les organismes politiques. Groupant l'élite des travailleurs, stimulant en eux la volonté de solidarité et de dévouement, le syndicat est une des plus fortes institutions pédagogiques qui se puissent concevoir ; il peut nous fournir le mécanisme capable de garantir le développement de la morale. Notons au passage cette constante recherche d'une formation résistante qui puisse servir de point d'appui aux individus et de support au progrès moral.

Mais ce n'est là encore qu'une esquisse. Sorel la jugera bientôt si imparfaite qu'il se refusera pendant longtemps, quand son étude publiée en brochure en 1900 sera épuisée, à en donner une nouvelle édition. Si, en effet, Sorel, dès 1897, concevait le syndicat comme un groupement rigoureusement autonome, dressé en adversaire et en héritier présomptif en face de la bourgeoisie et des pouvoirs publics, il n'envisageait pas que la lutte dût nécessairement et uniquement prendre un caractère révolutionnaire. S'inspirant de la théorie et de la pratique trade-unioniste, il admettait que la législation sociale, la mutualité, la coopération puissent être, à côté du syndicalisme et en liaison

(1) Préface de 1905 à l'édition italienne de l'*Avenir Socialiste*, reproduite dans les *Matériaux*, p. 67.

(2) *Matériaux*, p. 133.

avec lui, des instruments de l'émancipation des travailleurs. Sa pensée va se modifier et se faire plus rigide à mesure que, détournant ses yeux de l'exemple anglais, il s'intéressera au mouvement ouvrier français. Ici doit être cité le nom d'un homme qui a exercé sur Sorel une influence décisive : Fernand Pelloutier (1). Convaincu comme Sorel que l'avenir du prolétariat dépendait des progrès de son éducation morale, Pelloutier s'était fait l'apôtre du syndicalisme révolutionnaire. Il avait activement participé à la création des bourses du travail, et s'il ne vit pas leur fusion avec la C. G. T. étant mort en 1901, à l'âge de 34 ans, on peut dire qu'elle était l'aboutissant de son action. Georges Sorel suit donc, avec une passion et une confiance grandissantes, le développement du syndicalisme ouvrier en France. Il le voit se détacher de plus en plus de toutes les nuances du socialisme politique et prendre à l'égard de l'Etat et de la bourgeoisie une attitude d'intransigeance radicale. Il lui semble que les militants ouvriers, d'eux-mêmes, par leur sûr instinct de travailleurs, ont su trouver pour le syndicalisme la voie la meilleure et la méthode la plus efficace, ce qui le confirme dans l'opinion qu'il exprimait déjà dans l'« *Avenir socialiste des syndicats* », à savoir que « les purs syndicaux ont plus à nous apprendre qu'ils n'ont à apprendre de nous ». Et à partir de ce moment, Sorel va se borner — ou du moins va croire qu'il se borne — à extraire et à formuler la philosophie du mouvement ouvrier. Les « *Enseignements sociaux de l'économie moderne* », écrits en 1903 et publiés en 1906, les articles qu'il donne en 1906 au *Mouvement socialiste* (2) et qui remaniés et complétés, forment en 1908 le livre « *Réflexions sur la violence* » dégagent et affirment avec une netteté croissante les grandes lignes de cette philosophie. Comme c'est la partie de l'œuvre de Sorel la plus connue, nous n'y insisterons pas longue-

(3) *Décomposition du marxisme*, p. p. 57 et ss. *Matériaux*, p. p. 63-64, en note. Cf. ce que dit de F. Pelloutier, M. A. DE MONZIE, dans l'*Entrée au Forum*, pp. 149 et ss. Sur les rapports entre F. Pelloutier et G. Sorel, cf. le livre de MAURICE PELLOUTIER, *F. Pelloutier, Sa vie, Son œuvre*, Paris Schleicher 1911, pp. 118-119.

(1) Sorel avait contribué à fonder, en 1899, le *Mouvement Socialiste*, et y avait publié, à cette époque, une étude sur la morale et le socialisme. N'approuvant pas l'orientation donnée à cette revue par son directeur M. H. Lagardelle, il s'abstint d'y écrire ensuite et ne reprit sa collaboration qu'en 1906, pour l'arrêter à nouveau, cette fois d'une manière définitive, en 1908. Voici les titres des principaux articles que Sorel en outre des *Réflexions sur la Violence*, donna au *Mouvement Socialiste*, de 1906 à 1908. Dans la 2^e série : Conclusion aux « enseignements sociaux de l'économie moderne », t. III, p. 289. Le syndicalisme révolutionnaire, t. IV, p. 265. Les « droits acquis » de Lassalle, t. V, p. 476. Le caractère religieux du socialisme, t. VII, p. 282. J.-J. ROUSSEAU, t. VIII, p. 507. Le prétendu socialisme juridique, t. VIII, p. 321. Les cahiers de jeunesse de Renan, t. VIII, p. 456. Grandeur et décadence de Rome, t. VI, p. 244, t. VIII, p. 171, et 3^e série, t. III, p. 36. Dans la 3^e série, la crise morale et religieuse, t. I, p. 13. L'évolution créatrice, t. I, p. 257, t. II, p. 34, 184, 276.

ment et nous nous bornerons à montrer comment cette phase de la pensée de Georges Sorel se situe dans l'évolution générale de ses idées dont elle n'est qu'un moment.

Le but poursuivi, c'est toujours le progrès de la moralité individuelle et sociale. La classe sur qui Sorel compte, c'est encore la classe ouvrière, mais cette fois sous une condition : qu'elle cultive en elle, comme le mouvement syndicaliste français s'y emploie, l'esprit de lutte et l'ardeur combative. Le ferment de moralité ne réside plus tant dans une classe que dans un état d'esprit ; il n'est plus objectif mais subjectif. Les études sur l'histoire de l'Eglise, que Sorel avait commencées déjà antérieurement et qu'il poursuit en ces années où s'élabore sa doctrine syndicaliste (1), lui apportent à cet égard de précieux enseignements qu'il utilise dans les *Réflexions sur la violence*. Il lui semble que si l'Eglise a triomphé des obstacles et des ennemis qu'elle a rencontrés devant elle, elle le doit aux luttes mêmes qu'elle a dû soutenir. Ce sont les moines qui l'ont sauvée, par l'apreté qu'ils ont mise à se séparer du monde et par l'austérité de leur règle de vie. Ce sont les Papes (2) et les prêtres qui ont failli la perdre par les alliances qu'ils ont conclues avec les princes et les puissances temporelles. Et les dernières lignes d'un petit livre publié en 1908, *La décomposition du marxisme*, tirent la leçon de cette expérience historique, comparant aux moines les syndicats révolutionnaires qui sauveront le socialisme, assimilant au relâchement des règles monastiques les déviations vers le réformisme et le trade-unionisme (3).

Ce point de départ une fois admis, tout un programme en découle, dont l'essentiel est l'apologie de la violence. C'est sous ce titre que Georges Sorel, dans le *Matin* du 18 mai 1908, résume pour le grand public ses *Réflexions sur la violence*. « Aujourd'hui, je n'hésite pas, y écrit Sorel, à déclarer que le socialisme ne saurait subsister sans une apologie de la violence. » Le moyen d'entretenir et de concrétiser ces sentiments de violence, ce sera la propagande en faveur de la grève générale. Tenu en éveil et en haleine par la perspective de l'arrêt collectif du travail, et de la catastrophe économique qu'il déclancherait, le militant syndica-

(1) Le *système historique de Renan*, Paris, Jacques, est de cette époque (1905-06).

(2) Mais quand il se trouvera un pape intransigeant, refusant de se prêter à un compromis avec les temps modernes et l'esprit moderniste, Sorel l'en félicitera. Cf. ses articles sur la crise de la pensée catholique : *Revue de Métaphysique et de morale*, 1902 et sur la religion d'aujourd'hui : *Revue de métaphysique et de morale*, 1909. On les rapprochera utilement de son étude très sévère sur *Léon XIII*, parue dans le volume *Etudes Socialistes*, G. Jacques éditeur, 1903, pp. 257 et ss., 353 et ss.

(3) *Décomposition*, p. 64. G. Sorel a été le Tertullien du socialisme, écrira après sa mort M. Ed. Berth, article précité de *Clarté*, p. 496.

liste sentira s'éveiller au fond de son âme « un sentiment du sublime en rapport avec les conditions d'une lutte gigantesque » (1) ; il aura « le sentiment très net de la gloire qui doit s'attacher à son rôle historique et de l'héroïsme de son attitude militante » (2) ; il aspirera à l'épreuve décisive « dans laquelle il donnera toute la mesure de sa valeur » (3). Bref, il prendra l'état d'âme d'un guerrier, et, comme les soldats qui participèrent aux luttes héroïques de l'ancienne Grèce ou de la Révolution française, il apportera, dans l'attaque contre la bourgeoisie et l'Etat l'ardeur, le désintéressement, l'héroïsme qui assureront le succès. Bien plus, ainsi entraînés et portés par la lutte à un degré très élevé de moralité, les travailleurs se trouveront posséder les qualités nécessaires au fonctionnement du régime économique nouveau que Sorel évoque par l'image de l'atelier libre, où les ouvriers associés, volontairement soumis à une discipline joyeusement consentie, organiseront sans patrons et sans contrainte la production (4).

Ce n'est pas le lieu ici de rechercher ce qu'il peut y avoir de bien-fondé dans cette thèse, plus brillante peut-être que solide. Mais si nous voulons éviter de lui adresser des critiques inopérantes, comprenons-en bien le sens et rendons-nous compte que ce n'est pas sur un plan économique et matériel, mais sur un plan psychologique et spirituel, qu'elle se tient.

Lorsqu'il exalte les producteurs, Georges Sorel — comme après lui son fidèle disciple, M. Edouard Berth (5) — donne au terme de producteur un sens limité et rétréci : il refuse la qualification de producteur à tous ceux qui ne participent pas directement ou indirectement à la vie de l'atelier. C'est là assurément une notion de la production que bien peu d'économistes consentiraient à admettre, car c'est une des conquêtes les plus fécondes de la science économique moderne que l'extension du concept de production à toute création d'utilité ou de valeur, qu'elle se fasse dans l'industrie ou en dehors d'elle, qu'elle s'accompagne d'actes matériels et aboutisse à un produit matériel ou qu'elle se traduise par des créations ou des échanges de services. Mais Sorel aurait sans doute répondu qu'il ne se souciait nullement de nous donner une définition scientifiquement correcte et qu'il lui suffit que la catégorie sur laquelle il fonde son analyse corresponde à une

(1) *Réflexions*, p. 249.

(2) *Réflexions*, p. 249.

(3) *Réflexions*, p. 249.

(4) *Réflexions*, p. p. 377 et ss.

(5) Cf. de M. Ed. Berth l'étude : « Marchands, intellectuels et politiques », parue au *Mouvement Socialiste*, 3^e série, t. I, p. p. 302 et ss., 384 et ss., t. II, p. p. 202 et ss., et reproduite dans le volume *« les méfaits des Intellectuels »*, Paris, Rivière 1914.

réalité de l'ordre psychologique et moral (1). S'il réserve le terme de producteur, en somme, aux travailleurs manuels de la grande industrie, c'est qu'il lui apparaît que ceux-ci trouvent dans leurs conditions de vie un aliment quotidien aux sentiments de lutte et à la volonté de scission, et qu'ils atteignent, grâce à l'état d'esprit révolutionnaire, une hauteur morale à laquelle le marchand, orienté vers les tractations et les transactions ne saurait s'élever.

De même, c'est un contenu idéologique bien plus que réaliste que Georges Sorel donne à la notion de violence. La violence n'est point la force, puisqu'elle exprime la révolte alors que la force traduit la contrainte (2). Et la violence ne s'accompagne pas nécessairement de brutalité — encore qu'il soit bon de rosser effectivement l'adversaire, mais par manière de symbole et sans y mettre aucune haine.

Et c'est aussi parce que le résultat à atteindre est d'ordre spirituel et psychologique que Sorel, faisant ici un usage ingénieux des théories de M. Bergson, qualifie de mythe la notion de grève générale (3). Mythe et non utopie, cela signifie que ce qui importe en elle, ce n'est point qu'elle donne une image exacte du futur, ni qu'elle permette d'obtenir des résultats effectifs, c'est qu'elle soit, pour le prolétariat, l'image motrice qui lui permettra d'embrasser d'un coup d'œil l'œuvre à accomplir et qui suscitera en lui la volonté de l'accomplir.

C'est donc en tant qu'agents et instruments du progrès moral que la violence, la grève, l'intransigeance révolutionnaire méritent d'être soigneusement cultivées. A l'inverse, c'est parce qu'ils détruisent la valeur morale du prolétariat, en l'engageant sur le terrain des compromis et des compromissions, que le réformisme, le solidarisme, le catholicisme social (4), la démocratie doivent être sans relâche combattus. De tous ces ennemis de la moralité ouvrière, telle que Sorel la comprend, celui sur qui se concentre son réquisitoire, c'est la démocratie. Le temps est loin où il la défendait contre K. Marx. Sorel désormais lui nie toute vertu, même celle, négative, que Marx lui reconnaissait, de créer un milieu où les conflits économiques puissent se dérouler à l'état pur. Cela serait vrai peut-être, répond Sorel, de la démocratie théorique mais ne l'est point de la démocratie réelle, où se développent les intrigues des politiciens et des ploutocrates qui réussissent à obscurcir plus que sous tout autre régime, la netteté de

(1) *Matériaux*, p. p. 170, 173.

(2) *Réflexions*, p. p. 256 et ss.

(3) *Réflexions*, pp. 167 et ss. Sur la notion sorellienne du mythe social, outre les ouvrages précités de M. G. GUY-GRAND, cf. l'étude de M. HENRI MASSIS, dans le *Mercure de France*, 16 février 1910.

(4) *Réflexions*, p. p. 310, 312.

la lutte des classes. Et, dans son évolution ultérieure, Sorel sur bien des points modifiera ses jugements. Son anti-démocratisme demeurera toujours aussi ferme, aussi résolu ; il est le pivot immuable autour duquel sa doctrine désormais tournera (1).

V

Georges Sorel avait pu croire de très bonne foi que ses subtiles variations sur le thème de la violence traduisaient en théories les aspirations et la pensée des militants ouvriers. Il y avait en réalité un abîme entre eux et lui. Tandis que Sorel se préoccupait de culture morale, c'est à des résultats matériels et tangibles que les militants visaient. S'ils préconisaient la révolution et la grève générale, c'était avec l'intention de leur donner une réalité effective et d'obtenir par elles une amélioration des conditions de vie des ouvriers bien plus qu'une élévation de leur niveau moral : Anarchistes d'origine pour la plupart, ils se représentaient la société de l'avenir sous une forme très optimiste et rêvaient d'un état social que caractériseraient, dans l'ordre économique, la diminution du travail, l'abondance des richesses, la facilité de consommation et, dans l'ordre moral, la liberté des relations sexuelles et l'affranchissement de la femme. De telles conceptions étaient aux antipodes de celles de Sorel qui, dans la préface aux « *Réflexions sur la violence* » s'était fait le défenseur du pessimisme social, et qui, dans la préface à l'édition française du livre de Colajanni, avait écrit : « Nous pouvons affirmer que le monde ne deviendra plus juste que dans la mesure où il deviendra plus chaste ». Opposés sur la doctrine, Sorel et les militants ne pouvaient être d'accord sur la tactique (2). De fait, sur deux points importants, le contraste était flagrant. Sorel traitait d'aberration la propagande que les syndicats menaient en faveur des pratiques néo-malthusiennes. Et il condamnait sans embages le sabotage que beaucoup de syndicalistes approuvaient et recommandaient (3). Par ailleurs, le syndicalisme révolutionnaire, en se développant, devait être amené à perdre de son intransi-

(1) *Matériaux*, p. p. 268, 269 ; *Illusions*, p. 272.

(2) Sur les idées des militants syndicalistes. Cf. F. CHALLAVE, *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, Paris Alcau 1908. PATAUD et POUGET, *Comment nous ferons la Révolution*, Paris, Taillandier 1909. Les brochures de P. Delesalle, V. Griffuelhes, V. Méric, Merrheim, Pierrot, Pouget, Yvetot ; et surtout les enquêtes du *Mouvement socialiste*, sur 1^{re} la grève générale et le socialisme (1^{re} série, t. XIII), 2^e l'idée de patrie et la classe ouvrière (2^e série, t. III), 3^e la crise syndicaliste (3^e série tomes V et VI).

(3) *Matériaux*, p. 70.

geance et, pour renforcer sa puissance d'action, à conjuguer ses efforts avec ceux du parti socialiste. Il ne faisait en cela, remarquons-le en passant, qu'obéir à cette loi générale, que Sorel naguère avait mise en lumière, et qui veut que les institutions, quand elles arrivent à leur maturité, abandonnent l'étroitesse sectaire de leurs affirmations premières. Mais Sorel était désormais trop ancré dans son horreur de la démocratie et des partis politiques pour accepter un glissement de ce genre. Et, le directeur du *Mouvement socialiste*, M. Hubert Lagardelle, leur ayant paru s'y prêter, Georges Sorel et M. Edouard Berth rompirent en 1908 toutes relations avec lui (1). En 1910, Georges Sorel avouait, dans l'avant-propos des « *Confessioni* », que le syndicalisme n'avait pas réalisé ce qu'il attendait de lui, et annonçait que le présent ouvrage où il expliquait comment s'étaient formées ses théories syndicalistes était le dernier qu'il consacrerait à cette question (2).

Cependant qu'ainsi s'évanouissait l'affinité qui avait paru un moment exister entre le mouvement ouvrier et la philosophie sorellienne, certains symptômes permettaient de croire que, sur un autre plan, dans un autre milieu social, les idées de Sorel allaient peut-être trouver un écho plus fidèle et de plus grandes chances de réalisation. En 1910, M. Paul Bourget faisait représenter *la Barricade*, qui voulait être une transposition des idées de Sorel à l'usage et pour l'édification de la bourgeoisie. Sorel accueillit cette tentative avec sympathie. Dans un interview que lui prit M. G. de Maizière (3), après avoir dit qu'il n'avait rencontré Bourget qu'une fois dans sa vie, Sorel ajoutait : « Je serais heureux si son grand talent pouvait déterminer la bourgeoisie à se défendre et à abandonner enfin, en face de la courageuse ardeur de l'adversaire, sa coupable et peu glorieuse résignation ». De fait, si nous avons bien pénétré le sens exact de la pensée de Sorel, dans les années où se précise sa philosophie sociale, et s'il est vrai que le fondement de sa sympathie pour le syndicalisme résidait moins dans le caractère ouvrier du mouvement que dans son caractère intransigeant, il n'y avait aucune impossibilité à ce que cette sympathie s'étendît ou se transportât du prolétariat à une autre classe, s'il apparaissait que cette autre classe était

(1) Cf. Johannet *op. cit.*, p. 229.

(2) « Je me sens trop vieux pour attendre des espoirs lointains et j'ai résolu d'employer les années dont je puis encore disposer à approfondir d'autres questions qui intéressent vivement la jeunesse française » ; cité par Johannet, *op. cit.*, p. 205. De même dans une lettre à son traducteur Lanzillo, parue dans le *Giornale d'Italia*, du 20 novembre 1910, Sorel déclare : « J'entends maintenant me consacrer à ces études étrangères au socialisme et qui m'ont toujours préoccupé ». Cité par Johannet, *op. cit.*, p. 217.

(3) *Gaulois* du 11 janvier 1910.

autant ou mieux que la classe ouvrière, animée de l'ardeur belliqueuse et de la fermeté sur lesquelles Sorel fondait ses espérances de rénovation morale.

Entre temps, un disciple de G. Sorel, M. Georges Valois, qui dès 1904-1905 s'était convaincu que « Sorel avait interprété le mouvement syndical contre les leçons de la réalité » (1), avait entrepris d'extraire du sorellisme dûment rectifié et complété une doctrine économique et syndicale réaliste. Cette tentative devait conduire son auteur en 1906 dans les rangs de l'*Action Française*, et il n'est pas sans intérêt de noter que c'est M. Paul Bourget qui, après lecture de l'ouvrage dans lequel M. Georges Valois exposait ses vues (2), lui fit prendre clairement conscience de l'aboutissant de son évolution.

A partir de 1907, un rapprochement se dessine entre les antidémocrates de gauche et ceux de droite. L'organe de ce rapprochement fut la *Revue critique des idées et des livres* où M. G. Valois publie en 1907 les résultats de son enquête « La monarchie et la classe ouvrière » et où Georges Sorel et Edouard Berth, après leur départ du *Mouvement Socialiste*, donnent plusieurs articles. En 1910, le rapprochement s'accroît et on ébauche le projet de création en commun d'une revue *La cité française* dont le comité de direction devait comprendre MM. Georges Sorel, Edouard Berth, Georges Valois et Pierre Gilbert. Le texte de la brochure de propagande qui fut lancée à ce moment a été opportunément reproduit par M. Johannet, dans son étude sur l'« Evolution de Georges Sorel » (3). On y retrouve le pessimisme philosophique, le mépris pour la démocratie, l'invocation à Proudhon. Seulement ces thèmes permanents de la pensée de Sorel s'accompagnent cette fois d'une note nationale et traditionnaliste qui était absente de ses écrits antérieurs. *La cité française* ne vit pas le jour (4), mais l'idée première se réalisa partiellement sous la forme de deux revues distinctes où se retrouve l'inspiration conjointe du nationalisme et du syndicalisme. Au début de 1911, paraît le premier numéro de *l'Indépendance*, fondée par Georges Sorel et M. Jean Variot, avec un comité de direction qui comprenait MM. Emile Baumann, Vincent d'Indy, J. Tharaud et René Benjamin. *L'Indépendance* vécut de 1911 à 1913 (5). Georges Sorel y donna de très nombreux

(1) G. VALOIS, *D'un siècle à l'autre*, p. 208.

(2) Cet ouvrage a été publié depuis sous le titre de *l'Homme qui vient*, 1^{re} édition 1906, édition définitive 1923 (Nouvelle librairie nationale).

(3) *Itinéraires d'Intellectuels*, p. p. 206, 208.

(4) Sur les raisons de cette non-parution cf. la lettre précitée de G. Sorel à M. Lanzillo, dans Johannet, *op. cit.*, p. p. 216, 217.

(5) En 1912, le comité élargi comprend parmi ses membres M. M. Maurice Barrès, Paul Bourget, Maurice Donnay, Elemir Bourges, Henri Clouard, Francis Jammes. En juillet 1913, *l'Indépendance* change complètement de rédaction et de direction.

comptes rendus bibliographiques et quelques grands articles (1). En 1912, apparaissent les « *Cahiers du cercle Proudhon* » qui seront publiés à intervalles irréguliers et en deux séries successives jusqu'en 1914. Ces cahiers étaient l'organe d'un cercle fondé, en 1911, sous l'inspiration de MM. Georges Valois et Henri Lagrange et avec le concours de M. Edouard Berth. Le Cercle Proudhon entendait se placer sous les auspices de Georges Sorel : « Sans Georges Sorel, le Cercle Proudhon ne pourrait exister : il y sera donc toujours honoré et admiré comme un maître » (2) disait M. Henri Lagrange, le 27 mai 1912, à la réunion anniversaire de la fondation du cercle. Et toute cette réunion fut un hommage chaleureux à la pensée et à l'œuvre du maître.

A l'origine, en 1912, les fondateurs du Cercle Proudhon n'avaient mis en commun que leur haine de la démocratie et gardaient par ailleurs des vues politiques très diverses. En 1914, ils étaient d'accord — y compris M. Edouard Berth — pour demander « le rétablissement de la monarchie héréditaire » (3). Dès 1913 d'ailleurs, M. Edouard Berth, préparant l'édition en volume de ses articles du *Mouvement Socialiste*, y ajoutait une préface et des conclusions dans lesquelles il saluait en Maurras et en Sorel « les deux maîtres de la régénération française et européenne » (4).

Mais rien ne nous autorise à penser que G. Sorel soit allé sur ce point aussi loin que M. Edouard Berth. M. Jean Variot nous dit bien, dans ses précieux Souvenirs, que Sorel « ne cachait pas ses sympathies pour l'Action Française » (5), et il est vrai qu'il donna au journal de ce nom un article sur Péguy (6), mais cette

(1) Voici les titres des principaux de ces articles : Le monument de Jules Ferry, I, p. 1 ; L'abandon de la revanche, I, p. 71 ; Lyripipii sorbonici moralisations (à propos d'Agathon : *La nouvelle Sorbonne*) I, p. 111 ; Responsabilités de 1870, I, p. 155 ; L'otage, de Paul Claudel, I, p. 391 ; Sur la magie moderne, II, p. 1 ; Si les dogmes évoluent (à propos de Guignebert : *Evolution des dogmes*), II, p. 33 ; Un critique des sociologues (à propos de Simon Deploige : *Le conflit de la sociologie et de la morale*), II, p. 73 ; A la mémoire de Cournot, II, p. 97 ; Trois problèmes (à propos de ; Daniel Halevy : *Luttes et Problèmes*), II, pp. 221 et 261 ; Urbain Gohier, II, p. 305 ; La rivolta idéale (à propos du livre de Alfredo Oriani publié sous ce titre), III, p. 161 ; Quelques prétentions juives, III, p. p. 217, 277, 317 ; Aux temps dreyfusiens, IV, p. 29.

(2) *Cahiers du Cercle Proudhon*, mai-août 1912, p. 129.

(3) *Cahiers du Cercle Proudhon*, janvier-février 1914, p. 94.

(4) *Les Méfaits des Intellectuels*, p. 264 en note. Cf. cependant les pp. 8-9, où M. Ed. Berth se défend d'être devenu « royaliste ». Mais dans sa réponse à l'enquête de G. Valois sur la monarchie et la classe ouvrière, Jean Darville (pseudonyme transparent de M. Ed. Berth) demande que l'on restaure l'Etat « sous la forme héréditaire traditionnelle antiparlementaire et décentralisée que propose l'Action Française », *Cahiers du Cercle Proudhon*, janvier-février 1914, p. 33.

(5) *Eclair* du 11 septembre 1922.

(6) Numéro du 14 avril 1910.

collaboration n'eut pas de lendemain, et il convient de noter que l'*Indépendance* où écrivait Sorel, si elle eut une teinte nationaliste très nette, ne prit à aucun moment un caractère monarchiste, et que les *Cahiers du Cercle Proudhon* qui eurent ce caractère ne donnèrent aucun article de lui. Nous n'avons donc aucune raison précise de mettre en doute son affirmation plusieurs fois répétée que sa prétendue conversion au royalisme n'était qu'une légende. Au reste, entre l'esprit de l'*Action française* et le sien, il y avait bien des points de friction. A Maurras, Sorel reprochait d'être trop démocrate (1), reproche qui, à première vue, peut sembler paradoxal, mais en réalité ce que Sorel voulait dire, c'est que Maurras, positiviste et intellectualiste, n'avait répudié la démocratie que sous son aspect politique et non dans son fondement philosophique. Maurras, de son côté, nous dit un de ses familiers (2), était « horripilé » par l'obscurité et les bizarreries des idées sorelliennes.

Sorel sans doute se rendit assez vite compte que, du côté de la bourgeoisie et du nationalisme, il avait moins de chances encore de rencontrer des adeptes véritables que dans les milieux ouvriers syndicalistes. M. Johannet nous le montre, en 1914, isolé et « lassé derechef » (3). Il prépare alors la publication en volume d'un certain nombre de ses écrits antérieurs. La dédicace de ce volume semble montrer que c'est à nouveau sur le prolétariat que ses sympathies, un moment flottantes, se concentrent (4). Mais il n'espère plus voir se réaliser, de son vivant, l'affranchissement de la classe ouvrière.

La guerre, en bouleversant le monde, va changer les perspectives et bientôt ranimer ses espérances.

VI

La guerre de 1914 plongea Sorel dans un profond découragement (5). Non qu'il fut adversaire, par principe, de la guerre. Il avait écrit en 1906 qu'une grande guerre étrangère — qu'il croyait

(1) *Matériaux*, p. p. 17, 18 en note.

(2) M. Robert Havard de la Montagne dans l'*Action Française* du 8 septembre 1922. « Mais que de discussions il [M. Paul Bourget] eut avec Maurras, toujours horripilé par Sorel. Cf. ce que dit M. G. Valois du bellicisme nietzschéen professé par M. Ed. Berth à cette époque, *Action Française* du 2 octobre 1922.

(3) Johannet, *op. cit.*, p. 229.

(4) « Que mes chers camarades Paul et Léona Delesalle, acceptent l'hommage de ce livre écrit par un vieillard qui s'obstine à demeurer, comme l'avait fait Proudhon, un serviteur désintéressé du prolétariat. »

(5) Cf. l'article d'Ed. Berth sur « G. Sorel » dans *Clarté*, n° du 15 septembre 1922.

d'ailleurs peu probable (1) — pourrait avoir comme effet de retremper les énergies et d'amener au pouvoir des hommes ayant la volonté de gouverner. Ayant prêché la lutte entre les classes, il était naturel qu'il n'eut pas, à l'égard de la lutte entre nations, les mêmes sentiments que les humanitaires et les pacifistes. Mais en face de la guerre de 1914, Sorel fut tout de suite en défiance. Les Alliés se plaçaient sur le terrain des principes démocratiques, et la démocratie, nous le savons, était devenue sa bête noire : il ne voyait en elle que le masque hypocrite recouvrant de laides réalités ploutocratiques. Aussi estima-t-il que ceux qui luttèrent et moururent pour la cause de l'Entente étaient dupes d'une illusion et victimes de ténébreuses combinaisons bourgeoises et mercantiles (2).

Sorel reprit espoir quand, en Russie, les Bolcheviks arrivèrent au pouvoir (3). En quelle mesure Lénine et Trotsky étaient-ils nourris de la pensée de Georges Sorel ? M. Paul Seippel a émis l'hypothèse que, durant leur séjour en Suisse, ils avaient dû méditer les *Réflexions sur la violence*, mais sans apporter de preuve à l'appui de cette supposition (4). Georges Sorel, tout en déclarant qu'il ne serait pas médiocrement fier d'avoir contribué à la formation intellectuelle d'un homme qui lui semblait être « à la fois le plus grand théoricien que le socialisme ait eu depuis Marx et un chef d'Etat dont le génie rappelle celui de Pierre le Grand » (5), avoue qu'il n'a aucune raison de penser que Lénine ait pris des idées dans ses livres. Et M. Malestsky rapporte que, dans : « Le matérialisme et l'empiro-criticisme », Lénine parlant des gens « capables de penser, uniquement l'absurde » classe dans cette catégorie « l'esprit brouillon bien connu : Georges Sorel » (6). Il est donc pour le moins douteux que Sorel ait eu une influence directe sur les chefs du mouvement bolcheviste. Mais il est, par contre, évident qu'il y a une certaine conformité entre les thèses des *Réflexions sur la violence* et les conditions dans lesquelles s'est faite la révolution russe. Le mouvement bolcheviste s'est placé résolument sur un terrain anti-démocratique. A l'opposé de la Révolution française qui crée le citoyen, l'idéologie bolcheviste met sur le pavois le producteur. Sans doute, ses chefs sont des intellectuels et non des ouvriers, mais Sorel n'avait-il pas naguère, à propos de Marx et

(1) *Réflexions*, p. p. 110 en note de *Insegnamenti sociali*, p. 388.

(2) Ed. DARVILLE, *La Révolution en pantoufles*, Clarté, numéro 6 du 15 novembre 1922, p. 14. Cf. l'avertissement pour la 3^e édition de *L'Introduction à l'Economie moderne*, III, IV.

(3) M. R. Johannet raconte qu'en 1916, Sorel lui dit : « Le tsar finira sur la potence ».

(4) Dans un article du *Journal de Genève*, numéro du 4 février 1918.

(5) Appendice III aux *Réflexions sur la Violence*, 4^e édition, p. 442.

(6) Malestsky. GEORGES SOREL, *L'internationale communiste*, numéro 24, p. 87.

d'Engels, admis que les hommes très supérieurs échappent aux liens de classe et qu'ils peuvent donc, quoique bourgeois, s'élever jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique. Sans doute aussi, le mouvement bolcheviste est dans une large mesure conduit par des Israélites et Sorel, à l'époque où il collaborait à l'*Indépendance*, était devenu violemment anti-sémite. Mais il concilie élégamment anti-sémitisme et bolchevisme en mettant sur le compte des Juifs ce qu'il y a d'excessif et de condamnable dans les événements russes : c'est ainsi qu'il les rend responsables du caractère terroriste et sanguinaire que la dictature bolcheviste a prise à un certain moment, contre le gré, dit-il, de Lénine. Sorel regrette expressément que l'on ait eu recours à la répression brutale (1) et n'est point en cela en contradiction avec ses *Réflexions sur la violence*, puisque, nous l'avons signalé, c'est une violence psychologique et symbolique qu'il prêchait alors, dégagée autant que possible de toute effusion de sang.

Quoi qu'il en soit, l'affinité entre la révolution russe et les thèses sorelliennes est incontestable. Aussi bien a-t-on vu se fonder en Russie des Cercles et des Clubs Sorel ornés de son buste (2). Et il n'est pas surprenant que Sorel, de son côté, ait salué avec enthousiasme la victoire des bolchevicks. « Il faut être aveugle, écrit-il dans le post-scriptum à l'avant-propos des *Matériaux d'une théorie du prolétariat* pour ne pas voir que la révolution russe est l'aurore d'une ère nouvelle » (3). Toutefois Sorel ne paraît pas avoir eu grande confiance dans la viabilité du régime soviétique. Pessimiste par nature, il craignait fort que l'Entente, grâce aux moyens d'action et de corruption dont elle disposait, ne parvint à écraser le bolchevisme (4). Mais, moraliste impénitent, en même temps qu'il maudissait la victoire probable de l'argent sur l'idée, il conservait l'espoir que cette victoire « frelatée » serait sans lendemain et, recourant à ces rapprochements historiques qu'il affectionnait, Sorel comparait la lutte entre la Russie et l'Entente aux combats de jadis entre Rome et Carthage : Rome, ici, c'était la Russie apportant au monde une civilisation nouvelle et destinée finalement à triompher (5), ou encore il assimilait les révolutionnaires russes aux premiers chrétiens et pensait que le sang des martyrs « cette fois encore serait fécond ».

(1) *Réflexions*, p. p. 449, 450 en note.

(2) *Revue Universelle*, 15 septembre 1922, cité par Guy-Grand, article précité de la *Grande Revue*, p. 312 en note.

(3) *Matériaux*, p. 53.

(4) *Réflexions*, 4^e édition pp. 452-453 ; *Illusions du progrès*, 4^e édition p. p. 383-384 ; *Matériaux*, 2^e édition, p. p. 52-53.

(5) *Réflexions*, p. 453.

En somme, à la fin de sa vie, Sorel demeure ce qu'il a toujours été : un pessimiste qui espère. Il n'ignore pas que le « chemin de la délivrance » est escarpé et semé de mille embûches : vieillard qui se sent proche du tombeau, il sait qu'il ne verra pas cette délivrance. Mais il a confiance qu'elle se fera un jour et c'est du côté de l'Orient de l'Europe qu'il croit voir apparaître les premières lueurs de l'aurore. M. Edouard Berth évoquant une entrevue qu'il eut avec Sorel, alors que celui-ci était déjà très affaibli par la maladie, rapporte qu'il suffisait « de réveiller en lui l'espérance socialiste pour le voir s'animer de nouveau d'une flamme sans pareille » (1).

VII

Quelques semaines après la mort de Sorel, Mussolini entraît triomphalement dans Rome et la dictature fasciste s'établissait en Italie. Avec elle et par elle on peut dire que la doctrine sorellienne, transposée sur le plan national, devenait une réalité. En un sens, le fascisme a des rapports plus étroits que le bolchevisme avec les idées de G. Sorel. Le lien direct de filiation, douteux pour le bolchevisme, est certain pour le fascisme. Mussolini et Sorel avaient été en relations avant 1914, et il semble que Sorel ait eu une véritable divination du rôle que Mussolini devait jouer. M. Jean Variot rapporte en effet que Sorel, un jour, vers 1912, lui aurait dit : « Notre Mussolini n'est pas un socialiste ordinaire. Croyez-moi : vous le verrez peut-être un jour à la tête d'un bataillon sacré saluer de l'épée la bannière italienne. C'est un Italien du xv^e siècle, un condottière ! On ne le sait pas encore, mais c'est le seul homme énergique capable de redresser les faiblesses du gouvernement » (2). De son côté, Mussolini, dans un article de revue, aurait, nous apprend M. D. Russo (3), placé Sorel au-dessus de Marx. Tous les commentateurs autorisés de la doctrine fasciste signalent d'ailleurs qu'elle est pour une part d'inspiration sorellienne : cela est visible dans le mépris qu'elle affiche pour le socialisme politique, dans le dédain qu'elle montre pour le parlementarisme (4), dans l'attention qu'elle porte au syndica-

(1) Article précité de *Clarté*, p. 495.

(2) Article précité de *l'Éclair*, numéro du 11 septembre 1922.

(3) D. Russo, *Mussolini et le fascisme*, Paris, Plon, 1923, p. 59.

(4) PIETRO GORGOLINI, *Le Fascisme*. Paris, Nouvelle librairie nationale 1923, p. p. 23-24. CURZIO SUCKERT. *L'Europe vivante, théorie historique du syndicalisme national*. Edition de la Voce. Florence 1923. BENJAMIN CRÉMIEUX, *Les origines spirituelles du fascisme. Europe nouvelle*, 29 décembre 1923, p. p. 1663-1664. M. B. Crémieux cite cette phrase de C. Suckert : « La nouvelle morale fasciste naît de la morale sorellienne, mais elle s'en

lisme. Ces thèmes, il est vrai, ont chez Mussolini, une autre résonance que chez Sorel, parce qu'il les met au service d'une cause différente. L'idéal poursuivi, ce n'est plus l'affranchissement du prolétariat, c'est la grandeur de la patrie italienne. Et Mussolini rejette comme périmée l'idée de lutte de classes, en même temps qu'il étend le syndicalisme à toutes les catégories sociales. Mais nous savons déjà que Sorel, à un certain moment, n'a pas été très éloigné d'admettre pour sa doctrine une interprétation de cet ordre (1). En tous cas c'est un fait que beaucoup de ceux qui se disaient ses disciples — et Sorel a toujours été plus lu en Italie qu'en France — ont pu passer sans difficulté du socialisme au fascisme. M. Lanzillo lui-même, traducteur et biographe de Sorel, est devenu un des lieutenants de Mussolini.

VIII

Si nous avons réussi à mettre en lumière ce qui fait l'unité profonde de la pensée de Georges Sorel et ce qui en explique l'évolution tourmentée, nous n'aurons pas de peine à montrer en quoi sont erronées ou incomplètes certaines interprétations qui ont été données de sa doctrine.

Dans une thèse de doctorat, d'ailleurs intéressante, M. Gaston Serbos présente l'œuvre de Georges Sorel comme une application, sur le plan de l'économie politique, de la philosophie bergsonienne et comme une photographie des aspirations ouvrières. Il me semble que sur ces deux points, il y a de sérieuses réserves à faire.

On fausse, me semble-t-il, la pensée de Sorel et on en diminue l'originalité quand on met au premier plan la part de bergsonisme qu'elle comporte. Sans doute, Sorel admirait fort Bergson (2). Il a suivi assidûment ses cours du Collège de France. Les *Réflexions sur la violence* sont pleines de réminiscences bergsoniennes et Bergson a déclaré que Sorel lui paraissait avoir

détache à temps en transformant le concept de classe sociale en concept de classe nationale et le fondement économique en fondement historique.»

(1) D'après M. Jean Variot (art. précité de l'*Eclair*) Sorel en 1911 concevait un syndicalisme qui ne serait pas exclusivement ouvrier et qui mettrait la classe ouvrière à sa vraie place « par rapport aux autres classes qui doivent aussi travailler et se développer ».

(2) Cf. Bouglé, *Syndicalistes et bergsoniens*, *Revue du mois*, avril 1909. pp. 403 et ss. GUY-GRAND, *Philosophie syndicaliste*, p. 37. Sur les rapports entre le sorellisme et le bergsonisme, on consultera utilement l'étude de M. GEORGES DUMESNIL, dans *l'Amitié de France*, février-avril 1912 et la thèse de M. A. ESQUERRE, *Le Neosyndicalisme et le mythe de la grève générale* (Bordeaux 1913).

très bien compris ses théories (1). Mais Sorel n'a été en somme demander à Bergson que des illustrations et des confirmations pour des thèses qui, dès avant 1900, étaient, au moins à l'état latent, dans son esprit. Ce qui doit à Bergson, ce sont surtout des images, telles que celle des mythes sociaux, qui ont fait beaucoup pour le succès de ses doctrines, mais qui n'en constituent pas l'essentiel. Si l'on veut indiquer les inspireurs véritables de Sorel, c'est beaucoup plutôt Proudhon et Marx qu'il faut citer. Et, des deux, il me paraît incontestable que c'est Proudhon qui a été son plus authentique maître (2). Pourtant, Sorel est aux antipodes de certains aspects de la pensée proudhonienne. Il n'a de Proudhon ni la foi rationaliste, ni l'esprit démocratique, ni les tendances réformistes. Mais cela ne diminue point son admiration pour Proudhon, parce qu'il estime, d'accord en cela avec un autre proudhonien, M. Daniel Halevy (3), que ce sont là des côtés superficiels de la pensée de Proudhon, et qui ont tenu de moins en moins de place dans son œuvre à mesure qu'il conquerrait sa pleine originalité pour devenir le prophète du fédéralisme économique et du socialisme ouvrier. Et surtout, ce qui chez Proudhon a toujours attiré Sorel, c'est la place qu'il donne aux préoccupations morales. Plus on essaie de pénétrer la pensée de Sorel, plus on se convainc que le moralisme est sans doute le trait le plus caractéristique de son tempérament et de son œuvre. Et précisément parce que Sorel a été avant tout un moraliste, il ne me semble pas non plus exact de croire qu'il a été, ce que peut-être il a cru être, l'enregistreur passif des sentiments ouvriers. C'est à tort que M. Georges Valois (4) nous le donne comme regardant la vie sociale à la manière dont l'entomologiste Fabre observe les insectes. M. Edouard Berth répond justement que Sorel n'avait rien d'un observateur impassible de la mécanique sociale, qu'il était « un passionné et une âme de feu » (5). Ce moraliste passionné a pu commettre bien des erreurs et bien des injustices et ce n'est certes pas à lui qu'il faut demander une appréciation équitable des hommes et des choses. Mais, qu'il ait eu des éclairs vraiment prophétiques, qu'il ait émis sur les problèmes sociaux de notre temps des vues parfois géniales, qu'il ait discerné avec une étonnante acuité certaines des perspectives qui allaient s'ouvrir,

(1) « Georges Sorel est, ce me semble, un esprit trop original et trop indépendant pour s'enrôler sous la bannière de qui que ce soit ; ce n'est pas un disciple. Mais il accepte quelques-unes de mes vues, et quand il me cite il le fait en homme qui m'a lu attentivement et qui m'a parfaitement compris ». Extrait d'une lettre de M. Bergson à M. Gilbert Maire, reproduit par celui-ci dans son article précité des *Cahiers du Cercle Proudhon*, p. 65.

(2) Contra Malestzky, *art. cit.*, p. 97.

(3) Cf. *Indépendance*, 15 mars 1913, p. 38, et *Matériaux*, p. 242.

(4) *D'un siècle à l'autre*, p. 136.

(5) Article précité de *Clarté*, p. 495.

c'est ce qui me paraît suffisamment établi par le fait que les deux mouvements politiques et sociaux les plus importants de ces dernières années, le bolchevisme et le facisme, peuvent se réclamer de lui. A première vue, la vie de Georges Sorel paraît n'avoir été qu'une succession de recherches infructueuses et de tentatives avortées. Un examen plus approfondi et plus large montre qu'au moment même où ses espérances semblaient démenties par les événements, les idées qu'il avait lancées germaient lentement sous terre (1). Assurément ces idées, en se réalisant, sont destinées à perdre la netteté de contour et l'âpreté de forme que Sorel leur avait données. Mais cette âpreté même, signe du feu qui l'animait, garde une valeur symbolique. Elle nous enseigne qu'il n'y a de mouvements sociaux durables que là où il y a un enthousiasme et une flamme. Cette flamme, les notions de patrie et de classe, sont-elles en mesure aujourd'hui de l'allumer et de l'entretenir ? si la partie doit finalement se jouer entre elles, laquelle l'emportera ? laquelle fournira le point de cristallisation de l'ordre social de demain ? Ingénieur et moraliste, Georges Sorel eut sans doute répondu que ce sera celle qui se révélera le plus capable, à la fois, d'assurer la satisfaction des besoins matériels et de nourrir l'élan des âmes, et sur qui pourra se fonder une société économiquement progressive et moralement renouvelée.

GAETAN PIROU,

Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.

(1) Il semble que Sorel s'en soit parfois douté. Cf. ces lignes des *Matériaux* (p. 286) : « De nouvelles séries de hasards ont été peu favorables au progrès des idées que j'ai proposées sur le syndicalisme ; mais j'ai des raisons de croire que les doctrines des *Réflexions sur la violence* mûrissent dans l'ombre ».

ANALYSES & COMPTES RENDUS

C. BOUGLÉ. — *De la sociologie à l'action sociale* (Paris, Presses Universitaires, 1923 ; in-12, 192 p.)

M. C. Bouglé a réuni, dans ce petit volume, six conférences traitant de pacifisme, de féminisme et de coopération. Homme de science en même temps qu'homme d'action, il unit, dans ces études, l'analyse théorique aux préceptes pratiques et l'on y retrouve quelques-unes des démonstrations et des conclusions que l'auteur a déjà fortement établies dans ses travaux antérieurs sur les idées égalitaires, ou sur la valeur scientifique des principes démocratiques.

Fidèle à la morale solidariste, M. Bouglé montre en elle le véritable support et l'animatrice de toute la vie sociale ; dans l'ordre politique, elle légitime à la fois le pacifisme qui implique l'entente mutuelle pour faire vivre la « Société des nations », chère à toute la tradition démocratique de notre pays ; elle justifie, de même, dans l'ordre économique, la coopération, dont le programme, loin d'opposer comme on le dit parfois, producteurs et consommateurs, les unit dans l'idée que leurs intérêts sont communs et doivent être défendus par une bonne organisation du travail.

Le livre de M. Bouglé, riche en idées, en documents, en formules bien venues, peut compter comme un excellent instrument de culture sociale.

Roger PICARD.

*
* *

Emile CHÉNON. — *Les démembrements de la propriété foncière en France avant et après la Révolution*, 2^e édition, Paris, Léon Tenin, 1923, 8°.

M. Chénon vient de publier une seconde édition de la remarquable thèse qu'il avait présentée à la Faculté de Paris en 1881 et qui est devenue un de ces ouvrages classiques que tout historien et jurisconsulte doit connaître. Dans cette seconde édition, l'auteur a tenu compte d'un certain nombre de travaux importants parus dans ces 30 dernières années, par exemple, du judicieux travail de M. Meynial sur la théorie du double domaine, du grand ouvrage de M. Olivier Martin sur la coutume de Paris et des pénétrantes études de droit régional comme celles de M. Génestal et de ses élèves sur les tenures normandes. L'ancienne thèse de M. Chénon s'est, d'autre part, retrouvée rajeunie par suite de l'apparition de lois nouvelles sur l'emphytéose, sur le domaine congéable et enfin sur le bail à comptant, qui a suscité, dans ces dernières années, une abondante littérature (notamment la monographie de M. Grand).

Sauf ces additions et quelques retouches de détail, l'auteur a maintenu l'allure générale et les conclusions de sa thèse d'il y a 43 ans, et notam-

ment la grande division de son sujet en deux parties : droit ancien et droit moderne (depuis la Révolution).

Après un exposé théorique sur la nature des droits réels, M. Chénon aborde la première partie de son étude en nous montrant comment, dans la conception romaine, la notion du droit réel est si nettement distincte de celle du droit personnel. Le démembrement de la propriété est à Rome quelque chose d'exceptionnel. Néanmoins, c'est en droit romain qu'apparaissent les prototypes des démembrements de la propriété qui survivront jusqu'à nos jours : les servitudes ; l'emphytéose ; la superficie. Au Moyen-âge, la distinction romaine si nette entre le droit de créance et le droit réel s'atténue : on voit se développer l'obligation *propter rem*, c'est-à-dire l'obligation personnelle résultant pour le détenteur d'un bien de la possession de ce bien.

Le régime féodal est presque entièrement basé sur cette idée. Les développements des baux perpétuels, conséquence en partie du régime féodal, s'explique également par des causes économiques et sociales : ces baux permettaient de mettre en valeur certaines terres incultes, de faire produire à un capital des revenus à une époque où le prêt à intérêt était prohibé : ils servaient enfin à perpétuer la supériorité sociale d'une famille dans une région. Aussi s'explique-t-on pourquoi les divers types de locations perpétuelles étaient devenus le droit commun de la propriété foncière à la veille de la Révolution.

Ne voulant pas se perdre dans toutes les variétés régionales, l'auteur ramène à trois types les démembrements de la propriété foncière : 1° La directe ; 2° la rente foncière ; 3° les servitudes.

Ecartant avec raison les servitudes (1), M. Chénon limite son exposé aux deux premiers types. En ce qui concerne la directe, il nous montre comment s'est formée dans la doctrine la décomposition de la propriété (domaine) en domaine direct appartenant au seigneur et domaine utile au tenancier (vassal ou censitaire). L'évolution a accentué les droits du titulaire du domaine utile et a atténué ceux du résultat du domaine direct (2). A la veille de la révolution, c'était le titulaire du domaine utile qui était, en fait, considéré comme le véritable propriétaire. Après cet exposé doctrinal, M. Chénon passe en revue les principales variétés de directes : la directe féodale, la directe censuelle, la directe privée ; la féodale, qui confère au seigneur non seulement des droits

(1) Les servitudes sont-elles véritablement des démembrements de la propriété, M. Cuq (Institutions juridiques des Romains, 1917, p. 333) paraît soutenir la négative. Si l'on admet ce point de vue, M. Chénon a eu raison de les écarter de son sujet, mais il serait inexact de croire que l'étude des servitudes est dénuée d'intérêt historique : les conceptions romaines de la servitude ont été modifiées dans notre ancien droit soit par suite de la coutume (mitoyenneté p. ex.) soit par suite d'un mouvement doctrinal (théorie des servitudes continues et apparentes de la distinction du père de famille etc.,...).

(2) Nous nous permettrons, sur ce point, de donner aux textes cités par M. Chénon une interprétation différente de celle qu'il donne. Il nous semble qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre l'expression de Dumoulin qui assimile le fief à une servitude ; si Dumoulin emploie une comparaison familière aux feudistes italiens, il ne faut pas oublier que la doctrine française depuis le xiv^e siècle s'était nettement séparée de la doctrine italienne et avait affirmé le principe de la patrimonialité du fief. Dumoulin, (des fiefs, § 1, glose 1, n° 104), considère le vassal comme un propriétaire (*ibidem*, § 55 glose, 2 n° 1 et 2).

pécuniaires et le droit de reprendre le fief dans certaines hypothèses, mais aussi des droits honorifiques et le droit d'exiger la fidélité du vassal ; la directe censuelle, conférant seulement, au seigneur, des avantages purement pécuniaires (redevances annuelles ou casuelles), mais ne créant plus aucun lien de sujétion du tenancier par rapport au seigneur. Le cens n'était d'ailleurs que purement reconnaîtif et la valeur économique du fonds était représentée par le surcens. La tenure à cens était le mode de tenure le plus répandu à la fin de l'ancien régime. Enfin la directe privée ou directe emphytéotique, appartenant au bailleur dans les baux à longue durée ou dans les baux perpétuels et lui conférant droit à des redevances et à des ressources casuelles, à l'encontre du preneur qui recevait en échange le domaine utile du fond loué.

Quant au bail à rente foncière, c'était un contrat par lequel une personne cédait à une autre un immeuble (fief, censive ou alleu) à charge d'une redevance annuelle dont il était possible de se libérer en déguerpissant, mais qui incombait alors au futur détenteur du bien. A l'origine, la vente foncière était irrachetable et jusqu'à la fin de l'ancien régime elle conservera ce caractère, mais dès le ^{xv}^e siècle, afin d'empêcher certains immeubles urbains d'être démesurément grévés, les rois avaient décidé que les rentes foncières portant sur ces immeubles seraient rachetables.

Naturellement, ces principaux types de démembrement de la propriété ont varié à l'infini dans chaque province, et M. Chénon, suivant un ordre géographique, nous promène à travers toutes les variétés de tenures provinciales adaptées au besoin de chaque région. Au point de vue économique, cette partie de l'ouvrage de M. Chénon est une des plus intéressantes : L'auteur s'est borné à faire un exposé purement objectif des divers types régionaux en montrant, chemin faisant, comment dans certaines villes (Caen, Nevers), les tenanciers ont réussi pratiquement à s'affranchir de la directe du seigneur, et comment, au contraire, dans les campagnes, il y a une véritable association d'intérêt, entre le seigneur et le paysan. Ici, le seigneur assure un logement à un paysan, à charge de cultiver la terre (case-ment). Là, il lui concède des biens, à charge de lui livrer une quote-part des fruits (Champart, bail à complant). Ailleurs, il cède la superficie à un tenancier et est obligé de l'indemniser des plus-values apportées à son immeuble s'il lui donne congé (bail à domaine congiable).

Ayant ainsi décrit avec limpidité toutes ces nuances du droit de l'ancien régime, M. Chénon passe à l'étude du droit moderne. Il examine, avec la plus grande impartialité, la série des décrets des assemblées révolutionnaires qui ont aboli la féodalité et les critiques qu'il leur adresse sont dans l'ensemble justifiées. L'auteur montre l'importance de la Révolution dans l'histoire de la propriété française. A la fin de l'ancien régime, les paysans se considéraient comme les véritables propriétaires des terres qu'ils cultivaient depuis de nombreuses générations. Le régime féodal leur paraissait une pure tyrannie. Aussi, dès le lendemain de la prise de la Bastille, voit-on se produire dans toute la France, une véritable jacquerie. C'est afin de l'enrayer que, sur la proposition d'un certain nombre de députés de la noblesse, l'Assemblée Constituante décrète, dans la fameuse nuit du 4 août 1789, l'abolition des droits féodaux. Le principe posé le 4 août fut, d'une application difficile et M. Chénon nous montre par quelles étapes successives, le régime féodal fut définitivement aboli. Ce fut d'abord le décret du 11 août 1789, qui distingua parmi les droits féodaux, ceux qui tenaient à la main-morte ou au servage et ceux qui avaient le caractère sim-

plement foncier. Les premiers étaient abolis, les seconds étaient déclarés simplement rachetables. Ce décret du 11 août était imprécis et pour l'interpréter, Merlin proposa de distinguer entre la féodalité dominante et la féodalité contractante. Ne devaient être maintenus que les droits féodaux pouvant se justifier par les clauses d'un contrat. C'est ce principe qui fut appliqué dans le décret du 15 mars 1790. Quant aux conditions du rachat des droits féodaux maintenus par la Constituante, elles furent réglementées par le décret du 3 mars 1790, qui posa en principe que le rachat devait être fait par les particuliers intéressés, sans l'intervention, ni de l'Etat, ni des communes, ce qui, pour M. Chénon, apparaît comme de la plus grande imprudence.

L'abolition du régime féodal devait fatalement entraîner l'abolition des tenures perpétuelles, qui était également réclamée par les économistes. Le décret du 11 août 1789 les avait classées dans les droits rachetables. Le décret du 28-29 décembre 1790 alla plus loin : A l'avenir, il serait interdit de contracter des baux ou locations de plus de 99 ans. Tous les anciens locataires perpétuels allaient devenir, en vertu de ces décrets, propriétaires de leurs tenures.

Bien que ces divers décrets aient souvent procédé à de véritables expropriations, sans indemnité, de propriétaires fonciers, au profit de leur tenanciers, ils ne furent généralement pas très bien accueillis dans les provinces car la plupart des droits féodaux apparaissaient maintenus comme droits fonciers. Aussi la jacquerie continua-t-elle. Sous l'Assemblée Législative une tendance plus radicale se fit jour. Le décret du 18 juin 1792, déclara qu'en principe les droits casuels, soit censuels, soit féodaux, seraient abolis sans indemnités. Après la chute de la royauté, le 25 août 1792, l'Assemblée alla encore plus loin et déclara abolies les redevances dues à des ci-devant seigneurs féodaux. Puis la Convention, par décret du 17 juillet 1793, ordonna le brûlement des titres féodaux. La rente foncière seule était maintenue rachetable, à condition que les contrats qui la constataient ne fussent pas entachés de féodalité. La directe féodale et la directe censuelle étaient donc désormais définitivement abolies. La directe privée allait elle-même disparaître dans les décrets hypothécaires du 9 Messidor an III et du 11 brumaire an VII, qui refusèrent tout effet translatif de droit réel aux baux de longue durée.

A l'époque du Directoire, une réaction se produisit : on s'aperçut qu'un certain nombre de propriétaires avaient été véritablement spoliés par la législation révolutionnaire. La loi, du 9 brumaire an VI, remédia à ces iniquités en ce qui concerne les locataires perpétuels du Languedoc et les tenanciers à domaine congéable de Bretagne qui furent désormais considérés comme de simples tenanciers, un avis du Conseil d'Etat du 4 thermidor an VIII, appliqua une solution analogue en ce qui concerne le bail à comptant.

Lors de la promulgation du Code civil, on consacra les dispositions des lois de l'an III et de l'an VII, qui avaient considéré les rentes comme de simples meubles. Néanmoins, avant de procéder à la publication du Code, on tenta de donner aux rentes foncières le caractère d'immeubles, Malleville montra que cette solution faciliterait les défrichements de certaines contrées, mais, devant la crainte de favoriser par une semblable disposition le rétablissement du régime féodal, on adopta les dispositions de l'art. 530, le dernier en date du Code civil, qui reconnaît le caractère mobilier des rentes foncières.

Le Code civil ne reconnaissait donc plus que deux sortes de démembrements de la propriété, les droits réels de jouissance et les servitudes. Aux droits réels de jouissance énumérés dans le Code, M. Chénon ajoute l'emphyteose à laquelle une jurisprudence consacrée par la loi du 25 juin 1902, a reconnu le caractère de droit réel (1). Quant au bail à domaine congéable, maintenu par les lois révolutionnaires, il avait le caractère hybride de vente de superficie et de bail à ferme. La loi du 8 février 1897, qui n'est intervenue qu'afin de permettre aux domaniers, malgré toute clause contraire, de donner congé de leur domaine en profitant de la plus-value donnée au fond, n'a été, en réalité, qu'une loi de circonstance qui n'a aucunement précisé le caractère juridique de l'institution. Enfin, quant au bail à complant qui s'était conservé dans le pays Nantais, il n'était pas considéré au XIX^e siècle comme conférant au preneur un droit réel, mais à la suite de la crise du phylloxera, des propriétaires ayant voulu expulser les preneurs de leurs vignes, à raison de la perte de la chose louée, les vigneron soutinrent qu'ils avaient un véritable droit réel sur les vignes baillées à complant. La loi de 1898, ayant donné satisfaction à ces revendications, le droit du preneur à complant est aujourd'hui assez voisin de celui de l'emphytéote.

Mais en dehors de ces innovations législatives, M. Chénon nous montre qu'il n'est pas possible de créer, par simples conventions, de nouveaux démembrements de la propriété, la liste des droits réels du Code civil étant limitative.

Telles sont dans l'ensemble les conclusions de l'auteur. Nous ne pouvons que témoigner notre admiration pour le jeune docteur de 1881, devenu aujourd'hui une des lumières de la science historique du droit et qui peut, après une longue carrière, donner une seconde édition de sa thèse en n'y apportant que de très légères retouches. On peut estimer heureux qu'il n'était pas encore de mode à cette époque de faire des thèses sur de petits sujets bien limités, qui développent plus chez les jeunes gens, le goût de l'érudition que la recherche des idées générales. En quelques pages, M. Chénon, à peine sorti de l'école, a pu brosser un tableau saisissant et vivant de cette grande réforme foncière, accomplie par la Révolution Française : l'abolition du régime féodal.

Edgar BLUM.

*
* *

Jacques DECOURCELLE. — *La condition des Juifs de Nice au XVII^e et au XVIII^e siècle*. Paris, Presses Universitaires de France, 1923, 8°.

De nombreux témoignages d'historiens nous attestent l'existence d'un important groupement Juif à Nice, au Moyen-âge, mais les documents d'archives nous fournissent des renseignements particulièrement abondants, à partir du XVI^e siècle. A cette époque, l'ancienne colonie se trouve renforcée par un afflux de population venu de Rhodes, d'Oran et de

(1) M. Chénon a borné son étude au droit français. Il est intéressant de noter la renaissance de l'emphyteose dans le droit contemporain ; suivant la méthode de certains canonistes et de certains post-donateurs, on a utilisé l'emphyteose dans le droit des gens pour tourner les prohibitions d'aliéner (pour tourner en Chine le respect de l'intégralité territoriale, en Russie soviétique le principe de la nationalisation).

Hollande. Après avoir nettement mis en lumière, les différentes phases de l'histoire des Juifs de Nice, depuis le XVII^e siècle, période de liberté relative jusqu'au début du XVIII^e siècle, qui ouvre une nouvelle ère de mesures vexatoires, l'auteur analyse les différentes particularités de la condition des Juifs Niçois, à la fin de l'ancien régime.

Les Juifs sont tolérés seulement à Nice : ils sont dans la nécessité d'avoir un sauf conduit pour résider dans cette ville. Les ordonnances des ducs de Savoie, comportent contre eux toute une série de dispositions humiliantes : l'obligation d'être parqués dans un ghetto, celle de porter un signe distinctif sur leurs vêtements, celle de soumettre au contrôle de la justice les lettres hébraïques, l'interdiction des serviteurs chrétiens, la prohibition de posséder des immeubles, la défense de porter des armes, l'impossibilité d'avoir accès aux fonctions publiques, ou aux professions libérales, sauf celles de médecins ou chirurgiens.

Malgré toutes ces restrictions à leur liberté, les Juifs de Nice, dont un grand nombre étaient commerçants ou banquiers, formaient une classe riche et puissante. L'autorité avait dû leur concéder un certain nombre de privilèges, sur lesquels un magistrat, le conservateur des privilèges des Juifs, avait spécialement pour mission de veiller. Les ducs de Savoie leur avaient reconnu le droit d'exercer librement leur culte et de sanctifier leurs jours de fête, ils avaient interdit aux chrétiens de troubler les cérémonies religieuses des Juifs, de convertir de force leurs enfants. Les Juifs de Nice jouissaient de l'exercice de la plupart des Droits civils. Bien que leur état-civil n'eût pas été réglementé avant 1789, les constitutions ducales reconnaissaient l'entière validité des mariages contractés sous l'empire de la loi mosaïque, même si plus tard, un des conjoints se convertissait au Christianisme. La puissance paternelle, la tutelle, les successions des Juifs étaient régies par le droit romain, droit commun de la province. On leur avait reconnu le droit de posséder des esclaves, mais ceux-ci devenaient libres du jour où ils avaient reçu le baptême. Les contrats de vente entre Juifs et Chrétiens étaient soumis en principe au droit commun ; les contrats de prêt et particulièrement les prêts sur gage avaient fait l'objet d'une législation minutieuse destinée à établir le contrôle de l'autorité, mais dans la pratique, les dispositions des ordonnances ducales sur cette matière semblent avoir été lettres mortes.

Considérés dans leur ensemble, les Juifs de Nice, formaient une véritable personne morale, une Université ayant ses magistrats, ses conservateurs, rabbins et massiers, avec une organisation tout à fait comparable à celle d'une paroisse. En Assemblée générale, l'Université des Juifs approuvait le budget de la commune et assurait l'entretien du culte. Le groupement des Juifs en Université avait été favorisé par les ducs et la Municipalité, qui avait vu là un moyen commode de recouvrement des impôts dus par les Juifs.

EDGAR BLUM.

*

* *

René GONNARD. — *Histoire des doctrines de la population* (Paris, Nouvelle Librairie Nationale 1923 ; in-12, 354 p.).

Les économistes qui étudient la théorie de la population, témoignent assez peu d'intérêt, pour les auteurs ayant écrit sur ce sujet avant Malthus. Le livre de M. René Gonnard leur apprendra l'injustice de ce dédain.

Avec une érudition patiente, il a recherché jusque dans l'antiquité, et chez tous les peuples, les ouvrages consacrés à la population et dans une suite de chapitres où il classe les auteurs par nationalités, M. Gonnard donne l'analyse, relevée çà et là de quelques observations critiques, de la pensée des économistes que préoccupait le problème de la surpopulation ou celui de la dépopulation.

La dernière partie de son ouvrage est consacrée à Malthus, à ses émules et à ses critiques. Une courte conclusion résume les principaux traits de toutes ces doctrines sans que l'auteur nous fasse connaître celle à laquelle vont ses préférences.

L'ouvrage de M. Gonnard constitue un inventaire minutieux et copieux des doctrines de la population ; il offre une abondance de documents, dont il est à souhaiter que l'auteur lui-même tire parti quelque jour pour nous donner une théorie générale de la population plus complète et plus compréhensive que celle de ses devanciers.

R. P.

*
* *
*

René HOFFHERR, chargé de conférences à la Faculté de droit de Lyon. — *Le boycottage devant les Cours anglaises* (1901-1923), t. IV, de la Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé de Lyon, 1 vol. in-8 de 180 pages, Paris, Giard, 1923, fr. 10.

Dans ce volume, M. Hoffherr poursuit l'enquête instituée par l'Institut de Droit comparé de Lyon, sur les décisions régulatrices de la politique du travail et du commerce des Juges anglais, enquête qui avait déjà donné lieu à l'intéressante étude de M. J. Fouilland sur l'affaire *Allen v. Flood*, le boycottage, les listes noires et les autres instruments de contrainte syndicale devant la loi civile.

Après avoir dans une rapide introduction, défini le boycottage et son régime légal en Angleterre, l'auteur dégage les deux courants principaux de la jurisprudence britannique, telle qu'elle se manifeste dans les arrêts rendus à l'occasion du fameux *Mogul Case*, dans l'affaire *Allen v. Flood* et dans l'affaire *Quinn v. Leatham*.

M. Hoffherr analyse donc les mesures de défense judiciaire contre la contrainte syndicale jusqu'à l'arrêt *Quinn v. Leatham*, du 5 août 1901, « considéré comme l'expression la plus parfaite de l'effort représsif des Tribunaux ». Il présente ensuite, au cours d'une analyse critique, les arguments de technique juridique et d'utilité sociale invoqués par les juges dans cette affaire, et s'efforce de montrer comment certains excès de raisonnement des juges ont provoqué les dispositions législatives du *Trade Disputes Act*. Il continue par un exposé des principales décisions de la jurisprudence anglaise depuis le *Trade Disputes Act* jusqu'à l'heure actuelle. Il termine par d'intéressants aperçus sur le régime juridique du boycottage aux Etats-Unis et en France, et permet ainsi d'intéressantes observations de jurisprudence comparée.

L'auteur a eu l'heureuse idée de compléter cette étude par le texte même de l'arrêt *Quinn v. Leatham* et des « opinions » des 5 juges qui se sont prononcés dans cette affaire, le comte de Halsbury, lord chancelier, lord Mac Naghten, lord Brampton, lord Lindley, et lord Shand. On sait que les juges anglais comme les juges américains prononcent séparé-

ment les attendus de leurs décisions et que leurs « opinions » ont souvent l'étendue de véritables consultations sur les faits de la cause, les précédents de la jurisprudence et les principes juridiques qui dominent la matière.

L'étude de M. Hoffherr, très claire et bien documentée, présente cet intérêt de nous faire pénétrer dans les modes de raisonnement juridique et les préoccupations sociales des hauts magistrats des Cours anglaises.

E. L.

*
* *

Bernard HULDERMANN. — *La vie de Albert Ballin d'après ses notes et sa correspondance*. (Préface de M. Félix Roussel; trad. de Henri Simondet). (Paris, Payot, 1923 ; in-8, XXXI-311 p.).

On sait comment finit M. Albert Ballin : ne pouvant survivre à la défaite, il se tua le jour même de la capitulation allemande, en novembre 1918. Cette mort qui n'est pas sans grandeur terminait une vie qui ne manqua pas d'une certaine beauté et c'est avec un vif intérêt qu'on lit la biographie de Ballin, écrite d'après ses papiers mêmes, par son ancien secrétaire, M. Huldermann.

Ballin fut avant tout et presque uniquement un homme d'affaires et nullement un philosophe à la manière de Rathenau ou un politicien comme Stinnes. Ses idées générales n'apparaissent donc pas dans ce livre, mais une personnalité très vigoureuse s'y dessine néanmoins. Ecrire la vie d'un homme comme Ballin, c'était retracer l'histoire de la marine marchande de l'Empire allemand et M. Huldermann a consacré la moitié de son ouvrage à décrire la formation des puissantes compagnies maritimes hambourgeoises que dirigea Ballin, la concentration des moyens techniques et financiers appliquée au commerce de mer. L'histoire des cartells internationaux de la marine marchande se trouve exposée ici avec une précision et des détails qui la rendent particulièrement profitable pour l'historien des faits économiques. Enfin, les derniers chapitres du livre nous retracent les péripéties de la rivalité navale anglo-allemande qui compta parmi les nombreux facteurs économiques générateurs de la grande guerre.

R. P.

*
* *

Henry LAFOND. — *Etude sur le servage en Poitou*. (Poitiers, Société Française d'imprimerie, 1923 ; in-8, 106 p.).

Le servage qui, dans certaines provinces, a subsisté jusqu'à la Révolution, semble avoir complètement disparu, dans le Poitou, dès le xiv^e siècle. Les affranchissements individuels de serfs ont été extrêmement nombreux, au cours des xii^e et xiii^e siècles et les actes qui les ont réalisés nous apportent, tant sur ce mouvement vers l'indépendance que sur la condition des serfs eux-mêmes, des documents abondants et précis.

M. Henry Lafond les a retrouvés dans des cartulaires ecclésiastiques ou municipaux et a pu en tirer une fort intéressante monographie du servage en Poitou ; il a pu élucider certains points d'histoire locale jusqu'ici contestés, comme l'existence du servage en Bas-Poitou, en faveur de laquelle il apporte des preuves. Il nous montre quelle fut la condition

réelle des serfs de cette province et comment, en échange de leurs obligations, ils trouvèrent auprès des seigneurs une protection certaine contre le reste du monde et auprès de l'Eglise une protection contre leurs seigneurs eux-mêmes.

Aussi les révoltes de serfs sont-elles restées peu nombreuses et peu importantes dans cette région. Le mouvement d'affranchissement s'est opéré, soit d'une manière spontanée, soit sous l'influence de la conquête des franchises communales, soit par la crainte qu'avait le seigneur de voir les serfs déguerpir pour se fixer sur des terres où ils auraient été accueillis comme hôtes, avec la jouissance d'une condition meilleure.

L'ouvrage de M. Lafond est consciencieusement établi et contient divers documents inédits qui en augmentent encore l'intérêt.

R. P.

*
* *

Laurance LYON. — *Le Prestige du Pouvoir*, (Paris, Payot, 1923; in-8, 331 p.).

Il me paraît impossible qu'on puisse ouvrir le livre de M. Lyon, sans être passionnément intéressé par le sujet et par la façon dont l'auteur le traite. Dès la première page, l'esprit est entraîné par le mouvement du style (1), retenu par des aperçus politiques d'une rare netteté, égayé par des récits, des portraits, des réflexions piquantes, en un mot, complètement captivé.

Pourquoi ce livre, qui nous décrit les milieux militaires et politiques anglais et français de 1914 à 1919, est-il intitulé *Le Prestige du Pouvoir*? Est-ce parcequ'il nous transporte au sein des Conseils suprêmes, et parmi des problèmes au premier chef gouvernementaux? L'auteur a-t-il voulu nous enseigner combien le pouvoir fascine les hommes puisque c'est aux heures les plus difficiles, les plus redoutables que ceux-ci paraissent le désirer et le retenir le plus jalousement? Mais ne serait-ce pas plutôt pour nous montrer que l'exercice du pouvoir suffit à lui seul à conférer aux hommes qui en sont investis une autorité et, pour tout dire, un prestige que leurs qualités propres n'arriveraient point à leur conquérir? L'épigraphie du livre le donnerait à penser.

M. Laurence Lyon, qui possède une connaissance parfaite du monde politique anglais et français et que ses relations et ses fonctions ont mis à même de voir de près les événements de la guerre et l'élaboration des traités de paix, juge les choses et les gens sans le moindre préjugé de parti ou de nationalité. Si le haut Etat-Major français voit ses insuffisances cruellement mises à nu, la politique de M. Lloyd George est impitoyablement analysée et jugée dans ce livre.

Sans doute y aurait-il lieu de vérifier l'authenticité des faits que M. Lyon rapporte, en certains chapitres, mais l'ensemble de son livre

(1) Nous ignorons si ce livre est une traduction, ou si l'auteur lui-même en a écrit le texte en français. Mais il n'y a qu'à en louer la précision et l'élégance de style. Signalons quelques inadvertances : p. 192, ascendance, pour ascendant; p. 217, nationalisme, pour nationalisation; p. 266, questions domestiques, pour questions intérieures; quelques fautes d'impression, p. 190, lord Biddell, pour Riddel; p. 233, Hannsworth, pour Harmsworth.

laisse une grande impression de vérité et de vraisemblance. Ses jugements, pour la plupart, grâce à leur bon sens et à leur impartialité, se font accepter sans peine. Toutefois, il arrive à l'auteur de recevoir des événements des démentis très nets; ainsi il écrit (au début de 1922) que M. Lloyd George est assuré de conserver longtemps le pouvoir (p. 223). Que jamais le parti travailliste n'arrivera au pouvoir en Angleterre (p. 215) etc., mais ce sont là d'inévitables chances à courir pour tout écrivain politique, lorsqu'il sort de la description des milieux et de l'analyse historique ou psychologique pour se risquer aux inférences et aux prévisions dont est formé pourtant, le charme principal des ouvrages comme celui de M. Lyon, qui en est largement pourvu.

R. P.

*
* *

René MUSSET. — *Le blé dans le monde*, Paris, Berger-Levrault, 1923, 1 vol. in-8, de 199 pages avec 4 cartes et 3 diagrammes. Prix : 9 francs.

Cet excellent travail, fondé sur une documentation très sûre et très étendue, rendra les plus grands services non seulement aux géographes et aux économistes, mais encore aux historiens et aux sociologues.

Après avoir donné les notions nécessaires sur la plante et sur ses variétés, et marqué notamment la distinction qu'il convient de faire entre le blé d'été et le blé d'hiver (1), M. Musset étudie les conditions physiques et économiques de la culture. Il montre que le blé, né dans les pays méditerranéens, s'est étendu dans les régions dont le climat lui convient le mieux, c'est-à-dire la zone tempérée de l'ancien et du nouveau monde. Il prouve aussi que sa culture exige des travaux importants, partant une main-d'œuvre considérable. Il distingue d'une façon très heureuse les caractères qui distinguent la culture *intensive* et la culture *extensive*; dans tous les vieux pays, le blé ne saurait se passer d'engrais coûteux.

Vient ensuite l'étude de la consommation du blé. Les gros consommateurs, ce sont les peuples de race blanche, surtout ceux de l'Europe occidentale (France, Belgique, au premier rang, tandis que le riz est le grand aliment des peuples de race jaune. Le niveau de vie des divers pays joue un rôle important dans la consommation; il explique que la France consomme surtout du froment, tandis que l'Allemagne consomme surtout du seigle. En Angleterre et aux Etats-Unis, la grande consommation de viande diminue la consommation du blé. On s'explique ainsi que la France tienne le troisième rang, après la Russie et les Etats-Unis, bien que sa population ne dépasse pas 39 millions d'habitants. — L'étude de la *production par tête* n'est pas moins instructive. Cette production est élevée surtout dans les pays du nouveau monde peu industriels, comme le Canada et la République-Argentine, et aussi dans l'Europe orientale (Russie, Hongrie). La France fait exception, avec son chiffre de 218 kilos par tête. — C'est le rapport de la production à la consommation qui

(1) Il n'eût pas été inutile de remarquer que par *blé* aujourd'hui on désigne essentiellement le *froment*. Au XVIII^e siècle, il n'en était pas ainsi; le mot *blé* désignait tout aussi bien le seigle et le sarrasin, que le froment. Cette modification linguistique traduit l'immense changement qui s'est produit dans la consommation.

détermine le commerce : les pays de l'Europe occidentale (à l'exception de la France et de l'Espagne) doivent importer beaucoup de blé ; les pays de l'Europe orientale et du nouveau monde peuvent se livrer à une forte exportation.

L'une des parties les plus intéressantes du livre a trait à l'étude des grands pays à blé (France, Allemagne, Angleterre, Empire Russe, Canada, République-Argentine, Etats-Unis, Australie, etc.). L'auteur ne se contente pas de décrire la production ; il vous donne encore des renseignements fort intéressants sur le régime de la propriété et les modes d'exploitation de ces divers pays, et il tire un très heureux parti des données fournies par l'histoire (2).

M. Musset consacre la dernière partie de son livre aux transports et aux marchés. Son exposé montre ce qu'il y a encore de défectueux — malgré les grands progrès accomplis — dans les modes de transports et dans les procédés commerciaux. Non moins intéressantes sont les pages qu'il a consacrées aux grands ports de débarquement (notamment à Anvers et à Rotterdam). L'auteur montre enfin ce qu'il y a d'angoissant dans la *question du blé*, surtout depuis les perturbations produites par la guerre. Le marché russe, si important, n'existe plus ; on doit avoir de plus en plus recours aux marchés du nouveau monde, mais on se heurte alors aux difficultés du change. M. Musset pense aussi que les pays neufs pourront de moins en moins exporter, à mesure qu'ils se peupleront et s'industrialiseront. On peut se demander cependant s'ils n'accroîtront pas leur production par une culture plus intensive. Quoi qu'il en soit, les pays les plus menacés par la crise, ce sont les pays industriels et urbains, qui ont sacrifié leur agriculture à leur industrie, comme l'Angleterre et même l'Allemagne. La France, au contraire, se trouve dans une situation bien meilleure, à cause de sa très forte production, et aussi à cause de la densité relativement faible de sa population, en un mot, parce qu'elle est restée un pays essentiellement agricole. On voit ainsi comment la question du blé se rattache aux grandes questions économiques du monde contemporain (3).

Henri SÉE.

*
* *

Gaston RAPHAEL. — *Le roi de la Ruhr. Hugo Stinnes* (Paris, Payot, 1924 ; in-8, 205 p.).

On devait à M. Gaston Raphaël un curieux livre sur Walter Rathenau ; il vient de nous en offrir le pendant, en consacrant une étude à l'homme le plus en vue de toute l'industrie allemande, Hugo Stinnes. Comme on trouve cette forte personnalité dans toute la vie économique de l'Allema-

(2) M. Musset montre, par exemple, combien la Russie était arriérée, tant par ses procédés de culture que par sa consommation. Malgré un faible rendement, elle pouvait exporter beaucoup de froment, parce que ses pays ne consommaient que du seigle et du froment ; c'est le régime de l'Europe occidentale au XVIII^e siècle.

(3) On peut regretter que l'auteur n'ait pas dressé une bibliographie générale de la question ; mais, sans doute, n'a-t-il pu convaincre son éditeur de l'utilité qu'elle pouvait présenter.

gne et même dans son action politique, une monographie consacrée à M. Stinnes doit prendre, en plusieurs endroits, l'aspect d'une description de la structure des forces productives du Reich et doit contenir des détails sur des problèmes d'ordre général, comme celui des réparations.

Aussi le livre de M. Raphaël aide-t-il, non seulement à connaître le magnat de la Ruhr, l'histoire de sa fortune et de ses entreprises, les aspects de sa doctrine économique, mais encore à mieux pénétrer les secrets de l'économie nationale allemande.

L'industrialisation de l'Etat, la subordination des forces politiques aux puissances économiques, telle que la conçoit M. Stinnes, est encore loin d'être un fait accompli en Allemagne et, dans les partis les plus divers, il se trouve des hommes pour comprendre la nécessité de conserver à leur pays un idéal politique qui ne s'inspire pas seulement d'une doctrine de la production et pour travailler à la constitution d'une économie qui consolide les droits de la collectivité au lieu de fortifier les privilèges du petit nombre.

Du livre de M. Raphaël, se dégage cette impression que M. Stinnes est un prodigieux manieur d'affaires et d'argent, un organisateur économique remarquable, mais qu'il manque d'une doctrine sociale d'ensemble et qu'il est affecté d'une radicale incompréhension des valeurs situées hors du domaine de l'intérêt.

R. P.

*
* * *

Charles RIST. — *La déflation en pratique (Angleterre, Etats-Unis, France, Tchéco-Slovaquie*, Paris, Marcel Giard, 1924 ; in-8, 172 p.).

Jamais époque ne fut plus intéressante que la nôtre pour les théoriciens de l'économie et des questions monétaires, soucieux d'éprouver leurs doctrines ou d'en construire de nouvelles, au contact des faits. Le premier devoir qui s'impose à eux est de définir leurs concepts et c'est par là que commence M. Charles Rist, en ouvrant l'étude remarquablement dense qu'il publie sur la déflation, par une analyse serrée de ce phénomène et des notions économiques qui le représentent. Il nous montre très justement comment on doit distinguer entre la déflation monétaire (retrait des instruments monétaires en circulation), la déflation financière (remboursement aux banques des moyens de paiement mis par elles à la disposition de l'Etat), entre la déflation voulue et la déflation spontanée ; les divers types de déflation sont fréquemment confondus et, de fait, ils se mêlent souvent dans la réalité ; cependant ils n'ont ni même origine, ni même mécanisme, ni mêmes conséquences. M. Rist le montre en étudiant — en quatre chapitres où l'analyse économique s'appuie sans cesse sur les données positives, les utilisant et les expliquant — comment s'est accomplie, à des degrés divers, la déflation, en Angleterre, aux Etats-Unis, en France et en Tchéco-Slovaquie.

Les historiens des faits économiques trouveront-là des pages synthétisant les principaux événements de l'histoire monétaire des dix dernières années dans les pays considérés. Quant aux spécialistes des doctrines, ils apprécieront, dans les conclusions de ce livre, une doctrine qui, tout en restant fidèle au principe quantitativiste, le tempère par des considérations tirées de l'étude même des faits.

C'est une théorie simpliste, conclut M. Rist, de compter sur la réduction des instruments monétaires pour abaisser les prix ; la déflation n'agit sur eux, et par conséquent sur le change, qu'avec une extrême lenteur. En réalité, c'est le change qui commande aux prix et le change lui-même dépend étroitement de l'équilibre budgétaire, lequel est impossible tant que dure l'inflation. Dès que celle-ci est arrêtée et que les recettes de l'Etat balancent exactement ses dépenses, alors la stabilité de la monnaie est assurée. Il appartient alors aux gouvernements d'homologuer la parité-or de la monnaie stabilisée ou de provoquer une déflation qui permette de fixer l'unité monétaire à une valeur-or plus forte.

Si l'intérêt théorique du livre de M. Rist est considérable, comme on a pu le voir par cette courte analyse, il n'en est pas moins certain qu'il rendrait les plus grands services aux praticiens et l'on devrait souhaiter qu'il fût lu et médité par ceux à qui incombe la charge de diriger la politique monétaire et financière de leur pays.

R. P.

*
* *

D^r Emile Savoy, *Conseiller d'Etat, Député au Conseil des Etats, Fribourg, Paupérisme et Bienfaisance, Fragnière éditeur, 1922 ; un vol. 422 p.*

M. le D^r Emile Savoy, déjà auteur d'une dizaine d'ouvrages d'économie sociale, a écrit ce livre à propos de la revision des lois du canton de Fribourg, sur l'assistance, la mendicité et les institutions hospitalières. Comme il le dit lui-même, dans son *Avant-propos*, il a entendu, par là, compléter l'exposé des motifs d'un projet de loi présenté par la Direction de l'Intérieur. Mais, en réalité, la portée de l'ouvrage de M. le D^r Savoy, est beaucoup plus étendue, et il nous donne toute une théorie du paupérisme et de l'assistance, ainsi qu'un résumé des doctrines antérieures sur ce sujet.

Sur les six grands chapitres qui divisent le livre, seuls, en effet, les deux derniers se réfèrent d'une manière spéciale à la législation fribourgeoise. Le premier (près de 100 pages) est consacré à une étude d'histoire des doctrines, où l'auteur énumère les principales définitions du paupérisme et les principales théories échafaudées à son sujet. M. Savoy y fait preuve d'une érudition étendue : on ne peut lui reprocher qu'un peu de désordre chronologique dans les nombreuses citations qu'il fait. Le second chapitre, sur les causes du paupérisme, apparaît d'une trop grande brièveté : l'auteur, qui s'inspire surtout de tendances morales, y incrimine la propagation des doctrines matérialistes, qui ont proposé à l'homme, comme idéal, la recherche de la jouissance, et il s'en prend tout particulièrement au libéralisme manchestérien. Il est assez curieux que ses idées et ses formules sur ce point, évoquent souvent le souvenir de celles de Proudhon.

Dans le chapitre consacré aux « remèdes », M. Savoy pose le principe que l'Etat a, au strict point de vue de la justice commutative, — c'est-à-dire, en somme, sans abandonner le terrain de la société individualiste, — le droit de prélever les ressources nécessaires à l'extinction du paupérisme, mais que, toutefois « il ne doit que suppléer à l'insuffisance des initiatives privées dans l'ordre des moyens ou des fins requis à la fin com-

mune de la Société ». M. Savoy divise d'ailleurs les « moyens pratiques » en « préventifs » et « curatifs » et, dans chaque catégorie, examine ceux qui sont mieux adaptés à chaque âge de la vie.

L'auteur considère en somme que le problème du paupérisme est encore plus un problème moral qu'un problème économique. D'accord sur ce point, nous l'avons dit, avec Proudhon, il l'est plus encore avec Le Play et avec les théoriciens du christianisme social, desquels il paraît avant tout se réclamer.

René GONNARD.

*
* *

André VÈNE. — *Montchrétien et le nationalisme économique* (Paris, Sirey, 1923; in-8, 113 p.).

Rapide étude des conceptions économiques de Montchrétien, considéré comme un précurseur des théoriciens de l'économie nationale. L'auteur, à l'aide de citations étendues et nombreuses de Montchrétien en oppose les idées à celles des premiers classiques, et notamment d'Adam Smith.

R. P.

*
* *

Werner SOMBART. *Les Juifs et la vie économique*, traduit par S. JANKÉLEVITCH. — (Paris, Payot, 1923, in-8, 512 p.).

L'auteur qualifie lui-même l'ouvrage qu'il nous donne de « livre bizarre » et, dans une préface habile et prudente, il se dispense d'avance de toutes les critiques qu'on pourrait lui adresser. Pour les présenter avec quelque autorité, il faudrait posséder au moins une érudition historique comparable à celle de M. Sombart, et pouvoir replacer dans leur ambiance les innombrables faits auxquels il se réfère pour appuyer ses thèses, ses hypothèses ou ses opinions d'essayiste.

L'auteur a cru apercevoir un parallélisme entre la grandeur et la décadence économique des Etats d'une part, et la présence ou la disparition des Juifs dans ces Etats d'autre part. Il en a conclu que l'activité d'Israël avait constitué un facteur prépondérant dans l'information des institutions, mœurs et coutumes de l'économie capitaliste moderne et que leur influence, si elle décline aujourd'hui, n'en a pas moins donné l'impulsion à tout le mouvement économique des derniers siècles. La principale explication de ce phénomène, c'est, selon M. Sombart, que les Juifs ont été les agents de compénétration de l'Orient et de l'Occident; s'ils se fussent répandus en Asie, leur influence et la destinée du monde en eussent été changées. Mais s'ils se sont montrés des agents particulièrement actifs, des catalyseurs prédestinés, c'est que le peuple Juif possède une spécificité particulière, qui consiste dans ses aptitudes pour les fonctions d'entrepreneur et de commerçant, pivots du régime capitaliste.

Il serait difficile, dans une brève analyse, de résumer la richesse des

aperçus économiques, des raccourcis historiques et des suggestions de tous ordres qu'apporte un livre aussi dense et de proportions aussi considérables. Il faut se borner à rapporter les caractères que son propre auteur lui attribue.

C'est un livre unilatéral, c'est-à-dire que, sciemment, M. Sombart n'a voulu étudier qu'un seul facteur de l'évolution capitaliste, celui qu'il croit prépondérant ou particulièrement « causal », mais sans méconnaître qu'il en peut exister d'autres. Que ce ne soit pas un livre à thèse, c'est ce que, malgré l'affirmation de l'auteur, tous ses lecteurs n'accorderont sans doute pas et, en particulier, on se défend mal d'y voir une contribution à la conception raciale de la vie économique. Est-ce un livre rigoureusement scientifique et impartial ? Sans doute, l'appareil historique et critique y est visible et d'apparence impressionnante, mais les jugements de valeur, pour être habilement — ou inconsciemment — enrobés s'y rencontrent pourtant çà et là. L'auteur se laisse entraîner, parfois, par son très réel et très séduisant talent d'écrivain à rejeter au second plan l'objectivité, pour mettre en vedette l'esprit satirique ou l'imagination constructive. Le passage le mieux réussi dans ce genre — mais non pas, à notre goût, le meilleur du livre — nous a paru celui où M. Sombart, pour animer son exposé de la morale juive, nous invite à nous figurer « le vieil Amschel Rothschild, un vendredi, soir alors que, après avoir gagné son petit million — [il s'agit de marks ou de thalers-or, car la scène se passerait vers 1800] — il s'asseyait devant la Bible pour y puiser des pensées édifiantes ».

Tout ce livre se lit aisément, suggère l'idée de maintes controverses et contient de nombreux aperçus relatifs aux doctrines ou à la vie économique et dont, grâce à l'érudition ou à la pénétration de M. Sombart, il y a toujours un réel profit à retirer.

R. P.

QUELQUES APERÇUS SUR LE CAPITALISME COMMERCIAL EN FRANCE AU XVII^e SIÈCLE

par M. HENRI SÉE

Professeur honoraire à la Faculté des Lettres
de l'Université de Rennes.

Dès le Moyen âge, nous voyons le capitalisme se développer dans certaines régions, dans les pays particulièrement actifs, comme l'Italie et les Pays-Bas. Les négociants, enrichis par le trafic commercial, en arrivent même à faire travailler les artisans, à leur livrer les matières premières, quelquefois même les métiers, à les soumettre ainsi à leur dépendance économique. Mais le capitalisme n'apparaît encore qu'à l'état purement sporadique (1).

Au xvi^e siècle, se produit une expansion remarquable du capitalisme. Grâce aux grandes découvertes maritimes, les pays de la Méditerranée perdent leur prépondérance, et ce sont les peuples de l'Atlantique qui constituent les grandes puissances maritimes. On n'a plus besoin des anciens intermédiaires, et l'on va chercher directement les denrées précieuses dans les pays qui les produisent. C'est l'époque de l'immense prospérité d'Anvers, le plus grand port de l'Europe, le grand centre de la banque (2). C'est aussi l'époque où s'accroît, d'une façon énorme, le stock des métaux précieux, grâce à l'afflux de l'or et de l'argent produits par l'Amérique. Cet afflux détermina une hausse énorme

(1) Voy. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I et II, *Les démocraties urbaines au Pays-Bas*, Paris, 1912, *Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme* (Mém. de l'Académie royale de Belgique, an. 1914) ; G. ESPINAS, *L'Industrie drapière dans la Flandre française*, 1923, 2 vol. in-8° ; R. DAVIDSOHN, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*. Cf. aussi H. HAUSER, *Les Origines du capitalisme moderne en France* (Revue d'Economie politique, 1902).

(2) Voy. H. HAUSER, *Travailleurs et marchands de l'ancienne France*, Paris, 1920, pp. 217 et sq.

des prix, entraîna aussi une spéculation effrénée sur les changes (3). Mais, quelque grave qu'ait été cette crise au point de vue social, l'accroissement du numéraire, en augmentant dans des proportions énormes le capital mobilier, produisit une grande activité économique, qui se manifesta par les progrès du commerce et par la création d'industries nouvelles ; il donna naissance à des conceptions économiques nouvelles, au système mercantile et protecteur ; enfin, on se préoccupa d'avoir des colonies pour écouler les produits et la métropole et se procurer l'or, l'argent et les denrées précieuses.

On s'explique qu'il se soit créé, au xvi^e siècle, suivant l'expression de M. Hauser, de « grandes bourses internationales des marchandises et des valeurs immobilières », comme les foires de Lyon, que l'institution des banques se soit singulièrement perfectionnée à Ausbourg, à Nuremberg, à Lyon (3).

I

Au xvii^e siècle, en dépit de la crise économique qui marque le début de cette période (5), le capitalisme commercial se développe notablement. Toutefois, ce sont encore les affaires de finance qui captent une grande partie des capitaux, et la plupart des gens qui détiennent la richesse mobilière aiment mieux la confier aux rentes d'Etat que de la risquer dans des entreprises commerciales (6).

Aucune innovation non plus ne semble s'introduire dans les procédés commerciaux. Un fait significatif, c'est qu'une grande partie des transactions se fait encore dans les foires. Jacques Savary, dans son *Parfait négociant*, est très affirmatif à cet égard :

La plupart des marchands en gros, qui négocient avec les marchands des autres villes du royaume, mènent la plupart du temps leurs marchandises aux principales foires qui se tiennent pour les y vendre ; c'est pourquoi il n'y a rien qui soit si nécessaire ni qui maintienne tout le commerce que les foires, parce que les marchands de presque toutes les autres villes du royaume se trouvent aux jours qu'elles se tiennent pour y porter les marchandises et denrées, desquelles il y a trop grande abondance dans leur pays pour en rapporter d'autres qui y manquent et dont ils ont besoin (7).

(3) Voy. GERMAIN MARTIN, *La monnaie et le crédit privé en France aux xvi^e et xvi^e siècles* (*Revue d'histoire des doctrines économiques*, t. II, pp. 1-40).

(4) H. HAUSER, *Les origines du capitalisme*, l. c., pp. 317 et sq.

(5) Voy. FAGNIEZ, *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, Paris, 1897.

(6) Voy. G. MARTIN, *op. cit.*, et FAGNIEZ, *L'économie sociale de la France sous Henri IV*.

(7) *Le Parfait négociant*, 7^e édition, 1713, 2^e partie, l. I, chap. VIII.

Nous savons, en effet, qu'il y a encore des foires fort importantes. Si la foire du Lendit, à Saint-Denis, semble tout à fait en décadence, la foire de Saint-Laurent, à Paris, est encore fort active (8) : elle est fréquentée par des orfèvres, des merciers, des marchands de petites étoffes de Picardie et de Champagne. Beaucoup plus importante encore nous apparaît la foire de Saint-Germain, qui se tient sur le domaine de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés : on y vend surtout des draps et des lainages provenant d'Amiens, de Beauvais, de Reims, et aussi de l'orfèvrerie, de la tabletterie, de la faïence ; des marchands d'Angleterre, de Flandre, d'Allemagne s'y rendent en grand nombre (9).

Il existe beaucoup d'autres foires en France. Quelques-unes sont le centre d'un commerce très actif, comme celles de Bordeaux, de Lyon, de Beaucaire. Basville déclarait, en 1698, qu'il se faisait, à Beaucaire, pour 6 millions d'affaires. Lyon est encore une grande place de commerce et de banque, bien qu'elle soit, en partie, supplantée par Genève. Dans les foires, comme le fait remarquer Boisguillebert, les transactions se font au moyen d'effets de commerce, négociés par des changeurs et des banquiers. — Cependant, les foires sont déjà moins importantes qu'autrefois, car le commerce tend à prendre un caractère de permanence (10).

La technique commerciale, dès le siècle précédent, a fait de grands progrès. La comptabilité est déjà très perfectionnée, comme nous le montre Savary, qui décrit très complètement la nature des divers *livres* que doit tenir le commerçant et en donne de véritables fac-similé : ce sont le *journal*, le *brouillard*, les *mémoriaux*, le *Grand Livre*, dont l'usage s'est répandu dès le xvi^e siècle ; la comptabilité en partie double n'est plus exceptionnelle (11). L'inventaire doit se faire au moins tous les deux ans ou, de préférence, chaque année. Savary déclare aussi que le commerçant doit noter d'une façon précise les réassortiments dont il a besoin ; il insiste sur la question des achats qui ne doivent jamais dépasser ses ressources. On doit inscrire soigneusement les ventes à crédit et, surtout à l'égard des nobles, prendre les précautions nécessaires (12).

Les *lettres de change* étaient de plus en plus employées. Elles

(8) Elle se tient à la Saint-Michel, près de l'église de Saint-Laurent.

(9) On trouvera beaucoup de renseignements sur les foires de Paris dans CHERRIÈRE, *La lutte contre l'incendie dans les foires, halles et marchés* (HAYEM, *Documents sur l'histoire de l'industrie et du commerce*, 3^e série, pp. 107 et sq.).

(10) Sur ce qui précède, voy. E. LEVASSEUR, *Histoire du commerce de la France*, t. I, pp. 228 et sq. ; SAVARY DES BRULONS, *Dictionnaire universel du commerce*, 1738. Cf. aussi l'excellent ouvrage d'HUVELIN, *Essai historique sur les droits des marchés et des foires*, 1897.

(11) Pour le xvi^e siècle, voy. FAGNIEZ, *op. cit.*, pp. 219 et sq.

(12) J. SAVARY, *op. cit.*, 1^{re} partie, l. III, ch. iv, t. I, pp. 269 et sq.

avaient déjà le même aspect qu'aujourd'hui et facilitaient singulièrement toutes les transactions (13).

Toutefois, les institutions de crédit sont encore très médiocres. Contrairement à ce que l'on voit en Hollande et même en Angleterre, les banques sont encore peu nombreuses ; elles sont tenues presque entièrement par des Italiens, surtout à Lyon (14). Il est vrai qu'en bien des cas, ce sont les marchands et les gens de finance qui font office de banquiers. Mais on se rend compte, dès cette époque, de l'utilité des établissements de crédit. Savary voit nettement que ce sont les banques de Rotterdam et d'Amsterdam qui contribuent le plus aux succès commerciaux des Hollandais (15) :

Les banques établies en Hollande et la confiance qu'elles se sont acquises ne sont sans doute pas une des moindres raisons de la réputation et du succès de l'immense commerce que font les Hollandais depuis plus d'un siècle dans toutes les parties du monde.

Et Savary décrit l'organisation de la Banque d'Amsterdam créée dès 1609 : « c'est une espèce de caisse perpétuelle dont proprement la ville d'Amsterdam est, tout ensemble, et le caissier et la caution ». Les paiements se font pas simples « transports », sans qu'on ait à se servir de numéraire. La banque n'effectue pas de paiements de deniers ; cependant elle a « hors de banque, des caissiers particuliers, qui escomptent les parties, moyennant du 8 % ». On peut déposer en banque des espèces monnayées. Sans aucun doute, c'est à ses institutions de crédit et à l'abondance de son numéraire que la Hollande doit la situation commerciale prépondérante qu'elle a tenue pendant tout le XVII^e siècle (15 bis).

En France, au contraire, les banquiers, surtout ceux de Paris, s'occupent principalement des emprunts d'Etat (15 ter). Aussi n'est-il pas étonnant que ce soient les *agents de banque* et de *change* qui traitent surtout les opérations financières dont le commerce a besoin, qui servent d'intermédiaires entre les négociants

(13) J. SAVARY, 1^{re} partie, l. III, ch. III, t. I, pp. 123 et sq.

(14) Voy. Marcel VIGNE, *La banque à Lyon du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris et Lyon, 1902 ; A. BONZON, *La banque à Lyon aux XVI^e et XVII^e siècles* (*Revue d'histoire de Lyon*, années 1902-1903).

(15) J. SAVARY, *op. cit.*, 2^e partie, l. II, chap. II.

(15 bis) Sur la prépondérance économique de la Hollande, voy. VAN DILLEN, *Amsterdam, marché mondial des métaux précieux aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Compte rendu du Congrès des sciences historiques de Bruxelles, 1923) et W. VAN RAVESTEYN, *Onderzoekingen de economische en sociale ontwikkeling van Amsterdam gedurende de XVI^e en het eerste kwart der XVIII^e eeuw*, Amsterdam, 1906.

(15 ter) Voy. Ph. SAGNAC, *Le crédit de l'Etat et les banquiers à la fin du XVII^e et au commencement du XVIII^e siècles* (*Revue d'histoire moderne*, t. X, pp. 257-272). Cf. Emile MAGNE, *Bourgeois et financiers au XVIII^e siècle*, 1922.

et les banquiers (16). Quant aux courtiers de marchandises, ils jouent un rôle encore plus important : il y en a dans chaque communauté de marchands ; ils servent aux relations entre les divers métiers, relations qui, sans eux, s'établiraient difficilement. Ils connaissent toutes les ressources du commerce, les débouchés ; grâce à eux, les marchands et négociants qui n'ont de relations commerciales que dans leur propre ville parviennent à écouler leurs marchandises (17).

Les *commissionnaires* rendent aussi de grands services (18) :

Il n'y a rien, dit Savary, qui maintienne tant le commerce que les *commissionnaires* ou correspondants, car, par leur moyen, les marchands et banquiers peuvent négocier pour tout le monde sans sortir de leurs magasins ou comptoirs, tant pour l'achat et la vente des marchandises que pour faire des traites et remises d'argent d'un lieu à l'autre.

Et Savary distingue diverses sortes de *commissionnaires* : 1° ceux qui achètent des marchandises pour le compte des marchands et négociants ; 2° ceux qui en vendent ; 3° « ceux qui s'entremettent pour les traites et remises des lettres de change » ; 4° les *commissionnaires* d'entrepôt, qui reçoivent les marchandises d'un lieu pour les envoyer dans un autre ; tels, les *commissionnaires* d'Orléans qui, recevant les marchandises expédiées de Nantes par la Loire, les acheminent vers Paris ; tels, ceux de Rouen, qui s'acquittent du même office pour les marchandises de Hollande, d'Angleterre, des pays de la Baltique (19) ; 5° les *commissionnaires* « des voitures par terre », qui se chargent de tout ce qui regarde le transport.

En ce qui concerne le commerce maritime, on use partout des *assurances*, qui sont faites, soit par la *Compagnie générale des assurances de Paris*, soit par des particuliers, surtout de la Rochelle, Rouen, Saint-Malo. Le taux des assurances est souvent de 10 %, et, pour certains voyages plus hasardeux, de 25 % (20).

(16) Les créations d'agents de change constituent, d'ailleurs, surtout un procédé fiscal ; ainsi, en 1714, Louis XIV créa 20 nouvelles charges d'agents de change (*Ibid.*, 2^e partie, l. III, ch. vii).

(17) SAVARY, 2^e partie, l. III, ch. vii.

(18) *Ibid.*, 2^e partie, l. IV, ch. iii.

(19) Lion, à Honfleur, est à la fois armateur et *commissionnaire* ; il fait la commission pour les morues, les harengs, le sel, le tabac (DECHARME, *Le comptoir d'un marchand au XVII^e siècle, d'après une correspondance inédite*, Paris, 1910).

(20) *Ibid.*, pp. 201 et sq. Les Mangon, grands armateurs malouins, s'occupent d'assurances maritimes, dès la fin du XVII^e siècle ; voy. les papiers des Mangon (Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine).

II

A ne considérer même que le commerce intérieur, on voit clairement des progrès accomplis par le commerce en gros, qui est entrepris par les « grossiers », les merciers et les drapiers. Jacques Savary se préoccupe surtout de ce commerce, en montre l'importance, insiste sur les difficultés et les risques qu'il comporte (21).

Pour le commerce en gros, on voit se constituer des sociétés. Savary distingue les *sociétés en commandite* et les *sociétés anonymes*. Il insiste sur les avantages que présentent les premières, qui permettent aux entreprises commerciales de se procurer des capitaux considérables (22). D'ailleurs, les sociétés anonymes sont encore très rares à cette époque.

Les négociants qui ont pu se faire inscrire sur les tableaux des juridictions consulaires sont affranchis de toutes les charges qui pèsent sur les communautés de métiers ; ils forment vraiment une classe nouvelle ; ils peuvent accéder à la noblesse :

En France, dit Jacques Savary, non seulement Louis XIII, par son ordonnance du mois de janvier 1627, permet aux marchands grossiers de prendre la qualité de nobles, mais encore Louis XIV... les déclare capables, sans quitter le commerce, d'être revêtus des charges de secrétaire du roi qui donnent la noblesse à ceux qui les possèdent actuellement ou qui les ont possédées vingt années, aussi bien qu'à toute leur ligne directe.

Ce sont ces marchands en gros — et surtout les merciers — qui amassent des capitaux considérables et tendent à sortir des cadres de l'organisation corporative. C'est dans leur classe que se recrutera, en partie, le personnel des compagnies de commerce privilégiées, des directeurs de manufactures. Rien d'étonnant qu'ils aient pris une grande part à la fondation de la Compagnie des Indes, que les souscriptions qu'ils aient données, en cette occasion, aient été fort importantes. Les merciers, qui vendent toutes sortes de marchandises (des toiles, des fils, des rubans, des galons, des ceintures, des broderies), se trouvent sans cesse en conflit avec d'autres corps de métiers, avec les drapiers et les libraires (23), par exemple, et ils seront les premiers, plus tard, à

(21) J. SAVARY, *op. cit.*, t. I, ch. v, t. I, pp. 32-33.

(22) Par l'édit du 5 décembre 1664, Colbert permet aux gentilshommes de faire le commerce de mer sans déroger ; l'édit d'août 1669 déclare : « voulons que tous gentilshommes puissent entrer en société et prendre part dans les vaisseaux à marchandises, pourvu qu'il ne vendent pas en détail ». — Sur tout ce qui précède, voy. J. SAVARY, *op. cit.*, 2^e partie, t. I, chap. 1, t. I, pp. 242 et sq.

(23) Les merciers prétendent, par exemple, avoir le droit de vendre des alphabets et des almanachs ; ils se trouvent ainsi en conflit avec les libraires. Cf. E. TROMP, *Etude sur l'organisation et l'histoire de la communauté des*

fonder les magasins de nouveautés (24). Merciers et drapiers constituent l'aristocratie de la classe marchande ; à Dijon, dit M. Roupnel, « à cause de leur fortune, ils constituent, plus encore que les gens de profession libérale, le véritable lien entre la classe des privilégiés et celle des artisans » (25).

Le progrès du commerce se marque encore par le développement de l'esprit d'aventure. Savary remarque qu'on est trop pressé de s'établir à son compte, et souvent d'une façon imprudente :

Anciennement, l'on servait des douze ou quinze ans ou même vingt ans auparavant de reprendre le commerce pour son compte particulier ; aussi voyait-on moins de banqueroutes et de faillites en ce temps-là qu'en celui-ci, et l'on peut dire, sans exagération, qu'il s'est fait plus de faillites et de banqueroutes depuis trente ou quarante ans qu'il ne s'en était fait cent ans auparavant.

Et Savary insiste sur l'utilité d'un long apprentissage (26).

Le capitalisme ne joue cependant qu'un rôle secondaire dans le commerce intérieur. Dans les transactions qui s'accomplissent sur le territoire même du royaume, les denrées agricoles tiennent la première place, et surtout les céréales. Ainsi, en Languedoc, elles donnent lieu à un trafic d'environ 1.200.000 livres ; les vins jouent un rôle moins considérable qu'aujourd'hui ; on ne vend guère hors de la province que les vins de qualité supérieure et les eaux-de-vie. A noter aussi qu'au XVII^e siècle, on n'accumule pas de stocks, comme on le fera plus tard (27). Enfin, remarquons que la plupart des villes, mêmes des capitales de provinces, comme Dijon et Rennes, restent des marchés purement locaux (28).

III

C'est surtout dans le commerce extérieur que se manifestent les progrès du capitalisme, car ce commerce s'est notablement développé au XVII^e siècle, bien qu'il ait été entravé par le sys-

libraires et imprimeurs de Paris, Nîmes, 1922 (Thèse de doctorat en droit), p. 144 et sq.

(24) Sur ce qui précède, voy. Pierre VIDAL et Léon DURU, *Histoire des corporations des marchands merciers de Paris*, Paris, 1912. Cf. aussi G. FAGNIEZ, *op. cit.*, pp. 215 et sq. — A côté des gros merciers, on voit beaucoup de petits merciers ou « mercerots », ainsi que des colporteurs, qui fréquentent les foires et les marchés.

(25) Gaston ROUPNEL, *La ville et la campagne au XVII^e siècle ; étude sur les populations du pays dijonnais*, Paris, 1922, pp. 142-143.

(26) J. SAVARY, *op. cit.*, t. I, p. 132.

(27) Voy. P. BOISSONNADE, *La production et le commerce des céréales, des vins et des eaux-de-vie en Languedoc, dans la seconde moitié du XVII^e siècle* (*Annales du Midi*, 1905, t. XVII, pp. 329-360).

(28) Voy. G. ROUPNEL, *op. cit.*, pp. 150-151.

tème mercantile, antérieur à Colbert, mais que le grand ministre devait singulièrement accentuer.

Il est, d'ailleurs, un fait qui, à première vue, nous révélerait l'importance croissante du commerce extérieur : c'est la place qu'il tient de plus en plus dans les relations internationales. Depuis 1670, les grands guerres, — non seulement la guerre de Hollande, mais aussi la guerre de la Ligue d'Augsbourg (28 bis), — ont été, en grande partie, provoquées par des rivalités économiques, et les clauses commerciales des traités de paix prennent une ampleur de plus en plus considérable (28 ter).

Il faut le reconnaître, le commerce avec les puissances européennes profite plus à ces puissances qu'à la France elle-même.

Le commerce avec l'Angleterre était très difficile à cause des vexations que les Anglais infligeaient à nos commerçants :

Il n'y a point de nation dans l'Europe, dit Savary, où les Français trouvent plus de difficultés à faire leur commerce et où ils soient plus maltraités qu'en Angleterre, et il n'y en a point aussi qui reçoivent et traitent plus favorablement les Anglais que les Français.

Le gouvernement anglais, pour protéger les manufactures de ses nationaux, frappait de droits prohibitifs les produits manufacturés français, de sorte que les Français ne pouvaient guère y exporter que leurs produits agricoles, et encore s'agissait-il de bateaux anglais qui venaient charger à Bordeaux, La Rochelle ou Nantes, le blé, le vin et les eaux-de-vie de notre pays (29). — Le commerce avec la Hollande était sans doute très important, puisque la France, en 1658, d'après l'ambassadeur hollandais Boreel, y exportait 72 millions de marchandises, mais il se faisait presque uniquement par des bateaux hollandais. Le commerce avec les villes hanséatiques, relativement prospère, le commerce avec la Moscovie se faisaient aussi par l'intermédiaire des Hollandais. Bien que Colbert eût créé, en 1669, une *Compagnie du Nord*, qui devait faire ce trafic, les commerçants français continuaient à confier leurs marchandises aux étrangers (30).

Le commerce avec l'Espagne (l'un des meilleurs clients de la

(28 bis) Les Hollandais se proposaient surtout d'anéantir le commerce français ; voy. G. N. CLARK, *The duct alliance and the war against french trade (1688-1697)*, Manchester, 1923.

(28 ter) Voy. H. VAST, *Les grands traités du règne de Louis XIV*, t. II, pp. 165 et 349, 399 et sq.

(29) Voy. J. SAVARY, *op. cit.*, 2^e partie, l. II, chap. III, p. 462 et sq.

(30) Voy. DE DAINVILLE, *Les relations commerciales de Bordeaux avec les pays hanséatiques* (HAYEM, *op. cit.*, 3^e série, pp. 211 et sq.). — Malgré les efforts tentés pour créer des relations directes entre la France et le Grand Electeur de Brandebourg, les Hollandais conservent une écrasante supériorité ; voy. P. BOISSONNADE, *Histoire des premiers essais de relations économiques directes entre la France et l'Etat prussien pendant le règne de Louis XIV (1643-1715)*, Paris, 1912.

France) se trouvait aussi, en grande partie, entre les mains des Hollandais ; cependant des vaisseaux nantais et malouins, en assez grand nombre, se rendaient en Espagne, surtout à Bilbao et à Cadix (31).

Le commerce du Levant paraît avoir été plus favorable aux négociants français, du moins dans la seconde moitié du siècle, car il y avait eu, jusqu'en 1660, une profonde décadence. Colbert contribua à son relèvement en établissant la franchise du port de Marseille. Il est vrai que la création de la Compagnie du Levant ne donna pas les résultats que le ministre en attendait ; mais le commerce libre se développa beaucoup à la fin du siècle. Si les Anglais restent au premier rang, les Français l'emportent sur les Hollandais ; en 1713, les marchandises du Levant débarquées à Marseille représentent 11 millions de livres ; près de 300 navires font ce trafic et partout, dans les ports de l'Empire Ottoman, on trouve des marchands et des consuls français (32).

C'est encore le commerce maritime et colonial qui procure les plus grands profits. Et c'est pour ce trafic que l'on recourt, pour la première fois, à de grandes compagnies par actions. On pensait, en effet, — et non sans raison, étant donné la situation économique et politique de l'Europe (33) —, que, seules, des compagnies de cette sorte pouvaient l'entreprendre. On songeait au succès des Compagnies des Indes anglaise et hollandaise ; la Compagnie hollandaise ne donnait-elle pas des dividendes qui, jamais inférieurs à 25 %, s'élevaient parfois jusqu'à 75 % ? Puis, pour des expéditions coûteuses, et qui comportaient de grands risques, on pensait que les capitaux individuels seraient insuffisants.

C'est pourquoi Colbert, dès 1664, s'efforce de créer les Compagnies des Indes Orientales et des Indes Occidentales, mais il ne parvient à recueillir que difficilement le capital nécessaire. Si la Compagnie des Indes Orientales, malgré de grandes difficultés, donna des résultats appréciables, la Compagnie des Indes Occidentales réussit si peu qu'en 1674, on dut livrer les Indes Occidentales (le Canada, l'Acadie) au commerce libre. La Compagnie du Sénégal, créée en 1673, malgré le trafic des nègres, ne fit que de très médiocres affaires. En somme, les négociants préféreraient la liberté du commerce, comme le montrent les déclai-

(31) Voy. MOUSSET, *Les archives du consulat de la mer à Bilbao*, 1912. — Sur tout ce qui précède, voy. J. SAVARY, *op. cit.*, 2^e partie, l. II, chap. v, pp. 482 et sq.

(32) Voy. PAUL MASSON, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e siècle*, 1906 ; HAYEM, *Navigation et commerce français dans la Méditerranée* (HAYEM, *op. cit.*, 1^{re} série)). Cf. J. SAVARY, *op. cit.*, 2^e partie, l. V, chap. I, t. I, pp. 700 et sq.

(33) Voy. à cet égard les observations intéressantes d'Arthur GIRAULT, *Principes de législation et de colonisation coloniale*, t. I.

rations des députés du commerce en 1701, et les colons partageaient leurs sentiments (34). La concentration commerciale ne pouvait s'établir que malaisément en France ; ne voit-on pas des expéditions maritimes considérables se faire par des ports peu importants comme Honfleur, ce qui s'explique par le faible tonnage des bateaux ? (35).

La politique commerciale de Colbert a, en grande partie, échoué ; on n'est pas parvenu à supplanter les Hollandais, comme le montrent, par exemple, les tentatives infructueuses faites par le ministre pour enlever la suprématie qu'ils possédaient dans le commerce du sucre (36). Cependant, c'est au commerce colonial que vont de préférence les capitaux dont peuvent disposer les négociants. On se l'explique aisément : ce commerce procure les denrées tropicales si recherchées (sucre, épices, tabac, café) et sert de débouché aux produits de la métropole. Savary a exprimé très nettement les conceptions, non seulement de Colbert, mais de beaucoup de ses contemporains, lorsqu'il a écrit (37) :

Il est certain que ce commerce est plus avantageux aux négociants, au public et à l'Etat, que pas un de ceux qui se font sur mer par des voyages au long cours, en ce qu'on porte dans tous ces pays, chaque année, pour plus de 4 millions de livres de marchandises et denrées superflues en ce royaume, par la trop grande abondance qu'il y en a, et que l'on rapporte en France pour plus de 6 millions de livres, qui augmentent le revenu de l'Etat par les droits d'entrée et qui sont vendues et distribuées au public à la moitié moins de ce que les étrangers les vendaient avant l'établissement de la Compagnie d'Occident..., toutes lesquelles marchandises ne font aucun tort à pas une des manufactures du royaume. Et, ce qui est digne d'une grande réflexion, c'est que l'on n'envoie pas d'argent ou très peu dans lesdits pays, au lieu que, pour faire le commerce dans le Nord, sur la Baltique, en Moscovie et dans les Indes Orientales, il en faut nécessairement porter ; autrement l'on n'y pourrait réussir.

Les Antilles françaises (Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe), qui se sont rapidement développées dans la seconde moitié du XVII^e siècle, donnent lieu à un trafic fort important : on y envoie des vins, des eaux-de-vie, de la viande salée, des morues, des harengs, de l'huile, du fromage, du fer, des étoffes de laine, des toiles, de la mercerie ; on en rapporte du sucre, du tabac, du café, du coton. Ce commerce, auquel y faut joindre

(34) Voy. WEBER, *La Compagnie des Indes Orientales*, 1904 ; BONNASSIEUX, *Les grandes compagnies de commerce*, Paris, 1892 ; CHAILLEY-BERT, *Les compagnies de colonisation sous l'Ancien Régime*, Paris, 1898. Cf. Ph. SAGNAC, *L'histoire économique de la France de 1683 à 1714* (*Revue d'histoire moderne*, t. IV, pp. 5-15, 89-97).

(35) DECHARME, *op. cit.*, Introd., pp. XV et sq.

(36) Voy. P.-M. BONDOIS, *Colbert et la question du sucre, la rivalité franco-hollandaise au XVII^e siècle* (*Revue d'histoire économique*, 1923).

(37) 2^e partie, l. II, chap. x, t. I, pp. 537-538.

le plus lucratif, la traite des nègres, commence à enrichir les négociants de Bordeaux, de la Rochelle, de Rouen, de Nantes et même de Saint-Malo (38). Ceux-ci veulent se réserver le monopole de commerce des « îles d'Amérique », mais, malgré tous les efforts de Colbert, les Anglais et les Hollandais, — les Anglais surtout qui peuvent difficilement se passer des produits des Antilles françaises —, parviennent à déjouer toutes les mesures prises par le gouvernement français (39).

D'ailleurs, — et il n'y a pas de meilleure preuve des progrès du capitalisme commercial —, le moment est venu où les monopoles commerciaux sont partout menacés. Les colonies espagnoles de l'Amérique, notamment, forment un marché si important qu'elles excitent les convoitises des autres puissances. L'Espagne, d'ailleurs, leur fournit elle-même des armes, lorsqu'elle livre le privilège de la traite des nègres (*asientos*) à des entrepreneurs étrangers, anglais, hollandais, puis français (la Compagnie de Guinée, en 1701) ; sous le couvert de l'*asiento*, la contrebande d'objets de luxe, dont les colons espagnols ne peuvent se passer, commence à se faire en grand (40).

A la fin du xvii^e siècle, c'est le marché du Pacifique qui tente les armateurs étrangers, et surtout les Malouins. Ceux-ci essaient de s'emparer de ce marché si important, où ils pourront écouler, avec des profits de 40 à 50 % au *minimum*, les toiles de Normandie et de Bretagne, les draps, les soieries de Lyon et de Touraine, les dentelles, les chapeaux de castor, les bas de laine et de soie, la mercerie, la quincaillerie, le papier. C'est alors qu'on voit des hommes d'affaires, comme Jourdan de Grouée, des armateurs, comme Noël Danycan, armer des vaisseaux pour les côtes du Pacifique : en 1706, trois bateaux de Danycan réalisent 350 % de bénéfices. D'autres Malouins marchèrent sur leurs traces. Bien qu'au traité d'Utrecht le privilège de l'*asiento* ait été donné à l'Angleterre, les armateurs français, les Malouins surtout, allaient continuer dans les colonies espagnoles le commerce interlope, qui leur rapportait de si beaux bénéfices (41). On va voir, à Saint-Malo, Magon de la Balue faire le trafic le plus lucratif avec les colonies espagnoles. Il reçoit en dépôt l'argent de bien des particuliers, — et notamment d'un président du Parle-

(38) Voy. J. SAVARY, *op. cit.*, 2^e partie, l. II, chap. x, t. I, pp. 537 et sq. Cf. MOREAU DE SAINT-MÉRY, *Lois et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent*, 1784 ; PEYTRAUD, *L'esclavage aux Antilles françaises*, Paris, 1897 ; P. CULTRU, *Histoire du Sénégal*, Paris, 1910.

(39) Voy. l'excellent ouvrage de L. MIMS, *Colbert's West India policy* (Yale historical studies), Newhaven, 1912.

(40) Voy. l'excellent ouvrage de Georges SCELLE, *Histoire politique de la traite négrière aux Indes de Castille*, 1906, 2 vol. in-8°.

(41) Voy. DAHLGREN, *Les relations commerciales et maritimes entre la France et les côtes de l'Océan Pacifique*, Paris, 1909.

ment de Dijon —, qu'il fait fructifier dans ses entreprises d'armement (42). La place de Nantes ne se développe pas moins. En 1664, le port ne comptait encore qu'une quarantaine de bateaux à deux ponts, qui font presque exclusivement la pêche de la morue, et une centaine de barques à un pont, faisant le commerce en Espagne, en Angleterre, en Hollande. En 1715, Nantes se livre déjà à un énorme trafic en Guinée et dans les îles d'Amérique, et beaucoup de ses armateurs sont devenus puissamment riches (43).

C'est cette classe des armateurs qui, dès maintenant, compte au premier rang des capitalistes de l'époque. Au siècle suivant, on les verra participer souvent à de grandes entreprises industrielles, concurremment avec des gens de finance ; tel ce Noël Danycan, dont nous venons de parler, qui se fera donner le privilège des mines de Bretagne et de Bourbonnais (44).

On peut donc dire, d'une façon générale, que c'est le grand commerce, le commerce maritime et colonial surtout, qui va déterminer les grandes transformations économiques qui s'annonceront au XVIII^e siècle.

Considérons encore que c'est la classe des négociants qui va, en bien des cas, réduire sous sa dépendance économique les artisans, transformation qui s'opère, dès le XVII^e siècle, dans la fabrique lyonnaise de la soie, où les maîtres marchands deviennent de véritables patrons pour les maîtres ouvriers (45). Ce sont aussi les négociants qui, de plus en plus, soumettent à leur « contrôle », l'industrie rurale et domestique, surtout dans les fabrications textiles (46). On voit que, dès le XVII^e siècle, le capitalisme commercial ouvre la voie au capitalisme industriel, qui commencera à apparaître au XVIII^e siècle pour s'épanouir à l'époque contemporaine.

HENRI SÉE

(42) Voy. DAHLGREN, *op. cit.* ; A. LESORT, *Les transactions d'un négociant malouin avec l'Amérique espagnole* (*Revue de l'histoire des colonies françaises*, an. 1921, pp. 239-268) (d'après les papiers des Magon, conservés aux Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine).

(43) Voy. LÉON MAITRE, *La situation de la marine marchande du comté nantais, d'après l'enquête de 1664* (*Annales de Bretagne*, 1903, t. XVIII) ; GABORY, *La marine et le commerce de Nantes au XVII^e et au commencement du XVIII^e siècles* (*Ibid.*, 1902, t. XVII). — En 1715, s'il faut en croire Arnould (*Balance du commerce*), les importations de la France se sont élevées à 92 millions et les exportations à 112.

(44) Voy. H. SÉE, *Les origines de la Société minière de Pontpéan* (*Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 1924). Cf aussi H. SÉE, *Le commerce de Saint-Malo dans la première partie du XVIII^e siècle, d'après les papiers de Magon de la Balue* (encore inédit).

(45) Voy. JUSTIN GODART, *L'ouvrier en soie de Lyon*, Lyon 1901.

(46) Cf. H. SÉE, *Remarques sur le caractère de l'industrie rurale au XVIII^e siècle* (*Revue historique*, janvier 1923), et *Les origines de l'industrie capitaliste en France à la fin de l'Ancien Régime* (*Ibid.*, novembre 1923).

Note sur l'évolution du sens des mots

INTÉRÊT et CAPITAL

Nous pensons utile d'attirer l'attention des historiens et des économistes sur l'histoire des mots *intérêt* et *capital*. Cette histoire peut, en effet, contribuer à nous faire comprendre l'évolution qui s'est produite dans la vie économique. Pour la retracer, il faudrait entreprendre une étude minutieuse des documents juridiques et économiques. Une pareille enquête demanderait beaucoup de temps et des recherches approfondies. Nous posons donc simplement la question. Et notre premier soin a été de consulter le savant qui connaît le mieux l'histoire de la langue française, l'éminent auteur de la belle *Histoire de la langue française*, en cours de publication, M. Ferdinand Brunot. Il a bien voulu nous donner les précieuses indications, que l'on trouvera ci-après.

Le Dictionnaire de Robert Estienne, de 1539, définit ainsi l'« argent prins a interest » : c'est une « perte de finance, *circumforaneum aes* ». Intérêt a donc nettement le sens de *dommage*, et la trace en subsiste encore aujourd'hui dans l'expression « dommages et intérêts ».

Au XVII^e siècle, le sens se modifie : on entend surtout par intérêt le dédommagement donné pour une dette qui n'a pas été remboursée. C'est ce qu'indique très nettement le *Dictionnaire français-latin* du P. Monet, jésuite (1636) :

Interest : rante que le débiteur fait au créateur du paiement différé, et ce à rate de l'interest ou dommage qu'en a souffert le créateur. Hoc impendium... Impendium alienae pecuniae occupatae. Impendium pecuniae ad diem non solutae. Impendium morae in solvendo, haec usura. Impendium pecuniariae usurae. Pensatio usui alienorum nummorum.

Le dictionnaire de Furetière (1690) donne le même sens :

Intérêt signifie aussi la somme qu'on paye chaque année à celui dont on a emprunté de l'argent pour le dédommager du profit du revenu qu'il en auroit tiré, s'il l'avait mis au fonds d'héritage ou dans le négoce (1).

Mais ces définitions ne servent-elles pas à déguiser le prêt à intérêt, condamné par l'Eglise, l'*usure*, comme on l'appelait alors ?

(1) Voy. aussi le Dictionnaire de Richelet, édition 1693 : « *Interest*, ce qu'on doit faute de paiement d'une certaine somme, due par obligation, promesse ou autrement ».

A cet égard, la seconde définition du P. Monet est très significative :

Interest abusivement prins, se dit de l'usure, de la rante que l'usurier tire de son argent, non pour l'intérêt qu'il souffre, mais pour le pur gain qu'il en prétend : *hoc fenus, oris. Prester à gros interests. Le moindre intérêt de cet usurier sont vingt-cinq pour cent. La taxe de la rante se prend de l'intérêt du créiteur : Quanti creditoris interfuit, suis caruisse nummis, tantidem impendii munerabit debitor, usurae tantum dependit debitor.*

Or, voici que le Dictionnaire de l'Académie, de 1694, au mot *intérêt* donne le sens de profit pour l'argent prêté, sans aucune réserve, sans aucun effort pour rattacher ce sens à l'idée de domage. Dès lors, c'est bien le sens moderne du mot qui tend à l'emporter. Le prêt à intérêt est vraiment considéré comme licite, et on commence à considérer qu'il n'y a *usure* que quand le taux de l'intérêt est excessif (2).

D'ailleurs, les rentes sur l'Hôtel de Ville existent depuis longtemps. Et, en fait, dès le moyen âge, surtout dans les pays où les relations commerciales sont devenues actives, comme en Italie et aux Pays-Bas, le commerce de l'argent se pratique déjà à peu près dans les formes où il se pratiquera plus tard partout ailleurs (3). Notons aussi que le *bail à rente* n'est qu'une façon détournée de prêter de l'argent à intérêt : l'immeuble représente le capital et son loyer est un véritable intérêt (3bis).

Seulement, au XVII^e siècle, et encore au XVIII^e siècle, semble-t-il, quand il s'agit d'une entreprise commerciale, même quand il y a une commandite ou une société temporaire, on ne se sert pas du terme *intérêt*, mais des expressions *bénéfice* ou *profit*. Les personnes qui participent à une entreprise (que ce soient des commerçants ou des particuliers) sont des *intéressés* à l'affaire ;

(2) M. Ferdinand Brunot, à qui nous devons toutes les citations précédentes, nous communique aussi le passage suivant du dictionnaire anglais de Cotgrave (1611), art. *Interest* :

L'intérêt conventionnel : Celuy qui est promis par convention et contract fait entre les parties, ou vient de la nature du contract et est appelé usure en droit romain.

« Interest judiciaire : Qui vient de l'office du juge, ou est adjugé par iceluy. This is double : celui qui procède de la nature de la cause (et vient des poursuites téméraires, fuites, calomnies, ou tergiversations de la partie adverse, qui ont esté cause de faire à celuy qui a obtenu plusieurs frais vains et inutiles, lesquels ne viennent en taxe de depens), et celuy qui prent origine de la chose même qui est controversée et a été souffert à cause d'icelle ; comme exécution, emprisonnement, trouble, spoliation, refus de tradition de la chose, etc. Hence, les dommages et interests.

(3) Cf. BIGWOOD, *Le régime juridique et économique du commerce de l'argent dans la Belgique du moyen âge* (Mém. de l'Académie royale de Belgique, 2^e série, t. XIV, 1921). Voy. aussi W. ASHLEY, *Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre*, trad. fr., Paris, 1900, t. II, pp. 434 et sq.

(3 bis) Voy. G. DES MAREZ, *Etude sur la propriété dans les villes au moyen âge*, 1898 ; OLIVIER MARTIN, *Histoire de la Coutume de la vicomté et prévôté de Paris*, Paris, 1922.

chacune d'elles a, comme l'on dit, un « intérêt » dans l'affaire (4). Ici, chose curieuse, le mot a exactement le sens du mot *capital* (5). Le phénomène économique qui a dû contribuer à faire triompher le sens moderne du mot *intérêt*, cela fut sans doute l'extension de la *société* (en nom collectif ou par actions), en usage, dès le *xvii^e* siècle dans les compagnies de commerce privilégiées et, plus tard, au *xviii^e*, dans les grandes exploitations industrielles et surtout dans les entreprises minières, comme la société d'Anzin (6). Avec le triomphe du capitalisme, le mot *intérêt* a pris l'extension que nous lui connaissons aujourd'hui.

L'évolution du mot *capital* ne serait pas moins intéressante à décrire. Il n'apparaît qu'assez tard. Encore au *xvii^e* siècle, on se sert du mot *principal*. On connaît les vers de La Fontaine :

« Je vous paierai, lui dit-elle,
Avant l'oût, foi d'animal,
Intérêt et principal. »

Richelet considère le mot *capital* comme un adjectif et déclare : « ce mot, quand on parle de rente, veut dire principal ». Mais, au *xviii^e* siècle, il semble qu'il soit de plus en plus en usage. Puis les économistes, les physiocrates notamment, donnent au mot un sens général, l'emploient comme synonyme d'*avances*, l'appliquant à l'agriculture comme au commerce et à l'industrie. Enfin, Turgot achève d'édifier la fortune du mot *capital* : on sait que, dans ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, il a mis en lumière, plus fortement que ses prédécesseurs, le rôle prépondérant du capital, et que c'est grâce à cette vue pénétrante des réalités économiques que, le premier, il a eu une notion claire des classes sociales, fondées sur des différences de condition économique (7) ; il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'aucun écrivain n'a jusqu'alors soutenu aussi vigoureusement la légitimité du prêt à intérêt.

Au *xix^e* siècle, comme il est naturel, le mot *capital* tient une place de plus en plus grande dans la littérature économique. Puis, on emploie son dérivé *capitalisme*, qui a eu la fortune que l'on sait. C'est alors aussi que le mot *socialisme* fait son apparition ; la société capitaliste ne devait-elle pas enfanter fatalement

(4) C'est dans le même sens qu'on dit, par exemple, « les intéressés aux mines de Bretagne ».

(5) Voy. la correspondance de Magon de la Balue, au *xviii^e* siècle (Arch. d'Ille-et-Vilaine, série E), *passim*.

(6) Voy. MARCEL ROUFF, *Les mines de charbon en France au xviii^e siècle*, Paris, 1921 ; H. SÉE, *Les origines de la société minière de Pontpéan* (Mém. de la Société d'histoire de Bretagne, an-1924).

(7) H. SÉE, *La notion de classes sociales chez Turgot (La vie économique et les classes sociales en France au xviii^e siècle, 1924, pp. 209 et sq.)*.

les doctrines socialistes ? Les travailleurs prennent une conscience de plus en plus claire de leurs intérêts collectifs, et la *lutte des classes* commence à apparaître réellement.

Ces quelques notes ne sont qu'un aperçu bien superficiel. Mais l'étude approfondie de cette terminologie mériterait, pensons-nous, de tenter un linguiste qui s'intéresserait aux questions économiques ou un historien économiste qui se rendrait compte de l'importance du vocabulaire ; quand on traite de questions techniques, rien n'est plus utile pour la science qu'une terminologie précise.

HENRI SÉE.

L'AFFAIRE DU DRAPEAU ROUGE

(25 et 26 février 1848) (1)

par M. GABRIEL PERREUX

Agrégé de l'Université

Emblème de l'ordre et de l'autorité entre 1789 et 1791, le drapeau rouge, au cours des années 1792, 1793, 1794, était passé dans les mains du peuple souverain qui l'avait retourné contre « la rébellion du pouvoir exécutif ». En même temps, encore que très vaguement, il devenait l'étendard de ceux qui n'ont rien contre ceux qui possèdent (2). Rentré dans l'ombre sous le despotisme de Napoléon et des Bourbons, il était réapparu brusquement, assez mystérieusement d'ailleurs, le 5 juin 1832, toujours symbole de la tradition révolutionnaire et jacobine. A vrai dire, sa signification était encore mal assurée (3). C'est seulement pendant les années suivantes, années d'effervescence et de troubles du début de la Royauté de Juillet, qu'elle s'est précisée. Mais il fallut encore l'affaire des 25 et 26 février 1848 pour dissiper à jamais toute équivoque.

I

De 1832 à 1835, le drapeau rouge est nettement adopté par la fraction la plus avancée du parti républicain. Les sectionnaires des « Droits de l'homme » qui constituent la « queue de Robespierre » l'arborent volontiers dans leurs assemblées. Le 23 mars 1833, par exemple, 200 républicains réunis dans la campagne, près de Conches, dans la Côte d'Or, délibèrent sous ses plis, de la conduite à tenir en face de la loi sur les Associations. Aux

(1) Ces lignes étaient écrites dès mai 1920.

(2) Cf. Notre article sur *les Origines du drapeau rouge en France*, dans *la Révolution française*, janvier-février-mars 1920.

(3) Cf. notre second article, sur ce sujet, dans *la Révolution française*, avril-mai-juin 1923.

émeutes d'avril 1834, en province comme à Paris, il flotte un peu partout. Sans doute, on trouve sur les barricades des drapeaux tricolores, mais, en maintes circonstances, c'est le drapeau rouge qui entraîne les insurgés. A Grenoble il orne la porte d'un cabaret (4) ; à Lyon, il est planté sur plusieurs églises : Saint-Polycarpe, Saint-Nizier, Fourvières, où il voisine avec le drapeau noir (5). On le retrouve à la Croix-Rousse, dans le café Bouverat (6), à Vaise, au milieu d'un groupe commandé par le chef de section Drigeard-Des-Garniers (7). A Paris, il apparaît dans les quartiers Saint-Martin et Saint-Denis. Sur les barricades de la rue Maubuée, on en voit un qui porte l'inscription suivante significative : Société des Droits de l'homme et du citoyen. Révolution républicaine. 6^e arrondissement, 2^e quartier. N^o 143 (8). Mais, après le procès monstre d'avril et la législation répressive de septembre 1835, de nouveau le drapeau rouge disparaît. Sans doute, les sociétés secrètes, qu'avait fait naître la politique tracassière du gouvernement de Juillet, n'en ont pas oublié la tradition. Au cours de leurs mystérieux conciliabules, le *républicanisme social* des hommes de 1833 est devenu le *socialisme révolutionnaire*. Jacobin et français, le drapeau rouge a survécu ; mais sa compréhension s'est élargie et son sens « humanisé ». Voici qu'éclate, comme une mine longuement préparée sous roche, la Révolution de 1848. Quoi d'étonnant que le Rouge défie le pâle soleil de février ?

II

Rien n'est plus frappant, quand on jette les regards sur des illustrations contemporaines des journées de 1848, que d'y voir figurer côte à côte, sur les barricades, drapeau rouge et drapeau tricolore (9). Il y a là comme l'expression concrète des tendances qui s'étaient affirmées de plus en plus discordantes au cours des vingt dernières années entre les républicains démocrates et les républicains socialisants ou socialistes, entre les bourgeois et les prolétaires. L'explosion de février n'est que le terme logique et fatal de l'évolution commencée en 1789, le troisième acte du drame, dont les deux premiers se sont déroulés en 1792 et 1832 (10). Aussi,

(4) MARTIN DU NORD, *Réquisitoire devant la Cour des Pairs*, p. 263.

(5) *Le Moniteur*, 20 avril et GIROD DE L'AIN, *Rapport à la Cour des Pairs*, t. II, p. 63 et 297.

MARTIN DU NORD, *Réquisitoire*, cit., p. 233.

(6) GIROD DE L'AIN, *op. cit.*, t. II, p. 53 et 282.

(7) GIROD DE L'AIN, *op. cit.*, t. II, pp. 78, 79, et MARTIN DU NORD, *Réquisitoire*, cit., p. 233.

(8) *Réquisitoire*, cit., pp. 458 et 459, GIROD DE L'AIN, *op. cit.*, t. II, p. 368.

(9) *Journées illustrées de la Révolution de 1848*, Bibl. Nat., L b 52, 17.

(10) Cf. CRÉMIEUX, *La Révolution de février*.

spontanément, nécessairement, le drapeau rouge apparaît-il dès les premières heures sur les barricades, comme le symbole du parti le plus avancé. Le premier drapeau rouge se montra vraisemblablement à l'angle formé par les rues de Cléry et du Petit-Carreau. Là on abattit une voiture de vidange et un fiacre, dont le store rouge fut arboré en guise de drapeau. Dans tout le quartier l'exemple fut suivi et on hissa immédiatement tous les stores au-dessus des voitures renversées (11). On vit notamment ce spectacle boulevard Bonne Nouvelle, à l'angle de la rue Poissonnière. Peu à peu, la méthode se généralisa et le drapeau rouge flotta partout : rue Saint-Martin, un enfant de 15 ans s'élance sur une barricade, au moment où la troupe va faire feu, enveloppé dans une étoffe de drap rouge (12). Rue Vieille-du-Temple, une barricade immense, atteignant presque la hauteur d'un étage, porte un drapeau rouge (13). Le 23 février au soir, à 10 heures, la colonne d'ouvriers, qui vient du faubourg Saint-Antoine et se dirige vers le boulevard des Capucines, est conduite par un homme qui brandit un drapeau rouge (14). C'est, sur un geste de cet homme qui s'approcha du chef de bataillon préposé à la garde du ministère des Affaires étrangères, qu'éclate la fameuse fusillade. A ce moment, d'ailleurs, l'insurrection est générale, et partout le combat s'engage sur les barricades où flotte le drapeau rouge (15). Le 24, le même spectacle s'offre aux yeux des parisiens. Une foule, que précède le drapeau rouge, s'empare du trône, en déchire le velours incarnat, fabrique des insignes pour les boutons et un bonnet rouge dont elle coiffe, en face des Tuileries, la statue de Spartacus (16). En province, dès que la nouvelle des événements de Paris se répand, on arbore immédiatement l'emblème révolutionnaire. On le voit flotter à Lyon, sur l'Hôtel de Ville (17), où le maire, Demophile Leforest, est un bourgeois ; à Valenciennes, où une proclamation spéciale doit l'interdire (18). Des grandes villes, le mouvement gagne les petites : à la Tour du Pin, par exemple, le drapeau rouge est hissé à la sous-préfecture (19).

(11) V. BOUTON, *La Patrie en danger au 25 février 1848. Conspiration du drapeau rouge*.

(12) MÉNARD, *Prologue d'une Révolution*.

(13) *La Semaine*, 27 février 1848.

(14) DANIEL STERN, *Histoire de la Révolution de 1848* et MÉNARD, *op. cit.*,

(15) MÉNARD, *op. cit.*, p. 18.

(16) *La Semaine*, 5 mars 1848.

(17) DUTACQ, *Histoire politique de Lyon pendant la Révolution de 1848*, et LÉVY-SCHNEIDER, *Les débuts de la Révolution de 1848 à Lyon*, dans la *Revue d'histoire moderne*, 1911.

(18) *Proclamation au sujet du drapeau tricolore*, 26 février 1848, B. N., L b 53, 167.

(19) *La Révolution de 1848*, t. VIII (1911-12), p. 246 (Journal de Romain Bouquet).

En présence d'une telle spontanéité, manifestée dès le premier jour, on ne s'étonne plus que le peuple, qui venait d'arborer le drapeau rouge, ait voulu le conserver. Point n'est besoin d'aller chercher une conspiration. Le drapeau rouge des barricades n'a pas été enlevé. Le 25, au matin, partout, il flotte encore. On en voit même un, faubourg Saint-Martin, qui est gardé par deux hommes armés, à la figure sinistre, et sur lequel est inscrit en lettres noires : La liberté ou la mort (20). Au coin de chaque barricade, des combattants des dernières journées offrent des cocardes rouges et malmènent copieusement les bons bourgeois qui ne veulent point les accepter. L'atmosphère est créée, ainsi s'explique fort bien la célèbre manifestation du 25 février (21).

Dès l'aube du 25, l'agitation révolutionnaire, un peu calmée la veille, avait recommencé. Des bandes armées envahirent, au point du jour, la place de la Grève. Déjà des drapeaux rouges flottaient au-dessus de la foule. Ça et là, on voyait des brassards, des ceintures rouges. Tout la matinée des cris de « Vive le Drapeau rouge » ne cessèrent de se faire entendre. Les plus ardents d'entre les manifestants cherchèrent bientôt à forcer les fenêtres et à pénétrer dans l'Hôtel de Ville. A la fin, vers 12 heures, un ouvrier, Marche, parvint à s'ouvrir un chemin, suivi de quelques camarades dont il perdit la plus grande partie en route. Presque seul, il se présenta devant le gouvernement provisoire, et se dit délégué du peuple. Frappant le parquet de la crosse de son fusil, et ponctuant ainsi chacune de ses phrases, il demanda le droit au travail, l'organisation du travail. Il donnait une heure pour réfléchir. « Le peuple attend » dit-il, et il montra la place d'où les clameurs s'élevaient, sans cesse grandissantes. La discussion s'engagea entre ce mandataire du peuple et le gouvernement provisoire. Lamartine, Garnier-Pagès, ne voulaient promettre que ce qu'ils croyaient pouvoir tenir : ils n'étaient point du tout partisans de contraindre les ouvriers à s'associer, ce qu'ils considéraient comme de la tyrannie et de l'esclavage. Cependant ils consentirent à proclamer, dès maintenant, les intentions du gouvernement. Aussitôt un manifeste fut rédigé par Louis Blanc dans l'embrasure d'une fenêtre. On vint le lire au peuple. Le gouvernement s'engageait à assurer l'existence de l'ouvrier par le travail, à garantir du travail à tous les citoyens ; il reconnaissait que les ouvriers devaient s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur labeur. Marche se retira satisfait. Les clameurs cessèrent et le Gouvernement crut la foule apaisée.

(20) MAXIME DU CAMP, *op. cit.*

(21) Pour le récit de cette journée j'ai consulté les journaux de l'époque qui, en général, donnent peu de détails, mais surtout les *Souvenirs et Mémoires*, et les *Histoires* contemporaines (Lamartine, Louis Blanc, Freycinet, Garnier Pagès, etc.).

Mais à peine le conseil se fut-il remis à délibérer que de nouveaux cris éclatèrent. La foule, sans cesse accrue, emplissait maintenant la place de Grève. Les drapeaux rouges s'étaient multipliés comme par enchantement. On en voyait aux fenêtres, sur les toits, dans toutes les mains. Des hurlements plutôt que des cris s'élevèrent, formidables. « Vive le Drapeau rouge ! », Que s'était-il passé ? A en croire Corbon, il venait de se produire un phénomène bien caractéristique de la spontanéité des foules (22). Dans le grand salon de l'Hôtel de Ville, dont les fenêtres donnaient sur la place, contre le mur, au fond de la pièce, il y avait deux canapés recouverts de velours rouge. Non loin de là, un jeune chirurgien, sous aide-major de la Garde nationale, pensait un blessé. Après lui avoir entouré le front d'un bandage, le médecin le fit monter sur une table pour le présenter à la foule. Puis, prenant ses ciseaux de pansement, il découpa le velours rouge de l'un des canapés, le jeta comme un voile sur la tête du blessé qu'il exposa derechef aux regards. L'effet attendu s'étant produit, tout heureux, le médecin jeta le velours à la foule. Puis, avec l'aide d'un voisin, il déchira le deuxième canapé et lança l'étoffe sur la place. Le groupe qui l'avait reçu s'écria : « Il faut en faire des drapeaux ! ». L'idée prit. Aussitôt on improvisa des bannières avec tout ce qu'on trouva sous la main, même avec des manches à balai. C'est alors que des émissaires du gouvernement vinrent lui rapporter que le parti rouge arrivait en masses profondes, que la patrie était en danger, que la foule allait le sommer de remplacer le drapeau tricolore par le drapeau rouge, symbole de la République démocratique et sociale. Pour la deuxième fois, la foule envahit l'Hôtel de Ville. Lamartine essaya de convaincre les envahisseurs. Il y réussit à moitié. Quelques étendards rouges disparurent, quelques drapeaux tricolores se montrèrent. Alors le Gouvernement délibéra. Il s'en fallait de beaucoup qu'il ne fût complet. Dupont de l'Eure et Arago, épuisés de fatigue de la veille, n'étaient pas venus. Louis Blanc était également absent. Ledru-Rollin n'avait pu parvenir à fendre le flot populaire et avait dû chercher un refuge dans la loge du concierge où, trois

(22) CORBON, *Lettre au Siècle* parue dans le *Siècle* du 12 mars 1869, à propos d'une souscription faite pour élever un monument à Lamartine. Corbon se trouvait dans la salle au moment où se place l'épisode qu'il raconte.

Cette lettre est suivie d'une lettre de Leneveux, ami de Corbon, écrite dans le même sens. Elle est reproduite dans Louis Blanc, *Histoire de la Révolution de février*, parue en 1870, t. I, p. 122, dans ses *Souvenirs de l'Hôtel de Ville de Paris en 1848*. Un écrivain postérieur, Merruau, semble placer l'épisode des canapés après l'adoption du 2^e décret. Il ne parle pas du chirurgien. Est-ce un 2^e épisode ? non, sans doute. Il faut admettre que les souvenirs de Merruau, qui n'était pas dans la salle, sont moins précis que ceux de Corbon. Rien d'étonnant, d'ailleurs, à cette erreur, si l'on pense que des témoins eux-mêmes ont souvent confondu les deux journées.

heures durant, il fut prisonnier, sans savoir ce qui se passait. Seuls Garnier-Pagès, Marie et Lamartine se trouvaient réunis. Tous trois étaient fort indécis. Le dernier, toujours prêt à se tourner où le vent soufflait, allait céder. « Le peuple avait raison, disait-il, la situation était nouvelle, il fallait un symbole nouveau. » Les autres membres, au contraire, résistaient. Ils lui montraient que la victoire du drapeau rouge était, en réalité, le triomphe de l'émeute et des passions populaires, la porte ouverte à tous les excès, en définitive, le règne de la Terreur. Non convaincu, Lamartine hésitait encore quand une nouvelle invasion vint interrompre la délibération. Alors, se rangeant à l'avis de ses collègues, il « alla revêtir du prestige de la parole les arguments mêmes qu'on venait de lui opposer » (23).

Déjà, Garnier-Pagès, « la doublure » de Lamartine, « le fluet Garnier-Pagès, à la chevelure éplorée, qui, à quelque heure qu'on le prit, et sur quelque sujet qu'on l'interpellât, avait toujours un vieux fond de discours à dégorger » (24), accompagné de Duclerc, s'était porté à la croisée la plus voisine, dans l'arrière-cabinet du Préfet. Là, il avait harangué la foule (25). « Le gouvernement se préoccupe du bien-être des ouvriers, dit-il ; il a déjà décrété l'assistance par le travail. Pourquoi cette animation sans but, lorsque les résultats de la victoire sont assurés ? Pourquoi vouloir changer le drapeau tricolore contre le drapeau rouge ? Le drapeau tricolore est le symbole de l'affranchissement du peuple, de l'abolition du servage en 1789. C'était le drapeau de la première révolution, de la première république. Ce glorieux drapeau a parcouru toute l'Europe, il est l'emblème de la liberté chez tous les peuples. Il doit être pur de tout excès, ce drapeau de la Révolution et de la république de 48. » Pendant ce temps, Lamartine qui voulait peut-être effacer sa passagère défaillance du matin (26), s'efforçait de calmer ceux qui étaient à l'intérieur. Plusieurs fois, il descendit et remonta les escaliers, tandis qu'au dehors la multitude houleuse grondait. Alors, bien qu'il fût épuisé par dix-huit heures de lutte incessante, accompagné de Corbon, Flottard et de quelques élèves de l'Ecole polytechnique, dont Freycinet (27), il parvint à se frayer un passage jusque sous la voûte de l'escalier principal. Il apparut au milieu de

(23) M. DE FALLOUX, *Mémoires d'un royaliste*, p. 313. L'auteur cite le témoignage de Marrast, qu'il tient de seconde main, il est vrai ; mais cet épisode où Lamartine faillit céder, se place bien dans la première journée, puisque, selon Louis Blanc, le 26, il s'opposa de toutes ses forces à l'adoption du drapeau rouge.

(24) M. DU CAMP, *Souvenirs de l'Année 1848*.

(25) GARNIER PAGÈS, *Histoire de la Révolution de 48*, p. 66. Ce discours n'est mentionné que par l'auteur. Il est donc suspect, mais point invraisemblable.

(26) Il s'agit de la proclamation du matin sur l'organisation du travail.

(27) Cf. DE FREYCINET, *Souvenirs*.

clameurs et de cris : le Drapeau rouge ! le Drapeau rouge ! Son visage calme et sa figure inspirée firent régner un calme relatif. Alors, à l'ombre d'un drapeau rouge déployé sur sa tête au bout d'une perche, monté sur une chaise, il déroula sa magnifique improvisation (28). « Il calma d'abord le peuple par un hymne de paroles sur la victoire si soudaine et si complète, si inespérée même des républicains les plus ambitieux de liberté. Trois jours avaient suffi pour accomplir une œuvre de trois siècles. » Le peuple n'était-il donc pas content d'un gouvernement qui accomplit une œuvre pareille ? Puis il entra plus avant dans l'argumentation. Deux raisons lui parurent péremptoires, une de politique intérieure, une de politique extérieure. Il ne fallait pas de drapeau rouge, drapeau de la Terreur, drapeau de sang. On ne devait pas « substituer une révolution de vengeances et de supplices à une révolution d'unanimité et de fraternité », ni « commander à son gouvernement d'arborer en signe de concorde l'étendard de combat à mort entre les citoyens d'une même patrie, ce drapeau rouge qu'on a vu élever quelquefois quand le sang coulait, comme un épouvantail contre des ennemis, ce drapeau qu'on doit abattre aussitôt après le combat, en signe de réconciliation et de paix » (29). Et, dans une magnifique péroraison, il termina l'exposé de ses premières raisons. C'est alors qu'il prononça la phrase célèbre : « Le gouvernement, je le sais, est aussi décidé que moi-même à mourir plutôt que de se déshonorer en vous obéissant. Quant à moi, jamais ma main ne signera ce décret. Je repousserai jusqu'à la mort ce drapeau de sang et vous devez le répudier plus que moi-même, car le drapeau rouge que vous nous rapportez n'a jamais fait que le tour du champ de Mars, traîné dans le sang du peuple en 91 et en 93, et le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie (30). La phrase fit son effet mais ne convainquit pas tout le monde. Et Lamartine dut parler encore. Cette fois, il invoqua les relations avec l'étranger : « Citoyens, s'écria-t-il, je vous ai parlé tout à l'heure en citoyen, eh bien ! maintenant, écoutez en moi votre ministre des affaires étrangères. Si vous

(28) Nous avons suivi à peu près *l'Histoire de la Révolution* de 48, de Lamartine. Sans doute il se met complaisamment en scène et il n'a pas pu se rappeler exactement les paroles qu'il avait prononcées. Mais le fond est exact. Personne ne l'a démenti. Les personnes présentes, G. Pagès, Corbon etc., Freycinet ont reconnu là à peu près la vérité.

(29) Ici Lamartine semble faire déjà allusion au drapeau de la loi martiale de 1789.

(30) Freycinet donne une autre version (*Souvenirs*, p. 24). « Le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec nos libertés et nos gloires, tandis que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ de Mars, baigné dans les flots de sang du peuple. Vous le repousserez tous avec moi. »

Freycinet maintient sa version contre Lamartine lui-même, car il l'a noté le soir même.

m'enlevez le drapeau tricolore, sachez-le bien, vous enlevez la moitié de la force extérieure de la France, car l'Europe ne connaît que le drapeau de ses défaites et de nos victoires dans le drapeau de la République et de l'Empire. En voyant le drapeau rouge, elle ne croira voir que le drapeau d'un parti : c'est le drapeau de la France ; c'est le drapeau de nos armées victorieuses, c'est le drapeau de nos triomphes qu'il faut relever devant l'Europe. La France et le drapeau tricolore, c'est une même pensée, un même prestige, une même terreur au besoin, pour nos ennemis ». Il est certain que ce second argument avait plus de portée que le premier. C'est pourtant celui-ci qui eut le plus de succès. Sans doute, il pouvait paraître étrange que ce peuple prît pour symbole celui-là même qui l'avait fait massacrer au Champ de Mars. En ce sens Lamartine avait raison. Mais, par une erreur manifeste, avec un contre-sens historique évident, il oubliait que, depuis fort longtemps, le drapeau rouge n'était plus le drapeau bourgeois, mais était devenu la propriété du peuple (31). Dès lors, quoi de plus légitime que la prétention de ce dernier ? Quoi qu'il en soit, l'éloquence enflammée déployée par l'orateur entraîna les manifestants. Les drapeaux rouges disparurent, et Lamartine rentrant à l'Hôtel de Ville pouvait croire que le gouvernement était vainqueur.

Le soir même deux proclamations furent lancées. La première émanait du gouvernement. « *Le coq gaulois et les trois couleurs, disait-elle, étaient nos signes vénérés quand nous fondâmes la République en France. Ils furent adoptés par les glorieuses journées de juillet. Ne songez pas, citoyens, à les supprimer ou à les modifier : vous répudieriez les plus belles pages de votre histoire, votre gloire immortelle, votre courage, qui s'est fait connaître sur tous les points du globe. Conservons donc le coq Gaulois, les trois couleurs. Le gouvernement le demande à votre patriotisme.* » Un décret suivait. Il stipulait que le gouvernement adoptait « *les trois couleurs disposées telles qu'elles étaient pendant la République* » (32).

Cependant une autre proclamation riposta aussitôt. En effet, pendant que Lamartine triomphait à l'Hôtel de Ville, un autre personnage attendait les événements. Blanqui, suivi de quelques partisans, allait et venait dans les rues sombres qui avoisinaient le Palais Royal, s'entretenant avec eux de la marche de la Révolution. Il se répandait en critiques amères sur ce gouvernement usurpateur émané du « National », qui depuis 24 heures ne fai-

(31) Cf. G. PERREUX, *les Origines du drapeau rouge en France* (Révolution Française, 1920).

(32) Cf. *Murailles révolutionnaires*, t. I, p. 41. *Le Moniteur*, du 26 février, etc., etc. Cette proclamation est rapportée par presque tous les historiens de 1848. Elle fut imprimée par Vinchon, l'imprimeur de la Mairie.

sait rien en faveur du peuple. Pourquoi repoussait-on les hommes du peuple, pourquoi lui, Blanqui, était-il écarté ? Allait-on escamoter la révolution de 48 comme celle de 1830 ? Pendant qu'il parlait ainsi, Vilcoq, envoyé aux renseignements sur la place de Grève, accourut épouvanté et racontant ce qu'il avait vu, il lui apprit le décret du gouvernement. Un concert de malédictions accueillit ce récit. On décida aussitôt de renverser le gouvernement provisoire. Blanqui dicta sur-le-champ une proclamation insurrectionnelle qui fut portée immédiatement à l'imprimerie et affichée sur tous les murs (33). « *Les combattants républicains ont lu avec une douleur profonde la proclamation du gouvernement provisoire qui rétablit le coq Gaulois et le drapeau tricolore. Le drapeau tricolore, inauguré par Louis XVI, a été illustré par la première République et par l'Empire ; il a été déshonoré par Louis-Philippe. — Nous ne sommes plus d'ailleurs ni de l'Empire, ni de la première république.*

Le peuple a arboré la couleur rouge sur les barricades de 48. Q'on ne cherche pas à la flétrir.

Elle n'est rouge que du sang généreux versé par le peuple et la Garde nationale. — Elle flotte étincelante sur Paris, elle était être maintenue.

Le Peuple victorieux n'amènera pas son pavillon (34) ».

On se donna rendez-vous pour le soir dans la salle du Palais de Justice appelée « le Prado ». Chacun devait s'armer. De là on devait aller à l'Hôtel de Ville porter au gouvernement provisoire l'ultimatum du peuple. Blanqui, resté seul avec Vilcoq et Bouton, se dirigea vers la Préfecture de police pour y sonder Caussidière (35). Il ne trouva chez ce dernier qu'un enthousiasme fort modéré, peut-être même de la froideur. Le conspirateur et le préfet de police eurent même une violente altercation. Blanqui alors voulut par lui-même examiner les chances de succès. La

(33) D'après les *Murailles révolutionnaires*, cette proclamation émane du premier club fondé à Paris, le 25 février 1848, le club de la Révolution. C'est Blanqui qui l'aurait dictée dans la séance du matin. Cette version semble fautive, puisque le décret du gouvernement n'a paru que sur la fin de l'après-midi (Cf. t. I, p. 67, et II, p. 167).

D'après les *Affiches Rouges*, p. 36, elle aurait été écrite de la main même de Blanqui.

LUCAS (*op. cit.*, p. 213) et VICTOR PIERRE (*Histoire de la République de 1848*) disent qu'elle est de Lacambre.

Ces contradictions s'expliquent, car il y eut semble-t-il, deux proclamations à peine différentes d'ailleurs. La dernière phrase seule différait. Dans l'une elle était ainsi conçue : « Le Peuple victorieux ne doit pas amener son pavillon, et dans l'autre : Le Peuple victorieux n'amènera pas... De plus, dans un cas, elle est écrite en capitales, dans l'autre en italiques.

(34) D'après BOUTON, *La Patrie en danger*, p. 43, il eut l'intention auparavant de voir Raspail. Bouton l'en dissuada. Cf. SUZANNE VASSERMANN, *Les clubs de Barbès et de Blanqui*, p. 43.

(35) Pour le détail des faits, voir SUZANNE VASSERMANN, *op. cit.*, pp. 43 et 59, où discute les affirmations de Bouton, Delvau, F. Girard, Lucas, etc.

visite à l'Hôtel de Ville, où il trouva plus de froideur encore, le rendit sceptique (36). Après un dernier effort auprès de Caussidière, il revint tristement vers ses amis qui l'attendaient au Prado.

Depuis une heure environ, ils y étaient rassemblés. En l'absence du chef, le Docteur Crousse présidait. Il y avait là cinq à six cents sectionnaires coiffés du bonnet rouge et armés jusqu'aux dents. Parmi eux se remarquaient de vieux conspirateurs qui avaient pris part à tous les complots des dix premières années du règne de Louis Philippe.

C'étaient : Pillot, « un exalté », un athée qui ébranlait la salle des roulements et des éclats de sa voix ; Delente « à la haute stature, au geste net, à la parole pleine, colorée » ; Limard, qui se distinguait par son air décidé, sa figure accentuée, ses bras musculeux, sa parole nette et tombant comme du plomb. Son fusil à la main, son chef couvert d'un bonnet rouge lui donnaient l'air d'un sectionnaire de 92 (37). Il y avait encore Lacombe, Dézamy, Caunes, etc. Tous ces hommes parlaient d'expulser le gouvernement provisoire, de châtier Lamartine, de confisquer les biens des riches et de gouverner par un comité de salut public suivant la tradition de 93. Mais aucun n'osait prendre de décision. Le maître n'était pas là. Il parut, chétif, mal vêtu, ganté de noir, éternellement. Une immense clameur l'accueillit. Puis, le silence. Alors sur cette salle qui bouillait d'une ardeur mal contenue, le visage pâle, les yeux ardents, la main funèbre levée, Blanqui jeta comme un torrent d'eau glacée. Il affirma sa résolution. Il dit ses raisons. L'heure était mal choisie. La France n'était pas républicaine. « La révolution qui venait de s'accomplir était une surprise heureuse, rien de plus. Si l'on voulait aujourd'hui porter au pouvoir des noms compromis aux yeux de la bourgeoisie par des condamnations politiques, la province aurait peur, elle se souviendrait de la Terreur, de la Convention et rappellerait peut-être le roi fugitif. La garde nationale elle-même n'avait été qu'un complice involontaire. Les boutiquiers peureux qui la composaient n'allaient-ils pas défaire demain ce qu'ils avaient fait hier. Non, il fallait savoir attendre, organiser révolutionnairement le peuple dans les clubs, préparer le grand jour de la Force. Il fallait un nouveau 10 août pour avoir au moins le prestige de la force révolutionnaire (38). »

(36) Cette dernière phrase est écrite en caractères gras. L'affiche ne portait pas de nom d'imprimeur. Cf. *Muraille révol.*, tome I, p. 67.

(37) *Les affiches rouges*, p. 35. BOUTON, *La patrie en danger*, p. 56. DELVAU, *Histoire de la Révolution de février*, p. 320.

(38) D'après le récit de Lucas : *Clubs et clubistes*, p. 213 et sq. Ce récit serait suspect, s'il n'était confirmé par d'autres témoignages, p. ex., ceux des *Affiches rouges*, de D. Stern, de Delva, de Bouton, de F. Girard.

Jusqu'à dix heures il parla, discuta, essaya d'enrayer la violence. Ce qui est prodigieux c'est qu'il y réussit. La proclamation fut déchirée (39). On se sépara. Blanqui sortit. Il n'avait pas dîné. Il acheta un pain de deux sous. Puis, comme il « n'aimait pas que l'on sût son domicile » (40), il se sépara de ses deux compagnons et disparut dans la nuit noire.

Tout péril paraissait donc écarté pour le gouvernement provisoire. Il triomphait, et si complètement que les révolutionnaires eux-mêmes avouaient leur impuissance. Et pourtant, le lendemain, il eut encore à subir un nouvel assaut. Vraisemblablement les amis de Blanqui n'avaient point été entièrement convaincus. Le jour, en effet, ramena sur la place de Grève et la foule, et le bruit. Moins tumultueuse, cette foule semblait mieux organisée. L'ordre relatif qui y régnait témoignait d'une certaine entente. Les bannières rouges qui brillaient ça et là n'étaient plus improvisées comme la veille. C'était de l'étoffe fulgurante aux larges plis. Les scènes de la veille se renouvelèrent, cris, tumulte, assaut dans l'escalier principal. Un homme, qui était monté sur une croisée, gesticula si fort qu'il finit par tomber sur la place. Partout les drapeaux rouges apparurent. On réussit même à hisser l'un d'eux au-dessus de la porte principale, un autre sur la statue d'Henri IV. Des cris de « Vive le Drapeau rouge ! » punctuaient ces différents gestes (41).

Le Conseil du gouvernement était réuni beaucoup plus nombreux que le 25. Alors on fit ce que, la veille, le danger pressant avait empêché de faire : on délibéra. La discussion dura près de trois heures. Les avis étaient partagés, mais inégalement. Louis Blanc exhorta vivement le conseil à changer les couleurs nationales. A toute grande révolution, dit-il, il faut un drapeau qui puisse lui convenir. Une institution nouvelle réclame un signe nouveau. Or le drapeau tricolore ne répond plus à la réalité. En 1789, il a été adopté pour donner un emblème à la réconciliation

(39) Ce qui n'empêche pas qu'elle était déjà affichée un peu partout.

(40) G. GEFFROY, *L'Enfermé*, p. 133.

(41) Il y eut donc 2 journées, deux épisodes du drapeau rouge. La plupart des historiens les ont confondus pour des raisons diverses. Pour d'autres, des épisodes de la première journée sont passés dans la seconde et réciproquement. Tous les récits sont confus et contradictoires. C'est un fouillis inextricable d'où l'on a peine à sortir.

Louis Blanc, qui n'était pas là la veille, ne parle pas du 25. Il ne parle que du 26. (« Je regarde ses confessions comme le récit d'un mangeur de haschich », dit quelque part Louis Blanc). Lamartine probablement pour des raisons d'esthétique et pour se donner un plus beau rôle, réunit les deux journées, Freycinet également. D. Stern de même. Des écrivains contemporains, dont le récit est presque du roman (Barthou, *Lamartine*), ont suivi cette version. Elle est certainement erronée. Il y eut 2 journées. Il n'y a qu'à regarder la date des documents, notamment de la première proclamation, parue au *Moniteur* du 26, et du décret définitif paru le 27. Et puis, s'il n'y a eu qu'une journée, comment expliquer qu'on ait gardé la *rosette rouge*. Le récit le plus près de la vérité paraît être celui de Garnier-Pagès.

du roi et du peuple. Au rouge et au bleu, couleurs du tiers état parisien, on a allié le blanc couleur du roi. Le drapeau tricolore porte donc l'idée d'un compromis. Il rappelle que dans la nation il y a autre chose que la nation. Mais, maintenant, la royauté est abolie. Pourquoi conserver ses couleurs ? Il n'y a plus qu'un souverain, le peuple. Pourquoi ne pas lui donner son emblème ? Pourquoi ce drapeau, dont la couleur multiple semble faire revivre la diversité des classes ? Le drapeau rouge doit-être l'étendard de l'Unité. Louis Blanc ajouta des considérations historiques et sentimentales. D'abord, dit-il, le drapeau rouge fut l'étendard des Gaulois, sous lequel nos pères ont lutté contre Rome, et jusqu'à Jeanne d'Arc contre les Anglais. Et puis, instinctivement le peuple choisit pour exprimer son triomphe la couleur la plus éclatante. Il revêt en quelque sorte la pourpre pour son joyeux avènement. Il ne fait qu'imiter toutes les souverainetés, temporelles ou spirituelles passées, l'Empire, l'Eglise. Loin d'être un appel à des passions farouches, c'est la couleur de l'ardente charité, celle que l'Eglise consacre aux fêtes des martyrs et à l'adoration du mystère suprême de l'amour divin, la Fête-Dieu (42).

A ces arguments dont les derniers dénotaient, à coup sûr, une profonde connaissance de la psychologie populaire, Lamartine répondit (43) « avec beaucoup de force ». Il fallait conserver le drapeau tricolore parce que c'était le peuple qui l'avait imposé lui-même à la royauté en 1789. C'était encore la victoire populaire qui l'avait ramené en 1830. D'ailleurs, il ne signifiait pas la diversité des classes. Au contraire, il était le symbole de leur union. Pourquoi changer les emblèmes à chaque révolution ? En poussant ce système un peu plus loin, ce serait la séparation infinie des citoyens dont chacun aurait sa couleur. Il valait mieux conserver le signal de nos pères (44). D'ailleurs chacun émit son avis. Carnot dit à Louis Blanc : « Vous qui avez écrit l'histoire de la révolution, vous voulez donc la déchirer », un autre de s'écrier : « Le drapeau tricolore est le drapeau de la Marseillaise. Effacez donc le chant de la Marseillaise, le chant de la délivrance, ce chant du monde entier ». Ledru-Rollin lui-même appuya en ce sens. Il invoqua la tradition révolutionnaire : « Le drapeau tricolore est le drapeau de la Convention, le drapeau de

(42) LOUIS BLANC, *Pages d'histoire de la Révolution de Février et Histoire de la Révolution de 1848*. GARNIER-PAGÈS, *op. cit.*, etc., etc. La plupart des historiens républicains contemporains ont repris cette augmentation historique et psychologique. Cf. notamment CH. ROBIN : *Histoire de la Révolution française de 1848* ; B. SARRANS, *Histoire de la Révolution de Février 1848*.

(43) Ce n'est pas dans cette séance que Lamartine faillit céder, mais dans celle de la veille. Le passage cité de Louis Blanc en fait foi, et, s'il avait tant soit peu été ébranlé, Louis Blanc n'aurait pas manqué de le noter. Le 26 Lamartine fit une opposition acharnée.

(44) Cf. GARNIER-PAGÈS, *op. cit.*

93 et de 94, le drapeau de l'appel aux armes, qui a guidé les citoyens aux premières batailles de la République, contre les armées ennemies. Que veut-on de plus, que veut-on de mieux » ? Et ce disant, il montrait au conseil le dessein du drapeau tricolore peint par David sur la demande de Robespierre. Malgré tous ces arguments, qui, au fond, étaient les mêmes, la difficulté où l'on se voyait d'endiguer le flot révolutionnaire qui se manifestait de plus en plus tumultueux, la chaleureuse plaidoirie de Louis Blanc aurait peut-être fait plier les adversaires sans l'intervention décisive de Goudchaux. Goudchaux « Prud'homme », entra comme les volontés fléchissaient. Il protesta violemment contre le terrorisme qui frappait aux portes et n'attendait qu'une occasion pour établir sa dictature sanguinaire. Se souvenant avant tout qu'il était banquier, il dépeignit l'impression que produirait l'adoption du drapeau rouge dans le monde des affaires, et... convainquit l'assemblée qui ne demandait peut-être qu'à être violentée. Louis Blanc resta seul de son avis. Comme il fallait se hâter, et mettre un terme aux débats, on s'accorda sur une transaction : Le drapeau tricolore serait maintenu, mais pour montrer la bonne volonté du gouvernement, une rosette rouge serait attachée à la hampe. La proclamation suivante adoptée à l'unanimité fut donc rédigée : « *Le gouvernement provisoire déclare que le drapeau national est le drapeau tricolore, dont les couleurs seront rétablies dans l'ordre qu'avait adopté la République Française. Sur ce drapeau seront écrits ces mots : « République française, Liberté, Egalité, Fraternité », trois mots qui expliquent le sens le plus étendu des doctrines démocratiques dont ce drapeau est le symbole, en même temps que ses couleurs en continuent les traditions* ».

Comme signe de ralliement, et comme souvenir de reconnaissance pour le dernier acte de la révolution populaire, les membres du gouvernement provisoire et les autres autorités porteront la rosette rouge, laquelle sera placée aussi à la hampe du drapeau (45) ». Le décret fut inséré au *Moniteur* du 27 février. Il essayait d'accorder tout le monde. En réalité, il était la parfaite expression de ce gouvernement provisoire irrésolu, tiraillé entre deux tendances. Il prolongeait l'équivoque, qui devait être fatale à la révolution de février.

(45) *Le Moniteur*, 27 février et *Les Murailles révolutionnaires. Histoire de la Révolution de Février*, parue à Bordeaux, en 1848, sans nom d'auteur.

III

En effet, le moindre reproche que l'on puisse faire au gouvernement provisoire, c'est d'avoir louvoyé entre les deux partis, bourgeois et socialiste, sans avoir jamais osé prendre de position nette, c'est d'avoir fait des promesses au peuple qu'il savait ne pas pouvoir tenir, c'est de n'avoir pas compris un mot à ce qui se passait dans l'esprit des révolutionnaires, ou, ce qui serait plus grave, de n'avoir pas voulu le comprendre. Il a toujours mal interprété, consciemment ou non, les intentions de la masse populaire. Il ne s'est jamais demandé franchement et sans parti pris *ce que pouvait bien signifier ce drapeau rouge* qui tenait tant au cœur du peuple *et comment il était apparu* (46).

Était-il l'effet d'une préméditation mûrie et largement combinée de quelques factieux ? Fallait-il voir là, au contraire, un pur hasard, un concours fortuit de circonstances ?

On a voulu y voir d'abord « la conspiration du drapeau rouge ». C'est le titre même que le pamphlétaire Bouton donne à une de ses violentes diatribes. Pour lui, l'affaire aurait été combinée à l'avance par quelques agitateurs des clubs, agissant à la remorque de Blanqui ou de quelque autre chef (47).

Après lui, ou en même temps que lui, quelques historiens ont repris cette thèse. Garnier-Pagès voit, dans les coups de feu, les cris, des indices manifestes d'une trame ourdie dans quelque conciliabule secret (48). Freycinet parle d'une manifestation qu'on aurait organisée dans la matinée du 25 pour l'après-midi (49). Est-ce, au contraire, un simple hasard ? Faut-il réduire cette affaire à la proportion d'un fait insignifiant ? Le même Bouton, en même temps qu'il y trouve la conséquence d'une conspiration, voit là un pur « concours de hasard ». « Personne ne le vit avec frayeur, dit-il, il avait son ridicule. » Selon lui, il s'était, d'ailleurs, trouvé planté naturellement entre les pavés, dans les mains des manifestants des derniers jours. Il n'y avait pas de quoi en faire « une grosse affaire » (50).

Ces deux thèses, préméditation, hasard, semblent aussi éloignées de la vérité l'une que l'autre. Il ne faut pas voir dans l'affaire du drapeau rouge une conspiration, pas davantage, un fait insignifiant. Chacune de ces explications, prise isolément, ne rend compte que d'une partie de ce qui s'est passé. Aucune d'elles ne répond complètement au véritable sentiment populaire,

(46) Cf. PROUDHON, *Solution du Problème social*. Proudhon examine longuement cette question.

(47) V. BOUTON, *La Patrie en danger, conspiration du drapeau rouge*.

(48) GARNIER-PAGÈS, *op. cit.*, p. 64.

(49) *Souvenirs*, p. 20.

(50) BOUTON, *op. cit.*

et les mêmes arguments peuvent la combattre l'une et l'autre. La vérité est, en effet, plus simple. Dès le 23, on avait arboré le drapeau rouge sur les barricades (51). C'est Bouton lui-même, qui, par une contradiction flagrante, nous dit qu'« on ne l'avait point exhumé du fond des tannières à conspirations et à complots » (52). Tout naturellement, dès que la Révolution avait éclaté, les idées populaires s'étaient exprimées par ce symbole, simple signe de l'état d'esprit courant (53). Ce qui le confirme, c'est que, dès le 25, on avait cru très vite qu'il s'agissait d'un décret du gouvernement provisoire. Tout de suite, et partout, dans les mairies, les postes de gardes nationaux, et dans tous les édifices publics, on avait arboré le drapeau rouge (54). Si l'opinion n'avait pas été à peu près générale, aurait-on agi avec tant de promptitude ? Et puis, on a vu la conduite de Blanqui qui, pour certains, aurait été l'âme de tous les complots. Plutôt que de pousser à l'insurrection, quand il a vu que le succès n'était pas possible, il a conseillé le calme. Que le 26 la manifestation ait été plus et mieux organisée que la veille c'est tout naturel ; mais le 25 elle était toute spontanée. Le récit de Corbon en fait foi. Rien d'extraordinaire dans l'épisode qu'il raconte ; on sait avec quelle facilité le peuple avait déchiré le velours du trône pour en faire des cocardes. De plus, il y avait déjà des drapeaux sur la place et, depuis longtemps, on criait « Vive le drapeau rouge ! » Que quelques individus aient poussé plus particulièrement à confectionner des emblèmes révolutionnaires, quoi d'étonnant ? Pour prendre une décision, quelle qu'elle soit, il faut toujours des hommes d'action. Admettons même qu'il y ait eu là des menées révolutionnaires, et même la marque de quelques agitateurs, ce n'est point une raison pour en faire un complot. Ni complot, ni hasard, l'affaire du drapeau rouge fut une manifestation naturelle et spontanée du sentiment populaire, la suite logique du progrès de l'opinion avant 48, et des journées de février.

Quel était donc ce sentiment populaire ? Faut-il voir, comme on l'a fait, dès ce moment là, dans le drapeau rouge, le passé tragique : 93, la guerre civile, la guerre aux trônes, l'échafaud, la Terreur. Est-ce le drapeau d'un parti, qui, « reprenant à froid les bouillonnements de Danton et les aphorismes de Saint-Just, affectant une pitié superbe pour les scrupules de l'honnêteté et de l'humanité, rêvait la tyrannie d'en bas substituée à la tyrannie d'en haut, l'arbitraire pour loi, le ressentiment pour justice et la

(51) Cf. plus haut.

(52) BOUTON, *op. cit.* et *Profils révolutionnaires*.

(53) Nous croyons, en effet, avec Crémieux (*La Révolution de février*), que la Révolution de 1848 n'a pas été une explosion soudaine, sans cause apparente, mais, au contraire, un aboutissant, une conclusion nécessaire.

(54) LENEVEU, *Lettre au Siècle*, 12 mars 1869 (à la suite de celle de Corbon).

hache pour gouvernement ? (55). Marie, Garnier-Pagès ont exprimé les mêmes craintes (56). Avec eux, toute la bourgeoisie le pensait. Dans la multitude des pamphlets, des tracts de toute nature qui parurent à cette époque, se retrouvaient les mêmes accusations. Lavarenne (57), en parlant du drapeau rouge, en fait un signe d'extermination et de pillage. « Les chefs de la bande, dit-il, ont promis à leurs troupes le sac de la capitale », et il nommait « la masse nideuse de ces individus, sans nom, qui habitent les bas-fonds de Paris ». Ainsi, Lamartine aurait triomphé d'un danger terrible, menaçant la République. Il aurait écrasé « le parti de la terreur et rétabli l'ordre social » (58).

A vrai dire, comme en 1832, les révolutionnaires faisaient tout pour inspirer une telle croyance. Leurs clubs, leurs journaux, leur langage, tout essayait de faire revivre le souvenir de 93. Les centaines de clubs qui naquirent au lendemain du 24 février ont tous des noms rappelant cette époque : ils s'appellent *club des Jacobins*, *club de la Commune de Paris*, *club de la Montagne*. On y délibère sous des piques surmontées de bonnets rouges ; on invite les citoyens à siéger en blouse ; on y propose de faire mourir les riches en établissant autour de leurs maisons un cordon sanitaire. Les journaux renchérisseient. Tous ont des titres retentissants et des devises éclatantes. Ce sont : *le Vieux Cordelier*, *le Père Duchêne*, *l'Accusateur public*, *la Guillotine*, *l'Ami du Peuple*, *le Tribunal Révolutionnaire*. Tremblez, riches, s'écrient-ils ! Leur formule est : guerre aux bourgeois, guerre à la civilisation, guerre au gouvernement !

On comprend que cette phraséologie ait pu faire peur. Mais quiconque regarde de près saisit au fond tout ce qu'il y a de modéré sous la violence des termes ! Tous ces révolutionnaires ont plutôt l'allure de croquemittaines que de gens avides de sang. Les noms de Jacobin, de Montagnard, les gilets à la Robespierre, les « Mourir pour la patrie » ne sont guère que des réminiscences littéraires. Comment ne viendraient-elles pas à l'esprit ? Y a-t-il si longtemps que Thiers, que Buchez, que Lamartine lui-même, et beaucoup d'autres, ont fait revivre la période révolutionnaire dans leurs ouvrages ? En réalité, en assistant aux clubs, on aurait pu entendre Blanqui discuter, avec une lucidité et une précision mathématique les plus brûlantes questions à l'ordre du jour : on aurait pu écouter le Bayard de la Démocratie unir le culte de Jeanne d'Arc et de Dieu à celui de l'Égalité, mais pas

(55) LAMARTINE, *Mémoires politiques*, II, p. 323.

(56) GARNIER-PAGÈS, *op. cit.*, tome VI, p. 64-65.

(57) LAVARENNE, *Le gouvernement provisoire et l'Hôtel de Ville dévoilés*, p. 40 et sq.

(58) Cf. plus loin, un passage de Corbon, à ce sujet, dans la *Lettre au Siècle*.

autant de propos incendiaires que leurs adversaires le laissaient entendre. Et même, ces journaux aux titres flamboyants, il suffit de les lire d'un peu près pour saisir les intentions de leurs rédacteurs. On y voit que le peuple de 48 ne ressemble en rien au peuple de 93 (59). Les circonstances ont changé. Il ne veut, en réalité, ni pillage, ni exil, ni cachot, ni guillotine, qui existent seulement dans l'imagination des riches ou des lettrés. On a confondu le terrorisme et le socialisme — éternelle confusion ! — et on a volontiers pris pour les sentiments de la masse les hurlements de quelques factieux, vite réprimés par le peuple lui-même. Lisons plutôt : Voici les *Droits de l'Homme* (60) qui saignent d'indignation et de colère en entendant *les Débats*, *la Presse* insulter le drapeau des barricades qu'ils appellent drapeau souillé et sanglant. C'est *la République rouge* (61), qui déclare aux bourgeois : « Notre drapeau vous effraie, vous avez vu 93 infliger à la noblesse un châtiment terrible, et vous, qui n'avez pas la conscience nette, vous craignez qu'on en fasse autant. Si c'est la peur qui vous tient, sachez ce que nous sommes. Le drapeau rouge n'est pas le drapeau du sang ». Les temps ne sont plus les mêmes (62). La République rouge ne relèvera pas les échafauds. *La Bouche d'acier* (63) déclare qu'elle appartient à la mémorable époque de 93 ; elle veut les mêmes résultats, moins les excès et la terreur. *L'Ami du Peuple* (64), par la plume de Blanqui, écrit : « Vous nous accusez d'être des hommes de sang et de vengeance. Nous voulons la Terreur ? Vous êtes fous (65)... La Terreur fut une inexorable nécessité en 93 ; c'était l'arme de tous les partis, l'arme de la Cour aveuglée, l'arme de la Bastille en défense, l'arme du peuple justement exaspéré, l'arme offensive de Coblenz et de la Vendée, et, partout, l'arme défensive de la Convention... mais la Terreur, aujourd'hui, en 48, elle n'aurait plus de sens, elle ne serait qu'une atroce folie, un drame à la Néron, un incendie de

(59) *Les Journaux rouges*. Cette collection de journaux les plus violents qu'« un Girondin » découpe en extraits « pour nous dégoûter de la république rouge ».

(60) *Journaux rouges*, p. 50.

(61) *La République rouge* a pris comme devise la phrase de Proudhon, citée plus loin : « Souvenez-vous que le drapeau rouge est le signe d'une révolution qui sera la dernière... etc., etc. » *Journaux rouges*, p. 60.

(62) PROUDHON, dans les *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 40, exprime une idée analogue : « De ce que, sous le nom de démocrates-socialistes, nous étions les continuateurs de 93, s'ensuivait-il que nous dussions faire en 49 la répétition de 93 ? Le Peuple le niait absolument.

« La Révolution, en 49, comporte-t-elle les mêmes moyens d'action qu'en 93. Pour ma part, je réponds sans hésiter : non, elle ne les comporte pas. Et la raison c'est qu'en 93 la révolution était surtout politique, et qu'en 49, elle est surtout sociale ».

(63) *Les Journaux rouges*, p. 60-61.

(64) *Les Journaux rouges*, p. 60-61.

(65) *Les Journaux rouges*, p. 60-61.

Rome... La violence, qui est le plus saint des devoirs sous l'Empire de la tyrannie, est un crime de lèse-nation sous le règne de la liberté ». Les révolutionnaires se rendaient donc parfaitement compte de la situation aussi bien que quelques royalistes eux-mêmes (66). Leur formule était : « 93 moins les excès et la Terreur ».

Une objection se présente immédiatement à l'esprit. » Il n'y a là, peut-on dire, que des affirmations purement gratuites : Qui sait ce qu'on aurait fait si le peuple avait triomphé ? Il semble aisé d'y répondre.

Examinons simplement les faits. Cest une vérité devenue banale que la Révolution de 48 fut une des moins sanglantes qui eussent jamais existé. Il est hors de bon sens de prétendre qu'elle a été faite par des pillards et que les bandes rouges ont formé une armée de bandits. Le peuple, qui réclamait le drapeau rouge, était celui-là même qui avait combattu durant les trois journées. Les épisodes abondent qui montrent combien il était débonnaire et docile. Au moment de la prise du château, on avait découvert des diamants, des bijoux, de l'argenterie pour une valeur de plus de trois millions. On les plaça dans une baignoire, avec une simple couverture par dessus, sous la garde d'un homme en haillons (67). Quand on revint les prendre, l'homme était toujours là, et l'argent aussi. Une personne qui visita les appartements des Tuileries, le 25 février, ne put s'empêcher d'admirer l'ordre avec lequel les ouvriers gardaient le palais. Elle y remarqua des écriteaux qui portaient ces mots : « les voleurs seront fusillés » (68). *La Semaine* (69) conte également qu'un repris de justice, libéré depuis quelque temps, était devenu la terreur de son quartier. Or, cet homme prit part à la garde des barricades. Il s'écriait : « J'ai été toute ma vie un mauvais sujet, un malfaiteur, mais si je surprenais un individu assez misérable pour voler dans un pareil moment, je serais le premier à lui plonger mon sabre dans le cœur ». Dans la rue Richelieu, effectivement, le peuple a fusillé deux voleurs et a exposé leurs cadavres avec des écriteaux (70). Et, le 25, le jour de l'affaire du drapeau rouge, les garçons de recettes circulent librement. La répulsion du vrai

(66) DE FALLOUX, dans une *lettre* à un de ses amis d'Anjou, datée de Tours, 25 fév. 48 : « Que les imaginations ne se reportent pas avec colère vers l'inévitable rapprochement de nos révolutions premières. Le meilleur moyen de faire renaître 93 serait de le craindre ou de le prédire. Nous avons encore, je l'espère, toutes les qualités de nos pères, mais nous n'avons plus leurs inexpériences et leurs illusions. Comment si tout en étant dissemblable dans les causes, rien pourrait-il être semblable dans les effets ». (DE FALLOUX, *Mémoires d'un royaliste*, p. 286.)

(67) *La Semaine*, 5 mars.

(68) *La Semaine*, p. 551.

(69) *La Semaine*, p. 551.

(70) *La Semaine*, p. 551.

peuple pour les auteurs des dévastations et des pillages est d'ailleurs manifeste. Elle s'exprime en les termes les plus heureux, par la bouche d'un brave ouvrier. Celui-ci, passant près d'un groupe où l'on racontait l'incendie de Neuilly, s'écria, aux applaudissements de la foule : « Malédiction ! nous ne voulons pas de républicains cosaques ». Une scène symbolique vient à l'appui de notre thèse. Lorsqu'on brûla le trône, place de la Bastille, un ouvrier jeta une espèce d'échafaud dans le même feu, en disant : « Nous ne brûlons pas seulement le trône, mais encore, et surtout, la guillotine ». Enfin, une dernière anecdote montre bien que le peuple qui réclamait le drapeau rouge n'était pas un peuple uniquement composé d'exaltés. Le lendemain du fameux décret qui rétablissait le drapeau tricolore, plusieurs groupes d'ouvriers et d'étudiants, auxquels s'étaient mêlés quelques gardes nationaux, faisaient une promenade dans Paris, drapeau tricolore en tête. Des boulevards, ils se rendaient au faubourg Saint-Marceau, quand ils rencontrèrent une troupe assez nombreuse qui promenait le drapeau rouge. De vives altercations s'élevèrent aussitôt. On s'échauffait de part et d'autre. Alors, un caporal de la Garde nationale, nommé Launoy, s'avança et rappela avec chaleur les magnifiques paroles de Lamartine. Un ouvrier typographe l'appuya et proposa de mettre la question aux voix, ce qui fut adopté. Le drapeau tricolore eut la majorité. Alors les deux groupes fraternisèrent et promènèrent jusqu'à la nuit les trois couleurs (71). S'il se fût agi de bandits, la solution eût-elle été si pacifique ?

D'une façon générale, si Paris avait été bouleversé, comme le gouvernement le prétendait, par des milliers d'hommes avides de sang, croit-on qu'ils auraient attendu la permission du gouvernement pour donner libre cours à leurs instincts (72) ? Est-ce avec des paroles, si éloquentes qu'elles aient été, qu'un homme, même un Lamartine, aurait pu avoir raison d'un parti populaire bien décidé à renverser le gouvernement pour établir la dictature rouge ? Qu'est-ce qui fit donc hésiter Blanqui, le soir du 25, sinon la peur de répandre le sang inutilement ? Au reste, le gouvernement s'est contredit lui-même. Dans le fameux décret qui abolit la peine de mort, ne constate-t-il pas, « avec orgueil », que « pas un cri de vengeance ou de mort n'est sorti de la bouche du peuple » (73) ? D'ailleurs, le 6 mai 1848, en lisant à l'Assemblée

(71) *La Semaine*, 5 mars.

(72) Tout esprit calme, qui se donnera la peine de réfléchir un peu, comprendra que ce ne serait pas avec quelques paroles, si éloquentes qu'elles fussent, qu'un homme aurait eu raison d'un parti ayant pour lui la force populaire et décidé à s'emparer du gouvernement... Non, Lamartine n'a pas sauvé la société en cette fameuse journée, ou plutôt il l'a sauvée d'un danger imaginé après coup, et qu'on a trop exploité. CORBON, *Lettres au Siècle*, cit.

(73) *Le Moniteur*, 27 février.

nationale le préambule des différents rapports présentés par les ministres du gouvernement provisoire pour établir la situation de la France, Lamartine reconnut lui-même que le drapeau rouge avait été présenté un moment, non pas « comme un symbole de menaces et de désordre, mais comme un drapeau momentané de victoire » (74).

IV

Si rien, ni dans les paroles, ni dans la conduite populaire ne décelait des hommes décidés à faire du drapeau rouge un emblème de sang et de terreur, quelle signification lui donnait-on. Peu, parmi ses partisans, avaient beaucoup raisonné. Les considérations que Louis Blanc fit valoir sur l'unité (75) paraissent un peu subtiles. Après lui, quelques-uns les reprirent, notamment Caussidière (76). À la place du drapeau tricolore, symbolisant côte à côte l'existence de trois classes, de trois intérêts rivaux : noblesse, prolétariat, bourgeoisie, le drapeau rouge devait être, au contraire, le symbole de l'union. On oubliait que l'unité pouvait également exister dans la diversité des couleurs ; indépendamment des signes extérieurs, il suffisait qu'elle vécût dans les esprits. Aussi bien la masse du grand public était-elle loin de raisonner ses préférences. Pour elle, le problème était beaucoup plus simple ; il y avait là une question de logique et de bon sens.

Il s'agissait de continuer la tradition, la tradition révolutionnaire. Chaque fois qu'il y eut des émeutes contre la royauté, le drapeau rouge fut arboré par les continuateurs de 1793. En 1848, rien n'était changé. Le drapeau rouge restait leur privilège particulier. Les autres systèmes socialistes le repoussaient. Ainsi la *Presse* du 27 février, ayant écrit que le drapeau rouge était le ruban du communisme (77), le journal de Cabet, qui voulait le respect de la famille et de la propriété répondit que c'était une odieuse calomnie et qu'il était « faux que le drapeau rouge fût le drapeau du communisme » (78). Le 29, il écrivait encore : « Nous approuvons le drapeau tricolore plutôt que le drapeau rouge » (79). Ainsi le drapeau rouge paraît conserver l'ancienne tradition jacobine. Ceux qui l'arborent sont de cette lignée, de la lignée de

(74) *Compte rendu des séances de l'Assemblée nationale* du 6 mai, paru dans *l'Histoire de la Révolution de 1848*, publiée à Bordeaux sans nom d'auteur, en 1849. Cf. également les *Archives parlementaires*.

(75) LOUIS BLANC, *Pages d'histoire de la Révolution de février*.

(76) CAUSSIDIÈRE, *Mémoires*.

(77) *La Presse*, 27 février.

(78) *Le Populaire*, 25 février. *La démocratie pacifique* du 26 reproduit cette proclamation.

(79) *La Presse*, 29 février.

Robespierre, ce sont les communistes matérialistes qui l'ont adopté en 1792, 1794 et l'ont déployé déjà deux fois, en 1832, en 1834. D'ailleurs, à en croire Gallois (80), en 1848 encore, il aurait gardé sa première origine révolutionnaire de « Loi martiale du peuple contre la rébellion du pouvoir exécutif ». C'est donc bien le vieux drapeau de la loi martiale et du Champ de Mars, retourné contre ses promoteurs en 1792. Comme on devait le déployer chaque fois, qu'au nom de la loi, on sommait un attroupement de se disperser, il avait pris un sens révolutionnaire. Le drapeau de répression par la force était devenu le symbole de l'insurrection armée. Or l'insurrection était victorieuse ; il fallait dans la victoire le drapeau du combat.

En effet, les combattants des sociétés secrètes avaient planté le drapeau rouge sur toutes les barricades depuis 1830. Les masses populaires l'avaient adopté pour lutter contre le pouvoir odieux de la monarchie de Juillet. Elles entendaient bien le conserver maintenant qu'elles avaient vaincu. En voyant le drapeau tricolore flotter sur les édifices publics, les hommes du peuple se sentaient troublés dans leur logique. Puisque le régime qu'il symbolisait naguère n'existait plus, pourquoi le conserver ? Ce drapeau ne pouvait plus être celui de la République. N'avait-il pas été souillé par 15 ans de despotisme impérial, par 18 ans de honte sous la monarchie de Juillet (81) ? Est-ce que, lui aussi, n'avait pas été traîné dans le sang du peuple, à Lyon, au cloître Saint-Merry, à la rue Transnonain ?

Une société nouvelle se fondait. Il lui fallait un emblème nouveau. Cet emblème serait le signe de la victoire du peuple contre

(80) LÉONARD GALLOIS, *Lettre aux citoyens membres du gouvernement provisoire* B. N., Lb 53-160. « Si, sur quelques-unes des barricades de 48, on vit apparaître le drapeau rouge, il ne fut autre chose, dans la circonstance, que le déploiement de la loi martiale du peuple contre le despotisme révolté, et ce signe d'une guerre sainte, provoquée dans des intentions impies par un gouvernement déchu, flotta toujours à côté des trois couleurs... ». Cf. aussi LOUIS BLANC, *Histoire de la Révolution de février* (1870), tome II, p. 123. Voir le passage cité plus loin.

Pour en atténuer la portée, il semble même que certains républicains bourgeois aient voulu lui conserver une partie de son sens de 1789. Après le 28 février, en effet, Arago est envoyé à Lyon comme commissaire du gouvernement provisoire ; une de ses premières mesures concertée avec le maire, Laforest, est de faire substituer le drapeau tricolore au drapeau rouge qu'ils affectent de considérer comme un simple emblème de circonstance, comme « le drapeau qui signale les dangers de la patrie » et doit s'effacer quand les « inquiétudes et périls » ont disparu. C'est en somme le vieux sens romain du Tumultus.

Proclamation de Laforest, 28 février. Arch. de Lyon 5314-26 Fonds Coste. Cité par LÉVY SCHNEIDER, *Les Débuts de la Révolution de 1848 à Lyon.* (*Revue d'Histoire moderne*, 1911.)

(81) « Il faut un drapeau national, écrivait *la Réforme*. Le Tricolore est célèbre depuis longtemps, et dans l'histoire et dans le monde ; mais il a souffert beaucoup dans le triste milieu. Ses taches sont horribles, il y a du sang et de la boue dans ses plis affaissés. Cité par B. SARRANS, *Histoire de la Révolution de février*, II, p. 140.

ses tyrans, l'étendard de la liberté, de l'émancipation des peuples.

Etendard nouveau, il répond aussi à un sentiment nouveau particulier à la révolution de février. Il n'a pas fait « la conquête l'Europe par la guerre » (82), mais il porte dans ses plis flottants l'avenir de l'humanité. Il est l'emblème de la fraternité humaine. Et c'est ici un caractère original sur lequel il faut insister. Jusqu'à présent, le drapeau rouge n'a pas, semble-t-il, franchi les frontières. Maintenant il va devenir universel. Presque toutes les révolutions vont se faire en son nom (83). Proudhon salue l'emblème nouveau. » Gardez, si vous voulez, s'écrie-t-il, le drapeau tricolore, symbole de notre nationalité, mais souvenez-vous que le drapeau rouge est le signe d'une révolution qui sera la dernière. Le drapeau rouge *c'est l'étendard fédéral du genre humain* (84). » C'est Proudhon qui parle ainsi, Proudhon qui refuse de marcher à la réforme sociale par l'action révolutionnaire, « parce que ce prétendu moyen serait tout simplement un appel à la force, à l'arbitraire ». Proudhon, qui n'a nulle envie de faire du terrorisme, et qui, au fond, « se soucie du drapeau rouge comme de tous les drapeaux du monde ». C'est dire que l'emblème écarlate commençait, en France, à dépasser le cercle de ses amis et à rayonner sur tout le socialisme, et que le jour n'était pas loin où il deviendrait le symbole de toute la classe ouvrière dans tous les pays.

Rien ne pouvait donc choquer la bourgeoisie. Au contraire, ce drapeau rouge n'exprimait-il pas son sentiment même au lendemain des journées de février ? sa passion violente pour la fraternité ? Comment décrire l'enthousiasme délirant qui s'était emparé des combattants de la veille, bourgeois et ouvriers. C'est vraiment l'avènement de la fraternité. On veut l'union intime des classes. L'ouvrier est roi, l'ouvrier est dieu. On vante son courage, sa générosité, son dévouement, son intelligence. Chacun veut lui ressembler. Tout le monde est ouvrier, et, faute de mieux, on est même « ouvrier notaire ». On endosse les blouses. On coiffe la casquette, on chausse les gros souliers, et les dames copient leurs toilettes sur celles de leurs portières. Au fond, cet accord n'était qu'apparent ; quiconque veut regarder de près les événements y peut apercevoir mille détails qui annoncent la

(82) *La République rouge*. Cf. *Journaux rouges*, p. 60.

(83) L'influence de la France sur les autres pays, manifeste. C'est cependant seulement après les journées de juin que le drapeau rouge franchit les frontières. Cette affirmation est du moins vraie pour l'Allemagne.

Dans ses premières poésies révolutionnaires, en effet Freligrath, en mars 1848, chantait encore le drapeau « Noir, rouge, Or ». C'est dans la poésie du « Toten an der Lebendiger », qu'il acclame pour la première fois le drapeau rouge, en juillet 1848.

(Renseignements fort aimablement communiqués par M. Victor Fleury).

(84) PROUDHON, *Solution du problème social*, pp. 20, 21, 23. Cf. aussi du même : *Mélanges*.

division profonde des combattants de février. La bourgeoisie et le peuple unis avaient fait la révolution de 48 comme celle de 1830, mais cette fois sous un drapeau différent. Côte à côte, le drapeau tricolore avait flotté avec le drapeau rouge sur les barricades. Les bourgeois avaient crié : Vive la République démocratique, mais les prolétaires avaient répondu par un autre cri : Vive la République démocratique et sociale. Au début on ne comprit pas très bien, ou on ne voulut pas comprendre. C'était pourtant simple. La question sociale était posée. Depuis 1830, une évolution se produisait dans le parti républicain et le coupait en deux. Les uns, reprenant la tradition jacobine ou babouviste, comprirent qu'ils n'auraient de forces qu'en s'appuyant sur les ouvriers et se préoccupèrent naturellement du problème social. Les prolétaires regardèrent aussitôt vers ceux qui leur témoignaient de la bienveillance. Et ils adoptèrent tout naturellement leur drapeau comme bannière de combat, le drapeau des sociétés secrètes, qui n'avait cessé de conserver la tradition de 92. C'était donc autre chose qu'un simple changement de régime qu'il fallait. Il était nécessaire qu'on n'escamotât point la révolution comme en 1830. On voulait la République sociale, la révolution sociale, c'est-à-dire le changement des relations entre le capital et le travail et de la définition du droit de propriété, l'assurance pour tous les membres de la société de la sécurité de l'existence. Voilà ce que signifiait le drapeau rouge. C'était l'avènement du peuple au pouvoir, « l'obligation pour le tiers état de compter avec le quatrième état, l'ascension des pauvres au rang des riches, l'abolition du salariat ». En définitive, c'était la lutte de classes commencée par la Révolution qui continuait. Le gouvernement provisoire l'a fort bien compris. Quand il proscrivait le drapeau rouge comme l'emblème de la Terreur, il se mentait à lui-même. N'était-ce pas toute la question sociale qu'il voulait éliminer ? Il n'ignorait pas que la Révolution avait été faite surtout par le drapeau rouge. Et, malgré tout, maladroitement il a conservé le drapeau tricolore. En réalité, c'était lui, le gouvernement bourgeois qui avait ainsi envenimé la lutte de classes en reléguant au ban de la société les « rouges » qui demandaient à fraterniser. Il n'a voulu comprendre du peuple que la vengeance. Tandis que le peuple en était à la Révolution sociale, lui se croyait sous la Terreur. Rien ne pouvait, mieux que cette mauvaise foi, exaspérer les prolétaires. A vrai dire, plus que tout autre, Lamartine avait compris la gravité de la situation. Il savait bien que le drapeau rouge ne symbolisait pas l'anarchie. Ce n'était pas tant non plus pour l'histoire du Champ de Mars qu'il l'avait arraché du perron de l'hôtel de ville, que parce qu'il avait été la bannière des insurrections de Lyon et de Paris (85). Personne ne s'y

(85) « Que le crime du drapeau rouge, aux yeux des ennemis de la Répu-

méprenait : Un autre débat était engagé depuis avril 1834 et depuis le matin du 25 février. En demandant le remplacement du drapeau tricolore, le peuple entendait répudier un régime où le riche continue à jouir et le peuple à souffrir, le fabricant à exploiter l'homme en le condamnant au salaire où à la famine. Le désaccord ne portait pas seulement sur les moyens, mais sur le but à poursuivre. « C'était, a écrit Lamartine lui-même, la lutte ouverte des prolétaires contre la bourgeoisie », mais « le drapeau rouge n'était pas un symbole de menaces et de désordre (86) ». En un mot, le gouvernement provisoire n'a pas compris, volontairement ou non, que la réforme politique inaugurée par la chute de la monarchie et l'avènement de la République n'était, dans la pensée populaire, que l'instrument de la réforme sociale, et qu'il était dans la nature des choses que celle-ci ne soit pas l'œuvre de quelques-uns, mais de tous, entreprise et continuée par tous. La conduite qu'avait à tenir le gouvernement provisoire était simple et toute trouvée. « Poser résolument, énergiquement le problème du prolétariat, occuper et nourrir les ouvriers, ramener la classe bourgeoise, puis, en attendant l'Assemblée nationale, faire du *statu quo* républicain (87). » Il est faux que, s'il avait cédé sur le principe, il aurait été forcément vaincu sur les conséquences. Le peuple était à sa merci. En recevant de ses mains victorieuses le drapeau des barricades, le gouvernement pouvait, comme il l'entendait, en marquer le sens. Il ne lui suffisait que d'un peu d'intelligence politique et de bonne volonté. Il est toujours dangereux de refaire l'histoire, mais le gouvernement provisoire, s'il avait agi ainsi, aurait peut-être évité la lutte acharnée des classes qui va se poursuivre tous les mois avec une régularité mathématique, au 17 mars, au 16 avril, au 15 mai, et enfin dans cette formidable insurrection de juin, qui, par la faute de la bourgeoisie, marqua pour long-

blique, ait été d'avoir flotté sur les barricades pendant le combat, cela se comprend, du reste. Mais ils se gardèrent bien de mettre en avant ce motif, qui était le véritable. Ils affectèrent de repousser le nouvel emblème comme n'exprimant que des idées d'anarchie et de sang. Ils oublièrent que, jusqu'à la Révolution de février, et aux termes de la loi Martiale, le drapeau rouge n'avait jamais été déployé que dans les heures d'orage, par les agents des autorités constituées, non pour faire couler le sang, mais au contraire pour en prévenir l'effusion, non pour déchaîner l'anarchie, mais pour maintenir l'ordre. De sorte qu'un drapeau qui, au point de vue légal, était le drapeau de l'ordre, fut tout à coup baptisé drapeau de l'anarchie. Et par qui ? par le prétendu parti de l'Ordre ! » LOUIS BLANC, *Histoire de la Révolution de février*, 1870, t. I, p. 123.

(86) Séance de l'Assemblée Nationale du 6 mai : Préambule des rapports des différents ministres dans *Histoire de la Révolution de 48*, publiée à Bordeaux 1849.

« Le drapeau rouge présenté un moment non comme un symbole de menaces et de désordre, mais comme un drapeau momentané de victoire, fut traité par les combattants eux-mêmes... etc. etc. »

(87) PROUDHON, *Mélanges*.

temps le sens du drapeau rouge, drapeau de lutte de classes, mais symbole qui, reprenant la vieille devise républicaine : Liberté, égalité, fraternité, en voulait le développement complet, « l'égalité fraternelle des hommes libres (88) ».

GABRIEL PERREUX

(88) *La République rouge* dans *Journaux Rouges*, p. 60.

Ces lignes font partie d'un ouvrage d'ensemble sur « *Les origines du drapeau rouge en France*, dont 2 fragments ont déjà paru, dans *la Révolution française*, 1^{er} trimestre 1920, et 2^e trimestre 1923.

NOTES D'ARCHIVES

POUR LE COMMENTAIRE DE PROUDHON

par M. Georges BOURGIN

Archiviste-Paléographe

Au cours de mes dépouillements aux Archives Nationales, il m'a été donné l'occasion de rencontrer un petit nombre de documents concernant Proudhon. A coup sûr, ils ne constituent que des éléments unilatéraux et sans liaison pour la biographie du philosophe ou pour le commentaire de son œuvre ; il me semble, pourtant, qu'il n'y a pas lieu de les dédaigner. En raison de leur dispersion-même dans les diverses séries des Archives où je les ai trouvés (1), je me contenterai de les analyser dans l'ordre des séries qui les renferment.

I

Documents Judiciaires.

Dans les papiers de la Division criminelle du ministère de la Justice (BB¹⁸), qui constitue une mine fort riche pour les historiens sociaux, on rencontre plusieurs dossiers sur Proudhon.

Le premier concerne le fameux opuscule : *Qu'est-ce que la propriété ?* (2).

Le 11 février 1841, le Garde des Sceaux (3) recevait la missive anonyme suivante, d'une écriture contrefaite, et qui soulignait la

(1) Avec l'aide de mes confrères MM. de Vaissière, Tessier et Patry, à qui j'adresse ici l'expression de ma gratitude.

(2) B B¹⁸ 1389, d^r 1460, A 9.

(3) MARTIN DU NORD.

publication faite par Proudhon de sa brochure : *Qu'est-ce que la propriété ?* (4).

Monsieur le Ministre du roi,

Des amis du repos public se bornent aujourd'hui à signaler à l'attention la voie nouvelle dans laquelle entrent les sociétés secrètes des Saisons et autres.

On vient de publier à petit bruit, afin peut-être de conquérir l'autorité morale de quelques mois d'existence sans poursuites, un pamphlet radical plus qu'aucun de ceux qui viennent d'être saisis : « *Qu'est-ce que la propriété ?* » (à l'instar, mais dans un but différent de « *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* ») auteur P.-J. Proudhon, pensionnaire de l'Académie de Besançon, éditeur Brocard, rue Montmartre, 131, Paris. Cet ouvrage, à bon marché, arrive dans les mains des classes ouvrières par l'effet des critiques apparentes des journaux fouriéristes. Il y a bien là de quoi allécher les malheureux qui ne possèdent point.

L'auteur veut lancer le parti égalitaire, babouviste, dans une direction nouvelle qui comporte des formes dont l'apparence est respectable, la discussion scientifique calme, l'insurrection raisonnée, qui exclut presque toujours les imprécations.

Il appelle à son secours toutes les ressources de la science : économie politique, socialisme, histoire, jurisprudence, etc., etc., pour établir que la propriété, c'est 1° le vol, 2° le meurtre, 3° l'usurpation, etc., et pour établir aussi que, tous les jours, nous voyons des spoliations, des violations partielles du droit de propriété, commises par les défenseurs même sincères de la propriété, sous l'influence de l'inflexible nécessité, et qui autorisent les logiciens intéressés, les classes lésées et souffrantes à organiser des moyens pour arriver, de conséquence en conséquence, à l'abolition graduelle du droit de propriété et à l'institution du droit de possession (pétitoire, possessoire). Puis, établissant par les procédés rationnels qu'il y a point de critérium, de mesure comparative qui permette d'évaluer les produits divers des talents spéciaux, il conclut à l'égalité absolue de la répartition des produits sociaux, à l'établissement progressif de l'association égalitaire, solidaire entre tous les majeurs ; il fixe les limites de la répartition à celles de la consommation individuelle, proscrivant toute accumulation du capital individuel, et prétendant ainsi faire disparaître tous les maux engendrés par le droit de propriété.

Le journal l'*Égalitaire* (5), rédacteur M. Dézami (6) et autres membres des Saisons (sic) (7), va s'emparer des arguments subtils du nouveau sophisme pour fanatiser les communistes prolétaires...

L'Europe civilisée a les yeux sur nos délires, dont elle tire profit et joie. Peut-on laisser les fous furieux se suicider ? Encore moins leur laisser les moyens de nuire à autrui ? N'y a-t-il pas, dans l'histoire moderne, un exemple (cité par le *Journal des Connaissances utiles*, de 1832) d'établissement politique de la communauté des biens et des femmes et de batailles, régulières, sanglantes, livrées pour anéantir ce délire de l'égoïsme, de la pauvreté et de l'incapacité avides ?

Si c'est nécessaire, nous parlerons encore, car à bientôt la seconde édition de cet ouvrage, et la première édition de la quasi-légitimité de l'or-

(4) Je n'en reproduis pas la disposition graphique toute spéciale, et conçue dans le but de souligner certaines allégations.

(5) Sur ce journal, cf. B B¹⁸ 1387, dossier 997.

(6) Cf. G. et H. Bourgin, *Le Socialisme français de 1789 à 1848*, Paris, Hachette, in-18, 1912, p. 91.

(7) Société poursuivie en mai 1839.

dre social en France, lequel s'appuiera sur l'impunité accordée à Pro[u]d'hon et qui traitera les mêmes questions.

Vos très respectueux serviteurs,

L. H. — N. B.

M. Delessert (7 bis) a déjà eu tort de mépriser les avis sur les Saisons. Nous ne pouvons pas signer, parce que les communistes ne frappent pas toujours par devant, comme on l'a vu par Barbès et autres.

Cette dénonciation détaillée ne parut pas avoir ému le Garde des Sceaux. Mais le *Globe* du 28 novembre ayant parlé d'un petit livre intitulé *Qu'est-ce que la propriété ?* et publié à Bordeaux, une dépêche fut envoyée d'urgence au Procureur général de Bordeaux, le 29 novembre, demandant si ce magistrat connaissait la publication et pourquoi, dans le cas de l'affirmative, il ne l'avait pas poursuivie. Le 1^{er} décembre, le Procureur général de Bordeaux, qui portait le nom romanesque de M. de la Seiglière, répondait que la presse bordelaise était à coup sûr incapable d'imprimer une pareille élucubration. Il ajoutait que le seul écrit qui, dans le ressort, attaquât la propriété, était la *Ruche d'Ile et Drôme*, actuellement à son troisième procès et qui disparaîtrait sans doute après le quatrième, lequel serait bientôt entamé.

Quelque temps après la dénonciation de la brochure *Qu'est-ce que la propriété ?*, le 23 mars 1841, le Directeur de la Police générale signalait au Garde des Sceaux l'apparition de la 2^e édition de l'ouvrage *De la célébration du dimanche*, par Proudhon (8). Dans ce pamphlet se trouvent rappelées et formulées les doctrines subversives de son premier libellé, d'abord contre la propriété proscrire, suivant le sieur Proudhon, par le précepte du Décalogue : « Tu ne voleras point », puis contre la royauté, qu'il proclame « contraire à l'ordre, une négation de Dieu, un abus légitime et une usurpation prescrite dont l'origine est toujours reprochable »... Une remarque à laquelle cet écrit subversif donne lieu, c'est que, depuis quelques mois, la plupart des livres ou pamphlets dans lesquels la propriété, la royauté et la morale sont l'objet des plus vives attaques ont été rédigés dans un style empreint d'une sorte de mysticisme, de phraséologie en apparence religieuse, et qui semble indiquer que pour agir sur le peuple et l'égarer d'une manière plus certaine, les réformateurs anti-sociaux cherchent un point d'appui dans des idées justement vénérées et qu'ils ne proposent d'ailleurs aux respects du public que pour arriver plus sûrement, sous un prétexte saint, à un but immoral ou désorganisateur ». Il convenait sans doute, concluait-on, d'attirer l'attention du Procureur général sur cet écrit.

(7 bis) Sic. M. Delessert, préfet de police.

(8) B B¹⁸ 1391, dossier 1674.

Avis, en effet, fut demandé par le Ministre au Procureur général, le 26 mars, mais, celui-ci, tout en observant que les pp. 120 et 126, en particulier, contiennent des éléments dangereux, considéra que la publication en question était « peu faite pour exciter la curiosité publique » et que des poursuites attireraient, sur elle, inutilement, l'attention. Le ministre, ayant accepté ces vues, les communiqua, le 7 mai, à son collègue de l'Intérieur.

D'un plus grand intérêt est l'affaire de la publication de l'*Avertissement aux propriétaires*.

Monsieur le Ministre,

Une brochure ayant pour titre : *Avertissement aux propriétaires, ou lettre à M. Considérant, rédacteur de la « Phalange », sur une défense de la propriété*, vient de paraître à Besançon. L'auteur de cet écrit est le sieur Proudhon, qui, déjà, il y a deux ans, en a publié un autre, intitulé : *Qu'est-ce que la propriété ?* Son dernier ouvrage renferme des attaques tellement directes contre la propriété, une provocation tellement évidente à la haine entre les diverses classes de la société, qu'après en avoir conféré avec M. le Procureur Général, j'ai dû en requérir la saisie. Elle a été opérée hier et ce matin chez l'auteur et chez les principaux libraires de cette ville. Quoique l'original ait été tiré à mille exemplaires, nous n'en avons trouvé que trente-deux. Quelques-uns avaient été vendus ; les autres avaient été envoyés au sieur Prévot, libraire à Paris, ou transportés dans la capitale par l'auteur lui-même, qui y est en ce moment, ou remis de sa part à différentes personnes. Aujourd'hui, M. le Juge d'Instruction de ce siège adressera à son collègue de la Seine une Commission rogatoire à l'effet de saisir ceux de ces exemplaires qui sont à Paris ou y arriveront prochainement. L'instruction de cette affaire se fera avec la plus grande célérité, afin qu'elle puisse être portée aux prochaines assises de ce département qui s'ouvriront lundi 24 de ce mois. Je joins un exemplaire de la brochure.

Je suis, etc.

De fait, le 20 janvier 1842, l'administrateur des lignes télégraphiques faisait parvenir au Ministre de la Justice, à 10 heures du soir, une dépêche optique reçue à Villejuif, émanant du préfet du Doubs et annonçant la saisie de l'*Avertissement aux propriétaires*, de Proudhon, ainsi que le départ pour Paris, en date du 15, de deux caisses de cet ouvrage, par les soins de la maison de roulage Pernot et Cie, 25, rue Sainte-Catherine, à destination du libraire Prévot, 61, rue Bourbon-Villeneuve. Le lendemain, le ministre, par une dépêche très urgente en avisait le procureur du roi, à l'effet d'empêcher la remise de ces caisses à leur destinataire.

D'autre part, à l'assemblée générale des chambres de la Cour de Besançon du 19 janvier, le Procureur général de Besançon avait

annoncé qu'il avait fait, la veille, procéder à la saisie de la brochure de Proudhon. Il avait demandé à la Cour, aux termes de l'article 25 du Code d'instruction criminelle, d'évoquer l'affaire, en raison de sa gravité et des antécédents de l'auteur. Mais la Cour, en dépit de ces considérations et du « danger des doctrines que contient la brochure du sieur Proudhon », avait refusé de procéder à l'évocation, la justice étant saisie régulièrement (10).

La lettre du premier avocat général à la Cour de Besançon, Choupot, du 20 janvier, au Garde des Sceaux signalait que l'affaire Proudhon, poussée rapidement, comme il convenait, serait sans doute portée aux prochaines assises et jugée le 1^{er} février ; l'ordonnance de la Chambre du Conseil étant attendue le jour même, l'arrêt de la Chambre d'accusation serait rendu le 21.

Sur ces circonstances, M. Alvizet, Premier Président à la Cour de Besançon, adressait une lettre détaillée, en date du 23 janvier 1842, accompagnée d'un exemplaire de l'*Avertissement*, où des cornes aux pages et de multiples traits à l'encre soulignent les passages qui l'avaient particulièrement indigné. Il y disait :

Monsieur le Garde des Sceaux,

Pendant les années 1839, 1840, Pierre-Joseph Proudhon avait fait vendre à Besançon diverses brochures anarchiques et irréligieuses.

Je pressai vainement M. le Procureur Général Lerouge de diriger des poursuites ; il refusa de le faire, et l'auteur de ces publications incendiaires trouva même des protecteurs dans des lieux où il n'eût dû trouver que des accusateurs, s'ils eussent répondu à la confiance du Gouvernement.

J'avertis toutefois en 1840, M. le Procureur Général Lerouge que, si Proudhon faisait de nouvelles publications, je dénoncerais cet individu aux Chambres assemblées de la Cour, que je leur proposerais d'enjoindre au Procureur Général de poursuivre, conformément à la loi du 20 avril 1810 (10 bis).

Lundi dernier, 17 janvier, j'appris que Proudhon venait de publier un nouvel écrit non moins criminel que ceux qui avaient précédé ; le lendemain on m'affirma qu'il se vendait publiquement, que l'auteur avait envoyé deux exemplaires au préfet Victor Tourangin ; j'en achetai même un exemplaire, que je vous transmets.

Le mercredi, j'avertis le Premier avocat général que je convoquais les Chambres pour lui enjoindre de poursuivre ; le même jour, craignant que l'on ne fit disparaître les brochures, je les fis saisir par le Procureur du Roi.

Le lendemain 20, à l'assemblée des Chambres, le Premier Avocat Général demanda l'évocation, qui ne fut pas admise, parce que la saisie la rendait inutile.

Le même jour, la Chambre du Conseil déclara la saisie valable, transmitt la procédure à la Chambre d'accusation.

Le 21, la cause rapportée, la Chambre des mises en accusation, que je présidais, crut qu'il était convenable, pour régulariser la procédure, de rendre un arrêt préparatoire, de nommer un magistrat qui décerne-

(10) D'après l'extrait joint au dossier des délibérations de la Cour.

(10 bis) Loi sur l'organisation de l'ordre judiciaire, art. 45-46.

rait, conformément aux articles 9 et suivants du Code d'instruction criminelle, des mandats de comparution et d'amener.

Le lendemain 22, le prévenu n'ayant obéi à aucun des mandats qui lui avaient été signifiés, fut renvoyé devant la Cour d'Assises.

Il résulte de l'information que le prévenu Proudhon est allé à Paris, il y a peu de jours, qu'il a expédié une quantité considérable de brochures dans cette ville, qu'il en a remis à plusieurs libraires de Besançon, donné à plusieurs personnes de sa connaissance.

Sans doute, le préfet Victor Tourangin en avait donné avis au Gouvernement, mais j'ai cru de mon devoir de vous en prévenir, de vous avertir que j'avais invité le Parquet de Besançon à vous faire parvenir le mandat d'amener, pour qu'il fût mis à exécution, dans le cas où, comme tout porte à le penser, l'inculpé serait à Paris.

Je joins ici un exemplaire de la brochure incriminée, les passages soulignés ont été l'objet d'un blâme énergique à l'assemblée des Chambres, la plupart ont motivé la mise en accusation de l'auteur et l'arrêt, en écartant l'accusation quant à divers passages, les a censurés d'une manière sévère.

Je crois inutile, de vous transmettre la délibération des Chambres, l'arrêt de mise en accusation. S'il ne survient pas d'obstacle, si les mandats que j'ai invité M. le Premier Avocat Général à vous adresser, sont mis à exécution, comme ils peuvent l'être, l'inculpé sera jugé avant la fin du mois, ou dans les premiers jours de celui qui suivra. Le président de la Cour d'assises a dû rendre l'ordonnance nécessaire aujourd'hui.

J'ai l'honneur, etc.

Le Garde des Sceaux remercia le Premier Président, le 25 janvier, en lui faisant savoir que les mandats annoncés ne lui étaient pas parvenus. Il annonça, le même jour, au Procureur général de Besançon ce qui avait été fait à Paris, mais ajouta un post-scriptum écrit de sa main et portant :

Je ne pense pas que dans cette affaire il y ait lieu d'arrestation préventive du sieur Proudhon.

Tous les efforts de la magistrature comtoise allaient aboutir au verdict du 3 février, acquittant Proudhon et commenté par le Procureur général, dans sa dépêche du jour, de la façon suivante :

Ce déplorable verdict a été évidemment le résultat des intrigues employées vis-à-vis les jurés par les protecteurs de Proudhon, parmi lesquels figurent malheureusement beaucoup d'hommes qui passent pour fort honorables et sincèrement attachés au gouvernement, mais qui, probablement, n'ont pas cru qu'un ouvrage aussi sérieux fût à la portée des masses et pût produire les funestes et terribles résultats qui en sont cependant les conséquences immédiates.

Toutefois, cette décision, quelque fâcheuse qu'elle soit, ne m'empêchera pas de poursuivre de nouveau tous les écrits du même genre qui pourraient être publiés à l'avenir, soit par le même auteur, soit par d'autres.

A chaque pouvoir son œuvre, à chacun sa responsabilité, je n'aurai point d'autre règle de conduite.

De fait, le rapport du conseiller Béchet, président de la Cour

d'assises, adressé le 8 février 1842 au ministre de la Justice portait (11) :

La dernière affaire était celle de Pierre-Joseph Proudhon, prévenu de quatre délits commis par la voie de la presse :

1° le délit d'attaque contre la propriété ;

2° celui d'avoir cherché à troubler la paix publique en excitant le mépris et la haine des citoyens contre une ou plusieurs classes de personnes ;

3° le délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi ;

4° celui d'outrage contre la religion catholique professée par la majorité des Français.

Proudhon avait publié en 1840 une première brochure ayant pour titre : **Qu'est-ce que la propriété ?**

Cette brochure avait été dédiée par l'auteur à l'Académie de Besançon, qui lui avait accordé la pension de 1.500 francs légués par l'illustre Suard aux jeunes Franches-Comtois peu favorisés des dons de la fortune.

Bientôt l'Académie repoussa avec énergie cette dédicace d'un ouvrage si peu en harmonie avec ses principes et où l'auteur s'efforçait d'établir par les sophismes renouvelés de l'Anglais Owen que la propriété n'est qu'un vol.

Peu de temps après, Proudhon fit paraître une seconde brochure intitulée : *Lettre à M. Blanqui sur la propriété*, qui n'était en quelque sorte qu'un second chapitre de la première et la continuation de la même pensée.

Enfin, au mois de décembre dernier, parut la brochure incriminée, avec ce titre **Avertissement aux propriétaires** et cette épigraphe : **La propriété, c'est le monopole.**

Proudhon est de la secte des égalitaires. Il pousse au dernier point cette monstrueuse utopie. Suivant lui et d'après le prophète, Dieu a donné la terre aux enfants des hommes, mais les propriétaires l'ont envahie. C'est pour cela, dit-il, qu'il nous faut payer pour semer un champ des hommes qui ne labourent pas, payer pour avoir un gîte des hommes qui n'ont point bâti, payer pour travailler des hommes qui ne travaillent jamais... Voilà la propriété, qu'on la justifie ou qu'on se taise.

Plus loin, il ajoute :

« Les deux vérités fondamentales ont été résumées par cette vive formule : **La propriété, c'est le vol**. Cette proposition fera le tour du monde et causera plus d'émoi que la cocarde de Lafayette ».

Puis il avertit les propriétaires que s'ils ne souscrivent pas vite au système des égalitaires, ils s'exposent à de nouveaux massacres...

« Non, non, dit-il, ce n'est pas ainsi que l'on mène une révolution. Souvenez-vous des paroles de Danton, le lendemain du 10 août, lorsque la France insurgée demandait à ses citoyens un conseil qui sauvât la patrie. Il faut, s'écria Danton, il faut faire peur aux aristocrates, et trois semaines après les travailleurs de Maillard répondaient à la voix de Danton. Danton n'avertissait pas, il frappait. Eh bien ! aujourd'hui, si nous voulons échapper à un nouveau septembre, il faut dire la vérité aux propriétaires. »

Je pourrais multiplier les citations ; mais en voilà plus qu'il n'en faut

pour démontrer l'existence du premier délit, celui d'attaque à la propriété.

Le second, celui d'excitation contre plusieurs classes de personnes, n'était pas moins bien établi.

Dans un passage, pages 6 et 7 de l'ouvrage, l'auteur passe en revue les classes les plus honorables, les prêtres, les savants, les magistrats, les députés, et finit par conclure qu'il ne trouve dans tout cela que des hommes qui mangent et qui déclament, mais pas un qui médite et qui pense ou qui travaille à éclairer le peuple.

Le troisième délit, celui d'excitation à la haine et au mépris du Gouvernement du Roi, était renfermé dans cette phrase qui termine la tirade dont je viens de parler : « Est-ce le gouvernement enfin, le plus hypocrite, le plus pervers, le plus dévorant, le plus antinational qui fût jamais ! » Cette phrase n'a pas besoin de commentaire.

Enfin le quatrième chef de prévention, celui d'outrage à la religion catholique, était suffisamment caractérisée dans cette partie de l'énumération que je viens de citer : « Sont-ce nos prêtres, occupés comme aux « plus beaux jours de leur histoire de fariboles indulgenciées ayant pour « toute science sociale la Charité chrétienne, comme si le précepte de « charité était une loi d'organisation politique. »

Rien n'était plus clair et mieux établi que ces quatre chefs de prévention, et malgré cette évidence pour tout homme impartial, malgré l'éloquent réquisitoire du ministre public, le Jury a répondu négativement à toutes les questions, et Proudhon a été acquitté.

Cet acquittement déplorable, celui de la fille Prince (12), l'admission de circonstances atténuantes dans l'affaire Marle (13) prouvent assez combien était faible le jury de cette session.

Après cette date, jusqu'à la fin de la monarchie de juillet, il n'est plus question, semble-t-il, de Proudhon à la Chancellerie. On ne s'y inquiète de lui qu'après les journées de juin.

Le 13 juillet 1848, le journal de *Considerant*, la *Démocratie pacifique*, avait publié une lettre de Proudhon adressée au *Représentant du peuple*, mais insérée, par suite de la disparition de cette feuille, dans l'*Union*. Proudhon y rappelait sa précédente communication à l'*Union* en vue d'excuser l'insurrection de juin et soutenait avec énergie le principe du droit au travail, proclamé par la révolution et violé depuis quatre mois.

Ce jour-même, un certain A. Fesquet, sans doute un ami du ministre de la Justice (14), dénonçait cette publication à celui-ci :

Monsieur le Ministre,

Puisque heureusement vous n'êtes qu'indisposé, permettez-moi de vous envoyer une nouvelle lettre de M. Proudhon. Je désire bien vivement que votre santé vous permette de la lire.

Tant que le gouvernement ne se décidera pas à poursuivre sévèrement tous les fauteurs qui poussent à la guerre civile, par leurs écrits surtout,

(12) Affaire d'infanticide.

(13) Affaire de meurtre.

(14) Bethmont.

notre pauvre France ne reverra pas des jours sereins ! Ces hommes pervers, ennemis du genre humain (pauvre ou riche) doivent s'abstenir d'écrire dans les journaux ; et puisqu'ils sont représentants du peuple, qu'ils parlent à la tribune ; mais pourquoi ne le font-ils pas ? Parce qu'ils savent fort bien que la majorité de l'Assemblée nationale fera justice immédiate de leurs horribles doctrines ; alors, ils se glissent tantôt dans un journal, tantôt dans un autre ; et ils ont cinq ou six cent mille auditeurs par ce moyen ! L'on a longtemps dit et écrit « que la presse guérit les blessures qu'elle fait par la discussion de tous les systèmes ». Erreur immense, Monsieur le Ministre, en fait de journaux quotidiens : et voici pourquoi :

Un ouvrier achète à peine un journal, et naturellement il choisit celui qui flatte ses passions (je le vois tous les jours de la vie) ; remarquez qu'il ne peut pas en acheter deux, et par conséquent qu'il ne peut pas lire la réfutation des principes de Messieurs Pierre Leroux, Proudhon, Louis Blanc, Cabet, etc. ! Les hommes aisés ou riches, s'ils en ont le temps ou le goût, peuvent lire plusieurs feuilles politiques de diverses nuances ; la maxime ci-dessus peut être vraie pour cette classe, mais, pour l'homme pauvre et souffrant, elle est absurde ! Je souhaite que les lois qui viennent d'être proposées à l'Assemblée nationale suffisent à notre terrible situation ! J'en doute. Mais ce dont je ne doute nullement, c'est qu'il faut que le général Cavaignac tranche du Napoléon civil : tous les honnêtes gens pensent comme moi.

Vous, Monsieur le Ministre, vous qui êtes un honnête homme et qui avez le bonheur de voir et de connaître le général Cavaignac, dites-lui bien qu'il sera grand et immortel comme Napoléon, s'il veut être sévère envers ces hommes qui bouleversent la société dans toute l'Europe avec leurs utopies sociales. N'avons-nous pas assez versé de larmes depuis cinq mois ? N'y a-t-il pas assez de ruines consommées ? N'y a-t-il pas assez de sang versé ? et du plus illustre ! Soyez-en bien convaincu, Monsieur, la grande majorité de l'Assemblée nationale accordera au général Cavaignac tout ce qu'il lui demandera : je le sais par plusieurs représentants : et la majorité bénira le général Cavaignac et nos ministres actuels. Plus vous attendrez pour prendre d'énergiques mesures, et plus le mal augmentera !

Vous n'ignorez pas que l'assassinat est à l'ordre du jour. Hier encore, un homme affreux a tiré sur mon serrurier, parce qu'il est lieutenant dans la garde nationale : sans un pauvre cocher de cabriolet, il était mort ! Pourquoi ne pas punir ces atrocités, ces assassinats continuels dans les vingt-quatre heures, quand les assassins sont pris en flagrant délit et les armes à la main ? Si le général Cavaignac ne se décide pas à prendre une mesure rigoureuse sur tous ces attentats, ils ne finiront jamais. J'ai soixante et dix ans ; croyez-en ma vieille expérience.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Ministre, et pour la dernière fois (car je ne veux pas abuser de vos loisirs) l'expression de ma haute considération.

L'affaire fut classée ; s'il n'y a pas eu de poursuites, dit une note jointe, « c'est sans doute à cause de la qualité de représentant de M. Proudhon et du caractère théorique et philosophique de sa lettre ».

Mais la réaction inaugurée lors des répressions de juin s'était bien vite intensifiée, et Proudhon fut condamné en 1849 à trois ans de prison pour outrages envers le Prince-Président. A propos des « prisons » de Proudhon, un dossier de la Justice nous fournit

des renseignements bien curieux sur les mœurs pénitentiaires du temps (15).

Le 24 septembre 1851, l'*Ordre* soulignait en effet la présence de Proudhon et de sa femme au Théâtre français où l'on jouait *les Demoiselles de Saint-Cyr*, en remarquant que Proudhon, ayant quitté la Conciergerie, devait être enfermé à Sainte-Pélagie (15 bis). Le 27, le *Journal des faits* reprenait la même allégation, ajoutant que, quelques jours avant, Nefftzer, de la *Presse*, également prisonnier politique, était à l'Opéra. Le procureur général de Paris, M. E. de Royer, appela, par lettre du 29 septembre, l'attention du ministre de la Justice sur cette condescendance de l'administration pénitentiaire, qui pouvait avoir pour effet d'affaiblir les sentiments répressifs du jury parisien. Ce jour même, Rouher écrivait à ce sujet à son collègue de l'Intérieur (16) et il corsait sa communication en indiquant que M. Forcade, de même condamné à la prison, avait dîné avec quelques amis au Café de Foy, boulevard de la Chaussée d'Antin et que les fils de V. Hugo recevaient en prison des femmes suspectes et donnaient « le scandale des plus indécentes orgies ».

Le ministre de l'Intérieur reconnut, le 3 octobre, la matérialité des faits pour Nefftzer, autorisé à sortir de prison pour affaires personnelles, sans doute aussi pour Forcade, et pour Charles Hugo, qui, accompagné de son père et de Jérôme Bonaparte, s'était livré à une véritable orgie. Mais pour Proudhon, il était à Sainte-Pélagie depuis le 18, et n'avait pas quitté un seul jour sa prison. Au surplus, ajoutait-il :

Lorsque le ministère actuel s'est formé, j'ai trouvé établie une licence complète. Le préfet de police, seul arbitre des permissions de sortie, les perdiguait à tout détenu et à toute heure. J'ai fait immédiatement cesser cette tolérance abusive ; et j'ai décidé que les permissions, lorsque l'humanité les rendrait exceptionnellement nécessaires, ne seraient délivrées que sur l'autorisation du ministre lui-même. Ces exceptions, si rares qu'elles fussent, dès que j'ai connu l'abus qui en avait été fait, j'ai déclaré les retirer d'une manière absolue.

Proudhon aurait sans doute refait connaissance avec la prison, à l'occasion de la publication de son livre sur la *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, si, en 1858, il n'avait mis la frontière entre lui et la magistrature impériale.

Le bulletin du parquet de la Seine, du 28 avril 1858 (17) annonçait enfin qu'une information était requise contre Proudhon et

(15) B B¹⁸ 1499, dossier 1127.

(15 bis) C'est à Sainte-Pélagie que Proudhon écrivit 1^{er} octobre 1849, *Les Confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de février*, Paris, au journal *La Voix du Peuple*, 1849, gr. in-18.

(16) Léon Faucher.

(17) B B¹⁸ 1578, dossier 9768.

son éditeur (18), à l'occasion de ce livre et que M. Rohault de Fleury, chargé de l'instruction, avait donné l'ordre de faire saisir tous les exemplaires. Aussitôt, le Directeur des Affaires politiques et des grâces, le même jour, communiquait les instructions suivantes au Procureur général :

...Ce livre contient, dans son ensemble, une exposition de doctrines antisociales, une série d'outrages à la morale publique, aux bonnes mœurs, à la religion, en présence desquels il ne paraît pas possible que la justice garde le silence et reste désarmée.

Je vous invite, en conséquence, à en faire opérer immédiatement la saisie partout où besoin sera, et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'auteur, l'imprimeur et l'éditeur de ce livre dangereux soient traduits, aussitôt que possible, après une instruction préalable, devant le tribunal correctionnel.

Je signale particulièrement à votre attention plusieurs passages qui m'ont paru constituer, d'une manière plus apparente, certains délits spécifiés par les lois sur la presse. Ainsi, le deuxième volume, page 446, et le troisième, pages 299, 316, contiennent, dans différents paragraphes, les délits d'outrage à la morale publique et religieuse et d'attaque contre les droits de la famille prévus par l'article 8 de la loi du 17 mai-1819 (18¹) et par l'article 3 du décret du 11 août 1848 (18²). Aux pages 518 et suivantes du tome troisième, on trouve une série d'attaques contre le respect dû aux lois, délit prévu par l'art. 3 de la loi du 27 juillet 1849 (18³). A la page 563, § III du même volume, on constate l'apologie de faits qualifiés crimes par la loi et à la page 320 la reproduction faite évidemment de mauvaise foi de fausses nouvelles.

Ces différents passages que j'ai particulièrement remarqués dans une lecture rapide ne sont d'ailleurs qu'un spécimen des doctrines que contient l'ouvrage dans son ensemble ; s'ils doivent être de votre part l'objet d'un examen très attentif, ils ne doivent pas vous empêcher de diriger vos investigations sur le livre tout entier et d'étendre à telles autres parties qu'il vous paraîtra convenable de signaler les incriminations que la loi permettra de formuler...

Les Commissions rogatoires lancées de Paris n'aboutirent souvent qu'à des résultats infructueux. C'est ainsi que le procureur général de Besançon annonçait que les cinquante exemplaires environ envoyés par l'éditeur à ses correspondants de Besançon avaient été vendus, surtout dans le clergé, quatre exemplaires d'auteurs avaient en outre atteint le cardinal archevêque (18⁴), M^e Oudet, avocat et ami de Proudhon, M^e Mathey, actuellement en Piémont et un certain M. Maurice. Il ajoutait :

On s'occupe beaucoup de cet ouvrage, auquel devait s'attacher, dans la ville natale de l'auteur, un vif intérêt de curiosité.

(18) Garnier frères, 6, rue des Saints-Pères.

(18¹) Loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tous autres moyens de publication.

(18²) Décret relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse.

(18³) Loi sur la presse.

(18⁴) Mgr. Césaire Mathieu.

A Limoges, les cinq exemplaires expédiés au libraire Chaumont avaient été vendus à des notables de la ville, et la perquisition n'avait pas permis de mettre la main sur d'autres exemplaires. Il est vrai que ce libraire en attendait, pour le 4 mai, un autre ballot des commissionnaires Mallay et Couchon, de Paris (11, rue Mazarine) ; ce ballot, de fait, fut saisi et l'on mit ainsi la main sur onze exemplaires. M. Chaumont, au surplus, est du parti de l'ordre et il n'y a pas lieu d'exercer de poursuites contre lui, concluait le procureur général de Limoges, dans son rapport du 3 mai 1858.

A Marseille, la police mit à la gare, le 11 mai, la main sur un ballot de 87 exemplaires refusés par le libraire Lamarte (19).

C'est le 2 juin que le Tribunal de la Seine condamnait à 3 mois de prison l'auteur du livre *De la Justice*.

Quelques jours après, le ministre de la Justice (20) recevait communication d'une pétition de l'imprimeur Bry, pétition que lui avait communiquée le Procureur général de Paris et que nous n'avons plus. Bien que la forme de la pétition en atténuaît le danger, comme elle reproduisait plusieurs des délits relevés dans l'ouvrage *De la Justice*, et notamment ceux d'outrage à la morale publique et religieuse et d'outrage envers une religion dont l'établissement est reconnu en France, le ministre donna l'ordre de faire comprendre cet écrit dans les poursuites contre Proudhon et d'examiner s'il n'y avait pas lieu d'inculper l'imprimeur Bry (21).

Après l'avènement de l'Empire libéral, Proudhon, rentré en France en 1862, ne fut plus l'objet de poursuites. On se préoccupait, pourtant, en haut lieu, de ce qui sortait de sa plume. C'est ainsi que le ministre de l'Intérieur (22) envoyait, le 14 février 1863, au Garde des Sceaux (23), en communication, le livre de Proudhon *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, uniquement à cause du nom de son auteur (24).

En le retournant, le ministre de la Justice déclarait, le 2 mars :

Quelqu'opinion qu'on puisse se faire des théories et des jugements de l'auteur, je n'y ai rien trouvé qui rendît opportunes des mesures répressives.

De même, le 25 avril 1863, le ministre de l'Intérieur communiquait l'ouvrage de Proudhon *Les Démocrates assermentés et les*

(19) Rapport du procureur général d'Aix, 11 mai.

(20) De Royer.

(21) Note du 9 juin.

(22) De Persigny.

(23) Baroche.

(24) B B¹⁸ 1668, dossier 8499.

réfractaires « en présence des attaques dirigées par l'auteur contre la politique intérieure du Gouvernement et notamment contre son immixtion dans les opérations électorales » (25).

Une mention marginale du Garde des Sceaux porte :

Ne pas poursuivre, ne rien répondre. Garder le volume.

Proudhon mourut le 16 janvier 1865. Plusieurs journaux soulignèrent sa disparition dans des termes qui ne pouvaient manquer de choquer les sphères officielles. Parmi les raisons qu'on eut, à la Chancellerie, de poursuivre la feuille ardente, rédigée par tant de futurs Communards, qu'était *la Rive Gauche*, nul doute que ne dût rentrer son attitude à l'égard du grand mort (26). C'est ainsi que le numéro du 19 janvier publiait une ode, au demeurant assez médiocre, de Pierre Dupont.

Nous la reproduisons :

PROUDHON

Non, rien n'ôtera de ma vue
La grande tête que j'ai vue
Aujourd'hui

Toujours vivante, quoique morte ;
Il fallait, pour être aussi forte,
Qu'elle fût lui :

Lui, tout entier, Proudhon, cet homme
Qui n'a pas pu donner sa somme,
Tant nos esprits

S'égarent aux choses futiles,
Tant les effets cachent les causes,
Dans ce Paris !

Pourtant, il faut que tu tressailles
Et donnes à ces funérailles,
Paris enfant,

Cette auréole sympathique
Qu'à ses héros donnait l'Attique.
Sois triomphant !

Sans tambours, clairons ni bannières,
Sans gémissements, sans prières,
Sois solennel !

Toi qui ris, pour une fois pense :
Proudhon ajoute à la science
Un immortel.

(25) B B¹² 1671, dossier 8846.

(26) Sur l'affaire de la *Rive Gauche*, B B¹² 1707, dossier 1707.

Verra-t-on ce siècle descendre ?
Voltaire et Rousseau ! Votre cendre
Peut tressaillir.

Rabelais, Pascal et Molière
Paul-Louis, accueillez un frère
Dans l'avenir.

Pierre DUPONT.

19 janvier 1865.

L'ode était précédée de cette déclaration :

La France vient de perdre un grand citoyen (27) et la Révolution (27)
un de ses plus fermes et de ses plus intelligents interprètes :

PROUDHON EST MORT

Nous regardons cette perte comme un malheur public et c'est pour nous comme un deuil de famille.

LA RÉDACTION

(*Suivent les noms.*)

A la suite, l'on annonçait que le journal publierait une étude biographique sur Proudhon dans son prochain numéro.

Enfin, et pour terminer cette revue des documents judiciaires concernant Proudhon, nous signalerons, le 23 décembre 1865, a saisie de ses *Evangelies annotés* (28). Cette saisie fut effectuée au domicile du libraire Lacroix. On n'y trouva d'ailleurs que 25 exemplaires, et l'on supposa qu'il y existait un dépôt clandestin, le tirage ayant été 2.000. Lacroix et son associé Verboeckhoven furent poursuivis, ainsi que l'imprimeur Poupart-Davyl, pour outrages envers des cultes légalement reconnus. Par jugement du 26 janvier 1866, la 6^e Chambre du Tribunal correctionnel condamna Lacroix à un an de prison, Lacroix et Verboeckhoven chacun et solidairement à 300 fr., et ordonna la destruction des exemplaires saisis et de tous ceux qui pourraient l'être.

Lacroix appela du jugement, puis se désista de son appel (29). En 1867, il n'avait pas encore subi sa peine et il sollicita à la fin de l'année un sauf-conduit pour venir débattre ses intérêts à Paris.

(27) Souligné à la Chancellerie.

(28) B B¹⁸ 1726, dossier 4218.

(29) Ordonnance de la Cour du 8 mars 1866. A signaler que l'Intérieur fait encore savoir à la Chancellerie, le 29 janvier 1866, que le *Temps* avait publié un mot sur la condamnation des *Evangelies*.

Comme il n'était pas Français, ce sauf-conduit ne lui fut pas accordé, mais l'Intérieur l'autorisa à venir en toute liberté (29 bis).

II

Documents concernant la presse. (29^{ter})

Dans les dossiers des journaux et publications périodiques, le dossier du *Peuple, Journal de la République démocratique et sociale*, est le seul concernant Proudhon qui ait été conservé (30).

Il contient :

1. L'acte de société en commandite du journal, du 31 octobre 1848, en copie signée des fondateurs : Ch. Fauvety, Alfred Darimon, Vassbenter, A. Langlois, G. Duchêne, P. Faure et P.-J. Proudhon.

Le siège de la société est fixé à Paris, 154, rue Montmartre ; la raison sociale est G. Duchêne, ouvrier typographe, gérant de la société. Le capital est de 100.000 fr., divisé en 1.000 actions de 100 fr. se subdivisant en coupons d'actions de 10 fr. ; 50.000 fr. de ce capital forment des actions de fondation, donnant droit à la propriété proportionnelle du journal, à un intérêt de 5 % et au partage des bénéfices ; les autres actions, d'amortissement, donnent droit au partage des bénéfices et seront remboursées en abonnements au journal ; chaque souscripteur ne recevra qu'une de ces actions.

Le journal continue le *Représentant* du peuple, dont le propriétaire Fauvety transfère au nouveau journal le matériel et le droit au bail de l'ancien. Fauvety reçoit des actions de fondation pour une valeur de 10.000 fr., dont 9.000 avaient été avancés par lui au *Représentant du peuple*. Proudhon avait reconnu propriétaire de 60 actions de fondation montant à la somme de 6.000 fr., dont moitié a été versée par lui, le reste lui est attribué à titre rémunérateur. Il est le directeur de la rédaction, l'administration étant surveillée par Fauvety. Le conseil de rédaction comprend Proudhon, Fauvety, Duchêne et les rédacteurs ordinaires. Le Directeur choisit tous les collaborateurs et s'entend avec l'administrateur

(29 bis) Il est question de ce procès dans les documents se référant à la publication de l'*Histoire de Robespierre*, de Hamel (B B¹⁸ 1732, d. 4777).

(29 ter) Cf. Wallon, *Revue critique des journaux publiés à Paris depuis la Révolution de février jusqu'à la fin de décembre*, extr. du *Bulletin de Censure*, Paris, 1849, 138 p. ; *Un chiffonnier. Physionomie de la presse ou catalogue complet des nouveaux journaux qui ont paru depuis le 24 février jusqu'au 20 août*, Paris, 1848, 162 pages.

(30) F¹⁸ 2766 (cote provisoire).

pour les appointements. Le maximum de ceux-ci est de 100 fr. en espèces, par mois, tant que le journal ne couvrira pas ses frais, le solde étant payé en actions de fondation.

Proudhon et Fauvety, malgré leurs titres particuliers, ne sont que de simples commanditaires, et leur démission des fonctions de directeur et d'administrateur n'impliquera pas la dissolution de la commandite.

2. La déclaration de Georges Duchêne (31), du 8 novembre 1848, en exécution de la loi du 18 juillet 1828, art. 6, de la publication du *Pueple*, hebdomadaire, imprimé par Coulé, 3, rue Coq-Héron, et du versement au Trésor, le 31 octobre 1848, de 12.000 fr., à titre de cautionnement, en exécution du décret du 9 août 1848¹. — Communication est faite de cette déclaration au ministre des finances (32) et au procureur de la République de la Seine par le ministre de l'Intérieur le 8 novembre 1848.

3. La déclaration de Georges Duchêne, du 20 novembre 1848, du changement du mode de publication du *Peuple*, qui devient quotidien, et du versement de 12.000 fr. à titre de complément de cautionnement. — Communication, comme plus haut, en date du 21 novembre 1848.

4. Un arrêté du 13 juin ayant suspendu la publication du *Peuple*, le ministre des Finances (33) signale, le 24 juillet 1849, à son collègue de l'Intérieur (34) que le cautionnement du journal a été complètement absorbé par les amendes : le 11 juin 1849, en effet, il a autorisé le prélèvement par les Domaines d'une somme de 20.786 fr. 69 pour amendes et 319 fr. 56 d'intérêts, d'où réduction à 3.213 fr. 31 du cautionnement initial. A la suite de la condamnation prononcée par la Cour d'assises le 27 juin et s'élevant à 13.260 fr. 10 d'amende, le solde du cautionnement a été absorbé, et l'administration reste créancière de 10.046 fr. 79. — Communication de ces faits fut faite par l'Intérieur au procureur de la République le 2 août 1849.

Le Peuple (de 1848) eut pour continuateur le *Peuple de 1850*, fondé par Vasbenter, Pilhes, Bisson, Darimon, Chevé, Faure, Massol, Favre, Cretin, de Gyvès et Jacquemard, imprimé chez Brière, puis Chez Blondeau, selon l'acte notarié du 3 juin 1850, il devait paraître, d'abord mensuellement, ensuite trois fois par semaine. Vasbenter, Pilhes et Bisson versèrent chacun 6.000 fr.

(31) Georges Duchêne appartiendra sous l'Empire à la rédaction du *Courrier français* et, après le 18 mars, à la rédaction de la *Commune*.

¹ Décret relatif au cautionnement des journaux et écrits périodiques.

(32) Goudchaux.

(33) H. Passy.

(34) J. Dufaur.

pour faire le cautionnement de 18.000 fr. Proudhon ne figure pas parmi les fondateurs, qui venaient pour la plupart de la *Voix du peuple* et dont plusieurs étaient de ses amis, en particulier Darimon, directeur du journal. La rédaction était installée 5, rue Coq-Héron. Le premier numéro fut tiré à 21.000 exemplaires, le second à 11.000, le troisième à 5.600. D'autre part, les fonds de cautionnement provenaient du capital de la société, et il y avait dans cette circonstance une infraction très nette à la loi du 18 juillet 1828 ; un actionnaire se décida, à ce titre, à poursuivre les prétendues cautions pour abus de confiance, au mois d'août 1850. Mais, le 14 octobre, les propriétaires et gérants responsables déclaraient l'arrêt de la publication, et l'administration, le 17 janvier 1851, reconnaissait le droit au remboursement du cautionnement versé par un document qui fut communiqué à Michel de Bourges, le 17 janvier 1851 (35).

III

Documents parlementaires.

Dans les nombreux documents versés récemment par la Chambre des députés aux Archives Nationales, je croyais devoir retrouver des pièces intéressant la carrière parlementaire de Proudhon.

Proudhon fut, en effet, élu à l'Assemblée Constituante, par le département de la Seine, au scrutin partiel du 4 juin 1848. Le procès-verbal de l'élection seul fait partie des documents en question (36). Le dossier est malheureusement très maigre. Il comporte l'état des élus (11), par 248.392 votants sur 414.317 électeurs : Caussidières (147.000), J.-B. Moreau (126.889), Goudchaux (107.097), Changarnier (105.537), Thiers (97.394), Leroux (91.375), V. Hugo (86.965), N. Bonaparte (84.420), Lagrange (78.682), Boissel (77.247), et, en queue, Pierre-Joseph Proudhon (77.094). A cet état est joint, en minute, le procès-verbal de recensement des votes, opéré le 8 juin à la salle Saint-Jean de la mairie de Paris, sous la présidence du député Berger, maire du 2^e arrondissement et doyen des maires parisiens. Aucune protestation ne fut enregistrée dans ce procès-verbal, encore que dix-huit détenus de la Conciergerie aient rappelé, dans une lettre datée du 6 juin et adressée au maire de Paris, que « nul citoyen ne peut

(35) Nous n'avons rien sur le *Représentant du peuple* (il y a eu, en 1847, un *Représentant du peuple*, B B¹⁹ 1457, dossier 4829), ni sur la *Voix du Peuple* (il y en a eu un à Toulouse, en 1847, B B¹⁹ 1450, dossier 3451).

(36) Sous la cote provisoire A 180.

être privé de ses droits civils et civiques que par suite d'une condamnation » et que « tout prévenu est présumé innocent ». Des lettres du citoyen Renault (?), en dte du 9 juin, et du « Club de l'Union », en date du 11, contre l'élection de L.-N. Bonaparte, parvinrent à l'Assemblée Constituante, après la réunion précitée (37).

Tels sont les documents qu'une enquête à travers les diverses séries des Archives Nationales m'ont permis de retrouver (38). Il est fâcheux que les dossiers de police et les rapports préfectoraux aient disparu pour la période pendant laquelle a vécu le grand Franc-Comtois. Nul doute qu'ils n'eussent renforcé l'impression qui se dégage déjà, très nettement, des précédents, à savoir que les idées proudhoniennes ont paru à la bourgeoisie régnante comme particulièrement dangereuses ; il est fâcheux que nous ne sachions pas de quelle façon ces idées ont été reçues et assimilées par les groupes démocratiques et ouvriers où elles ont pu pénétrer au temps où Proudhon les élaborait, car des constatations de cette espèce nous eussent permis de comprendre l'attitude des sphères officielles. C'est dans les toutes dernières années de l'Empire que le proudhonisme, à coup sûr, s'affirme ; mais il a été vraisemblablement préparé par des adhésions individuelles ou collectives, que les seuls documents conservés n'ont pas enregistré et que l'histoire ignorera.

Georges BOURGIN

(37) La Chambre des députés n'a pas versé les documents de l'enquête sur les journées de juin 1848. Il est possible que certaines des pièces de cette enquête concernent Proudhon. Les documents des Archives Nationales sur la même affaire ne fournissent rien à cet égard (B B³⁹ 1465 A). La profession de foi de Proudhon, en date du 30 mai 1848, est en partie reproduite et violemment commentée par M. GIRONDIN, *Les affiches rouges. Reproduction exacte et histoire critique de toutes les affiches ultra républicaines placardées sur les murs de Paris le 24 février 1848*, Paris 1851, in-18, p. 220-224.

(38) La *Collection Dumesnil*, entrée aux Archives nationales en novembre 1923, contient (AB XIX 680, dossier 3) diverses publications de Proudhon (*Banque du peuple* ; *Droit au travail* ; *Confessions d'un révolutionnaire*).

VILFREDO PARETO

LE DÉVELOPPEMENT ET LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE SON ŒUVRE ⁽¹⁾

par M. G. H. BOUSQUET, *Docteur en Droit*.

« Je recherche la vérité pour elle-même et ne me soucie nullement de faire de la propagande ».
(V. PARETO, lettre à H. LAURENT)

Le marquis Vilfredo Pareto était né à Paris, le 15 juillet 1848, d'une vieille famille génoise. Les attaches qu'il avait avec notre pays en font presque un Français : son grand-père, Giovanni Benedetto, avait été créé Baron de l'Empire (2), et son père, qui vivait exilé à Paris, à cause de ses opinions républicaines, avait épousé une Française et manifesté l'intention d'adopter sa nationalité (3).

Mais, en 1858, Pareto avec sa famille rentra en Italie, à la suite

(1) Sommaire : I) L'œuvre de Walras. — II) Le « Cours » de Pareto. — III) L'élimination de l'ophélimité. — Progrès ultérieurs. — IV) Appréciation générale et critiques. — V) Avenir de l'Economie pure à la mort de V. Pareto. — VI) Conclusion.

(2) « Le dix-huitième jour du mois de Mai de l'an de grâce 1811 », dit l'acte d'anoblissement, « Fait en notre palais de Rambouillet ».

(3) En écrivant ces lignes, nous avons sous les yeux une attestation du Commissaire de Police du 12^e arrondissement, délivrée le 28 avril 1848, à M. Pareto Raphaël, profession ingénieur civil, natif de Gênes (Italie), demeurant rue Guy-La-Brosse, n^o 10, « lequel nous a déclaré avoir besoin d'un certificat de domicile *pour se faire naturaliser français* ». Qu'est-il advenu de ce projet ? Nous ne le savons.

d'une amnistie. Il fait ses études supérieures à l'Ecole Polytechnique de Turin, et en sort ingénieur en 1869 (1). Sa thèse a pour objet l'étude de l'équilibre des corps élastiques ; déjà donc les questions d'équilibre l'intéressent !

Il exerce sa profession d'ingénieur dans les chemins de fer, puis dans les forges. Jeune encore, il fait partie de l'« *Academia dei Georgofili* », et, tout de suite, il se passionne pour le libre-échange. De cette époque datent une quantité d'articles et de brochures dans lesquels il attaque véhémentement la politique protectionniste et militariste du Gouvernement. Il reçoit l'approbation du vieux Gladstone (2). Il collabore aussi aux journaux français et la *Revue des Deux Mondes* publie, de lui, un retentissant article, dont la substance formait l'objet d'une conférence à Milan, interrompue par la police (3). Après 1898 seulement (4), il abandonne cette orientation.

Pourtant l'ardeur qu'il mettait à défendre ses idées allait se porter ailleurs, vers la science. Sujet à des insomnies fréquentes, il passe ses nuits à lire et à étudier. Le *Giornale degli Economisti* publie ses articles d'Economie Mathématique ; il fait connaissance avec Walras (5), qui lui propose bientôt de prendre sa succession à Lausanne. Justement, Pareto s'était retiré des affaires pour se livrer à l'étude dans sa ville de Fiesole ; mais ses différends avec le Gouvernement le gênent. « Je voulais faire, gratis s'entend, un cours d'Economie Mathématique, le Gouvernement s'y est opposé (6). » Aussi voulait-il s'expatrier. « Il y a quelque temps que j'avais formé le projet de m'établir dans quelque petite ville de la Suisse ou de l'Angleterre, et de m'occuper exclusivement de science pure ; si je suis nommé à Lausanne, je ne ferai qu'anticiper l'exécution de ce projet, qui, de toute façon, aurait eu lieu tôt ou tard... Mon intention sur ce point, si je suis nommé, est de m'établir pour toujours ; je renonce au combat pour défendre les théories de l'Economie en Italie. Mes amis et moi, nous n'obtenons absolument rien et nous perdons un temps que nous pourrions bien mieux employer à étudier la science (7). » Il recommande à Walras d'être discret : « Si le gouvernement italien et les amis et les complices de ce gouvernement venaient à savoir que j'aspire à une chaire à Lausanne,

(1) Date de la thèse, l'*Idea Naz.* (21 août 23), dit oct. 70.

(2) Voir sa brochure : *La liberté économique et les événements d'Italie* (Rouge, Lausanne 1898), p. 49.

(3) Journal « *La Lombardia* », 9 nov. 1891.

(4) Cette date de 1898 me semble de première importance, on le verra, pour l'évolution de ses idées.

(5) La première lettre de Pareto à Walras est du 18 août 91. Le dépt. cant. de l'inst. publ. à Lausanne, qui a la garde des papiers de W., nous les a très obligeamment communiqués.

(6) Lettre à W., 13 mars 1893.

(7) 14 novembre ; la lettre porte septembre, la correction est de W.

ils feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour m'empêcher de réussir » (1) (13 mars 93). Mais ses craintes furent vaines ; en avril 93, il est nommé professeur extraordinaire ; en octobre 94, professeur ordinaire. Sa carrière scientifique était assurée.

A Lausanne (2) il varie chaque année ses cours, qui portent sur l'Economie pure ou appliquée, et sur l'étude des systèmes socialistes ; en 1897-1898, la Sociologie fait son apparition. Dès 1900, il se voit obligé de prendre un suppléant dont il ne se passera qu'en 1904, époque à partir de laquelle il enseigne régulièrement la Sociologie. En octobre 1909, il abandonne pour de bon l'enseignement. Entre temps, il avait fait paraître le *Cours d'Economie Politique* (1896-97), les *Systèmes Socialistes* (1902), et le *Manuel* (1906-09).

Désormais, il vit retiré à Céligny (3), sur le bord du Lac de Genève, absorbé par son traité de Sociologie qui voit le jour de 1915 à 1919 (4). Il publie ensuite de nombreux articles dans la presse italienne, et se remet à ses travaux de mathématiques par des recherches sur l'équilibre économique, sur la théorie des nombres, sur les interpolations, que ne vint pas troubler sa nomination à la dignité de Sénateur, en mars 1923. Mais ses forces déclinaient, il craignait ne pouvoir les terminer, et, en effet, après une courte maladie, la mort s'empare de lui, le 19 août 1923. Telle fut la vie de ce savant.

Son œuvre doit maintenant nous retenir. On peut la grouper autour de deux objets principaux : l'Economie mathématique, la Sociologie générale. Dans notre premier article, c'est le premier qui sera examiné.

I

On peut distinguer trois genres d'application des mathématiques à l'Economie politique :

1° Elles servent à l'examen de certains faits concrets. Pareto en use ainsi dans ses recherches sur la répartition des revenus.

2° On peut les employer à la résolution de problèmes théoriques particuliers (Marshall, Edgeworth). Tout au début de sa carrière scientifique, Pareto s'y était intéressé.

3° Enfin, elles sont seules susceptibles d'être employées pour

(1) P. s'exprime, dans d'autres passages, en des termes encore beaucoup plus durs sur le gouvernement italien.

(2) D'après « Programme des cours de l'Université de Lausanne ».

(3) Sur la villa « Angora », ses habitants et ses hôtes, voir un très joli article de M. Fl. Delhorbe, dans la *Semaine littéraire de Genève*, 8 sept. 1923.

(4) Dédié à M^{me} la Marquise Vilfredo Pareto (Jane Regis) « dont les soins affectueux, dit explicitement l'édition italienne, ont permis à l'auteur de mener à bien son œuvre ».

exprimer sous son aspect le plus général, les relations de mutuelle dépendance qui lient les unes aux autres les diverses parties de l'ensemble du monde économique. Ce point de vue caractérise l'école de Lausanne, dont le fondateur est notre compatriote Walras.

Vers le milieu du siècle dernier, une curieuse analogie est à noter entre l'histoire de la Physique et de l'Économie : on était parvenu, semblait-il, presque au terme de ces deux sciences ; même Stuart Mill déclarait avoir dit le dernier mot sur les lois de la valeur. Dans l'une et l'autre de ces disciplines, de nouvelles théories allaient renverser cette conception simpliste.

Indépendamment les uns des autres, plusieurs économistes formulèrent, entre 1850 et 1873, le principe du « degré final d'utilité », qui est la base commune des travaux de l'école psychologique (Autrichienne) et mathématique (de Lausanne) (1). Le Français Walras, pour sa part, l'exposa en 1873 (2). Voici comment on peut en donner une idée approchée : les premiers économistes ont analysé, dans l'ensemble des faits sociaux, les phénomènes économiques ; une vue très générale de ceux-ci nous permet de les considérer comme provenant de l'action d'hommes qui, agissant logiquement, recherchent, chacun pour soi ou pour sa famille, la plus grande satisfaction possible de leurs besoins avec les moyens dont ils disposent. A cet effet, chaque « homo oeconomicus » partage ses disponibilités de telle sorte que les plaisirs, causés par les différents objets qu'il désire, soient égaux (3), et, en effet, s'ils ne l'étaient pas, il se hâterait d'échanger ce qui lui plaît moins, et dont il n'a que faire, contre ce qui lui manque, de façon à augmenter l'« utilité économique » (4), dont il dispose. Il faut bien comprendre que cette façon de parler est exactement celle du physicien disant : « Dans l'ensemble des faits de la nature j'analyse la chute des corps ; on peut considérer que l'espace qu'ils parcourent en chute libre répond à la loi : $s = \frac{1}{2} g t^2$ ». Ce que ne contredit pas le mouvement d'un ballon ou d'une plume qui flotte au gré du vent.

Or Walras a su traiter ces données dans le langage mathématique qui se trouve être absolument indispensable pour les utiliser de la façon la plus féconde. Expliquons cela : en premier lieu, les quantités économiques dont on traite sont *fonctions* de l'ophélimité (plaisir) qu'elles procurent, ce qui s'exprime par un symbole algébrique simple ; ensuite le langage mathématique est

(1) Sur la façon dont P. apprécia, grâce à l'Ecole Psychologique, les théories de l'équilibre, voir : *Economia dimessa, Libertà Economica*, an. 10, n° 17-18.

(2) Gossen, 1855 ; Jevons et Menger, 1871.

(3) A dessein, nous ne donnons pas la formule rigoureuse trop technique.

(4) Désormais nous emploierons avec P. le terme d'ophélimité.

beaucoup plus général et extensif que le langage ordinaire ; en troisième lieu, étant donné qu'il s'agit de questions de maximum, le calcul intégral et différentiel s'applique tout naturellement ; enfin et surtout, seules les mathématiques permettent de rendre raison des liens de mutuelle dépendance qui existent précisément entre les facteurs du monde économique (1). Ainsi on peut traiter dans le langage ordinaire ce problème : Trouver deux nombres dont la somme soit 8 et la différence 2. Mais au lieu de deux nombres, prenez-en une quantité absolument quelconque et se déterminant les uns les autres par des relations beaucoup plus complexes, et vous aurez un problème qui se laissera poser en signes algébriques, alors que vous ne sauriez même l'exprimer dans le langage courant.

A l'aide de ce principe et de ce langage, Walras, qui ne connaissait que les travaux de Cournot, très différents d'objet et de portée, a résolu la question suivante : Montrer de quelle façon se détermineront les prix et les quantités de marchandises échangées dans un régime hypothétique de libre concurrence, étant donné les goûts et les disponibilités des individus en présence. Il faut y revenir : seules les mathématiques peuvent permettre l'exposition de ce mécanisme dans toute sa généralité, et le premier, Walras, sans suggestion extérieure, a réussi à les employer de façon brillante pour atteindre son but (2). Une fois qu'on a compris la position du problème (et pour cela point n'est besoin d'une connaissance très approfondie des Mathématiques), on ne peut qu'admirer le génie de Walras et la grandeur du résultat atteint. En effet, ses équations donnent bien, en première approximation, l'image des relations économiques qui relient les prix et les quantités des marchandises entre eux, et avec les goûts des hommes (3), et cela d'autant mieux qu'il ne s'est pas borné à l'échange et a traité de façon analogue la production et la capitalisation (4). Ce qu'il faut noter, c'est que toute l'œuvre d'économie pure qu'a produite Pareto s'élève directement sur la théorie de l'équilibre économique de Walras et n'existerait pas sans elle.

On sait que Walras ne fut pas écouté dans son pays, où il ren-

(1) Les mathématiciens trouveront que cet aperçu est dénué de toute rigueur, et les autres, au contraire, qu'il est trop abstrait. Pour ma part, je ne puis mieux faire.

(2) Partant des équations de Jevons, M. Irv. Fisher est arrivé de son côté à un résultat semblable, dans ses *Mathematical Investigations* ; plus tard, il trouva un système d'équation plus général encore que celui de W., en faisant intervenir la considération des biens futurs (Sur ce point, Amoroso, *Lez. Ec. Mat.*, p. 145).

(3) Les preuves se trouvent dans *Univ. de Lausanne. Leçon d'ouverture du C. d'Ec. P. de V. Pareto*, 1893.

(4) Sur une ressemblance curieuse avec l'*Histoire de l'Astronomie* (voir Amoroso, p. 149).

contra une opposition continue et systématique. Très conscient de sa valeur, il souffrit cruellement de cette injustice qui n'honore pas ceux dont elle émanait (1).

†

Déjà en progrès notable sur les *Eléments* de Walras, le *Cours d'Economie Politique* de V. Pareto voit le jour en 1896-97. C'est à tous égards un livre intéressant et très bien rédigé (ce qu'on ne saurait dire, hélas ! de ses ouvrages ultérieurs). Ici, l'Economie pure qui en occupe la première partie doit seule être examinée.

La supériorité de l'auteur s'affirme d'abord par l'instrument qu'il emploie : meilleur mathématicien que Walras (celui-ci le reconnaissait lui-même) (2), il se sert de l'analyse alors que l'algèbre suffisait à son prédécesseur.

Ensuite, il traite du monopole et du collectivisme, questions que Walras n'avait pu ou voulu considérer (3). Sur certains points de détail, il approfondit la théorie de l'équilibre en serrant par de nouvelles hypothèses la réalité d'un peu plus près. Mais, semble-t-il, le mérite principal du *Cours* réside ici dans le caractère purement, sèchement scientifique qu'il revêt. Les *Eléments* de Walras avaient pour but de défendre une doctrine pratique et contient, à côté des systèmes d'équations qui font la gloire de leur auteur, des propositions sentimentales et métaphysiques dénuées de toute valeur, mais auxquelles celui-ci attachait une grande importance. Au contraire, l'ensemble des ouvrages de Pareto a pour but l'élimination de toute proposition non rigoureusement scientifique, l'expulsion du sentiment dans l'élaboration de la théorie, et la recherche constante vers l'idéal même de la Science : l'objectivité absolue.

En économie pure, il y est parvenu dès le *Cours*. C'est la tendance fondamentale de sa méthode : dégager chez ceux qui ont écrit avant lui ce qu'il y a d'objectif, ne garder que cela (4). Dans

(1) On peut trouver dans le livre de M. Antonelli des extraits de lettres vraiment navrantes. Dans une lettre à Laurent, du 3-12-92, Walras lui énumère ce qui fait son malheur : « prépondérance des arlequins politico-financiers, népotisme, mendicité des gendres cumulards, préoccupation exclusive et absorbante d'étaler de la ferblanterie sur des habits verts, etc. ». Son caractère était tout autre que celui de Pareto (cf. la déclaration dédaigneuse de celui-ci qui forme l'épigraphe de cet article).

(2) *Univ. de L., Jubilé du Prof. Pareto*. Discours de M. Boninsegni.

(3) Sur ce point, controverse entre MM. Antonelli et Boven, qui ne paraît pas vidée.

(4) Pareto a très bien défini son attitude à l'endroit de Walras, dans le passage suivant du *Journal of Political Economy*, sept. 1897, p. 491 : « Prof. Walras great contribution to economic discussion was his discovery, of a general system of equation to express the economic equilibrium. I cannot

une de ses lettres, il m'exposait de la sorte son attitude : « La méthode expérimentale repousse les jugements synthétiques, il faut procéder par analyse et celle-ci demande beaucoup de temps et de développements. Quelle est mon opinion sur Saint-Thomas d'Aquin ? Je n'en ai pas, mais voyez dans la *Sociologie* de nombreuses analyses. Les *Principia* de Newton sont un mélange de métaphysique et de théories expérimentales. On peut admirer celles-ci et rejeter la partie métaphysique, comme dans les mines on rejette la gangue pour dégager les diamants. Je dois répéter la même chose pour G. Sorel. Je dois écrire sur lui un article pour la *Ronda* (1). Il fut distinguer trois personnages en cet auteur :

1° Un croyant en la divinité du Prolétariat (Newton était un croyant de la Bible.)

2° Un métaphysicien (Newton nous parle de la *Nature*).

3° Un adepte des sciences expérimentales (Newton nous a donné la mécanique céleste).

On peut répéter de semblables considérations pour Aristote et bien d'autres savants. Si (comme on nomme parmi les quadrupèdes une souris après l'éléphant), je puis me nommer aussi, je dirai que j'ai été (temps passé) un croyant de la liberté, un admirateur de la justice et d'autres entités semblables, et que je suis devenu, — ou que je me figure être devenu, — un pur adepte de la méthode expérimentale ».

Cette conception appliquée systématiquement dans le *Cours* en constitue le progrès le plus notable sur les *Eléments*. Au reste, il convient de noter que l'évolution de l'un à l'autre de ces livres est entièrement dans la direction que nous indique l'histoire générale des Sciences : la théorie est étendue à de nouveaux cas, elle est apurée de ses défauts, elle est complétée sur d'autres points.

Mais il restait à franchir les étapes décisives.

III

Les travaux d'Economie Mathématique de Pareto, à la suite du *Cours*, se trouvent dans ses articles du *Giornale degli Economisti*, dans le *Manuel*, et enfin dans l'*Encyclopédie des Sciences Mathématiques*. On n'exagère pas en disant que ses nouvelles recherches transforment l'aspect de l'Economie pure, et qu'il y laisse bien loin derrière lui les *Eléments* de Walras. Comme il est impossible d'en traiter dans le cadre de cet article, nous n'exa-

for my part admire sufficiently this portion of his work, but I must add that I entirely disagree with him, on what he has to say in his work, *Études d'Economie sociale*. »

(1) Sept.-oct. 1922. Il y est fait allusion à notre correspondance.

minerons, avec quelques détails seulement, qu'un de ces changements.

Du côté des Mathématiciens, une grosse objection aurait surgi contre la théorie de Walras : celle-ci supposait que l'on pût mesurer (théoriquement) le plaisir que nous fait éprouver la consommation des biens économiques ; en d'autres termes, que « le plaisir est une quantité » ; or, cela n'est pas démontrable ; que devient alors la théorie ?

A cette objection, on peut faire deux réponses :

1° D'abord, une réponse de forme, sur laquelle Walras et Pareto sont d'accord¹ : il suffit de montrer qu'il y a là une hypothèse féconde de l'ordre de celles que l'on retrouve dans toute la mathématique. Sur ce point, la correspondance des deux savants avec le mathématicien H. Laurent est des plus intéressantes. Voici ce que dit Walras (1) : « L'analogie entre notre situation et celle des fondateurs du calcul différentiel est saisissante et décisive. Il est certain que ce calcul a fonctionné longtemps sans être bien assuré de son principe. Il trouvait une confirmation, en quelque sorte expérimentale, dans le nombre et l'importance des problèmes de géométrie, de mécanique et d'astronomie, qu'il permettait de résoudre. Il en est exactement ainsi de l'Economie Mathématique, pour le moment ; les hommes, qui m'ont le mieux compris et suivi, comme MM. Bortkewitch, Pareto, Barone, étaient à la fois de bons mathématiciens et de bons économistes, c'est pourquoi, frappés des solutions économiques que fournissait ma méthode, ils ne m'ont point chicané, tout d'abord, sur mon point de départ... Les « Mathématiciens purs » se fussent moqués de Leibniz, négligeant les infiniments petits « comme un grain de sable vis-à-vis de la masse de la terre », et ils eussent repoussé l'explication newtonienne des mouvements planétaires, parce qu'on ne leur démontrait pas assez correctement que Δx et Δy tendant vers 0, $\frac{\Delta y}{\Delta x}$ tendant vers $\frac{dy}{dx}$ ou $F'x$, ainsi faisait Michel

Rolle à l'Académie des Sciences, il y a deux cents ans ».

Et Pareto (14-1-99) :

« Toutes les sciences, à leur origine, admettent quelque postulatum, on y revient quand la science est constituée. Où en serions-nous si Euclide, au lieu d'admettre son fameux postulatum, avait perdu son temps à discuter uniquement les principes des trois géométries : euclidiennes, lobatschewskiennes, riemanniennes ? Il a été en avant, et ce n'est qu'après quelques milliers

(1) Lettres du 22-3-00. Nous remercions vivement madame veuve Laurent d'avoir bien voulu mettre ces documents à notre disposition.

d'années qu'on est revenu en arrière. Permettez-moi une comparaison, pour mieux exprimer ma pensée :

Géométrie

J'admets : 1° que deux droites ne peuvent enclore un espace. 2° Que deux droites d'un plan qui font d'un même côté avec une troisième des angles dont la somme est $=$ à 2 droits se rencontrent de ce côté.

Je n'examine pas pour le moment, si cela se réalise dans notre monde. Je vais en avant et je construis la géométrie euclidienne qui est vraie absolument, étant donné ces deux postulats (qui ne sont que la définition de la droite euclidienne).

Economique

J'admets qu'il y a des êtres qui peuvent mesurer le plaisir qu'ils éprouvent.

Je n'examine pas pour le moment si cela se réalise pour l'homme. Je construis une science : l'économie pure qui est vrai absolument, étant donné son postulat.

Maintenant rentrons dans la réalité :

Il est des géomètres à notre époque qui doutent si notre monde est euclidien, mais tous admettent qu'il l'est au moins très sensiblement. »

Les hommes connaissent des plaisirs égaux, plus petits, plus grands ; ils se rapprochent donc considérablement des êtres que nous avons considérés. »

En somme, les deux savants montrent que le procédé employé par Walras est celui de toute science à son début, mais que, peut-être, on pourrait arriver à résoudre plus tard la difficulté.

2° La seconde réponse de Pareto a précisément pour but de la supprimer en montrant que, dans les hypothèses de Walras, il y a quelque chose de superflu qui « est précisément ce qui rend douteux le résultat » (*Manuel*, page 661). Le premier pas dans la voie de cette découverte se trouve dans son *Mémoire* : *Comment se pose le problème de l'Economie pure* (1), petite brochure de douze pages, qui m'apparaît comme de toute première importance dans l'histoire des idées de Pareto, tant au point de vue de la Sociologie (on le verra plus tard), que de l'Economie pure.

S'inspirant d'une idée du professeur Edgeworth, il montre que, pour sa théorie, il suffit d'admettre ce postulat (2) : « Il est des êtres qui peuvent juger s'ils éprouvent le même plaisir pour deux combinaisons différentes de jouissance de biens écono-

(1) « Présenté, en décembre 98, à la Société Stella, par le professeur V. Pareto. » Remarquez qu'à cette époque, Pareto a déjà 50 ans, et alors seulement commencent ses grandes découvertes. Une pareille vigueur d'esprit est excessivement rare : dans l'histoire de la musique, on peut citer César Franck.

(2) Lettre à Laurent, 19-1-99.

miques... Qu'en est-il des hommes ? Les hommes se rapprochent beaucoup des êtres considérés. Chaque jour, on entend une personne dire : « Pour 10 francs, j'achèterai cet objet, pour 20, il est trop cher » ; et pour 15 ? « Pour 15, je suis indécis. » Cela veut dire que cette personne estime que le sacrifice qu'elle ferait, en donnant 15 francs, est à peu près égal au plaisir que lui ferait l'objet..., « par exemple (14-1-99), pour ma part, j'achèterais tous les livres nouveaux de mathématique économique, etc. Pourtant, je ne le fais pas et m'arrête quand la privation, qui résulterait de la dépense, égale le plaisir que me procurerait le livre ». Ainsi nul besoin de mesurer le plaisir, il suffit de la possibilité théorique (1) de construire les « lignes d'indifférence » et les équations ne contiennent plus rien qui corresponde à cette idée métaphysique. Bien plus, dégageant la théorie de tout lien avec une psychologie subjective des individus, Pareto a indiqué plus tard que point n'est besoin de connaître les mobiles personnels de l'individu (par exemple, en ce qui concerne son propre cas, les raisons qui lui font acheter ou non des livres pour sa bibliothèque), la considération de ses choix suffit ; de cette façon, on peut également construire la « théorie mathématique de l'altruisme et de l'ascétisme », ce qui ne manquera pas de faire plaisir aux sensibles qu'avait révoltés l'égoïsme farouche de l'Homo (Economicus) !

Du point de vue très large, dont nous l'examinons, cette évolution est surtout remarquable en ce qu'elle reproduit celle de toutes les autres sciences, qui se développent par généralisations successives, et par élimination des conceptions métaphysiques.

Ces analogies, d'ailleurs, on pourrait en multiplier l'exposition, en considérant les autres progrès que Pareto fait faire à l'Économie pure, dans toutes ses recherches par lesquelles il a remanié de fond en comble et étendu si largement son domaine. Entre tant d'autres, notons encore celui-ci, le *Manuel*, traite à fond du monopole et du collectivisme, dont l'étude restait secondaire dans le *Cours*. Or, si le premier de ces régimes nous rapproche de la réalité concrète avec ses industries d'État, ses cartels et ses trusts, le second nous fait pénétrer dans le domaine de l'irréel, sans application possible, du moins pour l'instant. L'analogie avec la géométrie non euclidienne saute aux yeux. Mais, dans l'histoire des mathématiques, ce n'est pas le seul exemple de théories qui, nées à l'occasion d'un problème concret, se développent ensuite *in abstracto* et pour elles-mêmes. Si les coordonnées cartésiennes ont pour origine la considération de systèmes réels, les coordon-

(1) Pour ceux à qui cela ne suffirait pas, disons que M. Amoroso s'est engagé victorieusement dans la voie de les déterminer, grâce aux données fournies par l'observation *Sez. Ec. Mat.*, p. 107 et 110).

nées curvilignes de Gauss n'ont eu, que tout récemment, l'occasion de s'appliquer à des problèmes de fait (1).

On le voit, à considérer tout ce que Pareto a bâti depuis le *Cours*, l'impression générale qui s'en dégage est celle d'une œuvre immense et hautement scientifique. L'auteur développe avec fécondité et dans toutes les directions les *Eléments* de Walras, tant au point de vue de la forme, que du fond.

IV

Que faut-il penser maintenant de l'œuvre de Walras-Pareto, quelles critiques peut-on lui apporter ? Quel avenir laisse-t-elle entrevoir pour l'Économie Pure ? Telles sont les questions auxquelles répondent les deux paragraphes suivants :

Tout d'abord, il semble établi — quelque puisse être, sur ce point, l'opinion des économistes « classiques » (2) — qu'une certaine connaissance des nouvelles doctrines est indispensable pour enrichir avec fruit, aujourd'hui, les études *théoriques*. Sans nous étendre, d'ailleurs, sur ce point, on peut dire qu'une grande partie des discussions, qui ont eu lieu ou se livrent encore dans ce domaine, en langage ordinaire, disparaissent comme de pseudo-problèmes, dès que l'on a compris la contribution apportée par l'idée de l'équilibre. En particulier, elle élimine, une fois pour toutes, les recherches sur la « cause » de la valeur, qui ont, désormais, autant d'intérêt que la découverte de la pierre philosophale. La théorie est ainsi établie pour de bon sur des bases solides. En général, les explications, données par le Maître et ses disciples (surtout dans *Manuel*, p. 233-48), semblent décisives et irréfutables, et l'on entrevoit déjà la possibilité d'étendre cette notion si féconde (3).

Pourtant, l'Ecole de Lausanne est-elle à l'abri de toute critique et n'y a-t-il pas de reproches à lui faire ? Pour notre part, nous ne le croyons pas, et le respect que l'on doit à la mémoire des savants disparus, ne nous apparaît pas comme devant faire oublier les droits de la critique objective.

A la vérité, nous ne reprendrons pas à notre compte celles dont nous avons pu prendre connaissance ; elles manquent, presque toutes, de rigueur, et plusieurs sont manifestement absurdes (4). Leurs auteurs (parmi lesquels on regrette de trouver

(1) A la suite des doctrines einsteiniennes.

(2) Et non pas « littéraires », vraiment trop impertinent.

(3) G. SENSINI, *Prime Linee di Fin. Teor.* (Laterza, Bari, 1917.)

(4) Il faut aussi avouer que les attaques de la nouvelle école contre les « littéraires » sont parfois d'une extrême violence, par exemple, G. SENSINI, *Teor. della Rend* (Roma, Loescher, 1911), *passim*.

un Joseph Bertrand et un Leroy-Beaulieu), ne se sont pas rendu compte de la position de la question ; ils ne la connaissent que superficiellement. Et, malheureusement, l'opinion générale est encore moins éclairée (1). Pour attaquer l'Ecole mathématique, il faut le faire sur son terrain ; là seulement, elle est vulnérable, et à deux points de vue :

a) Voici ce qu'écrivait Pareto, au début de son article de l'*Encyclopédie* : « Comme dans toutes les études d'application des Mathématiques, nous avons ici deux problèmes bien distincts : 1° Un problème exclusivement mathématique, qui déduit les conséquences de certaines données ; 2° Un problème d'adaptation des données et des conséquences théoriques aux cas concrets de la pratique ». Or, les nouvelles doctrines n'ont pas assez clairement traité du second problème.

Elles ne l'ont certes pas ignoré, comme les vieilles doctrines libérales, dont les auteurs s'imaginaient naïvement qu'elles s'adaptaient directement à la réalité. Mais le fait qu'il n'a pas été étudié suffisamment, éveille, chez leurs adversaires, une défiance légitime.

Pareto et les siens savent fort bien que leurs théories sont nécessaires, mais non suffisantes, mais on aimerait les voir traiter de cette insuffisance. Voici, par exemple, la notion du maximum d'ophélimité pour une collectivité. Étudiée par eux, elle précise les idées vagues qu'avaient sur elle les libéraux. Mais qu'est-elle par rapport aux faits concrets ? Moins que rien, et on le prouve facilement : car, dans sa *Sociologie* (chap. 12), Pareto nous apprend lui-même à y substituer la notion de maximum d'utilité qui, à notre avis, n'a, elle aussi, qu'une valeur théorique.

Vice-versa, si, du côté de la réalité, la nouvelle école n'a pas assez marqué l'écart qui en éloigne ses théories, de l'autre, du côté mathématique, a-t-elle bien indiqué la frontière entre la représentation approchée des faits et la formule mathématique vide, qui n'est qu'un jeu de l'esprit, si élevé soit-il ? Ici encore, on constate des lacunes. Dans certains cas, la frontière est visible à tous (par exemple, entre monopole et collectivisme), mais, trop souvent, le non initié manque de points de repère, il ne sait où il se trouve.

M. Sensini écrit (*Fin. Teor.*, n., p. 9) : « Aujourd'hui, l'usage de l'instrument mathématique pour des études ultérieures (dirigées vers la recherche de relations générales) ne saurait que

(1) LA BRUYÈRE, *Caractères* : « Que dites-vous du livre d'Hermodre ? — « Qu'il est mauvais », répond Anthime, « qu'il est mauvais ; qu'il est tel », continue-t-il, « qu'il ne mérite pas le nom de livre ou, du moins, que le monde en parle. » — « Mais l'avez-vous lu ? » — « Non, répond Anthime. » Que n'ajoute-t-il que Fulvie et Mélanie l'ont condamné sans l'avoir lu et qu'il est ami de Fulvie et de Mélanie ? »

nous éloigner et non nous rapprocher du phénomène concret ». Mais, on peut se demander si cette étape n'a pas déjà été franchie, et, ce qui serait plus grave — inconsciemment franchie.

D'aucuns envisagent la chose avec sérénité. Notre savant correspondant, Monsieur le Professeur Zawadski, doyen de la Faculté de Wilno, nous répond de la sorte : « ... Il serait bien risqué d'affirmer quelque chose sur l'inutilité d'études mathématiques, même de celles qui s'appuient sur des données, en apparence, très éloignées de la réalité. C'est ainsi que, tout en maintenant, comme dans mon ouvrage, que la fonction d'ophélimité, que nous considérons aujourd'hui, répond à la condition de $\varphi(x) > 0$, je n'oserais pas le généraliser et dire qu'une étude qui envisagerait $\varphi(x) < 0$, soit absolument inutile... D'ailleurs, parallèlement à ce qui a lieu dans la physique théorique, il peut se développer, à côté de l'Economie pure appliquant les mathématiques, une autre discipline, l'Economie mathématique par excellence, je n'y verrais aucun mal ».

Nous non plus. Mais il faut le marquer nettement. Un rigoureux nominalisme ne peut causer de tort à la science, mais à condition qu'il soit franc. La probité scientifique de Pareto et des siens, oblige l'Ecole de Lausanne à nous fournir, sur ce point, des éclaircissements d'autant plus nécessaires que la technique des nouvelles théories est moins accessible à tous. Nous voudrions qu'une étude de ce genre présentât aussi un caractère hautement philosophique, car la valeur gnoséologique des mathématiques appliquées aux sciences apparaît ici comme sous une loupe grossissante. Peut-être y a-t-il là l'indication d'une voie dans laquelle il conviendrait de s'engager et autrement intéressante que toutes les vaines discussions sur les méthodes et les querelles personnelles, qui, dans toutes les branches du savoir humain, usurent trop souvent le nom de Science et de Philosophie.

b) L'autre objection est de nature pédagogique ; elle porte sur la manière dont les nouvelles théories sont enseignées aux jeunes gens. Voici le *Cours* de Pareto (1), livre destiné à des étudiants en droit, il débute par l'Economie pure, puis vient l'Economie appliquée. Nous ne saurions assez blâmer ce procédé : 1° Il est anti-historique et anti-philosophique. Les élèves sont amenés à penser que la Science a débuté par ces abstractions ; il ne saisissent pas leur origine. Ou bien, chose plus grave, ils sont amenés à penser que l'on impose aux faits sociaux des « lois éternelles et immuables », autrement dit, qu'on peut avoir la prétention de les connaître, sans les étudier. On réhabilite de la sorte toutes les erreurs anthropocentriques, dont on commence à peine

(1) Voir aussi les *Principi*, de M. Barone (Roma, Athenaeum) et le *Cours* de M. Colson, qui, sans mathématiques, font de l'Economie pure.

à se dégager, erreurs qui sont accueillies volontiers aujourd'hui, vu l'absence totale d'esprit scientifique qui caractérise la jeunesse intellectuelle moderne (1). 2° On risque de dégoûter à jamais les étudiants de l'Economie Politique. Rien n'est plus difficile, dans toute Science, que les premiers pas, c'est le moment où il faut s'assimiler des manières de penser toutes nouvelles, où l'esprit doit apprendre à connaître des objets nouveaux d'études dont l'abord est déconcertant. On doit *tout faire* pour en faciliter l'exposé (2), et, sous ce rapport, la supériorité de la méthode classique est éclatante. Commencer par des définitions sur l'« ophélimité élémentaire pondérée », sur l'« équilibre économique », « sur les maxima maximorum d'ophélimités », développer en premier lieu des considérations sèches, abstraites, théoriques, construire de vastes systèmes sans appui, sur des faits tangibles, est une excellente façon de décourager les esprits avides de s'instruire. Nous sommes heureux d'ajouter, qu'à ce point de vue, notre expérience d'élève concorde avec l'expérience magistrale du Professeur Zawadski, comme il nous le disait un jour.

L'enseignement devrait toujours débiter par les méthodes et les programmes classiques, qui ont l'avantage de pouvoir s'étendre ultérieurement, soit dans le sens concret (Banques, Finances, Ec. Agricole, Industrielle, etc...), soit dans le sens théorique. Beaucoup plus tard seulement, à la fin des études, on pourrait donner une vue d'ensemble, où l'on exposerait en langage ordinaire les théories de l'équilibre (3) ; en appendice, les étudiants assez forts en mathématiques, pourraient être initiés à la théorie de l'équilibre, selon Walras. Débiter par elle est une faute, la méthode classique a fait ses preuves, il convient de lui laisser sa haute autorité séculaire.

Telles sont les deux critiques que nous ferons à l'Economie de Walras-Pareto.

V

Leur œuvre doit être encore jugée sous un autre aspect : quelles possibilités de développement leur réserve l'avenir ?

(1) C'est une réaction contre le « mécanisme » des années 1860-1880. Il s'agit d'un phénomène social très général contre lequel il est donc d'autant plus inutile de récriminer, que cette mentalité (mystique) a peut-être une grande utilité nationale. Schématiquement, on peut placer le commencement du revirement vers 1889, année où paraissent le *Disciple* de M. Bourget et les *Données* de M. Bergson.

(2) Les observations de J. TANNERY, *Sc. et Philos.*, chez Alcan, sur l'enseignement de la Géométrie Élémentaire, contiennent de bonnes observations directement applicables à l'Economie.

de M. Colson.

(3) Quelque chose de ce genre se trouve dans le premier volume du *Cours*

Une remarque préalable s'impose : les nouvelles théories n'ont jamais eu la prétention de repousser les études d'Economie pratique.

« Rien n'est plus éloigné de notre pensée, écrit Pareto, que de déprécier l'œuvre des économistes qui, laissant de côté les théories abstraites, s'occupent d'Economie appliquée (1). » On doit ajouter que les théories doivent en tenir compte pour se retremper dans la réalité.

Ceci dit, quel avenir attend l'Economie Mathématique ? A parler franchement, il semble qu'elle a, peut-être déjà, fourni la plus belle partie de sa carrière.

En matière de statique économique, elle se heurte à une grande difficulté : la complication extraordinaire des formules, lorsqu'il s'agit de préciser de nouvelles conditions.

Voici un exemple : Pareto a démontré (expérimentalement) que la courbe de la répartition des revenus est sensiblement constante dans nos sociétés ; ce fait, simple, présente assez de certitude pour qu'on l'insère dans les équations. Le professeur Guido Sensini, à ce sujet, nous écrit ceci (nous traduisons) : « Il est certain que l'on en doit tenir compte dans les équations de l'équilibre. Mathématiquement, la chose est possible, mais la complexité des systèmes que l'on obtient est décourageante. Je l'ai établi dans une étude non encore publiée, je ne connais pas d'autres tentatives. Le professeur Pareto m'a fait savoir que la chose est difficile, mais cela ne veut pas dire qu'elle doive épouvanter ». Que ne serait-ce pas alors dans le cas de conditions beaucoup plus complexes !

Peut-être, il est vrai, les progrès de la Science mathématique permettent-ils quelques espoirs pour l'avenir ?

En ce qui concerne le problème dynamique, deux obstacles entravent le développement des nouvelles théories : 1° Du côté mathématique les difficultés sont si grandes qu'on peut les dire insurmontables. Ce qui reste des quelques tentatives de Pareto ne constitue pas même une pierre d'attente. La façon dont se présente le problème dynamique, l'empêche d'être soumis à la méthode employée pour rendre raison de la statique. « Dans le problème de l'équilibre statique (2), nous écrit le Professeur Zawadsky, la multiplicité des influences est soumise à certaines conditions *générales* (maximum d'ophélimité, satisfaction des goûts compatibles avec les liaisons du système, etc.), grâce auxquelles on peut formuler l'ensemble de leurs relations quantita-

(1) L'Ec. et la Soc. au point de vue sc., *Scientia*, 1907, n° 2.

(2) Il existe un problème intermédiaire, celui des équilibres successifs pour la résolution duquel le prof. Z. est plus affirmatif quant à la fécondité ultérieure des mathématiques.

tives, même si nous n'avons que des notions vagues sur le caractère particulier des fonctions qui expriment ces influences. Dans le problème dynamique au contraire, seuls des influences *particulières* ou des groupes d'influences sont soumises à certaines conditions ; c'est justement le fait que les conditions nécessaires pour la coexistence de *l'ensemble* du système ne sont pas remplies (comme elles le sont dans la statique), qui constitue le problème dynamique. Son étude quantitative dépendrait donc exclusivement de la possibilité de préciser les fonctions *particulières*, possibilité à peu près nulle. »

2° L'autre obstacle nous ramène au second problème que nous signalait Pareto : l'adaptation à la réalité.

En statique, on peut, à la rigueur, analyser le phénomène concret en ne considérant que la partie économique ; mais on ne peut agir de la sorte pour la dynamique, l'erreur serait trop grossière, on ne pourrait l'accepter, même en première approximation : les facteurs de l'évolution économique sont trop intimement liés à ceux de l'évolution sociale tout entière ; négliger cette influence réciproque nous éloigne trop des faits (1). Là-dessus, les adeptes de l'Ecole de Lausanne sont très explicites. M. Zawadsky nous écrit : « L'étude dynamique ne saurait faire abstraction du côté sociologique. Or je crois, — je me trompe peut-être, — que les études sociologiques ne se prêtent pas aisément à l'application des mathématiques ». Et, sur le même sujet, le Professeur Sensini nous répond ainsi (nous traduisons) : « Une économie dynamique, isolée comme l'est la statique, est inconcevable. Les phénomènes sociaux dynamiques sont étroitement interdépendants entre eux ». M. Amoroso, dans un article sur Pareto, écrit (2) : « Il n'existe pas de dynamique, parce que le mouvement des phénomènes économiques ne peut pas être séparé des phénomènes politiques et sociaux. »

Est-ce à dire que l'Economie théorique ait fait son temps ? rien n'est plus éloigné de notre pensée et le grand service des nouvelles doctrines aura été de fournir pour l'avenir une direction de pensée et une méthode strictement scientifiques, et aussi un cadre solide, la théorie de l'équilibre. Il est possible, d'ailleurs, qu'on découvre un jour le moyen d'accroître encore le rôle des mathématiques, mais si cela ne devait pas arriver, leur emploi n'a pas été inutile. Nous avons déjà cité l'opuscule de M. Sensini sur la finance théorique comme exemple d'application directe de la méthode et de l'esprit paretien. Nous en citerons encore un

(1) Ceci se comprendra mieux après l'étude de la partie sociologique.

(2) *Idea Naz.*, 11-3-23. Article tout à fait remarquable, quoique publié dans un simple quotidien, et dont Pareto disait : « L'auteur y a mieux caractérisé mon œuvre que je ne le saurais faire moi-même ».

autre : la *Wirtschaftliche Entwicklung* du docteur J. Schumpeter, ancien ministre des finances de la République Autrichienne. L'auteur qui se rattache à la fois à l'école psychologique et à l'école de Lausanne, nous a laissé une œuvre de premier ordre, et on regrette, après l'avoir lue, qu'il ait abandonné la carrière scientifique.

Elle a pour but l'élaboration d'une dynamique *purement* économique. Il ne se sépare pourtant pas des auteurs précédents, car il reconnaît l'influence des facteurs sociaux (1), mais montre que pour des laps de temps assez courts, beaucoup de phénomènes dynamiques s'expliquent par l'économie seule. Il en étend beaucoup le rôle (en considérant l'intérêt du capital comme s'expliquant par la dynamique, attitude que nous ne saurions partager) ; son livre est une preuve que les nouvelles méthodes peuvent s'étendre bien au-delà de l'étroit domaine où elles semblaient confinées.

Quoi qu'il en soit, l'avenir de l'Economie n'est pas lié au seul emploi des mathématiques, mais à un renouveau des préoccupations théoriques, auquel a fortement contribué l'Ecole de Lausanne.

V

Il convient maintenant de conclure brièvement. Le but constant poursuivi dans cet article a été de replacer l'Economie politique dans le giron de la Science, nous concluons donc en signalant de nouvelles analogies avec l'histoire des autres sciences.

Plusieurs fois, l'Economie mathématique nous est apparue sous un double aspect : le développement de la théorie, ses rapports avec la réalité. Or M. Pierre Boutroux (2) a prouvé qu'au cours des siècles la pensée mathématique s'est développée selon deux tendances différentes : « Le savant, écrit-il, se borne d'abord à constater. Il regarde autour de lui, non pas — disait Platon — avec ses yeux..., mais avec cette faculté de vision intellectuelle que possède l'entendement... Ainsi sont perçues les propriétés harmonieuses du monde des nombres et des figures... Avec la diffusion de l'algèbre, cependant, une révolution s'accomplit. De contemplative qu'elle était, la Science se fait constructive ». Depuis le demi-siècle qu'elle existe, l'Economie mathématique re-

(1) L'auteur le dit explicitement, si nos souvenirs sont exacts. Malheureusement, nous ne donnons pas la référence, le livre étant introuvable à Paris.

(2). *L'Idéal Scientifique des Mathématiciens*, p. 181-182.

flète déjà ces deux tendances, la première très nettement chez Walras, lorsqu'il constate — ou croit constater — l'harmonie que présente le système de la liberté économique ; le second tout aussi nettement chez Pareto et M. Zawadsky, le premier, lorsqu'il traite du collectivisme, le second, quand il affirme la possibilité d'une Economie « méta-walrasienne », sans rapport avec le réel.

Mais en ce qui concerne le second problème, une vue d'ensemble de l'Economie mathématique et de sa signification montre aussi qu'elle est une science dans le sens le plus vrai du mot.

Tout au début, on a fait allusion à l'état de la physique vers le milieu du xix^e siècle. Son état actuel ressemble aussi à celui de de l'Economie mathématique et de sa signification montre aussi. En premier lieu, comme en physique, les vieilles idées doivent être revues à la lumière des nouvelles théories ; bon gré, mal gré, il faudra bien admettre que nous *savons* quelque chose de plus qu'il y a trois quarts de siècle, et nous *savons* pourquoi les anciennes théories étaient erronées. Ensuite, une évolution très remarquable s'est faite dans les sciences de la nature. M. Rey (1) nous dit, dans un livre très intéressant : « La théorie physique n'était pas alors interprétée *more geometrico*, mais *more physico*... La théorie devenait une réalité expérimentale, cette valeur ontologique de la théorie physique, cette réalisation objective de l'hypothèse, est la caractéristique éminente du mécanisme traditionnel, jusqu'au milieu du xix^e siècle ». On sait aujourd'hui que cette position est reconnue insoutenable. Or l'école libérale avait aussi adopté cette attitude, en s'imaginant que la théorie pouvait sans plus s'appliquer au phénomène concret, ou mieux qu'elle était le phénomène concret. Grâce à l'Economie mathématique, cette attitude doit être abandonnée. Personne n'oserait affirmer que les équations de l'équilibre sont l'image de la réalité, et personne n'a plus le droit de dire que les anciennes théories ont cette qualité, puisque justement ces équations montrent la fausseté de ces théories. Ici, comme dans la physique moderne, on est devant un gros problème philosophique : « Quelle est la valeur de notre Science, que nous apprend-elle en réalité ? »

Vue de la sorte, l'œuvre de Walras-Pareto dépasse, et de combien, les misérables critiques sous lesquelles on a cru l'accabler, et grâce à elle l'Economie tout entière a le droit de reprendre désormais le nom de science.

En Economie pure, il est impossible de séparer les noms de Walras et de Pareto, le développement de la pensée et la signification historique de ce dernier dépendent trop étroitement des découvertes de Walras qui lui ont ouvert la voie. Il reste à mon-

(1) *La théorie de la phys. chez les physiciens cont.*, p. 24, 1^{re} édition.

trer maintenant comment, en sociologie générale, il a su explorer un domaine tout nouveau, en s'y rendant par des chemins dont l'existence même était à peu près ignorée jusqu'à lui (1).

G.-H. BOUSQUET
Octobre-Novembre 1923.

(1) Ces lignes étaient écrites lorsque nous avons pris connaissance de *Mon premier testament*, de M. Julien Benda (*Cahiers de la Quinzaine*, nov. 1910). Il est frappant de voir comment, dans cet opuscule, l'auteur « résume » toute une partie de la Sociologie de Pareto, plusieurs années avant sa publication, et cela en des formules souvent plus nettes que celles du maître. La coïncidence est d'autant plus frappante que l'un et l'autre ne se sont jamais connus.

Ajoutons encore que le savant auteur de la *Théorie de la Monnaie*, M. Aupe- tit, secrétaire général de la Banque de France, a bien voulu nous dire également qu'une dynamique mathématique générale ne pourra pas être construite, mais que les mathématiques pourront s'appliquer, sans doute, à des problèmes dynamiques particuliers (change, etc...).

ANALYSES & COMPTES RENDUS

C. BARTUEL, H. RULLIÈRE, Claude RÉAL. — *Le travail à travers les âges. Nationalisation des mines.* (Paris, Doin, 1924, in-12, 393 p.).

Ce sont deux livres juxtaposés et dont l'un, placé là, pour servir d'introduction à l'autre, pourrait fort bien en rester indépendant.

Les auteurs nous donnent une histoire abrégée du travail, qui ne manque ni de force, ni d'exactitude et qui est un résumé, intelligemment présenté, des meilleurs ouvrages modernes de seconde main sur l'histoire ouvrière.

Dans l'autre ouvrage, ils examinent le rôle de l'Etat patron, exposent et critiquent le régime juridique actuel (1810-1919) de la propriété et de l'industrie minières et tracent, en terminant, un projet complet de nationalisation des mines.

Ce projet, sérieusement élaboré, n'est autre que celui présenté, au lendemain de la guerre, par le Conseil Economique du Travail de la C. G. T. Il mérite examen et si, comme il est possible, la question du régime minier français vient à être remise en discussion, il ne sera guère possible de ne pas tenir compte du projet de la C. G. T. très nettement développé par MM. Bartuel, Rullière et Réal.

Roger PICARD.

*
* *

Georges BARNICH. — *Le Bilan de la Ruhr et les réparations.* (Bruxelles, Ed. du Flambeau, 1924, in-8°, 64 p.).

Parue quelques semaines avant le rapport des experts, la brochure de M. Barnich contient un plan de réparations qui, sur plus d'un point, concorde avec celui du Comité Dawes. L'auteur, auquel on doit déjà de remarquables études sur le problème des réparations, nous a donné là, sous une forme très condensée, les éléments positifs d'une solution complète du problème. Très justement, il montre comment la question des dettes interalliées et celle des réparations doivent être inséparables et il attire l'attention sur l'initiative qu'il appartient aux Etats-Unis de prendre pour sauver de la faillite l'Europe, qui, en échange, devra consentir au désarmement et à l'arbitrage.

Avant d'esquisser son plan de réparations, M. Barnich établit le bilan de l'occupation de la Ruhr, et par de nombreux chiffres et par une critique précise des pronostics officiels il montre que cette opération, onéreuse pour les pays qui en ont assumé le poids, n'est nullement un moyen d'obtenir de l'Allemagne des réparations de quelque importance.

R. P.

N. BOUKHARINE et E. PRÉOBRAJENSKY. — *A. B. C. du Communisme*. (Paris, librairie de l'*Humanité*, 1923, in-12, 375 p.).

Cet ouvrage est un manuel de vulgarisation des doctrines communistes et de l'œuvre accomplie ou tentée par le gouvernement des soviets russes. Il répond fort bien à cette destination, par la clarté et la sobriété de l'exposé et aussi par une simplification voulue des idées générales.

La première partie de l'*A. B. C.* nous donne un bon résumé du marxisme, avec examen des principales objections faites à la doctrine et réfutation sommaire de ces doutes. L'Internationale de Moscou accepte en entier le marxisme, mais elle y joint, nous a-t-il semblé, quelques souvenirs du fouriérisme dans son plan d'organisation du travail et de la consommation.

Les auteurs donnent ensuite le commentaire, article par article, du programme de la Révolution russe et indiquent les mesures prises en vue de sa réalisation. Depuis qu'ils ont écrit (1919), la politique économique russe, ainsi que les circonstances extérieures ou intérieures au milieu desquelles se meut le gouvernement soviétique ont changé. Mais le livre, vieilli sur quelques points, garde son utilité comme étude historique et ne perd rien de sa force comme catéchisme doctrinal.

Les adeptes du communisme y trouveront l'expression de leur dogme le plus orthodoxe et apprendront que leur doctrine doit suffire à tous les besoins de leur vie mentale, comme l'Internationale de Moscou doit exclure tout autre organe de coopération entre les peuples.

R. P.

*
* *
*

Germain CALMETTE. — *Recueil de documents sur l'histoire de la question des réparations 1919-5, mai 1921*. (Paris, A. Costes, 1924, in-8°, CVI-539 p.).

Si ce volume se bornait à répondre à son titre, il constituerait déjà un précieux instrument de travail et d'enseignement, mais il en dépasse, et de beaucoup, les promesses, grâce à la remarquable introduction de l'éditeur, M. Calmette.

En une centaine de pages très denses, l'auteur retrace l'histoire du problème des réparations, dès la Conférence de la Paix. Après avoir montré le fonctionnement et les résultats de la solidarité économique des Alliés, rappelé les phases de sa rupture, M. Calmette évoque les débats qui se déroulèrent à Versailles pour l'élaboration de la partie VIII du Traité. Il fait ensuite l'histoire des nombreuses conférences politiques et financières d'où le monde attendit, en vain et si longtemps, la solution, encore incertaine aujourd'hui, du problème.

L'état des paiements de Londres n'est plus guère qu'une façade et M. Calmette n'a pas de peine à en montrer les imperfections. Il termine en rappelant rapidement les traits principaux de la situation financière

internationale actuelle et en soulignant ce qui en constitue l'aspect, pour ainsi dire tragique, à savoir la menace qui pèse sur les nations, créancières de l'Allemagne et débitrices de certains alliés, de se voir impérieusement réclamer ce qu'elles doivent, alors qu'on en vient à accepter comme un fait normal la carence de leur débiteur.

Quant aux documents imprimés dans ce recueil, leur réunion est des plus précieuses ; épars jusqu'ici dans des journaux ou dans des publications officielles introuvables, leur consultation était malaisée et, de leur simple rapprochement, il résulte déjà un profit certain.

Ce sont d'abord quelques tableaux statistiques, quelques comptes qui constituent « le bilan de la guerre » ; puis, sous les rubriques : la conférence de la paix, les négociations de 1920, les solutions de 1921, nous trouvons toute la série des mémoires, rapports, lettres interprétatives des chefs de gouvernements, consultations d'experts, protocoles et résolutions élaborés à Versailles, à Boulogne, à Bruxelles, à Paris, à Spa, à Genève et finalement à Londres en avril-mai 1921.

L'activité de la Commission des réparations, la politique américaine à l'égard des desiderata alliés font chacune l'objet d'un chapitre distinct.

Le recueil de M. Calmette doit comporter plusieurs volumes, dont nous souhaitons voir bientôt la publication. Il a été entrepris sous les auspices de la Société de l'histoire de la guerre et élaboré avec les ressources de l'admirable Bibliothèque-Musée de la guerre. On ne saurait trop louer la science et le labeur de ceux qui mettent à la disposition des historiens, des économistes et du grand public une documentation aussi vaste et aussi bien présentée sur les problèmes particulièrement importants et difficiles de l'époque présente.

R. P.



G. N. CLARK, *The dutch alliance and the war against french trade, 1688-1697*. (Publications de l'Université de Manchester), Manchester 1923, 1 vol. in-8° de 160 pages.

Cette étude, fortement documentée, présente un intérêt considérable pour l'histoire économique. L'auteur prouve que la guerre qui s'est engagée contre Louis XIV de 1688 à 1697 est improprement appelée la Guerre de la Ligue d'Augsbourg. En réalité, en ce qui concerne l'Angleterre et surtout la Hollande, elle a été essentiellement une guerre économique. Les deux grandes puissances maritimes ont voulu ruiner le commerce français, et c'est la Hollande qui a pris l'initiative des mesures qui furent décidées par les alliés. On a voulu empêcher les neutres de trafiquer avec la France, mais on n'y est pas parvenu. D'ailleurs, bien des négociants anglais eux-mêmes ont subrepticement fait le commerce avec les ports français. Sans doute, les corsaires anglais et hollandais ont nui sérieusement au commerce français (on a surtout des renseignements sur l'activité des premiers), mais, d'autre part, les corsaires français ont fait de nombreuses prises aux dépens des marines ennemies.

M. Clark montre que la prospérité du commerce anglais, un moment interrompue par la guerre, n'a pas tardé à reparaitre. Au traité de Ryswick, les Hollandais obtiennent de Louis XIV la suppression des mesures

qui pouvaient nuire le plus fortement à leur commerce. Mais, en fin de compte, c'est, dès maintenant, surtout l'Angleterre qui va surtout développer sa prospérité commerciale, et le moment n'est pas éloigné où elle surpassera la Hollande, qui, pendant tout le ^{xvii}^e siècle, reste la plus grande puissance maritime.

M. Clark s'est servi surtout de documents anglais et, dans une moindre mesure, des documents hollandais ; il ne semble pas avoir exploré les archives françaises. Il y aurait certainement une étude parallèle à la sienne à entreprendre avec les documents français.

Henri SÉE.

■
★ ★

J. DELEVSKY. — *Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens*. (Paris, Marcel Giard, 1924 ; in-8°, 574 p.).

Le marxisme a réduit à un seul antagonisme, celui des classes, les multiples oppositions de forces qui se manifestent dans la société. L'ouvrage de M. Delevsky, tout en montrant les insuffisances d'une aussi simpliste théorie, contient une analyse minutieuse et serrée des phénomènes sociaux où les intérêts économiques et moraux des hommes apparaissent en conflit, en concordance, ou en divergence.

Il nous montre comment les groupes sociaux, si bien différenciés qu'ils soient, entretiennent les uns avec les autres, selon le rapport sous lequel on les considère, des relations de solidarité ou d'hostilité. On voit les mêmes groupes, tantôt se combattre, tantôt s'unir contre d'autres. A l'intérieur d'un même groupe, des dissentiments, des conflits d'idées ou d'intérêts se développent sans cesse, influençant ou non les relations du groupe avec les autres. Ce phénomène est surtout remarquable dans la « classe ouvrière », où l'auteur recherche et nous montre comment se forment des antagonismes et des sous-concurrences innombrables.

A la notion trop schématique de classes M. Delevsky substitue celle des groupes ; il détruit les théories qui, par une fausse idéalisation du « prolétariat » ou de la « bourgeoisie » se complaisent à attribuer à ces classes des missions historiques qu'elles seraient appelées à réaliser, par une sorte de fatalisme ou de déterminisme social, et très justement il conclut que l'évolution de l'humanité, son accession à un état plus harmonique et plus sain, ne peut résulter que de la conception d'un idéal moral auquel l'effort individuel subordonnera les actions de chacun de nous. Il y a dans cette étude considérable quantité d'analyses, de faits et d'idées à retenir et l'auteur, très habile au maniement des idées générales, appuie ses thèses sur une connaissance approfondie de toute la littérature sociale européenne.

R. P.

★
★ ★

Maurice DOMMANGET. — *Blanqui*. (Paris, Librairie de l'Humanité, 1924, in-12°, 95 p.).

Poursuivant la publication de ses monographies consacrées aux écrivains sociaux français du ^{xix}^e siècle, la Librairie de l'Humanité vient

d'éditer un Blanqui, dû à M. Dommanget. L'auteur a su retracer avec exactitude les événements de la vie de l'*Enfermé* ; il s'est efforcé de dégager ce qui peut constituer une doctrine dans les écrits du célèbre agitateur et il montre comment le communisme d'aujourd'hui peut se réclamer du blanquisme.

R. P.

*
* *

Pages Socialistes. Karl MARX. — *La genèse du capital.* — Fr. ENGELS. — *Socialisme utopique et socialisme scientifique.* (Paris, Librairie de l'Humanité, 1924, 2 brochures, in-12 96 et 96 p.).

Rédition, par le Parti communiste, de quelques chapitres des œuvres maîtresses du marxisme. Sous le titre de : *La genèse du Capital*, on a reproduit le premier livre du *Capital*, intitulé : développement de la production capitaliste. Le texte reproduit est celui de l'édition Roy. Quant à la célèbre brochure d'Engels, elle est donnée d'après la traduction P. Lafargue, revue et corrigée ; les éditeurs l'ont fait précéder, en guise d'introduction de l'article écrit par Eleonora Marx, sur Engels, en 1895, peut, de temps avant la mort du collaborateur de son père.

R. P.

*
* *

R. GASNIER. — *La navigation sur la Loire et ses affluents vers 1785.* (*Annales de Bretagne*, t. XXXVI, p. 76-85.)

L'auteur publie des extraits d'un mémoire adressé à l'Académie des Sciences sur la navigation des rivières, rédigé par les entrepreneurs de la voiture des sels pour les greniers des grandes gabelles (d'après un manuscrit des Archives nationales, G¹ 97). Ce mémoire, qui mériterait d'être publié intégralement, donne les renseignements les plus intéressants sur la navigation intérieure, sur les bateaux qui font les transports, sur les prix des transports, sur les obstacles que suscitent à la navigation les moulins, sur les droits de péage. Les entrepreneurs concluent : « En général, la navigation des rivières est chargée de droits qui en gênent infiniment la charge et en augmentent le prix au point de lui préférer souvent la voiture de terre ». Ils demandent le rachat de tous les droits particuliers ; ils montrent aussi l'intérêt qu'il y aurait à poursuivre les projets de canaux qui, à cette époque, sont à l'ordre du jour. — En ce qui concerne le port de Nantes, on voit qu'il ne peut recevoir que des bâtiments de 200 tonneaux ; les bateaux des « îles d'Amérique », d'un plus fort tonnage, doivent s'arrêter à Paimbœuf, d'où leur cargaison est transportée à Nantes sur des « gabarres », à raison de 35 sous, 50 sous et même 3 l. le tonneau.

H. S.

* *

Ch. GIDE. — *Les Sociétés Coopératives de consommation*, 4^e édition, 320 pages, Tenin, 1924.

Est-il besoin de présenter la 4^e édition de cet ouvrage, répandu en tous pays, et dont l'auteur incarne, aux yeux du monde cultivé, l'école française d'économie sociale en ce qu'elle a de plus original, de plus humain et de moins scolaire. Il ne nous appartient pas de tracer la haute figure du savant professeur, sociologue, historien, moraliste, économiste, écrivain nuancé, homme d'action, de l'action fervente pour l'expansion coopératiste. Mais on ne saurait parler, même succinctement, d'un livre de M. Ch. G. sur la coopération, sans admirer à quel point la foi doctrinale et sociale réserve sa liberté de critique à l'homme de science, comme à l'observateur.

Passionnément attaché à l'œuvre de réalisation — sous les apparences d'un scepticisme où l'on peut voir une concession de l'esprit à l'expérience — le « Mentor de la coopération » garde la clairvoyance mélancolique d'un juge très bienveillant mais impartial. Promoteur et conseiller, il ne ménage ni les exhortations, ni les réprimandes. Les erreurs, les fautes, les négligences, les faiblesses de certains coopérateurs lui sont connues, et il ne les veut point cacher. L'avenir de la coopération est aux mains des coopérateurs. Qu'ils soient dignes de la tâche. « Il faut bien avouer que si le mouvement coopératif en France est en retard sur celui d'autres pays, c'est en partie parce que le niveau de la moralité dans les coopératives, s'il est généralement supérieur à celui du commerce professionnel, n'est pas encore très élevé ».

Néanmoins le mouvement coopératif, en France, a pris une extension remarquable pendant la guerre et depuis la guerre. Ce livre en donne la mesure, et l'on y apprend aussi à distinguer la coopération fidèle à ses origines, à son but, à son idéal, de la coopération utilitaire des classes moyennes, sans compter la fausse coopération de certains commerçants ingénieux. L'histoire de la coopération, ses traits propres, son orientation, ses possibilités sont retracés ici avec plus de relief encore que dans les éditions précédentes. On y retrouve, enrichis de doctrine et de faits, les considérations sur la coopération comme instrument de transformation économique et sociale, sur l'établissement du juste prix et sur l'abolition du salariat. Selon M. G., la coopération qui assure le plus bas prix, dès qu'elle fonctionne, tend vers le juste prix en se généralisant, alors que le collectivisme se propose l'abolition du salariat. Au demeurant, des résultats seraient à peu près semblables, la coopération conservant l'avantage des moyens.

Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet si M. G. ne le disait lui-même ou ne le laissait entendre. Quoique l'on pense de l'avenir de la coopération et de son aptitude à rénover le monde, elle possède une vertu que ses adversaires sont mal venus à lui contester. Par elle, et en dépit des défaillances, les petits consommateurs apprennent à aimer l'association et à connaître les difficultés économiques. Ils font l'apprentissage de la solidarité, de l'effort collectif; ils reçoivent de cette initiation, le sentiment du devoir social et travaillent à s'affranchir de certaines servitudes et de certains préjugés. Puissent-ils s'inspirer toujours de la doctrine définie par M. G. et partager sa foi avec son espérance.

Henri NOYELLE.

H. GLEIZE. — *Les assurances sociales*. Paris, Alcan, 1924, 140 pages.

« Mon livre vise surtout la réalisation des assurances sociales », et, par là, l'auteur donne à entendre qu'il n'a pas écrit un livre de doctrine. Tout de même sa conviction apparaît que les assurances sociales, dans leur principe, sont excellentes. Il s'agit donc de les réaliser. Le projet de 1921 (voté précipitamment par la Chambre avant les élections) est-il en harmonie avec les conditions économiques et financières des temps présents? A-t-il surmonté les difficultés inhérentes à une organisation aussi large, et tenu compte pleinement des incidences et répercussions sur l'économie nationale? M. G. ne le pense pas. Résumant — trop peut-être — les notions fondamentales, mais précisant les objections qu'il dépouille de toute hostilité préconçue, l'auteur exprime la crainte que les prévisions des dépenses ne soient inégales aux réalités; que l'obligation ne rencontre des résistances ouvrières susceptibles de mettre en échec le système; que la gestion, plus centralisée qu'il ne paraît, ne desserve les intérêts en jeu; que l'extension donnée tout d'un coup à l'assurance n'en compromette le succès. Inspecteur de la Caisse syndicale de retraites des Forges de France, M. G. apporte en cette matière une expérience qui confère à ses doutes une valeur technique incontestable. La lecture de son exposé critique éclaire les problèmes et dégage une solution très voisine de celle que consacre le projet parlementaire, à cela près que l'on préconise beaucoup de prudence, moins d'illusion politique, et un complément d'examen qui devrait inspirer la résolution de procéder par étapes.

H. N.

L.-J. GRAS. — *Histoire économique générale des mines de la Loire* (Saint-Etienne, Théolier, 1922 ; 2 vol. in-8°, 970 p.).

L'auteur de cet important ouvrage est un spécialiste de l'histoire économique, dont nous avons déjà signalé ici les travaux, et qui s'est consacré à l'étude du passé de la région forezienne.

Dans ce nouvel ouvrage il condense tout ce qui a été écrit avant lui sur le sujet, mais il ne nous a pas semblé qu'il apportât à cette histoire un grand nombre de documents inédits. Cela n'enlève d'ailleurs rien, ni à l'abondance des détails instructifs qu'on trouve en ces deux volumes, ni à leur valeur d'érudition.

Après une description géologique du bassin houiller de la Loire, M. Gras en étudie l'exploitation depuis les origines jusqu'à nos jours ; il nous montre comment s'exercèrent les droits féodaux sur ce domaine particulier, puis comment, dès la fin du xvii^e siècle, le pouvoir royal chercha à réglementer la propriété minière en vue d'en tirer profit : c'est le début des concessions, autorisations, octrois de privilège.

De même que la propriété minière, le travail des mineurs se révéla vite comme un métier nécessitant une réglementation spéciale, à la fois en considération de l'intérêt public et de la protection ouvrière. Quant au commerce des charbons, encore embryonnaire avant la Révolution, il fait cependant l'objet de pratiques économiques particulières, il alimente la navigation fluviale et se prête à des redevances, taxes et péages que le gouvernement n'a garde de négliger.

Mais c'est au ^{xix}e siècle seulement que, dans le bassin de la Loire comme ailleurs, commence véritablement l'exploitation intensive des mines et que leur régime juridique se précise, en même temps que leur rôle économique apparaît avec toute son importance.

Après avoir subi, comme toutes les autres entreprises industrielles, la répercussion des lois révolutionnaires : réquisitions, taxation des prix, régime douanier nouveau, les mines voient leur statut légal et fiscal s'établir au début du ^{xix}e siècle.

De nombreuses concessions sont accordées pendant la période qui précède et pendant celle qui suit immédiatement la promulgation de la loi de 1810 ; elles ne vont pas sans provoquer les réclamations des propriétaires fonciers, qui revendiquent des droits étendus sur le tréfonds. Vient ensuite une période qui est marquée à la fois par des mouvements ouvriers très vifs et par un processus de concentration des entreprises minières.

M. Gras décrit avec beaucoup de minutie l'histoire de cette période, en même temps qu'il retrace les développements de la technique minière ; un chapitre important est consacré à la condition des ouvriers au cours du siècle écoulé et jusqu'en 1914 leurs salaires, leurs habitudes de vie, leurs institutions corporatives ou mutualistes, le régime légal de leur travail sont tour à tour décrits d'une manière cursive, mais exacte.

Une attention toute particulière est donnée en un problème du transport des charbons : travaux, outillage, règlements, prix et rôle économique des moyens de transports dans leurs relations avec les mines sont décrits ou caractérisés avec précision.

L'ouvrage de M. Gras abonde en indications très précieuses sur les prix des matières premières, des travaux d'entreprises, sur les salaires, sur la condition économique de tous ceux qui vivent de l'industrie minière ou qui sont en contact avec elle.

C'est une monographie très soigneusement établie qui nous apporte, sur une des industries et sur une des régions les plus importantes dans l'histoire économique de notre pays, des connaissances précises. Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir si bien réussi à retenir des travaux de ses devanciers tout ce qui pouvait contribuer à fournir une vue d'ensemble de son sujet. Il domine sa documentation et, dans tous les chapitres de son ouvrage, il la présente et la commente de la manière la plus propre à la rendre assimilable.

R. P.

*
* *

HENRI HAUSER. — *La nouvelle orientation économique* (Paris, Alcan, 1924, in-8°, XIII 200 p.).

Ce livre est formé de plusieurs articles écrits de 1920 à 1922 et parus dans des revues économiques, mais l'auteur, tout en ne les retouchant que légèrement, a su les assembler de telle manière que la continuité du sujet apparaît comme s'ils étaient les chapitres d'une même étude.

Après un « bilan de la guerre » dressé contradictoirement avec *Trustee*, pseudonyme de l'auteur d'un livre qui porte ce titre comptable, M. Hauser nous montre comment les nouvelles circonstances nécessitent une nouvelle orientation économique.

Organisation de la production sur d'autres formules que les longues journées de travail, effort méthodique d'expansion économique, protectionnisme calculé, création raisonnée d'un outillage public complet et surtout collaboration de l'initiative privée avec la puissance publique, en dotant celle-ci des organes et des méthodes d'exploitation, qui lui font défaut pour des tâches qui, cependant, lui reviennent de droit, telles sont les principales thèses soutenues par l'auteur.

Il les développe avec une forte logique et les appuie d'une connaissance approfondie de la vie économique. Ajoutons qu'il les égaie de quelques ironies à l'adresse des économistes et nous aurons à peu près retracé la physionomie d'un livre utile et dont la lecture ne cesse à aucun moment d'être intéressante.

R. P.

*
* *

J.-B. HURRY. — *La pauvreté et ses cercles vicieux*. Paris, *Presses Universitaires*, 1924, 450 pages.

De même qu'en « Logique » le cercle vicieux consiste à donner pour conclusion au raisonnement la prémisse d'où l'on est parti, de même en pathologie, le désordre engendré par un désordre antérieur, peut réagir sur celui-ci, de sorte que l'un et l'autre deviennent successivement cause et effet; d'où le cercle, par analogie approximative, ou par métaphore. L'expression semble consacrée depuis de nombreuses années en pathologie où, le processus du cercle vicieux une fois analysé, le diagnostic se dégage avec plus de certitude.

Le Dr H..., auteur d'une monographie sur les « cercles vicieux en pathologie », fut conduit, nous dit-il, à observer l'influence qu'exerce ce même processus dans les désordres sociaux, et surtout dans la pauvreté. Par exemple, la pauvreté conduit au mauvais logement dont l'insalubrité altère la santé de l'occupant pauvre et, diminuant sa force de travail, aggrave sa pauvreté jusqu'à la détresse. Truisme si l'on veut, mais la méthode, ou simplement l'observation, appliquée à de nombreux phénomènes sociaux, donne ici naissance à un livre des plus intéressants par la riche documentation qu'il élabore et par la lumière qu'il verse sur des faits multiples et complexes. Le cercle vicieux qu'engendre le « manque de crédit » présente une série d'actions et réactions réciproques fort exactement décrites, et les spécialistes des questions monétaires ne sauraient désavouer l'illustration très fidèle que le cercle vicieux donne de l'inflation.

Oeuvre d'interprétation systématique, ainsi qu'il convient de la part d'un homme de science, le livre du Dr H..., ne sacrifie rien à l'esprit de système. Ses cercles ne sont pas des cadres artificiels, mais l'image même du phénomène dynamique. Après avoir ainsi dessiné les cercles de la pauvreté, au nombre de vingt-deux — et dont quelques-uns évoquent les cercles de Dante — l'auteur examine leurs effets, puis il étudie les moyens de rupture que fournit la législation sociale. Originale et pénétrante, la publication du Dr H..., traduite en français, trouvera sans doute chez les sociologues et même chez les économistes, des lecteurs fort attentifs.

H. N.



MAURICE JOURNÉ. — *Précis d'économie politique* (Paris, Alcan, 1924, in-12, 896 p.).

L'ouvrage de M. Journée se distingue des autres traités du même genre en ce qu'il est, ou veut être, purement descriptif et se tenir à l'écart de tout exposé doctrinal. En réalité, si on ne trouve pas dans ce livre la marque d'une doctrine déterminée, cela ne veut pas dire que l'auteur s'abstienne d'y exprimer ses jugements personnels sur les faits ou sur la législation économique. Son livre y gagne en intérêt et en vie ce qu'il peut y avoir perdu en unité et en belle ordonnance de pensée.

Mais c'est surtout par la description très complète qu'il apporte des diverses espèces d'activité économique que ce précis est appelé à rendre service: M. Journée y mentionne et y examine plus ou moins longuement toutes les fonctions productives non seulement de biens, mais aussi de services qui se partagent les activités de nos contemporains. Sa documentation est abondante, au courant des faits les plus récents; on regrettera seulement que l'auteur n'en indique pas les sources et ne fasse aucune place à la bibliographie; ce sont là deux lacunes regrettables dans un livre qui, se refusant à enseigner une doctrine, ne peut être qu'un ouvrage de références et qui, en raison de son caractère réaliste, était bien fait pour jouer ce rôle utile.

R. P.



R. LAINVILLE. — *L'épargne collective*. Presses universitaires, Paris, 1923. 79 pages.

Cette brochure n'est pas une contribution à la théorie économique de l'épargne. Le sous-titre d'ailleurs en précise l'objet « Contribution à l'étude des personnes morales ». Il s'agit de la prévoyance qui engendre évidemment des phénomènes économiques, mais qui n'est pas l'épargne proprement économique. L'auteur montre sans peine les avantages de la prévoyance collectivement organisée.

H. N.



ROBERT LATOUCHE. — *La vie en Bas-Quercy du XIV^e au XVIII^e siècle*. Toulouse et Paris, Ed. Privat et Aug. Picard, 1923, 1 vol. in-8° de xx-250 pages. (Bibl. d'histoire méridionale et thèse de doctorat ès lettres.)

Cette étude ne s'applique qu'à une région fort peu étendue; mais elle a été élaborée avec tant de conscience qu'elle constitue une contribution très utile à l'étude de la vie économique en France. L'auteur a dépouillé un très grand nombre de documents provenant des archives notariales et des papiers seigneuriaux. Il est aussi très au courant des ouvrages qui ont trait à l'histoire économique et sociale.

L'une des parties les plus intéressantes de son travail, c'est celle qui a trait à la formation de la petite propriété paysanne. Elle se constitue de

plus en plus fortement depuis le xiv^e siècle, et M. Latouche montre fort bien comment les ravages de la Guerre de Cent ans, puis les guerres de religion du xvi^e siècle ont contribué à atténuer les charges qui pesaient sur la propriété paysanne. Cette constatation est d'autant plus intéressante que nous ne possédons encore que fort peu de travaux sur la condition des classes rurales aux xv^e et xvi^e siècles. Sur l'état de la propriété paysanne, les conclusions de M. Latouche coïncident avec celles de M. Loutchisky pour le Limousin, bien qu'il n'ait pu, comme celui-ci, fonder son étude sur les rôles de vingtièmes. Il montre aussi que, dans la seconde moitié du $xviii^e$ siècle, la réfection des terriers s'est produite dans toutes les seigneuries du Bas-Quercy et a singulièrement aggravé les charges du régime seigneurial. Ainsi s'explique la violence du mouvement antiseigneurial qui s'est produit dans ce pays, en 1790 et 1791, et dont l'auteur a le tort de ne rien dire : dans sa bibliographie, il ne cite pas la publication de Pierre Caron sur le mouvement antiseigneurial dans le Quercy, qui a paru dans le *Bulletin d'histoire économique* de 1912. De bonnes indications nous sont données aussi sur la hausse des prix et notamment sur la hausse des fermages.

Sur l'agriculture, les diverses productions, les procédés agricoles, on trouvera dans la thèse de M. Latouche les renseignements les plus précis.

Enfin, l'auteur constate un fait très intéressant ; c'est que la vie urbaine, assez florissante au xvi^e siècle, s'éteint de plus en plus au $xviii^e$ siècle. Sans doute, le pays n'a jamais connu d'industries prospères, mais il y avait des transactions commerciales assez importantes ; le réseau des routes construit aux $xvii^e$ et $xviii^e$ siècles laisse à l'écart le Bas-Quercy. De là, une décadence de la vie économique des villes qui fait que ce pays, à la veille de la Révolution, est presque exclusivement rural et agricole.

Enfin, des chapitres bien nourris sont consacrés à l'administration des communautés, à la vie religieuse, à l'assistance publique, à la vie matérielle et morale de la population.

HENRI SÉE.

*
* *

Robert LIEFMANN. — *Les formes d'entreprises* (trad. de STELZ et LOUSSERT ; Paris, Marcel Giard, 1924, in-8°, 187 p.).

Ce livre, qui date de 1912, a été révisé par son auteur, en 1921, avant d'être traduit. Il a pour complément l'ouvrage que M. L. a consacré aux cartels et aux trusts et dont nous possédons déjà la traduction française.

L'auteur, avec sa rigoureuse méthode descriptive, étudie les formes d'entreprises individuelles, collectives ou étatisées, en fait voir le fonctionnement et cherche à déterminer le rôle qui, naturellement, doit leur revenir, pour s'assurer s'il est ou non identique à celui qu'elles s'attribuent, ou qu'elles cherchent à remplir.

C'est ainsi qu'il est amené à réduire de beaucoup le programme des coopérateurs et à manifester ses craintes à l'égard d'une expansion trop rapide ou trop complète des sociétés coopératives qui, selon lui, risqueraient d'affaiblir les initiatives privées, l'esprit de recherche et le progrès (p. 204). Mais il ne méconnaît pas le rôle important qu'elles jouent pour

la défense du consommateur en face des puissantes entreprises de production centralisées ou alliées pour dominer le marché.

De ces dernières, M. L. donne, dans la première partie de son ouvrage, une description très complète, analysant les formes variées de communautés d'intérêts, de participations et de combinaisons des sociétés capitalistes.

Tout en maintenant fermement les principes libéraux contre les tendances coopératistes, ou contre les doctrines étatistes, l'auteur fait d'assez larges concessions aux thèses des réformateurs sociaux. C'est ainsi qu'il accepte parfaitement l'idée que l'Etat détienne certains monopoles industriels. D'autre part, la protection légale des ouvriers, de leurs salaires en particulier lui paraît indispensable et il admet même une partie des revendications en faveur du contrôle ouvrier. Il se prononce pour une législation imposant aux entreprises privées la plus large publicité de leurs opérations et de leurs comptes. Enfin il estime que la libre recherche du maximum de gain, qu'il faut maintenir comme le principal moteur de l'activité économique, doit être compensée par des impôts directs fortement progressifs, par une sensible réduction du droit d'hériter et par une socialisation progressive de la propriété foncière.

Il y a là, comme on le voit, dans ce livre une tentative d'amalgame entre les thèses libérales et les principes socialistes, qui font penser à celle de Rignano et qui méritent une sérieuse considération.

R. P.

*
* *
*

Camille PERREAU. — *Leçons d'économie politique, financière et sociale.* (Paris, Pichon 1924, in-8° 313 p.).

Faire tenir en dix leçons, professées non pas devant un public mondain, mais devant un auditoire d'élèves ingénieurs, l'économie politique, et, en outre, quelques notions générales d'économie financière et sociale, tel est le véritable tour de force que M. Perreau vient de réussir.

Ses leçons, professées à l'école d'application du génie maritime, suivent un plan à peu près identique à celui du *Cours d'Economie politique*, en deux volumes, qu'il a publié récemment. Elles en contiennent tout l'essentiel et le présentent sous une forme condensée, avec une documentation aussi précise, mais réduite au strict nécessaire, avec des exposés doctrinaux plus schématiques, mais où rien n'est sacrifié, et dans un style qui, sans bannir l'expression technique, s'adapte aux besoins d'un public pour qui l'économie politique ne doit constituer qu'un complément de culture générale.

Aussi ce livre trouvera-t-il de nombreux lecteurs, en dehors des milieux scolaires ; aucun ne sera plus propre à communiquer le goût des questions économiques et à lui apporter une première satisfaction par son substantiel enseignement.

R. P.



SÉE (H.). — *Les forêts et la question du déboisement en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*. (Rennes, Plihon et Hommay, 54 p. in-8°, 1923). (Commission de recherches et de publications des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. Publications du Comité d'Ille-et-Vilainé, V).

La question du déboisement fut l'une des plus préoccupantes de celles de l'Ancien Régime: la disette du bois, bien plus encore que celle du blé, était constante, surtout en raison du développement de certaines industries, minières et métallurgiques, qui en consommaient beaucoup. Aussi, en 1783, la situation devenant « angoissante », le gouvernement fit entreprendre par les Intendants une grande enquête auprès de leurs subdélégués, dont les réponses sont très précieuses pour la Bretagne; deux ans après, il y envoya en mission le comte d'Essuille, qui étudia la question avec « une conscience admirable »; enfin, en 1784 l'intendant de la province rédigea un rapport déclarant que l'affaire était importante, mais plutôt du point de vue industriel que domestique, car les bois étaient nombreux et les villes rares.

Dans l'ensemble, la Haute-Bretagne se trouvait mieux pourvue de forêts que la Basse-Bretagne, plus tempérée et cultivable, comme la zone intérieure était plus boisée que la zone cotière, où la culture avait presque tout occupé: « c'était un parfait contraste ». Avec les bois proprement dits existaient dans les maisons nobles ceux de « décoration », formant leur « réserve », et enfin, les champs étaient clos contre les troupeaux par des talus, les « fossés », ces bois de haies servant en particulier au chauffage; le domaine forestier aurait été suffisant, si d'abord l'administration n'avait été détestable: « délaissements » accordés aux agents des forêts sur le domaine royal, dont ils prélevaient jusqu'à un cinquième, usurpations des seigneurs riverains, état déplorable des coupes, « le règne de l'arbitraire », mauvais entretien des forêts surtout ecclésiastiques; aussi, la superficie plantée se restreint-elle peu à peu. Puis, les seigneurs laïques et les usagers luttent entre eux contre leurs abus respectifs, ceux des seconds leur permettant d'ailleurs seuls de vivre; en réalité, « le conflit était insoluble ». Par suite, la dévastation des forêts entraînait-elle trop fréquemment leur transformation en landes,

En outre, dans la Basse-Bretagne du moins, les usements du domaine congéable réservaient au seigneur foncier les bois de décoration, les vrais arbres, ne laissant au domaine que les émondes et les bois « puinais », épines, genêts, bouleaux, si bien qu'il n'avait aucun intérêt à laisser pousser les arbres de grand rapport. D'autre part, la consommation devenait excessive en raison du développement du chauffage, de la construction, de l'industrie du bois, comme la saboterie, et surtout de l'accroissement des « forges, manufactures et usines », salines, verreries, etc., qui en faisaient une consommation « effrayante ». Aussi, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les prix haussèrent-ils au moins de 50 0/0, mais en raison également des conditions défectueuses du commerce. Les subdélégués proposèrent des remèdes appropriés aux maux précédents: réforme de l'administration, plantation des landes, amélioration des voies de com-

munication, mais surtout accroissement de l'exploitation du charbon, à vrai dire encore trop rare et contenu. En somme, l'acuité de la question du bois tenait à des causes également administratives, économiques et sociales ; la solution ne devait intervenir qu'au siècle suivant.

Tel est ce très intéressant mémoire, qui, avec la compétence toute spéciale de l'auteur dans l'histoire de la Bretagne, épuise le sujet de tous points de vue, qu'il s'agisse du droit comme de l'économie, et d'autant mieux qu'avec les maux constatés il expose les remèdes proposés. En souhaitant que des études analogues soient faites pour les diverses régions de la France, on ne peut que leur recommander de s'inspirer avant tout du travail de M. Sée.

GEORGES ESPINAS.



DIVERS. — *La politique républicaine* (Paris, Alcan, 1924 ; in-12, 587 p.).

Un petit groupe d'universitaires, dont la plupart appartiennent au Parlement, ont voulu donner, dans ce livre, une vue d'ensemble de la politique et du programme des partis de gauche non révolutionnaires. Ils y ont brillamment réussi et les études réunies dans ce recueil, très documentées, exposées avec une clarté parfaite, d'une tenue aussi correcte qu'on pouvait l'attendre de leurs auteurs, même quand ils visent à servir un parti, constituent un bon manuel des idées républicaines à notre époque.

Le premier de ces articles intéresse particulièrement l'histoire sociale : c'est l'histoire de la formation du parti républicain de 1791 à nos jours ; il est dû à M. Ch. SEIGNOBOS et présente les magistrales qualités de synthèse et de pénétration auxquelles nous ont habitués les œuvres de cet historien.

Les autres articles sont les suivants : LÉVY BRUHL : *L'idéal républicain* ; BOREL : *Le pouvoir central* ; BERTHOD : *La réforme administrative* ; DALADIER : *L'organisation militaire* ; JÈZE : *Les finances* ; RIST : *La politique économique* ; AUGÉ-LARIBÉ : *L'agriculture* ; SCELLE : *Le problème ouvrier* ; HERRIOT : *L'enseignement* ; DEMANGEON : *La politique coloniale* ; PAINLEVÉ : *La politique étrangère* ; DUMAS : *Les œuvres françaises d'enseignement à l'étranger* ; BOUGLÉ : *Les sophismes de la réaction*.

Il serait souhaitable que tous les partis eussent la bonne fortune de réunir de pareilles études, aussi sérieusement établies, sur leur histoire et sur leur doctrine. Rien ne serait plus utile à l'éducation politique du pays ni plus propre à mettre quelque clarté dans la pensée des partis eux-mêmes.

R. P.

LA RENAISSANCE & L'ESSOR DE LA VIE
ET DU COMMERCE MARITIMES
EN POITOU, AUNIS & SAINTONGE
DU X^e AU XV^e SIÈCLE

par M. P. BOISSONNADE, Doyen de la Faculté des Lettres
de Poitiers, Correspondant de l'Institut.

I

Après l'essor de la vie maritime qui avait accompagné la domination romaine dans l'Ouest et la brève renaissance économique du VII^e et du VIII^e siècle, les dernières invasions maritimes, celles des Sarrasins d'Espagne et surtout des Normands avaient, du milieu du IX^e siècle à la fin du premier tiers du X^e, anéanti les premiers et timides essais de développement commercial sur la côte de l'Ouest entre Loire et Gironde. Les îles, Bouin, Noirmoutier (Herio), Yeu (1), Ré et Oléron qui avaient été les centres du trafic entre le Poitou et l'Irlande, alors prospère, les Etats anglo-saxons et l'Espagne wisigothique, furent dévastées à fond par les Maures et les Scandinaves. Le littoral n'avait pas eu un meilleur sort. Les ports ou centres de commerce, anciens ou récents, de cette zone, Rays, Grandlieu, l'Empan, Talmont, Luçon, Saint-Michel-en-l'Herm, avaient été détruits entièrement, de même que les petits centres aunisiens et saintongeais. Les flottes normandes, remontant les rivières, étaient même venues incendier Saintes, Melle et Poitiers (2). La vie s'était retirée de ces côtes, retombées à l'état de déserts (*eremi*). Il n'y subsistait plus, à l'abri des îles inaccessibles des marécages de la Sèvre Niortaise et de l'Aunis, qu'une misérable population à demi-sauvage de serfs (les colliberts),

(1) BOISSONNADE, *Les Îles du Bas-Poitou*, 1918, in-8°, *Les Relations entre l'Aquitaine et l'Irlande*, 1917, in-8°.

(2) F. LOT, *Les invasions normandes*, *Bibl. E. Ch.*, 1908.

dont le chroniqueur, Pierre de Maillezais, a conservé le souvenir (3).

A partir de la seconde moitié du x^e siècle, le spectacle change. Des Etats féodaux se sont constitués, dont le plus puissant, le comté de Poitiers s'étend jusqu'à l'Océan et soumet à sa suzeraineté la féodalité poitevine et saintongeaise, notamment les « princes » de Talmont, les vicomtes de Thouars, les sires de Châtelaillon et de Rochefort. Un ordre relatif est établi, grâce auquel la vie maritime peut renaître. La renaissance des ports et de l'activité commerciale est favorisée par le progrès de la colonisation intérieure. Au xi^e siècle, toute la zone du Bas-Poitou est reconquise et repeuplée par l'action combinée des comtes de Poitou et de leurs vassaux, notamment des sires de Rays et des princes de Talmont, et, surtout des grands monastères, Sainte-Croix de Talmont, Saint-Michel-en-l'Herm, Luçon, Maillezais, Saint-Cyprien et Saint-Hilaire de Poitiers, Saint-Maixent, Notre-Dame de Saintes. La floraison des monastères Cisterciens, au xii^e siècle, achève l'œuvre. Les syndicats des abbés et des populations riveraines poursuivent, au xiii^e siècle, l'œuvre de dessèchement et de mise en valeur des marais. La Gâtine et le Bocage sont colonisés. Du xi^e siècle au milieu du xiv^e siècle, la richesse agricole de ces pays de l'Ouest est portée à son comble, et elle constitue pour le commerce maritime un stimulant tout puissant, auquel s'ajoute celui de l'activité industrielle grandissante. De plus, les marchés extérieurs s'ouvrent successivement à l'activité commerciale. Déjà assez actives au temps des Anglo-Saxons, les relations sont de plus en plus fréquentes, quand la Grande-Bretagne devient, à partir de la conquête normande, à laquelle ont collaboré les Poitevins de Thouars et de Parthenay, une sorte de colonie française, dont les liens avec l'Ouest sont encore resserrés, lorsque un prince Angevin, Henri II, époux d'Aliénor de Poitiers, forme le vaste Etat anglo-normand-aquitain des Plantagenets. Emancipée du joug musulman, avec l'appui de notre chevalerie, l'Espagne du Nord et de l'Ouest entre, au xii^e siècle, en rapports suivis avec l'Aquitaine. Au nord, s'allume le splendide foyer des Pays-Bas, créé par l'énergie patiente des populations wallonnes et flamandes, aussi bien que par le génie de la maison des Flandres, qui ont conquis le sol sur la forêt, le marécage et la mer, créé les puissantes industries et organisé les plus grands centres commerciaux de l'Europe Occidentale. Enfin, les pays de la Baltique sont convertis

(3) Dans le recueil de Labbé, II, 114.

au christianisme du xi^e au xiii^e siècle, et de ce côté s'ouvrent encore pour la région de l'ouest de nouveaux champs d'activité. En France, la Picardie et la Normandie sont devenues des régions riches et actives, avec lesquelles se nouent des rapports d'échange. La Bretagne elle-même se repeuple après les invasions normandes, et organise avec le Poitou voisin des relations de commerce.

II

La renaissance et l'essor de la vie maritime dans la région de l'Ouest apparaissent clairement dès la fin du x^e siècle. Leurs progrès s'accroissent avec rapidité depuis le xi^e et leur apogée coïncide avec la première période du xiv^e antérieure à la guerre de Cent Ans. Le règne réparateur de Charles V, suivi des quarante années de paix qui précèdent la dernière phase du conflit anglo-français (1375-1414) ont enfin suffi pour ramener dans les ports de l'Ouest une reprise partielle d'activité.

Cette activité pendant toute cette période s'éparpille en une infinité de petits ports. Chaque seigneurie aspire à attirer le commerce dans les siens, pour y percevoir des droits (*coutumes*). La dissémination du trafic est d'ailleurs plus facile qu'aujourd'hui, en raison du faible tonnage des navires qui s'accommodent des imperfections de ces havres. Mais peu à peu émergent de cette multitude, quelque-uns des centres que le commerce va préférer. Cette dissémination primitive, suivie d'une concentration partielle, s'observe partout, aussi bien sur le littoral poitevin que sur celui de l'Aunis. Sur la côte du Poitou septentrional, entre la Loire et Talmont, le pays de Rays, région poitevine rattachée par les hasards des guerres féodales à la Bretagne (comté de Nantes), renaît au cours du xi^e siècle. Le centre en est la baie de Bourgneuf, alors bien moins envahie qu'aujourd'hui et où les navires d'un faible tirant d'eau, dont on use à l'époque, ont aisément accès. Elle apparaît dans les portulans du xiv^e siècle sous le nom de *baia*, *labaya*, termes qu'on a mis longtemps à identifier. Les textes relatifs à la Hanse ont prouvé qu'ils s'appliquaient, non à la baie de Biscaye ou à l'abbaye (*abbatia*) de la Blanche à Noirmoutier, mais à l'ensemble du golfe, qui s'avancait alors de 10 kilomètres à l'intérieur, et où il existait entre Bouin et Beauvoir un détroit de 4 kilomètres. Les barons de Rays, les ducs de Bretagne et les seigneurs de Machecoul s'en disputent les revenus. Là se trouvait d'abord le port de Pornic, fréquenté dès le xi^e

siècle (4) et fort actif du XII^e au XIV^e. Il a éclipsé les petits havres voisins, le Port-Durand, Chef-chef, Couéron (5), et Prigny, ce dernier dont l'existence est connue dès 1050 (6).

Toutefois, le premier rang dans la baie de Bourgneuf passe peu à peu au port du Collet, en face de Bouin et du canal du Daim, dont il est fait mention au XI^e siècle. Au XIV^e et au XV^e, c'est au Collet qu'étaient aborder les flottes hanséates, scandinaves, flamandes, anglaises qui chargent les produits de l'Ouest (7). Ce havre s'étendait jusqu'au pied du château de Bourgneuf. Le portulan de Vesconte le mentionne sous les noms altérés de *Berne* et de *Golette* (8). La navigation de ce temps, comme celle du haut Moyen-Age et des premières époques de la civilisation méditerranéenne (9) avait une certaine prédilection pour les avant-ports naturels constitués par les îles. A l'angle méridional de la baie de Bourgneuf, se trouvait celle de *Bouin*, déjà fréquentée à l'époque carolingienne, et saccagée la première par les Normands dès 810 (10). Cette petite île argilo-calcaire, qui a 42 kilomètres de tour et 14 kilomètres de long sur une superficie de 5.000 hectares, est aujourd'hui unie au continent (11), dont la séparait autrefois un canal, celui du Daim (*de Damo*), large de deux lieues. Dès le XII^e siècle, on y voit la navigation rétablie ; un navire de l'abbaye de Marmoutier y vient charger pour se rendre de là à Donges, près de l'embouchure de la Loire (12). Au XIII^e siècle, son port est mentionné (*portus navium de Boynio*) (13). Il se trouvait à la Frette sur le Daim, et le seigneur était tenu d'en assurer la défense, de même que le soin d'y assurer le passage avec le continent faisait l'objet d'un bail (14). Il était pourvu de deux moulins, l'un à eau, l'autre à vent (15). L'île, exposée aux assauts de la mer, ne se préservait de la submersion que par l'entretien de digues, lourde obligation pour les habitants, qui, de temps immémorial

(4) Charte de 1083, dom MORICE, *Preuves Hist. Bretagne*, 1457.

(5) Chartes de 1285 et sq. *Cart. de Rays*, pp., Blanchard, n° 100.

(6) *Ibid.*, n°s 428, 432.

(7) *Cart. de Rays* (Charte 1408). — Arch. hist. Poitou, xxviii, 460.

(8) A. PAWLOWSKI, L'île de Bouin à travers les âges (Étude de géographie historique) *Bull. Com. trav. hist., Géog. hist.*, 1911, 105, 108.

(9) V. BÉRARD, *Les Phéniciens et l'Odyssée*, 2 vol. in-8°.

(10) BOISSONNADE, *Les îles du Bas-Poitou*, 1918.

(11) E. LOUIS et M. DE SOURDEVAL, Notices sur Bouin, *Ann. Soc. Emul. Vendée*, 1887, 136.

(12) LUNEAU et GALLET, *Documents sur l'île de Bouin*, 1874, in-8°.

(13) Charte dans dom MORICE, 1, 754.

(14) Chartes 1237 1258, *Cart. Rays*, xxviii, n° 17 ; et xxx, n°s 126, 165, 204 et p. 171, 222.

(15) Charte 23 août 1276, *ibid.* xxx p. 234, n° 211.

avaient obtenu pour ce motif l'exemption de charges fiscales (16), notamment de tailles, privilèges renouvelés de siècle en siècle jusqu'à Louis XI (17). Au ^{xiv}^e siècle, le port, très fréquenté, était curé par les riverains, et la dépense couverte par une taxe de 4 deniers sur chaque charge de sel exporté. Les habitants furent autorisés à s'armer contre les écumeurs de mer, et à construire une prison pour y enfermer les délinquants (18). Au commencement du ^{xv}^e siècle, des flotilles de barques étrangères y viennent charger le sel (19). Cette prospérité ne subit d'éclipse qu'au moment des dernières guerres anglaises.

Un peu plus au sud, en face du littoral du Talmondaïs que dominait la principauté de Talmont, constituée au ^{xi}^e siècle, autour de son puissant château-fort et qui comprenait 50 communes, entre l'Yon, le Lay, le Jaunay et l'Océan (20), se trouvaient deux autres îles, Herio et Yeu. La première, centre important de commerce dans le Haut Moyen-Age (21), puis abandonnée à l'époque des invasions normandes (22), avait été colonisée de nouveau au cours du ^x^e et surtout du ^{xi}^e siècle. L'abbaye de Tournus, dont elle dépendait, y possédait un prieuré au Pilier, îlot voisin, d'où il fut transféré au ^{xii}^e siècle à Noirmoutier même et prit le nom d'abbaye de N.-D. de la Blanche (23). L'île qui barre à l'ouest le golfe de Bourgneuf de sa masse irrégulière, et où les côtes ont, de la Fosse à l'Herbaudière, une longueur de 18 à 20 kilom., était séparée du continent et du bas pays de Monts, par un passage, celui de Fromentine, alors plus large qu'aujourd'hui (24). Elle est mentionnée dans les chartes de Tournus, au ^{xi}^e siècle, comme siège d'un monastère dépendant de cette abbaye et auquel sont soumis treize églises (25). En 1060, il est encore question d'elle à propos d'actes de piraterie (26), et il en est de même en 1100 dans une charte d'Aimeri de Thouars, seigneur de Mache-coul (27). L'île, fort peuplée au ^{xii}^e siècle, et où Barbâtre, la

(16) *Ibid.* xxviii, n° 26 (charte de 1257).

(17) Lettres patentes de Louis XI, 1472, dans LUNEAU, p. 242, 275, 276.

(18) Privilèges de Miles de Thouars, 1342, *Cart. Rays*, n° 183 ; LUNEAU, p. 162.

(19) Acte de 1308, *Cart. Rays*, n° 314.

(20) LA BOUTETIÈRE, *Introd. au cart. de TALMOND*, p. XLII.

(21) BOISSONNADE, *op. cit.*

(22) Adémar de Chabannes, *Chronique*, livre III, p. 131.

(23) Charte de Pierre de la Garache, 1205, *in-ext*° dans PIET, 683.

(24) A. PAWLOWSKI, L'île de Noirmoutier à travers les âges (Étude de géog. physique et historique) *Bull. Com. trav. hist., Géog.*, 1913, p. 47, 63.

(25) JUÉNIN, *Histoire de Tournus*, 1723, p. 95 (diplôme d'Henri I^{er}, 1059) ; *Preuves*, p. 126 (*in episcopatu Pictavensi, monasterium quod vocatur Hero insula, in maris Oceani limbo posita, cum ecclesiis tredecim*).

(26) LA BOUTETIÈRE, *Ann. Soc. Com. Em. Vendée*, 2^e série, IV, 207.

(27) LOBINEAU, *Hist. de Bretagne*, II, 175.

principale agglomération, existait déjà (28), possédait un port fréquenté, situé dans la partie septentrionale. Les routiers de mer des Hanséates ne manquent pas de mentionner Noirmoutier et son château, sous le nom défiguré de *Armboster*, de même qu'ils appellent le Pilier *Pilgere*, ou de *Pekclers*, et au nord-est les rocs de Pierre Moine, *Permeyne* (29). En 1313, la carte italienne de Vesconte indique l'île de *Nermoster* auprès de la *Baia* (Bourgneuf). A cette époque, sont confirmés les privilèges des habitants, qui, exposés, comme ceux de Bouin, aux irrutions de la mer, dévastatrice des salines et des terres (30), de même qu'aux entreprises des ennemis du royaume, ont obtenu en retour de leurs obligations défensives, l'exemption des aides, tailles et subventions. Les havres de l'île, le port Haut au nord et la Fosse au sud, sont également utilisés par les flottes qui se rendent dans la baie de Bourgneuf (31).

En face de Noirmoutier, une certaine activité s'éveilla dans les petits ports de la côte. C'était d'abord *Beauvoir*, où existaient un prieuré de l'abbaye de Tournus dès le commencement du XII^e siècle, de même que des moulins appartenant aux Templiers (32). Là, à la pointe d'une presqu'île schisteuse dont la base est occupée par Machecoul et Challans, les seigneurs de la Garnache, puis ceux de Belleville et de Rohan avaient protégé les progrès d'un port où s'arrêtaient les bateaux qui pénétraient dans la baie de Bourgneuf. Il fut disputé entre Anglais et Français au XIV^e siècle (33). Il apparaît dans les portulans, tels que celui de Branco (1436), sous le nom défiguré de *Balsaguas*, non loin de Pornic et du chenal de Besse, qu'indique une autre carte datée de 1448 (34). Un document précieux de 1453 indique les petits havres de la seigneurie de Beauvoir qui recevaient la visite des navires, et où l'on chargeait le sel. C'étaient, outre le chef-lieu, ceux de l'Empan, dont il est déjà question dans l'écrit d'Ermentaire au VIII^e siècle, de Saint-Nicolas de Girone, de la Taillée, de la Bouteille, du Fresne, du Gaudrillon, du Grand-Cerf, de la Barre (de Monts),

(28) Charte de 1205, citée ci-dessus. — Pouillé de l'évêché de Poitiers, dit Grand Gauthier, pp. RÉDET, *Arch. hist. Poitou*, X.

(29) KOPPMANN, *Das Seebuch*, ch. VII, partie 1.

(30) Privilèges de Noirmoutiers, 1392 et 1431, pp. P. GUÉRIN, *Arch. hist. Poitou*, XXXIV, 90 ; LA TRÉMOILLE, *Arch. d'un serv. de Louis XI*, p. 188.

(31) Par exemple, les Anglais, en 1462 et 1472 PIET, *Rech. sur Noirmoutier*, p. 433. — LA TRÉMOILLE, *Les la Trémoille pendant cinq siècles, 1159 (l'île est fortifiée et a un capitaine)*.

(32) JUÉNIN, *op. cit.*, *Preuves*, p. 147 (bulle de 1119 « *ecclesia* de Bello videre »). — M. DE SOURDEVAL, *Ann. Soc. Em. Vendée*, X 231 ; 2^e série, IV, 118.

(33) *Cart. Rays, introd.*, p. XXVI ; SOURDEVAL, p. 243.

(34) KRETSHMAR, 1909, p. 570.

du Coy-à-les-Gésier, de la Rousselière et du Grand-Port (35). Rien ne peut donner davantage l'idée de la dissémination de l'activité maritime au Moyen-Age que l'existence de ces 12 ports dans l'étendue d'une seule seigneurie.

Un peu plus au sud, on rencontrait, à l'embouchure de la Vie, un autre petit port, celui de Saint-Gilles, qui appartenait au ^{xiv}^e siècle à la maison d'Amboise, et qui est encore aujourd'hui accessible aux bateaux de 3 m. de cale (36). Entre le pays de Monts et de Saint-Gilles, se trouvait la baronnie de Riez, dont le seigneur s'efforçait aussi à avoir son port, situé à la base d'un rocher de schiste, et revendiquait la souveraineté de cette partie de la mer (37).

Dans la troisième section du littoral septentrional du Bas-Poitou, venaient enfin Talmont, la Claye et l'île d'Yeu, dont la fortune n'allait pas tarder à être éclipsée par celle des Sables-d'Olonne et de la Chaume. Talmont avait eu d'abord la prééminence. Son port est déjà connu au ^{vii}^e siècle, au temps de Saint-Amand qui s'y embarque pour l'île d'Yeu (38). Disparu de l'histoire au temps des invasions, il renaît au ^{xi}^e siècle, lorsque les comtes du Poitou confient la colonisation du Talmondaïs au premier prince de Talmont, Guillaume, qui crée auprès de son formidable château-fort, l'abbaye de Sainte-Croix (39). A l'extrémité du littoral rocheux de la Gâtine et du Bocage se trouve un promontoire qui est probablement le *promontorium Pictonum* (40) des géographes gréco-latins. La mer y a creusé un estuaire, celui du Payré, que les bateaux remontaient jusqu'à Talmont, où existait au milieu du ^{xi}^e siècle un port, le plus actif de tout le Talmondaïs, d'où partaient et où arrivaient des flotilles de pêche et de commerce (41). Ce port est encore en pleine activité au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle (42), au temps où la principauté est passée aux mains de la puissante maison de Mauléon, auxquels succédèrent les Thouars et les la Trémoille ; ils auraient pu, aussi bien que ces derniers au ^{xv}^e siècle, se qualifier « princes de la mer depuis Nantes jusqu'à la Rochelle ».

(35) Etat des revenus maritimes de la seigneurie de Beauvoir (1453), pp. MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1878, p. 154.

(36) PONTDEVIE, La châtellenie et les seigneurs de Saint-Gilles, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 3^e série, V, 156-163.

(37) M. DE SOURDEVAL, La baronnie de Riez, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 2^e série, VI, 19. — L. DE LA BOUTETIÈRE, La mer du seigneur de Riez (1075), *ibid.*, 1^{re} série, IV, 108.

(38) P. BOISSONNADE, *Les îles du Bas-Poitou*, 1918, p. 17.

(39) *Cart. de Talmont*, pp. LA BOUTETIÈRE (charte de 1049, n^o 1, p. 67. (40) « *Talmons*, in *promontorio Pictonum* » (charte 1423), *Gallia Christ.*, tome II.

(41) Chartes de 1049 et de 1070 mentionnent le port « *Thalamonensis* » et ses bateaux (*naves*), *Cart. Talmont*, n^{os} 1 et 34.

(42) Mentions dans des chartes de 1135 et de 1223, *Cart. Talmont*, n^{os} 316, 453.

Plus au nord, une autre puissante baronnie, celle d'Aprémont, possédait également un port, celui de la Claye, dont il est fait mention au XII^e et au XIII^e siècle (43). Un chemin (*charrau*) charretier unissait au XIV^e siècle ce port à celui de Bouin (44). Mais c'est à l'île d'Yeu qu'appartenait la principale place dans la vie maritime, à côté de Talmond, et plus tard des Sables. L'île, bloc de granit, détachée du massif ancien du Bocage, éloignée de 11 kilom. du continent, de 30 kilom. au sud de Noirmoutier, de 20 kilom. des dunes sur lesquelles s'élève Notre-Dame de Monts, et de 28 kilom. à l'ouest de Saint-Gilles-Sur-Vie, formait une sorte d'avant-port naturel sur cette partie du littoral poitevin. Sur ses côtes, qui atteignent 25 kilom. de développement, on avait pu, de bonne heure, utiliser le hâvre principal que la mer a creusé en face du Poitou et où se trouve aujourd'hui le port Joinville. On sait que du VII^e au IX^e siècle, l'île faisait le commerce avec l'Irlande d'un côté et les pays de l'Ouest de l'autre (45). Après les invasions normandes, la vie maritime y reprit un nouvel essor. L'île est alors mentionnée sous les noms d'*Oia* ou d'*Oeas insula*. L'abbaye Saint-Cyprien de Poitiers y possède jusqu'à cinq églises (46), au XI^e siècle, ce qui indique qu'elle avait, comme aujourd'hui, une forte population, de même que Noirmoutiers, qui comptait de son côté 13 églises. Les Mauléon la possèdent au XII^e siècle (47). Son nom apparaît souvent dans les documents de l'époque suivante, pendant laquelle les portulans italiens et catalans la désignent sous les termes d'*Hoya* ou d'*Oia*. Elle est pourvue des mêmes privilèges que Bouin et que Noirmoutiers ; elle participe à leur trafic (48). Son havre principal, le Port-Breton, est indiqué au XV^e siècle (49).

C'est dans cette zone du Bas-Poitou qu'apparaît et que grandit peu à peu au Moyen-Age le port destiné dans la suite à occuper le premier rang dans toute la région poitevine, à savoir celui des Sables-d'Olonne. C'est une création toute médiévale, comme celle de Dunkerque, de Gravelines, de Calais, de Diep-

(43) « *Portus noster de Cleya* », charte de 1182, *Cart. d'Orbestier*, n^{os} 5, 57, 58, 85, 127.

(44) *Cart. Rays*, Arch. hist. Poitou, XXVIII, 318 (document de 1386).

(45) P. BOISSONNADE, *Les îles du Bas-Poitou*, p. 17 et sq.

(46) Chartes de 1055, 1060, 1100, pp., MARCHÉGUAY, *Cart. Bas-Poitou*, p. 135, 423. — *Cart. Saint-Cyprien* pp., RÈDE, n^o 587, Charte de 1040).

(47) Charte de 1230, *Cart. Talmond*, n^o 454.

(48) O. RICHARD, *L'île d'Yeu d'autrefois et d'aujourd'hui*, 1884, ni-8°. — A. PAWLOWSKI, *L'île d'Yeu à travers les âges*, *Bull. Géog. hist. Com. trav. hist.*, 1910, 380 et sq.

(49) Document de 1425, pp., MARCHÉGUAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1^{re} série, XIV, 237.

pe et de la Rochelle. Au début du ^x^e siècle, il n'est pas encore question d'un port dans la partie du Talmondaïs, où s'élève déjà le château d'Olonne, avec un bourg où réside un prévôt, et où les moines de Sainte-Croix possèdent divers domaines. Il existe dans cette région deux paroisses ou églises, Saint-Pierre d'Olonne et Saint-Martin de l'île d'Olonne. Des marais salants et des prés, sont déjà indiqués dans les documents, vers la plage des Sables (*in sabulis*). Une agglomération a commencé à se créer dans la seconde moitié du ^x^e siècle, puisqu'il s'y trouve un moulin près d'un marais appartenant à l'abbaye Sainte-Croix, qu'un prêtre y réside, qu'il s'y rencontre une aumônerie, et qu'un terrain y est légué pour établir un cimetière. La première mention du port des Sables-d'Olonne apparaît dans une charte, entre 1074 et 1078 (50). L'abbé de Sainte-Croix de Talmont se fait reconnaître alors le droit de percevoir les offrandes des marins, qui entrent au port d'Olonne. Celui-ci semble n'avoir été qu'une dépendance de la paroisse Sainte-Marie d'Olonne (51), distante de la plage d'environ 10 kilom. Le succès rapide de ce port qui ne tarde pas à dépasser en importance tous les autres, sauf ceux de la baie de Bourgneuf, s'explique par sa situation avantageuse, à l'abri de l'envasement et de l'ensablement qui menaçait la plupart des havres du Bas-Poitou. La pointe de l'Aiguille l'abrite partiellement contre les vents. Au sud de cette pointe, un chenal intérieur s'allonge entre les Sables et la Chaume ; il pouvait servir de refuge à la marine de faible tonnage de ce temps. De plus, c'est là que se trouvaient les débouchés maritimes les plus rapprochés et les plus commodes pour les seigneuries du Bocage et de la Gâtine, celles de la Roche, Parthenay, Bressuire, où la colonisation agricole avait fait tant de progrès depuis le ^x^e siècle, et où l'essor industriel se dessinait au ^{xii}^e. Sur le littoral lui-même, les marais salants et les vignes s'étendaient (52), fournissant des éléments de trafic au port naissant, qui, d'autre part, servait d'intermédiaire entre les pays de l'Europe Occidentale et la vaste région de l'intérieur du Poitou. Enfin, toute une race de hardis marins, les Olonnais, se formait, qui se plaça bientôt à la tête des gens de mer de la côte. Une route unit au ^{xii}^e siècle ce port avec la métropole de Talmond (53). Dès 1107, une abbaye, celle d'Orbestier, se fonde aux portes des Sables ; elle travaille aux défrichements

(50) Chartes de 1074, 1078, 1095, 1101, 1110, 1172, *Cart. Talmond*, n^{os} 51, 79, 134, 141.

(51) *Cart. Talmond*, n^o 51.

(52) Chartes de 1129 et de 1140, *ibid*, n^{os} 271, 380, 266.

(53) « *Via quae conducit de portu Olone usque Thalamundum*, chartes de 1107 et de 1187, *Cart. d'Obestier*, n^{or} 1 et 4

de la zone forestière voisine, d'où les charpentiers de navires tirent des bois de construction (54). Une flotille de pêche et de commerce y existe, dont on trouve la trace dès 1880 (55) ; et elle est encore mentionnée en 1218 (56). Le nom de ce nouvel établissement est acquis dès le ^{xiii}^e siècle. C'est celui des *Sables du port d'Olonne* (*Sabuli de portu Olone*) (57), d'où est venu le terme moderne abrégé, les *Sables d'Olonne*. Un grand seigneur, Savari de Mauléon, sénéchal du Poitou, mène en 1214 les Olonnais au pillage des côtes de Flandre et réside assez souvent au château d'Olonne, dont il semble avoir favorisé le port (58). Il date même une de ses chartes de ce hâvre en septembre 1224 (59). Des chemins rattachaient alors les Sables, non seulement à Talmond, mais encore aux autres localités du Talmondais (60). La bourgade de pêcheurs du ^{xi}^e et du ^{xii}^e siècle, s'étendait ; un bourg neuf paraît y avoir été créé au temps de Guillaume de Mauléon, oncle de Savari, avant 1213 (61). Des maisons s'y construisent et des Français d'autres provinces viennent s'y établir : un Manceau, Etienne, y possède un immeuble en 1213 (62). En 1218, Savari de Mauléon, concédant une place pour établir un hébergement au-dessus du port entre la mer et des vignes, y autorise l'établissement d'une *villeneuve*, où les nouveaux arrivants seront exempts de toute exaction (63). La population s'est accrue, comme le montrent les cens assez élevés que les propriétaires demandent pour concéder des emplacements pour les maisons à bâtir (64). Des bourgeois, des chevaliers, des gens de métiers, des taillandiers et barbiers par exemple, y ont leurs immeubles et leur résidence (65). Le marché, les foires et la douane du port fournissent dès le milieu du ^{xiii}^e siècle, des revenus appréciables à Alfonse de Poitiers (66).

(54) Charte de 1107, *ibid.*, n° 1.

(55) Charte de Richard Cœur-de-Lion, seigneur de Talmond (1182, *Cart. d'Orbestier*, n° 4.

(56) Charte de Savari de Mauléon (6 décembre 1218), pp., MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1878, p. 82. — *Cart. Talmond*, n° 441.

(57) Charte de 1279, *Cart. d'Orbestier*, n° 76. — On rencontre encore le terme de « *Sabuli supra Portum* » (1218), *Cart. Talmond*, n° 442.

(58) Chartes de 1218, 1225, 1227, *Cart. d'Orbestier*, n° 33 et 38 ; *Cart. Talmond*, n° 441.

(59) Doc. pp., MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1878, p. 7.

(60) Chartes de 1229 et de 1276, *Cart. Talmond*, n° 516, Doc., pp. MARCHEGAY, p. 8.

(61) « *Burgus novus de Olone* » (1213), *Cart. Talmond*, n° 437.

(62) Charte de 1211, *Cart. d'Orbestier*, n° 16.

(63) Charte de 1218, *Cart. Talmond*, n° 442.

(64) Charte de 1285, dans MARCHEGAY (1878), p. 22.

(65) Chartes de 1279 et 1285, *ibid.* ; *Cart. d'Orbestier*, n° 76 et 86.

(66) Comptes d'Alfonse de Poitiers, 1253, 1259, *Arch. hist. Poitou*, VIII, 20,

En face des Sables se constituait un groupement annexe, sorte de faubourg de ce port, celui de la Chaume (*de Calmis*), où existent au commencement du XII^e siècle une église, celle de Sainte-Marie, et une chapelle, celle de Saint-Nicolas, patron des marins (67). La paroisse avait été formée, dès la seconde moitié du XI^e siècle, par les moines de Sainte-Croix de Talmond (68). Elle avait acquis assez d'importance pour être dotée en 1218 par Savari de Mauléon de deux foires, qui devaient se tenir l'une en hiver, l'autre en mai, aux deux fêtes de Saint-Nicolas. Ce village (*villa*) entouré de vignes et de champs cultivés, vivait surtout de la pêche et, comme les Sables, des franchises d'une ville neuve, où les nouveaux habitants étaient exempts de tailles et de corvées (69). Ainsi s'explique sans doute la physionomie de la population de la Chaume, où se remarquent des survivances du sang Basque et Espagnol. Au XIV^e siècle, les marins des deux ports jumeaux étendaient le champ de leur action jusqu'au Pas-de-Calais, où ils expédiaient leurs *nefs* et leurs *coghes* (70). Avec le Collet et surtout la Rochelle, ils venaient en première ligne parmi les navigateurs des côtes françaises entre Loire et Gironde. Le château d'Olonne et le port des Sables formaient un douaire princier pour Blanche de Brabant, femme de Jean I^{er}, vicomte de Thouars, en 1310 (71). Avec la Chaume et le château d'Olonne, la paroisse des Sables, qualifiée du nom de ville dès 1363, donnait de beaux revenus à ces derniers seigneurs (72). Anglais et Français s'en disputaient la suzeraineté pendant la guerre de Cent Ans (73). Fréquentés des vaisseaux étrangers, les deux ports, les Sables et la Chaume (74), de plus en plus convoités, passaient avec Talmont de la maison d'Amboise (75) à celle des la Trémoille, dont ils furent l'apanage le plus important sur le littoral (76). La fortune des Olonnais ne devait dès lors cesser de s'affirmer et de grandir jusqu'à la Révolution.

Au contraire, dans le Poitou méridional l'envasement progressif du golfe devenu la baie de l'Aiguillon, arrêta le développement de la vie maritime renaissante au cours du Moyen-Age. Sur cette côte, aucun port ne put émerger. Depuis Vincent

(67) Charte de 1218, *Cart. Talmond*, n° 441.

(68) MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1878, p. 10.

(69) Charte de 1218, ci-dessus.

(70) Voir ci-dessous.

(71) Acte de janvier 1310, *Arch. hist. Poitou*, XI, 59.

(72) Actes de 1352 et de 1363, *Cart. d'Orbestier*, n°s 194 et 207.

(73) Charte de 1364, *ibid.*, n°s 200 et 208.

(74) Charte de 1387, *ibid.*, n° 243.

(75) Charte de 1411, *ibid.*, n° 285.

(76) *Les la Trémoille pendant cinq siècles*, in-4°, 1892.

en Jard, où, au xv^e siècle se trouvait un port (77), et le Grouin du Cou, la plaine jurassique succède ici aux terrains anciens. Elle est bordée de dunes assez élevées (19 m. à 26 m. entre le Lay et la Tranche) sur une largeur de 2 kilom., à l'abri desquelles règne le marais Poitevin. Sur cette première section, où débouche le petit fleuve du Lay, Saint-Benoît-sur-Mer était un port de pêche où abordaient aussi des navires de commerce, qui y venaient charger des blés et des vins, de même qu'à la Chaume et à la Tranche (78). Vers ce dernier petit port, qui fait encore le trafic du blé et des légumes, un chenal actuellement envasé permettait de remonter de la mer jusqu'au bourg situé sur le Lay. Les bateaux de commerce fréquentaient la rivière jusqu'à un autre port fluvial, celui de Moricq, placé à 15 kilom. de l'Océan (79). La navigation se hasardait même plus haut jusqu'au Mareuil, à 40 kilom. de l'embouchure du Lay, au point où le fleuve commence à être navigable et où se trouvaient des pêcheries (80). Mais c'est surtout vers Luçon, par l'achenau (14 kilom.) qui débouche dans l'anse d'Aiguillon et que remontent encore les barques de 3 m. de tirant d'eau, qu'un commerce actif se faisait. Le port et le bourg, organisés autour de la vieille abbaye du vi^e siècle, détruite au ix^e et rétablie au x^e, avaient pris une réelle importance, par suite de leur heureuse situation à la lisière de la Plaine et du Marais, riches régions agricoles qu'ils mettaient en communication avec la mer. Par là, s'exportaient surtout des blés et des vins (81). Le canal de Luçon recevait lui-même un autre canal, construit en 1283, l'Achenal le Roi, qui lui amenait les produits de cinq riches paroisses du Marais desséché. Il débouchait en mer entre la Dune et Saint-Michel-en-l'Herm, sous le nom d'Achenal-Vieille. A cette époque il était accessible même aux navires portant *hune*, c'est-à-dire à voile : « Il est, disait-on, de toute ancienneté » navigable, et sans lui les marchandises ne pourraient pas « arriver dans l'intérieur » (82). Il semble bien que le port de Luçon tenait alors là première place dans la zone comprise

(77) Voir ci-dessous, comptes de la coutume de Royan.

(78) *De costuma navium Sancti Benedicti* (1253), Arch. hist. Poitou, VIII, 20. — E. CLOUZOT, *Des Marais de la Sèvre Niortaise et du Lay*, 1904, p. 112, 120, 126, 160. — Document de 1444, pp., MARCHÉGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 2^e série, VIII, 151. Saint Benoît et la Tranche appartiennent aujourd'hui au canton de Moutiers-les-Mauxfaits ; la Charrie à la commune de Triaize, canton de Luçon.

(79) MARCHÉGAY, *ibid.*

(80) Document de 1305, pp., MARCHÉGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, IV, 230.

(81) MARCHÉGAY, document de 1444, ci-dessus cité ; E. CLOUZOT, *op. cit.*, 27 et sq.

(82) CLOUZOT, 36, 58, 63, 64.

entre le Talmondaïs et la rive septentrionale du golfe d'Aiguillon. Dès le ^{xiii}^e siècle, les droits perçus sur les bateaux qui s'y ancrèrent (*droit de rivage*), et sur la halle (*cohue*) qui y avait été construite, formaient deux chapitres considérables des revenus d'Alfonse de Poitiers (83).

Sur le pourtour de la baie d'Aiguillon, débris de l'ancien golfe de Poitou, qui avait eu avant l'époque quaternaire, 30 kil. d'ouverture et 50 kil. de long (84), ne s'étendaient plus dès le Moyen-Age que des marais avec des buttes calcaires, anciens îlots, « des îles », comme on continuait à les appeler, qui dominaient cette zone amphibie. Telles étaient les îles de Veluire, de Vix entre l'Autise et la Vendée, de Chaillé-les-Marais, de Maillezais, entre l'Autise et la Sèvre-Niortaise, de Sainte-Radegonde, de Puyravault et de Champagné. Toute cette côte était à peu près déserte au ^{ix}^e siècle. Elle se repeupla rapidement, quand furent restaurées ou créées les grandes abbayes, Luçon, Saint-Michel-en-l'Herm, Maillezais, la Grâce-Dieu, Talmond, Angles, Fontaines, Bois-Grolland, l'Absie, Charron, Saint-Léonard-des-Chaumes, Nieuil-sur-l'Autize. Elle parvint à un haut degré de postérité, quand ces abbayes unissant leurs efforts à ceux des Templiers et des paysans Maraîchins, entreprirent la construction des canaux de dessèchement, des digues ou *bots* et *contrebots* transformant ainsi les marécages en prairies et en terres de labour ou en vignobles. Le blé, les fèves, le vin, le lin, le chanvre, le bétail, enrichirent alors le Marais, et fournirent de précieux éléments d'échange avec l'intérieur et l'extérieur (85). Ainsi s'explique l'essor de la vie maritime dans une région où la nature semblait l'empêcher. Les documents mentionnent en effet du ^x^e au ^{xv}^e siècle une série de petits ports sur les bords de l'anse d'Aiguillon. C'est d'abord Saint-Michel-en-l'Herm, dont l'abbaye fondée en 680, détruite ensuite par les Normands, renaît au ^x^e siècle. Son port est appelé *portus Aquitanicus* par le chroniqueur Adémar de Chabannes au ^{xi}^e siècle (86). L'abbaye avait même reçu, en 961, du comte de Poitiers, duc d'Aquitaine, le droit de percevoir les taxes d'acostage et de lestage sur tous les ports de la côte depuis la Rochelle jusqu'à Blaye (87). Dans les premières années du ^{xi}^e siècle, le port était assez accessible pour que les pirates scandinaves fissent sur ce point deux fructueuses

(83) Comptes de 1253, *Arch. hist. Poitou*, VIII, 19.

(84) A. PAWLOWSKI, Le golfe du Poitou, *Bull. Com. trav. hist. Géogr.*, 1901, p. 87.

(85) CLOUZOT, p. 24, 45, 90 à 123.

(86) *Chronique*, éd. Chavanon, 147, 166, 176, 202.

(87) Charte de 961, *Gallia Christi., Preuves*, II, 408.

descentes (88). Mais il ne tarde pas à être éclipsé par celui de Luçon et ne sort plus guère de l'obscurité pendant le reste du Moyen-Age.

Dans la région envasée où débouche la Sèvre grossie de l'Autize et de la Vendée, sur une butte ou île qu'environnent les eaux des deux premières, avaient été fondés au x^e siècle, le château et l'abbaye de Maillezais par Guillaume Fier à Bras (89), vers 974. Le château, élevé sur un promontoire, dominait la mer, et l'abbaye s'était empressée d'organiser un port, « notre port » dit-elle, dans une charte de 1064, où elle entretenait une flotille (90). Il était situé près du cimetière et de l'église Saint-Nicolas, non loin de l'emplacement actuel de la Halle (91). Ce port devait être encore assez actif au temps où Geoffroi de Lusignan en fait mention (1232) (92). Puis l'envasement progressif fit son œuvre, et, dès 1360, le retrait de la mer priva l'abbaye de Maillezais, transformée (1316) en évêché, de son havre séculaire (93).

Plus durable fut la vitalité du petit port de Champagné (aujourd'hui canton de Chaillé-les-Marais, arrondissement de Fontenay), où une île appartenait aux Templiers de La Rochelle. Ceux-ci, au xiii^e siècle, collaborent au dessèchement du Marais poitevin et au creusement d'un canal (achenau) (94) grâce auquel la navigation put se développer. Au xiv^e siècle (95) les navires chargés de vin s'y arrêtaient. Deux siècles après, le trafic s'y faisait encore entre l'Aunis et le Poitou (96). A Maillé (dans le canton actuel de Maillezais), se trouvait un autre petit port, déjà actif au xii^e siècle (97); et dont le péage au xv^e siècle donnait encore des revenus (98). On y chargeait alors des vins et du sel, comme on y expédiait des blés dans la première moitié du xix^e siècle.

(88) Vers 1000, Adémar de Chabannes, *Chronique*, livre III, 166 ; vers 1018. *Ibid.*, p. 176.

(89) *Chronique* de PIERRE DE MAILLEZAIS, dans Labbe, *Nova. Bibli. Mss.* II, 224.

(90) Chartes de janvier 1064-65 et de 1077, pp., MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1878, 143 ; *Arch. hist. Gironde*, III, 44.

(91) ARNAULT, *Hist. de Maillezais*, p. 40, a ignoré les documents ci-dessus.

(92) Donation dans Labbe, *op. cit.*, II, 246.

(93) E. LOUIS, Maillezais, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1882, 130.

(94) CLOUZOT, *op. laud.*, p. 27 et sq ; 56 et sq.

(95) Document de 1396, pp., MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée* (1878), 150.

(96) E. CLOUZOT, *loc. cit.*

(97) DUFOUR, *L'ancien Poitou*, I, 209.

(98) Tarif de Maillé, pp., MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1878.

III

Au-delà commençait l'Aunis, où le port maritime de la Sèvre Niortaise, le seul qui devait survivre jusqu'à nos jours, fut, dès le ^x^e siècle, celui de Marans, dont les comtes de Poitou s'emparèrent à la fin du ^{xii}^e siècle (99). Bien qu'entouré de marais (100), ce port, placé dans une île de la Sèvre, à 24 kilomètres de la baie d'Aiguillon, resta l'entrepôt naturel du commerce entre le Poitou, l'Aunis, la Saintonge et l'étranger. Il donna accès à l'intérieur de la région poitevine par l'artère fluviale la plus accessible du Bas-Poitou. La seigneurie de Marans s'étendait du voisinage de Maillezais jusqu'à la mer. Dans un acte du ^x^e siècle, le seigneur fait mention du *portus* (101). Les navires de 50 tonneaux y pouvaient remonter. Le transit s'y faisait entre les bateaux venus de Flandre, de Bretagne ou d'ailleurs, et les barques arrivées de Niort et de Fontenay, chargées des produits du pays. Ces barques ne jaugeaient que 3 ou 4 tonneaux ; elles n'étaient montées que par deux ou trois hommes. Des portefaix de Marans (*boute-tonneaux*) transbordaient les marchandises. Les Templiers, au ^{xiii}^e siècle, avaient établi en ce lieu les entrepôts de leur commerce maritime (102). Au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle, le trafic s'accrut encore dans les périodes de paix, notamment avec l'étranger. « En ce lieu, environné « d'eau et de marais de toutes parts, y affluent et viennent « par mer et terre, plusieurs marchands de plusieurs pays, tant « de notre royaume que d'ailleurs », disent des lettres patentes. Aussi le péage en était-il très avantageux (103), et le port conserva-t-il son activité pendant tout le Moyen-Age. Toutefois, pour éviter la remontée de la Sèvre jusqu'à Marans, et les difficultés du passage du fleuve sur ce point, qui exigeaient un délai de quatre à cinq heures, de même que pour permettre l'accès de la rivière aux navires de 400 à 500 tonneaux, se créa de bonne heure le port auxiliaire de Brault, dont les seigneuries de Charron et de Marans se disputaient la possession. Là débouchaient depuis le ^{xiii}^e siècle, l'achenal du

(99) A. RICHARD, *Comtes de Poitou*, I, 232, 330 ; l'église dépendait de Maillezais.

(100) Charte de 1197, ARCÈRE, *Hist. de La Rochelle*, I, p. 18.

(101) ARCÈRE, I, p. 16.

(102) Droits de péage de Marans (^{xii}^e siècle), *Arch. hist. Saintonge*, X 27. — Comptes du domaine d'Alfonse de Poitiers. — GIRY, *Etab. de Rouen*, I, 253. E. Clouzor, 159.

(103) Documents de 1337 et de 1345, analysés par DELAYANT, *Hist. des Rochelais*, I, 253. — Lettres de Charles VIII, 1492, *Arch. hist. de Saintonge*, I 87.

Bot-Neuf (8 k.) et le canal des Cinq Abbés (9 k.), qui ouvraient l'accès des marais desséchés de Vouillé et de Chaillé. C'était la voie la plus directe entre la Rochelle et Luçon par Champagné. La mer était toute voisine et de grands chemins, dits du Roi ou des Trois-ports, y convergaient, abrégeant de quatre lieues la distance par rapport à Marans. Un gué y facilitait le passage pour les voyageurs, à cause de l'existence d'un seuil rocheux. Le même seuil, rétrécissant le cours de la Sèvre, permettait au fleuve d'atteindre une profondeur considérable : des pieux y indiquaient le chenal navigable (104). Aussi le Brault fut-il, dès le ^{xiii}^e siècle, considéré comme l'avant-port de Marans ; celui-ci recevait les bateaux de faible tonnage, celui-là les navires de dimensions plus considérables.

A part le port des Sables d'Olonne, trop ouvert d'ailleurs aux vents vers l'ouest, et la baie d'Aiguillon, voisine du pays poitevin, aucune des rades du Poitou ne pouvait se soustraire aux dangers de l'invasement ou de l'ensablement. Une côte médiocre n'a jamais permis l'établissement de grands ports. Au contraire, une partie de la péninsule jurassique de l'Aunis, bien protégée par l'île de Ré et par son ossature rocheuse, échappait à ce danger. Aussi est-ce en Aunis que le Moyen-Age a vu naître et grandir rapidement le grand port du Centre-Ouest, la Rochelle. Au-dessus de deux zones de terre basses, les *pays bas* de Poitou, au nord, ceux de Saintonge, au sud, court en effet une ligne étroite de hauteurs sèches, à l'abri des inondations, formant une suite de chaussée naturelle, qui se termine par de petits promontoires sur l'Océan. En face, se trouve l'île de Ré, fragment détaché de cette péninsule, qui se continue en mer par des plateaux calcaires submergés ou *platins*. L'île (*Ratis insula*), habitée de bonne heure, est fréquentée dès l'époque romaine et mérovingienne ; siège d'un monastère où on enferma Hunald (105) elle fut repeuplée au ^x^e et au ^{xi}^e siècle. Ré, après avoir appartenu aux seigneurs de Châtelaillon, passait à la puissante famille des Mauléon, maîtres de la côte poitevine, au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e. Disputée à cette dernière époque entre Capétiens et Plantagenets, dotée d'une commune par Henri III (août 1242) (106),

(104) E. CLOUZOT, *op. cit.*, 26-32 ; G. MUSSET, *Les ports francs*, 1903, p. 237-238.

(105) A. PAWLOWSKI, L'île de Ré à travers les âges (étude de géographie physique), *Bull. Com. trav. hist., Géogr.*, 1906, 306 et sq. — E. DESJARDINS, *Géogr. Gaule romaine*, 275. — VALOIS, *Notitia Galliae*, 263. KAMMERER, *Histoire de l'île de Ré*, 1868, 2 vol. in-8°.

(106) ARCÈRE, tome I ; KAMMERER, tome I ; GIRY, *op. cit.*, I, 95. — *Rôles Gascons*, in-4°, n^{os} 303 à 1297, *passim*.

ensuite définitivement devenue française, elle fut prise et pillée par les Anglais, en 1294 et en 1462 (107). La petite île, moitié moins grande qu'Oléron, avait, dès le ^{xii}^e siècle, un port, Saint-Martin, assez peuplé pour être le siège d'une paroisse (108). Elle formait, en quelque sorte, le boulevard extérieur de La Rochelle (109), qu'elle protégeait contre la violence des vents et des raz-de-marée (110). De petits havres s'y disséminaient au Moyen-Age, Ars, La Flotte, Rivedoux, Loix, Sainte-Marie (111), moins importants que Saint-Martin.

En face s'étend le littoral d'Aunis, où, à l'exemple de celui du Bas-Poitou, la vie maritime s'éparpillait en une infinité de petits ports, que des courants côtiers ou des cours d'eau rendaient accessibles. C'étaient Choupeau et Nuaillé, où la mer pénétrait encore profondément au ^x^e siècle (112), puis Rivedoux, où l'on a retrouvé les anneaux qui servaient à amarrer les barques (113). A Andilly, l'accès du port fut facilité au ^{xii}^e siècle par le creusement d'un achenal ou canal, que fit exécuter l'abbaye de la Grâce-Dieu, fondée vers 1550 dans une zone de marais inondés (113 bis). A Esnandes, où se termine la presqu'île de Mauzé (114), le port avait encore plus d'importance, parce qu'il se trouvait mieux protégé contre l'envasement. Il est mentionné en 1199 ; l'abbaye de Saint-Jean d'Angély, cessionnaire des droits de Raoul de Mauléon, y prélève des taxes (115). Dès le ^{xii}^e siècle, on y pratique la pêche (116). Curé et approfondi au ^{xiv}^e siècle, entouré de quais et doté d'un outillage, il prospère au début du siècle suivant, grâce à l'exportation des vins (117). Les seigneurs de Mauzé et de Pressigny ont établi leur port appelé le Port-Neuf, dans la terre de Laleu, presque aux portes de la Rochelle (4 kilom.). Il est fréquenté par les navires de commerce et les bateaux de pêche, en dépit de la jalousie des Rochelais, qui, au ^{xiii}^e siècle, essaient d'en entraver les progrès (118). Dans la même seigneurie, au nord de Laleu, à 6 kilom. au nord-ouest de la Rochelle, sur le Peruis breton, à l'abri d'une pointe rocheuse s'ouvrait le port

(107) MARCHEGAY, *Bibl. Ec.*, ch. II, 162 ; DELAYANT, *op. cit.*, I, 121.

(108) Richard le Poitevin, Chronique, éd. E. Berger, p. 47.

(109) « *Lingua maris potentem usque ad introitum Rochellae prolatam* », *ibid.*

(110) Par exemple, celui de 1352, KAMMERER, II, 312.

(111) G. MUSSET, *La Rochelle et ses ports*, p. 11.

(112) G. MUSSET, *L'Aunis*, p. 5.

(113) DE QUATREFAGES, Souvenirs d'un naturaliste, 1854, II, 358.

(113 bis) E. CLOUZOT, 38, 39. — BARBOT, *Hist. de la Roch.*, p. 27.

(114) G. MUSSET, *L'Aunis*, p. 43.

(115) G. MUSSET, *Ports français*, 240.

(116) Charte de 1010, *Cart. Saint-Cyprien*, n° 519.

(117) G. MUSSET, *La Rochelle et ses ports*, p. 46.

(118) *Ibid.*, p. 42.

du Grand et du Petit Plomb, qui eut un trafic aussi actif que celui d'Eslandes, malgré la rivalité des Rochelais, manifestée spécialement au xv^e siècle (119). On rencontrait d'autres ports plus petits à l'anse de la Repentie et de Saint-James, près d'une pointe, au sud-ouest de laquelle est né à notre époque l'avant-port de la Rochelle, la Pallice (120). Au sud de la Rochelle se trouvaient les havres de Besselue, de Coi de Chaux près d'Aytré, des Moulins neufs, de Sainte-Catherine, de l'Achenau-neuf d'Angoulins. Ce dernier, dans l'anse de Saint-Jean-du-Sable, où aboutissait la voie romaine venant de Saintes par Taillebourg, Muron et les côteaux (121), formait dès le x^e siècle un port fréquenté (*portus Angolimensis, Angolinis villa, estuarium publicum*), où, d'après la légende un navire d'Alexandrie aurait abordé, pour déposer le chef de Saint-Jean-Baptiste, dont l'invention fit la fortune de Saint-Jean d'Angély (122). Enfin, venait à l'extrémité de l'Aunis le port de Fouras, sur la rive droite et à l'embouchure de la Charente. Son château (*castrum quod vocatur Colrasum, Curassium, Folrasium*) et son église apparaissent au xi^e siècle (1074) (123), à la lisière de l'Aunis et de la Saintonge. C'était une position assez avantageuse à proximité et en face de l'île d'Aix, à laquelle on accédait encore au xv^e siècle à marée basse. Le port abritait surtout des pêcheurs, à cette époque. C'est de là encore que le 15 juillet 1815, Napoléon partait pour aller s'embarquer à bord du *Belléophon*. Mais il ne semble pas que l'importance commerciale de ce port au Moyen-Age ait été considérable. Le voisinage de Châtelailon, puis de la Rochelle, et celui d'Oléron ne permirent guère à Fouras de se développer.

La première place dans la vie maritime appartient en effet d'abord à Châtelailon. On ne peut citer que pour mémoire le légendaire Montmélian, qu'on a sans aucune vraisemblance identifié, soit avec le *Mediolanum* des anciens (124) (qui n'est autre que Saintes), soit avec Angoulins (125). Ce port ne semble avoir été qu'un village de marins, placé non loin de l'île d'Aix, détruit par la mer (126) ; et l'imagination populaire a grossi l'importance.

(119) *Ibid.*, p. 45 ; *Ports francs*, p. 246.

(120) G. MUSSET, *La Rochelle*, p. 11 ; *Ports francs*, p. 246.

(121) A. PAWLOWSKI, p. 490.

(122) *Cart. Saint-Cyprien*, 516, 523 ; Adémar de Chabannes, *Chronique* dans Labbe, II, 178 ; *De revelatione capitis sancti Johannis-Baptistae*, dans Migne, *Patrol. Lat.* (Vie de Saint-Cyprien) II, 1018, « *ad portum Angolismensi qui est in pago Alnisii* ».

(123) FAYE, Les vigueries du pays d'Aunis, *Mém. Ant. Ouest*, XII, 1845, p. 287 ; PERSON, *Stat. hist. et arch. arr. Rochefort*, B. S. G. Rochefort, XIV, 165.

(124) *Arcère* I, 114.

(125) A. PAWLOWSKI, p. 129.

(126) E. FAYE, p. 394.

Au contraire, on sait par des documents précis, le rang élevé qu'occupa Châtelailлон pendant près de deux siècles (x^e et xi^e). En dépit d'une tradition qui le faisait remonter à l'époque romaine sur la foi d'une étymologie controuvée (127), le château qui donna naissance au port et qui était placé sur un promontoire de calcaire oolithique rongé par l'Océan, n'apparaît pas avant le milieu du x^e siècle. Il tirait son nom d'un possesseur, Alon, dont le vocable était alors commun (128). Il fut le chef-lieu d'une des seigneuries de l'Aunis (129). Situé au sud de la Rochelle, près d'Angoulins, Châtelailлон tira sa puissance de sa situation presque inexpugnable, au milieu des marais, sur une éminence dont la mer baignait le pied. Une colline « porte la ville, écrit le moine clunisien, Richard le Poitevin au xii^e siècle : elle a des tours et des murs si puissants, qu'elle ne craint aucune machine de guerre ». A la fin du xvii^e siècle, on voyait encore à 7 ou 800 toises, les vestiges des murs et de l'ancien port qui fermaient l'île. Du côté de la terre, entourée de marécages, l'enceinte de 6 pieds d'épaisseur se développait sur un circuit de 365 toises, dominant les fossés et les ponts-levis, surmontée de 16 fortes tours rondes, dont une s'élevait à 120 pieds de haut et comptait 6 étages au-dessus de la voûte. Elles étaient garnies de créneaux, de mâchicoulis et d'archères. On apercevait 7 de ces tours ruinées en 1660 ; en 1680, il n'en subsistait plus que 5 ; les dernières s'écroulèrent de 1709 à 1730. Assis au sommet du roc ou de la motte, se trouvait un formidable donjon (*turris eminentior*), qui dominait le port ; « fosseyé de toutes parts, sauf vers la mer, de bons et grands fossés », il avait 60 toises de circuit, 120 pieds de haut, et à un de ses angles s'élevait la plus grosse tour de la ville. Il renfermait une chapelle dédiée à Saint-Nazaire, tandis que dans l'enceinte se trouvait l'église de Saint-Romain. Quelques portes seulement donnaient accès dans l'enceinte ; c'étaient notamment la porte Poitevine au nord et la porte des Poissons au sud, en face d'Oléron. L'unique désavantage était celui de la rareté de l'eau potable ; un seul puits, celui de Pelenerte, placé au pied de la colline, encore indiqué dans une charte de 1224, assurait une alimentation

(127) *Castrum Julii* ; la Roncière, *Hist. de la Marine fr.* I, 315, l'admet encore à tort et traduit Château Aiglon.

(128) *Castrum Alonis* (Chartes de 951, 959, 972, 995, 1005, etc.). — *Cart. Saint-Jean-d'Angély*, I, p. 14. — B. M. Poitiers, coll. Fonteneau, XXXVII, 735. — ARCÈRE II, 659 ; FAYE, 393.

(129) G. MUSSET, *Form. de l'Aunis*, p. 5 ; CHOLLET, Notice sur les seign. de Châtelailлон, *Mém. S. A. Ouest*, XX, 1853, p. 115 ; *Rec. Actes Com. Charente-Inférieure*, I, 1851, 31 ; G. MUSSET, Richard le Poitevin, *Bull. S. Saintonge et Aunis*, III, 1882, 125, 132 ; A. PAWLOWSKI, Châtelailлон à travers les âges, *Bull. Soc. Géogr. Rochefort*, 1901.

précaire (130). Deux passages seulement s'ouvraient du côté de la terre, étroites lisières entre des marais : l'un vers Saint-Vivien de Viveroux, où les seigneurs de Châtelailлон avaient édifié probablement un ouvrage fortifié (Château-Gaillard), l'autre vers Angoulins. Ce dernier isthme était défendu par un autre donjon, celui de l'Isleau, dont parle Richard le Poitevin (131). A l'abri de ce système fortifié imposant, avaient été aménagés deux ports, dont l'un le *Grand Port* a laissé son nom à un estuaire converti aujourd'hui en parc à huîtres, et dont l'autre est appelé actuellement le *Port punay*, à cause de l'invasion de vases fétides (132). On y descendait par une grève sur laquelle s'ouvrait la porte des Poissons. C'est dans ces ports que se concentrait le commerce de l'Aunis, que se chargeaient les vins et autres marchandises de cette ville populeuse (133). Mais il est probable que les seigneurs de Châtelailлон en avaient aussi fait un nid de pirates, d'où ils rançonnaient les navires contraints de baisser pavillon devant ses murs, à peine d'amende et de capture (134). La puissance insolente de la maison féodale qui détenait ce port et ce repaire, grandit au *x^e* siècle. Devenus alors les maîtres du littoral qu'ils terrorisaient, depuis la Sèvre jusqu'à la Charente, ayant étendu leur domination sur les îles de Ré, d'Aix et sur une partie de celle d'Oléron, ils se brouillèrent avec les Clunisiens auxquels ils disputèrent cette dernière possession. Excommuniés par l'Eglise, ils portèrent aussi ombrage aux comtes de Poitiers, qui étaient désireux de garder l'accès de l'Océan à leurs ports fluviaux naissants de Niort, de Fontenay, de Saint-Jean-d'Angély et de Saintes. Finalement, hors la loi par les clercs, en butte à la haine des marins de l'Aunis qu'ils opprimaient, ils succombèrent dans la lutte qu'engagea contre eux la maison comtale. La ville assiégée du côté de la terre et de la mer, du 11 mai 1130 aux premiers jours de l'Avent 1131, par le duc d'Aquitaine, Guilhem VIII, succomba, grâce à la famine, après un an de résistance (135). Le vainqueur en rasa les

(130) Chronique de Richard le Poitevin, *xii^e siècle*, *Rec. Hist. France*, XII, 418 ; éd. E. Berger, p. 111. — Procès-verbal de visite des ruines de Châtelailлон, 1430, reproduit par AMOS BARBOT (*Hist. de la Rochelle*), *Bibl. Nat. Mss. Fr.*, 18, 968, publié dans les *Arch. hist. Saintonge XIV*. — *Cart. de Saint-Maixent*, n° 63. — ARCÈRE, 125. — JOURDAN, *Ephém. de la Rochelle*, 83. — CL. Masse, cité par PAWLOWSKI, p. 427.

(131) MUSSET, *l'Aunis*, p. 9.

(132) *Id.*, *Ports francs*, 245.

(133) BARBOT, *Arch. hist. Saintonge*, XIV, 25.

(134) *Ibid.*

(135) Richard le Poitevin, *R. H. F.* XII, 418 ; ARCÈRE, I, 176 ; II, 638 ; A. RICHARD, *Comtes de Poitou*, II, 15, 16, 17, 76, 82, 174.

murs, ainsi que ceux de l'Isleau (136). Châtelailon tomba au rang de bourgade obscure qui n'avait plus que 9 maisons en 1695, que 4 ou 5 en 1709 (137). Il n'en resta que le nom d'une seigneurie qui passa à la grande famille des Mauléon au XII^e et au XIII^e siècle.

Mais la chute de la capitale maritime de l'Aunis fit la fortune du port qui lui succéda et qui la dépassa, la Rochelle.. Sur une falaise rocheuse oolithique, qui se termine par les deux pointes de Chef-de-Baie et de Coureilles, presque isolée de la terre par des marais et une ceinture de bois, mais reliée avec la mer par une baie allongée et étroite qu'approfondissent les marées, et où tombent trois petits ruisseaux (138), avait commencé au X^e et au XI^e siècle, à se grouper une misérable population de pêcheurs. Le premier document certain où apparaisse la Rochelle (*Rochella*, ensuite *Rupella*), est daté de 988 à 1031 et concerne des marais salants qui dépendaient de l'abbaye Saint-Cyprien de Poitiers (139). Une charte de 961 où l'on voyait la mention la plus reculée de la future ville est en effet probablement fausse (140). Le nom de la Rochelle (*Rochella*) ne se retrouve guère plus, après la charte de 988, que dans les documents du XII^e siècle (1139, 1145) (141). L'habitat primitif des pêcheurs qui s'y groupaient, se trouvait à une certaine distance de la baie. C'était un hameau, formé de pauvres chaumines (*escrennes*), autour d'une église que bâtirent les Clunisiens de l'île d'Aix, Notre-Dame de Cougnes (*Compniacum*) (1067), dans un marais connu par deux chartes de 968-969 et de 982 (*mariscus qui dicitur Copnia ou Comnia*), et aujourd'hui situé dans un faubourg de la Rochelle (Lafond). Après la ruine de Châtelailon, Guilhem VIII se hâta de choisir ce site, pour y placer le port des comtes de Poitiers, mis ainsi dans leur dépendance absolue et qui va leur donner l'accès de l'Océan sur sa blanche falaise. Il y attire par une charte de peuplement et des franchises une population cosmopolite nombreuse (142). A côté de la première paroisse Notre-Dame de Cougnes, la nouvelle ville en crée une secon-

(136) Richard le Poitevin (éd. E. Berger), *R. H. Fr.* 418 ; A. BARBOT, p. 25, 111.

(137) D'après Masse, cité par PAWLOWSKI.

(138) G. MUSSET, *La Rochelle*, p. 14 ; DELAYANT, *op. cit.*, I, p. 7, 11 ; BESLY, Origines de la Rochelle, *Arch. hist. Saintonge*, VI, 193 ; ARCÈRE, I, 37.

(139) *Cart. Saint-Cyprien*, p. 313, 314.

(140) *Mss. coll. Fonteneau*, X, 133 ; E. FAYE, 399 ; A. GIRY (I, 60), a été induit en erreur par la *Gallia Christ.*, II, p. 408.

(141) *Cart. Saint-Cyprien*, p. 313, 314 ; FAYE, 393 ; DELAYANT, I, 12 ; G. MUSSET, 13.

(142) « *Multitudo hominum tam indigenarum quam advenarum ex diversis orbis partibus illic per terram et per mare applicantium.* » (Relation de 1152, *R. H. F.* XII, 419.)

de, celle de Saint-Barthélemy (143) que le pape Eugène II institue, à la demande des Clunisiens (144), dont l'un des moines édifie l'église. Aliénor et Henri II transigent avec les Mau-léon (145) pour s'assurer la paisible possession de leur ville neuve. Ils y installent en 1180 un prieuré ; ils y attirent les Hospitaliers, dont la maison devient le centre d'un faubourg (Saint-Jean) (146). Dès 1139, la duchesse-reine y a établi les Templiers ; elle leur donne des maisons et des moulins (147) ; ils y fondent des établissements de banque et de commerce. Une enceinte fortifiée, percée de quatre portes, commencée en 1130, reprise et achevée après 1152, fait de la Rochelle une forte place d'armes, que ses hautes tours signalent de loin (148). C'est autour du port que se développe l'activité féconde de cette jeune et énergique population. Un premier havre (*portus*) (149) a été aménagé à la hâte dans un chenal, allongé et étroit, que balaient à tour de rôle les eaux du ruisseau de Lafont et celles de la marée. Mais il était d'accès difficile et de dimensions trop restreintes ; de plus, les galets arrivaient à le combler vers la porte des deux moulins, récemment construits par les Templiers. Aussi, Aliénor fait-elle creuser le *nouveau port* qui devait servir jusqu'à l'époque de Colbert, avec quelques améliorations, au trafic rochelais. La profondeur y était assurée par l'action combinée des courants marins et de deux canaux, dits de Vendière et de Maubec. On avait utilisé l'abri naturel formé par les deux côteaux de Périgny jusqu'aux pointes de Chef-de-Bois et de Courailles, pour l'agrandir jusqu'au goulet, sur une superficie bien plus considérable que l'ancien port. Tandis que les rives de ce dernier dépendaient de quatre seigneuries limitrophes, celles du nouveau port, situées exclusivement sur le domaine comtal, assuraient au comte le contrôle exclusif de ce havre récent. A l'entrée se dressèrent les deux superbes tours de la Chaîne et de Saint-Nicolas, que la légende attribua à Mélusine, l'ancêtre fabuleux des comtes de Poitiers. Une chaîne énorme, celle dont Rabelais mentionne le souvenir, servit à ouvrir ou à fermer l'entrée entre les deux tours (150). Celles-ci se rattachent aux murs de la ville que viennent battre les flots et devant

(143) *Ibid.*

(144) Ph. JAFFÉ, *Regesta pontif. roman.*, n° 6633 ; DELAYANT, I, 116.

(145) Relation ci-dessus citée.

(146) DELAYANT, I, 37, 38.

(147) *Ibid.*, I, 37.

(148) Richard le Poitevin, *R. H. Fr.* XII, 420 ; DELAYANT, I, 12, 18, 45.

(149) Relation de 1152 ; Barthélémy l'Anglais, *B. Nat., Mss. Latin*, 347, f° 156.

(150) G. MUSSET, 14, 15 ; DELAYANT, I, 16.

lesquels les navires jettent leur lest (151). Les franchises dont la ville a été dotée successivement par Guilhem VII, Louis VII, Henri II, Aliénor, Richard (1130, 1169) et qui sont complétées par la concession du droit de commune (1174-1193) n'assurent pas seulement aux habitants les libertés civiles, et finalement une certaine autonomie politique, mais encore leur confèrent de grands avantages pour les transactions commerciales dans toute la France Occidentale, la Grande-Bretagne et l'Irlande (152). A partir du moment surtout, où au premier port, principalement apte à la pêche et au petit cabotage, succéda le nouveau, plus propre au grand commerce (*aptus navigantibus de diversiis regionibus*), les relations de la Rochelle, avec les pays océaniques s'accrurent avec une extrême rapidité. Richard le Poitevin, dès 1180, s'extasie sur ce port « merveilleux (*mirabile*), né d'hier (*de novo constructum*), où afflue de jour en jour la « multitude des navires marchands » ; il signale l'esprit d'entreprise, l'opulence et l'orgueil des armateurs rochelais (153). La Rochelle va désormais prendre pour armes le « navire à pleines voiles » qui, sur son sceau, symbolise ses destinées (154). Désormais sa fortune est assurée et grandit de siècle en siècle, en dépit de crises passagères. Capétiens et Plantagenets se disputent sa possession (1202-1242) et lui prodiguent les privilèges. Ils accroissent ses franchises, lui assurent des libertés politiques ou administratives étendues en 1203, 1204, 1205, 1207, 1208, 1218, 1220, 1223, 1227 (155). Le gouvernement des Capétiens et des Valois procure aux Rochelais entre 1243 et 1340 cent années environ de paix et de prospérité presque ininterrompues, en dépit de la centralisation et du fiscalisme croissants. La ville s'agrandit de nouveaux faubourgs. Elle achève ses remparts, se peuple de couvents, crée des aumôneries, développe ses marchés. Elle possède une population de 8 à 10.000 âmes (156). Affranchis de péages sur terre et sur mer par les Capétiens (1229), pourvus par eux de sauf-conduits (157), dotés de privilèges dans les ports anglais et flamands, les armateurs Rochelais développent leurs opérations, acquièrent des fortunes semblables à celles du célèbre Aulfredy ou des Chaudrier (158), et portent, de concert avec les

(151) BARBOT, p. 42 ; G. MUSSET, p. 57.

(152) *Ordon. des rois de Fr.*, XI, 318 ; P. MARCHEGAY, *Bibl. Ec.*, ch., 4^e série, IV, 156 ; GIRY, I, 61, 62 ; DELAYANT, I, 12, 18.

(153) « *Qui opulenti estis in Rupella, confiditis in divitis et judiciis vestris* », Richard le Poitevin (*R. H. Fr.* XII, 420) ; éd. E. Berger, 111.

(154) Description du sceau du XIII^e siècle, DELAYANT, I, 27 et sq.

(155) A. GIRY, *op. cit.* ; DELAYANT, I, 20 et sq.

(156) BARBOT, 21 et sq. ; DELAYANT, I, 36 et sq.

(157) *Ordonn.* XI, 32, 6 ; TEULET, *Layettes 4 r. des Chartes*, II, 38.

(158) M. DE RICHEMOND, *Documents sur la Charente-Inférieure*, 1877 ; DELAYANT, I, 39, 42, 372.

Templiers et les Hospitaliers (159), leurs émules, le commerce de leur port au plus haut point de développement. Juifs et Lombards ou Cahorsins y ont établi leurs comptoirs de change et de banque, rivaux de ceux du Temple (160). Une enquête exécutée au temps d'Alfonse montre l'importance prise dès lors par le nouveau port.

Au siècle suivant, la Rochelle devient décidément la rivale de Bordeaux. Elle est l'objet de la sollicitude des derniers Capétiens et des Valois, qui y attirent les colonies étrangères, et font de cette ville devenue toute française, le centre maritime de leur domination dans l'Ouest. Malgré la crise de la guerre de Cent ans, malgré 13 ans de domination anglaise (1360-72), la Rochelle reste fidèle à la France. Elle appelle les troupes de Charles V ; elle reçoit de ce roi la ratification et l'extension de ses privilèges commerciaux. Avec les matériaux du château, d'où elle a chassé la garnison anglaise, elle construit le mur d'enceinte du bourg Saint-Nicolas auprès du port (1372). Le port lui-même est accru par la construction d'un havre intérieur, celui de la Moulinette qu'un canal réunit à la rade principale rochelaise (1325) ; tout autour s'organisent de petits ports d'embarquement, outre celui de la Moulinette. Ce sont ceux des Vaches, de Saint-Louis, de Périgny, sortes d'arrières-ports auxiliaires du grand. Ils prospèrent si bien qu'en 1470, on embarque rien qu'à la Moulinette près de 9.000 barriques de vin (2.240 tonneaux) (161). La population, réduite d'un quart par la Peste Noire, se reconstitue rapidement. Les marchands jouissent de la considération générale et forment dans le corps de la ville un élément très influent (162). La bourgeoisie rochelaise, avec ses chefs, les La Lande, les Mérichon, les Doriole, constitue une élite qui rend, au xv^e siècle, à la royauté, les plus grands services dans la lutte pour l'indépendance nationale. Elle en est récompensée par l'octroi de nombreux privilèges commerciaux : diminution des droits d'importation sur les marchandises, exemption de taxes sur les ventes en gros, pour les marchands, franchise du droit de douane de 10 s. par tonneau sur les vins chargés en Aunis et en Saintonge, de l'impôt de 12 d. pour livre sur les articles de trafic, garanties contre les saisies et lettres de marque, et enfin privilège de commercer avec l'ennemi, même en temps de guerre (163). Ainsi s'explique le haut rang auquel la Rochelle

(159) *Ibid.*

(160) *Arch. hist. Poitou*, VIII, 133, 158.

(161) DELAYANT, I, 70-85 ; G. MUSSET, 47-49.

(162) DELAYANT, I, 70-116 ; DELAYANT, I, 85, 108, 110.

(163) DELAYANT, I, 85, 108, 110 ; GOUGET, *le Commerce de Niort*, p. 28.

est parvenue à la fin du Moyen-Age et auquel elle va se maintenir à l'époque de la Renaissance.

IV

Aucun autre port ne peut dès lors entrer en concurrence dans le Centre-Ouest avec cette reine de l'Océan. La Saintonge ne peut rivaliser à cet égard avec l'Aunis. De la Charente à la Gironde, s'échelonne une série de ports Saintongeais, mais tous d'importance secondaire en regard de la Rochelle. A l'embouchure du grand fleuve de Saintonge, se trouve d'abord le mouillage naturel de la petite île d'Aix (129 hectares sur 2 kilom. de long et 1 kilom. 8 de largeur maxima). Elle est nommée dans les chartes au XI^e siècle, et au XII^e (*Aya insula*). Richard le Poitevin en donne une brève description, d'où il résulte qu'elle était surtout habitée par des pêcheurs, sujets d'un monastère Clunisien, que visita Pierre le Vénérable (164). Successivement vassale des Châtelailon et d'autres maisons féodales, si elle a eu une valeur militaire considérable à l'époque des guerres anglaises par sa position sur la mer, elle n'a eu qu'une importance commerciale minime.

Toute autre, au contraire, a été celle de l'île d'Oléron. Trois fois plus étendue que Noirmoutier, deux fois plus que Ré, la plus grande des terres insulaires françaises (47.000 hectares) après la Corse, l'île saintongeaise, détachée du continent dont elle continue les formations crétacées. Elle est séparée, comme on sait, de Ré et de l'Aunis, par le pertuis d'Antioche, large de 12 kil. de la Saintonge par le coureau du Chapus (2 kilom. 2 à 1 kilom. 5 de large), et par le pertuis de Maumusson (2 kilom. 2) au sud, de la péninsule d'Arvert (165), Richard le Poitevin décrit au XII^e siècle, le dernier de ces passages, parcouru par un courant violent, dangereux pour les navires (166). Mais en face du littoral saintongeais, ses ports ont pu s'installer de bonne heure. Dès l'époque romaine et dès le haut Moyen-Age, Oléron (*Uliarius*, *Olario*) est connu et peuplé de marins. Après la crise du IX^e siècle, l'île se repeuple peu à peu. Les grandes abbayes Notre-Dame de Saintes, Maillezais, Saint-Nicolas de Poitiers, surtout la Trinité de Vendôme entrepren-

(164) Richard le Poitevin, éd. E. Berger, p. 46 ; PERSON, 167-168 ; GARNIER, *L'île d'Aix*, in-16, 1909 ; A. PAWLOWSKI, *L'île d'Aix à travers les âges*, *Bull. Comm. tr. hist. Géogr.* 1909.

(165) A. PAWLOWSKI, *L'île d'Oléron à travers les âges*, *Bull. ibid.*, 1905, n° 2.

(166) Richard le Poitevin, *R. H. Fr.*, XII, 421.

nent le défrichement des forêts, la culture de la vigne et l'établissement des salines, surtout au ^x^e et au ^x^e siècle (167). Un château (*castrum Oleronum*) y a été construit. Trois églises, Saint-Georges, Notre-Dame et Saint-Nicolas (168) (ce dernier, patrons des marins), y existent. C'est l'indice d'un peuplement tif. Il est confirmé par ceux que fournissent les documents postérieurs et qui permettent de penser qu'avant la guerre de Cent Ans, l'île a pu compter la même densité qu'aujourd'hui, 15 à 17.000 habitants (169). C'est surtout de la mer que vit, dès le ^x^e siècle, cette population, qui s'occupe non seulement de la pêche, mais encore du trafic avec les ports de Gascogne, de Bretagne, de Normandie, d'Artois et de Flandre. Ses coutumes, rédigées par les notables, et devenues célèbres sous le nom de *rôles d'Oléron*, ont été promulguées à l'époque d'Aliénor ou de Richard (2^e moitié du ^x^e siècle). Elles ont été adoptées par les marins de toute l'Europe Occidentale (170). Dès 1146, Aliénor a aboli dans l'île les « *mauvaises coutumes* » d'ordre civil qui y existaient, réprimé les exactions de ses agents, exempté les sujets de la Trinité de droits de taille et de quête (171). Les marins d'Oléron ont fourni à Richard une partie de la flotte de la troisième Croisade et des équipages de ses *galies* (montées chacune par 40 à 60 hommes), de même que son pilote Alain Tranchemer (172). L'île a acquis une telle importance dans la vie maritime de l'Ouest, que désireuse de l'attacher à son fils Jean par des liens plus étroits, Aliénor lui concède en 1199 le droit de commune (173), accompagné de précieux privilèges commerciaux, relatifs au libre commerce du vin et du sel dans tous les domaines des Plantagenets (174). Ces privilèges sont confirmés et accrus par les maîtres successifs de l'île au ^{xiii}^e siècle, les Lusignan (1214-1230), les Anglo-Angevins (1230-1293), les Capétiens (1294-1304) (175). Au commerce, les marins d'Oléron joignaient la course en

(167) PAWLOWSKI, 222, 223.

(168) *Cart. Saint-Nicolas de Poitiers* (1043, 1080), n^{os} 42, 45 ; *Cartulaire Saintongeais de Vendôme*, pp., MÉTAIS, *Arch. hist. Saintonge*, XXII, 45, 49 ; *Cart. Notre-Dame de Saintes*, n^{os} 10, 15, 81 ; A. GIRY, *op. cit.*, I, 87.

(169) GIRY, I, 95.

(170) PARDESSUS, *Coll. Lois maritimes*, I, 283, 366 ; FRANÇOIS SAINT-MAUR, *Rev. de Législ.* 1873 ; POLS, *Les rôles d'Oléron et leurs additions*, *Nouv. Rev. hist.*, *Droit* 1885, p. 454 et sq. ; Twiss, *Black book of the Admiralty* 1873-76, Londres, 4 vol. in-8^o.

(171) A. GIRY, I, 88 ; 117.

(172) LA RONCIÈRE, *Hist. Mar. Fr.* 144, 299.

(173) GIRY, I, 88 ; ARCÈRE, II, 639.

(174) RYMER, *Foedera*, I, 175.

(175) Chartes de 1124 ; MARTÈNE I, 1162 ; GIRY, II, 74 ; Chartes de 1230, 1242, 1257 ; RYMER, I¹, 108, I², 33, 134 ; *Bibl. Nat., coll. Moreau*, tome 634, f^o 40 ; tome 641, f^o 103 ; *Rôles Gascons*, I, n^{os} 68 et sq. ; 499 et sq. ; II, n^{os} 23 et sq. ; III n^{os} 2011 et sq.

temps de guerre (176). Devenue française, retombée ensuite aux mains des Anglais (1360), enfin reconquise avec La Rochelle (1372) (177) par les Valois, l'île est bien connue, au xiv^e siècle, des navigateurs. Elle figure en bonne place dans les portulans (178). Son trafic se maintient considérable, au point qu'à la fin du Moyen-Age, ses ports comptent parmi les premiers de Saintonge (179).

Les havres de l'estuaire ont alors au contraire une faible importance. Un trafic restreint se dissémine entre eux : Rochefort, qui depuis l'époque de Colbert, est devenue une ville de 34.000 âmes et le quatrième port français de l'Atlantique, n'apparaît au xi^e siècle que sous l'aspect d'une forteresse (*castrum*), qui commande l'embouchure de la Charente, à deux heures de l'île d'Aix. Baigné de tous côtés par la mer, entouré de marais, sauf au N.-O., le château formait une excellente position militaire aux mains d'une famille féodale, dont on trouve mention dans les chartes depuis 1028 et qui compta parmi les plus puissantes de l'Aunis (180). Passé successivement aux mains des Mauléon, des Parthenay et des Capétiens, Rochefort ne fait figure de port fréquenté qu'au commencement du xiv^e siècle et que depuis cette époque. On y fait alors le commerce du sel, du vin, de la poterie (181). Les Anglais en disputent la possession aux Français (182). Moins importants encore sont les petits ports voisins du Chapus, de Saint-Laurent-de-la Prée, du Vergeroux, localités dont il est fait mention dans divers textes depuis le x^e siècle (183), mais qui apparaissent rarement dans les documents relatifs à la vie maritime.

Dans l'estuaire envasé de la Seudre, le chenal, moins encombré qu'aujourd'hui où il permet encore aux grandes marées la remontée des bateaux de 2 m. 80 de tirant d'eau, était plus praticable au Moyen-Age qu'actuellement, si bien qu'au xv^e siècle, le *Débat des hérauts* classe la rivière de Brouage parmi celles qui portent navires de mer (184). Mais aucun grand port n'a jamais pu s'y former ou s'y maintenir longtemps. Avant le xvi^e siècle, Brouage ne comptait pas, en

(176) Exemple en 1242, CHAMPOLLION, *Lettres des Rois*, I, 405.

(177) *Ordon. des rois de Fr.*, V, 393.

(178) E. HAMY, *Cartographie de l'Europe du Nord*, p. 360.

(179) Voir ci-dessous.

(180) E. FAYE, *op. cit.*, 1845, p. 387 ; PERSON, 149-150.

(181) Coutume de 1300, dans le P. Th. de Blois, *Hist. de Rochefort*, I, 66.

(182) *Arch. hist. Saintonge*, XII, 40 ; MUSSET, *Ports francs*, 1903, 250 ;

PERSON, 150.

(183) PERSON, 161, 163 ; G. MUSSET, *La coutume de Royan*, (xv^e siècle), *Rec. Comm. Charente-Inférieure*, 1904.

(184) *Le Débat des hérauts d'armes*, P. MEYER et PANNIER, p. 46.

effet, parmi les havres de premier rang ; il n'y est parvenu qu'au xvi^e siècle et dans la première moitié du xvii^e. Au Moyen-Age, c'est un bourg de pêcheurs et de mariniers, placé à l'abri de la tour de Broue (*castellum de Broa*) (185) dont il est fait mention dès le xi^e siècle, et dont le donjon carré, assis sur une butte entourée d'une enceinte, joua un certain rôle dans les guerres franco-anglaises. Marennes, au contraire, est alors le principal port de la Seudre avec la Tremblade et Mornac. Aujourd'hui, le chenal qui a 4 kil. de long, sur une profondeur de 5 m. 60, admet encore les navires de 80 tonneaux, ce qui était largement suffisant au Moyen-Age. On voit paraître ce port depuis le xi^e siècle sous le nom de *Marempnia* (186) ou de *Locus maritinus*, tiré de sa situation au milieu des marais (187).

Son prieuré dépendait de l'abbaye Notre-Dame de Saintes et une forêt voisine (*silva Marenmie*) y facilitait les constructions navales (188). Au xiii^e siècle, il est fait mention de Marennes (*Maregina*) dans les *rôles Gascons* (189). Au xiv^e et au xv^e, elle possède une petite flotte de commerce fort active pour le transport des vins et des sels (190). Sur les rives de la Seudre, également, apparaît la Tremblade parmi les domaines de la maison de Matha et des abbayes de Notre-Dame de la Garde et de la Couronne (191). Situé sur un chenal sinueux, à 6 kilom. de Marennes, près du pertuis de Maumusson et de l'Océan, le petit port était accessible aux navires de faible tonnage. Il avait des mariniers et des navires actifs au xiv^e et au xv^e siècle (192). Il en était de même de Mornac et de Chaillevette sur la rive gauche de la Seudre. Mornac fut un port, protégé par un château fort disputé dans les guerres anglaises (193) ; il eut comme la Tremblade, son voisin, une flotille marchande aux deux derniers siècles du Moyen-Age (194).

(185) d'Aussy, *Arch. hist. Saintonge*, XIX, 363 et sq. ; *Cart. Trinité de Vendôme*, pp., MÉTAIS, 60 (*Charte* de 1078) ; *Cart. Notre-Dame de Saintes*, p. 3 (canalisation de la Seudre, vers 1040, *Seudra et Broata*) ; *ibid.*, 61, 62 (vers 1078, *castellum Broa*).

(186) Charte de 1047, *Cart. Notre-Dame de Saintes*, 2, 350, 138 ; *Cart. Trinité de Vendôme*, I, 43, vers 1065, 39, 60.

(187) A. LETELIÉ, *Ronce et Marennes*, 1890 ; BOURRICAUD, *Marennes*, in-8°, 1866 ; A. PAWLOWSKI, Le golfe de Marennes à travers les âges (géog. physique), *Bull. Com. hist., Géogr.*, 1904, 439 et sq.

(188) *Cart. Notre-Dame Saintes*, 1119-1134, p. 159 ;

(189) *Rôles Gascons*, III, n° 4620.

(190) *Coutume de Royan*, 1395-1465, pp., MUSSET, *Rec. Com. Charente-Inférieure*, 1904, 395-398 ; 402.

(191) *Cart. inéd. Saintonge (la Garde)* ; pp., GRASILLIER, Niort 1871 ; *Arch. hist. Saintonge*, VII, 80 ; *Chartes Saintongeaises de la Couronne*, pp., P. DE FLEURY, *ibid.*

(192) *Coutume de Royan*, p. 398 et sq.

(193) LA RONCIÈRE, II, 258.

(194) *Coutume de Royan*, p. 404.

D'un autre port de la Seudre, Ribéron, il est fait mention en 187, dans une charte où Richard, comte de Poitou, abandonne ses droits de navigation au prieuré de Sainte-Gemme (195). Il en est de même de Saint-Avignon, dont le port appartenait aux moines de Montierneuf au XIII^e siècle (196) et faisait le trafic du sel. On y construisait même des navires, grâce au voisinage de plusieurs forêts (197). Le cartulaire de la Trinité de Vendôme montre que les navires y abordaient pour prendre les produits des marais salants et le havre y est qualifié « *port de la ville de Saint-Avignon* » (198). Il semble même qu'il y en ait eu deux, si l'on compte celui de l'*Epine*, qui appartenait à Montierneuf (199), prieuré dépendant de Vendôme.

Au-delà de la Seudre jusqu'à l'estuaire de la Gironde, la côte de calcaire dur d'Arvert se prête malaisément à l'établissement de ports (200). C'est la côte *sauvage*, où s'étaient cependant fondé quelques havres, tels que Saint-Augustin, qui est désigné comme port de pêche dans le cartulaire de Vaux, au XI^e siècle (201). A la fin du XIV^e siècle, Arvert possède une flotille dont il est fait mention dans les textes, de même que de celle de Saint-Palais (202). Mais il fallait ensuite descendre à l'entrée de l'estuaire de la Gironde pour rencontrer un port de quelque valeur, à savoir Royan, qui eut au Moyen-Age, à cet égard bien plus d'importance qu'aujourd'hui. Était-il l'héritier du *Nivoregum* romain (203), qu'indiquent la table de Peutinger et l'itinéraire d'Antonin ? L'identification est douteuse. Royan n'apparaît sous son nom actuel, (*Rugianum*, *Roainum*) que dans les chartes postérieures aux invasions normandes. Au XI^e siècle, un château-fort (*castellum*), entouré de forêts, y garde l'estuaire, et le port est mentionné comme centre de pêcheurs au commencement du XII^e (204). Bientôt, c'est un port d'escale très fréquenté où s'arrêtent les navires avant de s'engager dans la Gironde, et où on perçoit sur eux deux taxes douanières, la grande et la petite *coutume* (205).

(195) D'AUSSY, *Arch. hist. Saintonge*, XIX, 343.

(196) Charte de 1237, *Arch. hist. Saintonge*, XXII, 133.

(197) Charte de 1146, *Cart. Notre-Dame Saintes*, p. 15.

(198) Charte de 1254, *Cart. Trinité Vendôme*, p. 132.

(199) Charte de 1295.

(200) A. PAWLOWSKI, *Bull. Géogr. hist.* 1902, 349 et sq.

(201) *Cart. de Vaux*, n° 17.

(202) Coutume de Royan, pp., MUSSET, 1904, 400-402.

(203) C'est ce que suppose Pawlowski. Longnon croit au contraire que *Novioregum* se trouvait au nord de Jonzac.

(204) *Cart. du prieuré Saint-Nicolas de Royan*, pp. DUPRÉ, *Arch. hist. Saintonge*, XIX, 28-37-41.

(205) *Rôles Gascons* I, n°s 8, 36, 160, 1028, 1207, 1216, 2145, 3148, 4377 ; II, n°s 672, 921, 997, 1409, 1884.

Successivement dévolu aux seigneurs de Montendre, aux Matha-Périgord, aux Coëtivy, aux la Trémoille, disputé entre Anglais et Français, ce port est si connu au ^{xiv}^e siècle par la grande navigation, que la mappemonde de Dulcert le nomme seul en Saintonge, avec Oléron, Talmont et Bourg-sur-Gironde en Guienne (206). A la fin du Moyen-Age, un grand nombre de navires s'y arrêtaient provenant des diverses provinces maritimes de la France et de l'étranger (207). On en compte en 1456 jusqu'à 329.

Ainsi, de l'estuaire de la Loire à celui de la Gironde, dès le ^x^e siècle s'était éveillée et avait grandi peu à peu la vie maritime, dispersée entre une multitude de petits ports. Audessus d'eux émergèrent ceux qui trouvèrent dans leur situation géographique, dans la facilité des relations avec l'intérieur et l'extérieur, des motifs de développement. La fortune du Collet, des Sables-d'Olonne, de Marans, surtout de la Rochelle et enfin d'Oléron et de Royan ne s'explique pas autrement.

V

Les difficultés que rencontraient les transports par la voie de terre étaient telles, et les prix exigés pour les amener sur les marchés se trouvaient si élevés, que la voie maritime était préférée pendant le Moyen-Age. Cette préférence fit la prospérité des ports, en dépit de l'état rudimentaire de leur aménagement.

Pour en signaler les abords et pour marquer aux navires la route, on ne possédait encore que des fanaux au sommet des tours. On les nommait des *lamps* et *tonnelles*. Le Bas-Poitou en était muni (208). A l'entrée de l'estuaire de la Gironde, dès le ^{ix}^e siècle, il existait quatre feux sur la tour de Cordouan. Il est aussi possible qu'il y en ait eu neuf depuis la Sèvre Nioraise jusqu'à Talmont, et un certain nombre en Aunis et Saintonge. Placés à 15 ou 19 mètres de hauteur, ces fanaux pouvaient s'apercevoir de 15 à 17 kilom. en mer (209). Mais il n'est pas sûr que ces *lamps* aient été toutes destinées à la navigation maritime. Dans les comptes d'Alfonse de Poitiers, il est cependant question d'une *lampe*, qui semble bien être un pha-

(206) T. HAMY, *op. cit.*, 360.

(207) Coutume de Royan, (^{xiv}^e-^{xv}^e s^{es}), pp., MUSSET, *Rec. Com. Charente-Inférieure*, 1904.

(208) A. BITTON, Les lampes et tonnelles du Bas-Poitou, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 3^e s. VI, 1.

(209) G. MUSSET, *La Rochelle et ses ports*, 151.

re, à Bourgneuf (210), et dont l'entretien incombe au comte. Mais il n'y a pour la Rochelle de document certain qui indique la construction d'un phare, celui de la tour de la Lanterne, que celui qui fixe entre 1445 et 1468 cette utile innovation (211).

Pour les ports eux-mêmes, les installations restent tout à fait sommaires. A Bouin jusqu'au xv^e siècle, et même à la Rochelle, avant le xii^e, des pieux suffisent pour amarrer les bateaux, de longues planches pour les décharger, une ancre ou de grosses pierres pour les maintenir. On transborde les marchandises à dos d'homme ou au moyen d'allèges et de bateaux plats (*gabarres*). Le curage des ports est abandonné aux soins des particuliers ou aux courants de chasse. Dans le vieux port de la Rochelle, ce sont des marchands, au nombre de trois, qui ont obtenu la concession des bords du chenal, appelé *beisse à la reine*, où l'on charge et décharge les navires. Dans le nouveau port, on distingue la *grande rive*, où les bourgeois ont établi leurs magasins (*caya*, chais), sortes d'entrepôts surtout pour *les bois* et pour les marchandises en transit, qui servent au commerce avec les étrangers, et leurs *celliers*, dépôts spécialisés notamment pour les vins. Les quais y sont sous la juridiction de l'échevinage. C'est de ce côté que viennent s'amarrer les vaisseaux du plus fort tonnage. Entre le pont Saint-Sauveur et le mur d'enceinte du faubourg Saint-Nicolas, se trouvent d'autres quais, ceux de la *petite rive*, que le comte s'est réservés et que le pouvoir royal, son héritier, cède à la ville en 1436. Celle-ci y a fait creuser un large canal (*fosse aux mâts*), où on dépose les bois de construction et les mâts des navires. Les petits bâtiments et les barques chargées de bois de chauffage et de denrées viennent également s'y amarrer. Mais un certain nombre de navires se contentent de stationner au milieu du port, amarrés sur des corps morts et des anneaux flottants. Les murs crénelés et parsemés de tours arrivent presque jusqu'au bord. Les quais sont formés de terres soutenues par des pilotis. Les cales, à part quelques-unes dont les rebords sont en pierre, s'appuient uniquement sur des assemblages de gros pieux plantés debout. Chacune forme une sorte de fosse que les riverains eurent pour les besoins de leur commerce et qui sont placés au ras de l'eau, en regard des chais. Ceux-ci ont été établis, même aux dépens du mur d'enceinte, qu'ils découpent d'une bigarrure pittoresque de portes et de fenêtres, grillagées ou murées à l'occasion.

(210) *Arch. hist. Poitou*, 111.

(211) MUSSET, *op. cit.*, 131 ; DELAYANT, I, 129 ; JOURDAN, 119.

Nul n'est admis dans le port, sans avoir acquitté les *coutumes* ou droits divers. C'est pourquoi à la Rochelle, une grosse chaîne, celle qui sert à lier Pantagruel, est tenue entre les deux tours Saint-Nicolas et de la Lanterne. Trois notables (*prud'hommes*), veillant dans les tours à la perception des droits, font lever ou baisser la chaîne, de manière à fermer ou à ouvrir le port. De même, ils s'occupent du désarmement des navires, qui sont tenus de déposer leur artillerie, leurs munitions et leurs armes. L'opération se faisait à la Rochelle à la tour de la Lanterne, à l'aide d'un appareil (*le garrot*). Les navires ont l'habitude, avant de pénétrer dans les ports, de se débarrasser de leur lest (sables ou galets), qui encombrant les abords, notamment à la Rochelle, où l'accès du havre est ainsi rendu plus malaisé, aux environs de la tour Saint-Nicolas. Cet abus rend encore plus difficile l'entretien des ports (212).

Dans chaque hâvre, on construit avec les ressources des forêts voisines, le matériel naval nécessaire, petites barques de pêche ou navires de petit cabotage. Les Sables, par exemple, ont des chantiers, où travaillent des charpentiers de marine, qui utilisent les bois d'Orbestier. On sait, par d'autres textes, qu'il existe des chantiers semblables à Talmont, en Poitou et au Plomb en Aunis (213). Les plus considérables de ces chantiers paraissent avoir été ceux des Sables-d'Olonne, de la Rochelle et de Taillebourg sur la Charente. A Olonne, un compte du xv^e siècle montre la Trémoille faisant aux chantiers la commande d'un navire qui est ensuite lancé (*mis hors forme*) par les compagnons, moyennant 90 l. environ de frais (214). A la Rochelle, la profession de constructeur ou charpentier ouvre l'accès de la bourgeoisie riche. En 1223, un bourgeois qui exerce ce métier, Constantin de Mauzé, devient maire de la ville (215). C'est à la Rochelle que le roi Philippe VI fait construire une partie de ses huit galères en 1336 (216). En 1339, un de ses agents y fait exécuter une autre galère (217). En 1339, c'est un constructeur charpentier, Henri de Nochoue, que dote richement l'aumônerie Saint-Jacques, fondée par lui au quartier de Perrot (218). C'est enfin à Taillebourg que Louis II de

(212) Requête de 1315, Arch. hist. Saintonge, VIII, 309, *Ordon. munic.* et titres de 1207, de 1339 et de 1446 ; DELAYANT, I, 30, 70, 110, 113 ; MUSSET, *La Rochelle et ses ports* 11, 14, 17, 20-24, 25-26, 34, 37, 40 ; *Port-francs*, 1903, 194-196 ; Coutumes citées ci-dessous.

(213) *Chartes d'Orbestier* (xii^e-xiii^e s^{es}), table ; *Cart. Talmond*, 1229, n^o 515 ; Enquête de M^{me} de la Trémoille, 1491 (le Plomb), *les la Trémoille* p. 121.

(214) Compte de 1492, *les la Trémoille*, II, 44.

(215) DELAYANT, I, 28.

(216) *Rev. Soc. sav.* 1867, 435.

(217) LA RONCIÈRE, I, 428.

(218) DELAYANT, I, 79.

la Trémoille fait construire une nef qui lui coûte 18.082 l. (219).

Chaque port a d'ordinaire sa flotte de pêche, de cabotage ou de commerce, suivant son importance, ainsi que ses types de navires variés. On distingue dans les chartes les barques de pêche (*naves piscatoriae*), comme à Talmond ou aux Sables, au XII^e et au XIII^e siècle (220). La Rochelle à l'origine prend pour emblème un de ces humbles bateaux (*traverses*, *filladières*), qu'on retrouve dans ses armes (221). Parmi ses navires, elle compte encore au XIV^e des bâtiments de faible tonnage, nommés balandes (222). La filladière était un bateau à fond plat, et les *traversiers*, barques analogues, sont encore en usage sur la Dordogne et la Garonne (223). Dans les documents du XIV^e et du XV^e siècle, les navires des ports de l'Ouest sont surtout des *gabarres*, bateaux plats de transport qui servent à la navigation maritime et fluviale à la fois et qui transportent du vin, du froment, du merrain, de la chaux. Elles entrent pour une part considérable dans le matériel naval. Ce matériel comprend aussi des *pinasses* ou *pinaces* pour le transport du sel, du vin, du pastel. Quelquefois, apparaissent d'autres bâtiments de petites dimensions, semble-t-il, appelés *escaffes*, qui servent au commerce du vin. Plus rarement encore, est indiquée la *cogghe* ou *quoque*, bateau d'origine flamande. Mais après les gabarres et les pinasses, ce sont les *caravelles* (*carvelles* ou *carevelles*) qui semblent avoir été le plus souvent utilisées. Les *barges* ou *barches* sont d'un emploi plus restreint (224) ; certaines pouvaient contenir un assez grand nombre d'hommes, par exemple les quatre bâtiments rochelais qui, en 1432, au siège de Mornac, portent 300 combattants, et chacun 80 hommes en une autre circonstance. La Rochelle avait encore des *nefs* ou *naves*. Celles d'Oléron au XII^e siècle, n'étaient guère montées que par 2 ou 3 hommes. Au XIV^e siècle, un bourgeois rochelais, Pierre Gentilz, possède une nave qui renferme 80 mariniers ou soldats. Enfin, le même port a quelques *galères* et *galiotes* pour le compte du roi, voire même, quelques *ussiers*, gros bâtiments où l'on transporte soldats et chevaux (225).

Il n'est guère possible de se rendre compte de l'import-

(219) En 1509, *les la Trémoille*, I, 59-61.

(220) *Cart. de Talmond et d'Orbestier* (Chartes citées ci-dessus).

(221) DELAYANT, I, 13.

(222) En 1433, DELAYANT, I, 106.

(223) A. BARBOT, 147.

(224) CHAVANON, Marot du port de Calais (1329). Comptes de la coutume de Royan (XIV-XV^e), G. MUSSET, 1904, 384 et sq. ; Coutume du Collet et compté, 1385 ; *Cart. de Rays*, n^o 196.

(225) DELAYANT, I, 106-121 ; *Rôles d'Oléron*, art. 1^{er} ; LA RONCIÈRE, I, 500, 1358, 360, 1297 (un *ussier* appartient aux Rochelais).

tance de la flotte de chacun des ports de l'Ouest. On n'a, à cet égard, que des données fragmentaires. On relève, par exemple, parmi les navires des Sables-d'Olonne qui fréquentent vers 1310 à Calais les nef^s Sainte-Catherine Saint-Jehan, Saint-Jame (Jacques), deux nef^s Notre-Dame, une *coghe* Notre-Dame, et une nef sans désignation, au total 7 bâtiments (226). En 1392, et en 1466-1470, passent devant Royan, 5 navires appartenant au port poitevin, à savoir le *vais-sel* Notre-Dame, chargé de sel ; la *Catherine*, qui porte du fer, du drap, de la toile, un cent de merlus ; une autre *Catherine*, avec une cargaison de 15 tonneaux de froment, et une autre fois avec une charge de vin (16 tonneaux) ; enfin la *Marie d'Olonne* qui en apporte 55 tonneaux. En 1478, un autre navire Olonnais, la *Marie*, passe chargée de sel ; un peu plus tard une autre *Marie* est mentionnée avec une charge de 500 livres de merlus, et de 3 pipes de froment, tandis que la *Rousse*, autre navire Olonnais, porte aussi 500 merlus et 4 tonneaux de blé, la *Catherine*, 300 merlus, outre 3 tonneaux de froment, et le *Nicolas*, 200 des premiers, 1 du second. Une autre fois enfin, on signale le *Dieu Leraut* d'Olonne, avec un cent 3/4 de sel. Le reste des ports du Bas-Poitou ne paraît pas avoir eu en propre un nombre considérable de bateaux, *en dehors* de ceux de pêche.

Peu semblent avoir même participé au cabotage, en dehors de ceux de la baie de Bourgneuf, des îles, de la Vie et du pays de Jart. On voit au xv^e siècle quelques vaisseaux du pays de Rays prendre part à ce trafic plus étendu que celui de la zone côtière immédiate. C'est ainsi que trois navires de Bourgneuf, dont une caravelle, transportent, l'un 16, l'autre 28, le troisième 18 tonneaux de vin, venant sans doute du Bordelais ; il en est de même de la *Notre-Dame* de Donges. Quant au *Saint-Michel* de Rays, il porte du bois. Un bateau de la Roche, port de Bouin, fait aussi dans l'estuaire de la Gironde le trafic du vin. On voit figurer sur les registres de la coutume de Royan, qui signale les navires caboteurs de la Gironde, le *Nicolas* et le *Saint-Philibert* de Noirmoutier, avec des chargements de sel et de vin ; le *Christophe* et le *Dieu le Mayeur* de l'île d'Yeu, chargés de sel et de merlus (227). La flotille de Saint-Gilles-sur-Vie figure en 1387, à la Rochelle, parmi les forces navales de Charles VI (228), à côté de celles d'Olonne et d'Oléron. De Saint-Gilles, quelques pinasses font le trafic du sel jusqu'à Bordeaux (229). De Jart partent aussi

(226) *Coutume de Royan*, citée ci-dessus.

(227) *Coutume de Royan*, 1387-1478 ; MUSSET, 1904, p. 406, et sq.

(228) CHAVANON, *op. cit.*

(229) *Coutume de Royan*, 1469.

des gabarres et même quelques vaisseaux (230). En Aunis, c'est la Rochelle seulement qui possède une vraie flotte commerciale, la première d'ailleurs de l'Ouest. Elle figure avec l'effectif de treize vaisseaux dans le commerce du Pas-de-Calais au début du ^{xiv}^e siècle (231). Ses vaisseaux passent assez souvent devant Royan, entrant dans la Gironde ou revenant de Bordeaux, par exemple le *Janin*, le *Saint-Jean*, le *Jacquet*, le *Nicolas*, le *Floyn*, la *Marguerite*, le *Janicot*, le *Janot*, en 1467-68 (232). Saint-Martin de Ré n'a que peu de navires grands caboteurs (233).

En Saintonge, ce sont Oléron, Marennes, Mornac, la Tremblade, Arvert qui semblent avoir détenu l'effectif naval le plus important. Un petit nombre viennent des havres secondaires d'Oléron, le Gua, le Chapus, Saint-Trojan, Saint-André (234). Un nombre assez élevé est fourni par le Château d'Oléron, qui se classe, avec la Rochelle et les ports de la Seudre, aux premiers rangs. Vingt-trois navires du Château, par exemple le *Noël*, la pinasse la *Catherine*, le *Jaquet*, le *Nicolas*, le *Saint-Berthomé*, la *Notre-Dame*, le *Lambert*, passent devant Royan, de 1467 à 1469. Quelques bateaux de cabotage appartiennent aux ports de Ribérou et d'Hiers-Brouage. Mais c'est principalement Marennes qui témoigne, à la fin du Moyen-Age, d'une activité notable. Sa flotte marchande, qui trafique vers l'estuaire de la Gironde, entre 1467 et 1469, ne comporte pas moins de *dix-sept* pinasses, gabarres ou nef, et presque autant en 1478. De Mornac, il en vient quatre, pendant la première période, deux dans la seconde. De la Tremblade, proviennent 24 navires, pinasses, gabarres qui passent à Royan, en l'espace de quatre ans, et d'Arvert il en vient 29. Royan n'en possède guère que deux et Saint-Palais qu'un (235).

Des traits épars dans les documents et malaisément groupés, on peut tirer quelques renseignements sur l'organisation de l'armement maritime. Du ^x^e au ^{xii}^e siècle, les capitaux se trouvent surtout aux mains des collectivités religieuses. Aussi voit-on, dans l'Ouest des abbayes équiper et entretenir de petites flottilles de bateaux pêcheurs ou marchands. Ainsi l'abbaye de Saint-Martin de Marmoutier possède une nef qui fait le trajet de l'île de Bouin à Donges sur l'estuaire de la

(230) Coutume de Royan (^{xv}^e s^o).

(231) La *Sainte-Marie*, Le *Saint-Esprit*, le *Saint-Laurent*, le *Saint-Pierre*, la *Sainte-Anne*, le *Saint-Sauveur*, la *Notre-Dame*, etc., CHAVANON, *op. cit.*, 132-152.

(232) Coutume de Royan, 1392-1470.

(233) Exemple le *Nicolas* en 1467.

(234) Exemples le *Nicolas* du Gua ; la pinasse *Marie*, du Chapus, le *Nicolas* de Saint-Trojan, le *Jaquet* de Saint-André, *Coutume de Royan*, 1407,

(235) Coutume de Royan, 1467-70.

Loire (236). L'abbaye de Charroux a une flotille sur la Loire et l'Océan (237). Au XI^e siècle, l'abbaye de Maillezais entretenait des bateaux et reçoit le droit d'en envoyer un chaque année à Bordeaux, sans payer de droits (238). L'abbaye Sainte-Croix de Talmont fait, au moyen de sa propre flotte, le commerce avec la Bretagne (239) ; l'un de ces bateaux a été exempté de toute coutume par le « prince » de cette seigneurie, dès 1049 (240). En 1182, les moines de ce célèbre monastère obtiennent encore le droit de transiter en franchise dans le port de la Claye (241). Les moines d'Orbestier ont reçu la même franchise, en faveur de deux navires marchands, qu'ils entretiennent au port d'Olonne, pour la navigation et le commerce de l'Aquitaine et des domaines des Plantagenets. Le seigneur d'Apremont leur concède, pour son port de la Claye, un privilège identique (242). Ils ont aussi à Olonne deux bateaux de pêche, pourvus d'avantages semblables (243). Ces franchises leur sont encore reconnues en 1272 (244). Enfin, on sait que les Templiers de La Rochelle ont, de leur côté, leur flotte dans cette ville, protégée par des immunités. On leur confie volontiers les marchandises, pour les mettre à l'abri des corsaires, comme en 1230, quand ils expédient leurs nefes, la *Buzarde* et la *Templière* en Angleterre (245).

A leur exemple, peu à peu, s'organise la bourgeoisie émancipée des armateurs. D'ailleurs, ceux-ci forment parfois, au XII^e et au XIII^e siècle, des sociétés en participation avec les moines des abbayes ; ils deviennent les parsonniers (*parcionarii*) ou associés de ces derniers. Tel est le cas à Olonne pour certains bourgeois, en rapports avec Orbestier (246). Dans ces villes de la côte, la bourgeoisie est dotée de privilèges qui l'attirent vers le commerce de mer. Elle possède à la Rochelle et à Oléron le monopole de la vente des vins du crû sur le marché urbain (247). Parfois, comme dans le pays de Maréennes, d'Oléron, d'Arvert, à Yeu, à Noirmoutier, à Bouin, elle a été exemp-

(236) Charte du début du XII^e siècle, dans Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, I, 734.

(237) *Réc. Hist. de France*, VI, 567, (per *Ligerim fluvium et mare*, IX^e siècle).

(238) Charte de Gui-Geoffroi, 1077, *Arch. hist. Gironde* III, 44.

(239) Charte de 1070, *Cart. Talmont*, n° 34.

(240) *Ibid.*, n° 1.

(241) Charte de 1182, *ibid.*, n° 4.

(242) Charte de 1182, *Cart. d'Orbestier*, n° 4.

(243) *Ibid.*

(244) *Ibid.*, n° 71.

(245) E. BERGER, *Bibl. Ec. Ch.*, 1893, p. 23.

(246) Chartes de 1182 et de 1272, citées ci-dessus.

(247) DELAYANT, 150.

tée de tailles et d'impôts (248). Elle a reçu, dans les villes dotées de chartes de commune le droit de vendre et d'acheter sur de vastes marchés, tels que ceux de France et d'Angleterre, celui de faire le commerce d'argent, sans pouvoir être inculpée d'usure, outre des garanties pour la liberté personnelle et pour le respect de la propriété (248 *bis*). Ainsi, s'est créée et a grandi par le trafic maritime la classe nouvelle des armateurs.

Ils sont désignés dans les textes du Moyen-Age, sous le nom de *marchands*. Dans les registres des receveurs de *coutumes*, leur nom et leur qualité sont soigneusement spécifiés. Le plus souvent, dans les ports importants, La Rochelle, Olonne, Bourgneuf, même à Oléron ou à Marennes et à la Tremblade, le *marchand* se borne à faire les frais du navire, seul ou associé avec d'autres, à l'équiper de marchandises, ou de celles des *parsonniers*, voire même de celles de l'équipage et à assurer son chargement. Ainsi, en 1478, la caravelle la *Marie* de Bourgneuf est la propriété d'un *marchand*, Lane, qui a choisi le *maître* ou capitaine, nommé Pinselon. Le *Christophe* de l'île d'Yeu se trouve dans le même cas (249), ainsi que la *Catherine* d'Olonne et la *Marie* du même port. En 1316, la Sainte-Marie de La Rochelle, qui se rend à Calais, est armée par trois marchands et le *Saint-Laurent* par quatre (250). En 1468, le *Floyn* de la même ville est la propriété de deux armateurs, Taillar et de Lergue, de même que le *Nicolas*, dont les deux marchands se nomment Ramonet du Vernet et P. Paludier. Le *Janicot* appartient à un seul, Jehan de Lousmeau (251). Parfois, et c'est le cas, semble-t-il, le plus fréquent, dans les petits ports, c'est l'armateur ou *marchand*, qui est en même temps capitaine ou *maître* du bateau, c'est-à-dire qui le conduit en personne. A Olonne et à La Rochelle, il n'est pas rare de trouver des exemples de ce fait, de cette association, dans la même personne, des fonctions du capital et du travail. Ajoutons, que pour assister les marchands, se créent, dans les grands ports, des charges de *courtiers*. A La Rochelle, au *xiv^e* siècle, le roi a autorisé le maire à vendre ces charges (252).

Un document de premier ordre, les *rôles* d'Oléron, rédigés d'après la jurisprudence maritime en usage dans cette île, à la fin du *xii^e* siècle (253), indique quelles étaient les coutumes

(248) Voir ci-dessous. De plus, lettres de Louis XI, *Ordon.*, XVIII.

(248 *bis*) A. GIRY, *Etabl. de Rouen*, I.

(249) *Coutume de Royan*, 1478.

(250) Registre des recettes de Calais 1316, CHAVANON, 134 et sq.

(251) *Coutume de Royan*, 1392-1482, cités ci-dessus.

(252) *Ordonn.* de 1337 et de 1345 ; DELAYANT, I, 63.

(253) *Rôles d'Oléron*, dans *Coll. Loix Marit.*, (1828, I, 323, et sq., autres textes pp., FRANÇOIS SAINT-MAUR, *Rev. Légil. fr. et étr.*, 1873, 163 ; et POLS, *Nouv. Rev. hist. Droit*, 1885, p. 454 et sq.

dans les ports français de l'Ouest, au sujet de l'armement et des rapports entre marchands, capitaines et *patrons* de navires. Ils montrent quelles furent les relations entre *marchands* et *maîtres* d'une part et *mariniers* ou matelots de l'autre.

Le marchand peut employer le navire à assurer ses propres transports ou à exécuter ses entreprises de pêche et de commerce. Mais il peut aussi fréter son vaisseau en totalité ou en partie. Ainsi, un baleinier est frété en 1424 par le roi à raison de 433 écus pour le transport d'armes à La Rochelle (254). L'escadre rochelaise qui va embarquer les hommes d'armes écossais de Douglas à Greenock, reçoit pour fret, en octobre 1423, un écu et demi par tonneau (255). En 1462, la reine mère frète un petit navire rochelais au prix de 550 l., pour se rendre en pèlerinage à Compostelle (256). L'affrèteur ou le chargeur a le droit, d'après les *rôles d'Oléron*, d'accompagner le maître ou capitaine du navire ; l'usage s'établit ensuite, d'après une addition qu'on trouve dans ces rôles, de lui fournir une nourriture suffisante à la charge du patron ou capitaine (257). A l'arrivée, le maître devait mettre les marchandises à la disposition des chargeurs, moyennant paiement du fret. S'il ne peut achever le voyage, il peut se substituer un autre navire pour finir le trajet (258). D'ailleurs, en cas de péril urgent en mer, le capitaine et l'équipage pouvaient, avec ou sans le consentement des chargeurs, jeter à la mer tout ou partie du chargement (259). Bien mieux, on indemnise l'équipage qui a contribué au sauvetage du navire, en aidant au jet. Ce même principe est admis, quand le sacrifice du mât et des cordages est nécessaire, les chargeurs dussent-ils s'y opposer (260). Les frais de ces pertes et indemnités incombent aux chargeurs. Ceux-ci sont autorisés à surveiller le déchargement et à examiner les câbles utilisés pour cette manœuvre (le *guindage*), mais leur droit à indemnité est écarté, si, après examen, ils en ont accepté d'insuffisants (261). Ils doivent aussi supporter les frais de touage et de pilotage local (*petits locmans*), par exemple, entre Batz et Saint-Pol-de-Léon, Guernesey et la côte normande, Calais et la côte flamande, la côte d'Ecosse et Yarmouth (262). Ils sont tenus d'opérer leur chargement

(254) *Cart. d'Orbestier*, n° 302.

(255) LA RONCIÈRE, II, 244.

(256) DELAYANT, I, 128.

(257) *Rôles d'Oléron*, articles 3 et 33.

(258) *Ibid.*, article 4.

(259) *Ibid.*, article 8.

(260) *Ibid.*, article 9.

(261) *Ibid.*, article 10.

(262) *Ibid.*, article 13.

dans les délais fixés, à peine d'indemnité à l'égard du patron pour 2/3 et des mariniers pour un quart (263). Ils doivent recevoir les marchandises dans leur intégrité, sauf dans le cas où le capitaine, obligé à une longue relâche dans un port, a dû en vendre une part pour se procurer des ressources (264).

Quand les marchands ou les propriétaires du navire armaient leur bâtiment, ils avaient à acquitter les frais du matériel naval et, en certains cas, ceux de l'*avitaillement*. On possède à cet égard un compte fort curieux du receveur de Louis de La Trémoille, ce dernier propriétaire du bateau la *Gabrielle*. Il a payé pour le bois à mettre à la nef 11 l. 11 s. ; aux couturiers qui ont taillé, fait et cousu les voiles (*trésez*) 16 l. ; pour réparer « et habiller » les « *pipes* », où on loge les fèves et la viande de bœuf et la réserve en pain (*le ben cuyt*) nécessaires à l'équipage, ainsi que pour le montage de la réserve (*le grenier*), où on loge ces victuailles, et pour celui de l'artillerie environ 14 l. Une somme de 64 l. a été employée à défrayer les scieurs de bois, les charroyeurs, les calfateurs, les couturiers et les boulangers qui ont « besogné pour ladite nef ». Une autre, de 23 l. environ, a été exigée pour faire cuire pain et victuailles. On a là un exemple des dépenses qu'exigent, en dehors de la construction ou du gréement, les seuls frais d'une simple mise en état de navire déjà construit et gréé, ainsi que de la préparation de son ravitaillement (265).

Le capitaine ou *patron* du bateau et généralement appelé le « *maître emprès Dieu* » (266), formule qui indique son autorité sur l'équipage. Un contrat le lie à l'armateur ou aux chargeurs. Il n'a pas la propriété du navire ; c'est pourquoi, il lui est interdit de le vendre sans ordre ou sans procuration des propriétaires. Tout au plus, s'il a besoin d'un prêt simple ou à la grosse, lui est-il permis de mettre les appareils en gage, après avoir pris l'avis de l'équipage (267). De même, les règlements ou traditions consignés dans les rôles d'Oléron fixent ses obligations et ses droits à l'égard des chargeurs, en cas de jet, de perte ou d'avarie des marchandises. Si, par exemple, dans une tempête, les futailles de vin se brisent, sans qu'il y ait faute de sa part, il est cru sous serment et n'encourt pas de responsabilité. Mais il est respon-

(263) *Ibid.*, article 22.

(264) *Ibid.*, article 23.

(265) Compte du receveur Clerjaud à Olonne, 1492, *Les La Trémoille*, II, 45.

(266) Comptes de la recette de la coutume de Royan, 1392-1478 ; la formule revient à chaque article.

(267) Rôles d'Oléron, article 1.

sable, en cas de mauvais arrimage et de négligence dans le déchargement (268). Les conventions fixent les clauses de son engagement. Ainsi en 1423, (octobre) un baleinier de 80 tonneaux est loué pour un voyage de la Rochelle en Ecosse. On assure au patron un écu et demi par mois de fret, avec indemnité supplémentaire, s'il reste plus de douze mois en mer pour le paiement des victuailles, « à savoir chair, poisson, cervoise » (269). En 1386, un navire est loué à raison de 160 l. de fret pour un mois « à raison du corps de la nef », plus 2 s. parisis par tonneau. Le maître a sa part dans le produit des prises, en cas de course (270). C'est lui qui recrute l'équipage et qui exerce l'autorité sur le personnel des marins. Il « loue » ces derniers qui lui doivent leur travail, qui sont tenus à l'obéissance et au respect (271). Il peut frapper une fois le matelot, sans que ce dernier puisse riposter ; si le marinier frappe le premier son capitaine, il est condamné à perdre le poing ou à payer 100 s. d'amende ; s'il lui donne un démenti, l'amende est de 8 d. (272). En cas de dispute, le maître est autorisé à congédier le marinier, mais après un triple avertissement, qui résulte de l'exclusion répétée à trois reprises du délinquant de la table du patron (273).

Parfois, dans les navires de tonnage élevé, le maître est assisté d'un second, appelé *contremaître* (274). Ce n'est que dans les gros bâtiments, tels que la *Gabrielle* d'Olonne, qu'on rencontre une sorte d'état-major, avec un *clerc*, pour les écritures, un *boteiller* ou *dépensiers*, voire un *chapelain* et 5 *quarteniers* ou quartiers-maîtres (275). Le reste de l'équipage est formé de *mariniers* appelés aussi *varlès*, *serviteurs*, en nombre variable, engagés par le maître. En 1382, un *bargot* ou *nef* de 36 tonneaux, appartenant à Gui de la Trémoille, compte en regard d'un maître et d'un contre-maître, 25 marins (276). Un autre bateau qui se perd en 1408 dans la baie de Bourgneuf n'a que 8 matelots (277). La nef louée au roi à la Rochelle en 1323, est montée par douze (278). Le grand vais-

(268) *Ibid.*, articles 11 et 26.

(269) Acte d'affrètement, 1433, cité ci-dessus. *Cart. d'Orbestier* (acte de 1336) ; *Les la Trémoille*, I, 109.

(270) Dépositions de l'équipage la *Gabrielle*, 1491, *Les la Trémoille*, II, 120.

(271) *Rôles d'Oléron*, articles 12, 14, 21.

(272) *Ibid.*, article 11.

(273) *Ibid.*, article 14.

(274) Information de 1492 au sujet de la *Gabrielle* à Olonne (Roulleau, *contremaître*). — *Coutume de Royan* (reg. de recette xiv^e s.), p. 389. Acte de 1386, cité ci-dessus.

(275) *Ibid.* L'information de 1491.

(276) Contrat de fret de 1382, *Les La Trémoille*, I, 102.

(277) *Cart. de Rays*, n^o 314.

(278) Contrat cité ci-dessus.

seau la *Gabrielle* d'Olonné en a jusqu'à 135 (279). On les recrute de tous côtés parmi les gens de mer du littoral français. Ainsi, la *Gabrielle*, compte dans son équipage des marinières de Dieppe, de la Chaume, d'Olonne, de Talmond, de Saint-Coutant, de la Rochelle, de Marennes, outre 5 quarteniers (4 de la Rochelle, et 1 du Croisic) (280). D'après un document précieux de 1382, les marinières reçoivent le *cinquième* des gages du capitaine et du contremaître ; ils sont payés chacun à raison de 100 s. par mois. Un équipage de 25 marinières, commandés par un maître et son second, encaisse ainsi globalement pour un mois 150 l. de gages (281). Parfois, l'équipage ne reçoit pas de gages en argent et fixes, comme dans le cas précédent. Il est payé dans la guerre de courses, moyennant une part dans les prises (282). Il existe trois systèmes de location des matelots, énoncés dans les rôles d'Oléron. Le premier, le plus ancien, consiste à leur allouer des gages ou une *loyer* déterminé pour le voyage d'aller et retour. D'après l'autre, ils s'indemnisent en chargeant sur le bateau un certain nombre de marchandises, qu'ils vendent à leur compte, ce que l'on nomme le *portage*, avec faculté de céder ce droit de chargement à un tiers. Enfin, ils peuvent être rétribués, moyennant une participation dans le fret (283).

L'équipage est astreint à des devoirs et possède des droits définis par la coutume. Il est tenu d'obéir au maître et de le respecter. Il est obligé de coopérer au sauvetage du chargement, sauf en ce cas droit à une prime. Il doit participer avec soin à l'arrimage et au déchargement. Arrivent-ils dans un port, les marinières ne peuvent descendre à terre sans permission du patron, sauf si le navire est amarré avec quatre amarres et si la garde en est suffisamment assurée. Ils doivent revenir le soir à bord sans retard, à peine d'amende. S'ils descendent à terre sans permission, et s'ils y sont blessés en quelque rixe, ou s'ils tombent malades par suite d'ivrognerie, ils ne sont soignés qu'à leurs propres frais, et peuvent même être congédiés, avec retenue sur leurs gages, en vue de payer leur remplaçant. En certains ports comme à Bordeaux, ils ne peuvent descendre que deux à la fois, afin que le service à bord soit assuré ; dans le cas contraire, ils sont tenus des dommages survenus en leur absence. A bord, le querelleur qui donne un démenti à son camarade, est exclu de la table commune,

(279) Acte de 1492, *Ann. S. Em. Vendée*, X, 155.

(280) Information de 1492, *Les La Trémoille*, I, 120.

(281) Acte de 1382, cité ci-dessus.

(282) Information de 1492.

(283) *Rôles d'Oléron*, art. 18 et 20, à comparer pour le portage avec les règlements de Gravelines.

à moins de payer 4 d. d'amende. L'amende est du double, s'il injurie le maître. Les coups infligés à ce dernier entraînent pour le coupable l'ablation du poing, à moins de rachat (284). Les mariniers doivent ramener le navire au lieu de départ, avant de recevoir le paiement de leur loyer, « à moins qu'ils ne donnent caution » et qu'ils n'aient un « lit ou un coffre » à bord, pouvant servir de garantie (285).

Mais l'équipage a aussi des droits. Le capitaine est tenu de le consulter, s'il veut emprunter en mettant les appareils en gage. Il ne peut mettre à la voile, sans prendre l'avis de ses mariniers, qui décident de l'appareillage à la majorité des voix ; sinon le maître est responsable de la perte du navire (286). Si le marinier est blessé à terre en service commandé, il doit être traité, jusqu'à guérison, aux dépens du patron. De même, s'il tombe malade en faisant le service à bord, le maître doit le faire déposer à terre dans une maison, lui procurer de la graisse ou de la chandelle pour l'éclairer, lui donner un des serviteurs de la nef ou louer une femme pour le soigner, et lui fournir la nourriture, comme sur le bateau. Le navire part-il avant la guérison du matelot, celui-ci ou ses représentants conservent le droit au paiement des gages stipulés, lors de l'engagement. Les matelots reçoivent des primes pour travail extraordinaire ou imprévu. Ils ne peuvent être congédiés, sans triple avertissement, et même en ce cas, s'ils offrent satisfaction suffisante, au dire du reste de l'équipage, ils conservent leur privilège sur les gages, qu'ils auraient dû recevoir, tout comme s'ils étaient restés entièrement au service effectif du patron. En cas d'abrégement du voyage, ils n'en conservent pas moins droit à l'intégralité des gages stipulés ; si le voyage est allongé, ils sont fondés à réclamer un supplément de prix (287). Non seulement, le maître est tenu de leur allouer une place sur le navire, en cas de *portage*, mais encore le matelot peut y avoir son lit et son coffre (288). Il est nourri avec du pain « bien cuit », de la viande salée, du poisson (289). La boisson consiste en cervoise (290) ou en vin. Les matelots bretons, qui tenaient à recevoir du vin à l'aller comme au retour, devaient se contenter d'un repas par jour. Les matelots normands, qui ne recevaient que de l'eau à l'aller, avaient au contraire droit à deux repas, mais en arrivant dans les ports

(284) *Rôles d'Oléron*, nos 3, 5, 6, 8, 12, 21.

(285) *Ibid.*, art. 19.

(286) *Ibid.*, art. 1, 2, 7, 8, 14.

(287) *Ibid.*, art. 20.

(288) *Ibid.*, art. 19, 20.

(289) Documents cités ci-dessus (années 1392, 1423, 1492).

(290) Charte de 1392.

des régions viticoles, ils devaient recevoir du patron une ration de vin (291).

Pour assurer la sécurité des voyages, le maître doit recourir aux services d'un pilote, qu'on engage avec la mission spéciale de conduire le navire et de l'amener à bon port. Ce pilote ou *locman* est responsable de la perte du navire, à l'égard du chargeur. S'il a prêté serment sur sa tête, en cas de naufrage du vaisseau ou de grave danger, il risque d'être mis à mort par décapitation, et s'il ne peut dédommager pécuniairement les intéressés. Les marchands, le capitaine ou les matelots qui ont procédé à l'exécution ne peuvent en ce cas être poursuivis (292). Contre la piraterie, les navires marchands n'ont d'autre ressource que d'embarquer, s'ils le peuvent, quelques pièces d'artillerie, à partir du xiv^e siècle. A la Rochelle, comme à Bordeaux, ils la déposent provisoirement, ainsi que les autres armes et munitions, avant d'entrer au port (293). Philippe VI avait vainement essayé d'ordonner aux bâtiments marchands de se mettre sous la protection de *navires d'escorte*, qu'il se proposait de créer moyennant une taxe sur les marchandises exportées (294). Cet expédient financier, renouvelé souvent au cours de l'ancien régime, n'eut aucun effet pratique.

Sur ce point, comme sur bien d'autres, le développement de la vie maritime se heurte, soit à l'indifférence et à la négligence des pouvoirs publics, soit surtout à leurs préoccupations trop exclusivement fiscales. L'autorité seigneuriale se montre en effet, peu soucieuse du bon aménagement ou de l'amélioration des ports et de leur outillage. Mais elle manifeste en revanche une singulière âpreté dans l'établissement et la perception des droits divers qu'elle prélève sous le nom de *coutumes*. Elle revendique, en dépit de la prétention du suzerain sur la possession du domaine maritime, le droit d'exercer des prérogatives étendues sur la côte et les havres. De là provient la multiplicité des tarifs coutumiers qui ont été édictés par les divers seigneurs de Bas-Poitou, d'Aunis et de Saintonge, tels que les sires de Rays, d'Apremont, de Talmond, de la Trémoille, de Thouars, de Marans, de Châtelailion. Dans la baie de Bourgneuf, les seigneurs de Rays obligent tous les navires, qui veulent ancrer ou séjourner en quelqu'un de leurs ports, à se munir de lettres de sauvegarde (*briefs*). Le duc de

(291) Rôles d'Oléron, art. 17.

(292) *Ibid.*, art. 25. La loi du 22 août 1790, stipulait trois ans de galères ou la mort, dans le même cas.

(293) Voir ci-dessus.

(294) Lettres du roi aux Rochelais (20 nov. 1337), LA RONCIÈRE, I, 398.

Bretagne, leur dispute cette prérogative. Tous deux ont à la Rochelle des commis et des bureaux pour la délivrance de ces *brefs de sauveté*. Ils en ont d'autres sur place à Prigny et à Pornic. Le grand *brief* coûte 10 s., le petit 5 s. Dans l'étendue de cette seigneurie, le seigneur exerce dans sa rigueur, à l'égard de ceux qui ne se sont pas munis de ces brefs, le droit de *bris* ou d'*épaves*, qui lui permet de s'emparer des navires naufragés et de leur cargaison (295). Cette coutume barbare persistait encore au XII^e et même au XIV^e siècle, dans la baie de Bourgneuf. En 1308, un vaisseau breton jeté à la côte est dépecé par les riverains : les mâts, les cordages, les provisions, les coffres sont enlevés (296). Non seulement le duc de Bretagne et le sire de Raiz revendiquent cet odieux droit, mais encore le seigneur de Cheméré au XII^e siècle l'exerce à Pornic (297). A la même époque, Richard Cœur de Lion le possédait en Bas-Poitou ; il en fait l'abandon en faveur des moines d'Orbestier (298), sur la côte d'Olonne. Des adoucissements avaient été apportés à cette coutume. Henri II et Aliénor en atténuaient les dispositions dès 1174 (299). En 1330, les Valois renouvellent les ordonnances en vertu desquelles, nul ne doit disputer aux naufragés sur les côtes d'Aunis ce qu'on pourra sauver de leurs biens (300). Les articles additionnels aux rôles d'Oléron témoignent à cet égard du progrès de la législation, qui, s'inspirant des canons des conciles et des prescriptions royales, astreint les seigneurs et les riverains, sous peine d'excommunication et de poursuites, à secourir les naufragés et à restituer leurs biens dans l'an et jour, si ceux-ci sont réclamés. Elle punit, comme voleurs et assassins ceux qui détrousseient ou « *murtrissent* » les marins. A Ré, le seigneur au XV^e siècle conserve toutefois encore le droit de prendre la moitié des biens des naufragés, s'ils ne sont pas réclamés dans les 40 jours (301).

Quant à l'ensemble des droits prélevés par l'autorité seigneuriale, en vertu des tarifs des coutumes que les aveux et les registres des recettes nous ont conservés, il est varié et compliqué. Ce sont des *droits de bref*, d'*ancrage*, de *portage*, de *quillage* qu'on réclame aux bâtiments pour naviguer dans la zone côtière ou pour y aborder. En 1327, un navire d'Abbe-

(295) *Cart. de Rays, Introd.*, p. XXIII-XXIV, et n° 314.

(296) *Cart. de Rays*, n°s 215, 216, 217, 161 ; même de 1408, n° 314.

(297) Accord janvier 1194, *Arch. Loire-Inférieure*, H. 44.

(298) Carte de 1182, *Cart. d'Orbestier*, n° 4.

(299) DELAYANT, I, 18.

(300) *Ibid.*, I, 63.

(301) Aveu de 1484, les *la Trémoille*, I, 206.

ville ayant pénétré sans bref dans la baie de Bourgneuf, est confisqué avec sa cargaison. On arrête l'équipage et le maître, qui reconnaissent la validité de ce procès (302). Dans cette même zone, le droit d'*ancrage* est de 12 d. A Beauvoir, le droit de bref est de 17 d. et uniforme, tandis que dans la seigneurie de Rays (303), il est variable ; ici, les marchands doivent le présenter au receveur dans l'intervalle de trois marées, à peine de confiscation. De plus, le receveur seigneurial perçoit à Beauvoir, un droit de *planchéage* (304), pour établir une sorte d'appontement entre le vaisseau et la rive, ainsi que pour faciliter le chargement. Chacun des quatre ports de la seigneurie prélève ce droit, qui varie de 6 d. à 5 s., suivant le tonnage du navire. A Marans, chaque bateau paie 12 d. pour le droit de *ballisage* de la Sèvre, en vue d'indemniser les portefaix qui fournissent les perches de bois avec lesquelles on indique le chenal navigable (305). A la Rochelle, les navires sont astreints à acquitter des droits de *lestage* et de *délestage*, que la ville se fait céder par le roi en 1465 (306). Jusqu'en 1461, la première fois qu'un bâtiment entrait dans le même port, il payait un droit de *baptisage* (307). A Esnandes, il lui fallait acquitter un droit de *rivage* (308), à Rivedoux des droits de *marécage*, *quillage*, *passage*, *carène* (309), à Rochefort des taxes de levage (*levatigium*) et de rivage (310). A Saint-Aignan dans la Seudre, chaque navire qui aborde au port paie une *maltôte* de 2 s. et demi au XIII^e siècle.

Aux diverses redevances s'ajoutent les *péages* et *leudes*, qui forment la partie essentielle des coutumes, et qui sont constituées par les taxes douanières variées dont sont grevés l'achat et la vente des marchandises (311). A Beauvoir, par exemple, le marchand acquitte 13 à 14 d. pour 13 tonneaux de vin et au-dessus ; à Luçon et dans les ports des achenaus voisins 5 d. par tonneau ; à Marans, 10 sous. En ce dernier port, il faut payer 8 d. par fardeau de drap teint en écarlate ; 5 sols par bateau chargé de meules à moulin ; 5 s. par bateau chargé de foin ; 1 botte ou paquet de cercles par bateau porteur de ce produit ; 1 cosse de bûches, un fagot, deux douves de mer-

(302) Déclaration de 1327, *Cart. de Rays*, n° 133.

(303) Aveux de la seigneurie de Rays, *Arch. Loire-Inférieure*, série B. — Recettes du Collet et de Bouin (xiv^e siècle), dans LUNEAU et GALLET, 265.

(304) Dénombrement de la seigneurie de Beauvoir, 1453, pp., MARCHEGAY, *Ann. S. Em. Vendée*, 1878, 154-155.

(305) MUSSET, *Ports francs*, p. 137.

(306) Lettres-patentes d'octobre 1465, JOURDAN, 462.

(307) *Ordon.* XI, 212 (acte de 1461, abolissant ce droit).

(308) MUSSET, *Ports francs*, 241.

(309) Coutume de Ré, 1607, ATGIER, 1914, 154.

(310) Charte de 1171, *Coll. Fonteneau Mss.* XIII, 245.

(311) MUSSET, *op. cit.*, 161.

rain, par navire porteur d'articles de cette nature. Le bâtiment chargé de grains laisse au seigneur le 16° d'un boisseau ou l'équivalent en argent. La charge de cheval de vin, de sel, de poisson, de draps, acquitte en ce havre 4 d. A Châtelailлон, le tonneau de vin paie 6 d., la gabarre de chaux 4 d., qui s'adjoignent aux 6 d. du droit de port. Partout, le sel acquitte des droits, aussi bien que le vin. Les autres produits ne sont pas exempts, ainsi que le montrent les registres de la coutume de Royan (312). Il suffit qu'un navire touche le rivage à la distance d'un aviron ou d'une perche, pour que la coutume soit due, alors même qu'il ne procéderait à aucune opération commerciale (313). Il ne semble pas que les passagers ou les mariniers aient à subir de taxes personnelles spéciales, ou du moins les coutumes n'en font mention qu'à l'égard des Juifs, qui paient 4 d. à Royan, et des Juives enceintes qui acquittent double taxe (314). La recette de ces coutumes était très variable ; à Royan, en une année, il est de 39 à 40 l. ; à Fouras, elle atteint 200 l. en 1507 (315) ; elle s'élève à 16 l. 5 s. pour un trimestre à Luçon en 1253 (316) ; à 250 l. à Marans en 1484 (317) ; à Beauvoir à 78 l., en 1453 (318). L'échevinage de la Rochelle a obtenu, une part de ces droits seigneuriaux sur le port de cette ville, outre le privilège du pesage au *poids le roi* qui lui vaut au xiv^e siècle, 500 l. de revenu annuel (319).

Quant aux rois, héritiers des prérogatives des comtes de Poitiers, ils prélèvent, outre les coutumes dans les ports de leur domaine particulier, des droits de *traite*, surtout perçus à l'exportation. Dès 1253, Alfonse de Poitiers a un sergent rétribué, pour réclamer à Marans ces taxes pour les marchandises exportées (320). A la Rochelle, c'est le prévôt qui est chargé de ce soin ; le roi prélève au xiv^e siècle, 4 d. pour livre sur toutes marchandises qui franchissent la chaîne du port (321). Un mémoire du fermier des traites atteste qu'en 1330, chaque setier de sel porté en Poitou, Bretagne, Saintonge devait payer au roi 12 d., et s'il était exporté hors du royaume 4 d. Le vin était aussi taxé, de même que les autres produits

(312) Coutumes des ports, cités ci-dessus.

(313) Coutume de Royan, xv^e siècle.

(314) *Ibid.*

(315) MUSSET, *Ports francs*, 248.

(316) Comptes d'Alfonse de Poitiers, *Arch. his. Poitou*, VIII, 19.

(317) MUSSET, *Ports francs*, 256.

(318) Recette de la coutume 1453, pp., MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1878, 155.

(319) Rapport d'un fermier royal des traites, 1331, pp., MORANVILLE, *Bibl. Ec. Ch.*, 1903, 575.

(320) Comptes de 1294, pp., CLOUZOT, 160.

(321) CHARLES V le cède pour deux ans aux Rochelais, DELAYANT, I, 96.

Au total, la traite du sel et autres marchandises pour la Saintonge donnait au roi une recette de 4.000 l. ; en trois ans la traite du vin pour le Poitou, l'Aunis et la Saintonge, en fournissait de son côté 10.000, en dépit de la fraude qui s'exerçait dans de vastes proportions (322).

VI

L'activité des populations maritimes du Poitou, d'Aunis et de Saintonge se déployait dans trois domaines : la pêche, la course, et le commerce des transports ou des échanges.

Une grande partie des riverains de l'Océan vivaient en effet des pêcheries et de la capture ou de l'élevage des mollusques et du poisson. Dès le ^x^e siècle, les pêcheries se développent. Il en est question dans une foule de chartes relatives au pays de Rays, à l'Olonnais, au Talmondaïs, aux régions de la Basse-Sèvre et du Marais Poitevin, de la Charente et de la Seudre (323). Les *piscatoria*, les pêcheurs et le poisson font l'objet de nombre de redevances et d'actes de donation ou de vente. La flotille de pêche (*vayssella piscatoria*, *naves piscatoria*) forme une partie notable de l'effectif naval des ports côtiers (324). Souvent, les pêcheurs aménagent des réservoirs ou des viviers à poissons (*vaseia*, *vascua*), appelés *vasois* (325). Parfois, les chartes signalent même les engins de pêche, tels que les *bournes* et les filets (326). Généralement, le commerce du poisson frais est limité au littoral ou aux régions de l'intérieur, assez voisines de la côte. C'est ainsi qu'aux Sables, à Moricq, à Oléron se fait un important trafic de marée (327). La Rochelle possède une *cohue* ou halle pour le poisson (328). Les villes de l'intérieur, Cognac, Saintes, Angoulême, Niort, Poitiers s'approvisionnent facilement de ce produit, comme le montrent leurs tarifs de coutumes du ^{xii}^e au ^{xv}^e siècle. On pratique, outre la pêche à pied qui concerne les crustacés et les mollusques, l'élevage et la cueillette des moules et des huîtres. La région de Saint-Gilles et celle des environs de La Rochelle avaient leurs *mouclières*, où se pratiquait dans les

(322) Mémoire du fermier Jacobi, 1331, pp., MORANVILLE, p. 569-570.

(323) Exemples, cart. de Rays, d'Orbestier, de Talmond, de Notre-Dame de Saintes, de Saint-Cyprien, de Saint-Jean-d'Angély.

(324) Exemples, cart. d'Orbestier, n° 31, et de Talmond ; Chartes de MAILLEZAIS etc., ci-dessus cités.

(325) Exemples, cart. d'Orbestier, n° 31, 295 ; 318 ; de Talmond, n° 168, 271, 288, 322, 328, 338, 522.

(326) Cart. Saint-Cyprien, n° 538 ; Talmond, n° 20.

(327) Arch. hist. Poitou, ^{xiv}^e-^{xv}^e siècles) XIX, 371, 379 ; XXXV, 321.

(328) GAY, Glosse. Arch., 1405.

bouchots la mytiliculture (329). A la Rochelle, un pont avait pris le nom de pont Moucler, parce que les arrivages et le commerce des moules y étaient pratiqués. Les moules étaient ensuite expédiées par voie fluviale jusqu'à Saintes, Niort ou Poitiers (330). Il est certain, également, que dès le *x^e* siècle, on élevait les huîtres dans des parcs (*defensa ostrearum*), en Talmondaïs, et que le commerce de ces mollusques se faisait dans tout le Bas-Poitou, ainsi qu'en Saintonge, autour de Marennes (331).

Non seulement dans toute la région riveraine, et spécialement dans le Marais, on pêchait au moyen d'écluses, d'écluseaux, de bouchauds, à l'aide d'engins de fil et d'osier, bourgnes, bourolles, boutterons, tramails et verveux, une foule de poissons, qu'on gardait, au besoin, dans des caisses (332), mais encore, partout sur le littoral et au large, les marins capturaient une multitude d'espèces variées. C'étaient les poissons de grandes dimensions, les baleines en première ligne qu'on prenait dans les parages de Talmond, d'Oléron, de Ré, de Royan, et sur lesquelles les seigneurs prélevaient certains droits. A la Rochelle, des navires spéciaux (*baleiniers*) sont armés pour la pêche de ce cétacé, dont on utilise la chair dans l'alimentation, l'huile et la graisse dans l'éclairage et la mégisserie (333). Puis, c'étaient les marsouins ou *marsopes* et *porcilles* ou *porcs de mer*, pêchés notamment vers les Sables et Royan (334), quelquefois les dauphins (335) et surtout les sèches qui servaient à la fabrication de l'encre et à l'alimentation, les mulets, les meigres ou meugles, les dorades, les saumons, les aloses, les bornis, les esturgeons, les limandes, les pibocres, les raies, les anguilles noires et blanches celles-ci les plus estimées et conservées au moyen de sel, les épinoches, les plies, les soles et les congres. Les merlus formaient l'objet d'un grand trafic ; ils étaient pêchés en foule par les Olonnais et les riverains de la côte du pays de Rays. Le saumon

(329) MUSSET, *Ports francs*, 239 (Saintes). GOUGET, *Commerce de Niort*, 394. — BOISSONNADE, *Org. trav. en Poitou*, I, 193.

(330) *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1^{re} série, II, 150 ; V. 165, BARBOT, *op. cit.*, 43, MUSSET, *Ports francs*, 259 ; BOISSONNADE, I, 199.

(331) *Cart. de Talmond*, 1098, n° 163 ; *Chronique de LANGON*, p. 22 ; LETELIÉ, *Ronce et Marennes*, p. 134.

(332) E. CLOUZOT, 123 et sq.

(333) *Cart. de Talmond*, *x^e* siècle, n° 3 ; Coutumes d'Oléron, de Royan et de Ré précitées ; CH. ESTIENNE, *Guide des Chemins*, 1552, p. 200 ; KEMMERER, *Histoire de Ré*, p. 59 ; Accord de 1118 entre la Sauve et le seigneur de Montendre, *Arch. hist. Saintonge*, XIX, 41 ; La Roncière II, 257 (baleinier roche-lais).

(334) Coutume de Royan, *xiv^e*, *xv^e* siècles ; Document de 1495, pp., MARCHEGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, 1878, p. 164.

(335) *Ibid.*

était vendu frais ou salé (336). Mais, les deux spécialités actuelles de la pêche sablaise, la sardine et le thon, n'apparaissent pas encore au Moyen-Age. La morue ne fait guère son apparition que dans la deuxième moitié du xv^e siècle, époque où Rochelais et Olonnais commencent à s'aventurer vers le nord de l'Europe et vers Terre-Neuve.

Volontiers, les marins de l'Ouest participent aux avantages de la guerre de course. D'abord victimes des pirateries scandinaves jusque vers 1020 (337), les populations de la côte poitevine et saintongeaise ne tardent pas à s'organiser pour lutter à armes égales contre les corsaires. Les Olonnais préludent dès le xiii^e siècle à la réputation qu'ils auront au xvii^e. Sous les ordres de Savari de Mauléon, les marins du Bas-Poitou participent au sac de Damme en Flandre (1213) (338). Puis ils font la course, à l'aide des Anglais, contre les Rochelais et les Oléronnaï, devenus Français (339), après avoir, deux ans auparavant, soutenu la cause française et enlevé une flotte marchande britannique (340). En 1242-43, les marins du Bas-Poitou, devenus Français, capturaient, de concert avec les Rochelais, en peu de temps, 80 navires anglais (341). De leur côté, Henri III et Edouard I^{er} utilisent les marins d'Oléron dans la guerre de course en 1242 et 1293 (342). Philippe-le-Bel forme une part de sa grande flotte, à l'aide des Rochelais en 1297. Ceux-ci coopèrent avec les Flamands à la guerre contre les Bordelais et les Bayonnais (343). Dans l'expédition d'Aragon (1282-83), la commune de La Rochelle arme 32 navires pour faire la course sur les côtes d'Espagne orientale (344). Les Génois et les Castillans au service de la France ont, pendant la guerre de Cent Ans, leurs ports de ravitaillement à la Rochelle et à Oléron, comme l'amiral Bézuchet, le vaincu de l'Ecluse, ou à Talmond, comme l'amiral Louis d'Espagne. C'est avec l'aide des marins rochelais que Blaye et Bourg-sur-Gironde sont pris en 1330. Philippe VI a créé une station navale de qua-

(336) *Cart. de Rays, de Talmond, d'Orbestier*, coutumes d'Oléron et de Royan ; Tarif de la prévôté de Poitiers, xii^e siècle ; *Carte N. D. de Saintes* ; Pancarte du Plomb ; *Cart. Saint-Cyprien* de Poitiers, n^o 340 ; Aveux de la seigneurie de Rays, 1474 ; *Chron. des églises d'Anjou*, 169 ; LETELIÉ, 193 ; E. CLOUZOT, 123 ; P. BOISSONNADE, I, 199.

(337) ADÉMAR DE CHABANNES, p. 166 (descente à Saint-Michel-en-l'Herm).

(338) GUILLAUME LE BRETON, *Philippide*, chant IX, 374, éd. Delaborde II, 263.

(339) PETIT-DUTAILLIS, *Louis VIII*, 358, 1229-1230.

(340) En 1225, WENDOWER, *Flores histor.*, III, 97.

(341) LA RONCIÈRE, I, 319-320.

(342) *Lettres royaux*, 1247-1293, dans CHAMPOLLION, I, 405 ; DELAYANT, I, 61 ; *Rôles Gascons*, tomes I à III.

(343) LA RONCIÈRE, I, 325, 360.

(344) DELAYANT, I, 59.

tre galères à la Rochelle. Les Rochelais participent avec Boucicaut au siège de Fouras (1351), avec les Espagnols à l'assaut de Rochefort (1356), ainsi qu'aux expéditions contre Soubise et Surgères (1352-53), de même qu'en 1342, avec les Génois, à l'attaque contre l'île anglaise de Ré. C'est au port du Collet que se concentre la flotte auxiliaire basque et c'est à Beauvoir qu'a lieu, en 1342, une des batailles navales de cette période. C'est enfin devant La Rochelle que la flotte franco-castillane inflige à la flotte anglaise une des plus sanglantes défaites de la guerre (1372). Quelques navires saintongeais ont figuré au désastre de l'Ecluse, du côté français, et un corsaire de Marans a été un des plus redoutables adversaires de nos ennemis dans les années qui suivirent cet échec (345). C'est en Bas-Poitou, que la veuve de Clisson recrute aussi ses corsaires, qui coulent les équipages français ou qu'ils égorgent (345 bis). Pendant la dernière partie de la guerre de Cent Ans, les armateurs rochelais prennent la part la plus active à la guerre navale, à la prise de Taillebourg en 1385, à l'échec de la descente anglaise à La Palice, à la capitulation de Soubise (1413). Ils aident au maintien des relations avec la Castille et l'Ecosse, d'où la défense nationale reçoit des secours précieux. Ils font une guerre impitoyable au commerce britannique ; ils chassent de la Seudre les garnisons anglaises. En 1460, La Rochelle arme encore 30 navires pour achever la déroute de l'ennemi (346). Une information de la fin du xv^e siècle donne une idée des bénéfices parfois énormes que fournissait la guerre de course. La *Gabrielle*, vaisseau d'Olonne, équipé par la Trémoille, capture, en une fois, toute une cargaison de draps de prix et de « pleins chapeaux de bijoux, de pierreries, de monnaies ». Pour la cargaison de draps, dont chaque paquet excédait la charge de 10 à 12 hommes, le marchand offre 2000 nobles en vue de la racheter. Quant aux bijoux, on n'en peut déterminer exactement le prix. Les équipages capturés sont mis en vente sur les marchés d'esclaves (347).

Toutefois, la ressource la plus commune des populations maritimes de l'Ouest consiste, dès le Moyen-Age, dans le commerce d'échanges. Celui-ci se pratique avec l'intérieur du pays, avec les provinces maritimes de France, et enfin avec l'étranger. La voie d'eau possède alors un immense avantage sur la voie de terre, où les transports doivent se faire

(345) LA RONCIÈRE, I, 398, 413, 459, 464, 465, 469, 477 ; DELAYANT, I, 63, 64, 65, 66.

(345 bis) LA RONCIÈRE, I, 470.

(346) DELAYANT, I, 98-121 ; JOURDAN, 74 ; LA RONCIÈRE, II, 258.

(347) Information de 1491-92, *Les La Trémoille*, II, 117-120.

par des chemins mal entretenus, soit au moyen de charrettes à quatre roues (*quadrigatae*), soit de chars à deux roues (*bi-roatae*), soit à dos de cheval, de mulet, d'âne, soit même à dos d'homme (*collifer*) (348). Un siècle encore avant la Révolution, il en coûtait 30 l. pour transporter un tonneau de vin à la distance de 4 lieues, de Niort à Champdeniers (349). Aussi, pour expédier les marchandises de la côte vers l'intérieur et de l'intérieur vers la côte, préférait-on la voie fluviale, et aux nombreux ports maritimes correspondaient de nombreux ports fluviaux. Ceux de la baie de Bourgneuf étaient en relations continuelles avec les ports de la Basse Loire, tels que Paimbeuf et Nantes, surtout avec ce dernier (350). Tout le Poitou maritime, depuis Talmont jusqu'à Maillezais, faisait un trafic continu avec les ports des achenaus, La Ronde, Pichoven, Maillé, le Gué de Velluire, et, avec le grand port fluvial de la Vendée, Fontenay, assis au point de contact de la Plaine, du Marais et du Bocage (351). La Sèvre Niortaise, plus importante encore, offrait vers l'intérieur une voie de pénétration que le commerce maritime utilisa bientôt. Là, au-delà de Marans, se formèrent les petits ports fluviaux de Mauzé et de Coulon, surtout le grand port fluvial de Niort, aménagé à deux reprises en 1285 et en 1377 par les soins des Capétiens et des Valois. Il devint le principal entrepôt des sels de l'Aunis, du Bas-Poitou et de Saintonge, vers le Haut-Poitou, le Berry, le Limousin et la Touraine. Par cette route, parviennent à l'intérieur, les lainages flamands et anglais, les métaux bruts, les peaux et pelleteries, les huiles de poisson, les matières tinctoriales, les produits de la pêche, tandis que les blés, les vins, les bois, les merrains et châtaigniers, les laines, les métaux ouvrés, les produits métallurgiques, la poterie, les verres étaient expédiés par le fleuve vers les ports du littoral. Le port fluvial de Niort semble avoir fait ainsi vers 1412, un trafic d'environ 2 millions de francs de marchandises (352). Les ports maritimes des îles et du littoral d'Aunis et de Saintonge expédiaient de leur côté les marchandises vers les ports fluviaux de la Boutonne et de la Charente, les premiers qui les mettaient en communication plus facile avec le Poitou méridional et avec une partie de l'Angoumois, les autres avec les régions Angoumoi-

(348) Tarif de la prévôté de Poitiers (XII^e siècle) ; MUSSET, *Vocabulaire Géog. de l'Aunis*, p. 8.

(349) GOUGET, p. 19.

(350) LEBEUF, *Hist. Commerce de Nantes*, 1856 ; GUÉPIN, *Hist. de Nantes*, 1844.

(351) B. FILLON, *Rech. sur Fontenay*, 1847, tome I ; E. CLUZOT, p. 24 et sq. 156 et sq. ; Tarif de péage de Velluire, Maillé, etc ; G. MUSSET, *Ports français*, 1903, 198.

(352) GOUGET, *Le commerce de Niort*, 1863, p. 13.

sine, Périgourdine et Limousine. Par cette voie, ils envoyaient surtout les sels, les produits de la pêche, des matières premières d'origine étrangère, les produits alimentaires du Midi, les produits fabriqués du Nord. Ils en recevaient les vins, les bois merrains, des matériaux de construction, un petit nombre d'articles manufacturés. Dans la zone de la Boutonne, on rencontrait les petits ports intérieurs d'Aigrefeuille, de Marennes et de Muron (353), surtout Saint-Jean d'Angély, dont le commerce fut considérable du ^x^e au ^{xiv}^e siècle (354), et enfin Tonnay-Boutonne (355). Un autre port, créé en 1311 par Philippe le Bel sur la Gère, le Port ou Gué Charraud et qui expédia un moment jusqu'à 3.000 tonneaux de vin, n'eut qu'une brillante et courte existence ; il fut sacrifié en 1345 à la jalousie des Rochelais et comblé par ordre royal (356).

Les ports fluviaux de la Charente avaient plus d'importance encore, en raison de la profondeur du fleuve et de l'étendue de son bassin. « Elle porte navires de mer bien parfont en terre », dit de cette rivière un publiciste du ^{xv}^e siècle, celui du *Débat des hérauts d'armes* (357). Successivement on y trouvait d'abord le port fluvial de Soubise qui devait plus tard attirer un moment l'attention de Colbert ; puis ceux de Tonnay-Charente et de Saint-Savinien. Soubise est déjà connu au ^{xii}^e siècle (358) par son château qui protège le port, dont la coutume est lucrative au ^{xiv}^e siècle (359) ; il possède au ^{xv}^e siècle une petite flotte marchande (360). Tonnay-Charente n'a pas moins d'importance ; siège d'une seigneurie dès le ^{xi}^e siècle (361), accessible, même aux navires de guerre ou galères (362), elle a un port où se fait un mouvement considérable de vins, de sels et autres produits (363), sur lesquels on perçoit une coutume (*ribagium*). Ses bateaux de commerce fréquentent dans l'estuaire de la Gironde (364). L'activité de Saint-Sa-

(353) FAYE, 420 ; PERSON, 176 ; ARNAUD, *Muron*, 1898, in-8°.

(354) *Gallia Christ.*, II, 463, 1050 ; GIRY, I, 317-320 ; WAUTERS, *Orig. Lib. Flam.*, 201.

(355) TEULET, *Layettes*, IV, 459, 1270 ; *Arch. hist. Saintonge*, XI, 61 (1365), MUSSET, *Ports francs*, 251-254 ; CHAVANON, 327 ; LA RONCIÈRE, I, 328.

(356) *Arch. hist. Saintonge*, XII, 65, *Lettres royaux* de 1310, 98 ; A BARBOT, *ibid.*, XIV, 147 ; MUSSET, *Ports francs*, 155, 157.

(357) *Le Débat des hérauts d'armes*, éd. Pannier et Meyer, p. 46-47.

(358) *Richard le Poitevin*, éd. Berger, p. 46.

(359) MAGEAU, *Soubise dans Rec. Com. Charente-Inférieure*, XV, 231 ; MUSSET, *Ports francs*, 249.

(360) *Recette de la coutume de Royan*, 1478 (chargements de sel du Jacques et du Nicolas).

(361) PERSON, *op. cit.*, 168 ; BRODUT, *Tonnay-Charente*, 1901, in-8°.

(362) *Rôles Gascons*, tome I^{er}, 1242.

(363) Document de 1299, *Arch. hist. Saintonge*, VIII, 385 ; XXIII, 159-201, 1416 ; XII, 41-42 ; BRODUT, 500.

(364) *Coutume de Royan* (recettes de 1392).

vinien-du-Port, comme on l'appelle, paraît encore avoir été supérieure. Dès 1227, on y trouve des Flamands qui viennent charger des vins pour l'Angleterre (364 *bis*). On y prélève aussi au XIII^e siècle des droits de navigation (365) ; il y existe des chantiers de construction, où Philippe le Bel fait réparer 10 galères en 1303 (366). La flotte de Saint-Savinien prend part en 1340, à côté de celle des ports normands, à la tentative de grande expédition navale contre la Flandre (367). C'est de de Saint-Savinien qu'appareille en 1350 la flotte franco-castillane (368). Les bateaux marchands de ce port s'en vont sur les côtes de la baie de Bourgneuf, aussi bien que dans l'estuaire de la Gironde, et leur nombre semble avoir été plus grand que celui des autres ports fluviaux charentais (369).

Sur l'activité des ports placés en amont, port d'Envaux, port Berteau, Taillebourg (370), on a peu de renseignements. Ce dernier avait comme Saint-Savinien, des chantiers de construction (371) et des pêcheries, placées sous la sauvegarde du château (372). Saintes avait, auprès de son fameux pont, un port fluvial, où s'arrêtaient les bateaux chargés de sel, de vins, de poisson, fruits, légumes, et autres marchandises, à la remonte ou à la descente (373). Au-dessus se trouvait, le port du Lis, protégé par la place forte de Merpins (374), ensuite le fameux port Saunier, établi au-dessous du château de Cognac, mentionné dès le XI^e siècle, et très prospère du XIII^e au XV^e (375). Enfin, la navigation maritime pouvait encore utiliser les ports fluviaux situés en amont de Cognac, à Châteauneuf-sur-Charente et surtout à Angoulême. Cette dernière ville possédait à Basseau un port Saunier et un bateau, dont il est question dès 1089, et dont la coutume appartenait au chapitre Saint-Pierre et à l'abbaye Saint-Cybard (376). Un second y fut créé avec l'auto-

(364 *bis*) *Hansisches Urkundenbuch*, I, 220.

(365) *Arch. hist. Saintonge*, XII, 164-166.

(366) *LA RONCIÈRE*, I, 368.

(367) *Ibid.*, 439.

(368) *Bibl. Nat.*, *Mss. Français*, 20.684, f^o 346.

(369) *Cart. de Rays*, n^o 205, 1327 ; *Recettes de la coutume de Royan*, 1470.

(370) *MUSSET, La Rochelle et ses ports*, 12.

(371) Voir ci-dessus.

(372) *Cart. Saint-Jean d'Angély*, n^o 78, 1016.

(373) Charte (suspecte) de 961 pour Saint-Michel-en-l'Herm, *Gallia Christ.* II ; Coutume de Saintes, 1455, *Arch. hist. Saintonge*, VIII, 409 ; *MUSSET, Ports francs*, 259.

(374) *GIRY*, 1242.

(375) Charte de 1037, *Bibl. Nat. Fonds Latin (coll. Estiennot)*, n^o 12.744, f^o 412 ; *MARVAUD, Etudes sur Cognac*, tome I^{er} ; *Rôles Gascons*, tomes I à III ; *GIRY*, I, 273 ; Coutume de Cognac, dans *MUSSET, Ports francs*.

(376) *Cartulaire évêché d'Angoulême*, pp., *NANGLARD*, n^{os} 117 (1089), et 154 (1144).

risation de Philippe le Hardi, en 1284, au-dessus de la ville elle-même, probablement sur l'emplacement actuel compris entre le pont Saint-Cybard et le port de l'Houmeau, longtemps florissant jusqu'au début du xix^e siècle (377). Là s'arrêtait, jusqu'à l'époque de Turgot, la navigation fluviale de la Charente. Plus au sud, la Seudre n'était point navigable au-delà de son estuaire. Enfin la navigation maritime se combinait avec la navigation fluviale dans l'estuaire de la Gironde, où les navires remontaient jusqu'au confluent de la Garonne avec la Dordogne, puis au-delà, jusque sur l'Isle et sur le grand fleuve aquitain lui-même et ses affluents.

Les ports et les populations maritimes de l'Ouest étaient en relations non moins fréquentes avec les provinces françaises de l'Océan et de la Manche qu'avec celles de l'intérieur. Les rapports étaient continuels avec Bordeaux et la Guienne, malgré la rivalité qui séparait la Rochelle et la première de ces villes. Dès le xii^e siècle, l'estuaire de la Gironde est le but primordial, des marins d'Oléron (378). Royan doit le mouvement de son port à ce trafic continu, auquel coopèrent les marins Olonnais et les mariniers du pays de Rays et de Marans, d'Aunis et de Saintonge (379). Les Gascons et les Basques fréquentent aussi au grand port de l'Aunis et dans les ports poitevins (380). Il vient des navires Bayonnais jusqu'au port Charraud sur la Boutonne au xiv^e siècle, malgré les fréquents conflits entre Français et mariniers de Bayonne (381). St-Jean de Luz et le Cap-Breton expédient aussi leurs bateaux chargés de froment ou de fer sur les côtes de l'Ouest (382). Avec la Bretagne, dès le xi^e siècle s'est ouvert un commerce très actif. A cette époque, le centre en est Talmond en Bas-Poitou (383). Puis, ce trafic s'étend. La baie de Bourgneuf, Noirmoutier, Yeu, Olonne, Moricq, la Rochelle, Oléron, Rochefort, Royan, y prennent une part active (384). Les navires bretons du Croisic, de Guérande, de Rays, de Porsal, de Port-Neuf, du Blavet, du Morbihan, de Quimper, de Benodet, de Loctudy, de Concarneau,

(377) Lettres de 1284, B. DE RENCOGNE, *Bull. Soc. Arch. Charente*, 1877 ; BOISSONNADE, *La Navigation intérieure dans le Centre-Ouest*, 1912, 3.

(378) Rôles d'Oléron, 1 et sq.

(379) Recette de la coutume de Royan, 1392-1484.

(380) En 1295, BOUTARIC, *Notices et Ext. des Mss., Acad. Insc.* XX² 123-129.

(381) A. BARBOT, *Arch. hist. Saintonge*, XIV, 157.

(382) Coutume de Royan, 1392-1484.

(383) *Cart. Talmond*, n° 34, 1079.

(384) *Cart. de Rays*, xiv-xv^e siècles, n°s 196 et 314. Textes ci-dessus cités pour les autres centres du Poitou. *Arch. hist. Poitou*, xiv^e siècle, XXXV, 326. *Arch. hist. Saintonge*, I, 87, 1492 ; Marans. *Arch. hist. Poitou*, VIII, 1268 ; la Rochelle ; JOURDAN, 135, 177, xiv-xv^e siècles ; MUSSET, *Ports francs*, 250 ; *Recettes coutume de Royan*, 1392-1484, — *Rôles d'Oléron additions*, 1231, POLS, p. 458.

de Dolus, d'Audierne, de Penmarch, du Conquet, de Batz, de Saint-Pol-de-Léon, de Saint-Cire, de Lannion et de Morlaix, de l'île de l'« Outel Duy », de Guer et de Saint-Brieuc, enfin de Saint-Malo et de Cancale, mentionnés dans les recettes des coutumes du Collet et de Royan, viennent apporter en Poitou, Aunis et Saintonge des merlus et autres poissons, du froment, de l'avoine et s'en retournent avec des chargements de sel, de vin, de résine et autres produits (385). Avec les ports normands, Granville, Cherbourg, Chailletot, Honfleur, Couteville, Auge, Dieppe, Rouen, Senoys, la baie de Bourgneuf, Olonne, Marans, la Rochelle, Oléron, Royan entretiennent des rapports presque aussi fréquents, depuis le ^x^e siècle jusqu'au ^{xv}^e (386). Ces rapports s'étendent même jusqu'aux ports fluviaux, tels que Saint-Jean d'Angély, Tonnay-Charente et Charraud (387). Avec Abbeville et les petits ports de Picardie, ce sont les ports de la baie de Bourgneuf (388) et la Rochelle (389) qui maintiennent le plus de relations. Il en est de même avec Boulogne, dont les navires s'arrêtent parfois devant Royan (390). Les marines olonnaise, rochelaise et saintongeaise s'étaient hasardées au ^{xii}^e siècle à franchir le Raz, à côtoyer les îles de la Manche, telles que Guernesey, et à fréquenter à la fin de cette période au port naissant de Calais, où elles entrent en concurrence pour le transport des vins d'Anjou, de Poitou et d'Aunis ou de Saintonge, avec les vaisseaux normands. Un certain nombre de bâtiments d'Olonne (5 vers 1316) et plus encore de la Rochelle (11 à cette date) s'y rendent régulièrement au début du ^{xiv}^e siècle. Calais est même en rapports avec Tonnay-Boutonne à cette époque (391).

Depuis le milieu du ^x^e siècle, s'ouvraient, d'autre part, de plus en plus largement, les marchés étrangers. De bonne heure, la bourgeoisie des ports comprit les avantages que présentaient l'affluence et même la résidence des éléments mercantiles du dehors. En 1205, les bourgeois de la Rochelle obtenaient du roi la diminution des droits d'entrée et de sortie en faveur des marchands étrangers. En 1346, ils faisaient renouveler les privilèges qui assuraient à ces négociants la liberté du trafic, ainsi que la sécurité des personnes et des biens (392). Parmi les marchands du dehors, les Italiens,

(385) Recette du Collet, 1474, *Cart. de Rays*, XXVIII, 24, Recette de Royan, 1392-1484.

(386) Mêmes sources.

(387) *Ibid.*, LA RONCIÈRE, I, 328, 1292.

(388) *Cart de Rays*, XXVIII, n° 123.

(389) JOURDAN, 135, 177.

(390) *Coutume de Royan*, 1470.

(391) Registre du mouvement du port de Calais, 1316-1332, CHAVANON, p. 127 et sq.

(392) DELAYANT I, 30, 63.

pendant longtemps, restèrent sans rapports directs avec les ports de l'Ouest. Ils y apparaissent d'abord au ^{xiii}^e siècle ; ils y font alors surtout la banque (393). Puis, ils s'adonnent aussi au commerce, et, en 1313, La Rochelle possède une colonie de Génois, en faveur desquels on obtient l'exemption du droit de marque et de représailles (394). Ce sont ensuite les Vénitiens, les Catalans qui fréquentent les côtes de l'Ouest, dont ils indiquent les principaux ports d'escale sur les portulans (395). C'est par leur entremise que la Rochelle fait le commerce des épices (396), dont elle monopolise l'importation.

Plus actifs encore sont les rapports avec l'Espagne et le Portugal, libérés au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle de la domination musulmane. Les pèlerinages de Galice ont aussi contribué à familiariser l'Ouest avec ce pays, et quand le jeune Alfonse VII projette un moment de se réfugier en France, sous l'impulsion de l'évêque Gelmirez, c'est en un port d'Aquitaine ou du Poitou qu'il espère débarquer auprès de Guihem VII (397). Dès le ^{xiii}^e siècle, une alliance étroite unit la France et la Castille ; les marins de la fédération basque, dont Santander, Saint-Sébastien, Laredo, Fontarabie étaient les principaux membres, aident, en 1242, Saint-Louis dans la lutte contre les Plantagenets. Beaucoup de Biscayens s'établissent à la Rochelle, où se fait l'échange des produits du Levant contre ceux du Ponant. En 1335, Philippe VI conclut avec l'*hermandad* maritime espagnole, un traité d'alliance politique et commerciale, qui est renouvelé en 1341 par un amiral castillan au service de France, Louis d'Espagne, comte de Talmond, parti de la Rochelle pour Bermeo sur le navire l'*Eduarde* (398). On sait qu'il y avait dès lors dans le grand port d'Aunis une colonie basque importante qui y faisait surtout le trafic des produits de la pêche de la baleine (399). Quand Edouard III devint le maître du pays, il s'empressa d'accorder aux Castillans le maintien de leurs privilèges à la Rochelle (400). Les navires espagnols fréquentaient aussi dans les ports de la Boutonne, à Charraud (401), et dans

(393) SCHAUBE, *op. cit.*

(394) DELAYANT, 178 ; il confond les *Genois* avec les *Genevois*.

(395) T. HAMY, *La cartographie de l'Europe septentr. au ^{xiv}^e siècle*, B. Géogr. hist., précité.

(396) Voir ci-dessus.

(397) *Historia Compostellana*, dans l'*Esp. Sagrada*, XXIII.

(398) LA RONCIÈRE, I, 313, 323, 389.

(399) *Ibid.*, I, 387.

(400) DELAYANT, I, 85.

(401) *Arch. hist. Saintonge* XIV, 157.

la baie de Bourgneuf, au Collet (402). Au xv^e siècle, ils continuent à venir à Noirmoutier pour y charger du sel (403). C'est à la Rochelle que se rendent les flottes de guerre castillanes alliées des nôtres, en 1372, comme en 1410 (404). La colonie espagnole n'a cessé d'y grandir, comme l'attestent des documents de 1410 à 1453 ; elle y exerce même presque seule le commerce avec l'étranger pendant la période de crise, où le port a été déserté par les autres marchands d'Occident (405). C'est à la Rochelle que siège le tribunal arbitral, chargé depuis 1430 de régler les différends entre marins bretons et castillans (406). Quand Louis XI conclut en 1463 son traité avec la Castille, ce sont les Rochelais qu'on prend pour cautions (407). Les Castillans ont établi un consulat à la Rochelle (408). On voit par les registres des douanes que les navires du Passage, de Saint-Sébastien, de Bilbao, de Bermeo, d'Ascaïn, de Lezcano, de Soumaya se rendent en Saintonge pour échanger le fer de Biscaye contre du froment et du vin (409).

Avec les pays du Nord-Ouest et du Nord, les rapports de commerce se sont établis par étapes. D'abord, les relations anciennes qui unissaient l'Aquitaine avec l'Irlande du v^e au viii^e siècle se sont renouées avec l'Angleterre, depuis le xi^e siècle, époque où les Poitevins coopèrent à l'expédition de Guillaume le Conquérant (1066). Les liens se resserrent quand Aliénor épouse Henri II d'Anjou, qui ceint les couronnes d'Angleterre et d'Irlande. Les Rochelais en profitent pour se faire concéder la liberté du trafic en Grande-Bretagne (410) et dans l'île sœur, où ils trouvent, comme les Poitevins, un accueil empressé. Le chroniqueur Richard qui a visité alors Londres et l'Angleterre, fait un vif éloge de ce pays (411). Les Anglais envoient aux foires de Poitiers, leurs lainages de Stamford et reçoivent du Poitou une grande quantité de vins, dont s'approvisionne aussi l'Irlande (412). C'est le commerce avec l'Angleterre qui tient alors la première place dans la vie maritime de l'Ouest. En 1204, les Rochelais se font accorder

(402) *Cart. de Rays*, XXX, p. XXV.

(403) Document de 1884, pp., MARCHÉGAY, *Ann. Soc. Em. Vendée*, p. 149.

(404) LA RONCIÈRE, II, 187.

(405) DELAYANT, I, 112, *Ordon. des Rois XVI*, 197.

(406) DELAYANT, I, 112.

(407) JOURDAN, 287.

(408) GOUGET, 28.

(409) Registre de recettes de la coutume de Royan, 1390-1484.

(410) Chartes de commune de la Rochelle, 1199 et sq., GIRY, *Etab. Rouen*, tome I.

(411) *Richard le Poitevin*, éd. Berger, p. 48.

(412) GIRAUD DE BARRI, *Descriptio Hiberniæ*, 1185, p. 365. — BOISSONNADE, *Org. trav. en Poitou*, tome I.

l'exemption de péages et la liberté de circulation dans tous les ports britanniques, Londres excepté (413). La Rochelle expédie en Angleterre de la draperie du Quercy et surtout du sel et des vins. On a une ordonnance de Jean Sans-Terre qui taxe les vins de cette provenance à 20 sh. le tonneau en gros, et à 6 d. ou 8 d. au détail la quarte de vin blanc, c'est-à-dire un cinquième meilleur marché, que les vins d'Anjou et de France (414). Malgré la conquête de l'Aunis et du Bas-Poitou par les Français, ces rapports continuent au ^{xiii}^e siècle ; ils sont encore plus fréquents avec la Saintonge méridionale restée anglaise (415). La guerre elle-même ne les interrompt pas (416). Les sujets britanniques viennent aussi dans la baie de Bourgneuf. En une fois, on y capture (1292) 22 navires irlandais (417). Sandwich et Londres sont les deux principaux ports qui reçoivent les vins de l'Ouest (418). Les souverains anglais eux-mêmes se fournissent de ce produit par l'entremise des marchands de la Rochelle (419). Malgré les hostilités, Edouard III invite les Rochelais à apporter leurs marchandises en Grande-Bretagne, où il leur assure la sécurité pour leurs personnes et leurs biens, ainsi que la fixité des droits de douane ; il leur accorde toutes les lettres de sauvegarde dont ils ont besoin (420). Au ^{xiv}^e siècle, il existe à la Rochelle une colonie anglaise de marchands (421). Elle fait le commerce du vin qui s'expédie d'ordinaire par une flotte spéciale, celle d'automne, tandis que le Bas-Poitou alimente de sel le convoi britannique qui part annuellement en août de la baie de Bourgneuf (422). En une fois (10 août 1375), on capture ainsi 36 nefes anglaises de fort tonnage, venues dans la baie (423). Un registre du port poitevin du Collet (1383) mentionne des navires d'Oystefort (Westford ?), de Blankness, de Limerick, de Chailitot, de Lioque, de Newcastle, de Castlenoor, de Bristol qui sont venus embarquer leur cargaison de sel (424). On voit aussi des bâtiments anglais relâcher à Bouin (425). Au ^{xv}^e siècle, à la veille de la rupture franco-anglaise, Henri IV renouvelle encore en faveur des Rochelais les privilèges et ga-

(413) *Rotuli chartarum*, sept. 1204, 1205, 1207, p. 137, 148, 151.

(414) *Rôles Gascons*, I, 572.

(415) *Ibid.*, tomes I à III, Tables.

(416) DELAYANT, I, 62, 1293.

(417) LA RONCIÈRE, I, 325.

(418) Rapport de 1330, pp., MORANVILLÉ, 574.

(419) DELAYANT I, 48.

(420) DELAYANT, I, 62.

(421) Mention en 1393, *ibid.*

(422) Document de 1339, *Rev. Soc. Sav.* V, 1867, p. 436.

(423) LA RONCIÈRE, II, 41.

(424) *Cart. de Rays*, XXX, 214, et n° 196, 1396.

(425) RYMER, II, 3, 14, 1327.

ranties de ses prédécesseurs (426). Puis, c'est la guerre, pendant laquelle Rochelais et Olonnais rivalisent d'exploits contre la marine britannique et s'enrichissent par la course (427). Après les événements de 1450, surtout à l'époque de Louis XI, les relations franco-britanniques se rétablissent, et les marchands d'Angleterre reparaissent à la Rochelle, de même qu'en Bas-Poitou. Les registres de recette des coutumes font mention du trafic des lainages anglais, des vins et sels de l'Ouest, du passage de navires de Bristol, de Dartmoor, de Plymouth et autres ports (428).

Aux Pays-Bas, devenus du ^{xiii}^e au ^{xv}^e siècle aussi riches par l'industrie que par l'agriculture et le commerce, les populations maritimes de l'Ouest trouvèrent des marchés de choix, où elles écoulerent les vins et les sels, les laines communes, les produits de la pêche atlantique, en échange des lainages fins, des toiles, des harengs et autres produits de la pêche du Nord. Dès la fin du ^{xiii}^e siècle, les draps de Flandre parviennent aux foires de Poitiers, ainsi que les produits de l'Europe du Nord importés par les Flamands (429). Les vins de la Rochelle dès 1198 apparaissent à Liège et dans le val de Meuse, où ils entrent en concurrence avec les vins de la Moselle et du Rhin (430). Damme, le port de Bruges, et Westcapelle, s'inspirent dans leurs règlements des rôles d'Oléron (431). A Damme, se trouve le grand entrepôt des vins d'Aquitaine, que nos marins pillent en 1213, d'après Guillaume le Breton. Dès 1207, la Rochelle a obtenu la liberté du commerce avec les grands centres de l'Artois et des Flandres, Saint-Omer, Arras, Lille, Gand, Ypres et Bruges (432). Le commerce, au cours du ^{xiii}^e siècle, se développe surtout avec Saint-Omer, qui expédie ses draps à la Rochelle et en reçoit des vins, non sans quelques difficultés passagères au sujet du monopole de l'étape (433). Du côté de la Flandre, c'est Gravelines qui est le principal port en relations avec la Rochelle, Saint-Jean d'Angély, Niort et les autres villes de l'Ouest, auxquelles sont consentis en 1262 par la comtesse Marguerite, des privilèges spéciaux pour l'importation des vins, le chargement et le déchar-

(426) DELAYANT, I, 102, 11 octobre 1409.

(427) LA RONCIÈRE, II, 208, 209, 236. *Arch. hist. Poitou*, II, 291. Document de 1245, pp., MARCHEGAY, *Ann. S. Em. Vendée*, 1^{re} série, XIV, 237.

(428) Registre de la coutume de Royan, 1467-1484.

(429) BOISSONNADE, *Org. trav. en Poitou*, tome I^{er}, ch. I^{er}. Tarif de la pré-vôté de Poitiers, vers 1150.

(430) PIRENNE, *Hist. de Belgique*, III, 438.

(431) FRANÇOIS SAINT-MAUR, p. 164.

(432) *Rotuli Chartarum*, 151.

(433) G. MUSSET, *Les Flandres et les Communes de l'Ouest*, 1893, p. 11-12

gement, les droits d'entrepôt et de douane (434). Ypres, de son côté, s'est fait accorder des franchises pour le trafic des vins et autres marchandises d'Aquitaine (435), et Damme a conclu avec la Rochelle une convention pour le même objet (436).

Au ^{xiv}^e siècle, les Flamands ont soin de renouveler leurs accords et privilèges de 1323 à 1395, en vue de ce commerce des vins dont le Poitou et la Rochelle sont les centres expressément désignés (437). L'Ecluse est alors entrée en scène, de même que Bruges, et elles accroissent leur trafic avec l'Ouest (438). De son côté, Charles VI a accordé aux Flamands qui trafiquent à la Rochelle l'exemption des droits d'entrée pour leurs marchandises vendues en gros (439), tandis que Philippe le Hardi, devenu comte de Flandre, concédait aux marchands de l'Ouest l'abolition du droit de bris ou de naufrage, leur garantissait toute sauvegarde pour eux et leurs agents, leur promettait de ne les soumettre à aucune nouvelle coutume (440). Le commerce avec les Flamands s'était si bien développé, que pour le faciliter, la Rochelle faisait frapper des monnaies au type de Flandre, c'est-à-dire, *au lion* (441).

Ce n'était pas seulement avec l'Aunis et le Poitou méridional, que les Pays-Bas étaient en rapports. C'était encore avec la région d'Olonne et de la baie de Bourgneuf, où ils allaient charger du sel et des vins, en échange des lainages, des toiles et des peaux (442). Peu à peu, ce furent les Néerlandais qui apparurent de plus en plus nombreux sur les côtes de l'Ouest, supplantant les Flamands du sud, tels que ceux de l'Ecluse. Dès la fin du ^{xiv}^e siècle, le comte de Hollande tire une part de ses revenus douaniers de l'importation des vins et des sels du Poitou (443). En 1474, le receveur du Collet enregistre dans la baie de Bourgneuf, le passage d'un vaisseau de Zélande et de 17 de Hollande (444). En 1475, des bâtiments venus d'Anvers, de Terschelling, d'Amsterdam, de Mennikendam, d'Enkuysen, de Delfshaven, de Schiedam, de Rotterdam, de Vlieland, de Zélande, de Zieriksee, de Goes, de Veere, enlèvent

(434) WAUTERS, *Privilèges*, 1889, pp. 201-209 ; GOUGET, 9 et MUSSET, 896, 7.

(435) *Olim*, III¹, 524-525.

(436) BARBOT, *op. cit.*, XIV, 1295.

(437) Documents (ordonnance de 1323, Louis de Male), citée dans les recueils ci-dessus. — G. FAGNIEZ, *Rec. de doc. sur l'ind. et le commerce*, I, n° 222 ; II, n° 29.

(438) Traité de 1295, entre la Rochelle et Damme, JOURDAN, p. 227.

(439) JOURDAN, 317.

(440) En 1385, *Arch. de Bruges* IV, 485.

(441) DELAYANT, 285.

(442) *Hansisches Urkundenbuch*, VIII, 211 et 324, 1448.

(443) A. AGATS, *Die Hansisches Baienhandel*, 55.

(444) Aveux du comté de Rays, 1474, *Arch. Loire-Inférieure*, série B.

une grande quantité de sels, de vins de Poitou et de canevas (toiles) de Bretagne, dans les mêmes parages (445). Une organisation régulière s'est établie ; chaque année, la flotte flamande, comme la flotte anglaise vient charger les vins à la Rochelle et les sels au Collet. En 1438, les Néerlandais y envoyaient une flotte de 104 vaisseaux (446). De leur côté, les marchands rochelais se rendent en Flandre. Ceux de Saint-Jean d'Angély ont encore au x^v siècle, leur chapelle à Damme (447). Les Flamands se sont également fixés dans les ports de l'Ouest, notamment à la Rochelle, où Louis XI confirme leurs privilèges. On voit par ce document qu'ils venaient aussi bien de Hollande que de Flandre et de Brabant (448). Le commerce ne devait plus dès lors être interrompu et les Néerlandais allaient prendre la première place dans les relations maritimes avec l'Ouest.

A leur tour, les Allemands entrèrent en rapports avec les ports poitevins, aunisiens et saintongeais, surtout à partir de la formation de la Ligue hanséatique (deuxième moitié du xiii^e siècle). En 1270, apparaît dans les documents de Hambourg la mention du sel et du vin de la Rochelle. Puis, les indications sont innombrables dans les textes relatifs aux opérations commerciales des Hanséates. De véritables flottes, comptant jusqu'à cent navires, s'en vont annuellement au xiv^e et au xv^e siècle, dans la baie de Bourgneuf, à Olonne, à la Rochelle, jusque dans l'estuaire de la Charente, dans ceux de la Seudre et de la Gironde, charger le sel et les vins de Poitou, d'Aunis et de Saintonge, les canevas ou toiles de Bretagne, en retour des produits du Nord, bois, cendres, potasse, chanvres, harengs. Les diverses villes hanséates de la mer du Nord et de la Baltique prennent part à ce trafic, notamment Campen, Hambourg, Lübeck, Danzig, Riga. Il vient des navires hanséates du fond de la Prusse et de la Livonie (449). En 1345, on signale jusque dans la Boutonne au port Charraud des bâtiments venus d'Allemagne (450). Les comptes du receveur du Collet mentionnent en 1474 des marchands de Hambourg (451). En 1409, deux navires prussiens abordent dans la baie de Bourgneuf (452). En 1411, un bâtiment de Danzig charge du sel à Brouage ; en 1413, deux *hourques* prussiennes partent de la

(445) AGATS, 97.

(446) DELAYANT, I, 109, 1436 ; AGATS, 80 et 97 ; recette du Collet, 1474, précitée.

(447) MUSSET, *op. cit.*, 19-20, 25.

(448) En 1462, *Inv. Arch. Bruges*, V, 426 ; MUSSET, 27-32, *pièces justif.*

(449) AGATS, 48 et sq.

(450) *Arch. hist. Saintonge*, XIV, 157.

(451) *Cart. de Rays*, XXVIII, 24.

(452) AGATS, 57.

Rochelle chargées de vin ; en 1412, la baie de Bourgneuf reçoit la visite d'un navire du Riga. En 1420, on y voit une flotille, venue de Reval, et en 1425, des marchands de Danzig prêtent 6 vaisseaux pour amener du sel dans le port de l'Esthonie. En 1426, Reval reçoit 17 bâtiments chargés de sel du Poitou ou d'Aunis ; en 1429, ce chiffre s'élève à 29, en 1430 à 37, même à 58 en 1435, et à 59 en 1451. Brême envoie 13 en 1443. En 1437, la flotte hanséate de la baie de Bourgneuf compte 108 vaisseaux, dont 14 de Danzig, 13 de Lübeck ; le surplus provient de Hollande et de Campen. En 1472, 73 navires de Danzig se rendent à la baie de Bourgneuf ou à Brouage ; la presque totalité vient aussi sur les côtes du Bas-Poitou. En 1475, il en arrive 21 à Brouage et 2 à la Baie. En 1476, ce chiffre s'élève à 31 (1/2 pour la Baie, 1/2 pour le Brouage) (453). A ce mouvement commercial se rattache celui qu'ont dirigé vers l'Ouest les Scandinaves, d'ailleurs membres volontaires ou forcés de la Hanse. En 1383, on voit ainsi figurer au Collet un navire de Nyborg (Danemark) et en 1474, 14 vaisseaux Danois (454). Aussi, au xv^e siècle, les Hanséates désormais établis dans nos ports, notamment à la Rochelle, comptent-ils parmi les éléments les plus actifs de la vie maritime de l'Ouest. En leur accordant en 1463 et en 1473 (455) d'importants privilèges, comportant la liberté du trafic et de la résidence, Louis XI donne une sanction juridique aux avantages de fait obtenus déjà par ces étrangers.

Enfin, les populations maritimes de l'Ouest commencent dès cette époque à ébaucher les hardies entreprises coloniales qui vont les illustrer et les enrichir pendant les trois derniers siècles de l'ancien régime. C'est un Poitevin, Gadifer de la Salle, qui essaie, de concert avec le Normand Béthencourt, de fonder aux Canaries, la première de nos colonies africaines, et c'est de la Rochelle que part son expédition en 1402 (456). Le chroniqueur bordelais Gaufreteau souligne au xv^e siècle, l'esprit d'aventure des Rochelais qui « fendoient les mers, gourmandaient les orages et, en dépit de la colère des vents, voyageaient au-delà du soleil » (457). Peut-être, comme les Dieppois, se hasardèrent-ils jusqu'aux côtes de Guinée, et, comme les Bretons, jusqu'aux parages de Terre-Neuve (458).

(453) AGATS, 57-98.

(454) *Cart. de Rays*, XXVIII, p. XXIV.

(455) *Ordonn. des rois de France*, tomes XV, et sq. ; OTTO HELD, *Die Hanse und Frankreich*, 1450-1484, Göttingen, 1912.

(456) P. MARGRY, *La conquête des Canaries*, 1896, in-8° ; P. GUÉRIN, *Arch. hist. Poitou*, XXI, 141-145-259.

(457) Cité par JOURDAN, 135.

(458) G. MUSSET, *Les Rochelais à Terre-Neuve*, in-8°, 1896.

Il est possible, malgré l'extrême dispersion des notions relatives à cet objet, de se faire une idée de la nature de l'activité d'ensemble des populations maritimes de l'Ouest. Le commerce du poisson qui en a d'abord formé l'élément le plus vivant et qui tire sa vitalité, soit de la mytiliculture et l'ostreiculture, soit de la pêche côtière et de la pêche au large, est resté au premier plan pour un grand nombre de petits ports, mais est passée ensuite au second pour les plus importants, tels que le Collet, Noirmoutier, Olonne, la Rochelle et Oléron. Il a dû céder la première place à un commerce plus étendu, qui s'applique à un grand nombre de produits. Ce dernier s'alimente par les exportations de l'intérieur vers la côte ; elles portent sur les céréales, les vins, les peaux, les fruits, auxquels s'adjoignent quelques produits fabriqués, les métaux ouvrés, un moment, puis les cuirs, les étoffes grossières, la poterie commune. D'autre part, l'intérieur reçoit par l'entremise des ports, les sels, le poisson frais, et surtout les produits naturels ou fabriqués venus du dehors. Avec les provinces maritimes de France et avec l'étranger, les populations côtières de l'Ouest font l'échange des diverses marchandises, provenant de l'intérieur ou du littoral, qu'ils troquent contre les produits du sol ou des ateliers situés hors de la zone poitevine, aunisienne et saintongeaise.

En première ligne, dans ce trafic, se placent les produits alimentaires. Les ports de l'Ouest exportent d'abord une grande quantité de vins du Poitou, d'Aunis, de Saintonge, d'Angoumois, et à titre de marchandises de transit, des vins d'Anjou et de Guienne. Anglais, Irlandais, Wallons, Flamands, Allemands, Scandinaves figurent parmi nos clients à cet égard. Nos vins se trouvent sur la table des rois et des grands, aussi bien que sur celle des bourgeois. On les vend même dans les tavernes de Londres (459). Devant Audenarde, d'après le récit de Froissart, tout comme à Bruges et à Bruxelles, Artevelde et ses compagnons boivent nos vins de Poitou et de France (460). L'exportation varie d'importance, suivant l'état des marchés étrangers, les événements extérieurs, les récoltes à l'intérieur, la pénurie ou l'abondance des vins des quatre régions françaises. Elle augmente par exemple quand les vins de France viennent à manquer dans les Pays-Bas. Les vins d'Aunis, de Saintonge et de Poitou se vendent aussi en Bretagne, en Normandie, en Picardie, en Calaisis, mais surtout dans les Iles-Britanniques, les Pays-Bas, les Allemagnes, les

(459) Voir les références ci-dessus.

(460) FROISSARD, *Chroniques*, livre II, ch. 161.

pays Baltiques. Une précieuse statistique douanière dressée en 1.331 évalue à 150.000 tonneaux (600.000 barriques de 200 à 225 litres), la quantité des vins exportés par le port de la Rochelle, entre 1326 et 1330. Il est vrai que le Brabant, le Hainaut, le Luxembourg, le pays de Liège, le Cambrésis qui faisaient venir d'ordinaire de France (Ile-de-France, Orléanais, Champagne, Bourgogne) 30.000 tonneaux n'avaient pu s'en procurer en 1330 que 4.000, à cause d'une mauvaise récolte de ce côté. Les Espagnols eux-mêmes en temps normal achetaient à la Rochelle 15.000 tonneaux de vin (461). Un seul port secondaire sur la Boutonne, celui du Gué-Charraud, avant 1337, pouvait exporter 3.000 tonneaux (462). On n'a plus de chiffres aussi précis pour les périodes suivantes. Mais quelques faits montrent l'importance de ce trafic. En avril 1387, par exemple, les Anglais, ayant capturé la flotte flamande chargée de vins d'Aunis et de Saintonge, le vin blanc de la Rochelle, le plus estimé, tombe à Londres au prix de 4 d. la pinte. En 1403, de la Rochelle part en une seule fois un convoi de 30 bâtiments chargés de vins. Entre 1470 et 1472, les gabarres qui passent à la Rochelle devant la tour Saint-Nicolas charrient en moyenne par an 8.960 barriques (463). En 1466, sur 329 navires qui acquittent les droits de la coutume de Royan, 77 sont chargés de vins (464).

Après les vins, ce sont les sels du Marais Poitevin, de la baie de Bourgneuf, de Noirmoutier, d'Olonne, d'Aunis, de Saintonge ou de la Seudre, de Brouage, d'Oléron et de Ré qui forment le chargement des navires. Les marais salants ont pris dans toute cette zone un prodigieux développement, comme on le voit par les chartes. Les sels qui en proviennent ou sels gris sont réputés les meilleurs de tous, en un temps où on savait mal raffiner le sel gemme et où les transports par voie de terre grévaient lourdement le trafic de ce dernier. Les sels du Poitou étaient connus partout : les proverbes avaient consacré leur renom, de même que les écrits de controverse (465). Le sel formait, avec le vin, le principal revenu des *coutumes* ou douanes des ports de l'Ouest. Tandis que vers l'intérieur, il s'acheminait par les gabarres des fleuves, les charrettes ou les bêtes de somme qui sillonnaient les *chemins*

(461) Publiée par MORANVILLE (d'après un mss. du fonds Clairembault), *Bibl. Ec. Ch.*, 1903, 569-570.

(462) Voir ci-dessus.

(463) DELAYANT, I (*sub. anno*) ; JOURDAN, *id.*

(464) *Coutume de Royan*, MUSSET, 1904, p. 385.

(465) *Le Dict. du Boudin*, XIII^e siècle, dans *Romania*, 1911, p. 80. *Le Débat des hérauts d'armes*, XV^e siècle ; *La description des pays par le héraut Berry*, XV^e siècle, éd. Hamy.

des sauniers (viae salinariae) (466), vers l'extérieur il était enlevé par les vaisseaux normands, picards, allemands, anglais et hanséates. Des flottes entières, de 20 à plus de 100 vaisseaux embarquaient la précieuse denrée par charges (*lasts* de 2 tonneaux et demi chacun) (467).

L'Aunis peu fertile en blés, faisait venir des froments de Bretagne, de Flandre, d'Allemagne même ou de Pologne (par Dantzic) (468). Mais les ports de l'Ouest exportaient aussi les blés du Poitou en Espagne, Flandre, Angleterre (469). On vendait également au dehors, en petite quantité, des pois et des fèves (470). Les régions maritimes de l'Ouest recevaient des fruits, figues, amandes, noix, châtaignes, raisins secs de l'Aquitaine, du Languedoc, du Centre par Bordeaux, d'Espagne par les ports du nord de ce pays, mais en expédiaient aussi dans les pays du Nord-Ouest et du Nord. De même, elles faisaient le commerce de transit avec l'étranger pour les huiles comestibles, pour les graisses (*oings, outtures*), ainsi que pour les farines. Elles recevaient de Grande-Bretagne des lards des jambons (*bacons*) et des viandes salées, des pays du Nord des harengs saurs, mais expédiaient de leur côté dans les régions de l'Europe occidentale et septentrionale des merlus, des beurres, du miel. Elles importaient enfin des fromages d'Angleterre. De part et d'autre, on ne faisait guère le trafic du bétail sur pied, exception faite pour les chevaux d'Espagne. Les épices, poivre, canelle, cumin, et le sucre, venaient de l'intérieur, par l'entremise des ports de Languedoc ou de Provence, et étaient expédiés dans la Manche, la mer du Nord ou la Baltique par les soins de la Rochelle. Celle-ci finit par obtenir de Charles VII le monopole de l'importation des épices, qu'elle recevait des Italiens, avant le ^{xv}^e siècle, et qu'elle reçut ensuite des Portugais (471).

Après les produits alimentaires, le commerce des pays maritimes d'Ouest portait surtout sur les matières premières nécessaires aux diverses industries. Ils recevaient du dehors des métaux bruts, fer d'Espagne (de Biscaye), plomb, cuivre, et étain d'Angleterre, de l'intérieur des meules à émoudre, pour maréchaux, barbiers, taillandiers, forgerons, ou à l'usage des moulins ; du laiton et de la calamine des Pays-Bas ; de l'acier

(466) Citées ci-dessus. Voir aussi BOISSONNADE, *Org. trav. en Poitou*, I, 31.

(467) AGATS, 50-100.

(468) AGATS, *ibid.* ; DELAYANT, I, 65 ; JOURDAN, 303.

(469) GOUGET, 239.

(470) Pancarte du Plomb, MUSSET, 1903, 244.

(471) Taxes des coutumes citées ci-dessus ; PEGOLOTTI, p. 274 ; GOUGET, 94, etc.

probablement importé d'Allemagne, de l'airain ou de la mitraille, des mêmes pays. Il n'est pas encore question de l'importation du charbon de terre, d'ailleurs bien moins réputé alors que le charbon de bois. L'alun et la couperose venaient soit d'Italie, soit d'Angleterre et des pays du Nord.

Parmi les matières premières d'origine végétale, dont les ports de l'Ouest faisaient le commerce, figuraient le bois commun ou *laigne* (*lignum*), provenant de l'intérieur, les bois de construction qui venaient surtout du Nord et d'Irlande, les merrains, bûches, fagots, qui venaient de la France centrale et occidentale par voie d'eau, les goudrons, les cendres gravelées, la potasse expédiés par les pays Baltiques, les gemmes, les résines et la poix, en provenance de Gascogne, les produits tinctoriaux, pastels du Lauraguais et d'Albigeois, dits de Toulouse, *grane* ou extrait du chêne kermès du Languedoc, garance de même origine. Les chanvres et les lins arrivaient soit de l'Aquitaine, soit de la Flandre et des pays du Nord, généralement en filasse (472).

A l'égard des matières premières d'origine animale, le trafic principal concernait les huiles de poisson et le blanc de baleine, venus de Gascogne, de la côte de l'Ouest, des pays du Nord, et qui alimentaient les ateliers de l'intérieur, tels que ceux de Niort et de Saint-Maixent ou de Poitiers. Puis venaient en grande quantité les peaux ; l'excédent de celles du Poitou et du centre, était expédié au dehors. Mais l'Ouest se pourvoyait par voie de mer des peaux précieuses venues du Nord, gris et vair ou zibeline, ainsi que des peaux ou cuirs forts d'Angleterre et des régions Baltiques, qui arrivaient par ballots ou *dacres* ou *tracques* (chacun d'une douzaine), de même que des cuirs de veaux, de moutons, d'agneaux, d'agnelins, de chèvres et de chevreaux du Midi ou du centre, des cuirs mi-ouvrés de chèvre venus d'Espagne (*cordouans*), enfin de peaux en laine ou en poil. Les îles, telles qu'Oléron, exportaient des peaux de lapin. Des forêts de la côte, on retirait des peaux d'animaux sauvages, telles que celles des loirs. Il est aussi question de peaux de lièvres et de chats sauvages, de goupils (*renards*), de fouines, voire même de rats. Les suifs, les plumes, les laines, la cire formaient enfin autant d'articles de trafic, soit à l'importation, soit à l'exportation.

Le commerce des produits fabriqués était surtout formé d'objets importés du dehors, ou d'autres régions françaises : lainages fins des Flandres, parfois teints en écarlate, *stamfords* d'Angleterre, tapis de laine, couvertures dites châlons, toiles

(472) Coutumes précitées et ouvrages indiqués ci-dessus.

fortes (canevas) de Bretagne, toiles plus fines de Normandie et des Pays-Bas, linge de table ou de toilette en fardeaux, soies filées et ouvrées ou cendals d'Italie et d'Espagne méridionale, mercerie et tabletterie probablement d'origine languedocienne, meubles, céramiques ou poterie, articles d'éclairage (chandelles), verrerie commune d'origine diverse, enfin produits métallurgiques, cloches, soufflés et enclumes de forge, cottes de mailles, armures et épées, provenant du dehors ou de l'intérieur. Au xv^e siècle, commencent à s'y ajouter les balles de papier, fabriquées par les moulins d'Angoumois, de Limousin, de Touraine et de Poitou.

Ainsi est née et a grandi la vie maritime qui, d'abord faible aux temps anciens, s'était éteinte à l'époque des invasions normandes. Profitant de l'admirable essor économique de la France du x^e au xiv^e siècle, de sa renaissance dans la seconde moitié du xv^e, de l'ouverture du grand marché des Pays-Bas, de la formation de ceux des Iles-Britanniques, des pays germaniques et baltiques, les ports des pays d'Ouest avaient trouvé à la fois dans la pêche et dans le commerce d'échanges, surtout dans ce dernier, les éléments d'une prospérité qui atteignit à son apogée avant la guerre de Cent Ans et qui devait reparaître à l'aube des temps modernes.

L'AGRICULTURE & LES CLASSES PAYSANNES

DANS LE BAS-POITOU, AU XVI^E SIÈCLE ⁽¹⁾

L'assiette et la transformation de la propriété rurale.

Par M. PAUL RAVEAU

Au xvi^e siècle, le Montmorillonais avec ses cinquante mille hectares de brande, avait un aspect absolument désertique et différait complètement du reste du Poitou. Les villages, autour desquels étaient groupées les petites parties de terre cultivées, isolés au milieu de ces immenses steppes de bruyère et d'ajoncs, faisaient véritablement l'effet d'oasis au milieu du désert. Jusqu'au xvi^e siècle les transactions, les mutations dans la petite propriété rurale, dans les tenures, avaient dû être excessivement rares, car le pays avait entièrement conservé son aspect féodal, et, tandis que les principaux fiefs avaient, depuis longtemps déjà, changé plusieurs fois de main, que les vieilles familles seigneuriales avaient abandonné les châteaux et les donjons autrefois édifiés par leurs ancêtres, les paysans au contraire étaient tous demeurés dans leurs villages, dont ils portaient encore le nom au xvi^e siècle comme au début de la féodalité, et où ils continuaient, comme par le passé, à cultiver leurs modestes tenures. La bourrasque, qui avait emporté le puissant seigneur féodal, avait épargné l'humble tenancier ; l'éternelle histoire du chêne et du roseau. Depuis lors, en tant que possession du sol, cette région Montmorillonnaise a été complètement transformée. Les tenures ont été réunies, fondues les unes dans les autres et presque tous les villages ont fait place à de vastes domaines. Une ferme de quarante hectares constitue actuellement dans le Montmorillonais une *petite* métairie, la moyenne des exploitations rurales y est de plus de 60 hectares et celles de 80 et de 100 hectares s'y rencontrent très fréquemment. La brande a été presque entièrement défrichée, c'est là ce qui explique la vaste étendue de ces exploitations ; il convient d'ajouter que ces défrichements n'ont été effectués que dans la seconde moitié du xix^e siècle, mais que, longtemps avant ce dé-

(*) V. dans cette Revue, 1924, n^o 1, l'étude de M. RAVEAU sur *l'Agriculture et les classes paysannes dans le Haut-Poitou au xvi^e siècle*.

frichement, les villages avaient été transformés en métairies, mais en métairies alors d'une importance moindre qu'elles ne le sont de nos jours.

Nous allons trouver de suite une preuve de ce morcellement primitif du sol et de la transformation ultérieure des villages en métairies, dans l'une des plus vastes exploitations rurales de la contrée à notre époque, Le Lêché, dans la commune de Saulgé, qui comprend actuellement plus de 300 hectares d'un seul tenant. Au xvi^e siècle, le Lêché n'était autre chose qu'un village au milieu duquel se trouvait une métairie, alors en formation, qui appartenait à un écuyer du nom de Guillaume Azard, métairie que celui-ci agrandissait en achetant peu à peu les parcelles de terre des tenanciers du village. Mais parmi ces derniers il s'en trouva un, Pierre Robin, sans doute plus récalcitrant et plus tenace que les autres, et qui imposa à Guillaume Azard des conditions assez dures que nous trouvons consignées dans un contrat de vente passé dans l'étude de M^e Jehan Vézien, notaire à Montmorillon, le 23 novembre 1542 (33). Par cet acte, Pierre Robin et Jacqueline Estevenet, sa femme (deux noms que l'on rencontre encore dans la commune de Saulgé), cédaient à Guillaume Azard, écuyer, et à damoiselle Françoise de Saint-Martin, sa femme, « tous et tels droits qu'ils ont et peuvent avoir au village du Lêcher, soit maison, verger, prés, terres, brandes, pasturages et « pascages, mais sans y comprendre leurs bois, appelé le bois du « Lêcher », et, en contre échange, Guillaume Azard et sa femme cédaient et transportaient à Pierre Robin et à Jacqueline Estevenet, une pièce de terre en bois et brande, contenant 150 boisselées, située sur le chemin de Lussac-les-Châteaux à Plaisance ; mais l'acte continue ainsi : « et par ces mêmes présentes, est dict et accordé « que lesdits Guillaume Azard et sa femme seront tenus et ont « promis *faire édifier à leurs dépens* audit Robin, dedans la feste « de saint Jean-Baptiste prochainement venant une maison telle « et semblable à celle que lesdits Robin et Estévenet ont délaissé « au village du Lêcher, et cela en l'essard comme l'on va dudit Lêché au village de Theuil ». P. Robin et sa femme se réservaient en outre par l'acte de jouir pendant deux ans d'une chénevière qu'ils possédaient près du village et aussi de faire pâture pendant deux ans, tous leurs bestiaux sur une partie des parcelles de terre qu'ils abandonnaient. Voici certes des conditions assez draconiennes, mais tous les paysans de la région, qui vendaient alors en masse leurs terres aux marchands, à la bourgeoisie et assez souvent aussi, nous venons de le voir, à la noblesse du pays, étaient loin d'être aussi exigeants.

(33) E 4 1-100, Arch. Vienne. Minutes Vézien, 1542, novembre 23.

Cette commune de Saulgé, dont nous parlons ci-dessus, s'étend actuellement sur 6.230 hectares. Elle comprend d'après le recensement de 1906 : cinq villages, 4 hameaux, 7 moulins sur la rivière la Gartempe, 3 châteaux ou habitations bourgeoises et 71 *fermes isolées*. Parmi ces 71 fermes isolées appartenant chacune à un seul et unique propriétaire et toutes composées de grandes pièces de terre groupées autour des bâtiments d'exploitation, nous en prendrons quelques-unes pour juger de leur état au xvi^e siècle d'après des documents de l'époque.

Le domaine de Roufflamme situé dans la vallée de la Gartempe, à quelques kilomètres au sud du bourg de Saulgé, et qui forme de nos jours une exploitation d'un seul tenant d'une contenance de 62 hectares, n'était au contraire au xvi^e siècle autre chose, qu'un village peuplé de laboureurs propriétaires du sol qu'ils cultivaient, et dont plusieurs actes notariés vont nous fournir les noms. Tout d'abord le 18 juillet 1563, dans un échange de terres, on voit intervenir un nommé *Bastien habitant le village de Roufflamme paroisse de Saulgé* (34). Le 25 avril 1571, c'est un laboureur du village des Mas, Jehan Robin, qui vend à un autre laboureur *Loys de Montauffier demeurant au village de Roufflamme* une boisselée de terre fromentaux, sise sous les vignes du village de Roufflamme, tenant d'une part à la terre de Denis Duquéreult ; la vente comprend également 3/4 de journal de vigne (3 ares 75 centiares) assise audit lieu de Roufflamme, tenant à la vigne de Loys Léobet ; plus un autre petit lopin de vigne, contenant la neuvième partie d'un journal (55 centiares), tenant à la vigne de Bastien Estévenet. La vente est faite moyennant 11 livres 5 sols payées comptant (35). La même année 1571, le 26 novembre on voit ce même Jehan Robin, des Mas, vendre moyennant 35 sols payées comptant, à *Colas Gaudin et à Pierre de Montauffier, laboureurs demeurant tous deux au village de Roufflamme* (36), 1/4 de journal de vigne, (1 are 25 centiares), tenant à la vigne de Loy de Montauffier. Le 4 mars 1572, c'est Mathieu Gaudin, laboureur demeurant au village du Quéréult, paroisse de Saulgé, qui vend à *Colas Gaudin et Pierre de Montauffier demeurant à Roufflamme*, deux boisselées de terre (20 ares), sises sur le chemin de Roufflamme à Saulgé ; la vente est faite moyennant cent sous (37). Voici maintenant le 16 juillet 1596, *Jehan Moreau laboureur et Denise du Quéréult, sa femme, demeurant au village de Roufflamme*, qui vendent moyennant 45 livres, à un habitant de Montmorillon, un journal de pré (30 ares), sis aux roches de Roufflamme et tenant au pré de Pierre de Montauffier.

(34) Arch. Vienne, E 4 1-102. Minutes Augier, 1563, juillet 18.

(35) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1571, avril 21.

(36) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1571, avril 21.

(37) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1572, mars 4.

fier (38). Nous signalerons en passant que le village du Quéréult existe toujours, qu'il se trouve maintenant englobé dans celui, plus important de la Macherie mais qu'il est toujours habité par les du Quéréult qui sont de braves et honnêtes laboureurs ; ne sont-ce pas là pour ces braves gens de véritables titres de noblesse dont ils ont tout lieu d'être fiers ? Un dernier contrat du 26 décembre 1598, va nous fournir sur ce village de Roufflamme un renseignement d'ordre général. A cette date (39) nous relevons la vente par un laboureur du village de Beumène à un laboureur du village de la Remigère, moyennant 5 l. tournois, des droits qui lui appartiennent sur un lopin de terre situé au terroir de Malvaux, tenant de deux côtés aux vignes du seigneur de Beaupuy et, de deux autres côtés ; « *aux terres des tenanciers du village de Roufflamme* » Le notaire a trouvé le mot exact, le *domaine actuel de Roufflamme*, n'était autre chose au XVI^e siècle, qu'un *village peuplé de tenanciers cultivant leurs tenures*, c'est-à-dire des terres dont ils étaient propriétaires et dont ils disposaient, nous venons de le voir, à leur gré ; les actes de vente nous ont même fourni les noms de plusieurs de ces tenanciers : Loys, Pierre et Jacque de Montauffier, Denis du Quéréult, Loys Léobet, Bastien Estévenet, Colas Gaudin, Jehan Moreau et Denise du Quéréult sa femme, et ce que nous venons de constater là pour le domaine de Roufflamme existait, à quelques exceptions près, pour les 70 autres fermes isolées que l'on rencontre actuellement dans la commune de Saulgé.

En nous révélant l'existence du village de Roufflamme, ces contrats nous ont en même temps dévoilé l'état de morcellement de la terre sur son territoire et nous avons pu constater l'existence de parcelles de vigne de 3 ares 75 centiares, nous en avons même rencontré une de 55 centiares ; on conviendra qu'il est difficile d'accentuer davantage la division de la propriété ; nous ajouterons que la délimitation de ces parcelles ne serait pas chose facile à faire actuellement sur le domaine de Roufflamme qui, malgré sa contenance de 62 hectares, ne se compose que d'une douzaine de pièces de terre.

Cette comparaison entre le *village de Roufflamme au XVI^e siècle*, et le *domaine de Roufflamme au XX^e*, indique nettement la transformation qui s'est opérée dans cette région de l'époque féodale à nos jours et démontre également que la constitution de la *grande propriété* au moyen du groupement de ces tenures était à peine commencée dans cette partie du Haut Poitou au XVI^e siècle, puisque ce village de Roufflamme était encore intact dans les premières années du règne d'Henri IV.

Mais cet unique exemple, tout probant qu'il est, ne saurait

(38) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1596, juillet 16.

(39) Arch. Vienne, E 4 22-1. Minutes Pointeau, 1598, déc. 26.

suffire pour notre démonstration ; nous poursuivrons donc notre étude par deux autres domaines de cette même paroisse de Saulgé, ceux de l'Herpinière et des Gats, situés dans la vallée de la Gartempe, au nord du chef lieu de la commune, et à trois kilomètres à peine de la ville de Montmorillon. Ces deux fermes, d'une étendue d'environ 200 hectares, très rapprochées l'une de l'autre appartenaient au même propriétaire au moment de la statistique agricole de 1906. Au XVI^e siècle au contraire on trouvait là deux villages. Celui de l'Herpinière dont nous nous occuperons le premier, appartenait encore en très grande partie, à la famille de laboureurs dont il portait le nom. Le premier membre de cette famille que nous rencontrons est un Loys de l'Herpinière qui, le 13 mai 1576 (40), achète moyennant 500 livres, de Jehan de Maillasson, lieutenant civil et criminel au siège royal de Montmorillon, les droits que celui-ci possédait dans la succession de feu Martin de Maillasson son père. Le second habitant du village qui se présente à nous est Jehan de Montauffier qui est qualifié de *couturier*, profession très répandue dans tous les villages à cette époque. Ce Jehan de Montauffier qui était certainement parent de Montauffier de Roufflamme, prêtait le 11 février 1576 (41) à un marchand du nom de Guillaume Léobet, une somme de 48 l., moyennant la constitution en sa faveur d'une rente annuelle et perpétuelle de 48 sols. Le 16 mai 1586, c'est *Jehan de l'Herpinière*, le jeune, laboureur demeurant au village de l'Herpinière, qui fait un échange de terres avec un de ses parents, André de l'Herpinière, demeurant même paroisse au village de Cornet (42). Nous trouvons ensuite à la date du 28 octobre de l'année 1600, un nouvel habitant du village de l'Herpinière, Pierre Perrault, qui donne à ferme moyennant 7 sous par ans à un autre laboureur du village de Theuil (Saulgé), trois journaux de vigne (15 ares), qu'il possédait près de ce village (43). L'année suivante, 1601, ce même Pierre Perrault vendait une grange qui lui appartenait également dans ce village de Theuil (44) ; il est supposable que marié au village de l'Herpinière, il voulait y fixer sa résidence. Un dernier acte, du 4 février 1601 (45) nous fait connaître une transaction survenue à l'occasion d'un procès qui s'était élevé dans la famille l'Herpinière, entre *André, Jehan et Françoise de l'Herpinière demeurant au village de l'Herpinière*, d'une part, et leur frère Antoine, marchand, demeurant à Montmorillon d'autre part. Il s'agissait du

(40) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Gaultier, 1576, mai 13.

(41) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1576, fév. 11.

(42) Arch. Vienne, E 4 22. Minutes Pointeau, 1586, mars 16.

(43) Arch. Vienne, E 4 22. Minutes Pointeau, 1600, oct. 28.

(44) Arch. Vienne, E 4 22. Minutes Pointeau, 1601, janvier 11.

(45) Arch. Vienne, E 4 22. Minutes Pointeau, 1601, février 4.

partage de la succession de feu Jehan de l'Herpinière, leur père et de celle de défunte Mathurine de l'Herpinière, Veuve de feu Jehan Lelet, leur sœur. Ces différents actes nous ont fait connaître quatre familles habitant alors le village de l'Herpinière et il en existait assurément d'autres que nous ne connaissons pas, mais ce qu'il y a de positif, c'est que toutes étaient parentes ou alliées des de l'Herpinière, famille très nombreuse comme nous avons pu nous en assurer et qui habitait très certainement le village depuis l'époque reculée où elle lui avait donné son nom.

Le premier habitant que nous rencontrons au village des Gats, très voisin comme nous l'avons dit de celui de l'Herpinière, est encore un Montauffier, Guillaume de Montauffier, laboureur demeurant au village de Gats, paroisse de Saulgé, nous dit l'acte qui porte la date du 26 août 1571 (46) et par lequel ce laboureur vendait à un autre laboureur une boisselée de chènevière renfermée de buissons, moyennant 10 livres, ce qui porte à 100 livres le prix de l'hectare, mais nous ferons remarquer qu'il s'agit là de *chènevière*. Ces Montauffier nous les rencontrons jusqu'à présent dans tous les villages, mais il faut bien dire que la population de ces paroisses, population, très clairsemée à cette époque, n'était composée que d'un petit nombre de familles toutes parentes ou alliées.

Le second acte que nous relevons concernant le village de Gats, est du 30 mai 1587 (47). A cette date un autre de Montauffier, Gabriel, demeurant également au village des Gats, cède et transporte moyennant le prix et somme de cent sols, à Janet de Champagne, demeurant au village de Champagne, paroisse de Lathus (voisine de celle de Saulgé), *la vingt et unième partie en une chambre de maison* sise au village de Champagne appelée la chambre du four et tenant à la maison de Vincent de Champagne; plus *la vingt et unième partie d'une grange*, tenant à la grange de Martin de Champagne. On voit à quel point en était arrivé la division des immeubles et des terres dans tous ces villages à la fin du xvi^e siècle. Ces de Champagne formaient alors une famille de très riches laboureurs qui faisait exception à la règle générale et ne vendait point ses terres, loin de là. Il y avait, dans ce village, comme chef de famille, un Jacques de Champagne, d'une activité extraordinaire; on le voit par des acquisitions fréquentes agrandir incessamment le territoire du village, et prêter, par petites sommes il est vrai, de l'argent à tous les laboureurs des villages voisins. Mais nous ne voulons pas anticiper, nous retrouverons Jacques de Champagne, lorsque, après avoir étudié l'état de la propriété, nous examinerons la situation des personnes en Poi-

(46) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1571, août 26.

(47) Arch. Vienne, E 4 22. Minutes Pointeau, 1587, mai 30.

tu, dans le cours de ce même xvi^e siècle. Pour l'instant nous nous contenterons de constater qu'à Champagne comme à l'Herpinière le village portait le nom de la famille qui l'habitait ce qui se présentait le plus habituellement du reste à cette époque dans tout le Montmorillonnais. Nous ne trouvons maintenant de documents concernant le village des Gats qu'en l'année 1621, et là nous sortons un peu de notre programme que nous voulions limiter au xvi^e siècle. Un acte du 25 juillet de cette année 1621, nous montre un André Guigner, laboureur, demeurant au village des Gats, paroisse de Saulgé (48) qui emprunte une somme de 10 livres d'un autre laboureur du même village, Sylvain de Montauffier en promettant de la lui rendre « d'aujourd'hui en un an prochainement venant ». Ce sont là les deux seules familles que nous ayons rencontrées dans ce village des Gats, mais à cela il y avait une raison que va nous révéler un bail passé en l'étude M^e Caillaud, notaire à Montmorillon, le 14 novembre 1621 (49), par lequel un procureur près le siège royal de Montmorillon, M^e Joachim Douadic, s^r de l'Hortet, donne « à cultiver à moitié « des fruits naissant et croissant le lieu et métairie lui appartenant situés au village des Gats, paroisse de Saulgé; ensemble « les terres audit Douadic appartenant, situées au village de l'Herpinière, que feu Jehan de Montauffier faisait à moitié fruits... » ; ce bail nous apprend ainsi qu'un certain nombre de tenanciers du village des Gats et de l'Herpinière avaient, depuis un certain temps déjà, vendu leurs terres ; situées sur les bords de la Gartempe, à proximité de la ville, ces terres avaient tenté ce procureur qui, parcelles par parcelles, tant au village des Gats qu'à celui de l'Herpinière, était arrivé à former peu à peu le noyau de métairie qu'il donnait à moitié fruits par ce bail du 14 novembre 1621 ; l'acte nous apprend en outre, que J. Douadic, au fur et à mesure de ses acquisitions, faisait cultiver les parcelles acquises par les anciens propriétaires, comme par ce « feu Jehan de Montauffier » mentionné dans le bail, et c'était généralement là ce qui se passait alors dans tous les villages du Montmorillonnais comme nous le verrons plus loin.

Il n'y avait pas qu'en Poitou que les paysans vendaient leurs terres, au xvi^e siècle et que l'on voyait un village peuplé jusqu'alors de nombreux tenanciers, se transformer en métairie appartenant à un seul et unique propriétaire. Ce que nous constatons dans le Montmorillonnais cadre en effet en tous points avec le tableau que nous fait M. Lucien Febvre de la Franche-Comté, à la même époque dans son attrayante étude sur Philippe II ; tel ce conseil-

(48) Arch. Vienne, E 4 22. Minutes Caillaud, 1625, juillet 25.

(49) Arch. Vienne, E 4 22. Minutes Caillaud, 1621, novembre 14.

ler, Pierre Cécile (50) qu'il nous montre accumulant çà et là les prés, les vignes, les terres arables, en *faisant une grange*, c'est-à-dire une métairie, aussitôt qu'il a pu recueillir sur un certain point une quantité suffisante de parcelles, et laissant encore, à l'époque de son décès, 250 pièces de terre de toute nature, disséminées dans vingt-cinq villages ! Si nous n'avons pas dans le Montmorillonais d'acquéreurs de cette envergure, nous lui trouverons à Montmorillon, dans la petite ville de Plaisance et ailleurs, de sérieux émules et, à Poitiers, un financier du nom de Melchior Maurat, tout à la fois marchand et contrôleur général des Finances, qui lui serait certainement comparable.

Comme exemple, puisque nous sommes dans le Montmorillonais, nous prendrons un marchand de la petite ville de Plaisance, sire Pierre Baubisson. Plaisance, aujourd'hui, la plus modeste des bourgades, toute la commune ne possède pas 400 habitants disséminés dans trois villages et dix fermes isolées, et qui, au xvi^e siècle, avec son riche prieuré, son chapitre de six chanoines, ses deux notaires complétés par les officiers de la justice seigneuriale, juge, greffier, procureur fiscal, sergents, avec ses nombreux marchands trafiquant de toutes les denrées du pays, sa bourgeoisie active et avisée, formait une cité florissante réunissant tous les corps de métiers ! Le plus riche de ces marchands, sire Pierre Baubisson, avait déjà, lorsque nous le prenons au mois d'octobre 1570, réalisé une sérieuse fortune, et marié sa fille, Marguerite, à un riche marchand de Montmorillon, Jehan Nyvellet. De sa fortune nous avons de suite une preuve assurée dans le titre de *sire*, qu'on lui attribue dans tous les contrats de l'époque. Ce titre de *sire*, c'est là une note à prendre, n'était octroyé en Poitou au xvi^e siècle, qu'aux marchands exclusivement, et aux marchands ayant réalisé une grosse fortune et jouissant d'une notoriété indiscutée ; c'était là leur titre de noblesse dont ils étaient très fiers du reste et qui n'était fort souvent, qu'un acheminement vers celui, si envié d'*Ecuyer*. Le marchand qui gagnait modeste-

(50) LUCIEN FÉVRE, *Philippe II et la Franche-Comté, La crise de 1567* pages 266 et 267. La liste des bienfonds amassés par un conseiller au parlement de Dôle, Pierre Cécil, telle que nous la donne un inventaire après décès, est une véritable accumulation de prés, de vignes, de champs isolés, morcelés, séparés les uns des autres, achetés visiblement au hasard des ventes, des décrets, d'occasions successives, mais avec un plan suivi : dès que, dans une contrée, sur un territoire donné, assez de corvées, de semées, de fauchées, d'ouvrées auront été acquises, le riche bourgeois de ces terres éparses fera une *Grange*, dans une maison de ferme il mettra une famille de paysan. A Orchamps, l'opération était faite ; Pierre Cécil possédait un Grangier ; à Damparis, Belvoeye, et Laborde le conseiller Cécil, dit l'inventaire, était en délibération d'y mettre un grangier, quand la mort est venu le surprendre et briser ses projets. Transcrivons quelques chiffres, ils sont saisissants : à Dôle, le conseiller possède 15 parcelles de terre, à Percéy 27, à Cricé 4, etc., au total, près de 250 parcelles de terre, de prés et de vignes, disséminées sur le territoire de plus de 25 villages.

ment sa vie ne voyait son nom agrémenté d'aucun titre ; parfois, lorsqu'il était sur le chemin de la fortune, il devenait « *Honorable Homme* », mais le cas se présentait rarement. A cette règle, que nous donnons comme absolue pour le titre de *sire*, il ne se présentait qu'une seule exception : elle concernait les douze premiers échevins de la ville de Poitiers qui, eux aussi, étaient qualifiés de *sires*, mais alors uniquement dans les registres de l'Hôtel de ville et jamais en dehors, ce qui ne peut dès lors amener de confusion avec le titre de *sire* appliqué aux marchands dans tous les actes notariés et autres actes publics.

Sire Pierre de Baubisson avait, en 1570, pour ses acquisitions de terre, trois centres d'opérations dans la paroisse de Plaisance et trois autres dans la paroisse voisine, de Saint-Rémy : à Plaisance, la petite seigneurie de Jeu, celle plus importante de la Barde et le village de Chiroux ; à Saint-Remy, le village de Puypotier, la seigneurie de la Jordonnière et un autre village, aujourd'hui disparu, que l'on appelait la Reygondnière. Tout cela ne faisait du reste qu'un ensemble d'un seul tenant, s'étendant ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte, au moyen de la carte d'Etat-Major, sur plus de cinq kilomètres de longueur, depuis la seigneurie de Jeu dans la paroisse de Plaisance, jusqu'à celle de la Jordonnière dans la paroisse de Saint-Remy. Sire Pierre Baubisson voyait grand ; il se taillait là, il faut bien en convenir, ce que de nos jours nous appellerions une *terre*, et il ne s'agissait plus alors, comme au temps féodal, de simples droits seigneuriaux, mais bien de la *pleine et entière jouissance de la propriété*.

En 1570, Pierre Baubisson était déjà devenu seigneur de la Barde, dont il avait acquis les droits seigneuriaux en même temps que le *domaine utile*, composé d'une petite métairie que nous le voyons, le 22 octobre de cette année 1570 (51), donner à cultiver à demi fruits à un laboureur du village, Morin Charretier. Le bail comprend : « Les domaines et héritages que le bailleur possède
« au village de la Barde et dans celui du Chiroux situés tous les
« deux dans la paroisse de Plaisance, soit maison, grange, cour,
« près, terres, bois, vignes, landes, friches et autres choses quel-
« conques, à la charge que ledit Charretier (et là nous trouvons
« une clause absolument draconienne) sera tenu et a promis re-
« fondre et apporter au profit de ladite métairie, tous et chacun
« les fruits, profits, revenus et émoluments de tous et chacun
« ses domaines et héritages personnels, en quelque lieu qu'ils
« soient situés, et assis, *pour ceulx fruits, ensemble avec ceulx du*
« *domayne dudit Baubisson, être partagés entre le bailleur et le*
« *preneur par moitié.* » Et, par une clause spéciale, il est expres-

(51) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1570, octobre 22.

sément stipulé que le métayer ne pourra vendre aucune de ses terres pendant la durée du bail. C'est à peine croyable et cependant c'est la vérité, et aucune clause particulière ne dit que pour l'indemniser de cet apport, le métayer fera, avant partage, un prélèvement quelconque de récolte. Dans un bail à demi fruits les conditions générales sont : que le bailleur apporte la terre, le métayer son travail et le produit est partagé par moitié. Dans le bail de Pierre Baubisson, *en ce qui concerne les terres apportées par le métayer*, nous ne constatons rien de semblable ; ce dernier fournit tout en même temps sa terre et son travail, ce qui n'empêche pas Pierre Baubisson, qui n'a rien fourni du tout, de prendre la moitié du produit. En lisant ce bail, nous avons cru, tout d'abord, à une erreur ou à une omission dans la rédaction de l'acte, mais nous nous sommes bien vite aperçu par la suite, que les baux de ce genre n'étaient pas rares dans le Montmorillonnais et l'explication croyons-nous, la voici : Morin Charretier devait être l'un des vendeurs de P. Baubisson, il lui avait cédé la majeure partie de ses terres et, pour cultiver le peu qui lui en restait, il n'avait plus de bestiaux, conséquemment plus de fumier, peut-être plus de maison où se loger et, dans ces conditions, P. Baubisson avait dû faire miroiter à ses yeux que, lui fournissant les animaux de travail, le fumier, la grange pour abriter les gerbes, cela suffisait amplement pour justifier le partage par moitié de la récolte, et nous sommes encore confirmé dans cette opinion par un autre bail du 29 décembre 1572 (52). A cette date, P. Baubison avait, dans ce même village, acquis assez de parcelles pour former une seconde métairie et, par ce dernier bail il donnait à cultiver à demi fruits à Jehan et Julien Largeau, laboureurs de ce village de la Barde pour un espace de neuf années : « tous et « chacun les domaynes et héritages que ledit Baubisson a cy-
« devant acquis de Berthomé Largeau, Maurice Guinet, Antoine Bost, Imbert Mesmin et autres sis et situés cesdits domaines « és villages de la Barde et de Chiroux et leurs environs, soit « maison, prés, bois, vignes, etc., à l'encontre desquelles choses « lesdits Largeau, preneurs, ont mis tous leurs domaines et hé-
« ritages en quelque part qu'ils soient situés et assis pour le tout « être cultivé par lesdits Largeau, et les fruits à en provenir être « partagés par moitié. » Suit ensuite le même engagement par les métayers de ne vendre aucune de leurs terres pendant la durée de la ferme.

Dans ce dernier bail nous trouvons les noms d'une partie des paysans qui ont vendu leurs terres au bailleur et parmi eux figurent bien celui de la famille Largeau, c'est-à-dire le nom des

(52) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes diverses, Charpentier, 1572, décembre 29.

métayers. Voilà qui confirme la supposition que nous faisons plus haut, que les métayers ne joignaient à la métairie du bailleur que les quelques parcelles de terre qui leur restaient, très probablement peu de chose ; mais P. Baubisson obtenait par là un double résultat, car en plus du profit qu'il tirait ainsi de ces terres sans bourse délier, il était en plus assuré que, dans ces conditions, elles ne pourraient lui échapper pendant la durée du bail. Pour empêcher les acquéreurs de se présenter pour les terres qu'il convoitait, P. Baubisson employait les moyens les plus divers : Les plus usités étaient bien entendu les prêts d'argent aux propriétaires de terres ; il était bien rare qu'il eût à leur verser une somme quelconque une fois l'acquisition faite, mais le 30 décembre 1570 (53), nous voyons un laboureur du village de la Grange à Gaudon, dans la paroisse de Saulgé, Jehan Magnac, agissant comme tuteur de ses neveux, fils de son frère, François Magnac, donner à ferme pour 7 années à sire P. Baubisson, et cela moyennant 20 sous par an « tous les domaines et héritages auxdits « mineurs appartenant dans les villages de la Barde et de Chi-
« roux, soit maison, grange, cour, courtilage, prés, bois, vignes,
« terres labourables et à labourer, verger, brande et autres choses
« quelconques sans en rien réserver. » Nous ne saurions dire quelle était l'importance de ces *domaines et héritages*, mais l'énumération que vient de nous en fournir l'acte, nous donne néanmoins l'assurance que le prix de ferme n'était vraiment pas exagéré. P. Baubisson avait trouvé là le moyen d'éloigner les acquéreurs, et à bon compte, pendant 7 ans.

Entre temps, Pierre Baubisson continuait ces acquisitions de terre. Le 25 janvier 1573 (54), c'est un laboureur du village de la Barde, Antoine Mesnier et sa femme qui, pour demeurer quittes envers lui d'une somme de 70 l. résultant de deux prêts qu'il leur avait consentis, lui cèdent, à titre de remboursement, un demi-journal de pré, 11 boissellées de terre labourable divisées en cinq parcelles et 3 journaux de vigne, au total 1 hectare 45 ares divisé en huit parcelles. Le même jour (55), Maurice de la Fa, laboureur et Marie Mercier, sa femme, vendent également à P. Baubisson, moyennant 65 livres payées comptant, tous les droits qui leur peuvent appartenir sur certaines terres assises dans ce même village de la Barde. Le 5 avril suivant, 1573, toujours à la Barde, un laboureur lui cède et transporte tous les droits qu'il possède dans un bois taillis assis près du village (56), « tenu et mouvant ledit bois, dit l'acte de vente, de l'ac-

(53) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1570, décembre 30.

(54) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1573, janvier 25.

(55) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1573, janvier 25.

(56) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1573, avril 5.

quéreur « à cause de sa seigneurie de la Barde ». La vente est consentie moyennant 15 livres. Et toutes ces parcelles de terre, de pré, de bois, de vigne, sont toujours d'après les actes de vente, « contigües à celles de l'acquéreur ».

Le 11 février 1573 (57), nous trouvons au village de Puypotier, une acquisition plus importante. En remboursement d'une somme de 78 l. prêtée à un laboureur de ce village, le 22 février 1562, P. Baubisson lui prend 20 boissellées de terre labourable, 3 boissellées de vigne et 2 boissellées de pré, en tout 3 hectares 50 ares.

Aux villages de la Jordonnière et de Jeu, pendant ces mêmes années, 1572 et 1573, les acquisitions se succèdent sans interruption. A la Jordonnière, le 20 décembre 1572 (58), P. Baubisson achète moyennant 120 l. payées comptant, d'un marchand de la paroisse d'Adriers, nommé Thiaudière, « une cinquième partie prise dans une tierce partie », ce qui revient à dire la quinzième partie, des bois du lieu noble de la Jordonnière, tenant de deux côtés à ceux de l'acquéreur, « tenus et mouvant lesdits bois de « sire P. Baubisson à cause de sa seigneurie de la Jordonnière ». Toujours à la Jordonnière, le 15 avril 1573 (59), notre marchand se rend acquéreur moyennant 32 livres, de 20 boissellées, de terre, pré, brousse et bocage (2 hectares).

Pierre Baubisson ne perdait pas de vue non plus le village de Jeu ; le 13 avril 1573 (60), on le trouve achetant d'un laboureur de la paroisse de Saulgé, Jehan Lebeau, moyennant la somme de 8 livres, tous les droits que celui-ci possède au village de Jeu dans l'héritage des Villaud. Le surlendemain, 15 avril (61), c'est un laboureur du village de Chiroux et sa femme, Marguerite de Biais, qui lui vendent moyennant 17 l. 10 sous, tous les droits, parts et portions qui peuvent leur appartenir au village de Jeu dans ce même héritage des Villaud. Cet héritage des Villaud avait attiré l'attention de P. Baubisson et il ne le lâchait pas. Cette dernière acquisition, qui le rendait, d'après l'acte, propriétaire, en partie, de maisons, grange, cours, etc., était précieuse pour lui en vue de la formation d'une nouvelle métairie. A la date du 21 janvier 1573 (62), P. Baubisson fait au village de la Reygondonnière, voisin de la Jordonnière, une acquisition d'une assez grande importance ; il achète, moyennant 140 l., tous les droits qu'une famille Courandeaupossédait dans ce village, mais sur les 140 l. il lui en était dû 120, de sorte qu'il ne lui restait que 20 l. à débours.

(57) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1573, février 11.

(58) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1572, décembre 20.

(59) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1573, avril 11.

(60) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1573, janvier 25.

(61) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1573, avril 15.

(62) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1573, janvier 21.

Ce sont là les acquisitions que nous avons pu constater parmi celles que ce marchand de la petite ville de Plaisance a pu faire dans le cours des années 1572 et 1573, mais elles ne représentent peut-être pas la vingtième partie de la totalité, car ces notes nous les avons puisées dans les minutes de trois des notaires de Montmorillon seulement et, sans parler des actes qui ont été passés dans les quatre ou cinq autres études de cette même ville et des actes qui nous ont échappé dans les minutes que nous avons parcourues, il faut considérer qu'il existait à Plaisance, dans cette dernière moitié du xvi^e siècle, deux notaires, M^e François Vauzelles et M^e Jehan Estévenet et l'on peut bien être assuré que chacun d'eux travaillait dix fois plus à lui seul pour P. Baubisson que tous les notaires de Montmorillon réunis ; or, leurs minutes n'existent plus et nous n'avons pu par suite les consulter. Si nous ajoutons maintenant, et de cela il nous serait facile d'en fournir la preuve, que P. Baubisson avait de très nombreux imitateurs ou concurrents dans tout le pays, on pourra juger ainsi du nombre de mutations qui s'opéraient dans la propriété paysanne vers la fin du xvi^e siècle dans le Montmorillonnais. Là ne se bornait pas l'activité de P. Baubisson, il trafiquait également de toutes les denrées du pays et en particulier des grains dont il faisait un gros commerce. On le trouve aussi fermier de plusieurs seigneuries et même, en ce qui concerne le temporel, du prieuré de Saint-Remy, qu'il prenait à bail, le 6 mai 1571 (63), du prieur, Messire *Pierre Cubault*, demeurant au *village des Cubault* dans cette même paroisse de Saint-Remy, l'un de ces prêtres appartenant à des familles de riches paysans qui formaient alors la majorité du bas clergé du diocèse de Poitiers. Nous nous trouvons donc, avec P. Baubisson, en présence de l'un de ces innombrables spéculateurs, actifs et avisés, que fit surgir, subitement, sur tous les points du Poitou, une situation monétaire nouvelle.

Quelqu'avisé qu'il fut, P. Baubisson échouait quelquefois dans ses entreprises, car la lutte pour l'acquisition de la propriété paysanne était vive entre tous ces marchands, tous étaient après au gain et certains d'entre eux peu scrupuleux. On trouve, à la date du 21 août 1574 (64), dans la paroisse de Moulimes contigüe à celle de Plaisance, la vente, par un paysan, tout à la fois laboureur et hôtelier, Pierre Courtin, et par Marye Ardin, sa femme, pauvres gens âgés et d'un esprit sans doute assez borné, à un marchand de Plaisance, Pierre Gayer, de deux maisons et de 30 parcelles de terre, au bourg de Moulimes et dans ses environs. Ces 30 parcelles contenaient ensemble un peu plus de 15 hectares, parmi lesquels se trouvaient 4 hectares de prai-

(63) Arch. Vienne. E 4 20. Minutes Charpentier, 1571, mai 26.

(64) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1574, août 21.

ries de grosse valeur et 60 ares de vigne. C'était là un morceau de roi que convoitaient tous les marchands et toute la bourgeoisie du pays. La vente du 21 août 1574 était consentie moyennant 116 l., une bouchée de pain ! Les 4 hectares de prairies valaient à eux seuls plus de 300 l. Le prix de la vente ne suffit pas à payer les dettes qui s'élevaient à 228 l., car tous les marchands et toute la bourgeoisie des environs, y compris le juge seigneurial et le receveur des tailles de Lussac-les-Châteaux, la ville la plus voisine, dans le désir d'enlever le morceau, avaient prêté de l'argent à ces malheureux et, parmi les prêteurs, figurait, tout naturellement, P. Baubisson. Son concurrent et collègue de Plaisance, Pierre Gayer, l'acquéreur, exultait, mais son triomphe fut de courte durée. Les créanciers non remboursés, et P. Baubisson en était, car il avait été devancé comme prêteur par le juge et le receveur des tailles de Lussac, firent sans doute comprendre au vendeur, qu'en semblable occurrence on obtenait assez facilement du roi des *Lettres de Rescission* (65), car, à la date¹ du 13 mars 1576 (66), on trouve dans les minutes de M^e Charpentier, notaire à Montmorillon la transaction suivante dont nous copions textuellement les trente premières lignes : « Sachent tous que cy
« devant, dès le 21^e jour d'août 1574, Jehan Courtin et feu Marye
« Ardin, sa femme (la malheureuse était probablement depuis
« lors morte de chagrin) vendissent à Pierre Gayer, moyennant
« la somme de 116 livres, tous et chacun leurs domaynes et hé-
« ritages qu'ils pouvoient avoir au bourg et paroisse de Moulis-
« mes et ses environs, sans aucune chose en réserver ne retenir,
« consistant les dits domaynes en... (suit la désignation et la
« contenance de chacune des 30 parcelles). En faisant laquelle
« vendition lesdits Courtin et sa femme auraient grandement
« esté déceus, trompés et circonvenus, parce que lesdits lieux es-
« toient et sont de bien plus grande valeur ; par le moyen de
« quoy ledit Courtin estoit en volonte d'obtenir *Lettres Royaux*
« *de Rescission* dudit contrat de vendition si mieux ledit Gayer ne
« vouloit supplier ladite juste valeur, prix et estimation desdits
« lieux. Et ledit Gayer dict et allègue avoir bien acquis et à prix
« raisonnable lesdits lieux ; néanmoins pour obvier à procès,
« consent payer ce qui défauldroit raisonnablement de la juste
« valeur d'iceulx. Sur quoy lesdictes partyes, pour obvier à pro-
« cès et pour bien de paix, par l'advis de leurs conseils et amis,
« sont venus en condescendance de l'accord et transaction qui
« s'en suit, et pour ce est que : En droit, en la cour du scel aux

(65) GIRY, *Manuel de Diplomatique*, « Lettres de Rescission », autorisant un requérant à se pourvoir en justice pour demander la cassation d'un acte ou d'un contrat.

(66) Arch. Vienne, E 4 20. Minutes Charpentier, 1576, mars 13.

« contrats estably à Montmorillon pour le Roy notre sirè, la roy-
 « ne d'Ecosse douairière de France, ont esté présents et personnél-
 « lément estably, ledit Courtin, marchand houstellier et labou-
 « reur, demeurant au bourg de Moulismies d'une part et ledit
 « Pierre Gayer, marchand demeurant ès faubourgs de la ville
 « de Plaisance, d'autre part, lequel Courtin a approuvé led. con-
 « trat de vendition et consent qu'il sorte son plein et entier effet
 « et que tous lesdits lieux soient et demeurent auxdits Gayer et
 « aux siens, moyennant que ledict Gayer pour supplément a pro-
 « mis bailler et payer au dit Courtin, la somme de 334 l. tour-
 « noys »

Cette transaction porte ainsi en 1576, à 450 livres le prix des immeubles que P. Gayer avait payés 116 l. en 1574, deux ans auparavant ! La différence atteint près des $\frac{3}{4}$ de la valeur des immeubles. Nous ajouterons que ces menaces de Lettres de Rescision se présentaient assez souvent à Plaisance ; nous pourrions en citer au moins trois cas dans le cours des années 1572, 1573 et 1574, mais nous devons dire que nous n'en n'avons relevé aucune contre P. Baubisson qui était, et de beaucoup, le plus riche des habitants de la ville.

Nous ne voudrions pas, pour ne pas prolonger outre mesure ce second chapitre, insister davantage sur ces acquisitions de terre espérant avoir suffisamment démontré maintenant la manière dont elles se pratiquaient le plus souvent alors et dans quelle proportion elles remplissent les minutes de notaires de l'époque ; nous n'avons cependant pas parlé jusqu'ici du chef-lieu, de la ville de Montmorillon, dans laquelle de nombreux marchands, et une bourgeoisie peut-être plus nombreuse encore, n'étaient pas moins avides que les autres habitants de la région de cette propriété demeurée jusqu'alors, pour la plus grande partie, entre les mains des paysans. Chacun, en ces dernières années du xvi^e siècle, tentait fièvreusement de s'enrichir et, au moyen d'un numéraire qui devenait de jour en jour plus abondant, d'augmenter sa fortune.

Les marchands et la bourgeoisie de Montmorillon, parmi lesquels nous trouvons les noms de la grande majorité des familles qui habitent encore de nos jours la ville, ne laissaient échapper aucune occasion d'augmenter l'étendue des métairies, généralement petites, qu'ils possédaient déjà et surtout d'en former de nouvelles dans lesquelles ils s'empressaient d'installer ensuite comme métayers, les laboureurs dont ils venaient d'acquérir les terres. Ce sont ces laboureurs, autrefois propriétaires du sol, qui ont formé la souche de ces métayers honnêtes et laborieux qui peuplent actuellement le Montmorillonais et permettent d'en cultiver aujourd'hui encore, les terres à demi fruits, car la culture par métayage ne saurait être pratiquée dans tous les pays.

Certaines terres, aussi bien dans la campagne que dans la ban-

lieu de Montmorillon, convoitées par plusieurs acquéreurs, donnaient lieu quelquefois à des surenchères des plus vives. Il existait entre autre, dans la banlieue de Montmorillon, un certain clos, appelé « le clos de la Poyrière », dans lequel vers l'année 1571, tous les habitants de la ville voulaient posséder quelques parcelles, et, tandis qu'à cette date dans les autres parties de la banlieue l'hectare de terre labourable se vendait sur le pied de 30 à 40 l., on voit un marchand boucher du nom de Paul Lorigoux, qui s'était trouvé en concurrence avec un autre marchand boucher, Michaud Estourneau, pour l'acquisition de deux boisselées de terre dans ce fameux clos de la Poyrière, payer ces deux boisselées sur le pied de 175 l. l'hectare (67) ; mais Michaud Estourneau se piqua probablement au jeu car, deux mois après, le 18 mars 1571 (68), on le voit à son tour acheter une boisselée de terre dans ce même clos moyennant 14 l., soit 140 l. l'hectare, Paul Lorigoux, sans doute moins fortuné, avait dû capituler, et alors son adversaire l'acable : Le 11 avril de cette même année 1571 en effet (69), nouvelle acquisition par Michaud Estourneau, d'une autre boisselée, moyennant cent sols, 50 l. l'hectare ; n'ayant plus de concurrent il se contente de payer la terre un quart environ au-dessus de sa valeur, ce qui suffit pour lui attirer des offres, car le lendemain même 12 avril (70), nous constatons une troisième acquisition par le même Estourneau, toujours sur le même pied de 50 l. l'hectare ; mais il ne s'en tint pas là, et sept jours après, le 18 avril (71) on trouve une quatrième acquisition, toujours dans les mêmes conditions. Ce pauvre Lorigoux s'était effondré et Michaud Estourneau, triomphant, devait alors posséder une notable partie du fameux clos. Les bouchers et les tanneurs formaient au xvi^e siècle à Montmorillon deux très riches corporations. Beaucoup de familles de la bourgeoisie avaient réalisé leur fortune dans ces deux genres de commerce.

La lutte pour l'acquisition des terres n'était pas moins vive dans la campagne qu'à Montmorillon. De 1571 à 1573, tandis que, dans les paroisses rurales, le prix moyen de l'hectare de terre labourable ne dépassait guère 25 livres, on le voit, pour certaines parcelles, atteindre : le prix de 65 l. près du village de Sazat, dans la paroisse de Saulgé, le 23 avril 1573 (72) ; 75 livres dans le village de Roufflamme que nous connaissons déjà, le 14 juin 1572 (73) ; 122 livres au village d'Hermantin dans la paroisse de Sillars, le 5 avril 1573 (74).

(67) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1571, janvier 21.

(68) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1571, mars 18.

(69) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1571, avril 11.

(70) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1571, avril 12.

(71) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1571, avril 18.

(72) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1573, avril 23.

(73) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1572, juin 14.

(74) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1573, avril 5.

Pour nous rendre compte des modifications que toutes ces mutations ont pu apporter dans l'assiette de la propriété dans le Montmorillonnais au xvi^e siècle, nous chercherons maintenant quelle était la situation sociale des acquéreurs et des vendeurs dans les contrats où nous avons puisé nos renseignements pour cette région.

Nos recherches ont porté tout spécialement sur le canton de Montmorillon comprenant 9 communes et près de 34.000 hectares, mais elles se sont étendues également, bien que d'une façon moins suivie, sur six autres communes voisines de ce canton et le tout forme un ensemble de près de 60.000 hectares. Dans cette étendue nous avons relevé 237 contrats de vente sur lesquels, pour 175 seulement, nous avons consigné le nom et la situation sociale des acquéreurs et des vendeurs. Au début de nos recherches nous nous préoccupions uniquement du prix des terres, c'est là ce qui explique cette lacune dans nos renseignements.

Dans ces 175 contrats nous trouvons *comme acquéreurs*, 133 marchands, bourgeois ou membres de la noblesse et 42 laboureurs seulement. Voilà qui indique dans quel sens s'opéraient les mutations que nous constatons dans la propriété au xvi^e siècle dans le Montmorillonnais.

Nous disons que parmi les acquéreurs, nous avons constaté quelques membres de la noblesse et cependant la noblesse de cette région était peu fortunée à l'époque. Les terres du Montmorillonnais généralement pauvres et manquant de l'élément calcaire indispensable pour la production du froment, n'avaient dû être accensées au début de la féodalité qu'à un petit nombre de deniers, et les rentes en nature ne devaient comporter elles-mêmes qu'un petit nombre de boisseaux de grain de qualité secondaire, seigle ou avoine. En raison de la diminution constante, depuis l'époque carolingienne, du pouvoir d'achat de l'argent et du pouvoir d'achat de la livre, les cens en deniers en étaient arrivés à ce point dès le xvi^e siècle (nous parlons toujours du Montmorillonnais) que l'on trouve dans la majorité des contrats de vente de terre, à la fin de l'acte, cette mention : « Le vendeur n'a pu déclarer de quel seigneur et sous quels devoirs, les lieux faisant l'objet de la présente vente sont tenus et mouvants ». Cette même mention se rencontre également dans certains contrats des régions de Loudun et de Chatellerault, mais dans ce cas, l'acquéreur insiste pour être renseigné sur ce point. Dans le Montmorillonnais, rien de semblable, l'acquéreur se contente de la mention ci-dessus libellée, de laquelle il ne semble nullement étonné et qui paraît être passée dans les habitudes ; ce qui indiquerait bien que, dès cette époque, nombre de cens stipulés en deniers n'étaient déjà plus payés en raison de leur minime valeur.

Si nous laissons de côté nos malheureux hoteliers de Moulîmes, dont le patrimoine comprenait, nous l'avons vu, une quin-

zaine d'hectares de terres labourables, prés ou vignes, la plus grande partie des paysans que nous avons rencontrés jusqu'ici dans le Montmorillonnais n'étaient propriétaires que de modestes tenures ; il en existait cependant quelques-uns possédant de véritables métairies comme la famille de Champagne, qui habitait le village de ce nom dans la paroisse de Lathus et dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Nous pouvons citer également, dans la paroisse de Bourg-Archambault une autre famille de laboureurs habitant le village de Rochefort (aujourd'hui Richefort) dont elle portait le nom. Le contrat qui nous fait connaître cette famille n'est autre que l'acte de vente, à la date du 11 août 1562 (75) de toutes les terres qu'elle possédait dans ce village de Rochefort, vente à laquelle elle se trouvait réduite à la suite d'emprunts successifs contractés d'un habitant de la paroisse d'Azat le Riz, nommé Domdé. Ce Domdé, tant pour argent prêté que pour fournitures de grains, lui réclamait 300 livres, et c'est pour cette somme de 300 livres qu'il s'emparait de toute la métairie comprenant 250 boisselées de terre labourable, 14 journaux de pré, 4 journaux de vigne et 62 boisselées de brande, au total près de trente six hectares de terres de toute nature. Le prix de l'hectare ressortait à 8 livres 11 sous, et dans la vente se trouvaient comprises la maison couverte en tuiles et la bergerie couverte en brande. La famille se composait de la mère, Annette de Fougères Vve de Jehan de Rochefort, du fils aîné, Pierre, marié à Marguerite Hardouin, du fils cadet, Mathurin, marié à Marguerite Patron et du gendre Loys Guischier, époux de Jehanne de Rochefort. La vente comportait un reméré, mais 300 livres étaient une grosse somme à l'époque pour la région, et il est peu probable que les vendeurs aient pu trouver un prêteur plus compatissant. Cette vente ne nous en démontre pas moins qu'il se trouvait au xvi^e siècle, dans le Montmorillonnais, des paysans possédant de véritables métairies. Il nous serait facile d'en citer plusieurs autres cas.

Nous avons maintenant inventorié un nombre suffisant de documents pour montrer quelle était au xvi^e siècle, la situation de la propriété dans le Montmorillonnais et faire connaître en même temps dans quel sens s'effectuait les nombreuses mutations que l'on constatait. Pour compléter cet aperçu, avant de quitter la région, il nous reste à jeter un coup d'œil sur les seigneuries et les rares métairies qui constituaient alors la grande propriété dans cette contrée.

Les seigneuries étaient nombreuses, généralement d'une assez grande étendue mais, à de très rares exceptions près, de peu de valeur. Par grande étendue, nous entendons parler des droits seigneuriaux, et cependant, dans le Montmorillonnais, la terre possédée en toute propriété, par le seigneur, « *le Domaine utile* » se trouvait plus étendue que partout ailleurs, parce qu'il comprenait ces immenses steppes de brandes dont nous parlons au début de

ce chapitre, pour ainsi dire de nulle valeur comme nous allons le voir plus loin, et qui, n'ayant pu être amodiées en tenures, comme n'étant d'aucun revenu, contribuaient pour beaucoup, à donner à cette région un caractère très spécial. Nous citerons cependant deux de ces seigneuries, celle de la Contour, dans la paroisse de Jouhet, et celle d'Ouzilly dans la paroisse de Lathus, qui possédaient l'une et l'autre, un domaine utile, *cultivable*, assez étendu. La seigneurie du Bourg-Archambault, par contre l'une des plus importantes et des plus riches de la contrée, dont le château seigneurial est encore habité, ne comprenait que des droits seigneuriaux et une seule et unique métairie d'un labourage de huit bœufs, comme domaine utile. Des baux concernant l'un la seigneurie du Bourg-Archambault, l'autre celle de la Contour, vont nous permettre d'établir entre elles une intéressante comparaison.

Le premier de ces baux, celui de Bourg-Archambault, porte la date du 9 novembre 1542 (76). Par ce bail, Jehanne de Crunes, dame de Bourg-Archambault, donne à ferme pour 7 années, à deux marchands de la petite ville du Dorat, Jacques Bongard et Guillaume Demérard, tous les fruits, profits, revenus et émoluments de la terre et seigneurie de Bourg-Archambault et ses dépendances, soit : « cens, rentes, dixmes, terrages, métairie, prés, terres, « étangs, bois, forêts, droits de guêt, four à ban, péages, passages, « lodz, ventes, droits de juridiction et tous autres droits, devoyrs « et revenus quelconques appartenant à ladite seigneurie et des- « pendances d'icelle, fors et réservé les château, logis, allées et « jardins joignant ledit château ». La ferme est faite moyennant le prix et somme de 500 livres par chacun an « ce qui est 3,500 « livres pour les 7 années, sur laquelle somme lesdits fermiers « ont présentement baillé à ladite dame 2,500 livres en monnaies « d'or, d'argent et de billon ». Il ne restait donc plus dû que 1.000 l. sur les sept années de fermages lesquelles devaient être payées en fin de bail. Bien que le château soit réservé, il est dit cependant que les fermiers jouiront d'une chambre *au-dessus du portail d'entrée* dont ils auront la clef, d'une étable pour mettre leurs bêtes de somme, et de tous les greniers pour y déposer leurs grains. Ils n'auront à leur charge « aucune rente, devoirs ou sub- « sides qui sont ou pourront être dus à cause de ladite seigneurie, « mais ils donneront chaque année au curé de la paroisse de « Bourg-Archambault, 5 setiers de seigle (80 boisseaux) sur les « dîmes de la paroisse, un setier, moitié froment et moitié seigle « sur les dixmes de Persac (commune de Lussac les Châteaux) et « enfin deux setiers de seigle sur les dixmes de Tersanne. Ils ne « feront aucune réparation au château ni aux bâtiments. Ils paye-

(76) Arch. Vienne, E 4 1-100. Minutes Vézien, 1542, novembre 9.

« ront chaque année les gâges des officiers de la dite seigneurie, « soit au juge cent sous, au procureur 50 sous et, à chacun d'eux, « une charretée de foin. Et a promis et sera tenue ladite dame « garantir auxdits fermiers les choses par eux affermées et les « *en faire jouir durant ladite ferme*, scavoyn est : pour les blés, « deniers et poulailles, a quantités et prix *certaines et non muables* ; la quantité de 33 setiers, 13 boisseaux et 1/3 de boisseau « de froment : 82 setiers et 7 boisseaux et demi de seigle ; 93 setiers et 15 boisseaux d'avoine ; 112 livres, 17 sols 3 deniers en « argent ; 5 chapons, six vingt-deux (122) gelines, 56 poulets et « 3 livres de sel, et en plus, toutes les autres choses desclarées, « comme devant être en recepte annuelle, en un double papier « terrier que ladite dame a baillé aux fermiers, signé des notaires ». Il est dit ensuite que pour les choses dont la recette est garantie et qui ne seraient pas payées, la valeur en serait déduite des 1.000 l. que les fermiers restent devoir en fin de bail. Les fermiers jouiront également du cheptel garnissant la métairie, composé de huit bœufs de travail, 6 vaches, quelques veaux et porcs, le tout estimé 63 livres 10 sous, et de 88 brebis non évaluées. Le bail assure enfin aux fermiers la pêche des étangs et des douches du château, à la charge par eux de les empoissonner convenablement et de donner 12 carpes à la bailleresse à chaque pêche d'étang. La fuie et la garenne sont réservées,

Tel est, dans ses grandes lignes, le bail de la seigneurie du Bourg-Archambault du 9 novembre 1542. En nous fournissant le nombre de bœufs de travail de la métairie, il nous permet de connaître, à très peu de chose près, le produit annuel moyen de cette métairie, et, par suite, nous met à même de faire pour la provenant du domaine utile et le revenu résultant des devoirs féodaux, tant muables que non muables ; il nous serait du reste facile de faire l'évaluation de ces derniers au moyen des quantités qui viennent de nous être données.

Tant des nombreux baux que nous avons en mains que des autres renseignements que nous avons pu recueillir sur ce sujet il résulte très exactement que, dans le Montmorillonnais, vers la fin du règne de François I^{er}, une bonne métairie comportant un labourage à 4 bœufs (un labourage à 6 ou 8 bœufs était l'exception) rapportait bon an mal an, à son propriétaire de 25 à 35 livres. En prenant le chiffre le plus élevé et en le doublant pour la métairie du Bourg-Archambault qui possédait un labourage à huit bœufs nous serons certainement beaucoup au-dessus de la vérité, mais, même en adoptant ce chiffre, de 70 livres le domaine utile ne représentera pas la 7^e partie du revenu total de la seigneurie qui devait, d'après le bail, s'élever à 500 livres, mais qui était, ce n'est pas douteux, beaucoup supérieur car on admettra bien que ces marchands du Dorat ne sortaient pas de leur caisse une somme de 2.500 livres, somme *alors considérable*, et ne prenaient

pas l'engagement de payer en plus 1.000 livres en fin de bail, sans être assurés que le tout leur rentrerait avec de gros bénéfices ; de telle sorte que l'on peut affirmer que les 70 livres produites par la métairie, ne représentaient pas la 10^e partie du revenu total de la seigneurie de Bourg-Archambault ; et c'était là du reste les proportions que l'on pouvait constater généralement en Poitou pour tous les fiefs possédant une réelle importance, car il n'en était pas de même dans les *très modestes seigneuries* où les droits féodaux n'étaient plus qu'un accessoire.

Le bail de la seigneurie de la Contour va nous donner une toute autre note. Par ce bail qui est à la date du 30 octobre 1580 (77), François de Moussy, écuyer, seigneur de la Contour (78), donne à ferme pour cinq ans à François Rozet et à Florent Bonbon, deux marchands demeurant à Saint-Savin : « Le lieu noble et seigneurie de la Contour, consistant en maisons, cens, rentes, dixmes, « terrages, métairies, étangs, près, bois, lodz, ventes et toutes « autres choses quelconques dépendant de ladite seigneurie, plus « tous les fruits, profits, revenu et émoluments du Prieuré de « Jouhet, tout ainsi qu'il se poursuit et comporte, tant en maison, « jardin, chénevières, cens, rentes, dixmes, terrages, lodz, ventes « et toutes autres choses quelconques, sans rien desdits seigneuries de la Contour et Prieuré de Jouhet réserver ni retenir, excepté le logis de la seigneurie de la Contour appelé le Petit « Logis, étant du côté du jardin, l'étable touchant la grande « porte de la première basse cour, la fuie et la garenne se trouvant au bout du grand pré ; pour en jouir par les preneurs « durant les cinq années en la forme et manière que ledit de « Moussy et le Prieur de Jouhet ont accoustumé en jouir, et « à la charge que les preneurs seront tenus et ont promis assumer le service divin deu et accoustumé être fait audit prieuré « durant les dictes cinq années et payer les décimes ordinaires « deus par iceluy prieuré. Et pour le regard du bétail se trouvant es dites métairies de la seigneurie de la Contour, a été « apprécié entre les parties *pour la part et portion appartenant « audit de Moussy, scavoyr :*

- 1° Pour la métairie de Dizac, la somme de 45 livres ;
- 2° Pour la métairie de Coupé, 93 livres ;
- 3° Pour la métairie de Barrot, 55 livres 10 sols ;
- 4° Pour la métairie de Jouhet, 43 livres 12 sols, plus 12 brebis et une chèvre ;

(77) Arch. Vienne, E 4 20 (Minutes diverses). Minutes Argenton, 1580, octobre 30.

(78) La seigneurie de la Contour appartient encore de nos jours à la famille de Moussy.

5° Pour la métairie la Maison Blanche, 80 livres 10 sols, 9 brebis et 3 chèvres ;

6° Pour la métairie de Roche, 44 livres ;

7s Pour la métairie de Josmé, 36 livres ;

8° Pour la métairie de Rejou, 60 livres, plus 4 porcs, 1 truie, 4 brebis ;

9° Pour la métairie de Poirier, 82 livres 15 sols et 5 brebis ;

représentant l'ensemble des 9 métairies, une somme totale de 540 livres 7 sols ; lequel bétail les fermiers devront rendre au bailleur en fin de bail selon l'évaluation ci-dessus.

Le bail fixe ensuite le prix de ferme annuel à 1.200 livres payables en un seul terme à la Notre-Dame d'août ; plus 25 boisseaux de froment, 25 boisseaux de seigle, 25 boisseaux de bail-large, 100 boisseaux d'avoine, mesure de Montmorillon, une charretée de paille et une charretée de foin, le tout livrable, chaque année, le jour et fête de saint Michel (29 septembre).

Les 175 boisseaux de grains, mesure de Montmorillon, pouvaient, en 1580, être évalués à 60 livres ; la charretée de foin et la charretée de paille valaient ensemble de 7 à 8 livres ; la totalité du prix de ferme s'élevait donc à 1.270 livres en chiffres ronds.

Les 540 l. 7 sols, représentant la part de cheptel de François de Moussy dans les neuf métairies équivalaient à la moitié de ce cheptel qui se composait des bœufs de travail, de quelques vaches, des charrettes et de quelques jeunes veaux. Nous avons vu que les brebis, les chèvres et les porcs avaient été nombrés mais non évalués.

Une paire de bœufs de travail, vers 1580, valait de 55 à 60 l. (79), une charrette 20 l. (80). En tablant sur ces prix, l'inspection de la valeur du cheptel dans chacune de ces métairies, nous montre que trois d'entre elles seulement, celles de Coupé, de Maison Blanche et de Poirier pouvaient posséder un labourage à 4 bœufs et que les six autres, très modestes, ne pouvaient avoir qu'un *labourage à 2 bœufs*. En 1580, le revenu d'une bonne métairie possédant labourage à 4 bœufs, approchait de 70 livres, et il ne faudrait pas s'en étonner en objectant le bail de Bourg-Archambault de l'année 1542, car depuis lors, le prix des grains a bien plus que doublé et celui des bestiaux a augmenté à peu près dans les mêmes proportions, mais malgré cela la moyenne

(79) Arch. Vienne, E 4 27. Minutes Chesneau Johan, 1587, novembre 6. Successions de Nicolas Audebert, marchand à Poitiers. Les bœufs de sept métairies sont estimés 60 livres la paire les uns dans les autres.

(80) Arch. Vienne, E 4 20-8. Minutes Delavergne, 1570, novembre 1. Dans un bail à forme de la métairie de la Bastière, la charette fournie par le bailleur est estimée 20 l. et c'est là le prix que l'on trouve le plus fréquemment dans les inventaires de cheptels à l'époque.

du revenu de chacune des neuf métairies de la seigneurie de la Contour ne pouvait pas, en les évaluant les unes dans les autres, dépasser 50 livres et il est bien probable qu'il ne les atteignait pas. Nous agirons donc largement en portant à 450 livres le revenu de l'ensemble des neuf métairies, et, en les déduisant des 1270 livres, du prix de ferme, il reste 820 livres. Mais dans cette dernière somme est encore comprise la ferme du prieuré de Jouhet qui fait également partie du bail ; il nous sera facile de l'en distraire au moyen d'un acte du 29 avril 1571 (81), qui va nous fixer sur la valeur de cette ferme. A cette date du 29 avril 1571, en effet, messire François Daux, prévost de l'église collégiale de Notre-Dame de Montmorillon et Prieur commanditaire de Prieuré de Jouhet donnait à ferme pour neuf années à Paul Loubeau, marchand demeurant au bourg d'Antigny « les fruits, profits » revenus et émoluments de ce prieuré de Jouhet, moyennant le « prix et somme de 200 l. payables chaque année en deux termes ». Le bail consenti pour neuf années en 1571, à Paul Loubeau, prenait donc exactement fin en 1580, époque à laquelle nous voyons François de Moussy donner ce prieuré de Jouhet, à ferme à ces deux marchands de Saint-Savin, en même temps que la seigneurie de la Contour. Etant désormais fixé sur ce point, nous pouvons maintenant établir de la façon suivante la provenance des 1.270 livres formant le montant de bail du 30 octobre 1580 :

| | |
|---|--------|
| Provenant de la ferme du Prieuré de Jouhet | 200 l. |
| Provenant du revenu des 9 métairies | 450 l. |
| Provenant des cens, rentes et autres devoirs féodaux .. | 620 l. |

Total 1.270 l.

sur lesquelles 1.070 l. représentaient la part de la seigneurie de la Contour ; mais là encore nous ferons la même objection que pour le bail de la seigneurie du Bourg-Archambault ; ces marchands de Saint-Savin ne passaient pas leurs temps et ne risquaient pas leurs capitaux sans espoir de gains, on pourrait donc sans exagération, fixer le revenu de la Contour non pas à 1.070 livres, mais bien à une somme approchant de douze à 1.500 livres, de sorte que, même pour cette seigneurie, ou le « *domaine utile* » avait des proportions inaccoutumées, le revenu de ce domaine représentait à peine le tiers du revenu total. Nous avons en plus la conviction que ce domaine utile était, pour la majeure partie, de formation récente. La famille de Moussy était riche ; le bail que nous venons d'analyser ne stipule pas, comme celui du Bourg-Archambault, de paiements anticipés de fermage ; la

(81) Arch. Vienne, E 4 20-2. Minutes Charpentier, 1572, octobre 11.

seigneurie de la Contour composait le patrimoine familial, c'était là la terre ancestrale, elle appartient du reste, de nos jours encore, à cette même famille ; dans ces conditions il eût été bien surprenant que les de Moussy n'eussent pas cherché à posséder en toute propriété les terres sur lesquelles ils n'avaient que les droits féodaux que nous connaissons, et, en cela du reste, ils n'auraient fait que suivre l'exemple de leurs voisins, car tous les propriétaires de fiefs, nobles ou roturiers, tous les membres de la noblesse dont la fortune n'était pas obérée, n'y manquaient pas. Nous pourrions citer dans la paroisse de Pindray, voisine de celle de Jouhet, un François de Fors, écuyer, seigneur de Prunier et du Chambon, maréchal des Logis du duc de Montpensier qui pouvait lui servir d'exemple, ne négligeait pas ses domaines du Montmorillonnais et employait tous les loisirs que lui laissaient ses campagnes à leur administration, leur embellissement et surtout à leur agrandissement (82). De l'année 1565, en effet, jusqu'en l'année 1597, date de sa mort, on le voit acheter toutes les parcelles de terre que ses tenanciers du Chambon veulent bien lui vendre, pour les réunir à ses métairies (83). En 1587, nous signalerons également un contrat passé pour la reconstruction de fond en comble de sa maison de Prunier, contrat qui fournit des détails d'architecture fort intéressants (84). Dans la paroisse de Sillars, c'est un autre propriétaire de fiefs, le seigneur de Pierrefolle, René Laurent, écuyer, qui, le 23 octobre 1594 (85), achète de plusieurs de ses tenanciers, moyennant 50 livres, « tous les biens, domaines et héritages que ceux-ci possédaient dans le village de Pierrefolle ». On voit que les membres de la noblesse qui étaient en posture de le faire, ne négligeaient pas, eux non plus, les occasions qui se présentaient, d'agrandir le domaine utile de leurs fiefs.

Nous ne prolongerons pas ces citations et ne nous étendrons pas davantage sur l'étude de ces seigneuries du Montmorillonnais, nous contentant de faire remarquer que l'écart que nous avons constaté entre le prix de location de Bourg-Archambault et le prix de location de la Contour est plus apparent que réel si nous les traduisons l'un et l'autre en monnaie de nos jours, (et j'entends toujours en parlant ainsi, notre franc or d'avant-

(82) Arch. Vienne, E 4 22-1. Minutes Pointeau, 1587, septembre 26. Marché passé par François de Fors, pour la reconstruction de son logis de Prunier.

(83) Arch. Vienne, E 4 20-2. Minutes Charpentier, 1570, octobre 6. Mêmes minutes, 1570, novembre 21.

(83 bis) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, dans un inventaire après décès, dressé en 1597, on trouve un grand nombre de contrats d'acquisitions de parcelles de terre faites par François de Fors de 1570 à 1590.

(84) Arch. Vienne, E 4 22-1. Minutes Pointeau, 1587, contrat déjà cité note 82.

(85) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1594, octobre 23.

guerre). En appliquant en effet à chacun d'eux le pouvoir d'achat de la livre au moment où ils ont été consentis, c'est-à-dire, on s'en souvient, en l'année 1542 pour le Bourg-Archambault et en l'année 1580 pour la Contour, les 500 livres du premier ressortent à 17.000 l. et les 1,070 l. du second (en laissant de côté le prix de ferme du prieuré de Jouhet) à 17.120 livres. On voit que la différence est bien minime et combien l'argent avait perdu de valeur entre temps.

Les métairies d'une certaine importance encore peu nombreuses dans le Montmorillonnais au xvi^e siècle, se trouvaient toutes situées dans les villages où elles prenaient alors, pour ainsi dire, naissance et où elles étaient cultivées à moitié fruits. Nous les examinerons longuement au moyen des baux dont elles ont fait l'objet, lorsque nous nous occuperons par la suite du revenu de la terre, et de l'agriculture proprement dite.

Il nous reste en terminant cette étude sur cette partie du Haut-Poitou, à établir le prix des terres d'après les contrats de vente que nous avons mentionnés et d'après ceux, beaucoup plus nombreux, que nous possédons, mais dont nous n'avons pas parlé.

Dans le Montmorillonnais comme dans la région de Poitiers, le prix des terres varie beaucoup, tout naturellement, selon qu'on le prend dans la campagne ou dans la banlieue des villes. Pour les terres labourables au temps de François I^{er}, dans la campagne montmorillonnaise, nous trouvons le prix de l'hectare aussi élevé que dans la campagne de la région de Poitiers à la même époque : la moyenne atteint 13 et 15 livres. Sous Henri II et Charles IX, cette moyenne s'établit à 25, 26 et 27 livres, suivant encore là et même dépassant les prix de Poitiers, mais, pour les 25 dernières années du siècle, il ne semble pas que l'explosion de hausse que nous avons constatée sur les rives de la Vienne et dans la vallée du Clain, où le prix de la terre avait triplé, se soit manifestée avec la même énergie dans le Montmorillonnais car nous n'y enregistrons comme moyenne dans cette période, que 65 livres, tandis qu'elle atteint 75 et même 80 livres dans la campagne de la région de Poitiers ; mais à cela il y avait une raison que nous connaissons par la suite.

Les prés avaient une valeur bien supérieure à celle des terres labourables dans tout le Poitou, mais cette supériorité de prix variait suivant les contrées. Dans la région de Montmorillon, vers 1540, l'hectare de pré se vendait environ 50 l. (86) ; il atteignait 80 livres sous Charles IX (87), et on le trouve

(86) Arch. Vienne, E 4 1-99. Minutes Grandchief, 1537, juillet 3. Vente d'une parcelle de pré dans la banlieue de Montmorillon sur le pied de 53 livres l'hectare.

(87) Arch. Vienne, E 4 1-103. Minutes Argenton, 1571, mai 13. Vente d'une

à 120 et 130 livres dans les 25 dernières années du siècle (88).

La vigne n'était que peu cultivée dans la région montmorillonnaise au xvi^e siècle, comme de nos jours du reste ; le climat ni la terre ne s'y prêtent. On n'en rencontrait de certaines étendues que dans la banlieue immédiate de Montmorillon, et dans quelques rares villages, celui de Roufflamme, par exemple, où il existait un petit vignoble. Le vin de Roufflamme devait jouir d'une certaine renommée dans les paroisses voisines, si nous en jugeons par l'état de morcellement de ce minuscule vignoble. Dans la banlieue de Montmorillon, sous François I^{er}, l'hectare ne se vendait pas beaucoup au-dessus de 50 livres. De François I^{er} à Henri III, au contraire, ces vignes de la banlieue sont très disputées, le prix moyen de l'hectare atteint 115 livres. Les vignes de certains clos renommés, comme ceux de Saint-Nicolas et des Ecureuils, se vendent jusqu'à 140 et 150 livres et même au-delà (89). Du début du règne d'Henri III jusqu'à la fin du siècle, les prix se stabilisent au lieu de s'élever, les ventes deviennent rares, une raison inconnue, mais qui se manifeste très sensiblement, paralyse les transactions en ce qui concerne les vignes.

Mais les terres cultivées n'occupaient dans cette région, nous l'avons dit, qu'une petite partie du sol, le tiers environ, la lande, *La Brande*, comme nous l'appelons encore en Poitou, couvrait les deux autres tiers. Trois contrats vont nous documenter sur la valeur que l'on attribuait alors à ces terres de brande.

Par le premier de ces contrats, qui porte la date du 11 août 1570 (90), François de Fors, écuyer, seigneur de Prunier, que nous connaissons déjà, arrente 50 boisselées (5 hectares) de terre en brande, moyennant la rente annuelle, perpétuelle, féodale et foncière de 4 boisseaux de froment, 4 boisseaux de seigle et 4 boisseaux d'avoine, payables chaque année le jour et fête de saint Michel. Il s'agissait là du boisseau de Montmorillon qui contenait un peu moins de 20 litres, de sorte que l'hectare se trouvait arrenté moyennant 48 litres de grains, par tiers froment,

parcelle de pré dans la banlieue de Montmorillon sur le prix de 76 l. l'hectare.

(88) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1598, juin 2. Vente d'un pré banlieue de Montmorillon 133 l. l'hectare.

(89) Arch. Vienne, E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1573, avril 9, deux quartiers de vigne vendus sur le pied de 150 l. l'hectare. Mêmes minutes 1573, mars 22. Deux quartiers et demi vendus sur le pied de 120 l. l'hectare. Mêmes minutes, 1570, octobre 29. Vente de un quartier de vigne sur le pied de 135 l. l'hectare. Mêmes minutes 1575, juin 30. Vente de 7 boisselées de vigne à 200 l. l'hectare. E 4 20-2. Minutes Charpentier 1573, juillet 31. Vente d'un demi quartier vigne à 150 l. l'hectare. Mêmes minutes, 1586, fév. 7. Vente de 4 quartiers de vigne à 90 livres l'hectare. E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1586, janv. 8. Vente de 4 quartiers de vigne à 112 l. l'hectare. Mêmes minutes, 1582, juin 20, vente de dix journaux de vigne à 88 l. l'hectare.

(90) Arch. Vienne, E 4 20-2. Minutes Charpentier, 1570, août 11.

orge et avoine. Et encore François de Fors faisait-il là une excellente affaire et la rente n'atteignait-elle ce chiffre que parce que cette pièce de brande se trouvait nous dit l'acte « assise des » deux côtés du ruisseau qui descend de Rilhet » : cela quadruplait sa valeur en raison de ce qu'on pouvait y établir un étang. Dans le second de ces contrats, qui est du 28 novembre 1559 (91), un habitant de Montmorillon, Pierre de Montfaulcon, donnait à rente une pièce de brande contenant encore 50 boisselées (5 hectares) situées dans la paroisse de Concise, à la porte de Montmorillon, et la rente était fixée à 2 sols et 6 deniers par an, soit 0 fr. 125 ; si nous capitalisons cette rente à 5 p. 100, la valeur vénale de l'hectare de brande ressort à 10 sous. Le 11 novembre 1573; enfin (92), l'un des riches bourgeois de la ville de Montmorillon, M^e René Bizet, par un contrat en date de ce jour, « baille et donne congé et permission à Jehan Pouthéau » métayer de la métairie de la Rhue (très importante métairie « à quelques kilomètres de la ville) et aux autres métayers de » ladite métairie dans l'avenir, à tout temps et à jamais, de mener paistre et pascager leurs bestiaux, tant gros que menus, « dans un certain mas de brande audit Bizet appartenant et » faisant la division des terres de Rilhet et de Prunier, et de là » tirant vers le grand chemin de Rilhet, à Montmorillon, etc... » suit la délimitation, au moyen de chemins désignés dans l'acte, d'un ténement de brande d'une étendue de plus de cent hectares sur lequel les métayers de la Rhue « pourront en outre couper » de la bruyère pour le service de leur métairie »; et tous ces droits sont concédés aux métayers de la Rhue, présents et à venir, « à la charge par eux de bailler et payer audit Bizet ou » aux siens, par chacun an, chacune fête de saint Michel, deux » boisseaux d'avoine mesure de Montmorillon et de lui faire également par chacun an, un charroi des dictes brandes jusqu'à » Montmorillon ». La longueur de ce charroi pouvait varier de 4 à 6 kilomètres selon le point du ténement de brande d'où il partait. Le cheptel de la métairie de la Rhue pouvait comprendre, à l'époque, une douzaine de têtes de gros bétail (bœufs, vaches et veaux), une ou deux juments poulinières et enfin un troupeau plus ou moins considérable, de brebis et de chèvres. Tout cela, par le contrat ci-dessus, avait droit de pâturer pendant toute l'année sur cent hectares de brande moyennant deux boisseaux d'avoine et un charroi exécuté dans les conditions que nous avons vues. Autant dire que ces terres de brande étaient considérées, alors, comme de nulle valeur.

(91) Arch. Vienne, E⁴ 1-103. Minutes Argenton, 1559, novembre 28.

(92) Arch. Vienne, E⁴ 20-2. Minutes Charpentier, 1573, novembre 11.

Ce sont des droits d'usage concédés dans ces conditions, qui ont été l'origine des innombrables procès qu'ont eu à soutenir les propriétaires de ces brandes lorsqu'ils ont fait procéder à leur défrichement de 1850 à 1880. Ces terres en effet, défrichées pour la plus grande partie dans le cours de ces trente années, et auxquelles on a ajouté au moyen de la marne ou de la chaux, l'élément calcaire qui leur faisait complètement défaut, produisent actuellement d'abondantes récoltes de céréales et de fourrages.

Nous avons essayé dans cette courte étude, de donner la physiologie aussi exacte que possible de cette région montmorillonnaise au xvi^e siècle. Nous y avons rencontré, ainsi que nous le faisons pressentir au début, un certain nombre de seigneuries et, à côté de ces seigneuries, une multitude de villages ou, plus exactement de hameaux, presque tous encore peuplés des familles de paysans dont ils portaient depuis plusieurs siècles le nom, familles qui étaient demeurées propriétaires du sol. Dans certains de ces hameaux, nous avons trouvé une métairie, la plupart du temps en formation au moyen de tenures, que les paysans qui peuplaient ces hameaux venaient de vendre soit aux marchands de la ville voisine, soit à la bourgeoisie, soit encore aux seigneurs mêmes de ces villages ; mais de *fermes isolées* appartenant chacune à un seul et unique propriétaire, nous n'en avons trouvé trace, ni dans les actes de ventes, ni dans les contrats de quelque nature qu'ils soient, pas plus qu'il n'en sera question dans les baux à ferme et à métayage que nous examinerons par la suite. Les neuf métairies de la Contour elles-mêmes, dont il a été question ci-dessus, étaient situées soit à Jouhet, chef-lieu de la paroisse, soit dans des hameaux ; la métairie du Bourg-Archambault appartenait au château, il en était de même des deux métairies de la seigneurie d'Ouzilly dont nous avons fait mention plus haut. Si, en présence de cette constatation que nous venons de faire de l'état de la propriété dans le Montmorillonnais au xvi^e siècle, nous mettons la statistique agricole de 1906 pour le département de la Vienne et que nous prenions le canton de Montmorillon, nous trouverons que ce canton qui s'étend sur 36.000 hectares, comprend neuf communes : Montmorillon, Bourg-Archambault, Jouhet, Lathus, Moulîmes, Pindray, Plaisance, Saint-Remy et Saulgé, qu'il possédait en 1906, 8.509 habitants, abstraction faite des habitants de Montmorillon (3.924) et que dans les neuf communes, ces 8.509 habitants étaient répartis dans 34 villages, 41 hameaux et 635 *fermes isolées*. On conviendra qu'il est bien impossible d'envisager contraste plus frappant ni transformation plus complète de l'assiette de la propriété. Les nombreux hameaux peuplés de paysans cultivant leurs propres terres, ont disparu pour faire place à de grandes fermes appartenant à un seul et unique propriétaire. Deux facteurs ont con-

couru à cette transformation : la concentration dans un petit nombre de mains de la propriété paysanne d'abord (là a été le début que nous avons vu se manifester au xvi^e siècle), et le défrichement de ces immenses steppes de brande qui est venu ensuite, mais au xix^e siècle seulement, compléter la métamorphose. Ce qui est encore très caractéristique, c'est que, dans ces 635 fermes isolées, on ne rencontre, à très peu d'exceptions près, que les noms des anciens hameaux ; les noms nouveaux sont très rares par cette raison que ces défrichements de brande n'ont pas servi à constituer de nouvelles exploitations, mais uniquement à augmenter l'étendue des métairies déjà formées. Il n'existe dans tout le Montmorillonnais qu'un nombre infime de fermes entièrement composées de terre provenant de ces défrichements de brande. Cette région justifie donc pleinement, croyons-nous, le titre que nous avons donné à ce chapitre : « La transformation « de la Propriété dans le Haut-Poitou, au xiv^e siècle ».

Nous dirigerons maintenant nos pas vers une autre contrée du Haut-Poitou, la *Région de Charroux*. Nous lui trouverons une certaine analogie avec le Montmorillonnais, avec cette différence toutefois, qu'en dehors des métairies attenantes aux maisons seigneuriales et que nous appelons le *domaine utile*, il n'en existait que bien peu d'autres d'une certaine importance dans le pays de Charroux au xvi^e siècle. La noblesse de cette région ne semble pas à cette époque, racheter les tenures paysannes dépendant de ses seigneuries ou les parcelles voisines de ses terres comme nous l'avons vu faire à certains membres de la noblesse du Montmorillonnais, et les marchands, qui, eux, par contre, achètent alors en masse, nous allons le voir, ces tenures paysannes composées de six, sept ou huit hectares, se contentent de mettre dans chacune d'elle un métayer sans chercher à les réunir pour en former de grandes exploitations ; cependant la lutte pour l'acquisition de la terre sera encore plus vive à Charroux qu'à Montmorillon, l'argent y étant plus abondant. D'un autre côté on ne rencontrera pas chez l'acquéreur cette sorte de condescendance et de complaisance vis-à-vis de son vendeur que l'on constatait généralement dans le Montmorillonnais ou l'ancien propriétaire, transformé en métayer, devenait non seulement le serviteur mais aussi, et cela se sentait très bien dans leurs rapports, le protégé de son maître. A Charroux rien de semblable, le paysan suffisamment endetté vis-à-vis de son futur acquéreur est brutalement dépossédé et, devenu métayer, il faut qu'à toute force, il fasse produire à la terre tout ce qu'elle peut donner.

Nos recherches dans cette région de Charroux s'étendront sur un peu plus de 20.000 hectares comprenant les paroisses de Charroux, Savigné, Surin, Asnois, Châtain, la Chapelle Bâton, Presnac, Pleuville et Verneuil. Elles ne porteront que sur les quatre dernières années du xvi^e siècle et les trois premières du siècle

suivant ; les minutes de notaires dans lesquelles nous puisons, comme l'on sait, la majeure partie de nos documents, nous ayant fait défaut pour les années antérieures.

A Charroux encore nous trouverons un très grand nombre de hameaux habités par des paysans propriétaires du sol. Les noms de beaucoup de ces hameaux seront précédés de la préposition « chez », suivie du nom de la famille du laboureur habitant le hameau ; dans la seule paroisse de la Chapelle Bâton, nous trouverons *chez Bouchet*, *chez Bouton*, *chez Sapin*, *chez Valier*, etc., et, au xvi^e siècle, les familles Bouchet, Bouton, Sapin, Vallier habitaient encore les hameaux qui portaient leur nom ; aujourd'hui ces mêmes hameaux dont beaucoup ont été transformés en métairies, ont conservé les mêmes noms, mais la population a changé et les familles que l'on y trouve portent un nom différent de celui du village.

Le morcellement de la propriété que nous avons constaté dans le Montmorillonnais, le morcellement féodal, existera identique dans la région de Charroux, mais là aussi le laboureur se laissera tenter par cet or qui afflue chaque jour plus abondant du Nouveau Monde, et vendra sa tenure au marchand de la ville voisine.

La lecture de quelques contrats nous édifiera de suite, tout à la fois sur l'état de la propriété, sur sa valeur, sur la manière dont s'effectuaient la plupart des ventes et nous indiquera comment le paysan était rapidement acculé à l'aliénation forcée de son patrimoine.

Un premier contrat, du 12 octobre 1596 (93), nous apporte la vente par un laboureur du village de Feumorand dans la paroisse de la Chapelle Bâton, Pierre Gourdin, à un marchand de Charroux, sire Jehan Bertin, de 41 boissellées de terre (6 hectares 15 ares) divisées en 28 parcelles dont l'acte fournit très exactement le détail. Trois de ces parcelles contenaient chacune 7 ares 50 centiares, cinq autres chacune 4 ares, l'ensemble donnait une moyenne de 22 ares par parcelle. Voilà pour le morcellement du sol. La vente était consentie en remboursement d'une somme de 150 livres, ce qui porte le prix de l'hectare à 25 livres, tandis qu'il en valait plus du double comme nous pourrions le voir par la moyenne des prix qui nous sera fournie par la suite ; enfin comme cette vente ne remboursait qu'en partie l'acquéreur, auquel il restait dû une somme de 90 livres, celui-ci s'assurait ainsi que les dernières boissellées que le vendeur possédait dans le village ne pourraient lui échapper.

Le second acte est à la date du 29 juillet 1600 (94). Il comporte

(93) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1596, mai 4.

(94) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1600, juillet 29.

la vente par Philippe Chaussoneau, laboureur et Antoinette Fromentin, sa femme, demeurant au village des Vignes (aujourd'hui disparu), dans la paroisse de Chatain, à sire François Robert, seigneur de Saint-Pierre, marchand, demeurant en la ville de Charroux, moyennant la somme de 500 livres d'une maison et d'une travée (partie) de grange, de 50 boissellées de terre, prés et bois (7 hectares 50 centiares), divisées en 21 parcelles, ce qui porte l'étendue moyenne des parcelles à 35 ares environ, et le prix de l'hectare à 66 livres 13 sous, mais il faut dire que la vente comprenait un journal de pré (30 ares) et deux parcelles sur lesquelles, d'après l'acte, il existait des arbres de haute futaie, ce qui augmentait la valeur de l'immeuble. L'acte nous apprend encore que l'acquéreur était créancier du vendeur d'une somme de 419 livres en vertu de 4 obligations, et il nous donne la date des prêts : le premier, s'élevant à 84 livres, avait été consenti le 30 décembre 1598 ; le second de 90 livres, le 13 avril 1599 ; le troisième de 40 livres, le premier janvier 1600 et enfin le quatrième et dernier le 22^e jour de ce même mois de janvier. Du reste les 81 livres complétant les 500, avaient été également versées antérieurement à la signature de l'acte. La désignation des parcelles nous apprend que le journal de pré tenait au *fleuve du Tranion* et que la partie de grange vendue consistait en *la travée du milieu de la grande grange de Chaussoneau* au village des Vignes ; deux indications intéressantes, la première parce qu'elle nous indique le nom que l'on donnait communément au xvi^e siècle encore à la rivière la Charente, la seconde parce qu'elle nous fournit un renseignement sur le morcellement des terres et des maisons alors pratiqué. *La travée du milieu d'une grange* ne devait pas être très jouissable pour celui qui en était propriétaire.

Sire François Robert, *seigneur de Saint-Pierre*, était alors le principal et le plus riche marchand de cette petite ville de Charroux, à laquelle son opulente abbaye donnait, au xvi^e siècle, une importance considérable. La boutique de sire François Robert portait comme enseigne : « à Saint- Pierre » ; la rue dans laquelle elle était située en avait pris le nom, et sire François Robert était lui-même, ainsi que nous avons pu le constater dans l'acte ci-dessus, *seigneur de Saint-Pierre*, il est qualifié de ce titre dans tous les contrats. C'était un usage assez répandu en Poitou au xvi^e siècle que les riches marchands ajoutassent à leur nom celui de leur boutique comme ils eussent fait *du nom d'une Terre* ; on le constate également à Poitiers, mais accidentellement, tandis que sire François Robert était *toujours et partout seigneur de Saint-Pierre* et c'était un personnage à Charroux que le *seigneur de Saint-Pierre*, nous aurons l'occasion d'en reparler tout à l'heure.

C'est un avocat au siège royal de Civray, M^e François Micheau, qui va nous fournir notre troisième document. A la date du 24

avril 1603(95), M^r François Micheau achetait de Bertrand Serpoux, laboureur, et de Vincende de Vilette, sa femme, demeurant ensemble au village de Chez Serpoux en la paroisse de Charroux, une maison et une grange avec leurs appartenances et dépendances situées dans ce village sur le chemin qui conduit à la Maladrerie de Charroux, avec en plus 47 boissellées de terre (7 hectares) divisées en 23 parcelles, parmi lesquelles se trouvaient deux parcelles de pré assises sur les bords de la Charente. La vente était consentie moyennant une somme de 720 l. entièrement due par le vendeur à l'acquéreur, dans les conditions suivantes, et là je copie textuellement l'acte qui va nous renseigner d'une façon très suggestive. « La présente vendition est faicte moyennant le prix et « somme de 720 l. de laquelle somme ledit Bertrand Serpoux « était obligé tant envers l'acquéreur qu'envers son père deffunct « Loys Micheau, en son vivant seigneur de l'Ecu, tant de son chef « que comme cessionnaire de plusieurs personnes, de la somme « de 431 l. 11 sols par sept obligations : l'une du 2 octobre 1587, « portant 60 l. au nom de Nicolas Pelletier, de laquelle ledit Micheau avait droit et transport ; la seconde du 28 août 1588, portant la somme de 42 l. au nom de Héliot Chénier, dont le feu « Loys Micheau avait aussi transport ; la troisième de 18 l. du « 12 mars 1595, au nom dudit Chénier, dont ledit Micheau avait « cession et transport ; la quatrième du 12 août 1595, portant la somme de 60 livres au nom dudit Pelletier que ledit Micheau avait « aussi acquise ; la cinquième en date du 15 septembre 1597 portant la somme de 143 l. au nom dudit feu Loys Micheau personnellement ; la sixième du 7 janvier 1598, portant la somme « de 57 l. 11 sols au nom dudit feu Micheau ; la septième, du 16 « avril 1598 portant la somme de 51 l. due par ledit Bertrand Serpoux à Michel Collet dont ledit Micheau était aussi porteur, « et le parsus, s'élevant à 288 l. 9 sols, les vendeurs ont confessé « en être redevables, tant envers ledit feu Micheau père qu'envers l'acquéreur, tant d'argent et de blés prêtés, que de compte fait « entre eux, comme de ce se sont accordés et ont lesdits vendeurs « quitté ledit acquéreur et les siens, renonçant à toute répétition « d'espèces non eues et non receues, et à toute erreur de calcul, « et, par ces présentes lesdites obligations demeurent nulles, solvées et payées. Et, en faveur de ces présentes, l'acquéreur dé-
*laisse aux vendeurs la moitié d'une petite maison sise au bout
 du village de chez Serpoux, tenant d'un côté au chemin dudit
 village à Charroux, d'autre aux terres de l'acquéreur, pour en
 jouir par les vendeurs pendant le cours de leur vie seulement,
 partant que l'acquéreur ne veuille les retenir pour métayers,
 pour faire sa métairie de chez Serpoux. »*

Cette fin d'acte nous conte comme l'on voit tout au long et par le menu, la lamentable histoire de ce malheureux Bertrand Serpoux et de sa femme. Feu Loys Micheau, marchand à Charroux, et *seigneur de l'Ecu* par la même grâce que sire François Robert était *seigneur de Saint-Pierre*, avait jeté son dévolu sur ces terres du village de chez Serpoux, situées à 1 kilomètre de Charroux, non loin de la Charente, village dans lequel il avait déjà, du reste quelques possessions. Après être, peu à peu, parvenu à concentrer dans ses mains toutes les obligations souscrites par B. Serpoux dans le cours de huit années, Loys Micheau en arrive au mois de septembre 1597 à avoir à faire directement à lui, et alors le montant des prêts augmente rapidement ; cependant au mois d'avril 1598, B. Serpoux résiste, il emprunte 51 livres à Michel Collet espérant échapper ainsi à l'étreinte de L. Micheau, mais celui-ci a tôt fait d'obtenir le transport de cette dernière obligation et alors au moyen de nouveaux et successifs prêts, prêts de grains et prêts d'argent, la famille Micheau peut enfin, en 1603, contraindre ce laboureur à lui vendre son patrimoine jusqu'à la dernière parcelle. Une fois l'acquisition réalisée, son but étant atteint, l'acquéreur finit par avoir pitié de son vendeur, il consent, dans le cas où il ne le conserverait pas comme métayer, à lui laisser la jouissance sa vie durant de la moitié d'une petite maison sise au bout de ce village de Chez Serpoux, auquel les ancêtres de ce laboureur avaient donné leur nom plusieurs siècles auparavant et dont lui-même était, il y a peu d'années encore, l'un des riches propriétaires. L'or du Nouveau Monde n'avait pas porté bonheur à Bertrand Serpoux.

La famille Micheau avait mis quinze ans pour en arriver à ses fins ; généralement le dénouement se faisait moins attendre et l'emprunteur en était réduit à la vente de ses terres dans un délai beaucoup plus court. Dans une vente consentie par un laboureur de la Chapelle-Bâton à la date du 9 février 1602 (96), dont le montant, qui s'élevait à 116 l. 17 sols, était comme à l'habitude entièrement dû à l'acquéreur par le vendeur. La plus ancienne obligation datait de l'année 1593, c'est-à-dire de neuf années après l'acquisition faite par sire François Robert au village des vignes, le 29 juillet 1600 (97), qui se chiffrait on s'en souvient par 500 l., la première obligation souscrite par le vendeur, Philippe Chaussonneau, ne datait que du mois de décembre de l'année 1598 ; en moins de deux ans le seigneur de Saint-Pierre avait bouclé l'affaire. Il nous serait facile de multiplier ces exemples et de citer encore cette acquisition faite au village de Vaugelais, paroisse de la

(96) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1602, février 9.

(97) Arch. Vienne, E⁴. Minutes Doridan, 1600, juillet 29.

(98) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1600, septembre 17.

Chapelle-Bâton, toujours par un marchand de Charroux (ils étaient légion) sire Pierre Rogue, le 17 septembre 1600 (98) et où la première obligation souscrite remontait au 6 janvier 1598, un peu plus de 2 ans. Tout comme sire François Robert, sire Pierre Rogue n'aimait pas à laisser traîner les choses, tous ces marchands de Charroux étaient de la même école. Nous croyons inutile de dire que dans toutes les ventes que nous venons de citer, la désignation des parcelles nous apprend que les terres qui en font l'objet, tiennent toujours, par un bout ou par un autre, à celles de l'acquéreur. Une autre remarque à faire dans ces contrats de la région de Charroux, c'est la précision avec laquelle la contenance des parcelles est indiquée, contrairement à ce qui se passait dans le Montmorillonais et dans la région de Poitiers.

Dans la vente consentie par B. Serpoux à M^e François Micheau, l'acte nous dit que tous les lieux vendus ont été « harpentés à la mesure de Civray » ; la parcelle numéro 8 contient 2 boisselées et *demi quart de boisselée* ; la parcelle numéro 11, une boisselée et *la quarte partie d'un quart* ; pour la parcelle numéro 10, la précision est plus grande encore, elle contient 2 boisselées et *la douzième partie d'un quart de boisselée* et cette douzième partie revient à 31 centiares, et cela, nous le verrons plus loin, pour des terres à beaucoup plus bas prix que partout ailleurs. Dans une autre vente dans la paroisse de la Chapelle-Bâton à la date du 9 février 1602, vente dont nous avons déjà parlé, il est dit que les lieux « seront harpentés » et que s'ils ne contiennent pas exactement les 39 boisselées vendues, « les vendeurs les parformeront » au moyen de terre prise dans le même village, et que, s'ils en contiennent davantage, l'acquéreur payera le surplus à raison de 3 livres par boisselée, ce qui porte le prix de l'hectare à 20 livres. A ce bas prix on a tout lieu d'être surpris en voyant le soin méticuleux avec lequel les acquéreurs font préciser les contenances dans leurs contrats d'acquisition, à une époque où ce n'était guère dans les habitudes. On en déduit que ces marchands de Charroux, dans leurs comptes avec leurs débiteurs, devaient capitaliser les intérêts avec un soin bien plus méticuleux encore et surtout sans aucune omission. A une époque (nous parlons de la fin du xvi^e siècle), où le taux de l'argent était régulièrement fixé en Poitou, au denier douze (8,33 p. 100), et à Charroux ce taux n'était certainement point atténué, on conçoit facilement les proportions que devait prendre, en peu de temps, une dette dont les intérêts n'étaient pas régulièrement payés, et on trouve là l'explication des nombreuses exécutions que l'on constate dans la région de Charroux.

Il était cependant d'un usage courant d'accorder au vendeur *un droit de réméré* : celui-ci pouvait dans un délai convenu, généralement un an, rentrer en possession de l'immeuble aliéné en remboursant à l'acquéreur le prix de vente et les frais. Ce droit

de réméré, il était bien rare que le vendeur fût, à l'époque fixée, en posture d'en user, mais il donnait lieu à un véritable trafic, le détenteur le cédant souvent, moyennant finance, soit à un tiers, soit quelquefois à l'acquéreur lui-même. A Poitiers, à cette même époque les ventes à réméré étaient fréquentes également, mais il était toujours stipulé dans l'acte que ce droit ne pourrait profiter qu'au vendeur seul et au vendeur agissant avec ses propres deniers. A Charroux il n'en était pas ainsi : le 10 mars 1603 (99) par exemple, on voit un laboureur du village de Chez-Barret, en la paroisse d'Asnois, Guyot Marrot, céder à un taillandier de Charroux, Jehan Favreau, moyennant 16 l. payées comptant « le ré-
« méré conventionnel, à lui accordé le 8 octobre 1602, par Firmin
« Caillabœuf, de pouvoir reprendre une pièce de pré assise sur
« le fleuve du Tranton, contenant deux journaux de faucheur,
« pour lequel réméré conventionnel, le vendeur subroge ledit Fa-
« vreau en ses droits et actions, à la charge que ledit Favreau, re-
« tirant ledit pré dudit Caillabœuf, remboursera en son lieu et
« place la somme de 136 l. pour le sort principal, les droits de
« ventes et honneurs et loyaux couts, cela dans le temps contenu
« par le contrat de vente, ou plustot si bon lui semble ». C'était là la formule généralement employée pour ces cessions de rémérés. Au mois de novembre 1603, nous trouvons une cession d'un autre genre (100). Un droit de réméré sur le moulin de Greffier, moulin qui avait été vendu quelques mois auparavant moyennant 500 l., est cédé par le vendeur à un marchand de Charroux, qui lui donne, en échange de ce réméré, 4 boisselées et demie (75 ares) de terres situées dans la banlieue de la ville. Le 19 mars 1603 (101), c'est un laboureur du village de Grange, près Charroux, Georges Gayot, qui rétrocède moyennant 30 l. à un marchand de la ville, Jacques Marchadier un droit de réméré que celui-ci lui avait consenti, à l'époque de la vente de deux journaux de pré que Georges Gayot lui avait faite au mois d'avril 1602.

Ces ventes à réméré n'étaient aussi fort souvent qu'une forme de prêt et cela dans tout le Poitou. Le prêteur conservait l'immeuble ainsi aliéné en sa faveur, en en percevant les revenus qui tenaient lieu d'intérêts, jusqu'au jour du remboursement. Nous aurons l'occasion, lorsque dans la seconde partie de ce travail nous nous occuperons des opérations financières, de citer bon nombre des principales seigneuries du Poitou, engagées dans ces conditions. Nous pouvons, en attendant, signaler dans la région de Charroux, une opération de ce genre, mais de bien moindre envergure. C'est un acte portant la date du 27 juillet 1603 (102),

(99) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, mars 10.

(100) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, mars.

(101) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, mars 19.

(102) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, juillet 27

par lequel « Nicolas Mineau, laboureur et Jehanne Tryon, sa femme, demeurant ensemble au village de Bernessac, en la paroisse « Saint-Sulpice de Charroux, vendent et transportent, moyennant « 36 livres payées comptant, à Sulpice Frère, demeurant en la « même paroisse, au village de Jounèvre, c'est assavoyr cinq boisselées de terre sises au village des Granges », et par une clause spéciale, l'acquéreur « donne au vendeur grâce et faculté de reprendre lesdites choses vendues, d'aujourd'hui en un an en remboursant le sort principal et loyaux couls ». Au pied de l'acte se trouve la mention suivante : « Et advenant le 2^e jour de février 1604, a esté faicte la présente rétrocession moyennant que « ledit Mineau a remboursé à Sulpice Frère, la somme de 36 l. « pour le sort principal de ladite acquisition, 6 livres pour les « droits de vente et honneurs et 40 sols pour la grosse et autres « dépenses, laquelle somme, revenant à 44 livres, ledit Sulpice « Frère a prinse et reçue et en a quitté ledit Mineau ». De telle sorte que l'intérêt de la somme de 36 l. s'est élevé, rien que du chef des frais, à 8 l., soit 22 p. 100 de la somme prêtée, sans compter la récolte produite par les cinq boisselées pendant l'année 1604 qui était perdue pour l'emprunteur puisqu'elle restait entre les mains du prêteur. Un emprunt contracté au moyen d'une vente à réméré n'avait donc rien d'économique. Il est vrai que dans un prêt à plus longue échéance, les frais se seraient trouvés répartis sur plusieurs années ; mais au xvi^e siècle, en Poitou, les prêts n'étaient généralement consentis que pour une année, quitte à les *éterniser* ensuite par tacite réconduction.

On devrait s'attendre, en raison des convoitises pour la possession du sol que nous venons de constater, à trouver, dans cette région de Charroux, le prix de la terre beaucoup plus élevé que dans les autres contrées ; il n'en était rien. Si nous ne prenons en effet que les ventes effectuées en bloc de cinq à sept hectares, telles que celles que nous venons d'examiner, *le prix de l'hectare de terre labourable atteint à peine 40 l. et cela à la fin du siècle* et bien que dans ces ventes soient généralement compris des bâtiments d'exploitation. Si nous établissons une moyenne de ces ventes effectuées en bloc, avec les ventes effectuées par parcelles isolées, ces dernières beaucoup plus nombreuses du reste, le prix de l'hectare s'élèvera à 50 l., inférieur encore de 15 l. à celui que nous avons constaté dans le Montmorillonnais, et inférieur de plus de 30 livres au prix de ces terres labourables dans la campagne de la région de Poitiers à la même époque. Ces marchands avaient su s'entendre pour empêcher de se produire chez eux la hausse que nous constatons dans tout le reste du Haut-Poitou. Cette entente disparaîtra du reste si nous abordons la banlieue de la ville de Charroux ; là des rivalités irréductibles se présentent, chacun entend avoir ses coudées franches et la terre atteint des prix aussi élevés que dans la banlieue de la ville de Poitiers elle-

même ; l'hectare de terre labourable se vend 125 et 130 l. ; pour certaines parcelles très disputées, il atteint et dépasse même 200 l. (103) (104). La banlieue de Charroux, fertilisée par un ruisseau qui prend sa source dans la paroisse même, un peu au-dessus de la ville dont il reçoit les égouts de toute nature et qui, pour cette raison sans doute, porte le nom un peu risqué de M...dan-son, se composait au xvi^e siècle, de prairies, de jardins, de chènevières et, pour une petite partie seulement de terre labourable ; ce sont ces dernières qui se vendaient sur le pied que nous venons d'indiquer, quant aux chènevières, aux prairies et aux jardins, ils atteignaient des prix invraisemblables, témoignant ainsi de la fortune des habitants de la ville à cette fin du xvi^e siècle.

La prairie avait une grande valeur, non seulement dans la banlieue, mais encore dans toute la région ; quelques contrats de vente vont nous en fournir la preuve. Le 1^{er} août 1600 (105), sire François Robert, que l'on rencontrait partout, pour se rembourser d'une créance de 60 l. sur un laboureur de la paroisse de Pleuville, prend en paiement trois parcelles de pré, joignant à d'autres parcelles lui appartenant, qu'il paye sur le pied de 114 l. l'hectare. En règle générale, le seigneur de Saint-Pierre ne prêtait d'argent qu'à ses voisins ; le sort des laboureurs qui n'avaient pas de terres contiguës aux siennes l'intéressait rarement. Le 14 novembre de cette même année 1600 (106), un autre laboureur de la même paroisse, pour s'acquitter vis-à-vis de lui d'une somme de 65 l. lui cède et transporte une pièce de pré, appelé le Pré de la Vergnée, et là le prix de l'hectare atteint 216 livres. Toujours dans la paroisse de Pleuville, le 6 octobre 1603 (107), un autre marchand de Charroux, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, Jacques Marchadier, achète deux parcelles de pré situées « sur le fleuve de Tranton », et paye l'hectare sur le pied de 284 l. et là, tout à fait exceptionnellement, le prix d'acquisition n'est pas dû par le vendeur à l'acquéreur. Nous abordons maintenant des prix plus élevés. Le 25 avril 1600 (108), un notaire de Charroux, M^e Fabien Poulet, pour se rembourser de trois sommes s'élevant ensemble à 90 l. qu'il avait payées à des clients de son étude pour le compte d'un laboureur du village de Presles, Hillairet Coquilleau, prend de ce dernier en paiement la moitié d'une pièce de

(103) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, décembre 28, un tailleur d'habits, de Charroux achète une pièce de terre près de la porté de la foire sur le pied de 204 l. l'hectare.

(104) Arch. Vienne, E⁴ 5-6. Minutes Doridan, le 3 novembre 1603 Jacques Marchadier, marchand à Charroux, achète une pièce de terre au Chastelet, dans la banlieue de la ville, sur le pied de 200 l. l'hectare.

(105) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1600, août 1.

(106) Arch. Vienne, E⁴ 5-6. Minutes Doridan, 1600, novembre 14.

(107) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, avril 6.

(108) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1600, avril 25.

pré, dont l'autre moitié lui appartenait déjà, située au village de la Grange et contenant toute ladite pièce de pré, trois boisselées à la mesure de Civray, c'est-à-dire 45 ares. Nous trouvons là le prix de l'hectare à 400 livres ; et il y a gros à parier, étant donné la manière dont le notaire, acquéreur, a conduit l'opération, qu'il ne trouvait pas le prix trop élevé. Nous arrivons maintenant au prix maximum que nous ayons rencontré *dans la campagne*, 600 livres. Il nous est apporté par une vente consentie le 6 avril 1603 (109) par un laboureur du village de la Martinière, dans la paroisse de Savigné, à sire Mathurin Malessec, marchand, demeurant à Charroux, d'une boisselée de pré sise dans cette paroisse « sur le bord du fleuve Tranton », moyennant 90 livres. Là nous ouvrirons une parenthèse pour constater en passant le nombre extraordinaire de marchands de Charroux auxquels les notaires attribuent le titre de « de sire », nous ne les avons rencontrés aussi nombreux nulle part ailleurs en Poitou.

Si, aux différents contrats de vente que nous venons de citer, nous en ajoutons un certain nombre d'autres dans les paroisses de Pressac et de la Chapelle-Bâton (110) le prix moyen de l'hectare de pré dans la campagne de la région de Charroux s'établira pour cette fin du xvi^e siècle et pour les trois premières années du xvii^e, aux environs de 250 ou 260 livres.

Nous trouverons dans la banlieue de la ville des prix de beaucoup supérieurs, et là les prairies auront la même valeur que les jardins eux-mêmes. Le 10 juillet 1600 (111), c'est un marchand de Charroux qui nous est jusqu'à présent inconnu, sire Abel Vérietz, qui achète une demi-boisselée de jardin, « hors et près la porte de Bourgneuf », moyennant 36 livres (480 l. l'hectare). Le 25 de ce même mois de juillet 1600 (112), un maître cordonnier de la ville, Léonard Renault, se paye lui aussi sa demi-boisselée de jardin, sur un autre point « hors et près de la porte de la Foire » : elle lui coûte 33 l. et l'hectare ressort à 440 l. Le 16 mars 1603 (113) c'est « un couturier », François Caillabœuf, qui achète, non pas dans la banlieue immédiate de la ville, mais à une petite distance, sur les bords de la Charente, un journal de pré moyennant 135 livres, ce qui porte l'hectare à 450 livres. Le 3 mars 1603 (114), joignant

(109) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, avril 6.

(110) Arch. Vienne, E⁴ 5-6. Minutes Doridan, le 8 septembre 1600, sire François Robert achète une parcelle de pré, paroisse de Pressac, sur le pied de 200 l. l'hectare. Mêmes minutes. Le 12 août 1600, dans la paroisse de Pleuville, un notaire de Charroux, prend 32 ares 50 centiares de pré en paiement d'une somme de 52 l. qui lui était due par le vendeur, ce qui porte l'hectare de pré à 160 l. Mêmes minutes. Le 6 mai 1602, dans la paroisse de la Chapelle-Bâton, un marchand de Charroux achète d'un laboureur, une parcelle de pré sur le pied de 120 l. l'hectare.

(111) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1600, juillet 10.

(112) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1600, juillet 25.

(113) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, mars 16.

(114) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1603, mars 3.

les murailles de la ville, près la porte de Rochemeau, on trouve la modeste acquisition par un notaire de la localité, moyennant 18 livres, d'un demi-quart de boisselée de pré (soit 480 fr. l'hect.). Mais quelques années auparavant, le 24 mai de l'année 1600 (115), ce même notaire, M^e Maturin Chaulmont, avait acheté de plusieurs laboureurs, une parcelle de pré contenant une boisselée et un petit jardin d'une contenance d'un tiers de boisselée, assis l'un et l'autre sur le bord du Merdanson, il avait payé le tout 126 livres, et là le prix de l'hectare par la vertu sans doute des eaux du fameux ruisseau, s'élevait à 670 livres. En déduisant un prix moyen de ces différentes acquisitions, la valeur de l'hectare de pré dans la banlieue de Charroux, ressort à 500 livres, chiffre énorme pour l'époque en tenant compte du *pouvoir d'achat de la livre*, et cependant, le 11 novembre 1600 (116), nous allons trouver une acquisition faite à un prix bien supérieur encore, à un prix invraisemblable. A cette date, le Nabab de la région, sire François Robert, seigneur de Saint-Pierre, achetait de l'un de ses confrères, un autre marchand de la ville, Jacques Devilette, « une
« pièce de pré acquise par le vendeur de Guillaume Pressac, sise
« et située ladite pièce de pré près de la porte de Rivassalonne,
« appelée Le Petit Pré, contenant une boisselée environ, tenant
« d'un côté au pré dudit Robert acquéreur, et a esté faite la pré-
« sente vendition, moyennant le prix et somme de 180 livres que
« ledit Robert a mise entre les mains du vendeur qui l'a prise,
« regeue et en a acquitté ledit acquéreur ». L'hectare se trouvait vendu 1.200 livres ! Soit, en notre monnaie d'avant-guerre, 14.000 francs. Le sieur de Saint-Pierre se payait une fantaisie mais le confrère avait eu la dent dure. Posséder à tout prix ces terres de banlieue était le grand luxe de ces riches marchands, c'était là leur manière d'étaler leur opulence. La prairie avait dans cette banlieue de Charroux une valeur qu'elle ne possédait nulle part ailleurs en Poitou, même pas dans la banlieue de Poitiers. Les prairies de Poitiers qui s'étendaient sur plusieurs dizaines d'hectares, se trouvaient situées dans la vallée du Clain, au nord de la ville, elles étaient désignées sous le nom complètement inconnu de nos jours, de « Prairies de Charruyau ». Elles appartenaient en majeure partie et en toute propriété, au chapitre de la collégiale de Saint-Pierre le Puellier qui, en tirant un gros revenu, les conservait précieusement. Et cependant à Poitiers aussi, le rêve de tout riche, bourgeois était de posséder une parcelle dans les prairies de Charruyau aussi les acquéreurs se présentaient-ils en foule lorsque quelqu'une de ces parcelles se trouvait en vente. Mais ils avaient à compter avec le principal marchand de drap et

(115) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1600, mai 24.

(116) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1600, novembre 11.

de soie de la ville. Florentin Ruau, propriétaire alors, du moulin de Charruyau, aujourd'hui moulin Parent et qui cherchait à accaparer toute la partie de ces prairies qui n'appartenait pas, sur une rive comme sur l'autre du Clain, au chapitre de Saint-Pierre le Puellier : et cependant le prix moyen de l'hectare de ces prairies ne dépassait pas 400 l. tandis que nous l'avons trouvé à 500 l., dans la banlieue de Charroux. Le plus haut prix que nous ayons relevé dans ces prairies de Charruyau, était consenti le 21 mai 1594 (117), par un Trésorier payeur de l'armée, M^e Fortuné Nyvellet, seigneur de Chantegain, qui achetait à cette date quatre journaux dans cette prairie moyennant 550 l. ce qui portait l'hectare à 458 livres, c'est là ce que nous trouvons comme prix exceptionnel dans la prairie de la banlieue de Poitiers pour opposer au 1200 l. payées par François Robert dans la prairie de la banlieue de Charroux. Il faut chercher, ce n'est pas douteux, l'origine de la fortune de ces marchands de Charroux, dans la célèbre Abbaye de ce nom, dont ils avaient été tous successivement fermiers dans le cours du xvi^e siècle. Nous analyserons par la suite plusieurs de ces baux lorsque, dans un autre travail nous étudierons le régime des Bénéfices Ecclésiastiques en Poitou, résultant du concordat de François I^{er}.

Il nous resterait à chercher le prix des vignes, mais elles étaient rares dans la région de Charroux, à l'époque où porte notre étude ; celles qu'on y rencontre sont qualifiées de « Plantes », ce qui, en Poitou, indique une jeune vigne, tandis qu'on trouve au contraire une quantité considérable de *terres labourables* désignées sous le nom de « Vieilles Vignes », ce qui indiquerait qu'il avait dû sévir une sérieuse maladie sur cette plante vers la fin du siècle. Nous avons cru déjà remarquer une situation analogue dans le Montmorillonnais.

Il nous faut ajouter, pour donner la physionomie complète du pays, qu'à Charroux comme à Montmorillon, la brande couvrait alors une très notable partie du sol, mais, au milieu de ces vastes étendues de brande, les hameaux se présentaient plus nombreux à Charroux qu'à Montmorillon et par suite les parcelles de brande plus nombreuses elles-mêmes, étaient chacune de moindre étendue : en somme on n'y rencontrait pas ces interminables steppes que nous avons constatées dans le Montmorillonnais et qui imprimaient à cette dernière contrée l'aspect désertique que nous avons signalé.

Une caractéristique de la contrée de Charroux, était l'absence presque totale de métairies d'une certaine étendue, nous parlons de métairies de 40 à 50 hectares, si on laisse de côté les quelques

(117) Arch. Vienne. Abbaye de Sainte-Croix. — Note fournie par le R. P. de Monsabert.

fermes accolées aux rares maisons seigneuriales de la région et qui en composaient le *domaine utile*. Les acquéreurs de tenures paysannes que nous avons signalés, bourgeois ou marchands, se contentaient de les donner à cultiver, tel quel, à demi fruits aussitôt l'acquisition faite, sans chercher à les réunir à d'autres, à les agrandir, comme nous l'avons toujours vu faire dans le Montmorillonais. Nos renseignements sur cette région de Charroux sont exclusivement tirés des minutes Doridan, les seules ou à peu près, remontant au xvi^e siècle qui soient déposées dans nos archives départementales. La famille Doridan a fourni des notaires à la ville de Charroux, *sans discontinuité aucune, de l'année 1588 à l'année 1794*, pendant plus de 200 ans ; le cas est assez rare pour valoir d'être signalé ; dans ces minutes de 1588 à 1621, nous n'avons trouvé qu'une seule vente de métairie atteignant le prix de 1.000 l. Nous l'avons relevée dans une transaction survenue à l'occasion d'un procès pendant entre Mathurin et Antoine Vérietz, vendeurs, de cette métairie d'une part, et M^e Jehan Couraud, juge sénéchal de la baronnie de Charroux et Catherine Gombault, sa femme, acquéreurs, d'autre part. Au mois d'août 1594 (118) M^e Mathurin Vérietz, sieur du Breuil, et M^e Antoine Vérietz, sergent baillager de Charroux, son frère, avaient vendu moyennant 1.000 l. à M^e Jehan Couraud et à sa femme la métairie de Chez-Nadeau, sise paroisse d'Availle-Limousine, et cette somme de 1.000 livres était tellement inférieure à la valeur réelle de l'immeuble vendu, que les frères Vérietz avaient obtenu du roi des *Lettres de Rescision*, ces fameuses lettres dont nous avons déjà parlé et dont Mathurin et Antoine Vérietz poursuivaient l'entérinement pour obtenir l'annulation du contrat de vente du mois d'août 1594 ; alors on voit intervenir comme d'habitude, tous les parents et amis pour amener une transaction : Charles Couraud, seigneur de Pleuville, frère du juge sénéchal et Charlotte Bricaud, sa femme, Pantaléon Bricault, procureur du roi au siège royal de Civray, le futur gendre de sire François Robert seigneur de Saint-Pierre (119), Pierre Pascault, cousin des Bricault ; on est tout surpris de ne pas voir intervenir également le seigneur de Saint-Pierre lui-même qui était beau-frère de Jehan

(118) Arch. Vienne, E⁴ 6-5. Minutes Doridan, 1594, août.

(119) Arch. Vienne, E⁴ 6-6. Minutes Doridan. Au mois d'août 1608, M^e Pantaléon Bricault, procureur du roy en la sénéchaussée de Civray, et dame Ysabeau Robert sa femme, donnent quittance à sire Pierre Robert, seigneur de Saint Pierre, leur beau-père et père, d'une somme de 4500 l. complétant celle de 7500 l. qui avait été promise comme dot à Ysabeau Robert lors de leur mariage le 6 mars 1608. C'était là une dot considérable pour l'époque. En tenant compte du pouvoir d'achat de la livre en 1608, ces 7500 livres représentaient près de 80.000 francs de notre monnaie d'avant-guerre. Les plus riches marchands de Poitiers ne donnaient pas davantage de dot à leurs filles à cette époque.

et de Charles Couraud cômme mari de leur sœur Marguerite ; quoiqu'il en soit Jehan Couraud, qui se trouvait, en sa qualité de juge sénéchal, dans une situation assez délicate et qui voyait que la métairie de Chez-Nadeau allait lui échapper, n'hésita pas à verser comme supplément de prix une somme de 271 livres, et il pouvait le faire d'autant plus facilement que les frères Vérietz se trouvaient encore, comme par hasard, exactement débiteurs de pareille somme vis-à-vis de lui. Si nous en jugeons d'après les prix que nous connaissons, cette métairie de Chez-Nadeau acquise moyennant 1.271 livres, ne pouvait pas contenir moins de 40 hectares, sans parler des terres de brande qui pouvaient s'y trouver. C'est, ainsi que nous le disons plus haut, la seule ferme de cette importance que nous ayons rencontrée dans la région, abstraction faite de celles composant le « *domaine utile* » de quelques seigneuries. Nous n'entendons pas insinuer par là qu'il n'en existait aucune autres, mais elles devaient être certainement très rares.

Nous n'insisterons pas davantage sur cette contrée de Charroux estimant que les détails que nous venons de donner suffisent pour établir l'état de la propriété et de la possession du sol. Une remarque s'impose cependant, c'est que, dans toutes ces transactions, il n'a nullement été question d'une classe de la société, de la noblesse. Serait-ce que la clientèle de M^e Doridan se recrutait exclusivement parmi la bourgeoisie et les marchands ? C'est peu probable ; serait-ce que la noblesse de Charroux, appauvrie par la diminution constante du *pouvoir d'achat de la livre*, depuis cent ans, se trouvait dans l'impossibilité de faire alors des acquisitions de terre ? peut-être ; mais il existait une autre raison, et c'est probablement là la véritable, c'est que la majeure partie du territoire dans les paroisses que nous venons de parcourir relevait de l'abbaye ou de la baronnie de Charroux.

Dans le nord du Haut-Poitou, nous rencontrons le Loudunais. Nous y trouvons des plaines de calcaire jurassique entrecoupées de collines crayeuses, différant complètement des terrains granitiques et des argiles sableuses, le tout manquant de calcaire, que nous avons constatés dans le Montmorillonnais et dans une partie de la région de Charroux que nous venons de quitter.

Est-ce la présence dans la terre de cet élément calcaire indispensable comme l'on sait, pour la production du froment, qui donnait à ces terres du Loudunais une valeur marchande de beaucoup supérieure à celle que nous avons constatée dans toutes les terres que nous avons parcourues jusqu'ici ? peut-être, et cependant nous avons relevé de nombreuses ventes dans la vallée du Clain, dans les paroisses de Chasseneuil, de Jaulnay et dans plusieurs autres, où l'élément calcaire ne faisait pas défaut et nulle part, si ce n'est dans la banlieue de Poitiers et dans celle de Charroux, nous n'avons trouvé les prix que nous allons constater en

pleine campagne dans le Loudunais. Il y avait donc à ces prix élevés une raison qui nous échappe.

Notre étude dans le Loudunais s'étendra sur quatorze paroisses, concernant près de 25.000 hectares : Loudun, Chalais, Arçay, Basses, Mouterre-Silly, Rosnay, Le Bouchet, Ranton, Saix, Bournan, Ternay, Angliers, Martaisé et Saint-Clair, et nos évaluations porteront sur deux époques, la fin du règne de François I^{er}, d'abord, et les 25 dernières années du xvi^e siècle ensuite, avec une légère incursion dans les premières années du siècle suivant, les éléments nous faisant défaut pour les règnes d'Henri II et de Charles IX.

La vente d'un certain nombre de parcelles de terre labourable dans les paroisses d'Arçay, de Rossay, de Mouterre-Silly et de Loudun en 1533, 1543 et 1546 (120), nous donne un prix moyen par hectare de 38 à 39 livres, tandis qu'à Montmorillon comme à Poitiers, à la même époque, ce prix moyen ne dépassait pas 15 livres.

De 1580 à 1600, de nombreuses ventes dans les mêmes paroisses aussi bien que dans celles de Chalais, du Bouchet, de Saix, de Bournand, de Ranton, de Saint-Clair, d'Angliers, nous fournissent le prix moyen de l'hectare à 130 livres, soit 85 l. en 1581 (121), 94 livres en 1585 (122), 56 l. en 1591 (123), cette dernière vente avec une menace de retrait lignager ; par contre, il s'élève fréquemment, à 140 l. en 1590 (124), à 170 l. en 1597, 1598, 1599 (125) à 194 l. en 1590 (126) et jusqu'à 213 livres dans les environs de Loudun, en 1599 (127). Cependant, c'est la paroisse de Chalais qui semble détenir le record de ces hauts prix. De 1600 à 1609, plusieurs ventes de terre labourable nous fournissent sensiblement les mêmes prix (128), toutefois, et nous tenons à le signaler,

(120) Arch. Vienne, E⁴ 1-263. Minutes Aubry, le 27 février 1533. Ventes de 20 boissellées de terre à 38 l. 7 sols l'hectare. — Mêmes minutes le 12 décembre 1543. Vente de 13 boissellées de terre à 36 l. 8 sols l'hectare. — Mêmes minutes, le 4 septembre 1543. Vente de 3 boissellées $\frac{1}{2}$ de terre à 37 l. 17 sols l'hectare.

(121) Arch. Vienne, E⁴ 1-258-264. Minutes Aubry, 1581. Vente de 4 boissellées de terre à 85 l. 4 sols l'hectare.

(122) E⁴ 1-258-264. Minutes Aubry, le 11 août 1585. Vente de 6 boissellées de terre à 94 l. 12 sols l'hectare.

(123) Minutes Aubry, le 24 mars 1591, E⁴ 1-258-264. — à Mouterre-Silly vente 2 boissellées de terre à 56 l. 16 sols l'hectare.

(124) E⁴ 1-263. Minutes Aubry le 9 février 1590, vente de 10 boissellées de terre à 142 l. l'hectare.

(125) E⁴ 1-253-264. Minutes Aubry le 6 novembre 1597. Vente de 2 boissellées de terre à 170 l. 8 sols l'hectare. — Mêmes minutes, le 5 avril 1598. Vente de 1 boissellée à 170 l. 8 sols l'hectare. — Mêmes minutes, le 24 mai 1598, vente de 4 boissellées à 170 l. 8 sols l'hectare. — Mêmes minutes, le 6 décembre 1598, vente de 1 boissellée à 170 l. 8 sols l'hectare.

(126) E⁴ 1-263-264. Minutes Aubry, le 15 juillet 1590. Vente de 2 boissellées de terre à 194 l. l'hectare.

(127) Minutes Aubry. E⁴ 1-258-264, le 19 décembre 1599, vente de 12 boissellées de terre à 213 l. l'hectare.

(128) E⁴ 1-263. Minutes Aubry, le 8 mars 1609, vente de 1 boissellée $\frac{1}{4}$

plutôt avec une légère diminution, que nous n'oserions cependant affirmer positivement, nos observations pour ces neuf années n'étant pas suffisamment nombreuses.

Cette moyenne de 130 livres pour ces 20 années est exactement celle que nous avons constatée dans la banlieue de Poitiers pour cette fin du xvr^e siècle, mais nous avons dit pourquoi il ne saurait être établi de comparaisons entre des terres situées dans des conditions si différentes ; nous en concluons donc à un *prix très élevé de la terre arable en Loudunais au xvr^e siècle*.

La terre *plantée en vigne* avait dans cette région une valeur bien plus élevée encore et de beaucoup supérieure à la valeur des vignes dans toutes les autres contrées du Haut-Poitou, exception faite d'une certaine seigneurie du Chatelleraudais que nous étudierons spécialement à ce sujet tout à l'heure.

La réputation du vin du Loudunais s'étendait alors non seulement dans le Poitou, mais aussi dans les provinces voisines, notamment dans le Limousin. Nous pouvons en juger par un marché passé le 26 mai 1548, par devant M^e Chaigneau, notaire à Poitiers (129), entre deux marchands venus du fond du Limousin, de la paroisse de Blond, Jehan Brodillac et Guillaume Garnier, qui achètent de deux laboureurs de la paroisse de Saint-Jean de Saulve, François Gendre et Hilaire Sicaud, trente-deux barriques de vin de leur récolte à raison de 35 sols la barrique, fût et vin. Le prix pouvait ne pas être très élevé, mais le chemin pour transporter les 32 barriques de vin de Saint-Jean de Saulve à Blond, était long, assurément plus de 100 kilomètres, les moyens de transport très rudimentaires, inutile de le dire, et il fallait pour rejoindre Blond, traverser le Montmorillonnais où l'on devait trouver à l'époque, si nous en jugeons par ce qu'ils étaient il y a cinquante ans encore, des chemins en terrains argileux, complètement impraticables en toutes saisons. Il fallait que les paroisiens de Blond eussent alors un furieux désir de boire du vin du Loudunais. Nous avions donc bien raison de dire que sa réputation dépassait les limites du Poitou et nous avons là l'explication du prix élevé des vignes dans cette région au xvr^e siècle. Nous allons en citer quelques exemples. Le 3 octobre 1593 (130), c'est un chapelier de Loudun, Jehan Diott, qui cède à sa voisine, « honeste femme Mathurine Lambert », deux parcelles de vigne sises dans la paroisse de Chalais, contenant ensemble 4 journaux (20 ares), moyennant le prix et somme de 33 l. payables « à Ca-

à 136 l. l'hectare. — Mêmes minutes, le 16 mars 1608, vente de 1 boissellée à 75 l. 4 sols l'hectare. — Mêmes minutes, le 28 mai 1603, vente de 4 boissellées à 80 l. l'hectare. — Mêmes minutes, le 31 décembre 1603, vente de 46 boissellées de terre à 136 l. l'hectare.

(129) Arch. Vienne E 4 27. Minutes Chaigneau 1548, mai 26.

(130) E 4 1-258-264. Minutes Aubry 1593, octobre 3.

resme prenant », ce qui ne porte le prix de l'hectare qu'à 165 l., prix relativement peu élevé, mais l'acte nous apprend que ces deux parcelles sont chargées d'une rente de 3 boisseaux de froment, environ 30 litres, envers la seigneurie de Seugné, ce qui eût représenté plus des 2/3 de leur revenu si elles eussent été cultivées en céréales et justifie ce bas prix. Le 10 avril 1601, nous relevons non loin de Loudun, au terroir de Nibaudière, la vente d'une parcelle de vigne contenant « 12 journaux d'homme de bêche », moyennant 200 l. ; nous trouvons là l'hectare à 333 l. Le 27 mars 1611 (131), et là nous sortons un peu du xvi^e siècle, un laboureur de la paroisse d'Angliers, Loys Melon, vend au seigneur de Basses, Charles Gennebault, écuyer, un journal de vigne *dépendant de la seigneurie de Basses*, (nouvel exemple d'un seigneur transformant ses droits seigneuriaux en possession totale et réelle) moyennant 20 l. soit 420 livres l'hectare. Dans la paroisse de Chalais, le 22 février 1582 (132), Jehan Diott, le chapelier dont il a déjà été question plus haut, achète d'un laboureur, Médard Magé trois journaux de vigne pour 71 l. ce qui fait ressortir l'hectare à 476 l. et cependant l'acte nous apprend que les trois journaux doivent une rente d'un boisseau de froment à la seigneurie de Seugné ; il est vrai qu'il ne s'agit là que d'environ 10 litres de froment, ce qui était une charge relativement légère pour 15 ares de vigne.

Nous rencontrerons des prix plus élevés encore. En 1599, au mois de mars (133), dans la paroisse de Rossay, nous relevons la vente d'un quart de journal de vigne (1 are 25 centiares), moyennant 6 l. 10 sols, c'est-à-dire sur le pied de 520 l. l'hectare. Le 7 mai 1597 (134) dans la paroisse de Mouterre-Silly, le prix de l'hectare atteint 560 l. dans la vente d'un demi-journal de vigne (2 ares 50 cent.) consenti par un laboureur de cette paroisse au marchand chapelier de Loudun, que nous avons déjà eu l'occasion de citer deux fois, Jehan Diott. Ces deux dernières ventes tout en nous révélant les hauts prix qu'atteignaient les vignes dans le Loudunais nous font connaître également l'état de morcellement du sol dans cette région à la fin du xvi^e siècle.

Si nous prenons la moyenne de ces différentes ventes et de plusieurs autres qui nous fourniraient des prix analogues et dont nous n'avons pas fait mention, le prix moyen de l'hectare de vigne dans le Loudunais dépassera 400 livres. Prix fort élevé, car, en tenant compte du pouvoir d'achat de la livre tournois en Poitou à cette même époque, ces 400 livres représentaient près de

(131) E 4 1-263. Minutes Aubry 1611, mars 27.

(132) E 4 1-258-264, 1582, février 2. Minutes Aubry.

(133) E 4 1-258-264. Minutes Aubry 1599, mars 11.

(134) Mêmes minutes 1597, mai 7.

5.000 francs de notre monnaie d'avant-guerre et peu de vignes auraient atteint ce prix, croyons-nous, en Loudunais en 1914. On voit par là, la faveur dont jouissait autrefois cette culture dans la région Loudunaise. Nous en avons une preuve d'autant plus certaine que ces hauts prix ne se rencontraient pas dans les mêmes proportions tout au moins dans les autres contrées du Poitou. Dans la région de Poitiers, le prix moyen de l'hectare de vigne ressort à 50 l. de 1519 à 1540 — à 85 l. de 1540 à 1575 — à 135 l. de 1575 à 1600. Il s'agit là des prix *dans la campagne* de la région de Poitiers. Dans la banlieue de la ville même, pendant les 20 dernières années du siècle, la moyenne du prix de l'hectare approche de 300 livres. Tous ces prix, concernant la région de Poitiers, sont tirés de la cote E'-27, des archives départementales.

On rencontrait dans le Loudunais une grande quantité de vignes soumises au droit de terrage et ce droit était, on pourrait dire invariablement, fixé au quart de la récolte. *L'hectare de vigne dans ces conditions se vendait en moyenne 100 livres* (36). On trouve bien cinq journaux de vigne de la seigneurie de Seigné, soumis à ce terrage et vendus le 3 mai 1595, moyennant 50 l. (137), c'est-à-dire sur le pied de 200 l. l'hectare, mais l'acquéreur prenait ces 5 journaux en remboursement d'une pareille somme de 50 l. qu'il craignait vraisemblablement de perdre sans cela, de sorte que cette vente ne saurait fournir d'indication. A ce prix de cent livres, on constate que, dans le Loudunais, les vignes chargées de ce lourd terrage au 1/4 des fruits, n'en avaient pas moins une valeur vénale presque égale à celle des vignes des autres contrées du Poitou n'ayant à supporter aucune charge de cette sorte. C'est là une nouvelle démonstration de l'importance que l'on accordait à cette culture dans cette région loudunaise.

De nos jours les prairies naturelles sont rares dans le Loudunais, elles n'y représentent pas plus de la trentième partie du sol, si nous laissons de côté le canton de Moncontour plus riche que les autres en cette nature de terre. Au xvi^e siècle, elles n'étaient probablement pas plus nombreuses que maintenant et ne donnaient lieu, il est à croire, qu'à un très petit nombre de transactions, car nous n'en avons rencontré que si rarement dans les minutes de notaire que nous avons dépouillées que nous nous trouvons dans l'impossibilité de fixer, même approximativement, leur valeur vénale à l'époque.

(135) Nous ne parlons pas, et l'on comprendra facilement pourquoi des prix de 1924.

(136) E 4 1-258-264. Minutes Aubry, le 10 sept. 1576, vente de 7 journaux de vigne dont 4 sont soumis au terrage au 1/4 des fruits, le tout vendu à raison de 67 l. l'hectare. — Mêmes minutes, le 3 décembre 1595, vente de 2 journaux 1/2 soumis au terrage au 1/4 à 86 l. l'hectare. — Mêmes minutes, le 25 février 1598, vente de 5 journaux terragés au 1/4 à 144 l. l'hectare.

(137) E 4 1-258-264. Minutes Aubry 1595, mai 3.

Nous ne poursuivrons pas plus longtemps l'étude du prix des terres en Loudunais, mais, avant de porter nos recherches dans une autre direction, nous désirons signaler quelques particularités de la vie économique de cette contrée qui nous ont été révélées par les documents dans lesquels nous avons puisé nos renseignements sur les différentes natures de terre.

Tout d'abord, la valeur que les habitants attribuaient aux arbres en général et tout particulièrement aux noyers. Dans la plupart des ventes de terre, les arbres qui se trouvent sur les parcelles vendues, sont estimés à part ; ainsi le 12 décembre 1543 (138), nous relevons la vente dans la paroisse de Chasseignes par « un homme de peine », Pierre de la Noue, à un marchand celui de « laboureur à bras »), Pierre de la Noue, à un marchand cannonier (armurier) de Loudun, de cinq parcelles de terre contenant ensemble 13 boisselées (68 ares environ) qui sont vendues moyennant 25 l., et, à la fin de l'acte, se trouve la mention suivante : « Et est compris dans la présente vendition, *un noyer* « estant en l'une des dites pièces ci-dessus desclarées, lequel *le-dit de la Noue a par cy-devant vendu audit achapteur pour la* « *somme de 20 sols tournois* comme lesdites parties l'ont reconnu ».

Dans une autre vente du 16 mars 1608 (139) par laquelle un laboureur de la paroisse d'Angliers cède à un autre laboureur de la même paroisse, une parcelle contenant une boisselée de terre labourable, l'acte se termine ainsi : « Item, un noyer estant planté « en ladite pièce de terre *faisant partie de ladite vendition, aussi* « *comme il se poursuit et comporte, sans rien d'iceluy en réserver* « *ni retenir*. Et a esté faite la présente vendition scavoyr est : La- « dite pièce de terre pour le prix et somme de 4 l. et ledit noyer « pour la somme de 7 livres, le tout revenant à 11 l. baillées et « payées manuellement en notre présence en pièces de seize sols, « quinze sols et de 6 deniers ». L'arbre avait plus de valeur que la terre qui le portait ; à remarquer également qu'il était vendu *sans rien réserver ni retenir* et ce n'était pas là une vaine formule, car très souvent tout en vendant la terre on se réservait tout ou partie d'un arbre accru sur la parcelle vendue. Dans la paroisse d'Antran (Chatelleraudais), à la date du 13 février 1595 (140), dans une vente de deux boisselées et demie de terre labourable consentie par un marchand à un laboureur, tous les deux de cette paroisse, en fin d'acte se trouve cette mention : « Dans la pièce de terre cy-dessus vendue y a un *arbre-chef* qui « appartient à Vincent Girard (frère du vendeur) *qui doit être*

(138) Mêmes minutes 1543, décembre 12.

(139) E 4 1-263. Minutes Aubry 1608, mars 16.

(140) E 4 1. Minutes Fleuriault, Châtellerault 1595, février 13.

« souffert et nourry pour ledit Vincent Girard et ne fait pas partie de la vente ».

Le 12 juin 1588 (141) ce sont André Brunot et Jehanne Millet, sa femme, qui vendent à Jehan Millet moyennant 40 sous « un noyer étant en une pièce de terre appartenant aux vendeurs » et sise en la vallée de Rochecorbin, moyennant que ledit Jehan Millet, acquéreur, sera tenu bailler et payer par chacun an à ladite Jehanne Millet, sa sœur, pendant son vivant seulement, « le tiers des noix provenant dudit noyer ». Dans cet acte l'arbre seul est vendu et encore sous certaine réserve.

Le village des Barballières dans la paroisse de Bonnes, non loin de la petite ville de Chauvigny, va nous fournir un très curieux document relativement à la propriété des arbres dans cette région. Il s'agit du partage, à la date du 26 avril 1549 (142), de la succession d'un riche bourgeois de cette paroisse M^e Pierre Bonestat. Philipon Bessonnet et Mathurin Porcheron, experts désignés par la Cour Lay de Chauvigny pour la liquidation de cette succession, après avoir procédé au partage du fonds sans tenir compte de la valeur des arbres accrus sur les terres, reviennent sur les lieux à cette date du 26 avril, pour en faire la division entre les héritiers. Il s'agit de 46 noyers répartis sur vingt parcelles de terre ; l'héritage était partagé entre deux branches : d'un côté une femme, Perrine Guy, probablement la veuve de M^e Pierre Bonestat, de l'autre, Loys, Jehanne et Loyse Bonestat, enfants du défunt. Les experts, tablant uniquement sur la valeur des arbres et nullement sur leur situation, attribuent 16 noyers à Perrine Guy et 30 aux enfants. Sur les 16 attribués à Perrine Guy, 8 sont situés sur des parcelles lui appartenant et les 8 autres sur des parcelles échues en partages aux enfants Bonestat ; sur les 30 noyers qui deviennent la propriété de ces derniers, 10 sont situés sur un fonds leur appartenant, les 20 autres sur des terres faisant partie du lot de Perrine Guy. Parmi ces 20 derniers l'acte nous apprend même que l'un d'eux « était proche de la porte de la maison de Perrine Guy ». Telle était alors la coutume en usage au sujet des arbres dans tout le Haut-Poitou. Ces faits nous dévoilent autre chose que la valeur comparative de la terre et des arbres, ils nous révèlent en plus la mentalité d'une époque. Il n'est pas douteux, en effet, que si le propriétaire d'un arbre situé sur une parcelle de terre appartenant à autrui, était venu en recueillir les fruits sans précaution aucune, en saccageant les récoltes, en piétinant inconsidérément les guérets, cet état de chose n'eût pas été possible et n'eût pu se présenter aussi fréquemment que nous venons de le constater. La génération de cette

(141) E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1588, juin 12.

(142) E 4 1. Minutes Charles, Chauvigny 1549, avril 6.

époque valait mieux que la nôtre et il serait peut-être facile d'en découvrir la cause.

On trouve fréquemment aussi, dans cette région du Loudunais, des actes notariés de prise de possession réelle, par l'acquéreur, des terres qu'il vient d'acheter. Nous en reproduirons un comme exemple. « Aujourd'hui 24^e jour de juin 1608 (143) avant midy, « s'est présenté devant nous, notaire royal à Loudun, soussigné, « Valentin Beaux, lequel nous a dict et desclaré avoir le 15^e jour « du présent mois, en présence de Mathurin Burgault et de Pierre « Maussion, demeurant en la paroisse de Martaizé, prins posses- « sion et saisine réelle et actuelle des choses confrontées à lui « *vendues, en allant et venant ès dites terres, cassant des mottes* « *de terre et faisant autres exploits en tel cas requis* ; ce que les- « dits Burgault et Maussion, présents, ont affirmé sous serment « estre vray. Et de tout ce que dessus avons audit Valentin èsdit « nom décerné le présent acte pour lui servir et valoir en temps « et lieux ce que de raison ».

Il n'y avait pas que dans le Loudunais que les notaires dressaient des actes de prise de possession réelle, cela se passait ainsi, mais d'une façon moins habituelle, dans plusieurs autres contrées du Poitou. A Poitiers même, le 6 septembre 1559 (144) on aurait pu voir un conseiller au présidial, M^e Pierre Rat, sieur de Salvart, venir prendre possession au nom de son oncle, Messire Pierre Rat, sieur de la Poyctevinière, échevin de la ville de Poitiers, de la seigneurie du Palais, sise en la paroisse de Croutelle, qu'il venait d'acquérir moyennant 3.000 l. de haut et puissant Aimery Bouchard, seigneur d'Aubeterre et de damoiselle Renée Gillier, sa femme, mais là les choses se passent solennement. M^e Pierre Rat, sieur de Salvart, une fois rendu sur les lieux fait appeler devant lui « les métayers et autres habitants du lieu noble terre et seigneurie du Palais auxquels il fait desclaration « que, comme procureur de noble Pierre Rat son oncle et à son « profit, il était illec venu exprès pour prendre et appréhender « possession réelle et actuelle desdites maisons, métairie, terre et « seigneurie du Palais ainsi que des cens et rentes qui en despendent sans aucune chose en excepter et, pour cetuy faire, est « *entré audit logis, chambres, granges, estables, tets, cours, cour-* « *soères* et s'est transporté en plusieurs endroits des bois, des « *terres labourables et non labourables, chaintres, pasturages et* « *autres choses pour y trancher des branches de quelques ar-* « *bres, et faire autres actes par forme d'exploits et possession* « *réelle et actuelle* desdits lieux, maisons, métairie, et a desclaré « à Bartholomé Tardy, métayer, que ledit noble Pierre Rat, son

(143) E 4 1-263. Minutes Aubry, 1608, mars 16.

(144) E 4 27. Minutes Chauveau Jehan 1559, septembre 6.

« oncle en estoit le vray seigneur par le moyen de l'acquisition
 « qu'il en avoit faicte le 23^e jour d'août dernier de haut et puis-
 « sant Aymery Bouchard, seigneur d'Aubeterre et de damoiselle
 Renée Gillier, sa femme et à cause d'elle ». Nous n'avons rencontré
 dans le cours de nos recherches, que très peu d'actes de prise de
 possession aussi solennels. Nous n'avons trouvé aucun acte de ce
 genre dans le Montmorillonnais pas plus que dans la région de
 Charroux ; par contre nous en avons rencontré dans tout le Poitou
 lorsqu'il s'agissait de prise de possession de Bénéfices Ecclesiastiques,
 prieurés, cures, abbayes.

Fréquemment dans le Loudunais comme dans le Montmorillonnais,
 les vendeurs déclarent ignorer *de quel seigneur sont tenus et mouvant les terres faisant l'objet de la vente*, mais, à l'encontre
 de ce qui se passait dans le Montmorillonnais où, nous l'avons vu,
 les choses en demeuraient là, dans le Loudunais au contraire, le
 vendeur promet toujours de s'enquérir du seigneur suzerain (145)
 et de venir le faire connaître, mais l'acquéreur n'en était pas beau-
 coup plus avancé pour cela car bien rarement le vendeur retour-
 nait faire sa déclaration. Cependant, dans un acte du 15 août 1590,
 par lequel un marchand de la paroisse de Saix, Etienne Blume-
 reau, vendait à un chirurgien de Loudun, Olivier Hautmont, 23
 boisselées de terre pour lesquelles il déclarait ignorer la mou-
 vance et promettait de s'en enquérir, on trouve à la suite de l'ac-
 te une déclaration, à la date du 17 septembre suivant (146), par
 laquelle Etienne Blumereau annonce « que lesdites choses et hé-
 « ritaulx par lui vendus sont tenus et mouvant du fief de Saint-
 « Nicolas de Loudun et de celui de Saint-Mathurin de Fonte-
 « vrault, mais *qu'à la vérité il n'a pu connaître les devoirs deus*
 « *pour lesdites choses si aucuns sont* ». Cette ignorance si fré-
 quente des devoirs féodaux grevant un assez grand nombre de
 terres s'explique par cette raison, que nous avons déjà plusieurs
 fois indiquée, que certains de ces devoirs féodaux étaient devenus
 dès le xvi^e siècle, en raison de la diminution ininterrompue de
 la valeur de l'argent et de la valeur de la Livre depuis les der-
 niers Carolingiens, étaient devenus, disons-nous, quantité négli-
 geable en Poitou.

Un autre fait, spécial celui-ci au Loudunais, n'a pas été sans
 nous causer quelque surprise. Au pied d'un grand nombre d'actes
 de vente de terres, se trouve cette mention : « Pour le vin du
 « marché, du consentement des parties, convenancé (convenu) en

(145) E 4 1-263. Minutes Aubry 1608, décembre 31, le vendeur déclare ne
 savoir de qui sont tenues les choses vendues. E 4 1-258-264. Minutes Aubry
 1598, avril 5, le vendeur déclare, sous serment, ignorer le fief, il s'en en-
 querrera. — Mêmes minutes, 1599, décembre 19, même déclaration du ven-
 deur.

« faisant l'accord cy-dessus, pour les *Moyenneurs* (147)... (Là une « somme de X... qui varie selon l'importance de l'acte) ». Les *moyenneurs* n'étaient autres que les intermédiaires qui s'étaient employés pour faire traiter le marché et que nous appellerions de nos jours en Poitou, les *marchands de biens* ; seulement les marchands de bien de nos jours achètent les grands domaines pour les morceler et les revendre ensuite en détail aux paysans, tandis que les marchands de biens de cette fin du xvi^e siècle, achetaient eux, une à une les petites parcelles appartenant aux paysans pour les revendre à la bourgeoisie, aux marchands, voire même à la noblesse, apportant ainsi leur concours à la constitution des grandes exploitations rurales que le xix^e siècle et le nôtre devaient morceler de nouveau par la suite, dans certaine partie du Poitou tout au moins.

L'histoire, a-t-on dit, n'est qu'un éternel recommencement ; en voilà une nouvelle preuve, qui nous révèle en même temps l'activité qui régnait à cette époque dans les transactions sur la propriété foncière. Nous allons terminer maintenant par le Chatelleraudais, nos recherches sur le *prix des terres en Poitou*, glanant çà et là en passant, tous ces détails qui donnaient alors à chaque partie de la province une physionomie caractéristique et bien particulière.

Nous avons trouvé jusqu'ici, pour chaque nature de terre, des prix très différents selon les contrées : dans le Loudunais nous venons de voir que la terre plantée en vigne avait toutes les préférences ; dans les environs de Charroux c'était les prés qui arrivaient à des prix qu'ils n'atteignaient nulle part ailleurs et cependant, si nous en exceptons la ville de Charroux, c'était là, à l'époque une région pauvre. Dans le Chatelleraudais ce sera la terre arable et les Chénevières qui nous fourniront les prix de beaucoup les plus élevés. Il faut dire que, dans une notable partie des paroisses sur lesquelles vont porter nos recherches, la culture maraîchère était dès lors très développée et qu'elle y a pris du reste depuis, une extension plus grande encore. Ces paroisses, au nombre de huit, Leigné-sur-Usseau, Usseau, Antran, Thuré, Scorbé-Clairvaux, Saint-Gervais, Avrigny et Saint-Martin de Quinlieu, sont toutes situées sur la rive gauche de la Vienne au nord et au nord-est de Chatellerault et contiennent dans leur ensemble environ 16.000 hectares.

Les ventes de terre sur lesquelles nous allons tabler sont toutes tirées d'une période de vingt années, de 1580 à 1600, mais plus

(146) Arch. Vienne E 4 1-258-264. Minutes Aubry 1590, août 15.

(147) E 4 1-263. Minutes Aubry 1608, mars 16. — Mêmes minutes 1608, décembre 31. E 4 1-258-264. Minutes Aubry, 1595 décembre 3. — Mêmes minutes, 1598 décembre 6. — Mêmes minutes, 1599 février 21.

spécialement des sept dernières années du siècle. Dans ces ventes le prix de l'hectare des terres labourables varie généralement de 130 à 140 l. et jusqu'à 300 l. ; rares sont les ventes qui se présentent au-dessous de 130 l. (148) et moins nombreuses encore sont celles dépassant 300 l. ; nous n'avons relevé que quatre de ces dernières (149), y compris une parcelle de 5 ares, renfermée de murailles et située près du village de la Guillonnière dans la paroisse de Thuré. Les prix les plus fréquents se chiffrent de 200 à 300 l. (150), et ceux de 130 à 200 l. sont aussi assez communs. De l'ensemble de ces ventes il ressort assez nettement que le prix moyen de l'hectare de terre arable peut être fixé à 215 livres dans ces six paroisses pour la fin du xvi^e siècle. Nous rappellerons que, même dans la banlieue de Poitiers à cette époque, cette moyenne n'était que de 130 livres. Cette partie du Chatelleraudais détenait donc, et de beaucoup, le record des hauts prix pour la terre labourable dans le Haut-Poitou.

Le prix de l'hectare de vigne dans ces mêmes paroisses, variait en général entre 200 et 300 l., avec un prix moyen de 255 livres, à peine supérieur à celui des terres labourables, ce qui ne se présentait dans aucune autre contrée du Haut-Poitou (152). Ce prix

(148) E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault, Châtellerault, 1599, janvier 28, vente de 9 boissellées de terre à 88 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, juin 20, vente de 4 boissellées à 70 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1593, janvier 10, vente d'une boissellée à 65 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, janvier 21, vente de 2 boissellées à 100 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1600, février 4, vente de 4 boissellées à 111 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, décembre 15, vente de $\frac{1}{4}$ de boissellée à 120 l. l'hectare.

(149) E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault 1593, novembre 20, vente $\frac{1}{4}$ de boissellée à 340 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1593, avril 25, vente $\frac{1}{8}$ de boissellée à 260 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1595, septembre 9, vente $\frac{1}{4}$ de boissellée à 420 l. l'hectare. — E 4 19. Minutes Bion 1597 mars, 19, $\frac{1}{2}$ de boissellée close de murailles à 540 l. l'hectare.

(150) E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault 1597, février 11, vente 1 boissellée à 200 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, novembre 23, vente $\frac{1}{2}$ boissellée à 200 l. l'hectare. — E 419. Minutes Bion 1586, décembre 6, vente de 4 boissellées à 250 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, janvier 2, vente $\frac{1}{3}$ de boissellée à 240 l. — E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault 1597, juillet 9, vente $\frac{1}{3}$ boissellée à 270 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, mars 9, vente $\frac{1}{2}$ boissellée à 300 l. l'hectare. — E 419. Minutes Bion 1598, décembre 8, vente 3 boissellées à 360 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1598, mai 28, vente 4 boissellées à 300 l. l'hectare.

(151) E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault 1595, mai 9, vente $\frac{1}{2}$ boissellée à 130 l. l'hectare. Mêmes minutes 1595, février 13, vente 4 boissellées $\frac{1}{2}$ à 133 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, mars 12, vente 1 boissellée à 150 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, février 9, vente de $\frac{1}{2}$ boissellée à 150 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1595, avril 12, vente $\frac{1}{4}$ de boissellée à 180 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, septembre 27, vente 1 boissellée $\frac{1}{4}$ à 160 l. l'hectare. — E 4 19. Minutes Bion 1599, février, vente 1 boissellée à 170 l. l'hectare. — E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault 1595, avril 12, vente $\frac{1}{4}$ de boissellée à 180 l. l'hectare.

(152) E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault 1597, mars 29, 1 boissellée de vigne, $\frac{1}{2}$ boissellée de terre à 120 l. l'hectare. Mêmes minutes 1593, mai 20, $\frac{1}{6}$ boissellée de vigne à 160 l. — Mêmes minutes 1599, décembre 17, $\frac{1}{2}$ journal de vigne à 240 l. — E 4 19. Minutes Bion 1583, mars 6, $\frac{1}{2}$ journal de

de 255 l. était cependant encore supérieur au prix des vignes de la région de Poitiers, où nous l'avons trouvé à la même époque à 135 l. seulement, mais bien inférieur à celui de 400 l. que nous constatons tout à l'heure dans le Loudunais. La vigne, dans cette partie du Chatelleraudais ne paraissait du reste cultivée alors que par petites parcelles, dont la moyenne ne dépassait pas 10 ares. Nous verrons plus loin qu'au sud de cette même région, dans la paroisse de Marigny-Brizay qui dépendait alors de la sénéchaussée et de l'élection de Chatellerault, et qui appartient au contraire actuellement au canton de Neuville et à l'arrondissement de Poitiers, il existait des vignobles d'une plus grande étendue, où le prix de l'hectare atteignait, pour certaines parcelles, un chiffre supérieur encore à celui du Loudunais.

Les prés étaient rares dans les huit paroisses où nous faisons nos recherches, ils le sont encore de nos jours croyons-nous, et n'y occupent qu'une minime partie du sol ; nous parlons bien entendu des prairies naturelles les seules connues dans le Haut-Poitou au xvi^e siècle. Les renseignements nous font défaut pour établir leurs prix.

Les chènevières au contraire, étaient nombreuses dans les paroisses de Scorbé-Clairvaux, d'Antran, d'Usseau, de Saint-Gervais, de Thuré, et leur prix très élevé. L'hectare se vendait couramment 4 et 500 livres ; nous le voyons même à 1.200 l., le 27 avril 1597, dans la paroisse de Rémeneuil, aujourd'hui réunie à celle d'Usseau ; il est vrai qu'il s'agissait d'une parcelle de très minime étendue, moins de 2 ares, mais en somme le prix de l'hectare ne tombait jamais au-dessous de 400 l. et le prix moyen peut être fixé entre 500 et 600 livres (153).

Dans ces huit paroisses, dans lesquelles se trouvaient de nombreux et très importants domaines seigneuriaux : la baronnie de Clairvaux, la chatellerie de la Motte-d'Usseau, la baronnie de Thuré, la baronnie de la Tousche d'Avrigny, les seigneuries de Rémeneuil, des Mées, etc., etc., dans ces huit paroisses, disons-nous, la terre était excessivement morcelée. Les actes de ventes que nous avons relevés et les renseignements provenant des contrats de tout genre que nous avons pu recueillir donnent comme étendue moyenne des parcelles : pour les terres labourables 16

vigne à 244 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1583, mars 25, venté 2 boissellées de terre, 8 journaux de vigne à 266 l. l'hectare. E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault 1597, février 6, 1 journal de vigne, $\frac{1}{2}$ boissellée de terre à 271 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1587, avril 28, vente 1 journal de vigne à 320 l. l'hectare. — Mêmes minutes 1597, novembre 2, vente de 2 journaux de vigne à 415 l. l'hectare.

(153) E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault 1595, décembre 8, vente $\frac{1}{2}$ boissellée chènevière à 430 l. l'hectare. Mêmes minutes 1597, février 23, vente $\frac{1}{4}$ boissellées Chènevière à 560 l. l'hectare. E 4 19. Minutes Bion, 1597, mars 15, vente $\frac{3}{4}$ de boissellées Chènevière à 573 l. l'hectare. E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault, 1597 avril 27. Vente $\frac{1}{8}$ de boissellée à 1.200 l. l'hectare.

ares, pour les vignes et les chénevières, à peine 10 ares. C'était là, on le voit, un morcellement très intense de la propriété. Les prix de location des terres arables s'acquittaient quelquefois au moyen d'une certaine quantité de légumes : le 17 janvier 1587, par exemple, dans la paroisse d'Ouzilly, on voit Georges Chessé, écuyer, seigneur de la Motte de Brizay, donner à ferme à un laboureur, Pierre Boutin, une boisselée et demie (15 ares) de terre arable, moyennant « ung boisseau de gros pois blancs, mesure de « Chatellerault, deux boisseaux combles de gros oignons, même « mesure, et une gerbe d'ail ». Nous voilà bien en pleine culture maraîchère (154).

Autre remarque très importante : dans cette partie du Chatelleraudais, les ventes de terre ne se font plus, comme nous l'avons vu se pratiquer presque exclusivement dans le Montmorillonais, la région de Charroux et dans celle de Poitiers, de *laboureur à marchand* ou de *laboureur à bourgeois* ; les ventes dans le Chatelleraudais se font *le plus souvent entre laboureurs*, quelquefois de laboureur à marchand, mais par contre celles de marchand à laboureur sont fréquentes. En un mot *la propriété est et demeure paysanne*. Déjà, dans le Loudunais, nous avions constaté une tendance dans ce même sens ; mais elle s'est accentuée et dans de fortes proportions, dans le Chatelleraudais.

Un document concernant la paroisse de Marigny-Brizay, dont nous parlions tout à l'heure, document tiré, comme la plus grande partie des autres, des minutes de notaire de l'époque, va compléter d'une façon intéressante, croyons-nous, nos renseignements sur le prix des terres dans le Chatelleraudais. Il s'agit, à la date du 25 mai 1599 (155) du partage de la succession de « de deffunct « messire Jehan Joubert, vivant écuyer, seigneur du Puy de Marigny ». Dans ce partage se trouve, l'évaluation, parcelle par parcelle, faite par deux marchands de Chatellerault, Mathurin Boisson et Etienne Chévrier, de la seigneurie et métairie du Puy. Après avoir minutieusement décrit d'abord et évalué « la maison noble du Puy » (156) qui couvre « y compris un jardin et une grant'cours », cinq boisselées (50 ares), puis ensuite les bâtiments de la métairie, les experts passent à l'estimation des terres qui avaient une étendue de 35 hectares 46 ares et se décomposaient de la façon suivante. Nous donnons les contenances en mesures de l'époque et en mesures de nos jours :

(154) E 4 27. Minutes Chesneau Jehan, 1587, janvier 17.

(155) E 4 1-28-40. Minutes Fleuriault, 1599, mai 25.

(156) Nous reviendrons dans un chapitre suivant sur cette intéressante description.

| NATURE DES TERRES | MESURES DE L'ÉPOQUE | HECTARES | ARES | CENT. |
|--------------------------|---------------------|----------|------|-------|
| Terres labourables. | 216 boisselées 1/3. | 21 | 93 | 00 |
| Vignes. | 39 journaux 3/4. | 1 | 93 | 75 |
| Prés. | 7 journaux. | 2 | 10 | 00 |
| Pâturages. | 23 boisselées. | 2 | 30 | 00 |
| Chênevières. | 2 boisselées 1/2. | 00 | 25 | 00 |
| Bois (<i>futaie</i>). | 57 boisselées. | 5 | 00 | 00 |
| Bois (<i>taillis</i>). | 10 boisselées. | 1 | 00 | 00 |
| Brande. | 2 boisselées. | 00 | 20 | 00 |
| | | 35 | 46 | 75 |

C'était bien là la contenance *ordinaire d'une grande métairie en Poitou au xvi^e siècle* et nous ajouterons même d'une *très grande métairie*, si nous considérons la région où celle du Puy était située.

Les terres labourables étaient divisées en 21 parcelles ; la plus étendue contenait 4 hectares 20 ares, la plus petite 2 ares 50 centiares. La contenance moyenne se trouvait être assez exactement de 1 hectare. La parcelle dans laquelle la terre était évaluée au prix le plus élevé, contenait 1 boisselée et le prix de l'hectare y ressortait à 200 livres ; le prix le moins élevé, 65 livres, provenait d'une parcelle d'une contenance de 1 hectare et demi ensemencée en seigle, et le prix moyen de l'hectare, dans l'ensemble des 21 parcelles, ne s'élevait qu'à 113 l., bien inférieur on le voit à celui que nous venons de constater dans les paroisses voisines, mais l'explication est, d'abord, que dans l'évaluation de la métairie du Puy, il s'agit de terre faisant partie de la grande propriété, tandis que nous n'avons eu affaire dans les autres paroisses qu'à des terres très morcelées, composées de parcelles de minime étendue, et qu'ensuite, dans cette métairie du Puy, il se trouvait des terres légères, terres à seigle, et manquant par suite de l'élément calcaire qui leur enlevait une grande valeur.

Si dans la seigneurie du Puy les terres labourables avaient une valeur vénale inférieure à celle des paroisses voisines, il en était tout autrement pour les vignes qui couvraient, nous l'avons vu, environ 2 hectares. Ces vignes étaient divisées en cinq parcelles, en laissant de côté une toute petite parcelle de 1 are 25 centiares, à laquelle les experts n'attribuent qu'une valeur infime. De ces cinq parcelles la plus grande contenait 75 ares, la seconde 60 ares, la troisième 30 ares, une quatrième 20 ares, et la dernière 12 ares 50 centiares. C'était là un vignoble de peu d'étendue pour

une métairie de cette importance, mais il devait produire un vin de choix et très renommé, comme il en produit du reste de nos jours (157) encore, car dans la première parcelle l'hectare était évalué à 1.000 l., dans la seconde 750 l., dans la troisième 600 l., dans la quatrième 375 l. et 360 livres pour la dernière, fournissant, l'ensemble de ces évaluations, une moyenne par hectare de 750 l. C'est là le prix le plus élevé que nous ayons constaté pour des vignes dans le Haut-Poitou à la fin du xvi^e siècle et qui peut être comparé à celui des prairies de la banlieue de Charroux à la même époque.

Nous avons trouvé 25 ares de chénevière dans la métairie du Puy de Marigny, chénevière de mauvaise qualité puisque l'hectare n'est estimé que 80 l. Les près y étaient peu nombreux, deux parcelles : l'une de 1 hectare 80 ares à 166 l. l'hectare, l'autre, de petite étendue, 30 ares, qui devait être marécageuse et de très mauvaise qualité puisque les experts ne portent le prix de l'hectare qu'à 60 livres. Trois parcelles de pâturages comprenaient ensemble 2 hectares 30 ares à 30 l. l'hectare. Nous ne parlerons pas des bois ; ne connaissant pas la valeur de la superficie à l'époque de l'estimation, notre appréciation ne pourrait fournir aucune indication utile.

L'ensemble de l'estimation des métairies et seigneuries du Puy, y compris l'évaluation de la maison seigneuriale et du jardin y appartenant, mais sans tenir compte des droits de fief, fort modestes du reste, en dépendant, pas plus que de 25 ares de vigne donnés en terrage au tiers des fruits, l'ensemble de l'estimation s'élevait à 7.198 livres. Dans cette somme, la maison seigneuriale et ses servitudes figurent pour 1.800 livres, évaluation qui semble fort élevée, à moins qu'il n'y eût là alors une habitation d'une importance considérable, ce que ne semble pas indiquer la description qu'en donne l'acte de partage. En enlevant la valeur de la maison seigneuriale, l'estimation se réduit à 5.398 livres, ce qui porte le prix de terre de toute nature pour l'ensemble de la métairie du Puy, à 153 livres ; mais il y a lieu de tenir compte qu'il existait sur cette métairie une étendue relativement considérable de pâturages, de prés, de bois, voire même de chénevières de mauvaise qualité, auxquels les experts n'attribuent qu'une minime valeur.

Si nous rapprochons maintenant de cette estimation faite dans le Chatelleraudais en l'année 1599, la vente de la métairie du Petit-Guignefol effectuée, on s'en souvient, le 29 avril 1531, dans la pa-

(157) La métairie du Puy appartient aujourd'hui à M. E. C. Président de la Société d'Agriculture du département de la Vienne, viticulteur distingué, également propriétaire de plusieurs fermes voisines et qui possède là un vignoble étendu, continuant, ainsi, nous venons de le constater, des traditions qui remontent à plusieurs siècles.

roisse de Chasseneuil, non loin de Poitiers, nous pourrions établir des comparaisons intéressantes et instructives.

La métairie du Puy contient 35 hectares, celle du Petit-Guignefol près de 34, elles ont donc assez exactement la même étendue. Au Puy, comme terre de valeur, nous trouvons : 22 hectares de terre arable, dont une partie, la terre à seigle, de qualité ordinaire, 2 hectares de vigne de tout premier ordre, un peu moins de 2 hectares de terre arable situés, pour une bonne partie dans une riche vallée et, par suite, d'excellente qualité ; 3 hectares de prairie en bordure du Clain, estimés, alors, de toute première qualité, pas de vignes. De plus, ainsi que nous le faisons remarquer au début de ce chapitre, la situation du Petit-Guignefol à proximité de Poitiers, sur le grand chemin de cette ville à Châtellerault, augmentait sérieusement sa valeur, on peut donc bien établir entre les deux métairies une juste comparaison qui tournerait du reste plutôt à l'avantage du Petit-Guignefol. Or, cette dernière métairie était vendue en 1531, moyennant 680 livres, ce qui faisait ressortir exactement l'hectare à 20 l., tandis que le Puy est évalué en 1599, 70 ans après, 5.398 l., ce qui porte le prix de l'hectare à 153 l. ; la valeur de l'hectare aurait donc plus que septuplé dans cet intervalle de 70 ans. Nous avons à tenir compte, il est vrai, que le Puy est situé dans le Chatelleraudais, où les terres et les immeubles possédaient alors une valeur qu'on ne leur trouvait dans aucune autre région du Haut-Poitou, mais même en tenant compte de cette circonstance, ce rapprochement démontre d'une façon péremptoire la plus-value prise par la propriété foncière dans le Haut-Poitou dans le cours du xvi^e siècle, ou, plus exactement, dans les vingt-cinq dernières années du xvi^e siècle.

Nous avons maintenant parcouru le Haut-Poitou dans tous les sens : la région de Poitiers, au centre, celle de Charroux, au sud, Ayron, Maillé et le Loudunais, à l'ouest et au nord-ouest, le Montmorillonnais à l'est, le Chatelleraudais au nord et cela, pour certaines de ces contrées, un peu à toutes les époques du xvi^e siècle, il ne nous reste donc plus qu'à rapprocher les uns des autres les prix que nous avons rencontrés, pour les comparer entre eux et en tirer des conclusions. Pour faciliter cette comparaison, nous récapitulons ci-dessous en trois tableaux, les prix moyens de l'hectare des *Terres labourables, des vignes et des prés* dans le cours du siècle.

Les Terres Labourables.

| | Prix moyens de l'hectare | | |
|--|--------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| | François I ^{er} | Henri II Charles IX | 25 dernières années du siècle |
| | Livres : | Livres : | Livres : |
| Région de Poitiers. — Dans la campagne. | 12 à 15 | 20 à 25 | 75 |
| — Dans la banlieue.. | 30 | 55 à 60 | 130 |
| A Dissais. — Succession de Rogier en 1599 96 liv. | | | |
| Ayron-Maillé. — Terre non-terragée.... | | | 78 |
| — Terre terragée au 1/6 68 liv. | | | |
| Montmorillonnais. — Dans la campagne. | 13 à 15 | 25 à 27 | 65 |
| Loudunais. — Dans la campagne..... | | | 130 |
| Région de Charroux. — Dans la campagne. | | | 50 |
| — Dans la banlieue de la ville..... | | | 130 |
| Châtelleraudais. — Dans la campagne.. | | | 215 |
| — Partage du Puy en 1599 113 liv. | | | |

Ces prix suggèrent plusieurs réflexions. Dans la région de Poitiers, ils ont quintuplé, environ, du milieu du règne de François I^{er} à l'année 1600, mais la hausse s'est tout particulièrement manifestée pendant les vingt-cinq dernières années du siècle, dans ce court espace de temps, dans la campagne, les prix ont plus que triplé. Dans le Montmorillonnais, pendant ces mêmes vingt-cinq années, la hausse est moins sensible, mais il y a là une raison. Le Montmorillonnais a été, avec le Mirebalais, la région du Poitou le plus éprouvée par les guerres de la Ligue. A partir de l'année 1589, on voit les gens fuir, éperdus, dans toutes les directions. C'est l'un des principaux notaires de la ville, M^e Jehan Pointeau, qui se réfugie, au mois de mai 1589 (158) « dans la maison forte de la métairie de la Fouchardièrre » dans la paroisse de Sillars « pour la sécurité de sa personne » nous dit l'acte, et pour se mettre à l'abri des violences de la garnison qui occupe la ville au nom du roi sous le commandement du seigneur de Bourcany. Il est à croire que tous les collègues de M^e Pointeau en avaient fait autant de leur côté car, dans le contrat de mariage de M^e Pierre Debonnesset, notaire royal à Lussac-les-Châteaux, avec

(158) E 4 22-1. Minutes Pointeau ; procès-verbal dressé en présence de Guy Savatte, écuyer seigneur de la Fouchardièrre, du vicaire de la paroisse de Sillars et d'un grand nombre d'habitants, à l'issue de la messe paroissiale.

Gabrielle Rozet, fille en premières noces de sire Thomas Rozet, demeurant à Montmorillon et de feu Maixende Hélye, contrat portant la date du 11 décembre 1600 (159), Thomas Rozet déclare que « par le moyen des guerres qui lors étaient dans le pays », il s'est trouvé dans l'impossibilité de faire faire un inventaire à l'époque du décès de sa première femme qui lui avait apporté une dot de 500 livres. Les avocats avaient fui comme les notaires : un inventaire de l'année 1592 (160) nous raconte l'odyssée de l'un d'entre eux, le malheureux Etienne Massonneau, auquel ces troubles et aussi sans doute les brutalités des soldats, avaient fait perdre la raison. Etienne Massonneau, marié à dame Marguerite Goudon, possédait, l'inventaire le prouve, une réelle fortune ; après avoir entassé pêle-mêle dans une douzaine de grands coffres, tous les objets qui lui tombent sous la main, il les transporte avec lui dans la petite ville de Lussac-les-Châteaux, distante de trois lieues, et une fois rendu là, à l'abri du donjon féodal, il les dépose au hasard, tout aussi bien dans la première maison où il trouve une porte ouverte que dans le chateauseigneurial lui-même. L'inventaire les retrouve un à un : dans un des celliers du château, puis dans une maison appartenant à M^e Jehan Maurat, en troisième lieu dans une autre maison à ce même Jehan Maurat, dans le logis de M^e Gabriel Perrineau ; on croyait en avoir fini, lorsque dame Isabelle Péliçon, femme de M^e Jehan Vrignault, vient spontanément déclarer qu'elle aussi a eu la visite d'Etienne Massonneau et qu'il a déposé chez elle un tas de meubles qui doivent figurer dans l'inventaire. Ces coffres contenaient (l'inventaire en fournit le détail) d'énormes quantités de linge, de vêtements d'homme, de vêtements de femme, de couvertures de laine, de rideaux, de tapis, d'objets de literie de toute sorte, de papiers et de titres, tellement nombreux ces papiers et titres, qu'on devra les transporter à Montmorillon pour les inventorier. Les livres de la bibliothèque d'Etienne Massonneau, empilés dans deux barriques foncées par les deux bouts, sont découverts cachés sous l'échelle du grenier de l'une des maisons de J. Maurat. Comme ils sont pour la plupart écrits en latin, nous dit l'acte, « il ne se trouve à Lussac, avocat ne procureur qui les puisse apprécier ». Triste et lamentable odyssée que celle de ce malheureux abandonnant, sous l'empire d'une folle terreur, son foyer. Les minutes de notaire nous fournissent là, dans l'inventaire de l'avocat Massonneau et dans la fuite du notaire Pointeau, deux documents qui donnent bien la physionomie de l'époque troublée que fut, pour cette contrée du Poitou, la Guerre de la Ligue, et l'on n'est plus surpris qu'à ce moment le prix des terres n'y ait

(159) E 4 22-1. Minutes Pointeau, 1600, février 11.

(160) E 4 1-104. Minutes Grandchief, 1592, juin.

pas acquis la plus-value que l'on constate généralement ailleurs.

Le tableau des prix de la terre labourable pendant le cours du siècle que nous donnons ci-dessus, suggère une autre remarque, c'est l'énorme différence qui se manifeste dans le prix de ces terres à une même époque, selon qu'elles sont situées dans telle ou telle région du Haut-Poitou. En tablant sur les vingt dernières années seulement, et en laissant de côté, nous avons dit pourquoi, les terres de banlieue, nous trouvons que l'hectare qui se vend couramment plus de 200 livres dans certaines paroisses du Chatelleraudais, n'en vaut que 130 dans le Loudunais, moins de cent dans la campagne de la région de Poitiers, pour tomber à 50 livres seulement à Charroux où nous avons vu une bande de riches marchands imposer ses lois à tous les paysans de la contrée.

Il ne faudrait peut-être pas s'étonner outre mesure, de la disproportion de ces prix, car, si de nos jours (et j'entends toujours par là, avant la guerre de 1914) ces différences ne se produisent pas dans les mêmes proportions, il n'empêche que la terre dans le Montmorillonnais par exemple, n'a généralement pas la moitié de la valeur qu'elle possède dans certaines communes des cantons de Couhé, de Neuville ou de Lencloître ; et cependant on se déplace bien plus facilement actuellement qu'autrefois ce qui aurait dû avoir, dans une certaine mesure, pour résultat l'unification de ces prix, à qualité égale de terre s'entend.

D'un autre côté il faut bien dire, en ce qui concerne le Chatelleraudais, qu'il n'y avait pas que les terres pour lesquelles on constatait cette plus-value au xvi^e siècle : les immeubles en général, comme nous l'avons déjà dit du reste, les grains, les denrées de toute sorte, les loyers, les salaires, y atteignaient des prix inconnus dans le reste du Poitou ; le Chatelleraudais se ressentait du voisinage de la Touraine où les prix de toute chose étaient toujours et de beaucoup supérieurs à ceux de notre province et cela jusqu'à ces dernières années, jusqu'au jour où l'inflation fiduciaire actuelle est venue submerger la France entière. Ce que nous disons ici du Chatelleraudais vis-à-vis de la Touraine, nous pourrions le dire également du Loudunais vis-à-vis de l'Anjou, car là aussi nous constatons une situation à peu près analogue, bien que cependant moins sensible.

Nous donnerons maintenant pour les vignes, un tableau comparatif des prix identique à celui que nous avons fourni ci-dessus pour les terres labourables.

Les Vignes.

| | Prix moyen de l'hectare | | |
|--|--------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| | François I ^{er} | Henri II Charles IX | 25 dernières années du siècle |
| | Livres : | Livres : | Livres : |
| Région de Poitiers. — Dans la campagne. | 50 | 85 | 135 |
| Montmorillonnais. — Dans la campagne.. | 50 | 115 | ? |
| Loudunais. — Dans la campagne.... | | | 400 |
| Vignes terragées | | | |
| au 1/4 100 liv. | | | |
| Châtelleraudais. — Dans la campagne.. | | | 255 |
| Vignoble du Puy, | | | |
| prix moyen 750 liv. | | | |

Il ressort clairement de ce tableau qu'au xvi^e siècle, le Loudunais formait un véritable vignoble, que cette culture était sa spécialité et que la vigne y possédait une valeur qu'elle n'atteignait nulle part ailleurs en Poitou ; nous ne parlons pas du vignoble du Puy de Marigny qui était une exception. Les vins du Loudunais ont conservé leur réputation, mais la culture des céréales a pris dans cette région un développement qu'elle n'avait pas au xvi^e siècle, et la production des grains et tout particulièrement de l'orge qui possède dans le Loudunais une qualité tout à fait exceptionnelle pour la fabrication de la bière (161), prime de nos jours celle du vin dans cette contrée.

Les Prés.

| | Prix moyen de l'hectare | | |
|---|--------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| | François I ^{er} | Henri II Charles IX | 25 dernières années du siècle |
| | Livres : | Livres : | Livres : |
| Région de Poitiers. — Banlieue de la ville. | | | 400 |
| Montmorillonnais. — Dans la campagne. | 50 | 80 | 130 |
| Région de Charroux. — Dans la campagne. | | | 250 |
| — Dans la banlieue | | | |
| de la ville | | | 500 |
| A signaler une acquisition dans la | | | |
| banlieue le 11 nov. 1.600 à 1.200 liv. | | | |

(161) La réputation de l'orge du Loudunais s'étend, non seulement dans tout le nord de la France, mais encore jusqu'en Angleterre.

Ces 500 livres dans la banlieue de Charroux, détiennent pour les différentes natures de terres, le record de la *moyenne des prix figurant dans nos tableaux* ; elles dépassent toutes les autres moyennes, même celle des vignes dans le Loudunais. Mais il faut reconnaître que ces 500 livres représentent des prix de banlieue qui ne devraient pas entrer en ligne de compte.

Ces trois tableaux ne peuvent avoir la prétention de donner d'une manière rigoureusement exacte la valeur de la propriété foncière dans les différentes régions du Haut-Poitou, au xvi^e siècle, mais cependant, tel que, ces indications sont suffisamment exactes pour que l'on puisse se rendre compte de la valeur des terres à l'époque, et nous sommes très convaincus, que ces *prix ne seraient que bien légèrement modifiés*, lors même qu'on arriverait à les relever complètement et pour toutes les paroisses du *Haut-Poitou sous les différents règnes*.

Si nous avons maintenant la curiosité d'appliquer aux chiffres que nous avons ainsi obtenus le montant du *pouvoir d'achat de la livre* à l'époque où ces différents prix ont été relevés, l'opération ne laisserait pas que de nous ménager peut-être quelques surprises. Nous verrions par exemple que le prix de la terre arable, dans la région de Poitiers, qui paraissait avoir doublé de François I^{er} à Charles IX n'avait fait en somme que suivre les fluctuations de la monnaie, que le prix de l'hectare s'était constamment maintenu à 600 francs (franc or d'avant-guerre) ; que l'augmentation que nous avons constaté provenait uniquement de la diminution du *pouvoir d'achat de la livre* et qu'il en était de même dans le Montmorillonnais. Nous verrions, par contre, que ce prix de l'hectare avait réellement doublé de Charles IX à la fin du siècle (exception faite pour le Montmorillonnais qui semble avoir été soumis alors à un véritable pillage pendant plusieurs années) et cela malgré la gêne dans les transactions que ne purent manquer d'apporter les guerres de la Ligue. L'énorme augmentation qu'avaient subie les prix des bestiaux et de toutes les denrées, notamment le prix des céréales qui avait décuplé en Poitou dans le cours du siècle, finit par attirer l'attention sur les produits de la terre, sur le revenu des métairies et alors s'accrut ce groupement des tenures que nous ne cessons de signaler ; le placement des capitaux, de cet or que le Nouveau Monde continuait à nous envoyer de plus en plus abondant, se dirigea dans ce sens et l'hectare de terre labourable que nous avons trouvé à 600 francs sous Charles IX, approchait de 1.200 francs, toujours en le traduisant en franc or d'avant-guerre, vers le milieu du règne d'Henri IV. Nous pouvons donc dire et c'est là une remarque dont on ne saurait méconnaître l'importance, que le prix des terres n'a véritablement augmenté qu'à partir du règne d'Henri III ; que les plus-values que nous avons relevées antérieurement provenaient presque uniquement de la di-

minution du pouvoir d'achat de la Livre, mais qu'il en fut tout autrement pendant les vingt-cinq dernières années du siècle.

Nous ne voulons pas clore ce chapitre sans appeler de nouveau l'attention du lecteur sur le morcellement du sol que nous avons rencontré toujours et partout dans nos pérégrinations à travers les différentes contrées du Haut-Poitou et sur le groupement de la propriété paysanne que nous avons vu se produire continuellement au moyen des acquisitions qu'en faisaient alors la bourgeoisie, les marchands et tous les propriétaires de fiefs, pour arriver à constituer les grandes métairies, les grandes exploitations rurales qui devinrent par la suite la caractéristique de la propriété dans une notable partie du Haut-Poitou au XVIII^e et au XIX^e siècle.

Pour éviter des malentendus, nous voudrions essayer de définir tout d'abord ce qu'était la *propriété seigneuriale sous l'Ancien Régime*, et ce que l'on entend au contraire de nos jours lorsqu'il est question de la *propriété* ; et pour cela, nous ne croyons pouvoir mieux faire qu'en reproduisant ici le tableau que M. Lucien Febvre, dans son *Etude sur Philippe II et la Franche-Comté*, trace de la seigneurie au XVI^e siècle.

« En Franche-Comté comme ailleurs, au cours du XVI^e siècle, « toute terre comportait deux parties essentielles, d'important « ce, d'exploitation, de rapports différents : le *Domaine Proche* « et les *Mouvances*. Le domaine proche, c'était d'abord la réserve, ce que le seigneur n'avait pas partagé entre ses tenanciers : « le château et ses entours, des étangs, des bois, des cours d'eau, « des terres vaines, quelques champs et prés. La superficie du « domaine proche semble toujours plus faible que les mouvances ». Un peu plus loin, à la page 200, M. Lucien Febvre continue : « Qu'une seigneurie soit petite, moyenne ou grande, dans « tous les cas, le seigneur ne possédait comme immeubles, comme bien fonds, que les vignes, les champs, les prés de sa réserve, les terres de ses métayers et fermiers, les fours et moulins qu'il amodiait. *Tout le reste n'était que tenures, nobles* « comme les fiefs, roturières comme les censives, serviles comme « les mainmortes ; sur elles le seigneur ne possédait qu'un droit « éminent, pour lui elles n'étaient plus des terres, elles représentaient des droits ». En laissant de côté les mainmortes qui n'existaient plus en Poitou depuis la fin du XIII^e siècle, nous nous reconnaissons impuissant à mieux dire et même à aussi bien dire.

Ces droits, qui constituaient en Poitou l'immense majorité de la propriété féodale, ne conféraient pas au seigneur, comme le dit si bien M. Lucien Febvre, la jouissance au point de vue de la culture de la terre, la libre disposition du sol soit pour l'aliéner, soit pour la transmettre à ses descendants ; cette *jouissance réelle de la terre, cette libre disposition du sol* qui constituent

pour nous l'essentiel du *droit de propriété*, appartenaient sans conteste au *Tenancier*, et c'est là ce qui a permis à M. Brutails de dire à la page 8 de son *Etude sur la Condition des Populations Rurales du Roussillon* : « que la propriété foncière était
« plus divisée en Roussillon au Moyen Age que de nos jours, la
« population industrielle était moins considérable et, dans la po-
« pulation agricole, on comptait moins de domestiques et de fer-
« miers. La féodalité avait émietté le sol en une multitude de
« tenures dont les possesseurs étaient bien plutôt des proprié-
« taires que des locataires et sur lesquels le seigneur foncier
« avait surtout retenu des droits nominaux ».

Ce sont exactement, en négligeant la population industrielle qui n'existe pas de nos jours chez nous, les mêmes conclusions auxquelles nous porte la masse de documents qu'il nous a été donné de recueillir sur l'état de la propriété dans le Haut-Poitou au xvi^e siècle ; cette rareté de domestiques agricoles, dont on n'avait que faire alors étant donné l'étendue réduite de chaque exploitation rurale, et aussi, il faut bien le dire, le grand nombre d'enfants qui composaient généralement la famille, nous allons la constater lorsque nous étudierons par la suite la situation des personnes après nous être rendus compte de l'état de la propriété.

M. Henri Sée de son côté, dans son étude si documentée, sur les classes rurales en Bretagne du xvi^e siècle à la Révolution, se trouve bien d'accord avec M. Brutails et avec M. Lucien Febvre sur ce point. A la page 60 nous relevons : « La propriété fonciè-
« re n'appartient pas seulement à la noblesse et au clergé ; une
« portion notable du sol de la Bretagne est occupée par des rotu-
« riers, par des bourgeois et surtout par des paysans. On sait
« comment la petite propriété paysanne s'est constituée au
« Moyen-Age ; dès cette époque le cultivateur s'était habitué
« à considérer comme un véritable patrimoine la tenure dont il
« avait l'usufruit héréditaire. La tenure paysanne est donc bien
« réellement une propriété, à la vérité grevée de redevances, car
« la terre *allodiale*, pleinement autonome, libérée de toute char-
« ge n'existe pas en Bretagne ». A la page 44 de ce même ou-
vrage on avait déjà pu lire : « Retenue, métairies, moulins cons-
« tituent le domaine proprement dit du seigneur, sa propriété
« véritable. Les mouvances, au contraire, appartiennent réelle-
« ment aux tenanciers nobles ou roturiers qui les occupent ;
« mais leur propriété est grevée de redevances et de devoirs qui
« marquent le droit supérieur du seigneur ».

L'opinion de MM. Brutails, Henri Sée et Lucien Febvre, avec lesquels nous tombons pleinement d'accord sur tous les points, nous dispense croyons-nous, d'insister davantage aussi bien sur la question de morcellement du sol que sur celle de la propriété paysanne qui ont été, avec la recherche du prix des terres, notre

objectif dans ce chapitre. Au surplus, cette question de morcellement ou de non morcellement du sol en Poitou antérieurement au xvii^e siècle, se borne à ceci : considère-t-on les possesseurs de tenures, les Tenanciers féodaux, comme des *propriétaires*, ou comme des *locataires* ? Si, avec les auteurs que nous venons de citer, on les considère comme des *propriétaires*, et cela à juste titre, puisque *eux seuls avaient la libre disposition du sol*, on ne saurait nier que la propriété était aussi morcelée, sinon plus, en Roussillon, en Franche-Comté, en Bretagne et en Poitou, à l'époque féodale que nos jours. Puisque, d'un autre côté, la féodalité avait ainsi *émietté le sol en une multitude de tenures*, il a bien fallu qu'il soit procédé, à une époque ou à une autre, à un regroupement de ces tenures pour en arriver à la constitution de tous les grands domaines dont on constatait l'existence en Poitou au début du siècle dernier. C'est ce regroupement commencé vers le xv^e siècle, peut-être même avant, que nous avons vu s'accroître d'une façon surprenante pendant tout le cours du xvi^e siècle et qui se poursuivit ensuite pendant les xvii^e et xviii^e siècles. La vente, à l'époque révolutionnaire des biens d'Eglise et des biens nationaux, ne saurait être considérée comme ayant enrayé sérieusement le mouvement car elle se fit, généralement, par lots de terre d'une assez grande étendue. Le véritable morcellement ne commença en Poitou que vers 1830, et se développa ensuite avec une extrême rapidité à partir de 1848. C'est du reste de 1830 à 1850 que se formèrent par toutes les provinces, ces nombreuses sociétés connues alors sous le nom générique de « La Bande Noire », qui morcelèrent les plus belles Terres de France, et en particulier dans notre Poitou, le parc demeuré légendaire et qui eût mérité d'être classé, tel un monument historique, du Château de Clairvaux.

Depuis la guerre de 1914, le morcellement s'atténuerait plutôt, car plus n'est besoin de détailler une ferme de 80 ou 100 hectares pour qu'un paysan, subitement enrichi par les hauts prix des grains et des bestiaux qui se sont manifestés depuis dix ans, s'en rende acquéreur, voire même du château, si château il y a. Allons-nous assister désormais à un nouveau regroupement de la propriété, morcelée chez nous depuis moins de cent ans, et cela, cette fois-ci, au profit des classes paysannes que nous avons vu dépouiller dans le cours du xvi^e siècle ?

Nous n'avons pour ainsi dire parlé dans ce chapitre que de la propriété paysanne, mais là ne se bornaient pas les mutations au xvi^e siècle, les fiefs aussi changeaient rapidement de main et devenaient la propriété de la bourgeoisie riche et des marchands.

Nous en donnerons de nombreux exemples par la suite nous contentant, en terminant ce chapitre, de reproduire un document que nous fournissent encore les minutes de notaire de Poi-

tiers, qui nous a paru présenter un réel intérêt et qui (162) n'est autre chose qu'une procuration donnée par un certain nombre d'habitants de la ville, propriétaires de fiefs dans le Mirebalais, relevant alors de l'Anjou, pour permettre à leur mandataire de protester contre la convocation au mois de mai 1562, du ban et arrière-ban de cette province ; convocation qui, selon les protestataires, ne devait pas atteindre des habitants de la ville de Poitiers. Cette protestation est ainsi conçue : « Les soussignés, tous
 « habitants de la ville de Poitiers, ont fait et constitué pour leur
 « procureur (le nom en blanc), auquel ils donnent plein pouvoir
 « et mandement spécial de, pour et en leur nom comparoir et
 « leur personne représenter à Angers et partout ailleurs où il
 « appartiendra, par devant le sénéchal d'Anjou ou son Lieu-
 « tenant et autres commissaires en la convocation du ban et ar-
 « rière-ban au présent mois de may, et illec dire et desclarer
 « pour lesdits constituants et pour chacun d'eux respectivement,
 « qu'ils sont manans et habitants de la ville de Poitiers et que,
 « par les privilèges et immunités données et concédées auxdits
 « maire, échevins, bourgeois, manans et habitants de la ville
 « par les Roys de France, dument confirmées, ils sont francs
 « et exempts de tous bans et arrière-bans et debvoirs dheus
 « pour raison diceulx, tant pour les biens qu'ils tiennent et pos-
 « sèdent audit pays de Poitou que aultres pays et endroits de
 « ce royaume... fait et passé à Poitiers le 9^e jour de mai l'an
 « 1562 ».

Les protestataires sont exactement au nombre de trente-cinq, parmi lesquels on relève neuf membres de la noblesse : Michel de la Sayette, chanoine de l'Eglise de Poitiers, Guillaume et Jehan Rogier, la Veuve de Raoul d'Elbène et son fils, Nicolas Fumé, Joachim et Jacques Prévost, et un dernier, dont le nom est illisible mais qui est qualifié d'écuyer ; on trouve ensuite deux chanoines, l'un du chapitre de Sainte-Radegonde, l'autre du chapitre de Notre-Dame la Grande ; deux échevins de la ville, Philippe Lucas et Antoine de la Dugnye et deux conseillers au présidial ; les 20 autres sont des bourgeois ou des marchands. Parmi les bourgeois : deux avocats, un procureur au présidial, un procureur des Eaux et Forêts, un procureur des fiefs, un enquêteur pour le roi en Poitou, un docteur en médecine, François Maisonnier, les autres de simples bourgeois sans indication de profession, comme ce Paulin Girard qui se targue à lui seul, de la propriété de sept fiefs, tant dans la paroisse de Cuhon que dans celle de Chouppes. Parmi les marchands, qui sont au nombre de cinq, l'un, Gabriel Boisquillard, complètement ignoré, les

autres, au contraire, très connus, comme sire Pierre Pidoux, seigneur de Malaguet « de présent à la foire de Niort » nous dit l'acte, et qui comparait par sa femme Jehanne Guyvrault, à cause de leur seigneurie de Puyallé dans la paroisse de Blaslay, comme aussi le riche tanneur Laurent Chessé, les marchands de drap et de soie Jacques et René Arnould, ce dernier par la suite échevin et maire de Poitiers, le financier Pierre Brunet, absent comme son cousin Pierre Pidoux, sans doute comme lui à la foire de Niort et qui est représenté par sa femme Gillette Repin. C'est ainsi que se présentaient au xvi^e siècle, les propriétaires de fiefs, « *les seigneurs* ». Il faut bien convenir qu'ils ne ressemblent guère à ceux que forge de nos jours de toutes pièces l'imagination populaire. Si nous laissons en effet de côté les grands fiefs : la vicomté de Thouars, le marquisat de Bonnyvet, les baronnies de Chauvigny, d'Angles, de Clairvaux, de Morthemér, les châtelainies de Lussac-les-Châteaux, de Chastel-l'Archer, les seigneuries de Turé, de Chéneché, et quelques autres qu'il serait facile de nommer et qui appartenaient alors soit aux évêques de Poitiers, soit à quelques anciennes familles féodales, soit encore aux abbayes et aux chapitres du diocèse, les autres fiefs, moyens et petits, étaient pour la plus grande partie dès le xvi^e siècle en Poitou, comme comme nous venons de le voir ci-dessus et comme nous l'avons déjà vu, la propriété de la bourgeoisie ou des marchands, des Laurent Chessé, des Arnould, des Pierre Baubisson, des François Robert, voire même des Boisquillard. On peut se rendre compte ainsi qu'il n'y avait pas que la propriété paysanne qui avait changé de mains depuis l'époque féodale et l'on constate en plus que ce changement, qui s'était dessiné depuis longtemps déjà, s'accroît d'une façon vertigineuse dans le cours du xvi^e siècle.

Nous n'insisterons pas davantage sur la propriété des seigneuries et nous nous bornerons, pour en finir de ce trop long chapitre sur lequel il y aurait pourtant encore tant à dire, à résumer en quelques lignes, la situation que nous avons constatée au point de vue de la possession du sol dans les six régions que nous avons parcourues.

Dans la région, très étendue, que nous indiquons comme « *région de Poitiers* », nous avons trouvé, au milieu d'un morcellement encore très intense dans beaucoup de paroisses, de nombreux groupements de parcelles formant des métairies d'une étendue plus ou moins grande, mais toujours plus petites néanmoins que celles qu'on y rencontre de nos jours : c'est là du reste la caractéristique de toutes les métairies de l'époque. La proximité du chef-lieu de la province, où résidaient la plupart des personnes disposant alors de capitaux, et aussi la nature des terres d'une partie de cette région, dans lesquelles se rencontrait l'élément calcaire beaucoup plus recherché à l'époque que de nos jours, expliquent

cet état d'avancement de la grande propriété dans cette contrée au xvi^e siècle.

A *Ayron et à Maillé*, situés aux centres de vastes domaines ecclésiastiques, nous avons constaté un sérieux morcellement de la terre. Nos recherches du reste, dans ces deux paroisses ont été assez restreintes.

Dans le *Montmorillonnais* : de très nombreux hameaux, habités par des paysans propriétaires du sol, représentant par suite le *morcellement féodal* ; seulement, dans beaucoup de ces hameaux, au milieu des tenures paysannes, nous avons relevé des métairies, métairies alors en formation et par suite d'étendue très restreinte.

A *Charroux* : le véritable *morcellement féodal*. Le changement de main qui s'opère dans la propriété ne modifie pas la situation ; l'acquéreur, bourgeois ou marchand, se contentant de faire cultiver à demi fruits la petite tenure qu'il vient d'acheter et telle qu'il vient de l'acquérir.

A *Loudun et à Chatellerault*, nous avons la conviction que l'état actuel de la propriété est assez exactement le même que celui qui existait au xvi^e siècle, que les changements qui ont pu se produire depuis lors dans un sens et dans un autre, n'ont pas sensiblement modifié la situation et nous nous basons, pour porter ce jugement, sur les statistiques agricoles et autres documents se rapportant à l'assiette actuelle de la propriété, publiés depuis une cinquantaine d'années et que nous avons étudiés de très près ; il nous serait facile de discuter ici la chose si la discussion ne devait entraîner des longueurs que nous voulons éviter.

Division du Sol d'après les Articles des Matrices Cadastrales des Communes.

| COMMUNES | Au-dessus de 10 ares | 10 à 20 ares | 20 à 50 ares | 50 ares à 1 hectare | 1 à 2 hectares | 2 à 3 hectares | 3 à 4 hectares | 4 à 5 hectares | 5 à 6 hectares | 6 à 7 hectares | 7 à 8 hectares | 8 à 9 hectares | 9 à 10 hectares | 10 à 20 hectares | 20 à 30 hectares | 30 à 40 hectares | 40 à 50 hectares | 50 à 75 hectares | 75 à 100 hectares | 100 à 200 hectares | Au-dessus de 200 hectares | CONTENANCE des COMMUNES |
|----------------------------|-------------------------|--------------|--------------|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|------------------------------|-------------------------------|
| Montmorillonais. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Saulgé..... | 47 | 54 | 130 | 94 | 92 | 52 | 26 | 20 | 13 | 3 | 6 | 3 | 7 | 23 | 14 | 3 | 2 | 8 | 6 | 41 | 5 | 6.078 hectares |
| Lathus..... | 115 | 95 | 83 | 76 | 88 | 43 | 30 | 18 | 17 | 7 | 5 | 10 | 4 | 33 | 12 | 5 | 9 | 19 | 13 | 43 | 4 | 7.728 |
| Moulimes..... | 31 | 24 | 50 | 46 | 42 | 19 | 12 | 10 | 4 | 10 | 4 | 5 | 6 | 13 | 1 | | 3 | 10 | 2 | 7 | 1 | 2.839 |
| Région de Charroux. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pressac..... | 35 | 40 | 32 | 51 | 30 | 18 | 7 | 4 | 5 | 9 | 2 | 1 | 1 | 10 | 4 | 9 | 6 | 11 | 8 | 5 | 5 | 4.776 hectares |
| Charroux..... | 108 | 47 | 59 | 61 | 81 | 32 | 27 | 13 | 10 | 4 | 3 | 4 | 5 | 24 | 5 | 7 | 3 | 10 | 2 | 8 | 3 | 4.296 |
| La Chapelle-Bâton | 23 | 30 | 40 | 50 | 56 | 38 | 23 | 17 | 16 | 14 | 3 | 6 | 7 | 36 | 14 | 8 | 4 | 6 | 4 | 2 | | 2.915 |
| Chatain..... | 39 | 38 | 69 | 45 | 69 | 38 | 15 | 13 | 10 | 9 | 6 | 3 | 5 | 13 | 10 | 9 | | 5 | 3 | 1 | | 2.123 |
| Savigné..... | 85 | 63 | 120 | 128 | 129 | 74 | 49 | 30 | 26 | 12 | 12 | 11 | 11 | 45 | 15 | 13 | 5 | 4 | 2 | 1 | | 3.635 |

Nous donnons cependant ci-joint, un tableau de l'état de la propriété dans quelques communes de cinq des régions qui ont fait l'objet de notre étude, tableau qui permettra de se rendre facilement compte de la situation actuelle et qui n'est autre qu'un extrait d'un Etat Parcellaire de la Propriété non bâtie, fourni en 1884 à l'administration des contributions directes, par toutes les mairies du département de la Vienne (163). On constatera que dans les sept communes du Loudunais que l'on y trouve, et qui sont celles que nous avons étudiées, on ne rencontre pas la *grande propriété* ; les très rares exceptions que l'on y voit figurer ne peuvent que confirmer la règle. Dans le Chatelleraudais, il existe un certain nombre de domaines de 75 à 200 hectares, mais, à côté de cela, dans plusieurs communes comme celles de Scorbé-Clairvaux, de Thuré, et de beaucoup d'autres qui ne figurent pas dans le tableau, on trouve un morcellement intense du sol et un nombre considérable de cotes d'une étendue inférieure à 1 hectare, et même moindre de dix ares ; c'est bien exactement la situation qui nous a été révélée pour ces deux régions au xvi^e siècle, tant par les nombreux actes de vente dont nous avons fait état et par *le registre terrier* des seigneuries de Saint-Romain et de Vellèches que nous avons reproduit au début de ce chapitre, que par de nombreux baux ruraux que nous reproduirons dans les chapitres suivants lorsque nous nous occuperons de l'exploitation des terres.

Pour le Montmorillonnais et la région de Charroux, où règne actuellement sans conteste le régime de la *grande propriété*, et nous entendons par là les fermes de 75 à 200 hectares, mais surtout les véritables « *Terres* » d'une contenance supérieure à 200 hectares, telles qu'elles se présentent nombreuses dans les communes de Saulgé, Charroux, Lathus, Pressac, pour les régions du Montmorillonnais et de Charroux disons-nous, il est intéressant et curieux de rapprocher ce tableau de la description que nous donnons quelques lignes plus haut de ces deux mêmes contrées au xvi^e siècle.

En ce qui concerne la région de Poitiers, les 7 communes qui figurent dans le tableau, font apparaître, si nous en exceptons la commune de Bignoux, un morcellement excessif du sol ; dans certaines d'entre elles, celle de Neuville par exemple, il n'existe qu'une seule exploitation rurale d'une contenance de 20 à 30 hectares, toutes les autres sont de moindre étendue, et dans cette commune, dont la contenance totale n'est que de 1642 hectares, nous constatons l'existence de 373 cotes au-dessous de 10 ares et près de 1100 inférieures à 1 hectare. Les paroisses de Jaulnay, d'Avanton, de Chasseneuil fournissent une situation à peu près analogue. Il faut convenir que nous trouvons

(163) Notre attention a été attirée sur ce document par le R. P. de Monsabert qui nous a facilement démontré tout le parti qu'on pouvait en tirer. Là encore nous lui adressons tous nos remerciements.

là, mais à peu près exclusivement là, un morcellement plus accentué qu'au xvi^e siècle, car, *dans ces mêmes paroisses* dans le cours de nos recherches, à côté d'une sérieuse division de la propriété, nous avons rencontré un certain nombre de métairies de 25 et 35 hectares qui n'existent plus de nos jours. Il nous faut ajouter maintenant que toutes ces communes de la région de Poitiers, à l'exception de Bignoux et de Saint-Julien, sont situées au nord et au nord-ouest de la ville, c'est-à-dire dans une région calcaire, dans *le pays des vignes*, et que si nous étendions nos recherches dans la direction de l'est, du sud et même du sud-ouest, tout en rencontrant un peu partout une propriété divisée, nous n'en constaterions pas moins des manifestations de la moyenne et de la grande propriété plus nombreuses actuellement qu'au xvi^e siècle.

D'un autre côté, dans ce tableau, nous attirerons tout particulièrement l'attention du lecteur sur les chiffres, figurant dans la colonne des cotes d'une contenance de 10 à 20 *hectares*, et cela en comparaison avec la colonne suivante qui comprend les cotes de 20 à 30 *hectares*. La diminution subite du nombre de ces cotes de l'une à l'autre de ces colonnes est frappante et *cela pour toutes les communes sans exception* ; il semblerait qu'il y ait là une limite à peu près infranchissable. On trouverait ainsi, dans ces exploitations de 10 à 20 hectares, la caractéristique, le type de la propriété dans le département de la Vienne à notre époque, tandis que, pour poursuivre notre comparaison, nous avons la conviction que s'il était possible de dresser pour le xvi^e siècle un tableau analogue à celui que nous donnons ci-joint, pour le xix^e, le type caractérisant la propriété dans le Haut-Poitou à l'époque, ne se présenterait pas au-dessus de 7 à 8 hectares, que les colonnes destinées à recevoir le nombre des exploitations au-dessus de 40 à 50 hectares deviendraient à peu près inutiles, et que, par contre, celles appelées à contenir les cotes depuis moins de 10 ares jusqu'à 7 hectares seraient infiniment plus chargées. Il s'agit là bien entendu, des terres dont *le propriétaire possédait la jouissance* et non pas de *la propriété seigneuriale* telle que la définit M. Lucien Febvre, que la comprennent MM. Henri Sée et Brutails, qui, elle, nous l'avons vu, ne conférait que certains droits, mais nullement la jouissance du bien-fonds.

Le troisième chapitre du travail de M. Henri Sée sur la Bretagne du xvi^e siècle à la Révolution, chapitre traitant de la propriété paysanne, est particulièrement intéressant à consulter à ce sujet. Les résultats qu'il constate sont les mêmes que nous signalons ci-dessus pour le Poitou : dans 38 paroisses qu'il a spécialement étudiées, il trouve 223 propriétaires faisant partie de la noblesse, 633 de la bourgeoisie et 7.686 propriétaires paysans ! « L'on » ne saurait donc nier le morcellement très grand de la propriété » paysanne en Bretagne, ajoute-t-il. Ce phénomène s'est-il accen- » tué dans la seconde moitié du xviii^e siècle, ou bien, au contraire,

« y a-t-il eu concentration de la propriété paysanne ? Voilà une question d'un intérêt capital, mais que les documents dont j'ai pu me servir ne me permettent pas de résoudre d'une façon certaine ».

Nous ne sommes pas exactement fixé sur ce qui s'est passé en Poitou à ce sujet au XVIII^e siècle, mais ce que nous savons bien c'est que *cette concentration, ce groupement de la propriété paysanne* s'est manifesté sur la plus large échelle pendant le cours du XVI^e siècle.

M. Emile Chéron, dans son étude sur *Les Démembrements de la Propriété foncière en France*, nous dit qu'aux yeux des premiers juriconsultes, le possesseur du *domaine direct* était le véritable propriétaire, mais que, par la suite, cette manière de voir se modifia ; qu'au XVII^e siècle Hévin place le *domaine direct* et le *domaine utile* sur la même ligne et qu'enfin, au XVIII^e siècle, l'évolution est complète et que le *domaine utile* était devenu, selon l'opinion commune, la *véritable propriété*, l'élément principal de la dominité, et que le *domaine direct* n'était plus considéré que comme une servitude dont il fallait l'affranchir.

Il est à croire qu'en Poitou, dès le XVI^e siècle, l'opinion générale était que le *domaine utile* représentait la véritable propriété, et c'est là ce qui explique les nombreuses acquisitions par la bourgeoisie de la propriété paysanne que nous n'avons cessé de rencontrer dans tout le cours de ce chapitre.

Ayant maintenant établi dans la limite du possible, *l'état de la propriété foncière* et la *valeur vénale de la terre* dans le Haut-Poitou au XVI^e siècle, nous allons examiner désormais dans les chapitres suivants, le parti qu'en tiraient les propriétaires, bourgeois, marchands ou paysans, et nous tendrons, tout particulièrement à mettre en lumière la vie et la situation sociale de ces derniers, *les paysans*, en prenant uniquement pour base de nos travaux des documents d'archives, ainsi que nous l'avons fait jusqu'ici du reste (164).

Poitiers, juillet 1924

P. RAVEAU.

(164) Nous ne voulons pas terminer cette première partie de notre étude sans remercier vivement ceux de nos confrères de la Société des Antiquaires de l'Ouest qui nous ont si généreusement apporté leur concours dans notre travail ; tout spécialement M. Emile Ginot, conservateur de la bibliothèque municipale dont la complaisance et l'érudition sont bien connues de tous les chercheurs Poitevins mais qui a guidé nos recherches d'une façon particulièrement utile et aimable, le R. P. de Monsabert que nous avons eu l'occasion de citer bien des fois, M. Salvini, archiviste départemental, notre président, M. Boissonnade qui nous a prodigué, en toute occasion ses encouragements, M. Pouliot notre président de l'an passé, M. Chauvet qui a bien voulu nous ouvrir lui aussi sa nombreuse bibliothèque et ses riches collections ; nous n'aurons garde d'oublier surtout notre collaborateur quotidien, M. Raymond de la Touche, sous-archiviste du département, qui n'a cessé de nous signaler les documents qui lui passaient sous les yeux et qu'il supposait pouvoir nous être utiles. Avec de semblables concours notre travail est devenu facile, aussi considérons-nous comme un devoir pour nous d'en témoigner ici notre reconnaissance à tous.

VILFREDO PARETO

LE DÉVELOPPEMENT ET LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE SON ŒUVRE

PAR

G.-H. BOUSQUET

Second article

La Sociologie générale ⁽¹⁾

« C'est poussé par le désir d'apporter un complément indispensable aux études de l'Economie politique, et surtout en m'inspirant de l'exemple des sciences naturelles que j'ai été amené à composer mon *Traité de Sociologie*, dont le but unique — dit unique et j'insiste sur ce point — est de rechercher la réalité expérimentale, par l'application aux sciences sociales des méthodes qu'ont fait leurs preuves en physique, en chimie, en astronomie, en biologie et en d'autres sciences semblables. »

PARETO A SON JUBILÉ. LAUSANNE, 1917.

I

Pour étudier le développement de la pensée sociologique de Pareto, il ne convient pas, croyons-nous, de remonter au delà du *Cours d'Economie Politique* ; jusque-là Pareto avait surtout porté son attention vers les problèmes de politique économique qui se posaient alors en Italie (2). Au contraire le problème théo-

(1) SOMMAIRE : 1. Position du problème sociologique dans le *Cours*. — II. L'Action « non-logique ». — III. Les *Systèmes Socialistes*. — IV. Le *Manuel*. — V. Le *Traité*, les théories « non logico-expérimentales ». — VI. Le *Traité* (suite), les « résidus ». — VII. Le *Traité* (suite), les dérivations. — VIII. Le *Traité* (suite), théorie de l'équilibre social. — IX. Le *Traité* (suite), l'évolution sociale. — X. Critique de la sociologie paretienne. — XI. Son avenir. — XII. Jugement d'ensemble sur l'œuvre de V. Pareto.

(2) Voir pourtant un article du *Pensiero Italiano* (fév., av. 1891), « *Socialismo e Libertà* » intéressant pour l'histoire des *Systèmes socialistes*.

rique de la sociologie est clairement exposé dans le *Cours* où est tracée la voie que l'auteur devait parcourir plus tard. On y trouve aussi l'indication de la méthode à employer. L'une et l'autre sont exprimées dans une phrase de la Préface : « Deux conceptions dominent tout ce livre : celle des approximations successives et celle de la mutuelle dépendance générale, non seulement des phénomènes économiques, mais aussi des phénomènes sociaux ».

Nous ne pourrons jamais connaître entièrement aucun phénomène concret, dit Pareto, nous sommes obligés de le décomposer en phénomènes plus simples, que nous étudions à part ; à cette analyse succède ensuite une synthèse, dans laquelle on réunit les éléments étudiés séparément, « l'économie que nous indique la forme générale du phénomène économique, l'économie appliquée fournit une seconde approximation en indiquant les perturbations produites par des causes qu'on avait négligées dans la première approximation, mais aucune théorie n'arrivera jamais à nous dire comment sera réglée la vie économique de chaque individu (§ 35) ». De plus le phénomène économique n'est lui aussi qu'une partie, qu'une abstraction de l'ensemble social ; pour le saisir dans toute sa réalité, il conviendra de construire une sociologie sur le modèle de l'économie, en procédant de la même manière.

Aux objets réels extrêmement compliqués on substituera des conceptions plus simples, en cherchant ce qu'il y a de constant dans les phénomènes variables. Nous nommons « lois scientifiques » la théorie des parties constantes. Comme Pareto le dira plus tard, ces lois scientifiques n'ont rien de supérieur à l'expérience ; c'est un simple résumé des faits concrets, et de la sorte une loi scientifique ne peut souffrir d'exceptions, puisqu'elle n'est jamais qu'une partie de l'expérience décomposée à notre gré par la méthode des approximations successives, la seule chose à demander à cette décomposition doit être de nous permettre de comprendre dans une formule simple beaucoup de cas particuliers.

Ici une remarque curieuse s'impose : elle montre bien qu'au cours des temps l'esprit humain passe par les mêmes phrases, lorsqu'il aborde les divers problèmes scientifiques. Etant donné cette méthode des approximations successives, — qui est celle de toutes les sciences au surplus, — on doit en tirer la conséquence que nous forçons nous-mêmes les « lois scientifiques », et qu'il n'y a pas un quelque chose de concret qui corresponde à ce terme, elles ne sont pour nous que des moyens de saisir la réalité. Il est piquant de constater que le *Cours* contient un petit « couplet » en désaccord absolu avec cette conception (§ 1068) : « Au-dessus, bien au-dessus des préjugés et des passions de

l'homme planent les lois de la nature. Éternelles, immuables, elles sont l'expansion de la puissance créatrice ; elles représentent ce qui est, ce qui doit être, ce qui ne pourrait être autrement... Les soleils et les planètes suivent les lois découvertes par le génie d'un Newton et d'un Laplace, précisément comme les atomes suivent dans leur combinaison les lois de la chimie et les êtres vivants, les lois de la biologie. » Quoi qu'il en soit de cette dernière opinion, (nous la tenons pour entièrement fausse), elle ne peut subsister en même temps que la première. Ce fait de l'homme faisant des découvertes nouvelles (la relativité de nos « lois » est une découverte), mais restant tout de même attaché aux conceptions anciennes, est une manifestation constante de l'esprit humain (1).

Le problème qu'aura à résoudre la sociologie est nettement indiqué dans le *Cours* et Pareto s'applique à en montrer les difficultés : de même que les facteurs de la vie économique ne sont pas « causes » les uns des autres, mais qu'ils se déterminent mutuellement, de même dans la vie sociale les phénomènes sont en état d'équilibre, ils dépendent tous les uns des autres ; soit A, B, C, ces facteurs, notre connaissance à leur sujet peut avoir plusieurs degrés : a) on peut savoir seulement que cette dépendance existe ; b) on peut avoir une idée des liaisons qui existent entre eux ; c) nous pouvons en calculer la grandeur. L'astronomie du système solaire en est à l'état c, pour beaucoup d'étoiles multiples, à l'état b seulement, l'économie politique avant Walras à l'état a, et encore beaucoup d'économistes ne concevaient-ils que des rapports de cause à effet, aujourd'hui nous sommes en b, malgré l'avis de Pareto (§ 581) il ne semble pas que nous puissions jamais arriver en c. Pour la science sociale, nous sommes (avant le *Traité de Sociologie*) en a : « Nous savons que les phénomènes sociaux agissent et réagissent les uns sur les autres, mais nous n'avons que des idées extrêmement imparfaites sur la manière dont se produisent ces actions et réactions. » Arrivé à ce point, Pareto s'arrête et se

(1) Exemples : a) E. Moch. *Die Mechanik in ihrer Entwicklung*, 5^e éd., p. 140 : « Même chez Galilée, le mouvement circulaire et le mouvement horizontal uniforme occupent encore une position privilégiée... La pensée de G... si pleine de promesses, semble n'avoir pas été tout à fait consciente et on y rencontre de nombreux retours à des vues désormais dépassées ». b) Gide-Rist. *Hist. des doctr. éc.*, 3^e éd. (p. 65) : « Mais Smith a voulu, dès le début, marquer l'opposition de sa doctrine avec celle des Physiocrates » (p. 73)... « quoiqu'il en ait, Smith ne s'est pas dégagé complètement de l'influence physiocratique..., il n'a pas su se débarrasser de certaines de leurs idées, contrairement cependant au fond de sa propre doctrine ». c) Walras ayant démontré par sa théorie de l'équilibre que la valeur n'a pas de « cause », écrit (*Eléments*, 4^e éd., p. 102) : « Il est certain que la rareté est la cause de la valeur d'échange. »

demande « de quelle nature sont les difficultés qui, en science sociale, nous empêchent de dépasser le degré α ? Dépendent-elles seulement de nos connaissances imparfaites des faits ou bien aussi des moyens de déduction que nous avons à notre disposition ?... La logique mathématique ne paraît que fort difficilement pouvoir s'appliquer aux questions purement sociales. Les progrès de la science sociale seraient-ils liés à la découverte d'une nouvelle espèce de logique ?

Nous devons nous borner à poser ces problèmes. Nous n'avons, dans l'état actuel de la science, aucun moyen de les résoudre (§ 584). »

II

Aussitôt après le *Cours*, son auteur va de l'avant et essaye de trouver la solution de ce problème. Dans deux articles de la *Rivista Italiana di Sociologia* (juillet 97, mars 99), nous le voyons un peu hésitant : il préconise une sociologie qui se bâtirait sur le modèle de la mécanique ou de l'économie pure, elle supposerait une société en état d'équilibre dont il faudrait déterminer les forces. A cet effet, il esquisse même une division des actions de l'homme suivant un critère qu'il a rejeté plus tard, car nous ne nous souvenons pas de l'avoir retrouvé ailleurs.

Le grand pas est franchi, à notre avis, dans son petit mémoire déjà cité : *Comment se pose le problème de l'Economie pure* ; Il y indique pour la première fois sa fameuse distinction des actions logiques et des actions non-logiques. Voilà ce qu'il faut entendre par là : en économie pure, nous supposons que « les hommes sont suffisamment instruits de leurs goûts et des propriétés des choses pour pouvoir choisir entre les combinaisons possibles celle qui est la plus profitable (1) », en d'autres termes, l'homme agit par suite d'un raisonnement logiquement adapté au but qu'il poursuit. Mais un grand nombre d'actions très importantes dans la vie sociale n'ont pas ce caractère, il n'y est pas question d'un raisonnement logique et rationnel d'un but égoïstement poursuivi (par exemple la mode, la religion, l'art, etc.), uniquement pour nous entendre, nous appellerons ces actions « non-logique ». Or, écrit Pareto dans sa brochure, et c'est le point fondamental de son système, « le sujet a une tendance très marquée à ranger, dans la première catégorie, des actions qui, en réalité, appartiennent à la deuxième. C'est-à-dire que la plupart des hommes, après avoir accompli, poussés par des motifs

(1) ZAWADSKI, *les Math. appl. à l'Ec. Pol.*, p. 10.

dont ils n'avaient pas conscience, certaines actions, s'imaginent avoir agi avec discernement et intention, à la suite d'un raisonnement et tâchent de donner des motifs plus ou moins satisfaisants à leurs actions ».

Pour donner quelque cohésion à cet exposé, nous abandonnerons un instant l'ordre chronologique du développement de la sociologie paretienne, pour passer à l'étude de son article sur les actions non-logiques (*Riv. It. di Soc.* mai-août 1910), qui fait actuellement partie intégrante du *Traité* et qui sera mieux à sa place ici. L'auteur y insiste sur la très grande importance de ces « actions non-logiques » et pour essayer d'en faire la théorie, il emploie la méthode dont nous avons souvent parlé, qui consiste à chercher ce qu'il y a de constant dans l'aspect variable des phénomènes, il choisit un cas particulier : les actions qu'accomplissent les hommes depuis les temps les plus reculés jusqu'à aujourd'hui pour provoquer ou écarter des tempêtes par des opérations magiques, surnaturelles, etc. Avec cette érudition extraordinaire qui caractérise son œuvre, il montre qu'il faut séparer deux parties dans le complexe formé par chacune de ces actions non-logiques : une partie très variable, qui comprend les « explications » que donnent les hommes de leurs actions, par exemple ils disent qu'ils agissent sur les tempêtes ou les éléments, grâce à l'action de Zeus, ou du Diable, ou d'objets magiques, ou par la vertu de charmer et d'incantations, etc., etc., toutes ces théories variables dépendent du milieu social, « on pourrait les comparer aux costumes que portent les hommes du temps ». Que *reste-t-il* au contraire lorsqu'on écarte cette partie variable ? Ce sont certains sentiments, certains instincts de l'homme (Pareto les appelle *résidus*), dont toutes ces actions sont une manifestation, on est seulement empêché de le reconnaître, à cause de toutes ces théories variables qui en *dérivent* (et que, pour cette raison, Pareto propose de nommer *dérivation*). Si ce schéma peut s'étendre au delà de ce cas particulier, cette théorie de l'action non-logique nous fournira le moyen de comprendre la réalité sociale, étant donné qu'elle étudie toute cette classe d'actions qu'avait dû négliger l'économie politique, et qui est caractérisée en ce qu'elle a comme cause non un raisonnement logique, mais certains sentiments.

Mais ce n'est pas en 1898 que Pareto était déjà arrivé à l'établir, il lui avait fallu pour cela de longues années d'étude. Ses *Systèmes socialistes* en marquent une étape importante, et en même temps l'auteur construit dans cet ouvrage une nouvelle théorie reprise plus tard dans la sociologie, la théorie de la circulation des élites, il convient donc que nous en disions quelques mots.

III

De toutes les œuvres de Vilfredo Pareto, les *systèmes socialistes* sont les plus connus, parce que les plus lisibles. Ce n'est pas que le livre soit bien rédigé, on y retrouve cette absence de plan méthodique, poussée dans le *Traité de Sociologie générale* à un degré presque pathologique. Mais l'auteur y fait preuve d'autant d'esprit que de science et sa critique des systèmes socialistes est aussi brillante que profonde. Nous ne croyons pas d'ailleurs que pour cela il ait été mieux compris, un esprit très cultivé nous disait un jour : « C'est un pamphlet » ; tout au contraire, car, dans le fond, c'est une critique saine, rationnelle, et méthodique, et comme à peu près tous les ouvrages de Pareto, l'unité intérieure en est très forte sous une apparence désordonnée.

Pour notre but qui est de comprendre l'évolution de la pensée de Pareto, les *systèmes* ont l'intérêt de nous la présenter sous un autre aspect que le *Cours*. Dans celui-ci, la partie déductive en forme l'armature, à laquelle tout le reste de l'ouvrage se rattache solidement par approximations successives, elle nous permet de saisir de quelle façon l'auteur a construit plus tard la partie synthétique du *Traité*, dans les *systèmes*, au contraire, on trouve l'origine des études analytiques de ce même ouvrage. En réunissant ces deux points de vue, mais en étendant beaucoup les limites de ses recherches, Pareto est arrivé à écrire ce dernier livre, qui est ainsi l'aboutissement de toute sa pensée.

On n'examinera pas ici, en détail, ce qu'est le socialisme aux yeux de l'auteur, mais on présentera, en quelques phrases, les résultats généraux auxquels il parvient (1). D'un côté, à étudier la structure logique des doctrines socialistes, on est forcé de convenir qu'elles n'ont, le plus souvent, aucune espèce de rapport avec la réalité des faits, que ce sont des déclamations vagues et sentimentales dont la valeur, au point de vue du raisonnement logique, est nulle, parce que l'on emploie un même mot dans des sens différents, ou bien parce que la conclusion ne découle pas logiquement des prémisses, etc.

En somme, en tant que théories sociales, elles sont négligeables (exception faite cependant des doctrines sociales, — et non économiques, — du marxisme). Cette conclusion ne doit pourtant pas nous induire à négliger le socialisme en tant que fait

(1) N. B. PARETO, ne s'est jamais soucié de le faire lui-même (!) ; déjà M. de Foville, dans la critique de cet ouvrage (*Economic Journal*), écrivait à ce sujet : « We would gladly ask to M. Pareto when another édition is due to decide, in the second volume, to let synthesis definitively follow analysis ».

social, car il convient maintenant de se demander ce qui fait le succès des systèmes socialistes, malgré leur absurdité objective. On doit le chercher en ce qu'ils éveillent certains sentiments répandus dans les diverses classes de la société, ces sentiments varient peu au cours des siècles, ils restent à peu près constants, mais ce qui varie ce sont ces systèmes qui essayent d'en rendre raison, c'est la construction idéologique qui s'élève sur eux.

L'examen de ces doctrines socialistes nous apprend encore un fait curieux sur le rôle objectif qu'elles ont joué dans l'histoire des peuples, et sur leur rapport avec la « circulation des élites ». Voici ce qu'il faut entendre par là(1) : La société n'est pas homogène, les individus qui la composent diffèrent les uns des autres au physique comme au moral, ils ne possèdent pas tous les qualités nécessaires pour occuper une position donnée, une petite « élite » seule possède ces qualités au plus haut point. Dans les diverses branches de l'activité humaine, le processus est partout semblable, et, en matière de politique, il n'en va pas autrement : toujours une élite domine le reste de la population, même là où, en apparence, règnent l'égalité et la démocratie. Cependant cette élite n'est pas une caste absolument fermée, elle se recrute sans cesse dans les éléments de choix venus d'en bas et qui possèdent les qualités nécessaires pour s'élever au sommet de la « pyramide sociale » (ce terme n'est pas rigoureusement exact). L'histoire ne nous laisse plus là-dessus aucun doute, la fameuse théorie d'après laquelle la noblesse française d'avant la Révolution était l'héritière des Francs, pendant que le Tiers-Etat descendait des Gallo-Romains, conquis, commettait précisément la grossière erreur d'oublier cette circulation des élites. Des obstacles s'opposent souvent à ce mouvement, les classes supérieures se ferment et essayent de repousser les nouveau-venus, il se produit alors un arrêt ou un ralentissement dans cette circulation. Les éléments de choix s'accumulent dans les classes inférieures, et la classe dominante finit par dégénérer, la force finit par décider de la victoire, le plus souvent au profit de la nouvelle élite. L'ancienne, en effet, est envahie par l'humanitarisme, la sensibilité, la nouvelle ne craint pas d'employer la violence pour s'emparer du pouvoir.

Quels sont les rapports de ce processus constant de l'histoire des sociétés avec les théories socialistes ? On remarque que la nouvelle élite, dans sa lutte contre l'ancienne, s'appuie sur les

(1) La théorie n'est pas entièrement développée dans les *Systèmes*, M. G. Sensini l'a élargie déductivement dans *Riv. It. di Soc.*, sept., déc. 1913. Le docteur Kolabinska l'a étudiée inductivement dans *La Circul. des El. en France* (Rouge, éd. Lausanne).

classes inférieures, et réclame, — de bonne foi, — la liberté et des réformes pour tous, ainsi ce qui est objectivement une lutte entre deux aristocraties apparaît, au contraire, subjectivement, — *si l'on porte son attention seulement sur les théories, les doctrines, les manifestations verbales* qui nous cachent la réalité des faits, — comme une lutte entre l'aristocratie et la majorité du peuple. Enfin, lorsque la nouvelle élite a supplanté l'ancienne, elle s'empresse de rejeter toutes ces théories. Marx et Engels avaient déjà une lointaine idée de ce phénomène quand ils écrivaient, dans le *Manifeste des Communistes* : « Tous les mouvements historiques ont été jusqu'ici des mouvements de minorités au profit de minorités ».

Les événements qui ont suivi la publication des *Systèmes* ont confirmé les vues théoriques de leur auteur. La révolution russe de novembre 1917 s'est déroulée suivant le schéma qui vient d'être esquissé :

Une poignée de gens se maintient au pouvoir en Russie grâce à l'usage de la force, dont leurs adversaires n'ont pas osé se servir contre eux, en même temps, pour s'emparer du gouvernement, ils se sont servis de théories absurdes et incompréhensibles, qui leur ont valu l'approbation d'une partie des classes inférieures attirées par des promesses fantastiques de socialisation et d'autres analogues, ces théories ont été discutées par leurs adversaires, et de naïfs intellectuels les ont prises au sérieux.

Mais si l'on veut bien considérer le phénomène objectif, il est aisé de constater qu'elles n'ont joué aucun rôle concret et qu'il n'y a aucune espèce de rapport entre le point que les bolchevistes disaient vouloir atteindre et celui où la Russie est effectivement parvenue. Ceci bien établi, on voit encore des gens discuter ces théories en s'imaginant qu'ils étudient la réalité sociale !!

Un exemple tout aussi remarquable est constitué par l'avènement du cabinet travailliste en Angleterre, il est d'autant plus intéressant que Pareto l'avait nettement prédit. Déjà, dans un article de la *Rivista di Sociologia*, en 1900, puis, dans ses *Systèmes Socialistes*, il avait examiné la structure des Trades-Unions anglaises et montré qu'elles tendaient à la formation d'une nouvelle élite, ce sont maintenant les chefs de cette élite qui viennent de prendre le pouvoir, après une longue évolution sociale, qui leur a permis de repousser l'élite sortie des classes industrielles et commerciales, comme celle-ci avait vaincu l'aristocratie terrienne anglaise qui achève de s'éteindre à la Chambre des Lords. Si l'on considère maintenant les théories, que l'on veuille bien lire l'*Industrial Democracy* de M. et Mme Webb, lesquels trônent aujourd'hui au gouvernement. Si nos souvenirs sont exacts, ce livre est de 1897, la pratique syndicale n'a pas du tout évolué dans le sens qu'indiquaient leurs auteurs, et la marche

des événements n'a pas été influencée le moins du monde par leurs affirmations.

On pourrait examiner encore de plus près les *Systèmes Socialistes* et, sous d'autres aspects et marques, par de nombreux exemples, la filiation qui relie le *Traité* à cet ouvrage. En dehors des conceptions fondamentales rappelées ici, on y trouve souvent des indications fugitives, amplement développées plus tard ; on peut les résumer d'un mot en disant que Pareto s'efforce de prouver que les phénomènes sociaux restent semblables malgré des apparences diverses, et que les sociétés évoluent beaucoup plus dans la forme que dans le fond. Le lecteur, curieux de s'en rendre compte par lui-même, n'aura qu'à consulter la rubrique *Persistance des mêmes phénomènes sociaux sous différentes formes*, à la table analytique des matières. Toutes ces découvertes ont incité Pareto à pousser plus loin ses investigations, afin de trouver ce qui détermine cette persistance, elles l'ont aussi amené à se demander si ces phénomènes constants n'étaient pas de nature à se laisser formuler en quelques principes synthétiques, analogues sous certains aspects à la synthèse du monde économique concret qui nous est fournie par les équations de l'équilibre économique.

Le *Manuel d'Economie Politique* constitue une nouvelle étape dans la résolution de ces problèmes.

IV

Si jamais livre a porté un titre inexact, c'est bien celui-ci. Le *Manuel* n'a rien de semblable avec tous les autres manuels d'économie politique et il ne peut pas être mis entre les mains d'un débutant ni même d'étudiants de force moyenne. Il s'adresse exclusivement à ceux qui, ayant déjà une forte culture économique veulent apprendre du nouveau chez un esprit des plus profonds mais aussi bien original.

Sa division est curieuse : le livre débute par des considérations générales sur la méthode et l'investigation scientifiques et le point de vue de l'objectivité pure y est défendu avec vigueur, les idées simplement énoncées dans le *Cours* sont développées et enrichies, sans atteindre encore tout à fait leur stade définitif, celui-ci se trouve dans les « préliminaires » du *Traité*, qui peuvent être considérés comme la confession philosophique de leur auteur. Puis vient une « introduction à la science sociale » sur laquelle nous allons revenir dans un instant. Ensuite c'est un changement complet d'attitude, il est traité exclusivement d'économie pure, et il n'y a pas de lien apparent entre cette seconde partie et la première. Nous concevrons fort bien que quelqu'un

refusât de s'associer à aucune des propositions de la première partie tout en approuvant sur toute la ligne ce qui est dit en la seconde. Enfin, dans les derniers chapitres, comme dans le *Cours*, l'auteur se rapproche de la réalité après l'abstraction de l'Economie pure, mais il en traite beaucoup plus superficiellement (une page et demie est consacrée aux banques !).

On reconnaît ici, comme dans les *Systèmes*, le parti pris de ne faire aucun sacrifice à la forme, c'est une des manifestations les plus caractéristiques de la pensée de Pareto. Pourtant l'idée de réunir ainsi des considérations sociologiques avec des éléments d'économie mathématique n'est pas entièrement blâmable, cela montre que ce sont deux parties d'un même tout, deux vues prises de façon différente d'un même fait concret, la réalité sociale. Un jour viendra, sans doute, où on reconnaîtra que le *Manuel* représente, au point de vue historique, un immense progrès sur toutes les œuvres analogues, et où l'on saura admirer la puissance d'esprit de son auteur. En tant qu'étape du développement de la pensée humaine, le *Manuel* est « bahnbrechend », comme disent les Allemands, il ouvre des horizons nouveaux.

Il ne convient pas de s'attarder, au cours de notre exposé, à la partie sociologique de cet ouvrage, elle présente, certes, des propositions toutes nouvelles, mais qui se laisseraient difficilement résumer ici et dont la place sera mieux marquée lorsque nous parlerons du *Traité*. D'une façon générale, la pensée sociologique de Pareto n'a pas évolué de la même façon régulière que sa pensée économique, et il est beaucoup plus difficile de retracer chronologiquement cette évolution. On peut aller plus loin et nous dirions volontiers que, si pour comprendre ses dernières œuvres d'économie pure il faut partir de Walras, au contraire, pour comprendre les *Systèmes* et la partie sociologique du *Manuel*, il faut d'abord connaître le *Traité* postérieur en date. Il nous semble peu probable que le *Manuel*, une fois publié, la partie sociologique ait pu être saisie par ses lecteurs, étant donné le caractère extraordinairement abstrait des questions qui y sont traitées. Elles représentent bien, plutôt, des réflexions de Pareto qui ne seront pleinement mises en valeur (souvent sous une forme différente) que dans le *Traité*.

Après le *Manuel*, il faut citer le petit volume sur le *Mythe vertueux*, comme le dernier livre de Pareto, publié avant sa sociologie. Il n'a pas grande valeur théorique, sauf, pourtant, dans sa dernière partie, où l'importance du sentiment pour la détermination de la forme de la société est mise en lumière.

V

Nous passons enfin à l'étude du *Traité de Sociologie générale*, paru, durant la guerre, en italien, puis en français. Il n'y a pas lieu d'insister sur la façon dont il se présente : surtout dans le premier volume c'est un grimoire presque incompréhensible.

Il débute par une introduction où l'auteur développe ses principes scientifiques, il met en lumière la nécessité de l'objectivité absolue pour arriver à des résultats valables en sociologie, et insiste sur le danger des mots dont le sens n'est pas bien déterminé et sur des théories qui, voulant être absolues, deviennent par là métaphysiques.

Puis il invite à examiner la nature des actes de l'homme en société, nous ne revenons pas ainsi sur ce qui a été dit plus haut, de l'« action non logique ».

L'induction pousse Pareto à croire que les actions de ce genre sont de beaucoup les plus nombreuses et les plus importantes pour la sociologie. On comprendrait alors que, partant de cette constatation, il passât ensuite à l'étude déductive et des sentiments constants sur lesquels reposent la société et des théories, explications, interprétations, etc..., variables sous lesquels ils se cachent, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Au contraire, avant d'y procéder, Pareto, sans le moindre égard pour la patience du lecteur, commence par le conduire dans des régions entièrement différentes. Il fait, de nouveau, une étude inductive. Il arrête sa précédente analyse et, avant d'en tirer les conséquences qu'elle comporte, va se livrer à des recherches dont les rapports avec ce qu'il vient de dire n'apparaissent pas du tout pour commencer ! Il se demande (Chap. III) : « Si vraiment les actions non-logiques ont l'importance suggérée par l'induction qui précède, il serait étrange, en vérité, que les hommes intelligents qui se sont occupés de l'étude des sociétés humaines n'y eussent prêté aucune attention... Cherchons donc ce qui en est. » La critique des auteurs, très serrée dans le fond, très difficile à suivre dans la forme, nous amène au résultat suivant : poussés par certaines raisons qui ne dépendent pas de la logique et de l'expérience, ceux qui se sont occupés de la question ont imaginé toute une série de théories, d'explications, d'interprétations, pour faire admettre que les actions non-logiques n'ont pas ce caractère. Ces théories sont donc « non logico-expérimentales ». Le lecteur doit bien comprendre que tout ce chapitre III n'a, en fait, aucune utilité *directe* pour la connaissance des faits sociaux.

Pourtant, avant de passer à ce qui me paraît être la conséquence logique de sa première étude inductive, il va maintenant, durant 250 pages, mêler deux ordres de recherches qui n'ont

didactiquement aucun rapport : d'un côté, il dissèque ces théories « non logico-expérimentales » pour montrer de quelle façon elles s'éloignent des théories scientifiques ; de l'autre, l'importance du sentiment dans l'esprit des hommes continue à être mise en évidence.

De la sorte, le lecteur est perdu et il lui est bien difficile, au milieu de ce chaos d'idées justes, de comprendre le but de l'ouvrage. Néanmoins, chacune des différentes questions en elle-même est des plus intéressantes ; Pareto y traite, en connaissance de cause : des éléments des théories scientifiques, de leurs liens logiques, de l'indétermination des mots *nature*, *droit*, *religion*, du calcul des probabilités, etc. ; en ce qui concerne le deuxième genre d'étude, il faut noter la critique de l'animisme et du totémisme, des remarques pénétrantes sur certaines cérémonies religieuses semblables chez les Hébreux, les premiers habitants de Marseille et les Aztèques, etc.

En somme, l'auteur estime qu'à examiner les théories et les faits la même impression se dégage : la suprématie des sentiments. Des théories indiscutablement erronées, dénuées de valeur scientifique, ont été admises comme valables et logiques par beaucoup de personnes souvent des plus cultivées. L'activité des hommes en société prouve de même que ceux-ci ne sont pas mus par des raisonnements logiques, par des déductions théoriques, mais par le sentiment. Enfin, tous les faits semblent prouver que ces sentiments ont des parties constantes (résidus) et des parties variables qui sont la façon dont les hommes les expriment. Conformément à la méthode scientifique, les parties constantes doivent être retenues comme les plus importantes, ce sont elles qui, sans doute, déterminent la véritable forme des sociétés.

Nous avons assez blâmé le désordre de l'exposition pour ne pas devoir reconnaître un mérite à la *Sociologie* : une fois que l'on a saisi l'idée de l'auteur, une fois la structure intime de l'ouvrage débarrassée de son lourd appareil de digressions et de notes philologiques ou autres, la force probante de la théorie qui s'est construite par des matériaux venus de tous côtés devient très grande. Toute cette partie excitera l'admiration des générations futures ; par sa faute, Pareto s'est fermé lui-même celle de ses contemporains.

VI

« Un classement naturel ou solide des hommes consiste à les classer, non pas suivant les *objets* de leurs sentiments, mais suivant leurs sentiments mêmes, dont ces objets ne sont qu'une

occasion », écrit J. Benda, dans une étude des *Cahiers de la Quinzaine*, qui présente une analogie profonde avec plusieurs thèses parétiennes ; c'est pourquoi Pareto va maintenant classer ces sentiments (résidus), suivant toujours la méthode scientifique, en cherchant les parties constantes des phénomènes variables (1).

A la vérité, je tiens de l'auteur que ce classement doit être considéré comme provisoire et que, de toute son œuvre, il était destiné, croyait-il, à disparaître le plus vite. Pour nous, la science étant un schéma destiné à nous faire connaître la réalité en la rangeant dans des cadres « utiles », « commodes », cette classification est tout de même scientifique, puisqu'elle répond entièrement à ce but.

Dans une première classe, Pareto range un instinct aux manifestations les plus variables, qui pousse l'homme à combiner certaines choses, certains actes, certaines pensées, sans que cette combinaison soit le résultat de la logique et de l'expérience. On saisit bien ici le passage de l'économie à la sociologie : lorsqu'on étudie la théorie du change, du commerce extérieur, etc., on suppose que l'homme combine ses actions à la suite d'un raisonnement objectif, approprié à la nature des choses, et qui donne un résultat également objectif. Tous ces caractères manquent ici, nous avons affaire à des actions « non-logiques ».

Pareto attache une grande importance à ces « résidus », ils permettent d'expliquer comment l'homme a pu faire des découvertes utiles, auxquelles il ne serait pas parvenu, soit par le simple hasard, soit par le raisonnement exclusivement logique. Beaucoup de pratiques religieuses ou autres, les envoûtements, la magie, reposent sur des résidus de cette classe. L'identité fondamentale de ces processus sociaux est cachée par les « dérivations » (explications, interprétations) que donnent les hommes de leurs actions, suivant le processus qu'il a déjà indiqué si souvent.

Parmi ces combinaisons, il en est certains qui prennent aux yeux du sujet une très grande importance et qui persistent au delà des conditions dans lesquelles elles ont pris naissance. Elles forment alors des sentiments que l'auteur appelle « résidus de la persistance des agrégats » (2^e classe), ce sont, si l'on veut, des sentiments religieux, ce terme étant pris dans un sens très large,

(1) Dans sa *Gesellschaftslehre*, livre fort remarquable, le professeur A. Vierkandt arrive à des conclusions qui ont beaucoup d'analogie avec la *Sociologie* de Pareto. Il établit une classification des sentiments, peut-être plus rationnelle que celle des « résidus », à laquelle manque pourtant ce recours incessant aux faits et cette démonstration du « constant sous les faits variables », qui caractérisent avec tant d'éclat la *Sociologie*. L'analogie des deux théories mérite d'être signalée.

et ils ont, POUR LE SUJET, une réalité beaucoup plus profonde que des phénomènes objectifs. « On possède (§ 996) des inscriptions consacrées à la déesse *Annona*. Il semble difficile que les Romains aient personnifié, par abstraction, l'approvisionnement de Rome, pour élever ensuite cette personnification aux honneurs de la divinité. Au contraire, on voit facilement comment les sensations provoquées par les besoins de cet approvisionnement, important et difficile, étaient fortes et profondes. Elles constituaient un agrégat qui, en persistant, acquit une personnalité propre et devint une chose. Celle-ci, avec son nom d'*Annona*, alla ensuite rejoindre un grand nombre d'autres compagnes dans le panthéon romain. » Pour mieux illustrer cette affirmation, je choisirai un fait postérieur à la publication du *Traité de Sociologie* pour la confirmer : la route par laquelle fut approvisionnée Verdun, alors que les voies ferrées étaient détruites et dans des circonstances très graves pour la Patrie, s'appelle aujourd'hui la *Voie Sacrée*, et à ce terme correspondent dans l'esprit des Français des sentiments très forts et qui persistent au delà du moment où ils ont pris naissance. Il n'y aurait rien d'extraordinaire que l'on perpétuât le souvenir de cet événement par l'érection d'un monument et des cérémonies annuelles, tout à fait semblables, au point de vue psycho-sociologique, à des cérémonies religieuses annuelles. Cela est d'autant moins invraisemblable que des sentiments analogues ont donné naissance, dans les divers pays belligérants, au culte du Soldat Inconnu, et, en France, à celui de la Flamme Éternelle. Or, jé demande, peut-on voir là un acte logique, y a-t-il eu là un processus purement, sèchement intellectuel ? a-t-on procédé par abstraction raisonnée ? Les théories de Spencer, sur la religion des sauvages, reçoivent, par l'expérience actuelle, le plus éclatant des démentis. Or, ce processus est général, on le retrouve dans une foule de manifestations de la vie sociale, à condition de porter son attention, non sur la forme, mais sur le fond, à condition, soit dit une fois de plus, d'étudier non les manifestations verbales de l'homme, mais ses sentiments.

L'homme, grâce à ses sentiments de « persistance des agrégats », se fait un certain idéal des rapports sociaux, familiaux, religieux, etc., et considère qu'ils ont une valeur objective, absolue ; en conséquence, lorsque ces rapports viennent à être altérés, lorsque leur intégrité est atteinte, il éprouve un sentiment de gêne qui le pousse à rétablir cette intégrité (Résidus de l'intégrité, 5^e classe). Grâce à ces sentiments, la société acquiert de la stabilité. Mais leurs manifestations constituent des actions non-logiques. Les purifications des Anciens sont une conséquence de ce sentiment, ainsi que d'autres institutions, telles que le *lipriat* et l'*epiclérat*, par lesquelles on rétablit l'intégrité d'une famille.

A côté de ces résidus, Pareto distingue encore le besoin de manifester ses sentiments (3^e classe), le résidu sexuel (6^e classe), et les résidus en rapport avec la sociabilité (4^e classe) ; ceux de cette dernière classe correspondent aux sentiments que l'on retrouve dans la formation de petites sociétés dans la grande, au besoin d'uniformité (imitation obtenue en agissant sur soi-même, ou en obligeant les autres à l'observer), et aux sentiments de hiérarchie ; ils forment donc un des éléments essentiels dans la structure et la forme des sociétés.

Le grand intérêt de cette théorie consiste à nous faire saisir déductivement ce que Pareto avait affirmé à la suite de ses études analytiques, et grâce à elle on comprend de mieux en mieux que la forme réelle de la société varie beaucoup moins que son apparence que nous connaissons seule, à savoir les théories politiques, sociales, ou autres, en somme les manifestations verbales des hommes, qui nous renseignent sur leur état d'esprit.

C'est pourquoi lorsqu'on écarte ces manifestations pour ne considérer que l'état d'esprit, certaines analogies apparaissent entre des processus sociaux au premier abord très différents. Ce n'est point là une des parties les moins curieuses de la sociologie paretienne (1).

(1) Aux innombrables exemples de l'auteur — ajoutons en deux autres : a) On se demande quelquefois comment une institution telle que les Jugements de Dieu a pu être admise, puisqu'elle arrivait à ce résultat si choquant pour le sentiment de faire condamner des innocents. Si l'on répond qu'elle se maintenait grâce à la vénération que l'on avait pour cette institution divine (résidus de la 2^e classe), on comprend la chose. Mais on peut aller plus loin : aujourd'hui l'institution du jury a pour résultat scandaleux de faire absoudre des gens parfaitement coupables, ayant avoué leur crime ; pour n'être pas d'institution divine, le jury est, pour beaucoup de personnes, d'essence supérieure, parce qu'il exprime la « volonté du peuple ». Les « dérivations » ont changé, alors théologiques, aujourd'hui démocratiques, le fond reste identique et cela d'autant plus que, étant donné la sensiblerie et l'abaissement général des peines, le sentiment ne devait pas être plus choqué au Moyen âge par la condamnation d'un innocent qu'aujourd'hui par l'absolution d'un coupable. Notre constatation est objective et ne constitue ni une attaque ni une défense du jury. b) On se demande comment un peuple aussi sensé et positif que les Romains pouvait avoir la moindre foi dans les augures, malgré les innombrables démentis de l'expérience, et l'on se dit que de nos jours un pareil processus mental serait inconcevable. Or, nous ne savons pas si deux journalistes peuvent se regarder sans rire, mais nous savons fort bien que le plus souvent il n'y a aucune espèce de rapport entre leurs prédictions au commencement d'une entreprise politique, militaire, financière, coloniale, diplomatique, et le point auquel la société arrive effectivement. *A priori*, il n'est pas probable que le nombre de cas favorables soit plus grand chez ceux-ci que chez ceux-là, si l'on veut, par exemple, se souvenir de tout ce que le collège des journalistes a prédit durant la dernière guerre. La comparaison peut être poussée plus loin : MM. les haruspices savaient, pour plaire aux puissants et moyennant finance, rendre des oracles favorables à telle entreprise donnée. En somme, les deux institutions ont beaucoup plus d'analogies psychologiques qu'on ne le croirait au premier abord.

Après avoir ainsi mis en évidence la plus grande partie du mécanisme social en étudiant les résidus, il reste à examiner la nature des « dérivations » qui nous en cachent l'importance. C'est par là que débute le tome second du *Traité de Sociologie générale*.

VII

L'étude des « dérivations » nous ramène au second sujet qui avait absorbé l'attention de l'auteur au commencement de son ouvrage : la critique de la forme des théories ; il reprend son argument et, au lieu d'étudier les réalités de la vie sociale, en d'autres termes son substrat psychologique, il examine à nouveau les manifestations verbales de l'homme. Pourtant le sujet va être traité d'une autre façon : en premier lieu la théorie est synthétique, Pareto procède à la classification des « dérivations », comme il a procédé à celle des « résidus », ensuite au lieu d'examiner les théories des auteurs, il traite aussi des manifestations verbales d'une façon plus générale, enfin et surtout son but n'est plus tout à fait le même, il avait cherché jusqu'alors à montrer comment les « dérivations » s'écartaient des théories rigoureusement objectives, maintenant il montre pourquoi elles ont tout de même une grande valeur persuasive : il se rapproche donc un peu de la psychologie, et ne s'occupe plus seulement de logique pure.

Dans une première classe, il place les simples affirmations, sans recours à l'expérience exprimées d'une façon absolue. Dans une seconde, toutes les dérivations, où l'on a recours à l'autorité pour faire admettre la proposition émise, dans ce cas encore celui qui accepte cette proposition ne le fait pas en vertu d'un raisonnement basé sur la logique, l'observation et l'expérience objectives, comme dans un raisonnement scientifique, il l'accepte parce qu'elle répond à ses sentiments de respect et de vénération pour l'autorité, que ce soit celle d'un homme, ou de la tradition, ou des ancêtres, ou d'un être divin.

Dans une 3^e classe, Pareto range les propositions que l'on accepte parce qu'elles sont d'accord avec le sentiment du sujet, ou encore parce que l'on fait appel à ses intérêts, encore que ces « dérivations » ne soient pas vérifiées par la logique et l'expérience.

Enfin la dernière classe comprend toutes les « dérivations » que le sujet admet en vertu d'une preuve verbale d'une valeur tout à fait illusoire ; c'est la classe la plus importante et aussi la plus intéressante. Avec une énergie extraordinaire, Pareto démarque tous les sophismes, toutes les fausses démonstrations, qui nous assiégent sans cesse, et que nous acceptons volontiers, alors

qu'elles n'ont aucune valeur logique, mais parce qu'elles répondent à certains de nos sentiments. Il faut se reporter au texte pour voir combien souvent nous croyons à une proposition, à un dogme, à une théorie, alors qu'elle contient un terme indéterminé ou s'appliquant à une chose indéterminée, ce qui empêche d'en faire l'objet d'un raisonnement valable ; ou bien, comment certains termes choisis adroitement excitent en nous des sentiments qui font admettre la démonstration. Ou encore comment certains termes, que l'on emploie dans les discussions politiques, dogmatiques, sociales, philosophiques, ont plusieurs sens, et sont employés tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre, grâce à quoi ces mots peuvent servir de moyen-terme à un syllogisme qui, en apparence parfaitement valable, n'a au fond aucune valeur ; comment enfin une immense quantité de nos théories reposent sur l'emploi de métaphores, d'analogies, voire d'allégories, ce qui ne les empêche pas d'être considérées comme admirables et profondes, tout ceci pour ne pas parler des termes douteux, indéterminés, ne correspondant à rien de concret, et qui sont placés dans une dernière classe.

Toute cette partie de la *Sociologie*, qui serait très claire si elle n'était pas surchargée de longues digressions, peut, croyons-nous, s'expliquer de la façon suivante dans la pensée de l'auteur : d'après ce qu'il a dit dans son étude sur les « théories non-logico-expérimentales », on ne peut pas admettre que la vie sociale soit la conséquence de certaines théories, de certaines « dérivations », sans aucune valeur objective. A cette idée, Pareto substitue alors l'explication fondée sur les faits : à savoir que les sentiments dominent dans la vie des sociétés. Mais alors il reste à expliquer ce que sont les « dérivations ». L'auteur les rattache donc à la théorie des résidus en montrant qu'elles en sont en quelque sorte la conséquence, ou pour s'exprimer comme J. Benda, que : « Les idées sont adoptées, non pas tant en ce qu'elles paraissent plus justes ou vraies, ou même conformes à l'intérêt, mais en tant qu'elles viennent satisfaire le besoin qu'a le sujet pensant d'éprouver tel ou tel sentiment... Les sentiments happent au passage et au besoin inventent des idées ou des images capables de les satisfaire. »

Voilà comment les études de logique pure et de psychologie sociale arrivent peu à peu à se fondre dans le *Traité de Sociologie générale*.

VIII

Si Pareto s'était borné à limiter là son œuvre, il aurait élaboré une doctrine dont la valeur dépasse de beaucoup les autres productions de la sociologie contemporaine ; examinant les faits

avec le seul souci d'élaborer une doctrine scientifique générale, il a réussi à systématiser des conceptions dont on peut évidemment retrouver des lambeaux et des germes chez des auteurs anciens (1), et à leur donner une vie et une signification beaucoup plus profondes, que d'autres auteurs que l'on peut rapprocher de lui, comme par exemple (chacun dans des directions opposées), G. Le Bon et Vierkandt, il a surtout donné une beaucoup plus grande généralité aux théories que défendent aussi ces auteurs. A ce sujet, on pourrait comparer la *Sociologie* à ce que sont les *Eléments d'Economie pure* de Walras par rapport aux livres de Gossen, de Menger et de Jewons. Walras, exploitant la même idée que ces économistes, a su en tirer un parti beaucoup plus large, lui donner un caractère beaucoup plus compréhensif.

C'est d'ailleurs à dessein que nous avons prononcé ici le nom de Walras : tout ce qui vient d'être dit de Pareto, vrai pour la partie de son *Traité* déjà analysée, va le devenir encore bien plus, si nous examinons comment se développe maintenant sa pensée, qui va être bientôt fortement influencée par l'œuvre mathématique de Walras, c'est-à-dire par la théorie de l'équilibre.

Pourtant, avant de passer à des considérations déductives, il examine ce qu'il appelle les « propriétés des résidus et des dérivations » : il a jusqu'ici abstrait de la réalité certains éléments, il observe maintenant comment ces éléments s'y trouvent effec-

(1) Lorsque la sociologie de Pareto sera reconnue par tous, d'éminents esprits viendront démontrer en des thèses profondes, que tout ce qu'il a dit était connu depuis fort longtemps : c'est ainsi que Bernouilli a découvert les lois de Gossen et que la théorie de l'évolution se trouve chez Aristote. Pour leur épargner cette peine, je répondrai déjà maintenant à ces messieurs : le fait d'exprimer, par hasard, une idée, en passant, sans y attacher de l'importance, sans en voir les conséquences et sans qu'elle ait influé sur les générations suivantes, n'a absolument rien de commun avec celui d'examiner scientifiquement la réalité, d'en tirer des principes ayant une valeur générale, et de montrer toute l'importance de leurs conséquences. Des milliers de personnes avaient vu, avant Galilée, osciller des lampadaires dans la cathédrale de Pise, qu'est-ce que cela a de commun avec la loi du pendule ? « C'est ainsi, par exemple, que l'on trouve chez Apollonius, chez Nicole Oresme (xv^e siècle), chez Marino Ghetaldi, certaines études qui nous font immédiatement penser à la géométrie cartésienne. Mais l'on doit se méfier des ressemblances de ce genre, lesquelles sont souvent de pure forme, c'est-à-dire ne portent que sur les manifestations de la pensée scientifique et non point sur les tendances créatrices de cette pensée. » (P. BOUTROUX, *Idéal scientif. des Mathémat.*, p. 11.) C'est surtout en matière de doctrines économiques que l'on commet l'erreur de comprendre sous ce nom des passages d'auteurs anciens qui s'occupaient, en fait, de toute autre chose que de science économique. Ces passages n'ont donc pour l'histoire de la pensée économique à peu près aucun intérêt. Nous avons l'intention de publier un ouvrage sur ces questions dans laquelle ce point de vue serait systématiquement appliqué. Nous y renvoyons donc, éventuellement, le lecteur pour les preuves de notre proposition exclusivement basée sur la logique et l'expérience. Pour en revenir à Pareto, bien des gens avant lui ont reconnu et écrit que l'homme n'est pas seulement un animal raisonnable, mais lui seul a su élaborer la théorie de l'action non-logique.

tivement contenus, quelles sont leurs combinaisons, comment ils se manifestent. Si l'on veut avoir une idée très lointaine et en partie inexacte de ce que représente ce chapitre (1), on pourrait dire que c'est une sorte de sociologie appliquée : l'auteur a construit jusqu'ici sa théorie en prenant de divers côtés des matériaux, il procède maintenant d'une façon inverse en examinant les faits pour chercher leurs rapports avec les éléments dont il dispose.

Nous ne retiendrons ici qu'un seul point, qui est le suivant : c'est sa théorie des « buts idéaux », elle intéresse l'histoire des sciences, en ce qu'elle systématise et généralise la théorie du « mythe social » de G. Sorel (2). Il est vraiment curieux de voir que l'on commence à trouver en sociologie une évolution de la pensée humaine identique à celle des autres sciences, et si les constatations pouvaient se faire plus fréquentes et plus nombreuses, on serait amené à penser que cette discipline tend — enfin — à prendre le chemin que les autres ont suivi avec tant de succès.

C'est en effet le processus ordinaire de la science, un savant lance une idée juste, ceux qui le suivent ; 1° la formulent plus nettement, 2° l'étendent à de nouveaux cas, 3° en tirent les conséquences (3). Sorel donc a fait observer que, dans certains cas, les peuples, les partis, ou les classes sont poussés à l'action par des « mythes » qui « peuvent avoir une grande efficacité », alors que « toute discussion sur la manière de les appliquer matériellement sur le cours de l'histoire est dépourvue de sens ». Pareto établit que, 1° ce n'est pas le mythe en lui-même mais les sentiments qu'ils recouvrent qui sont l'important ; 2° il s'agit d'un fait absolument général, qui, à ce titre, peut entrer dans le cadre de la sociologie ; 3° il est possible d'en tirer des conséquences déductives de haute valeur.

A ce moment sa pensée va prendre une nouvelle direction :

(1) Ce « chapitre » compte 200 pages et on y traite pêle-mêle d'une dizaine de sujets qui n'ont *aucun* rapport les uns avec les autres, c'est un exemple de la « méthode » d'exposition de V. Pareto.

(2) On lit dans Otto Bauer, *die Oester Revolution*, p. 181 : « C'est une loi de toute révolution qu'elle doit s'assigner des buts placés bien au-delà de ce qui est accessible, pour arriver à atteindre ce qui est à sa portée ». Mais chez lui, c'est une pénible constatation *a posteriori* et il n'aurait, certes, pas admis la chose avant la révolution autrichienne.

(3) Pour établir cette distinction, je me sers d'une idée souvent exprimée par Pareto, mais en l'appliquant à un nouveau domaine, auquel celui-ci ne la destinait pas. Je me propose d'établir, dans une publication ultérieure, que cette application systématique de cette distinction doit être tenue pour à peu près indispensable à l'égard de l'histoire des sciences, et surtout pour l'histoire des doctrines économiques qu'elle éclaire d'un jour assez nouveau. Il ne m'a pas été possible de le faire lors de la rédaction de mon premier article sur Pareto, car je ne l'avais pas encore formulée.

nous sommes arrivés à formuler des principes qui présentent un très grand caractère de généralité, analogues en quelque sorte aux principes de l'économie théorique, mais alors une question se pose : n'est-il pas possible d'en tirer une suite de propositions déductives analogues au système de propositions connu sous le nom d'économie pure. Pareto l'a cru, et ce système il le construit dans le chapitre XII du *Traité*, intitulé : « Forme générale de la société », et il introduit à ce moment la notion d'*utilité*, qui, à certains points de vue, est pour la sociologie ce que l'*ophélimité* est pour l'économie pure. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire au sujet de cette idée d'*utilité*, qui est une des plus curieuses de la sociologie paretienne et, sans doute une des plus fécondes, mais elle est si difficile à bien comprendre que nous nous contentons de la signaler. Nous tenons seulement à faire remarquer quelle est la nature exacte des théories auxquelles nous faisons ici allusion, et pour le lecteur qui nous a suivi jusqu'ici il apparaît que la pensée de Pareto depuis le Cours jusqu'à cette partie du *Traité* a accompli SEULE toute l'évolution scientifique qui sépare l'économie préclassique du XVIII^e siècle du fameux mémoire de Walras sur l'équilibre de l'échange d'août 1873.

IX

Ceci accompli, Pareto pousse encore plus loin et aborde un domaine que l'économie n'a même pas encore pu s'annexer, celui de la dynamique sociale, autrement dit l'étude générale de l'évolution des sociétés et de sa nature. A ce sujet nous ferons deux remarques. La première c'est qu'ici il n'a pas cru pouvoir formuler des règles générales comme celles dont nous venons de parler à l'occasion de l'équilibre social, il s'agit donc ici de recherches inductives semblables à celles qu'il a déjà faites pour les résidus et les dérivations, systématisées cependant. En second lieu, ces recherches sont exclusivement basées sur l'observation des faits ; interprétées, il est vrai, par un homme de génie, — et si par moment certaines de ses thèses se rapprochent de conceptions déjà connues, elles se caractérisent par leur aspect nettement scientifique.

Pour avoir une vue grossière, mais approchée, de la forme réelle des sociétés, la considération des résidus et des dérivations suffit à la rigueur, elle nous permet de comprendre en quel état une société se trouve à un moment donné. Lorsqu'on veut examiner la façon dont varie cet état, cette approximation serait tout à fait insuffisante, et il est indispensable d'avoir recours à d'autres éléments pour en avoir une image qui ne s'écarte pas d'une manière trop inadmissible des faits concrets.

Ces éléments, Pareto les prend d'abord dans les faits économiques dont l'évolution est en contact étroit avec l'évolution sociale, le phénomène économique sera donc un des facteurs que la théorie devra comprendre.

L'autre facteur sera l'hétérogénéité sociale, qui donne naissance à la « circulation des élites » grâce au mécanisme qu'il avait déjà décrit dans les *Systèmes Socialistes* et qui vient maintenant se rattacher à tous ses travaux ultérieurs. En réunissant de la sorte les résidus, les dérivations, les intérêts (phénomène économique), l'hétérogénéité sociale (la circulation des élites), l'auteur possède les moyens suffisants pour donner un premier schéma de la dynamique des sociétés.

Il en examine les variations dans le temps et montre que ces divers facteurs n'ont jamais présenté un développement continu, mais au contraire une forme ondulée, oscillatoire, il y a ici quelque chose de semblable à ce que l'on connaissait déjà concernant les périodes économiques et plus particulièrement les crises. Pareto insiste beaucoup sur ce qu'il y a là un fait naturel, une véritable loi sociale dont les causes, peut-être psychologiques, sont mal connues, mais dont les effets sont certains, on en peut tirer la conclusion assez peu optimiste que les efforts des individus isolés sont en fait impuissants pour changer le fond des phénomènes sociaux les plus généraux et qu'ils peuvent tout au plus agir sur leurs formes plus ou moins transitoires.

Vient maintenant une dernière considération qui nous ramène au point de départ de la pensée sociologique de Pareto, celui de la mutuelle dépendance générale des phénomènes sociaux. Il établit qu'aucun de ces facteurs n'est à proprement parler la cause des autres ; ceci est en contradiction avec une tendance très naturelle de l'esprit humain, qui veut trouver partout des rapports de cause à effet au lieu de rapports d'équilibre. C'est ainsi que l'on a la théorie de Bossuet d'après laquelle la volonté de Dieu est la cause de l'évolution sociale, ou celle de Marx qui la découvre dans le phénomène économique. A la vérité une différence les sépare, c'est que celle-ci ne fait appel qu'à des faits ressortant de l'observation et de l'expérience, et celle-là non, ce qui fait que la science ne peut être juge que du matérialisme historique ; quant à la conception de Bossuet, elle ne peut ni la critiquer, ni l'appuyer de son autorité, ce sont des choses qui ne sont point de son domaine. Quoi qu'il en soit, à ces théories, Pareto substitue celles de la dépendance mutuelle qui doivent désormais prendre leur place.

Il est maintenant en mesure de nous retracer les traits généraux de l'histoire à l'aide de ces principes, ce qu'il fait en se servant de la méthode des approximations successives, et il est donc arrivé à résoudre seul les questions qu'il avait posées dans le

Cours, et auxquelles personne ne pouvait alors répondre. Toute cette partie qui concerne l'évolution historique de la société est la plus abordable de toute la *Sociologie*, sans être la moins intéressante.

Je noterai seulement que Pareto y démontre l'impossibilité d'étudier aucune instruction économique, sans tenir compte de ses liens de mutuelle dépendance avec l'ensemble social, en d'autres termes par l'étude des faits (je signale celle de la protection économique) ; il est amené à jeter un nouveau pont entre économie et sociologie, comme il l'avait fait (logiquement, sinon explicitement) tout au début du *Traité*, en considérant à côté des actions logiques les actions non logiques.

Il observe de la sorte que les diverses ondulations des facteurs sociaux ont pour résultat de faire accomplir aux sociétés une série de *cycles*, dont aucun ne peut avoir la prétention de se maintenir indéfiniment et qui porte dans son développement les germes de sa décadence, il étudie les caractères de notre cycle actuel, qu'il appelle *cycle de la ploutocratie démagogique* et ses possibilités de disparition à longue ou à brève échéance.

Arrivé à ce point, Pareto ne pousse pas plus loin les généralités, et désormais il se contente de vérifier ses théories ou de les compléter sur des points particuliers, ceci dans le dernier chapitre du *Traité de Sociologie Générale* et dans les nombreux articles qu'il écrivit, surtout après la guerre. Ceux-ci ont été réunis en partie dans les volumes *Trasformazione della Democrazia* et *Fatti e Teorie*. Parmi ses vérifications, celle à laquelle il a le plus travaillé : la recherche de ce qui assure aux sociétés le maximum de prospérité, est fort intéressante. Pareto croit pouvoir établir que cette propriété est en très grande partie déterminée par une certaine proposition entre les résidus de la 1^{re} et de la 2^e classe, proportion qui doit être variable avec les diverses classes sociales, comme il le montre par des exemples historiques choisis dans l'antiquité grecque jusqu'aux événements les plus contemporains.

Nous avons esquissé de la sorte, d'une façon extrêmement sommaire, les lignes générales de la sociologie parétienne et de son évolution dans l'esprit de son auteur, il nous reste maintenant, avant de conclure, à examiner, comme pour l'économie mathématique, les critiques que l'on peut lui faire et l'avenir qui peut lui être réservé.

X

Pour juger le *Traité de Sociologie Générale*, il convient d'adopter une attitude rigoureusement objective, et de ne pas se laisser

fasciner par la formidable personnalité de l'auteur. C'est ce que nous allons tâcher de faire, en oubliant qu'il s'agit d'un Maître vénéré, pour ne considérer que son œuvre. Au surplus, il nous a donné lui-même les moyens de le faire : ainsi que nous le rapportons dans notre précédent article, « la Science, disait-il, repousse les jugements synthétiques », et n'admet que les jugements analytiques.

Analysons donc les divers éléments de la *Sociologie*, pour en reconnaître la valeur. A ce sujet, je demanderai au lecteur de vouloir bien distinguer, dans le système scientifique de Pareto, deux aspects différents, l'aspect objectif et l'aspect subjectif (1). Par *aspect objectif*, il faut entendre ce qu'une doctrine, une théorie, une proposition nous apprennent, en fait, sur la réalité, leur contenu réel, indépendamment de la forme sous lesquelles elles peuvent s'exprimer ; par *aspect subjectif* il faut comprendre l'attitude d'esprit de l'auteur, la façon dont il concevait le problème, ce qu'il voulait établir en exposant sa théorie. Cette distinction est nécessaire, parce qu'une doctrine peut être scientifique sous un des aspects et non sous l'autre : un physicien qui émet une théorie, fausse objectivement, peut être poussé par des motifs exclusivement scientifiques au point de vue subjectif, vice-versa, les alchimistes sont arrivés à des résultats objectifs, alors que subjectivement ils n'avaient pas la moindre idée de ce qu'est une théorie scientifique. Le système subjectif de Walras est purement métaphysique, ses résultats objectifs sont une des plus belles conquêtes scientifiques de l'esprit humain ; vice-versa, un économiste de l'école autrichienne ou de Lausanne peut, poussé par le seul désir de faire de la science, arriver à des théories scientifiques absolument erronées.

Voyons donc le système sociologique de Pareto, sous son aspect subjectif : une lecture superficielle de l'ouvrage pourrait faire croire que l'auteur se proposait toute autre chose que d'établir une doctrine analogue aux théories des sciences physiques ou autres. Ce serait là une erreur absolue, et contre laquelle on ne saurait trop s'élever, la forme qu'il donne à sa pensée ne doit pas nous induire en erreur ; au surplus, si l'on se refuse à croire

(1) Après tout, entre la sociologie scientifique et le point de vue opposé, il n'y a qu'une différence grammaticale : Il me plaît de désigner sous l'étiquette « science sociologique » des travaux qui, par leur nature, se rapprochent de ceux que l'on range sous le titre de « science physique ou chimique ». A d'autres, il convient de ranger sous cette étiquette des travaux qui se rapprochent de manifestations de la pensée humaine tout à fait différentes et dont le lecteur devine facilement la nature. Ceci ne signifie pas du tout qu'il vaut mieux faire de la science pure qu'autre chose, c'est là une chose qui ne dépend que des goûts personnels de chacun. La science n'a pas à porter de jugements de valeur sur ceux qui préfèrent, pour une raison quelconque, ne pas s'occuper d'elle, ce serait là le comble de l'absurde.

l'auteur, malgré ses affirmations sur ce point, que l'on me veuille bien dire quelle serait la tendance de sa sociologie : serait-elle socialiste ou capitaliste, catholique ou libre-penseuse, libérale ou solidariste ? Il nous serait impossible de le dire.

Il est bien compréhensible que ceux qui possèdent certains sentiments (au surplus tout à fait respectables), soient choqués par tel passage de l'auteur, mais Pareto a surtout cherché à se débarrasser de ses propres sentiments ou des dogmes que d'autres prétendent imposer à la pensée scientifique. L'auteur des *Systèmes* n'est certes pas un socialiste, celui du *Traité* serait-il bourgeois voire capitaliste, comment cela peut-il se soutenir sérieusement, lorsqu'on a pris connaissance de la théorie de la ploutocratie démagogique ? L'auteur serait-il un libéral ? Je prie ceux auxquels ce terme est désagréable de lire ce que Pareto écrit des *Avantages de la protection* pour la prospérité d'une nation. Il est enfin tellement évident qu'il n'écrit pas une sociologie apologétique ou franc-maçonne qu'il est inutile d'insister.

La vérité est tout simplement qu'il a voulu écrire une sociologie, rigoureusement, uniquement, exclusivement scientifique, sans se soucier le moins du monde de ce que pourraient être les conséquences de ses études. Il se peut que, sous ce rapport, il ait eu tort, que ses théories, quoique — ou mieux, parce que — vraies, soient inutiles ou dangereuses pour la société.

Il démontre lui-même que bien des théories erronées sont utiles pour la société et vice-versa. Mais là n'est pas la question, le fait est qu'il a été un des très rares sociologues qui, subjectivement, se soient placés au point de vue scientifique, je dirai presque le seul, car cette attitude nihiliste est presque impossible à observer. Il peut sembler, à ce sujet, que ce soit là un grand mérite, étant donné le nombre prodigieux de ceux qui, sous le nom de sociologie, entendent par là des études dont le but subjectif n'est pas scientifique (1).

Quant à la forme souvent brutale de sa pensée, on peut la regretter dans un livre de ce genre, mais peut-être n'est-elle pas inutile, car elle a pu contribuer à accentuer la différence radicale qui doit exister entre les deux courants sociologiques, entre lesquels la pensée doit se décider, le courant scientifique et l'autre.

Ce point mis en lumière, il faut voir maintenant quelles ont été les contributions objectives de son œuvre à la science, sans

(1) Afin de rendre les doctrines paretiennes plus accessibles, nous devons publier très prochainement un *Précis de Sociologie d'après V. Pareto*, où l'on pourra trouver plus en détail bien des points qui n'ont été qu'indiqués ici.

nous occuper des conditions dans lesquelles il l'a présentée au public (1), elles sont de valeurs diverses.

Ce qui est achevé et définitif est sans doute tout ce qui ne concerne qu'indirectement la sociologie, mais ressort plutôt de la logique, à savoir ce qui touche à la théorie des dérivations. Il n'y aurait pas d'exagération, croyons-nous, à dire que cette critique des formes, sous lesquelles s'exprime la pensée humaine, met son auteur au premier rang des logiciens, immédiatement après Aristote. Nous n'avons pas eu de contribution aussi originale à cette discipline depuis Bacon, et Pareto laisse ici bien loin derrière lui Stuart Mill ou Wundt. Si l'on compare le *Novum Organum* au *Traité de Sociologie*, on reconnaîtra, il est vrai, que Pareto le cède à Bacon en clarté et en méthode, mais par la violence et la justesse de ses attaques contre la scolastique, il est son égal ; il surpasse même Bacon en un point très important : Bacon ne donne pas d'exemples dans son livre, il se contente d'affirmer, Pareto les multiplie et dissèque les doctrines de ses adversaires avec une sauvagerie telle dans la forme qu'elle n'est surpassée que par la justesse du fond ; à ses critiques, il n'y a véritablement rien à répondre, tous les coups portent.

Mais on sait que Bacon s'est efforcé de faire, lui-même, de la science et qu'il a misérablement échoué. La théorie des dérivations suffisant à elle seule pour fonder la renommée d'un homme Pareto a-t-il été aussi heureux, lorsqu'il a procédé à la construction d'une doctrine positive ?

Pour donner un avis sur cette gestion, il faut se souvenir que la science n'est faite que d'approximations successives, et que ses théories ne sont que des moyens de nous faire saisir la réalité ; dans ces conditions on peut dire que Pareto nous a fourni une série de cadres extrêmement suggestifs pour saisir les faits, mais qui ne peuvent pas avoir tous la prétention de la représenter exactement, sans que ceci diminue leur mérite.

De cet ordre sont la théorie de l'action non-logique et celle des résidus, elles ne forment que des abstractions, l'auteur a mis le plus grand soin à le dire lui-même ; mais on arrive à coordonner bien des faits qui semblent n'avoir entre eux aucun lien apparent ; elles prennent leur origine, d'autre part, dans l'économie pure qui a employé, avec tant de bonheur, ce moyen de l'abstraction, et il faut, en conséquence, les adopter afin d'en tirer tout le parti possible. Qu'il y ait chez l'homme, à côté des actions logiques, d'autres qui participent à ce caractère non-logique, mis en évidence par Pareto, est une chose indéniable,

(1) Cité par Rosák, dans *Chaleur et Industrie, Rev. de l'Ind. du Feu*, juin 1923.

et chacun l'admettra volontiers. Quant au résidu, il obtiendra peut-être moins facilement l'assentiment des sociologues. Que dans un fait social ou dans l'action d'un individu l'on veuille distinguer, même par abstraction, un mélange de n résidus en proportions diverses, et que dans chacun d'eux on doive reconnaître plusieurs genres et sous-genres, semblera choquant à beaucoup de bons esprits. Pour défendre le point de vue de Pareto, on peut néanmoins s'appuyer sur un fait très bien observé par Hans Vaihinger dans sa *Philosophie des Als-Ob* ; dans la science, dit-il, on trouve ou bien des *hypothèses* qui aspirent à être vérifiées par de futures expériences, ou bien des *fictions*, qui n'ont d'autre but que d'être commodes, encore qu'elles soient scientifiquement inexactes. Or le résidu-hypothèse doit être rejeté, le résidu-fiction doit être conservé ; Pareto, d'ailleurs, l'entendait bien ainsi lui-même. Le grand chimiste Berthollet (1) étudiant l'hypothèse du calorique finissait par l'admettre en disant : « On ne pourra se refuser à convenir que l'hypothèse [nous disons : la fiction] de son existence n'a aucun inconvénient avec l'avantage de n'introduire dans l'explication des phénomènes que des principes généraux et uniformes. Il prenait de la sorte une attitude qui est celle de la science et de la philosophie modernes, nous ne saurions mieux faire que de nous en inspirer pour juger la « fiction » du résidu et en ce faisant on ne renonce pas à la possibilité de la rejeter un jour : dans notre précédent article, on a vu comment Pareto lui-même avait débarrassé l'économie pure d'une « fiction » analogue, la mesurabilité du plaisir, peut-être trouvera-t-on le moyen de substituer également une autre théorie à celle du résidu que, jusque-là, nous devons conserver (2).

Au surplus, il n'est pas nécessaire de regretter que cette étape ne soit pas franchie jusqu'à présent si l'on compare l'économie pure à la théorie de l'équilibre social que nous a fournie Pareto et dans laquelle les résidus sont utilisés déductivement. Contrairement à ceux-ci, qui ne sont que des fictions, celle-là prétend nous donner une image de la réalité sociale, comme l'équilibre économique nous fournit une image du monde économique. Même, en tenant compte de ce qu'elle est assez peu développée et que les recherches qui en permettent la construction (résidus, dérivés

(1) Sur ce que la fiction du résidu n'est qu'un retour aux méthodes de l'école autrichienne tant honnies par Pareto, voir une très bonne remarque du prof. Pantaléoni dans le numéro spécial dédié à Pareto du *Giornale degli Economisti*, janvier 1924. On trouvera dans cette livraison une foule de renseignements très intéressants sur les doctrines (surtout économiques) de Pareto, en particulier les articles des Prof. Pantaléoni, Barone, Ricci. Il contient aussi une bibliographie des publications de Pareto (incomplète sur des points de détail).

(2) Nous en avons traité un cas particulier dans notre *Evolution Sociale aux Pays-Bas*.

tions), forment un monument de beaucoup plus considérable que l'édifice final, il convient d'admirer à quelle hauteur de vue Pareto s'est élevé, quelle gigantesque tâche il a abordée. Qu'en si peu de temps une évolution telle se soit faite dans la façon dont l'esprit humain considère certains problèmes est, je crois, un exemple unique dans l'histoire des sciences : Pareto a voulu édifier une théorie d'ensemble dans une science que d'aucuns déclarent n'être pas encore née ; lorsque, vers 40 ans, il ne voyait encore dans le monde social qu'un champ d'action pour son activité pratique, il en aborde plus tard l'étude par des moyens analogues à ceux de la physique théorique. On pourrait citer des exemples de changements aussi rapides, dans l'histoire de la littérature, des sciences, des arts, etc., mais ce seront des changements qui atteindront plusieurs générations d'esprits ; qu'un même penseur ait accompli seul ce chemin est presque incompréhensible (1). Mais, ceci dit, il y a peut-être des réserves à exprimer sur ce que Pareto nous a laissé effectivement dans ce domaine : peut-être l'évidence de ses propositions, si remarquable dans les autres parties de la *Sociologie*, une fois que l'on a compris la pensée de l'auteur, n'est-elle pas aussi accentuée dans sa théorie de l'équilibre. Qu'elle soit extrêmement intéressante, c'est certain ; que ses formules nous aident à comprendre les faits, il faut le reconnaître ; que grâce à elles nous serons à même de pousser plus loin, c'est évident ; mais il faut avoir le courage de reconnaître qu'en tant que construction objective elles ne peuvent en aucune façon être comparées à l'œuvre de Walras, et maintenant on aperçoit la nécessité de distinguer le point de vue objectif du point de vue subjectif : l'idéal scientifique de Walras était très au-dessous de celui-ci de Pareto ; en ce qui concerne leurs seules théories de l'équilibre économique et social, Walras a construit quelque chose de beaucoup plus solide que son successeur. Déjà nous avons insisté précédemment sur ce que la théorie de l'équilibre économique n'était pas l'image fidèle des faits, à plus forte raison faut-il le dire de l'équilibre social, on ne voit pas bien comment, en l'état actuel de nos connaissances, nous la pourrions appliquer directement aux faits. Irai-je plus loin, et faut-il dire que l'auteur lui-même eût été fort en peine de le faire ? Rappelons que Pareto nous parle comme en mécanique d'équilibres stables, instables et dynamiques ; s'il est permis de citer un fait personnel, je dirai que j'ai eu l'unique honneur de lui poser sur ce point des questions précises, en demandant par exemple dans quelle catégorie il convenait de placer la période

(1) On peut néanmoins rappeler que l'auteur des *Fées* (et même de *Rienzi*) est celui du *Nibelungenring*.

comprise sous le nom de Révolution industrielle en Angleterre ; et sa réponse ne laissa pas que d'être vague, m'a-t-il semblé (1). Poincaré nous parle quelque part de ces principes nés à l'occasion de l'expérience, mais que l'expérience ne peut même plus démentir ; c'est peut être dans une catégorie assez analogue qu'il faudrait placer le système de l'équilibre social statique de Pareto.

Il faut porter un avis très différent sur ces études de l'évolution sociale, qui sont d'ailleurs d'un tout autre genre. En ce qui concerne la *circulation des élites*, c'est une théorie scientifique, puisqu'elle nous permet de résumer d'une façon « commode, utile » beaucoup de faits concrets. Le grand mérite de cette dynamique est qu'elle s'appuie uniquement sur l'observation et surtout qu'elle relie définitivement le domaine de la sociologie générale à celui de l'économie ; en particulier, l'analogie de nature entre les grandes périodes économiques et les cycles sociaux est une grande découverte, et quant à la forme ondulatoire des phénomènes sociaux, le fait de l'avoir reconnue nous débarrasse d'une foule de théories erronées ; au surplus, toute une série de faits postérieurs à la publication du *Traité* sont venus la confirmer (2). Pourtant, au sujet du caractère de cette dynamique, il faut remarquer un fait auquel personne n'a encore prêté attention, croyons-nous : dans l'esprit de Pareto, la dynamique sociale reste statique, je veux dire par là qu'elle résulte de combinaisons nouvelles d'éléments semblables, et il ne pouvait pas en être autrement : l'auteur insiste sur ce qu'il va chercher les faits constants qui se trouvent derrière les apparences variables, mais est-il certain que nos sociétés ne soient qu'en apparence diverses des sociétés antiques ? La « forme réelle », comme dit Pareto, reste-t-elle au fond si semblable ? La méthode de l'auteur ne l'a-t-elle pas poussé à négliger des différences ? L'avenir décidera de la chose, il nous suffira ici de constater que si ces différences de fond existent, Pareto ne pouvait pas les apercevoir de la route qu'il a suivie, constatation qui, au surplus, ne présume rien au sujet de la réponse à la question ici posée.

Telles sont les quelques réflexions que nous voulions faire avant d'exposer quelles voies nouvelles l'œuvre sociologique de Pareto nous a ouvertes.

XI

Elles sont si grandes qu'on ne saurait, croyons-nous, en exagérer

(1) Je me hâte d'ajouter qu'à cette époque, je connaissais beaucoup moins bien qu'aujourd'hui le système paretien.

l'importance, la sociologie de Pareto ne se présente pas comme un système fermé et complet, mais comme une suite d'études dont chacune peut être le point de départ de très fructueuses recherches. Un premier travail qui peut se faire en partant de la *Sociologie* peut être la vérification de la théorie des résidus, en prenant à part les diverses institutions sociales ; on peut regretter que chez Pareto les résidus soient classés par groupes analogues, car il eût été peut-être plus intéressant de montrer sur quelles bases psychologiques reposent les différents aspects de la vie sociale, au lieu d'extérioriser les résidus et d'en faire l'objet d'un classement ; il est vrai que cela ne répondait pas au but de Pareto, qui était d'arriver en dernier lieu à une construction synthétique. Quoi qu'il en soit, en plusieurs passages, il fait allusion à la sociologie spéciale, « qui pourra se construire sur le modèle de la présente sociologie générale », il ne semble pas que cette formule puisse être acceptée telle quelle, il conviendrait de lui substituer les mots : « *en s'inspirant* de la sociologie paretienne ». « De même que les théories de la rente, de la monnaie, etc., telles qu'elles sont schématisées dans les doctrines hédoniques ou mathématiques ne sont pas directement utilisables dans l'étude des faits pratiques, mais bien indispensables pour en comprendre le caractère, de même l'étude de la vie sociale, sous chacun de ses aspects particuliers, ne se pliera pas à la classification établie par l'auteur du *Traité*, mais on peut être assuré qu'on arrivera, grâce à elle, à saisir la nature de toute une série de phénomènes encore fort mal compris. Une étude de cet ordre devrait aussi s'astreindre à concilier les vues de Pareto avec celles d'autres sociologues contemporains ; on regrette à ce sujet que lui-même se soit refusé systématiquement à faire sur ce point la moindre concession au désir très naturel du lecteur de savoir en quels rapports ses idées se trouvaient avec celles des autres penseurs, ce qui lui eût été d'autant plus facile qu'il leur était de beaucoup supérieur ; même dans un cas, cette obstination pourrait ne pas être interprétée en sa faveur (1). Maintenant que son livre est devenu le bien de tous, cette réserve n'a pas à s'imposer aux autres, et l'on peut prévoir le moment où un corps de doctrine se pourrait constituer, en prenant pour base le *Traité* de Pareto, mais en s'inspirant dans une bien moindre mesure, de Vierkandt, Le Bon, Lévy-Brühl (avec des réserves) Dürkheim. Comme nous l'avons dit, les enseignements de ces savants serviraient ensuite à comprendre les diverses manifestations de la vie sociale et à enrichir le domaine de la sociologie, et ceci à condition

(1) Gaetano Mosca a, paraît-il, avant Pareto, émis une théorie assez semblable à celle de la « circulation des élites ».

de ne pas se laisser entraîner par un dogmatisme d'école, quel qu'il soit ; les enseignements des grands savants doivent être suivis dans leur esprit et non à la lettre. Ainsi, pour les sociologues de l'avenir, l'étude de Pareto ne pourra que leur aider à mieux saisir le caractère des faits qui font l'objet de leurs recherches ; c'est la condition indispensable pour élargir les bornes de la science. Il est probable, de la sorte, qu'elle fera de tels progrès qu'un jour il ne sera plus nécessaire de recourir au *Traité*, de même qu'aujourd'hui plus personne ne lit Adam Smith en tant que manuel d'économie politique, mais ce jour est encore lointain.

Dans une branche de nos connaissances très rapprochée de la sociologie, l'histoire, l'influence de Pareto pourra également être bienfaisante, et à bien des points de vue : d'abord il apprendra aux historiens *scientifiques* (les autres ne nous intéressent pas ici) à rejeter les dérivations absurdes dont les peuples aiment à entourer leur histoire, il leur montrera ensuite sur quels facteurs leur attention devra se porter, c'est-à-dire l'économie et la psychologie, il leur rappellera le véritable caractère de certaines luttes qui s'expliquent par la circulation des élites, ils trouveront chez lui de précieuses indications sur les rapports des gouvernants et des gouvernés, et enfin son livre leur montrera combien le savant doit se méfier de ses propres sentiments et quelles sont les conditions nécessaires pour arriver à une objectivité absolue. Comme plus haut nous réitérons l'observation que cet enseignement, que l'on doit trouver chez Pareto, est de fond et non de forme. Rechercher, par exemple, si dans une révolution, il y a eu n résidus agissants et si la circulation des élites en est cause dans la proportion p/q serait un acte de pure folie, mais il est très utile de connaître ces théories, pour comprendre le véritable aspect des phénomènes. La sociologie de Pareto s'est beaucoup inspirée des enseignements de l'histoire, elle a un caractère historique très accentué, et doit beaucoup à Fustel de Coulanges, à Mommsen, à Tocqueville, etc. Rien de plus compréhensible ainsi qu'elle puisse rendre à l'histoire ce qu'elle a reçu d'elle.

Les services que Pareto a rendus à l'économie politique sont encore plus considérable ; grâce à ce qu'il nous apprend des dérivations, on est désormais à même de rejeter une foule de théories sentimentales sans valeur objective, la relativité de nos jugements si fortement mise en relief dans la doctrine de l'*utilité* (la plus difficile, mais aussi la plus profonde des conceptions paretiennes) aidera le savant à apprécier sainement les choses de l'économie sociale au lieu de se laisser entraîner par l'instinct à admettre *a priori* les solutions socialistes ou libérales. Ceci quant aux conditions de forme de la pensée économique, pour le fond il suffira de constater que la *Sociologie* n'est rien autre

qu'une tentative (pleinement réussie) pour jeter un pont entre l'économie et la sociologie. A condition de l'interpréter convenablement, elle jette sur la nature des phénomènes économiques et leur évolution de si vives lueurs qu'on peut songer à rénover peut-être les théories économiques ; nous disions dans notre précédent article qu'avec Pareto l'économie pure avait atteint un degré d'abstraction au delà duquel il est dangereux d'aller. Le même Pareto montre que l'économie ne peut se comprendre sans l'examen du substrat social et nous facilite les moyens de procéder à des constructions qui s'appuieront plus largement sur l'examen des faits. Car telle est la puissance d'esprit de cet homme. Mais comme pour la sociologie et l'histoire, il conviendra de s'inspirer des exemples d'autres encore et de rejeter toute intolérance mesquine(1).

Enfin un dernier domaine de la pensée de l'homme est susceptible de subir encore plus fortement que les autres l'influence de la *Sociologie Générale* en prenant comme point de départ la critique parétienne des dérivations. Ce que Bacon a fait pour la physique, ce que Pareto a fait pour les doctrines politiques, économiques et sociales, on doit pouvoir le faire pour la philosophie. Ce que serait une œuvre de ce genre, on peut en avoir une idée lointaine en considérant les travaux de M. J. Benda sur le bergsonisme ; grâce à une critique des plus vigoureuses et *rigoureusement objective* (dans le fond), ce remarquable esprit, qui, par quelques traits, a une lointaine analogie avec Pareto, nous force à reconnaître que ces doctrines tant admirées sont dénuées de toute valeur. Malheureusement il semble n'avoir pas vu que ses critiques pourraient avoir une portée bien plus grande et au lieu de se borner à une attaque personnelle contre une école, il aurait dû élargir le terrain de la discussion en les étendant à toutes les philosophies. Ni Pareto, ni Benda n'ont pensé à le faire, mais la chose est et doit être tentée. Et ensuite nous nous trouverons dans la situation même où Pareto s'est trouvé, lorsqu'il a achevé la critique des doctrines sociales ; nous pourrions chercher à vouloir bâtir. Une telle entreprise est-elle possible, est-elle même convenable, peut-on espérer édifier un jour une philosophie *rigoureusement objective* comme nous avons dès maintenant une économie et une sociologie rigoureusement objectives ? Il faut répondre ce que Pareto disait dans son *Cours* : « Nous devons nous borner à poser ces questions. Nous n'avons dans l'état ac-

(1) A ce sujet nous voulons citer au moins le nom de Werner Sombart, dont le livre sur *Le Capitalisme moderne* (qui serait mieux intitulé l'« Evolution économique vers le Capitalisme ») est tout aussi précieux pour le genre de recherches auxquelles nous faisons allusion, et cependant un monde le sépare du *Traité* de Pareto

tuel de la science aucun moyen de les résoudre ». Mais si l'on pouvait un jour répondre affirmativement, ce ne serait qu'en adoptant à l'égard de la philosophie l'attitude qu'a prise Pareto envers la sociologie.

XII

Maintenant que l'œuvre de Pareto a été analysée sous tant d'aspects différents, il nous reste à conclure en portant sur elle un jugement d'ensemble.

Ce qui frappe d'abord lorsqu'on la considère, c'est la culture extraordinaire et approfondie de son auteur, dans des directions si variées. En mathématique pure, il a brillé d'un grand éclat, il avait étudié avec passion l'histoire des sciences et porté tout particulièrement son attention sur les théories de l'évolution, il avait fait le tour de la philologie grecque et latine, il connaissait à fond les Pères de l'Eglise, il est au premier rang des économistes contemporains, en sociologie il a su à lui seul ouvrir des voies toutes nouvelles. De plus, il convient d'admirer aussi chez lui la hauteur de vue à laquelle il s'est placé ; à cet égard il n'a jamais été surpassé par personne ; il suffit de signaler les progrès qu'il a fait faire dans cet ordre d'idées aux doctrines de Walras, sa conception grandiose de l'équilibre social, et encore cette notion d'*utilité* telle qu'il l'expose dans le *Traité* et qui pourrait bien devenir un jour pour la sociologie une sorte de théorie générale de la relativité.

C'est pourquoi son œuvre produit sur ceux qui l'ont lue, comprise et appréciée, une impression étrange et presque fascinante : c'est ce qu'exprimait si bien son ami Pantaleoni, lorsqu'au jubilé de Lausanne, il déclarait avoir pour Pareto non du respect, mais de la vénération. Dans cette impression réside au surplus à la fois la grande valeur et le danger de sa doctrine : Pareto est un exemple dont il faut s'inspirer, mais nous ne croyons pas qu'il soit un modèle qu'il faille copier servilement. L'histoire de la pensée humaine (surtout celle des arts) montre combien il est fallacieux de vouloir imiter les grands maîtres, la formidable personnalité de Pareto avec ses défauts mêmes ne se laisse pas imiter ; le progrès consistera à utiliser tout ce qu'il nous a laissé et cela sera l'œuvre d'au moins une génération.

En somme, lorsqu'on examine l'ensemble de sa pensée, on peut conclure en toute objectivité que Pareto fut un homme de génie, génie latin ou mieux encore classique, car sa pensée se reportait plus volontiers sur Athènes que sur Rome. A Santa-Croce de Florence, le tombeau de celui qui, à certains égards, peut être considéré comme le précurseur de la sociologie scientifi-

que (1), porte une inscription fameuse. J'ai souvent pensé qu'elle aurait sa place dans le petit cimetière de Coligny sur la tombe de Vilfredo Pareto : « *Tanto nomini nullum par elogium* ».

G.-H. BOUSQUET

Université de Vienne, Juillet 1924.

(1) Niccolo Macchiavelli. Pareto professait pour lui une vive admiration.

ANALYSES & COMPTES RENDUS

Anuario de historia del derecho espanol, t. I, Madrid, 1924, — Signalons le premier volume de cette publication, qui s'annonce comme devant être fort intéressante. Parmi les principaux articles et mémoires, citons *La devotio iberica*, de J.-M. RAMOS Y LOSCERTALES, avec d'intéressantes comparaisons avec la *devotio*, telle qu'elle était pratiquée par les Celtes et les Germains ; un article d'E. MAYER sur *Bopsch et le capitulaire de villis* ; un important article de Laureano DIEZ CAUSECO sur les fueros d'une région du Léon ; enfin et surtout un très important mémoire de 180 pages de Claudio SANCHEZ-ALBURNOS sur la *recommandation* dans le Léon, la Castille et les Asturies, étude qui intéresse au premier chef les origines du régime féodal ; l'auteur fait les plus utiles comparaisons avec la recommandation des autres pays de l'Europe, et il a notamment tiré bon parti des travaux de Fustel de Coulanges. L'*Anuario* doit publier prochainement un ouvrage inédit d'Ernest Mayer, intitulé *Historia de los instituciones sociales y políticas de Espana y Portugal durante los siglos V a XIV*.

HENRI SÉE.

★

★ ★

Victor V. BADULESCO. — *Les finances publiques de la Roumanie* (Paris, Giard, 1923 ; in-8°, 74 p.).

M. BADULESCO, auquel on doit déjà plusieurs bons ouvrages sur les finances des pays de l'Europe centrale, réédite dans ce livre, l'article étendu qu'il a publié, en 1923, dans la *Revue de science et de législation financières* sur la Roumanie. Après un aperçu général de la situation économique de ce pays depuis la guerre, l'auteur analyse minutieusement les budgets roumains de 1916 à 1923 et décrit dans tous ses détails la réforme fiscale de 1923, dont la mise en application doit rendre l'équilibre aux finances roumaines, à vrai dire assez compromises.

M. B. termine par des conclusions optimistes basées sur la considération de l'abondance des richesses naturelles de la Roumanie. Elles ne manquent pas, en effet, à ce pays qui n'aurait besoin pour être l'un des plus prospères de l'Europe, que de vues méthodiques et d'application soutenue dans la gestion des biens dont la nature l'a doté.

ROGER PICARD.

★

★ ★

Jean BARRAL. — *La suprématie universelle des Juifs et la Société des Nations* (Berre, Ed. de l'Ordre Social, in-8°, 62 p., 1924).

L'auteur, défenseur des doctrines de l'économie franche, soutient dans cette brochure des thèses nombreuses : réforme monétaire, nationalisa-

tion du sol, souveraineté de la Société des Nations, tolérance ethnique et religieuse et sa pensée, constamment appliquée à l'examen des problèmes économiques les plus modernes, trouve pourtant sans cesse son inspiration dans les textes les plus denses de la Bible.

R. P.

*

* *

Edouard BERTH. — *Guerre des Etats ou guerre des classes* (Paris, Marcel Rivière, 1924 ; in-12, 440 p.).

Disciple de Sorel, M. Edouard Berth compose ses livres à la manière de son maître : les citations, les digressions et les redites y abondent et la véhémence de l'expression y supplée souvent à la rigueur ou à la vigueur du raisonnement. Ancien socialiste conquis naguère aux doctrines et à la politique d'action française, M. Berth, dilettante d'idées comme Sorel et comme lui esprit passionné, jure aujourd'hui *in verbo* Lénini et son livre : *Guerre des Etats ou guerre des classes* n'est qu'un long panégyrique et un acte de foi dont le bolchevisme est l'objet.

La thèse de cet ouvrage peut se résumer ainsi : l'ère capitaliste est close, celle du prolétariat commence ; la guerre des Etats, dont, en mai 1914, M. Berth proclamait la vertu souveraine et qu'il admire encore, a, selon lui, épuisé sa mission historique (1). Mais elle ne peut disparaître que pour faire place à la guerre des classes, c'est-à-dire à la Révolution, espoir du monde et instrument nécessaire à l'édification de la cité prolétarienne. Cette révolution, la Russie, peuple élu, la fera et les classes ouvrières des grands pays d'Europe, réveillées à l'appel de Moscou, créeront le monde nouveau.

Telle est la thèse, exprimée parfois en termes de prophéties, de M. Berth. Quiconque pense autrement, quiconque n'accepte pas ce dilemme : guerre ou révolution, ose se dire démocrate, pacifiste, internationaliste ou encore nationaliste ou impérialiste, n'a rien compris ni à l'histoire, ni à la philosophie, ni à la politique, ni généralement à rien. Sorel, Proudhon, Marx et Hegel, Apollon et Dionysos sont appelés à cautionner cette sociologie catastrophique et à nous révéler la loi des antinomies qui gouverne les phénomènes sociaux, la conception pluraliste et tragique du monde qui nous explique la nécessité de la violence.

Rien n'éceuvre plus M. Berth que le pacifisme et la démocratie ; ils sont pour lui la platitude même et ce qu'il appelle le « quietisme économique », c'est-à-dire l'exploitation rationnelle du globe, pour parler comme Saint-Simon, n'a pas d'ennemi plus déclaré que lui. « Le socialisme, écrit-il, ne reprendra vraiment de la grandeur que dans la mesure où il deviendra guerrier » (p. 94, n.). Et cependant il échappe à ce fanatisme de la guerre de reconnaître qu'elle n'est pas un état normal (p. 160), et bien qu'il prophétise avec assurance l'avènement de l'ère prolétarienne il lui arrive parfois de concevoir la lutte des classes comme une sorte d'ordalie dont le juge serait « le Progrès éternel, la Vie, la Création, Dieu... » (p. 154).

Il arrive parfois qu'en considérant les injustices dont la société abonde, en songeant aux méfaits de ceux qui préparent et qui déchainent les

(1) L'auteur dit même : civilisatrice (p. 191).

guerres, on conçoit la révolution comme une sorte de jugement dernier qui châtierait et récompenserait avec infailibilité. Et nous accordons bien volontiers à M. Berth que, métaphysiquement, la Révolution soit belle et bonne ; mais nous vivons sur le plan historique et humain et il ne nous paraît pas que la Révolution en soi puisse jamais s'accomplir dans sa pureté, dès qu'on la sort du noumène ! Aussi mettons-nous notre confiance, pour la reconstruction européenne, bien plus dans les institutions démocratiques et dans les organes de coopération internationale que dans les guerres, qu'elles soient de classes ou d'Etats. Et, pour tout dire, l'humble fondateur d'une « goutte de lait » ou d'une « mutuelle-bétail » nous paraîtra toujours avoir mieux travaillé au bonheur du genre humain que le plus dionysien des théoriciens révolutionnaires... eût-il le talent de M. Berth.

Car il faut reconnaître à l'auteur un réel talent d'intéresser son lecteur, et son livre est plein de critiques et d'aperçus ingénieux sur les événements ou sur les doctrines de notre époque.

R. P.

* *

C. BOUGLÉ et Elie HALÉVY. — *Doctrine de Saint-Simon. Exposition 1^{re} année (1829)* (Paris, Marcel Rivière, 1924. Collection des Economistes et des réformateurs sociaux de la France, in-8°, 584 p.).

L'Exposition de la doctrine Saint-Simonienne est au saint-simonisme ce que le Discours sur l'esprit positif est à la philosophie d'Auguste Comte ou ce que le Manifeste du Communisme est au marxisme ; ce livre condense l'essentiel des idées défendues et répandues par l'école saint-simonienne et les rend accessibles à tous. Il marque, en outre, une grande date dans l'histoire de cette école et de cette doctrine.

Mais, pour le bien comprendre aujourd'hui et pour l'utiliser complètement, il ne suffit pas de s'en tenir à son texte seul ! Il faut pouvoir en rapprocher chaque page des événements de l'époque, des œuvres du fondateur de la doctrine ou de ses disciples ; il est bon d'en confronter les idées avec toutes celles que tant d'esprits réformateurs mettaient en circulation en ce deuxième tiers du XIX^e siècle, ou de montrer les prolongements qu'elles ont établis dans les doctrines sociales contemporaines.

Aussi une édition de l'Exposition, pourvue d'un bon commentaire historique, était-elle devenue indispensable. Celle que nous donnent aujourd'hui MM. Bouglé et Halévy peut être, à bon droit, considérée comme un modèle du genre. Les éditeurs s'en sont tenus à la première année de l'Exposition ; la seconde année, en treize séances, qui insiste plus fortement sur la partie religieuse de la doctrine, ne leur a pas paru ajouter du nouveau aux thèses fondamentales exposées une première fois en 1829 (p. 104, n. 1).

Outre les notes biographiques, bibliographiques, les commentaires historiques ou doctrinaux qui, à chaque page, éclairent le texte reproduit, MM. Bouglé et Halévy ont fait précéder leur réédition d'une préface très étendue et qui constitue un raccourci de l'histoire saint-simonienne ainsi que de la doctrine du maître et de son école.

Il était malaisé de faire tenir dans les limites d'une simple préface toute la richesse de pensée de Saint-Simon et de ses enthousiastes disci-

ples. Pourtant MM. B. et H. y ont réussi, nous montrant le fondateur allant du scientisme au pacifisme, du pacifisme à l'industrialisme, de celui-ci au socialisme et enfin à une véritable religion et ouvrant à ses disciples autant de voies nouvelles dans lesquelles leur pensée ne manqua point de s'engager et où il advint qu'elle s'égara parfois.

Trop vaste, la doctrine était aussi trop imprécise, pour ne pas se diffuser et se diluer dans d'autres courants de pensée. C'est pourquoi l'historien retrouvera partout, dans les systèmes et les mouvements sociaux du XIX^e et même du XX^e siècle, des traces plus ou moins nettes de saint-simonisme, mais il lui sera difficile de saisir cette doctrine elle-même à l'état pur et de l'isoler. Tout en se divisant, les disciples de Saint-Simon demeurèrent apparentés par leur esprit historiste, évolutionniste et par leur idéalisme politique. Sur bien des points, ils ont eu des vues si pénétrantes de l'avenir économique et social qu'on peut très justement, avec MM. B. et H., « voir les annonciateurs du monde moderne chez les auteurs du grand livre classique », qu'ils ont eu raison de rééditer.

R. P.

*
* *

Pierre BOVEN. — *Le prix normal. Essai sur la lutte contre les crises économiques et la spéculation illicite* (Paris, Payot, 1924; in-8°, 526 p.).

L'auteur, à la fois érudit et disert, de ce gros livre, est un haut magistrat du Canton de Vaud, que ses fonctions ont amené à enquêter ou à décider sur de nombreux cas de spéculation illicite. Aussi trouverons-nous, dans son ouvrage, une étude particulièrement copieuse et fouillée de la législation pénale, française et suisse, concernant le délit d'accaparement ou celui de spéculation.

M. Boven examine aussi toutes les formes que prend l'action de l'Etat ou des particuliers pour agir sur le niveau des prix en essayant d'en faire fonctionner le mécanisme au profit d'un intérêt particulier ou du bien général. Tour à tour, trusts, cartels, syndicats, monopoles d'Etat, tarifs douaniers, taxation et réglementation sont étudiés, d'après les faits les plus récents et les exemples historiques les plus lointains. Il nous semble que cette partie du volume, entièrement établie d'après des ouvrages de seconde main et portant sur des faits très connus, eût pu être réduite. Mais M. Boven entendait s'adresser au grand public et il n'est pas douteux que de tels chapitres instruiront ses lecteurs.

La partie la plus originale de cet estimable travail est, outre les pages consacrées à la jurisprudence de l'accaparement et de la spéculation, le chapitre du début, dans lequel M. Boven essaie de dissiper les préjugés économiques portant sur la notion de prix. L'auteur, fermement attaché aux « lois naturelles » de l'économie politique démontre que le prix n'est point chose arbitraire, qu'on puisse modifier indépendamment d'autres facteurs économiques; il n'est qu'un indice de rapports nombreux et compliqués, et c'est vainement qu'on veut lutter contre la hausse ou la baisse en modifiant le prix des choses. Ce qu'il faut, c'est modifier les conditions de marché.

Cependant, M. Boven repousse à peu près totalement toute intervention de l'Etat sur les conditions du marché; s'il admet les monopoles, ce

n'est qu'à titre exceptionnel et temporaire ; s'il tolère l'action économique de l'Etat, ce n'est qu'à la dernière extrémité en cas de crise aiguë. De sorte que, tout en reconnaissant les maux et les abus que peut engendrer la spéculation, les troubles que les trusts, les coalitions infligent parfois à la vie économique, il ne nous offre aucun moyen d'y remédier. En présence des « lois naturelles » inéluctables, on doit conclure, après avoir lu cet ouvrage un peu long, mais néanmoins facile à lire, qu'il n'est d'autre attitude que de se résigner. C'est à quoi, sans pour cela se former une notion artificialiste de la vie économique, on est en droit de ne pas souscrire.

R. P.

*
* *

Henri CONVAIN. — *La Chambre Consulaire de Lille d'après ses registres conservés au Tribunal de Commerce* (Lille, Raoust-Leleu, 1924 ; in-8°, 383 p.).

M. Convain a eu l'heureuse fortune de retrouver les registres de la juridiction consulaire de Lille (1713-1789) et il les a minutieusement dépouillés pour restituer, grâce à eux, l'histoire de ce Tribunal. Organisation, compétence et jurisprudence de la Chambre consulaire sont exposées ici avec toutes les justifications nécessaires. De son étude, l'auteur dégage certaines conclusions générales qui en étendent la portée au delà de l'histoire locale et la font véritablement contribuer à la connaissance de nos vieilles institutions et de la formation du droit moderne.

La juridiction consulaire lilloise, d'origine royale, est une manifestation de la politique centralisatrice de la monarchie ; en même temps elle témoigne d'une réaction contre la procédure exagérément formaliste et complexe dont le négoce supportait mal la gêne. Cet esprit novateur met en opposition les juges commerciaux avec les tribunaux ordinaires, mais ils n'en persévèrent pas moins à remplir leurs fonctions telles qu'ils les conçoivent, et la Chambre consulaire de Lille, comme d'autres tribunaux analogues, ne cesse d'affirmer sa compétence sur toutes les matières commerciales dont elle voudrait, sans y parvenir, être seule à connaître. Le livre de M. Convain est une bonne monographie qui éclaire utilement une institution dont notre temps a gardé plus qu'un souvenir, puisque les tribunaux de commerce actuels en sont directement issus.

R. P.

*
* *

Paul DOTTIN. — *Daniel de Foë et ses romans*. Tome I^{er} : *La vie et les aventures étranges et surprenantes de Daniel de Foë*, Paris, Les Presses Universitaires, 1924, 1 vol. in-8° de X.-289 p.).

Cet excellent volume, qui sera suivi de deux autres (1), intéressera autant l'histoire politique, religieuse et économique de l'Angleterre

(1) L'ensemble a paru comme thèse de doctorat ès-lettres.

que l'histoire de sa littérature. Fondé sur la documentation la plus sûre (l'auteur a même fait les plus heureuses trouvailles dans le département des manuscrits du British Museum), il se recommande aussi par une exposition vivante et alerte, qui soutient jusqu'au bout l'attention du lecteur. On y trouvera les données très intéressantes sur la vie religieuse et politique, sur les luttes des partis, les menées gouvernementales et les mouvements de l'opinion, pour cette période particulièrement importante de 1680 à 1730.

Nous n'insisterons pas sur ces questions. Nous bornant à l'histoire économique, relevons un certain nombre de faits, que M. Dottin a exposés de la façon la plus précise. De Foë a débuté dans la vie comme marchand mercier ; c'est dire qu'il faisait du commerce en gros. C'est dans cette corporation des merciers, on le sait, que se recrutaient, en Angleterre comme en France, beaucoup de gros négociants, de manufacturiers, d'hommes d'affaires. De Foë n'a cessé de tenter des spéculations, parfois assez aventureuses, car l'auteur de *Robinson Crusoe* était doué de la plus vive imagination. Après avoir fait faillite dans son premier métier, il monte une briqueterie et fait, pendant quelques années, de brillantes affaires. Mais il est entraîné par sa passion pour la production littéraire, le journalisme et la politique. Pamphlétaire infatigable, directeur d'un journal la *Review*, qui a servi de modèle à Addison, il a exercé à certains moments une très grande influence sur l'opinion. Après avoir été le confident de Guillaume III, il devient, sous la reine Anne, l'agent des ministres Harley et Godolphin. Il devient, sous leur direction, le chef d'un service d'informations politiques, — pour ne pas dire d'espionnage, — et, dans ces innombrables tournées à travers la Grande-Bretagne, il fait une inlassable popagande pour la politique ministérielle, combattant, à la fois, les tories extrémistes et les whigs intransigeants.

Au moment des négociations de la paix d'Utrecht, il ne cesse de défendre la cause de la paix et s'applique surtout à démontrer les bienfaits du traité de commerce qui va être signé. Pour le roi Guillaume, et plus tard pour Harley, il élabore de grands plans de politique commerciale et coloniale, dont les Espagnols surtout feraient les frais.

D'ailleurs, les questions économiques tiennent une très grande place, dans ses œuvres comme dans sa vie. M. Paul Dottin nous montre, en passant, l'intérêt que présente son célèbre *Tour in the wholesome island of Great Britain*, (3 volumes, publiés en 1724-1726), sorte de guide économique de l'Angleterre, que l'expérience personnelle de De Foë rend si vivant, et qui constitue une source historique de premier ordre. Non moins intéressant est son *Complete english tradesman*, publié à la même époque, et que l'on peut mettre en parallèle avec le *Parfait négociant*, de Jacques Savary, qui a paru un demi-siècle plus tôt. D'ailleurs toute son œuvre, et en particulier sa *Review*, fournirait des données précieuses à l'histoire des faits et des idées économiques. Son *Essay upon the projects* ne serait également fort instructif, sans parler de ses romans, qui, comme *Robinson Crusoe*, abondent en détails sur le commerce et la navigation.

On voit tout l'intérêt de ce beau travail, si neuf, si suggestif, et qui ouvre en tous sens la voie à de nouvelles recherches. C'est aussi un exemple bien frappant de l'utilité qu'il y a pour les historiens des faits politiques et économiques à se tenir au courant d'études d'histoire littéraire, conçues dans un esprit vraiment scientifique.

Henri SÉE

ERNST DRAHN. — *Lenine (Wladimir Ilitch Ulianov). Une Bio-bibliographie*, broch. de 40 p. (Berlin R. L. Prager, 1924).

Travail très utile, où sont relevés, dans l'ordre chronologique, d'une part tous les événements essentiels de la vie de Lénine, et d'autre part les titres des écrits et publications diverses parus sous sa signature.

Le même auteur publie chez le même éditeur une courte bibliographie de la question sociale et du socialisme, qui ne peut rien ajouter d'essentiel à la monumentale bibliographie de Stammhammer.

On peut en revanche rencontrer d'intéressantes indications bibliographiques dans les catalogues périodiques d'ouvrages d'occasion (histoire, droit et économie politique), que publie la librairie Prager et que nous signalons à l'attention des chercheurs.

EDMOND LASKINE.

*
* *

G.-L. DUPRAT. — *Le lien familial. Causes sociales de son relâchement* (Paris, Alcan, 1924 ; in-8°, 268 p.).

Les observateurs de la société contemporaine s'accordent à reconnaître que les liens familiaux se sont distendus. Et chacun de chercher des explications, parfois une cause unique à ce phénomène social. M. Duprat aborde le problème à la fois en sociologue, en psychologue, en historien et en moraliste.

Sociologue, il étudie, dans un chapitre qui résume les travaux de Spencer, de Frazer et de l'école durkheimienne, les divers usages, rites et coutumes qui ont donné leur physionomie aux rapports physiques, moraux et juridiques entre parents et, de cette recherche, il ressort que le lien familial n'est pas une réalité uniforme, à beaucoup près.

Psychologue, l'auteur analyse, dans l'une des meilleures parties de son œuvre, la complexité de sentiments qu'on a le tort de se représenter comme des éléments aussi simples que leurs noms : amour conjugal, filial, paternel, alors qu'ils sont multiformes, variables chez un même individu et soumis à des lois psychologiques nombreuses.

Historien enfin et moraliste, M. Duprat montre à l'œuvre les diverses forces sociales qui, dans la société contemporaine, travaillent à miner l'édifice familial. Il faudrait un effort soutenu et méthodique pour lutter contre la lassitude des consciences, la faiblesse générale des caractères, l'indifférence collective pour tout ce qui ne touche pas à des intérêts immédiats et ne relève pas d'un utilitarisme sans raffinement et pour consolider cet organe essentiel de vie sociale et morale qu'est la famille. M. Duprat les indique rapidement, dans le chapitre final d'un livre où se révèle toute son expérience de moraliste averti des réalités sociales.

R. P.

*
* *

J. DUCROS. — *La Société française au XVIII^e siècle* (Paris, Hatier, 1924 ; in-12, 390 p.).

L'histoire de la vie privée des Français, la description des mœurs, des coutumes, de la vie sociale d'autrefois fournit une ample matière

à des livres qu'on lit toujours avec agrément. Celui de M. Ducros, dans lequel l'auteur s'efface à peu près complètement pour ne laisser parler que sa documentation, donne un tableau très détaillé de cette société du XVIII^e siècle, si mouvementée, si diverse et si pittoresque. En s'aidant des chroniqueurs, des mémorialistes, des épistoliers, des œuvres littéraires de l'époque et de quelques excellents ouvrages de seconde main, M. Ducros décrit tour à tour toutes les classes de la société d'avant la Révolution, tous les milieux, faisant revivre en même temps les principaux personnages dont l'histoire ou la chronique a gardé le souvenir.

Sans défigurer une société qui eut ses laideurs et ses vices en même temps que ses beautés et ses vertus, M. Ducros a su préserver son livre de tout détail scabreux ou choquant, de sorte qu'il peut être lu par tout le monde, selon l'expression consacrée, et qu'il est à recommander, comme lecture complémentaire des manuels d'histoire, aux élèves de l'enseignement secondaire.

R. P.

*
* *

Alfred FABRE-LUCE. — *La Victoire* (Paris, 1924 ; Editions de la Nouvelle Revue Française ; in-12, 428 p.).

Comment naquit la guerre de 1914 et comment, jusqu'au jour où l'auteur écrit, fut « manquée » la paix, c'est ce qu'expose M. FABRE-LUCE dans un livre dont la vigueur et la sincérité ne manqueront pas de faire impression.

Est-il trop tôt pour écrire l'histoire de la guerre ? Beaucoup ne l'ont pas cru, mais leurs œuvres n'ont pas démontré qu'ils eussent raison. En tout cas, il est temps de juger pour ce qu'elles valent tant de prétendues œuvres d'histoire qui ne sont que des produits d'une propagande faite, chez tous les peuples, avec une égale naïveté dans la mauvaise foi ou dans l'auto-suggestion. Cette littérature d'illusions s'appelait, en temps de guerre, d'un mot expressif, du « bourrage de crâne » et nous était déjà intolérable. Mais en temps de paix — même de « paix manquée » — il importe de mettre un terme à ces méthodes de perversion intellectuelle et l'on ne sera jamais assez reconnaissant à M. Fabre-Luce de la justesse et de la force avec laquelle il s'y emploie.

L'auteur dévoile sans pitié les mensonges, les prétérations, les jugements arbitraires et tendancieux dont abondent les livres diplomatiques publiés par les diverses chancelleries ou tant de discours officiels proferés par les plus graves hommes d'Etat, et c'est en reconstituant des textes, en les appuyant de constatations de fait qu'il retrace les événements de juin et juillet 1914 et refait l'histoire des relations internationales en Europe au début du XX^e siècle.

Nous ne reprendrons pas point par point l'exposé de M. F.-L., mais nous croyons pouvoir dire qu'il est peu de lecture plus utile ni plus tonique ; ceux que les démonstrations de l'auteur ne convaincront pas entièrement se sentiront tout au moins avides d'approfondir pour leur propre compte ce problème, si camouflé, des origines de la guerre. S'il ne leur apparaît pas nettement à cette lecture, que les responsabilités — immédiates ou lointaines — de l'atroce conflit se partagent entre

tous les belligérants, ils en emporteront du moins la conviction très nette que cette guerre, comme toute guerre, était non seulement inutile, mais évitable et que l'enrayer ou la déclencher était au pouvoir de quelques hommes d'Etat, que leur aveuglement, leur mysticisme nationaliste et leur orgueil ont entraînés aux décisions que l'on sait.

S'il en a été ainsi, c'est que, depuis longtemps, ces mêmes hommes dirigeaient la politique de leurs pays respectifs dans un esprit d'antagonisme réciproque, en se fiant uniquement aux oppositions de forces militaires, en se défiant des solutions fondées sur la raison et sur l'intérêt politique bien entendu de peuples appelés à coopérer dans le domaine économique. Politique de prestige, diplomatie d'intimidation, déformation de l'opinion publique, croyance paresseuse à la nécessité de la guerre, voilà ce qu'on a pu voir en Europe, de 1900 à 1914 et qui a préparé la guerre. Les décisions hâtives qui, fin juillet 1914, précipitèrent le conflit, étaient préparées par les résolutions délibérées d'une politique extérieure, conduite par des diplomates sans clairvoyance et sans générosité. L'Europe entière est responsable de la guerre, « l'Allemagne et l'Autriche ont fait les gestes qui rendaient la guerre possible. La Triple Entente a fait ceux qui la rendaient certaine » (p. 232). Mais les responsabilités restent inégales, plus grandes pour les Empires centraux, dont « l'excuse c'est seulement d'avoir laissé des chances à la paix », moins fortes pour l'Entente dont « la faute c'est surtout de ne les avoir pas saisies » (p. 238).

Si nous avons insisté sur cette première partie du livre de M. FABRE-LUCE, bien que l'histoire des faits politiques ne rentre qu'accessoirement dans le cadre de cette Revue, c'est en raison de l'importance que présente le problème des origines de la guerre pour l'avenir de la société européenne et du devoir que chacun doit se reconnaître de contribuer à préparer la paix. Beaucoup d'esprits partageront la conviction de M. F.-L., quand il écrit : « Seule la version reçue des origines de la guerre nous sépare d'un mouvement de pacifisme irrésistible ». Rien n'est plus nécessaire que de donner la vérité sur ce point aux générations d'aujourd'hui et de demain (1).

Quant à la façon dont la paix a, jusqu'au milieu de 1924, été manquée, la deuxième partie du livre de M. F.-L. nous l'expose d'une façon moins étendue, mais non moins convaincante. Ici, les fautes des parties en présence se dissimulent malaisément : Allemagne qui fait banqueroute, Angleterre qui intrigue, Etats-Unis qui se dérobent, France qui contrecarre le paiement de ce qu'elle réclame, tel est le spectacle que nous montre ce livre et dont les souvenirs des événements récents ne confirment que trop l'exactitude. La politique des gouvernements de l'Entente depuis 1918 est jugée ici avec une impitoyable sévérité. Celle qui, au cours des dernières années, fut imposée à la France et que la France a, du reste, condamnée, est mise à nu sans pitié. C'est un véritable réquisitoire que M. Fabre-Luce dresse contre M. Poincaré et d'autant plus impression-

(1) Mais le livre de M. F. L. lui-même prouve combien c'est là un tâche difficile, car les documents qu'on possède restent incomplets et il faut souvent, comme le fait l'auteur, sans peut-être l'annoncer assez nettement, y suppléer par des interprétations de faits et par des déductions. V. l'ouvrage consacré par la *Dotation Carnegie* à l'étude des manuels d'histoire contemporaine (Paris, 1924) et dont nous rendrons compte prochainement

nant que la forme en est plus mesurée ; nous ignorons si l'homme d'Etat mis en cause présentera sa défense contre un tel livre ; s'il le fait, la tâche lui sera rude et s'il s'en abstient, son prestige en souffrira.

R. P.

*
* * *

Guglielmo FERRERO. — *Discours aux sourds* (Paris, Ed. du Sagittaire, 1924 ; in-12, 182 p.).

Historien et philosophe, Ferrero nous donne dans cet opuscule aux chapitres rapides, une philosophie de l'histoire non pas désabusée, mais résignée. En termes émouvants, en images saisissantes et par des réflexions profondes, il dépeint, analyse et explique le malaise moral de la société présente, ses contradictions économiques et politiques.

Nous vivons dans le paradoxe, insatisfaits malgré l'abondance des biens, esclaves de notre organisation économique qui devrait nous libérer ; épris de paix, nous accumulons les germes de guerre, passionnés de liberté, nous suscitons les tyrannies.

« Le désordre de l'Europe actuelle est notre œuvre à tous, peuples et Etats ; car il est dans nos esprits » (p. 158). « L'ordre ne descend jamais du dehors, il a sa source vive dans l'intérieur de notre volonté. Il ne peut y avoir indéfiniment de l'ordre dans les rues, dans les usines, dans les bureaux, quand il y a du désordre dans les esprits » (p. 118). Telles sont les constatations qui reviennent à chaque page sous la plume de l'auteur, qu'il parle du machinisme, du communisme, de la paix ou de la dictature.

L'humanité est en travail, depuis quatre siècles, pour réaliser l'unification des idées et des sentiments, à la recherche d'un équilibre économique et social. Le trouvera-t-elle, et de quelle doctrine sortira-t-il ?

Moins hardi ou plus réservé que tels constructeurs de systèmes, comme Auguste Comte, dédaigneux des dogmes religieux qui se posent encore comme paroles de vie et de vérité, G. Ferrero ne répond pas à cette question posée tout au long de son livre. Il ne se risque pas à prophétiser le sort proche ou lointain de l'humanité, mais il pose le dilemme : ou bien l'humanité continuera de s'entre-déchirer et sa perte est certaine, ou bien les élites dirigeants des divers pays consentiront « les sacrifices d'orgueil, de puissance, de richesse, de haine sans lesquels les luttes destructives » continueront jusqu'à l'extermination totale.

Et c'est sur une conclusion d'un profond humanisme qu'il termine son beau livre, si riche d'idées et si propre à faire réfléchir, en écrivant « quel que soit le sort qui nous attend, n'oublions pas qu'il dépend de notre volonté. Nous aurons la paix, l'ordre, l'unité du monde si nous les voulons ; si, au lieu de laisser notre volonté se dédoubler, se voiler ou s'égarer vers des buts chimériques, nous savons la diriger, consciemment cette fois, vers celui qui a été, depuis quatre siècles, le but inconscient et grandiose de tant de générations » l'unité spirituelle et politique du monde.

R. P.

*
* * *

Edouard GUYOT. — *Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine* (Paris, Alcan, 1924 ; in-8°, XVI-375 p.).

L'auteur a réédité, sans y rien changer, ce livre dont le premier ti-

rage date de 1914. Relu à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis dix ans, il prend toute sa valeur et atteste la profonde compréhension que M. Guyot a des questions sociales anglaises. Son livre n'est pas seulement la banale histoire du mouvement ouvrier anglais, de congrès en congrès, ou de grèves en grèves, au début du XX^e siècle ; c'est l'exposé méthodique et l'explication pénétrante des thèses et de la politique des trade-unions, des coopératives, des groupements de réformes sociales. La lutte des tendances réformatrices contre les anciennes doctrines manchestériennes nous est montrée parallèlement à celle du travaillisme contre le conservatisme.

M. Guyot ne dissimule pas ses sympathies pour un socialisme purifié de tout dogmatisme et considéré seulement comme la synthèse de toutes les aspirations réformistes, comme la force organisatrice de toute l'activité humaine, pour le bien général. Il croit voir, non sans de bonnes raisons, que cette pensée si riche de puissance transformatrice anime presque toutes les classes de la population anglaise et oriente les destinées de la Grande-Bretagne. L'histoire sociale de la décade écoulée dans ce pays, n'est pas, semble-t-il, pour le contredire.

R. P.



Maximilien HARDEN. — *France, Allemagne, Angleterre* (Paris. Soc. d'Ed. de l'Île de France, 1924 ; in-12, 271 p.).

Le grand pamphlétaire allemand qui, depuis tant d'années, a su garder le privilège de faire entendre à ses compatriotes de dures vérités, vient, dans ce livre courageux, de juger avec une sévérité passionnée, mais qu'on n'oserait taxer d'injustice, la politique des dirigeants de l'Allemagne. Il signale en même temps les fautes des Alliés, celles surtout de l'Angleterre et la folie générale qui semble, depuis tant d'années, inspirer aux gouvernements des actes politiques absurdes ou nuisibles.

L'Allemagne, répète inlassablement Harden, s'est conduite en mauvais payeur ; elle s'est dérobée, au mépris de toute bonne foi, à ses obligations, alors qu'elle gaspillait ses ressources, à l'intérieur ; sa déloyauté lui a fait perdre tout crédit et justifie toutes les mesures de défiance ou de contrainte que prennent contre elle ses adversaires.

Mais ces mesures sont d'une efficacité douteuse. Les contraintes restent inopérantes, les prétendues garanties d'ordre militaire ne sauraient préserver la paix, les punitions économiques entravent les paiements et préparent les représailles. La vraie solution est dans une politique de sincérité et de loyauté, dans la renonciation au « bourrage des crânes », dans un accord économique franco-allemand dont Harden montre avec force l'impérieuse nécessité.

Telles sont les thèses développées dans ce livre âpre comme un réquisitoire, documenté comme une étude technique d'histoire diplomatique et d'analyse économique. Les personnalités de l'Allemagne politique d'hier et d'aujourd'hui, depuis le kaiser jusqu'au Président Ebert, en passant par les principaux hommes d'Etat et chefs de parti sont impitoyablement jugées par l'auteur, dans un style caustique et imagé.

Il est à souhaiter qu'un pareil ouvrage soit lu en Europe et surtout en Allemagne où il aidera ceux, trop peu nombreux encore, qui essaient de guérir ce pays de son nationalisme éperdu, de sa foi dans la violence.

ce et qui travaillent, malgré tous les obstacles, à la réconciliation européenne.

R. P.



René HUBERT. — *Les Sciences sociales dans l'Encyclopédie* (Paris, Alcan, 1923 ; in-8°, 368 p.).

Après avoir brillé d'un éclat incontesté au siècle des lumières, les Encyclopédistes ont connu, au cours du XIX^e siècle, la critique et même le dédain de leurs successeurs. Auguste Comte ne voit dans leur œuvre que la dernière manifestation de l'esprit métaphysique, Taine les traite en idéologues et Renouvier en empiristes peu cohérents. La réhabilitation des encyclopédistes s'imposait. M. René Hubert l'a tentée en se plaçant uniquement au point de vue des sciences sociales et son livre érudit sans lourdeur, profond sans obscurité, nous fait apparaître les auteurs de l'Encyclopédie sous leur vrai jour de savants, s'efforçant d'unir la raison à l'expérience et de fournir une explication d'ensemble de la masse des observations faites ou corrigées par eux.

L'auteur n'a voulu nous donner ni l'histoire extérieure du mouvement encyclopédiste, ni l'étude des sources de cet énorme monument intellectuel ; pas davantage il ne s'est appliqué à restituer, à chaque collaborateur de l'œuvre, la part respective qui lui revient. Son livre se borne à l'analyse des idées, à leur classification, à leur évaluation en fonction de la méthode et de la doctrine scientifiques. C'est un essai sur la valeur critique et scientifique de l'Encyclopédie. Est-elle une œuvre de science ou seulement de polémique ? Offre-t-elle une originalité doctrinale ou n'est-elle qu'une compilation plus ou moins adroite des théories existantes ? Dans la mesure où elle vise à systématiser les connaissances de l'époque et à en tirer des principes normatifs, s'inspire-t-elle d'un souci respectueux du réel ou sacrifie-t-elle à l'utopie ?

Autant de questions qui guident, dans tous les chapitres de ce livre, les recherches de M. Hubert et les réflexions de ses lecteurs. Tour à tour, l'auteur passe en revue les idées des encyclopédistes concernant l'histoire des civilisations, les origines de la nation française, l'évolution de la société moderne, les croyances religieuses, les institutions économiques, juridiques, politiques, et enfin la production intellectuelle et artistique.

On sait assez l'importance que présente l'Encyclopédie pour l'histoire de l'économie politique. Si les économistes contemporains oublient volontiers que J.-J. Rousseau fut chargé d'y écrire l'article : économie politique, tout au contraire, ils sont reconnaissants à l'Encyclopédie d'avoir suscité ou accueilli les articles fondamentaux de Quesnay et de Turgot. Mais l'Encyclopédie ne fut point entièrement physiocrate et son éclectisme se manifeste par le nom même des collaborateurs auxquels fut confié le soin d'élucider les problèmes économiques : Forbonnais, Jaucourt (1), Diderot, et d'autres encore. M. René Hubert n'a pu

(1) On lui doit, notamment, l'article sur la valeur, où la théorie de l'utilité finale se trouve plus qu'esquissée, et déjà nettement conçue.

consacrer que quelques pages aux doctrines économiques de l'Encyclopédie, mais il vaudrait la peine que cette recherche fut élargie. Elle montrerait combien les encyclopédistes furent avertis des moindres manifestations de la pensée économique de leur époque et quel soin ils ont pris de recueillir des documents propres à fournir un tableau complet de la vie économique du siècle. Les critiques de Diderot, d'Alembert, de Damilaville, sur les premiers essais d'économie mathématique seraient à retenir ; de ce dernier encore, l'article sur la population et, dans les divers articles consacrés aux métiers, l'histoire des faits économiques trouverait les plus précieuses indications. On peut voir, dans les articles d'économie politique, combien souple était la méthode des encyclopédistes et quelle constante préoccupation ils avaient de s'élever au-dessus du simple récolement des faits pour tenter la construction d'une théorie explicative qui, très souvent, dépasse l'économique et embrasse tout le social, y compris les faits moraux.

Cette tendance à dépasser les faits pour constituer un corps de doctrine est relevée par M. Hubert comme l'un des principaux caractères des Encyclopédistes, et lui permet de les laver du reproche d'empirisme, encore que les lacunes de leur documentation les eussent, sur bien des points, empêché de construire solidement leurs explications.

Un de leurs grands mérites est aussi d'avoir considéré les phénomènes humains comme des faits naturels. Désireux d'évincer tout élément supra-sensible, ils ont réduit l'homme à n'être qu'un système de sensations et de volitions, mais ils ont attribué à la société, en tant que réalité extérieure et supérieure à l'homme, un rôle actif dans le développement de ses facultés, de ses croyances, de sa vie psychologique et par là, ils rejoignent les sociologues modernes d'Auguste Comte auxquels ils fournissent la notion de l'unité des faits physiques et sociaux à Durkheim dont ils devancent le réalisme social.

Mais on se tromperait si on espérait trouver une absolue unité de doctrine dans l'Encyclopédie. Obligés de faire appel à de « pieux abbés » pour détourner les soupçons d'hérésie, ne pouvant matériellement pas régenter tous leurs collaborateurs, les directeurs de l'œuvre durent admettre une certaine diversité d'opinions dans les volumes qui se succédaient, sûrs, et non sans raison, qu'une tendance générale s'en dégagerait d'elle-même et serait aisément perçue par les lecteurs.

Pour nos contemporains la doctrine sociale des encyclopédistes apparaît comme essentiellement naturaliste et utilitaire « la nature comme principe, l'utilité comme fin ». Pour les lecteurs du XVIII^e, elle apparut surtout comme une machine de guerre contre l'orthodoxie et le pouvoir despotique et si, à cet égard, elle a joué un rôle immense dans notre histoire politique, elle peut maintenant prétendre, à bon droit, à figurer comme un moment de la pensée scientifique, pour avoir montré comment les disciplines historiques et sociales se soudent sans solution de continuité, aux disciplines biologiques et physiques.

La belle étude de M. Hubert, en dégageant ces idées et en les appuyant sur de nombreuses justifications, qui attestent un labeur aussi vaste que méticuleux, aura rendu le plus grand service à l'histoire des idées sociales.



Edouard LAMBERT, professeur de droit comparé à l'Université de Lyon, et Halfred C. BROWN, docteur en droit de l'Université de Lyon. — *La lutte judiciaire du capital et du travail organisés aux Etats-Unis. Le boycottage, le picketing, et la grève de sympathie en tant qu'instruments du contrat collectif de travail et de la boutique syndiquée*. Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon, T. VI, 1. vol. in-8° de 469 p. Paris, Giard, 1924. fr. 25.

M. Edouard Lambert, professeur de droit comparé à l'Université de Lyon, et directeur de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé, avait, dans un précédent volume sur *Le gouvernement des juges et la lutte contre la législation sociale aux Etats-Unis*, posé dans ses termes généraux un vaste problème qu'il était nécessaire d'analyser dans ses divers éléments.

Dans le volume qu'il vient de publier, en collaboration avec un juriste américain, étudiant de notre Université de Lyon, il s'est attaché à définir et à suivre, dans son évolution, la jurisprudence des Tribunaux américains et particulièrement celle de la Cour Suprême en ce qui concerne les conflits du Travail. Il fait état notamment de deux importantes décisions de la Cour Suprême des Etats-Unis : l'arrêt du 15 mai 1922, et celui du 9 avril 1923.

L'arrêt du 15 mai 1922 continuant et développant la jurisprudence inaugurée par l'arrêt du 3 juin 1918, étend la déclaration d'inconstitutionnalité prononcée par cette dernière décision contre la loi fédérale sur le travail des enfants du 1^{er} septembre 1916 à la loi sur le travail des enfants du 24 février 1919 et déclare que le Congrès ne peut pas plus réaliser indirectement une réglementation nationale du travail des enfants en imposant une taxe coercitive sur les profits nets des établissements industriels exploitant abusivement la main-d'œuvre infantile qu'il n'avait pu y arriver en 1916 en fermant les transports ferroviaires entre Etats aux produits de ces établissements.

L'arrêt du 9 avril 1923 « rendu, dit M. Lambert dans sa préface, dans une atmosphère de combat, malgré les protestations énergiques d'une forte minorité de juges », s'oppose à l'application d'une loi de salaire minimum, promulguée le 19 décembre 1918, pour le district fédéral de Colombia. Il affirme « l'impuissance du Congrès, même quand il joint à ses pouvoirs habituels ceux d'une législation d'Etat, et quand sa compétence n'est plus limitée par les principes du fédéralisme, à établir une réglementation spéciale du travail des femmes ».

La conclusion fort importante de l'étude MM. Lambert et Brown est qu'il y aura « de colossales difficultés à surmonter pour arriver à englober, par l'effet d'ententes internationales ou des suggestions diplomatiques d'organismes internationaux, un pays comme les Etats-Unis, dans un droit international du travail, même réduit à un très strict minimum ».

M. Edouard Lambert pense pourtant que le contrôle judiciaire de la constitutionnalité des lois peut retarder, mais non point empêcher, le développement de la législation sociale et l'internationalisation des lignes directrices du droit ouvrier.

Cette conclusion, venant après un exposé très touffu du mécanisme

du contrôle judiciaire de la constitutionnalité des lois apparaît, sous la plume de l'auteur, vraiment réconfortante.

E. L.

*
* *

G. LEPOINTE. — *L'organisation et la politique financières du clergé de France sous le règne de Louis XV*. Paris, Perrin, 1924, 334 p. in-8°.

L'ouvrage de M. Lepointe forme une suite naturelle aux travaux connus de M. Cans sur le clergé gallican au début du XVIII^e siècle (1). Il étudie l'organisation financière de l'Eglise de France et sa contribution aux charges publiques sous le règne de Louis XV. L'étude, faite avec beaucoup de soin, comporte deux parties. Dans la première, l'auteur décrit les différents organes dont disposait le clergé pour s'administrer, et dont le plus important est l'assemblée générale quinquennale. Dans une seconde partie, il examine en détail la politique financière du clergé, ce qui le conduit à nous donner des précisions intéressantes sur les rapports de l'Eglise avec la royauté et sur la manière dont les charges assumées par elle se trouvent supportées par les différents contribuables. Peut-être l'étude de ce dernier point aurait-elle pu être poussée davantage. Sur le premier, au contraire, M. Lepointe nous donne tous les détails désirables. Il nous fait assister à la lutte entre les deux pouvoirs, lutte au cours de laquelle le clergé défend ses privilèges avec tant de ténacité et d'habileté que la royauté est obligée de céder sur l'essentiel, sur le principe du « don gratuit » (2)

H. LEVY BRUHL

*
* *

L. LÉVY BRUHL. — *Jean Jaurès. Esquisse biographique* (Paris, Rieder, 1924. In-12, 185 p.).

L'étude sur Jaurès, que publie M. Lévy-Brühl, a paru une première fois en 1916 et avait été écrite pour l'Annuaire de l'Ecole Normale Supérieure. L'auteur nous prévient qu'il ne s'agit pas là d'une biographie complète, mais on y voit pourtant revivre, aux diverses époques de sa vie, un homme qui possède les plus hautes qualités de l'intelligence et du cœur, « un de ces esprits sans rivaux dont la nature est tellement avare », comme le dit son biographe (p. 125).

(1) ALBERT CANS, *L'organisation financière du Clergé de France à l'époque de Louis XIV*, Paris, Picard 1909, in-8° ; *id.*, *La contribution du Clergé de France à l'impôt pendant la seconde moitié du règne de Louis XIV (1689-1715)*, Paris, Picard, 1910, in-8°.

(2) Sur ce principe même je ne serai pas d'accord avec M. Lepointe, qui dit, p. 311, qu'il est fondé sur l'idée « du consentement à l'impôt par le contribuable... familière à nos conceptions modernes ». Ce n'est pas tout à fait exact : le vote de l'impôt sur le contribuable n'est pas en contradiction avec le caractère obligatoire reconnu à cet impôt. Au contraire, le don gratuit est une pure libéralité : par définition même il exclut toute obligation de participer aux charges de l'Etat.

A la suite de ces pages émues, M. Levy-Brühl a publié une série de lettres inédites de Jaurès, des lettres de jeunesse, pleines de bonhomie et de grâce.

R. P.

*
*

Maxime LEROY. — *Henri de Saint-Simon* (Paris 1924, Marcel Rivière ; in-12, XIX-193 p.).

Cent ans après sa mort, le comte Henri de Saint-Simon fait encore des disciples, aussi fervents et de même enthousiasme que ceux de 1830. Sa doctrine suscite encore des commentaires, des apologies et des continuations pratiques. Nous avons signalé ici même la savante réédition que MM. Bouglé et Elie Halévy ont donnée de l'*Exposition de la Doctrine saint-simonienne*. Aujourd'hui, c'est M. Maxime Leroy qui écrit, sur le Maître, un livre plein de foi, mais non dépourvu de finesse analytique et critique.

Il voit en Saint-Simon l'annonciateur de toute la pensée moderne et l'esprit qui a le plus agi, par ses suggestions, ses « vues », plus encore que par un système cohérent, sur les penseurs sociaux de notre époque. Saint-Simon a permis la substitution de l'idéal social à l'idéal religieux et, mieux qu'Auguste Comte, il a hypostasié la société au-dessus de l'individu, de ses forces et de ses fins personnelles. C'est lui encore, nous dit M. Leroy — mais ici peut-être fait-il la part trop belle à son auteur — qui a fondé la science sociale en affirmant la possibilité de découvrir les lois des phénomènes sociaux comme celles des phénomènes physiques et qui nous enseigne, aujourd'hui encore, la possibilité et la nécessité de pratiquer une politique expérimentale.

Présentant, dans un premier chapitre « l'œuvre et l'homme », l'auteur rejette toutes les opinions qui tendent à faire de Saint-Simon un Illuminé ou un Messie et s'efforce de nous le dépeindre comme un esprit parfaitement sain et comme une intelligence entièrement contrôlée par la raison. Mais il nous montre toute la capacité d'enthousiasme du philosophe, son ardeur à vouloir connaître et deviner toujours davantage dans la nature et dans l'humanité et tout le « rayonnement spirituel » qui émanait d'un tel cerveau.

Saint-Simon, physicien social, ne donne pas dans un scientisme d'utopiste primaire ; il a le sens du progrès mais aussi de la lenteur du progrès ; il pratique le culte de la raison, mais il fait une large place à la sentimentalité dans l'explication des actions humaines. Sa philosophie du travail est particulièrement bien mise en valeur par M. Leroy : le travail, fonction sociale, créateur d'ordre et ordre lui-même, devient la raison d'être de l'homme vivant en société ; c'est ce qui explique le rôle fonctionnel du producteur dans le gouvernement politique et dans l'administration des choses, tels que les conçoit Saint-Simon : « une civilisation professionnelle, une administration professionnelle », voilà l'anticipation saint-simonienne, en passe de se réaliser dans le monde contemporain.

Par sa philosophie du travail, qui met la production au premier plan de la vie et de la pensée, Saint-Simon est l'ancêtre à la fois de l'industrialisme et du socialisme et, dans des pages ingénieuses, M. Maxime Leroy montre comment, de cette philosophie, peuvent aussi se réclamer

certaine renaissance de l'art et la politique de coopération internationale, dont la société des Nations est déjà la manifestation, d'ailleurs encore imparfaite. Bref, et contrairement aux conclusions de certains de ses historiens qui virent en lui un aristocrate et même un féodal (Faguet), Saint-Simon fut avant tout un démocrate.

Un Saint-Simon rationaliste et démocrate, telle est la figure que M. Maxime Leroy a dessinée avec beaucoup de fermeté et éclairée des remarques les plus pénétrantes sur la pensée du philosophe.

Ce livre marquera dans la bibliographie saint-simonienne. Signalons-en, pour terminer, la très belle préface où l'auteur exprime, en s'inspirant de Saint-Simon, de hautes pensées de tolérance et de pacifisme (1).

R. P.

*

* * *

Etienne MARTIN-SAINT-LÉON, conservateur de la Bibliothèque du Musée social. Plon, 1923, fr. 3, 1 vol. 1-12 de 134 pages, Bibliothèque du Musée social, Paris, *Les deux C. G. T., Syndicalisme et Communisme*.

L'auteur dont on connaît les nombreux travaux historiques et documentaires sur le mouvement social, s'est attaché dans ce petit livre à marquer la genèse des deux grandes organisations syndicales françaises à l'heure actuelle, la C. G. T. et la C. G. T. U.

Après un rapide résumé de l'histoire du mouvement syndical français jusqu'en 1914, et des vicissitudes du syndicalisme ouvrier et de la C. G. T. pendant la guerre, il indique rapidement les causes et les effets de la grande crise morale de 1918 et explique ainsi les mouvements qui se sont produits au sein de la C. G. T. depuis l'armistice jusqu'à la scission de décembre 1921.

Cette scission s'explique par l'action des minoritaires et la pratique du noyautage recommandée aux syndicalistes communistes français par la troisième Internationale.

Dans la seconde partie de son livre, la plus importante, M. Martin Saint-Léon suit, à travers les débats des Congrès et de la presse d'extrême-gauche la cristallisation de tendances sociales du prolétariat, organisé autour de la C. G. T. « Lafayettiste » et de la C. G. T. U.

Il donne de rapides indications sur la doctrine sociale de la C. G. T., son organisation intérieure, ses statuts, son budget, ses effectifs.

Il se livre ensuite au même travail d'analyse pour la C. G. T. U.

Puis, en quatre pages, vraiment un peu trop rapides, il traite de l'Internationale communiste de Moscou et de « sa satellite » l'Internationale syndicale rouge.

Enfin, il termine son petit volume par une bibliographie qui rendra des services, les titres des livres et des brochures étant suivis de l'indication de leur numéro de catalogue à la bibliothèque du Musée social.

E. L.

(1) « Avec saint Simon, souhaitons des règles de vie, un gouvernement selon la science, nous voulons dire selon les indications d'un fort et beau scepticisme scientifique qui, socialement, s'exprimera en pardon, en solidarité, en tolérance » (p. XVIII). Nous n'avons qu'un mot à reprendre ici : scepticisme ; relativisme nous eût paru plus exact.



Albert MILHAUD. — *La Reconstruction du Monde. Chroniques du temps présent* (Paris, Dunod, 1924 ; in-12, 486 p.).

Ce livre répond plus à son sous-titre qu'à son titre principal ; l'auteur ne nous apporte aucun plan pour remettre de l'ordre dans le chaos économique et politique où nous vivons, mal, depuis quelques années ; il s'est borné à réunir des articles écrits, de mois en mois, depuis le début de 1919, et qui résument les principaux événements diplomatiques ou politiques survenus à l'époque. La documentation de l'auteur est empruntée aux journaux quotidiens, à quelques ouvrages écrits par ses confrères, chroniqueurs étrangers ou français, aux discours des hommes d'Etat. M. Milhaud ne craint pas de citer longuement ses auteurs, de sorte que ses opinions personnelles apparaissent rarement dans cet épais volume et qu'on y chercherait en vain les éléments d'une pensée politique constructive ou seulement synthétique.

Malgré ce défaut, le livre intéresse ; chacune de ses pages nous rappelle un espoir ou une déception, on y retrouve le récit de faits de controverses, de litiges qui, à l'époque, nous émurent et qui, du recul de quelques petites années, paraissent déjà mesquins et sans importance intrinsèque. Pareille constatation ne fait d'ailleurs que renforcer l'impression d'impuissance et de sécheresse que donne, depuis cinq ans, l'action ou l'agitation de la diplomatie européenne. Le plus clair de toute cette histoire d'après guerre, c'est qu'on n'a pas su faire la paix, ni *a parte ante* en liquidant proprement le passé ni *a parte post*, en détruisant les germes de conflits futurs.

R. P.



Antonin MIROUZE. — *Il faut faire la révolution fiscale en remplaçant les impôts actuels par un impôt unique, qui sera perçu automatiquement* (Paris, Marcel Giard, 1924. In-8°, 264 p.).

Le titre de cet ouvrage est un peu long, mais expressif, et l'auteur le justifie en nous donnant un historique de la fiscalité, un examen critique des impôts actuels et enfin l'exposé de son système. Des trois parties de ce livre, la première eût pu, sans inconvénient être épargnée ; faire tenir en cinquante pages l'histoire fiscale universelle, depuis les Assyriens jusqu'à nos jours, et une besogne d'où ne peut résulter qu'un exposé superficiel.

Les critiques que M. Mirouze formule contre les impôts actuels révèlent un praticien très exercé des questions fiscales et nous ont paru très justes. On ne peut que souscrire à ce qui nous est dit de l'insuffisante productivité des cédules de l'impôt sur le revenu ou de la taxe sur le chiffre d'affaires. Mais on jugera quelque peu arbitraire l'évaluation que l'auteur cherche à faire de ce que devrait être leur productivité réelle ; il ne peut, ici, construire que des hypothèses et parfois sur des chiffres eux-mêmes hypothétiques et ses démonstrations ne sauraient valoir qu'à titre d'indications.

Quant au système d'impôt unique qui doit remplacer la multiplicité

des taxes actuelles, il se ramène, en somme, à un impôt général sur le chiffre d'affaires, cette expression devant s'entendre le plus largement possible. Toutes les recettes, tout encaissement de somme quelconque ayant le caractère de revenu et faits par les personnes habitant le territoire national donneraient lieu au paiement de l'impôt. L'originalité du système consiste surtout dans le mode de perception de l'impôt. L'Etat émettrait une « monnaie fiscale » en coupures diverses et tout créancier serait tenu de se procurer aux guichets du Trésor des coupures fiscales ayant la même valeur nominale que les paiements qu'il aurait à recevoir. Ces coupures seraient datées et signées par lui et remises à son débiteur à titre de reçu, à l'exclusion de toute autre quittance.

Avec beaucoup de force et d'ingéniosité, M. Mirouze s'attache à montrer que son système serait productif, équitable, qu'il échapperait à la fraude ainsi qu'à toute complication dans la perception. Sans lui contester certains mérites, on peut redouter les difficultés que rencontrerait cette circulation spéciale venant doubler la circulation monétaire actuelle déjà si encombrée. Quant à l'adoption effective de ce système, l'auteur semble croire qu'elle ne peut tarder en France. Il nous permettra de rester plus sceptiques que lui.

R. P.

*
* *

Jean DE MONTÉTY. — *Les banques et la politique de placement à l'étranger* (Thèse pour le doctorat, Paris, Vie Universitaire, 1923 ; in-8°, 80 p.).

Etude sommaire des causes et des conséquences des placements extérieurs. Avant 1914, les banques, pour obéir aux suggestions gouvernementales ainsi qu'aux désirs de la clientèle, autant que par attrait pour de plantureuses commissions, ont facilité à l'épargne française l'achat de valeurs étrangères.

Ce portefeuille, exagérément développé, n'en rendit pas moins service, au cours des années de guerre, pour le maintien de notre crédit. Mais il est sage de proportionner l'emploi des capitaux au dehors à celui que réclament les besoins économiques à l'intérieur.

On ne doit ni condamner ni approuver entièrement la politique des placements à l'étranger ; il faut seulement lui demander de la mesure et du discernement, selon les circonstances et, pour arriver à une parfaite adaptation de cette politique bancaire aux besoins du pays, le mieux, pense M. de Montéty, est encore de laisser la pleine liberté au marché des capitaux.

R. P.

*
* *

Pierre NOËL. — *L'Allemagne et les réparations* (Paris, Payot, 1924 ; in-8°, 224 p.).

L'ouvrage de M. Noël contient un exposé clair et précis des diverses négociations et des documents officiels relatifs à la fixation de la dette allemande et à l'exécution des réparations dues aux Alliés.

Comment a été envisagé le problème des réparations lors de la Conférence de la paix, comment ont été évalués les dommages, quelles méthodes ont été imaginées pour assurer le recouvrement de la créance interalliée, c'est tout d'abord ce que nous montre M. Noël.

Il recherche ensuite — et sur beaucoup de points ses conclusions se trouvent confirmées par le rapport des experts auquel son livre est antérieur — quelles sont les capacités de paiement de l'Allemagne. Il établit qu'elle est capable d'acquitter sa dette et préconise, en vue d'en faciliter la libération, une large entente économique franco-allemande.

L'ouvrage de M. Noël, dont la documentation a pu être puisée aux meilleures sources (l'auteur fut attaché à la C. D. R.), et qui est établi avec beaucoup de soin et de netteté, constitue l'un des meilleurs exposés d'ensemble du problème des réparations que nous ayons lus jusqu'ici.

L'auteur s'est beaucoup moins préoccupé de critiquer que d'exposer ; il aurait pu, cependant, à certains endroits, préciser davantage les raisons des faits qu'il relate : ainsi p. 35, indiquant la chute subie par le mark de mars 1922 à juillet 1922, il omet de signaler qu'entre temps, on avait brusquement interrompu les travaux du comité des banquiers convoqué pour l'étude d'un emprunt international destiné aux réparations. A la page 33, il expose que « le Parlement français s'inquiète de la tournure que prenaient les négociations [de Cannes] ; l'apprenant, M. Briand revint à Paris et donna sa démission ». S'il nous souvient bien, le Parlement ne s'était point ému ; l'alerte fut donnée par le Président de la République et par M. Poincaré, candidat impatient à la Présidence du Conseil. Quant à la Chambre, elle vota la confiance à M. Briand, qui, cependant, maintint sa démission.

Malgré le souci qu'il prend d'éviter tout ce qui pourrait ressembler à une critique de notre politique des réparations le livre de M. Noël reste un guide commode et précis pour l'étude des laborieuses années de négociations entre débiteurs et créanciers qui viennent de s'écouler.

R. P.



Gilles NORMAND. — *Les Sociétés de crédit et les banques à succursales en France* (Paris, Perrin, 1924 ; in-12, 209 p.).

La seconde partie de ce livre est composée d'une suite de notices comme il s'en trouve dans les annuaires financiers, et qui sont consacrées aux grandes banques françaises, dont elles résument les statuts et fournissent les plus récents bilans. Quant à la première partie (116 p.), elle rappelle d'abord, en une série de courtes notes, l'histoire de nos principales banques, puis insiste sur le développement continu, depuis vingt ans, des succursales des grands établissements de crédit dans la plupart des villes de province. Après une description du fonctionnement des succursales bancaires, qui en est la meilleure partie, le livre se termine par deux chapitres rapides sur la présence et l'action des banques étrangères en France et des banques françaises à l'étranger.

De cet état descriptif M. Normand tire quelques remarques, notamment celle-ci : que la banque purement locale et sans rayonnement est destinée à disparaître ; que toute banque pour remplir son rôle, doit se compléter par des filiales et des succursales.

Tout cela, comme on le voit, n'a rien de particulièrement original et ne saurait rien apprendre de bien neuf à quiconque est tant soit peu au courant de l'activité bancaire et parcourt régulièrement la presse financière. Aussi ne s'explique-t-on pas comment M. Normand a pu, dans sa

préface, traiter avec une sévérité dédaigneuse divers économistes français qui ont écrit sur la banque en France des ouvrages ou des articles estimables et que l'étude de M. Normand ne fera certes pas oublier.

R. P.

*
* *

William OUALID. — *Le privilège de la Banque de l'Indo-Chine et la question des banques coloniales* (Paris, Giard, 1923 ; in-8°, 210 p.).

Avant d'étudier en détail la structure et le fonctionnement de la Banque de l'Indo-Chine. M. Oualid expose en deux chapitres très clairs ce qu'est l'organisation des banques de nos vieilles colonies. Banques d'émission, banques d'escompte, telles sont leurs fonctions principales auxquelles la Banque de l'Indo-Chine ajoute celles de banque de change et de banque d'affaires.

Cette extension d'attributions justifierait un contrôle étroit de la puissance publique ; or, il se trouve que la Banque de l'Indo-Chine est un organisme purement privé constituant lui-même son Conseil et vivant en fait dans la dépendance des grands établissements de crédit, alors que les banques coloniales ordinaires, au champ d'action plus restreint, présentent presque le caractère d'établissements publics. Tout en faisant une critique aussi judicieuse que modérée de la politique financière de la Banque, tout en montrant les réformes utiles qu'il conviendrait d'apporter au privilège dont jouit cette institution, M. Oualid aborde les principaux problèmes de l'économie financière Indo-chinoise. Il insiste notamment sur les particularités du régime monétaire et étudie la possibilité de stabiliser le taux de la piastre par rapport au franc français. Il conclut très fermement à la nécessité d'un contrôle effectif du Gouvernement sur la Banque de l'Indo-Chine, ce qui aurait pour effet de la soumettre au même régime que toutes les autres banques d'émission. Les raisons qu'il apporte à l'appui de sa thèse font que ce livre n'est pas seulement utile à l'histoire des institutions coloniales, mais qu'il contribue aussi d'une manière intéressante à la théorie de l'émission monétaire.

R. P.

*
* *

Henri PIRENNE. — *Une histoire économique et sociale de la guerre* (extr. du Bulletin de l'Académie royale de Belgique, classe des lettres, avril 1924, 19 p.).

En quelques pages, pleines de faits et d'idées, M. Pirenne décrit l'œuvre grandiose entreprise par la « Dotation Carnegie ». Celle-ci, se proposant d'évaluer « les troubles causés par la guerre dans le développement général de la civilisation », chargea le professeur J.-T. Shotwell de tracer les grandes lignes du projet (1). On a prévu la confection de

(1) Voy. J.-T. SHOTWELL, *Economy and social history of the world war, outline of plan*, Washington, 1922, et sa communication à l'Académie des Sciences morales (*Comptes rendus* 2^e semestre, pp. 133 et sq.).

150 volumes. intéressant seize nations belligérantes ou neutres ; on a fait appel à la collaboration, non seulement d'historiens, mais d'hommes qui, pendant la guerre, avaient participé au fonctionnement de services économiques et sociaux. Le travail sera grandement facilité par les bibliothèques de guerre, qui, au cours même des hostilités, ont réuni et conservé tant de documents précieux.

La collection comprendra des guides bibliographiques et des monographies, d'un caractère souvent très spécial, dont M. Pirenne nous donne l'énumération, qui, par elle-même, est éloquente. Cette grande enquête profondément différente des œuvres officielles des divers États belligérants constituera une œuvre scientifique, comme il n'en a jamais été entrepris, elle ne se restreindra pas à la période des hostilités mais elle comprendra bien souvent l'époque d'après guerre. « Se plaçant, conclut M. Pirenne, en dehors et au-dessus des États particuliers, cette œuvre prétend embrasser dans leur ensemble les conséquences d'une guerre qui a bouleversé toutes les conditions d'existence de l'humanité ; elle nous présente une application de grand style de la méthode comparative qui seule peut assurer à l'histoire le caractère objectif de la science ». Elle apparaît donc comme une revanche et une réparation du grand dommage que la guerre a causé à l'histoire lorsque les militaires et les politiques l'ont invitée « à se jeter dans l'arène », ce qui, comme le remarque fortement M. Pirenne, « lui a fait perdre ce en quoi consiste son essence même : la critique et l'impartialité ».

H. S.

Marcel POÈTE. — *Une Vie de Cité. Paris, de sa naissance à nos jours. I. — La jeunesse. Des origines aux temps modernes* (Paris, Aug. Picard, 1924 ; in-8°, XXXI-526 p.).

L'histoire de Paris a donné lieu à tant de livres qu'une bibliothèque spéciale leur a été consacrée dans la capitale, dont précisément, l'auteur de ce livre est le conservateur. Est-ce à dire que M. Marcel Poète n'ait fait qu'ajouter aux livres dont il a la garde un volume de plus, les résumant, et conçu d'après la même méthode ? Si même il en était ainsi, le talent et la compétence de l'auteur eussent rendu des plus utiles une pareille mise au point des travaux antérieurs. Mais, en réalité, c'est tout autre chose qui nous est offert ici.

« Une vie de Cité », ce n'est ni une simple description topographique et architecturale du vieux Paris, ni un recueil d'anecdotes propres à faire revivre le passé en tableaux pittoresques, c'est tout cela et plus encore. L'auteur a considéré Paris comme un être collectif et vivant, dont l'évolution continue a modifié les aspects, les fonctions, l'influence sous l'action de mille courants et causes d'ordre physique, économique et politique. Il suit avec une minutie précise les transformations de la ville, nous en montre les aspects successifs en en expliquant la raison d'être et, pour cela, il fait appel aux données et aux méthodes de toutes les sciences sociales depuis la géographie économique jusqu'à l'histoire politique ou religieuse et à la psychologie.

Aussi serait-ce inexactement caractériser une œuvre de cette sorte que de parler à son propos d'une contribution à l'histoire de Paris ; c'est plutôt à l'histoire naturelle de la capitale qu'il faudrait dire et en

entendant cette science comme s'appliquant à l'étude de la vie psychologique aussi bien qu'à celle de la vie organique.

« Les phénomènes urbains sont le produit de multiples actions conjointes », nous dit M. Poète, et c'est en ne perdant jamais de vue une telle notion qu'il est parvenu à réussir complètement sa tentative de description explicative d'une évolution aussi complexe que celle de Paris. Pour discerner le « fait urbain » dans le recul des temps, il n'est pas seulement indispensable de réunir une documentation copieuse, (à cet égard, la préface de ce livre énumère les sources d'archives, les documents statistiques, sources narratives etc... auxquels l'auteur a puisé), il est nécessaire aussi de posséder ce sens historique et l'art de se tenir en contact ininterrompu avec la réalité et c'est peut-être la qualité qui apparaît le plus vivement ici.

Nous ne saurions analyser complètement le contenu de cet ouvrage ; néanmoins il est bon d'indiquer, d'après M. Poète, les diverses phases de la genèse de la grand'ville. « A l'origine de Paris est le chemin, la grande voie de passage,... L'histoire primitive de Paris n'est au fond qu'une histoire de routes » (pp. 28-29) par lesquelles viennent les conquérants et les marchands. C'est ainsi que les fouilles indiquent jusqu'à quatre ou cinq voies superposées dans la vieille artère parisienne, la rue Saint-Jacques, démontrant que, de tout temps, Paris fut « la ville sur le chemin ». C'est sur le « carrefour de plateaux calcaires favorisant le cheminement humain primitif », que la ville romaine s'établit, au I^{er} siècle, et que le christianisme s'installe. Obligée, de bonne heure, de se fortifier, cette nécessité lui impose des conditions de repliement sur soi, d'entassement qui influent encore sur sa physionomie actuelle. Edifices religieux, fortifications, marchés s'édifient à mesure que la ville assume les fonctions de lieu de pèlerinage, de retraite pour les gens du plat pays, de halte pour les trafiquants. La ville reste longtemps à l'âge agricole, mais du fait qu'elle est le centre de domaines seigneuriaux importants, elle devient un organe de relations entre eux et l'atelier de la production industrielle dont ils ont besoin. Dès lors, la ville, agglomération de marchands et de gens de métiers, se distingue nettement de sa banlieue ; le sol cesse d'y apparaître comme le principe de toutes choses et la richesse mobilière s'y développe avec toutes les conséquences juridiques, économiques et morales de ce phénomène.

La population augmente ; une ceinture de cultures maraîchères entoure la ville pour l'alimenter aisément. La vie y devient facile et prépare Paris à jouer son rôle de centre politique et intellectuel. Une nouvelle figure en résulte pour la ville qui va recevoir nombre d'éléments étrangers venus pour y répandre ou pour y recevoir la science, pour y goûter le loisir et c'est, au XII^e, la rive gauche qui prend sa physionomie de cité intellectuelle. Le facteur politique complète cette transformation quand Paris devient la résidence des rois capétiens autour de laquelle s'agglutinent les hôtels et manoirs seigneuriaux. L'afflux de cette population nouvelle attire à Paris les industries de luxe qui, depuis lors, ne cessent de s'y développer. Les classes sociales les plus diverses se mêlent ou se coudoient dans la capitale ; de nouveaux besoins économiques déterminent des faits urbains nouveaux ; des particularités géographiques comme l'existence du fleuve engendrent, à leur tour, des séries de conséquences économiques ; la physionomie de la ville se complique. Marché, ville politique, ville d'églises et de collèges, centre d'attraction pour la population régionale, elle s'adapte successivement, par de nouveaux organes, à ses multiples fonctions.

Pas une des particularités de cette lente croissance qui ne trouve sa raison d'être et que le savant historien de Paris ne nous explique. Son livre abonde en descriptions, en récits, en études de mœurs, dont la multiplicité ne cesse d'être aisément compréhensible, grâce à l'idée directrice, à la méthode qui en ordonnent l'ensemble.

On ne saurait trop louer la réussite d'un pareil ouvrage, qui a exigé la mise en œuvre de tant de matériaux et qui, sur un sujet tant de fois traité, a su projeter des clartés nouvelles et nous donne de l'histoire de Paris une connaissance plus approfondie, parce qu'elle est plus rationnelle.

R. P.



Robert REDSLOB, professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de l'Université de Strasbourg. — *Le Régime parlementaire. Etude sur les institutions d'Angleterre, de Belgique, de Hongrie, de Suède, de France, de Tchéco-Slovaquie, de Prusse, de Bavière et d'Autriche.* (1 vol. in-8°, de la Bibliothèque Internationale de droit public, 356 pages, Paris, Giard, 1924, fr. 25).

Le professeur Redslob s'est proposé dans cet ouvrage, non seulement de décrire dans leur évolution et dans leur forme présente les institutions parlementaires dans les pays européens où elles sont le plus intéressantes à étudier, mais encore de dégager la formule du régime parlementaire véritable pour le comparer avec les différentes variantes que ce régime a pu subir suivant les temps et les lieux.

Pour M. Redslob, le régime parlementaire est essentiellement un système d'équilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif, équilibre caractérisé par l'interdépendance des deux facteurs, et garanti, en cas de heurts, par la faculté de dissolution anticipée du Parlement ; il faut, suivant l'auteur, pour que le régime parlementaire fonctionne normalement, que, les pouvoirs exécutif et législatif se tenant tête, aucun d'eux ne possède une autorité supérieure lui permettant de dominer l'autre. Les deux pouvoirs ont un maître commun, la nation souveraine. Toute crise doit donc être liquidée par une dissolution du Parlement.

C'est cette définition initiale que l'auteur, dans des chapitres d'une parfaite clarté, nourris par une vaste érudition historique, s'attache à vérifier.

Si, sur l'évolution du régime parlementaire en Angleterre, l'auteur n'a pu naturellement apporter des clartés nouvelles, mais seulement mettre les problèmes au point, en les poussant jusqu'à la réunion d'octobre 1922, qui au Carlton Club amena la dissolution du gouvernement de Coalition présidé par M. Lloyd George, il apporte en revanche sur l'application du régime parlementaire en Belgique, sur l'évolution des institutions parlementaires en Hongrie et en Suède, sur les nouvelles constitutions parlementaires de Tchéco-Slovaquie, d'Autriche, du Reich et de plusieurs des Länder allemands (1) des renseignements fort intéressants et souvent nouveaux.

La deuxième partie du livre de M. Redslob, qui intéressera le plus les lecteurs français, est celle qu'il consacre à la constitution moderne

de la France. Il déclare très nettement que cette constitution, à son avis, représente « le régime parlementaire dans sa forme inauthentique ».

Le Président de la République est dans un état de dépendance par rapport aux Chambres ; il est soumis à leur juridiction ; il ne participe pas à la révision constitutionnelle. Il est incapable de tenir tête aux Chambres.

D'autre part, l'infériorité de l'Exécutif mène à une conséquence capitale, qui vicie tout le système : la dissolution ne fonctionnant pas en France, l'appel au peuple est en fait impraticable. Le fatal précédent de la dissolution de 1877 a fait tomber en désuétude le pouvoir de dissolution. De là, une suprématie définitive du Parlement, une définitive diminution du Président, qui sont contraires, suivant l'auteur, à la notion même du régime parlementaire.

La dissolution n'étant plus pratiquée, les partis n'ont pas d'intérêt à se constituer fortement au sein du Parlement. Une multiplicité de groupes indisciplinés se substituent au jeu normal des partis, d'où instabilité du Gouvernement.

L'interpellation en France « n'est pas l'attaque d'un parti susceptible de former lui-même une majorité dans la Chambre et de saisir le pouvoir, mais l'attaque isolée d'un homme politique ou d'un groupe qui amènent la crise par une majorité de hasard et qui sont incapables de la dénouer par eux-mêmes ».

M. Redslob montre, par une analyse poussée dans le détail des divers rouages de la machine parlementaire française, que ceux-ci ne jouent point dans les conditions d'existence théorique du régime parlementaire.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter les conclusions de M. Redslob, et de rechercher notamment si, dans la pratique, le système ou l'absence de système qui caractérise la vie politique française, a donné des résultats inférieurs à la pratique constitutionnelle de tel ou tel pays étranger. Du moins est-il juste de dire, quelques conclusions que l'on adopte, que le beau livre de M. Redslob constitue la meilleure introduction que l'on puisse souhaiter à cette grande controverse.

E. L.

*
* *

Bertrand RUSSELL. — *Principes de reconstruction sociale*, traduit de l'anglais par E. de Clermont-Tonnerre ; vol. in-8° de 182 pages, Paris, Payot, 1924.

Ce livre est le résultat des méditations politiques du grand mathématicien anglais, l'un des esprits les plus puissants, les plus originaux et aussi les plus paradoxaux de notre époque. L'inspiration en est généreuse et hardie, si les théories y sont souvent un peu confuses et quelquefois obscures. Du moins, les idées directrices, annoncées dès la préface, s'y dégagent-elles très nettement.

La philosophie sociale de M. Russel est fondée sur ce principe que « pour façonner la vie des hommes, l'impulsion a plus de force que le but conscient ». La plupart des impulsions sont, ou bien des **impulsions de possession**, tendant à acquérir ou à garder quelque chose ne pouvant être partagé, ou bien des **impulsions de création** « visant à introduire dans le monde une chose remplie de valeur telle que la connaissance,

l'art, la bonne volonté, sans toutefois constituer un bien privé ». La vie supérieure est celle qui est basée sur des impulsions de création, la vie inférieure celle qui est inspirée par l'amour de la possession.

Or, suivant l'auteur, l'Etat, la guerre et la propriété sont les principales formes des impulsions de possession ; l'éducation, le mariage et la religion « devaient personnifier les impulsions créatrices, bien qu'elles le fassent jusqu'à présent de façon très inadéquate. » Le but de la politique devrait être la libération de la puissance créatrice.

Dans un chapitre particulièrement important sur la propriété, Russell met en garde le mouvement travailliste, qui a toutes ses sympathies, contre divers écueils. Il expose ensuite que les maux du système actuel résultent de la séparation qui existe entre les intérêts du consommateur, du producteur et du capitaliste. « Le système coopératif unit les intérêts du consommateur et du capitaliste ; le syndicalisme voudrait unir les intérêts du producteur et du capitaliste. Rien n'amalgame les trois groupes, et n'appareille les intérêts de l'industrie à ceux de la communauté. Aucun d'eux, par conséquent, ne pourrait entièrement empêcher un conflit industriel ou obvier à la nécessité de recourir à l'Etat comme arbitre. Mais tout vaudrait mieux que le système actuel ; et probablement un mélange de syndicalisme et de la coopération remédierait à la plupart des maux de l'industrialisme actuel ».

Cette démocratie industrielle, dont Russell trace les grandes lignes, est-ce la société socialiste ? Russell, en tout cas, ne le pense point ; car, écrit-il, « un tel système requiert l'abolition des propriétaires fonciers et la diminution des capitalistes, mais il n'impose pas l'égalité des gains et, différent du socialisme, il n'est pas un système statique ou final : à peine plus qu'un cadre pour l'énergie et l'initiative ».

E. L.

*
* *

Sir Paul VINOGRADOFF. — *Principes historiques du Droit* (Paris, Payot, 1924. Trad. fr. de P. DUEZ et F. JOÛON des Longrois, in-8°, 418 p.).

Ce livre n'est que l'introduction d'un travail monumental que l'auteur est en train d'édifier et dont l'objet est de montrer comment les concepts fondamentaux du droit s'élaborent et se transforment en fonction des circonstances historiques et des éléments constitutifs du milieu où ils apparaissent.

La première partie de ce volume contient une véritable philosophie du droit. Sir Paul Vinogradoff s'attache d'abord à montrer les liens nombreux qui unissent le droit à des sciences telles que la logique, la psychologie, l'économique, ainsi qu'aux doctrines politiques et sociales. Il examine ensuite les méthodes suivies dans l'élaboration de la théorie juridique par les rationalistes, les évolutionnistes, les nationalistes et termine en traçant un tableau des tendances modernes du droit dans la plupart des peuples.

Cet ample tableau, composé avec beaucoup de sûreté et dont tous les détails sont mis en bonne lumière, fait apparaître l'existence de certains types historiques comme base d'une théorie générale du droit. C'est à les dégager que seront consacrés les volumes que l'auteur doit ajouter à celui-ci, et dont le premier — relatif aux principes juridiques de la cité grecque — vient de paraître en anglais.

Ici, M. Vinogradoff nous expose les caractères généraux du droit de la tribu. S'aidant de l'abondante littérature, de l'ethnologie et de la sociologie contemporaines, il décrit la condition des personnes, les règles du droit familial, le régime de la propriété dans les tribus sauvages. Cette étude constitue un excellent résumé d'un nombre très considérable de travaux, et dont la bibliographie ainsi que les nombreuses références de l'ouvrage permettent d'apprécier la diversité.

Il est à souhaiter que M. Vinogradoff puisse mener à bien la vaste synthèse qu'il a entreprise et que son immense érudition aussi bien que son talent d'exposition lui permettront de réaliser aussi bien qu'on peut le désirer. Souhaitons aussi que la traduction de ses volumes futurs soit aussi élégante et précise que celle du livre traduit par MM. Duez et J. des Longrais.

R. P.



Wirtschaft und Gesellschaft. — *Beiträge zur Ökonomik und Soziologie der Gegenwart. Festschrift für Franz Oppenheimer*, 1 vol. gr. in-8° de 484 p. Frankfurter Societätsdruckerei, 1924.

À l'occasion du soixantième anniversaire de Franz Oppenheimer, un certain nombre de disciples et de collègues du grand sociologue allemand ont publié des travaux qu'ils ont réunis dans ce volume. La plupart de ces études mériteraient une analyse plus étendue que celle qu'il nous serait possible d'en donner ici.

A regret, nous devons nous borner à en signaler le sujet. M. Robert Wilbrandt de Tübingen traite du problème central de l'économie politique considérée comme science pratique ; l'éminent philosophe friésien de Göttingen, Leonard Nelson, des questions philosophiques préalables de la politique sociale ; M. Carl Brinkmann, de la productivité et des valeurs idéales ; M. Bruno Schultz, de Dresde, et Mlle Frieda Wunderlich, de Berlin, de la notion et des fins de l'économie ; M. Adolphe Löwe de la théorie économique de l'impérialisme ; M. Fritz Sternberg, de Breslau, de l'intérêt et de la théorie de la population ; M. Robert Michels, de Bâle, apporte une pénétrante critique des théories eudémonistes en économie politique ; M. Spanjer, de la Haye, se pose la grave question de l'influence de l'application des inventions qui permettent des économies de travail sur les salaires ; M. Josef Macek, de Prague, traite de l'égalité ; M. Fritz Edinger, de la notion de besoin et de dépense dans la théorie et la politique économiques ; M. Siegfried Buäge, de la valeur interne de la monnaie I ; M. Kurt Bloch de la sociologie des révolutions modernes ; M. Gottfried Salomon, de l'histoire comme idéologie.

Un certain nombre d'intéressantes dissertations concernent plus directement l'histoire économique et sociale ou l'histoire des doctrines : ce sont celles de M. Erich Preiser sur l'essence de la théorie marxiste des crises ; de M. Wilhelm Vershofen sur l'inflation or aux Etats-Unis ; de M. Charles Gide sur la colonisation sioniste ; de M. Miroslaw Hlavka, de Prague, sur la réforme agraire en Tchéco-slovaquie ; de M. Fedor Schneider sur la Genèse sociale de la Renaissance ; de M. Gustav Mayer sur l'histoire chez Vico et Montesquieu ; enfin celle de M. Erik Nölting sur le socialisme libéral de Franz Oppenheimer comme idéolo-

gie prolétarienne : l'auteur se demande pourquoi la pensée authentiquement socialiste d'Oppenheimer n'anime pas directement les partis socialistes et les organisations prolétariennes, à un moment surtout où la faillite des données essentielles du marxisme paralyse jusqu'à l'action émancipatrice des classes laborieuses ; il explique le malentendu « tragique » entre Oppenheimer et la Sozialdemokratie allemande par l'emprise persistante de doctrines périmées ; par l'appel fait par Oppenheimer, non à un simple mouvement de classe, mais au sens social le plus général et le plus élevé ; par le caractère proprement scientifique de l'œuvre d'Oppenheimer, qui la distingue de l'œuvre « eschatologique et mystique » de Marx ; etc. M. Nölting s'attache ensuite à déterminer les doctrines fondamentales et les directions de pensée essentielles par lesquelles le socialisme libéral de Franz Oppenheimer pourrait aujourd'hui remédier à la crise de la pensée socialiste.

E. L.

*
* *

Gabriel WERNLÉ. — *La Suisse et nous* (Paris, Soc. Anon. d'Éditions, 1923 ; in-12, 218 p.).

L'auteur de ce livre, qui s'est fait connaître en France par son ouvrage, écrit en collaboration avec M. Wulfsohn, sur l'évasion des capitaux allemands, nous donne ici un exposé très documenté des forces économiques de la Suisse.

Il étudie principalement ce qu'ont été et ce que peuvent devenir les échanges commerciaux franco-suisses et donne de judicieux conseils en vue de leur développement. La Suisse constitue pour la France un marché de premier ordre, mais d'où la concurrence n'est point bannie, loin de là ! Il faut donc surveiller et soigner ce marché, si on veut le conserver et un traité de commerce, sachant imposer, de part et d'autre, de sages limites au protectionnisme, s'impose entre les deux pays dont il doit, pour leur commun avantage, resserrer les liens économiques.

R. P.

*
* *

Simon ZAGORSKY. — *La Renaissance du Capitalisme dans la Russie des Soviets* (Paris, Giard, 1924 ; in-8°, 447 p.).

Après avoir publié diverses études sur la vie économique de la Russie contemporaine, M. Zagorski essaie de nous montrer, dans un travail d'ensemble, les transformations profondes qui s'accomplissent dans ce pays, sous la pression des nécessités économiques.

Le Gouvernement soviétique a dû, bon gré mal gré, se plier aux exigences de la production et de l'échange des biens et, sans abandonner entièrement sa doctrine de centralisation autoritaire des forces économiques, il lui a fallu cependant adopter une nouvelle politique économique, cette *Nep*, dont il est tant parlé aujourd'hui.

Comment cette politique s'est-elle établie, quels en sont les détails, quel usage ont fait les producteurs et les commerçants des quelques libertés recouvrées par eux et quelles conséquences prochaines peuvent en résulter pour la vie économique de la Russie, c'est ce que M. Zagorsky expose, avec une très grande abondance de documents puisés aux sources officielles et avec une grande clarté.

Après l'échec constaté des administrations centrales industrielles, le Gouvernement russe s'est décidé à leur substituer des compagnies fermières, obligatoirement groupées en des sortes de consortiums contrôlés. Peu à peu, le commerce privé, l'entreprise particulière, ont supplanté, dans un élan spontané, les institutions d'Etat et même, semble-t-il, les coopératives. Cela ne va pas sans résistances ; la réglementation subsiste en droit, si elle n'est plus respectée en fait et il en résulte autant d'obscurité pour la connaissance exacte de la vie économique russe que de difficultés pour ceux qui se mêlent pratiquement à cette vie même.

Il est naturellement difficile à qui ne lit pas le russe de contrôler l'exactitude des faits rapportés et surtout de s'assurer que l'auteur en fait une évaluation judicieuse. Mais M. Zagorski cite toujours ses sources avec précision et il possède de la vie russe une connaissance qui peut donner confiance dans son jugement. Nous nous permettrons toutefois de ne point partager son pessimisme en ce qui touche la possibilité pour la Russie de jouer de nouveau un rôle important dans le commerce international. Selon l'auteur, un nouvel équilibre économique se serait maintenant réalisé sans elle et, de ce fait, elle se trouverait pour longtemps éliminée des marchés extérieurs. Au surplus, il serait nécessaire, conclut M. Z., que toute trace de capitalisme d'Etat disparût de ce pays pour qu'il parvienne, tant à sa reconstitution intérieure qu'à la récupération de son influence extérieure.

Nous signalerons, pour terminer, un des plus intéressants chapitres du livre : celui qui traite des aspects sociaux de la Russie actuelle ; l'auteur nous fait voir comment et pour quelles causes la noblesse terrienne a disparu ; comment la classe paysanne moyenne s'est développée en nombre et en puissance économique (ce qui paraît bien avoir été, en tous pays, l'une des conséquences les plus évidentes de la guerre) ; comment est apparue une nouvelle bourgeoisie d'industrie et de négoce et comment malgré tous les efforts de la dictature communiste, les inégalités sociales ont reparu.

A lire ce livre, il n'apparaît pas que le peuple russe soit au bout de ses épreuves ; le capitalisme privé renaît sur les ruines du capitalisme d'Etat et la classe ouvrière russe, profondément désillusionnée, ne voit d'autre issue à l'oppression de l'étatisme que la soumission aux exigences des capitalistes privés, tous intéressés à ce commerce, dont M. Z. écrit qu'à l'heure actuelle, il est le maître de la Russie (p. 430).

R. P.

*
* *

G. ZINOVIEV. — *Notre maître Lénine* (Paris, librairie de l'Humanité, 1924 in-12, 70 p.).

On a réuni, dans cette brochure, une biographie de Lénine écrite de son vivant et qui contient un exposé succinct de ses doctrines, avec quelques articles relatant sa mort et ses funérailles, rappelant quelques souvenirs de son existence et magnifiant sa vie et sa pensée pour les donner en exemple aux militants du communisme.

R. P.

LE SYSTÈME DE LAW & LA PROSPÉRITÉ DU PORT DE NANTES

par GASTON MARTIN
Agrégé d'Histoire et de Géographie.
Docteur ès-lettres.

I

LA SITUATION DU PORT DE NANTES EN 1715

Entre 1700 et 1715, le port et la ville de Nantes sont au tout premier rang parmi les cités commerçantes du royaume. La ville compte, d'après les estimations contemporaines, de 45.000 à 50.000 habitants ; et le rayonnement de son trafic s'étend sur tout l'Atlantique : côtes d'Europe comme côtes d'Amérique. Une statistique de 1704 lui attribue 1332 vaisseaux inscrits à ses rôles d'armement (comprenant du reste les tonnages les plus divers, du trois mâts à la simple barque) ; alors que Bordeaux n'en aurait pas eu plus de 600 ; le total du mouvement annuel paraît s'équilibrer autour de 100.000 tx.

Mais sous cette prospérité apparente, la situation n'est pas sans causer de notables inquiétudes à la caste à la fois orgueilleuse, avisée et active des « négociants armateurs » qui constituent l'aristocratie financière de la grande ville de l'Ouest. Il ne faut sans doute pas en croire absolument les lamentations qui s'exhalent au registre du commerce ; ces délibérations destinées aux ministres ou au roi exagèrent « le malheur des temps » pour obtenir le sort le plus avantageux ; ces grands marchands qui crient misère sont encore parmi les plus riches bourgeois du royaume. Mais, comme au début du siècle précédent, une crise économique grave contrarie les expéditions, fait que l'armement périclité et que les étrangers, spécialement les Hollandais y envoient 50 à 60 vaisseaux par an, contre 10 ou 12 navires indigènes. « Nantes, à cette époque, écrit M. E. Gabory, (1) traversait une crise dou-

(1) E. GABORY : *La Marine et le Commerce de Nantes au xvii^e siècle*. Rennes, Oberthier, 1902, p. 75.

loureuse. L'argent faisait presque complètement défaut. Louis XIV y devait plus de cent mille francs à des matelots ; tous les jours ces malheureux se présentaient inutilement pour réclamer le paiement devant le commissaire, Lusançay. Celui-ci se voyait incapable de solder. Les marins refusaient de servir, les boulangers de faire crédit, même au nom du roi. »

C'est qu'une répugnance extrêmement vive écartait les armateurs nantais de toute opération qui leur semblait contribuer surtout à enrichir les privilégiés qui ne commerçaient pas personnellement : les actionnaires des compagnies fermières ; et que quelques accidents retentissants leur inspiraient une crainte fondée pour les spéculations financières. Les apports de capitaux nantais étaient demeurés minces, malgré les encouragements de Colbert : invitation en 1664 à « s'intéresser » à la compagnie des Indes orientales ; création d'une chambre de direction ; établissement à Nantes des entrepôts de Lorient ; permission aux nantais en 1685 d'armer pour la côte d'Afrique. Il y a beaucoup d'optimisme dans la conclusion que donne à ces efforts l'annaliste Michel Guimar quand il dit (2) « Ces avantages, réunis au succès de nos premiers spéculateurs, déterminent enfin les capitalistes à mettre leurs fonds dehors ; l'émulation renaît, et la ville redevient commerçante encore une fois. En 1715, 87 vaisseaux nous rapportent déjà 10.854 barriques de sucre ».

En fait, le port de Nantes n'entretient guère à ce moment qu'une industrie prospère : le sucre et le « *syrop* », ce que nous appelons aujourd'hui le rhum. Les raffineries y sont au nombre de 12, plus que doublées depuis 1660 ; mais cette progression même pourrait n'être qu'une illusion de richesses ; car elle est due à l'interdiction d'établir des usines aux colonies et au emploi des capitaux qui devenaient ainsi sans utilisation locale : il n'y a plus en 1705 qu'une raffinerie coloniale exploitée par un nantais, à Saint-Domingue.

La traite des noirs n'est pas non plus une source de richesses importantes. Sans doute les navires nantais y participent ; mais au compte des deux compagnies fermières, dont l'une : la compagnie de Guinée et de l'Asiente réunies, fondée en 1584, monopolise le commerce du golfe de Guinée au cap de Bonne Espérance ; dont l'autre, moins florissante : la compagnie du Sénégal, a le privilège exclusif du cap Blanc à la Sierra-Leone.

Nantes s'avère à cette fin du règne de Louis XIV, comme une

(2) MICHEL GUIMAR, Annales Nantaises ou abrégé chronologique de l'histoire de Nantes : Nantes (pp. 664-665). Imprimerie de l'auteur, Place du Pilon, an III.

riche pépinière de marins et de capitaines, comme un port d'échange de produits les plus divers dont un mémoire de la chambre de commerce (3) donne un tableau fort détaillé. Mais comme le dit fort bien le dit mémoire : « Ce que nous envoyons en France nous vient presque tout des pays étrangers ». Il ne s'y est pas créé encore de grosses firmes locales, susceptibles de conserver à la cité le bénéfice de la vente des produits dont les marins nantais doivent se contenter d'être les commissionnaires au compte des compagnies privilégiées. Celles-ci ont orienté le trafic nantais ; la ville lui doit son animation, et son aisance ; elle n'a pu, à cause d'elles, parvenir à la richesse. Ceux-là seulement de ses enfants ont fait fortune qui ont réussi à créer des entrepôts dans les colonies même et sont ainsi devenus les fournisseurs des compagnies ; encore se plaignent-ils très fort, — trop fort peut-être, mais à coup sûr pas sans raison — d'être odieusement exploités.

La situation économique de Nantes à la fin du règne de Louis XIV peut donc se résumer comme suit. Le port est le premier de France ; celui dont le trafic s'étend le plus loin et embrasse les voies les plus variées ; mais la richesse de la cité n'est pas en rapport avec l'extension de son négoce. Ses armateurs, parmi lesquels sont pris à peu près tous les administrateurs, le sentent et s'en irritent. Aussi les rapports entre la ville et le pouvoir central manquent-ils le plus souvent d'aménité. La cause de cette fortune modérée, malgré d'incontestables avantages de situa-

(3) *Viennent de Moscovie* : suif ; vaches de Russie, les meilleurs ; chanvres ; pelletteries ; potasse ; colles de poisson ; saumon salé, mais peu ; soies de porc.

Viennent de la mer Baltique et de Norvège : planches ; mâts ; goudron et bray ; chanvres ; boucs en peau ; cuivre rouge ; laiton ; fer et fanons ; potasses de Pologne et de Danemark ; cendres granelées ; alun ; fer blanc ; vif argent ; aciers ; merrains ; bordages de chêne ; laine de Poméranie ; laines d'Autriche ; chapeaux jaunes d'Aix-la-Chapelle ; Jambons de Westphalie.

Viennent d'Angleterre : alun ; céruse ; couperose ; draps, malgré les défenses ; plomb ; étain ; colle forte.

Viennent d'Espagne : cochenille ; bois de teinture de campesché ; cacao-indigo de Guatemala ; laines.

Provenant de notre pays ou proprement de notre commerce [c'est-à-dire de Hollande] : poivre blanc et noir ; girofle et muscade ; maïs et canelles ; toiles de coton blanches ; toiles de coton claires et peintes ; satin et étoffes de soie de la Chine ; porcelaines et verres ; bougés ou coquillés des Indes ; drogueries ; épiceries ; fanons de baleines, coupés ; huiles de baleine ; harengs et morues ; fromages ; toile et fil de Harlem ; ciré deventer la meilleure de toutes ; élans, veaux passés en chamois ; agnelins d'Espagne lainés en Hollande ; amidon ; bleu ; vermillon et minium ; tabac pressé, pipes à fumer ; toiles de navires à voiles, cordages pour les navires ; garances ; colles fortes des Flandres ; draps fabriqués à Leyden ; navires tout bâtis.

(Arch. Ch. Com. Nantes 6.754, mémoire sur le négoce et la navigation des Hollandais).

tion et des privilèges provinciaux exploités à la limite, ne pouvait pas ne pas être recherchée. L'abbé d'Expilly dans son « *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France* » (4), n'y voyait que la conséquence de « l'esprit peu inventif » des Nantais ; c'est notoirement un peu simple. Les négociants nantais avaient une toute autre conception des événements. On la trouve exprimée avec beaucoup de force, d'intelligence et de netteté dans un mémoire d'un des plus grands armateurs du port : des Caseaux (5). Pour lui, le commerce nantais est victime de plusieurs maux, les uns dûs au malheur des temps et qu'il faut bien supporter ; les autres, les plus graves, qui ne sont que la conséquence du régime économique.

Il est bien certain en effet qu'en 1714-1715 la longue et dure guerre de la succession d'Espagne a contribué à appauvrir le trésor royal, que la course anglaise a causé des dommages aux bâtiments nantais ; que la disparition du trafic hollandais a diminué des trois-quarts le mouvement du port. Mais le mémoire de des Caseaux est de 1701, antérieur par conséquent à la guerre de la succession, et les raisons qu'il met en valeur sont permanentes et non occasionnelles. On peut dire que toutes sont la condamnation du colbertisme.

Des Caseaux signale d'abord l'abus de la réglementation : les navires qui partent aux « *Iles* » doivent signer une « *soumission* » qui limite singulièrement la durée de leur voyage. Un retard de deux mois au plus dans la traversée entraîne d'énormes amendes qui peuvent amener la ruine de l'assujetti ; et qui sont d'autant plus injustes que souvent le retard n'est pas imputable au navigateur : il y a les risques de mer, la tempête, le calme plat plus redoutable encore, les mille accidents imprévisibles. Dans ces conditions, les armateurs nantais, dont la plupart n'ont qu'une flotte très restreinte, hésitent à tenter à leur compte des voyages qui peuvent les ruiner d'un coup si l'amende vient achever ce qu'a commencé l'avarie. Quelque puisse être l'intérêt qu'ait eu le pouvoir central à connaître par avance la date approximative où les cargaisons de produits coloniaux seront rendues en France, il ne valait tout de même pas cet inconvénient du désarmement qui fit, qu'en 1702, aucun navire de Nantes ne consentit à armer pour l'Amérique, dans la certitude où étaient tous les capitaines qu'il leur serait impossible de rentrer pour Mars comme on voulait le leur imposer. Sans doute, l'extrême rigueur des délais empêchait à peu près toute possibilité d'escale subreptice et de maraudage fructueux ;

(4) Amsterdam, 1768, in-f°, t. V, art. Nantes

(5) Arch. Ch. Com. Nantes, C. 694.

mais si elle interdisait la fraude aux navires français, il était sensible qu'elle favorisait d'autant la contrebande étrangère : les registres de la chambre de commerce de Nantes sont tout emplis des gémissements des armateurs locaux qu'Anglais et Hollandais viennent, grâce à cette législation prohibitive, concurrencer jusqu'à Saint-Domingue ou à la Martinique.

Dans le même groupe de griefs contre la réglementation excessive, issue des mesures maritimes prises par Colbert et maintenues par Pontchartrain, les Nantais du début du XVIII^e siècle placent leurs protestations contre l'abus de la quarantaine. Ils ne semblent pas cette fois avoir raison. Ces bateaux, qui transportaient sans aucune précaution d'hygiène des nègres entassés jusqu'à 7 ou 800 dans des salles qui n'avaient pas trente mètres de long, étaient les receptacles obligés de tous les germes épidémiques. Nantes en 1708-1709 n'évita pas tout à fait une épidémie de choléra ou de peste ; une autre la menaça en 1719 ; ce n'est qu'à la sévérité du « chirurgien du roi » chargé de la police sanitaire de la Basse Loire qu'elle dût à coup sûr de s'en tirer à si bon compte. Sur ce point le pouvoir central avait raison.

Mais où les réclamations furent le plus véhémentes et où elles semblent avoir été le plus fondées, c'est dans leurs attaques contre les compagnies privilégiées. Si la compagnie des Indes Occidentales n'avait pas réussi à vivre, celle des Indes Orientales, assez peu prospère elle aussi, n'en obligeait pas moins tout le commerce des Indes à user de ses navires et à passer par ses entrepôts. Nantes, où se trouvaient les docks de la ville de Lorient, gardait bien quelques parcelles de cette mane ; mais comme il était naturel que ces miettes lui parussent insuffisantes ! Des monopoles particuliers grevaient encore de droits excessifs divers commerces prétendus libres : tabac, poudres, pelleteries. Les résultats en étaient détestables ; le « parti du tabac », comme on disait alors, fit en moins de vingt ans disparaître les plantations de Saint-Domingue. Des Caseaux ne manque pas de le souligner. Ainsi, droits exagérés et multipliés, entraves à la liberté du commerce au profit de compagnies concessionnaires qu'une gestion indirecte accable de frais superflus, enchérissement des produits par l'abus de taxes protectrices sans profit pour le consommateur comme pour l'importateur, telles sont, de l'avis des conseillers du commerce nantais, les raisons essentielles qui ne permettent pas à une ville entreprenante, admirablement située, dont toute l'activité a traditionnellement été tendue vers la mer, de retirer de ses avantages naturels tout le profit souhaitable. Si les réformes de Colbert ont eu un côté heureux, en particulier si elles ont diminué la concurrence étrangère — et encore pas autant que le souhaiteraient les armateurs bre-

tons — elles ont contribué aussi à ligotter le commerce dans toute une série de réglementations, de taxes, de droits, de privilèges qui en étouffent le libre essor. La doctrine économique de Nantes s'élève avec netteté contre l'excès de ce protectionnisme, favorable seulement à quelques-uns, et nuisible au royaume et aux particuliers. Elle répudie, avec une énergie pleine de bon sens, la conception de « *la balance économique* » qui, par désir d'établir l'équilibre entre les importations et les exportations, paralyse l'initiative et empêche tout accroissement de richesse.

II

IMPORTANCE DES TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES APPORTÉES PAR LE SYSTÈME DE LAW

Dès les débuts de la Régence le port de Nantes va connaître une véritable rénovation économique. Les conseils créés par le Régent semblent en tous les domaines prendre à tâche de s'écarter des voies suivies par les commis du feu roi. En même temps qu'on se décide à poursuivre les grands traitants, la défiance s'accroît vis-à-vis des Compagnies dont tous ont été d'importants actionnaires. Les conseillers du commerce se montrent plus énergiques, certains qu'ils sont d'être mieux écoutés. Je ne crois donc pas, avec M. E. Gabory, que « les lois nouvelles, l'abolition des compagnies de commerce, l'impulsion momentanée donnée par le système de Law, la liberté de la traite ne firent que développer, durant le XVIII^e siècle, cet essor vigoureux (6) » ; mais au contraire l'ensemble de ces diverses mesures issues d'une même politique m'apparaît comme la cause essentielle de cette renaissance économique qui devait faire de Nantes une des plus belles villes du royaume. Elle est timidement signalée dès 1793, par l'annaliste Guimar dont la perspicacité critique n'est point la vertu dominante et qui se contente le plus souvent de résumer l'histoire de Nantes de l'abbé Travers : « En 1720, écrit-il, la compagnie de saint Domingue ayant été supprimée, et la permission donnée à tout Français de trafiquer dans les pays qui lui avaient été concédés, nos armateurs en profitent à l'envi pour diriger comme ils l'ont fait jusqu'à nos jours leurs principales spéculations sur cette partie (7). » L'embellissement considérable de la ville sous la mairie Gérard Mellier, maire à partir de 1721,

(6) E. GABORY, *op. cit.*, p. 155-156.

(7) M. GUIMAR, *op. cit.*, p. 665.

marque à n'en pas douter l'urbanisme de ce remarquable administrateur, mais n'aurait pas été possible sans un enrichissement correspondant. Il n'est pas douteux que l'orientation nouvelle de la politique financière et coloniale de la France soit à la base de cet accroissement de richesses.

C'est qu'en effet toutes les méthodes étaient changées. Avant même la création de la banque générale par lettres patentes du 2 mai 1716, Law ou ses protecteurs à la cour du régent avaient engagé la lutte contre les compagnies. Il était de bonne tactique, en effet, de ruiner d'abord les monopoles qu'on prétendait supplanter. Aussi les dérogations se succèdent-elles, et cette même année 1716 voit proclamer la liberté de la traite. Le résultat ne se fait pas attendre : Nantes, qui depuis de longues années a assuré la plus grande partie de ce négoce avec des bénéfices restreints par la ristourne payée aux compagnies concessionnaires : 15 livres prélevées par l'asiente pour chaque nègre vendu, devient du même coup la ville la plus prospère de l'Océan : « De 1714 à 1721, dit M. Vignols, la plupart des 11.833 nègres transportés à la Martinique le furent par des vaisseaux bretons (65 sur 75), presque tous nantais (59 sur 65). Nantes fut le grand port d'attache des négriers et les magnifiques palais qui restent encore dans les îles et sur les quais de la ville témoignent des richesses acquises par le commerce du bois d'ébène ». Dans toutes les autres parties du commerce nantais les mêmes causes produisent les mêmes effets : Le commerce devient libre entre les navires métropolitains et les colonies, sous la réserve d'un droit à verser aux compagnies encore existantes. Mais celui-ci (de 3 p. 100 à la sortie de la colonie) n'est en aucune manière comparable à la prétention passée de faire tout le trafic par les vaisseaux et entrepôts de la Compagnie. Les Nantais ne manquent pas de se féliciter des résultats dûs à ce régime de liberté. Dans une lettre au régent du 13 novembre 1717 pour demander protection contre la concurrence déloyale des Anglais, les conseillers du Commerce nantais constatent que « la bonté qu'il [le régent] a d'accorder au commerce général celui de la Côte d'Afrique était un des moyens les plus efficaces d'augmenter les colonies françaises de l'Amérique. On en a profité avec tout le succès qu'a pu permettre le malheur des temps en sorte que nos colonies ont produit si abondamment de leurs denrées que le royaume s'est trouvé en état d'en fournir aux voisins, ce qui a décidé la jalousie des Anglais (8) ». La prospérité du port est manifeste, malgré la clause de style sur le « malheur des temps ».

(8) Arch. Ch. com. Nantes. Registre C. 594, folio 11.

C'est qu'en effet le système de Law se fonde non sur une balance des échanges, mais sur une production de richesses nouvelles. Dès 1718 le sort de la Compagnie des Indes est lié à celui de la banque devenue royale ; il en est peu après de même des fermes réunies. Or, au rebours de l'ancienne méthode, la compagnie selon la nouvelle formule n'exploite pas directement les domaines. A une gestion mercenaire qui la contraignait à salarier un peuple de manutentionnaires, de commis, d'agents multiples d'autant moins honnêtes qu'ils n'avaient nul intérêt personnel à la réussite de l'entreprise, elle a substitué le système du droit fixe, de trois pour cent sur toute marchandise en provenance des îles. Cette redevance connue ne gêne que peu les commerçants ; en tous cas ils travaillent à leur compte, restent libres de leurs départs, de leurs arrivées, de leur cargaison et de leur fret de retour. La compagnie intéressée à ce que le commerce ait une intensité maxima, puisque ses bénéfices croîtront d'autant sans nulle augmentation de frais, les aide de toutes manières au lieu d'en entraver sans cesse les initiatives. L'armement, les docks, les magasins attestent que dans cette prospérité commerciale le port de Nantes prend une très large part. C'est le moment aussi où la ruée des capitaux vers les entreprises commerciales et financières de Law, sans discrimination suffisante entre les deux affaires, amène dans les caisses du banquier un tel afflux d'argent ou de papier qu'il est aisé de subventionner les entreprises coloniales, encore peu développées. Des ports sont presque constitués de toutes pièces : cinq à Saint-Domingue en particulier ; les plantations sont améliorées ou agrandies ; le nombre des émigrants croît vers ces terres promises où l'imagination populaire bâtit les fantasmagories communes à tous les Eldorados, rochers d'or pur et montagnes de pierreries. Les Nantais ne manquent pas dans ces aventuriers faméliques : M. Pierre de Vaissière a conté l'odyssée de certains d'entre eux, calfat, ou aide-cuisinier, devenus à Saint-Domingue non pas gentilhommes certes, mais grands planteurs et rudes trafiquants de nègres. D'autre part, une défiance instinctive de la pure spéculation financière entraîne les Nantais vers un emploi plus solide des bénéfices réalisés dans ce grand remuement d'argent. A Nantes, les négriers construisent des hôtels de pierres de taille, à balcons de marbre, à parquets d'acajou ; aux colonies, ils achètent des plantations, ou créent des réserves de nègres, qu'ils revendent au prix fort, sans grand frais d'élevage ni d'entretien. Ce sont ces établissements qui, au temps de la Révolution, feront encore la fortune d'un Coustard (il a à Saint-Domingue une exploitation de quatre cents nègres) ou d'un Kervégan qui, exilé, trouvera le moyen d'y vivre dans une honorable retraite. C'est qu'en effet cette solide race de négo-

ciants, honnêtes, quoique durs en affaires, a le respect du négociant dont ont vécu les ancêtres et qu'elle se croirait avilie si elle avait « jamais fait d'agiotage ni touché aux affaires qui ont produit des fortunes aussi subites que surprenantes (9) ». Nantes profite du mouvement général des capitaux ; elle n'en est pas grisée et elle se défend de spéculer.

Aussi bien les commerçants nantais conservent tout leur libre arbitre, et ne changent rien à leur attitude, toute de fermeté vis à vis des pouvoirs publics. Ils sont reconnaissants au roi et au contrôleur général de les avoir débarrassés des entraves du colbertisme. Ils n'entendent pas, en échange, renoncer à la moindre prérogative de leurs privilèges locaux. C'est ce qui ressort clairement d'une longue protestation dirigée par les syndics et juges de la chambre de commerce contre le fermier d'Occident qui a obtenu contre un sieur Schiel un arrêt (10) l'obligeant « à payer au fermier du domaine d'Occident le droit en entier de trois pour cent des marchandises venues des îles françaises de l'Amérique tant dans le navire le « sérieux », que dans ceux le « Prophète Daniel » et l' « Aquilon ». Non seulement les juges commerciaux établissent avec beaucoup de force que le port de Nantes a obtenu en 1716 des franchises que l'établissement postérieur du droit de trois pour cent au bénéfice du fermier d'Occident n'a pu périmé, faute d'une stipulation expresse ; mais même ils relèvent les arguments moraux esquissés par le demandeur avec une rudesse qui est bien près d'être de l'insolence : « Il est inutile de dire que ce n'est que par la tolérance des fermiers et pour la commodité des négociants qu'on paye maintenant en France le droit de trois pour cent. Tout le monde sait que les négociants ne sont pas consultés quand on adjuge les fermes et que le fermier n'a égard qu'à ses propres intérêts quand il met des clauses nouvelles dans son bail » (11). Or, le fermier d'Occident est Monseigneur Law, « conseiller du roi en ses conseils, contrôleur général des finances » de qui par ailleurs les mêmes juges ne manquent point de se déclarer in fine « les très humbles et très obéissants serviteurs ». Mais il n'y a point de considération de politesse ou même de reconnaissance qui vaille quand les intérêts du commerce sont en jeu ; et les Nantais acceptent parfaitement toutes les allégeances apportées aux anciens règlements dont ils dénoncèrent les tracasseries et les entraves, mais demeurent fermement résolus à superposer à ces libertés générales les pri-

(9) Arch. Ch. Com., Nantes. C. 594. — Mémoire à Monseigneur Pelletier des Forts f^{os} 38 et 40.

(10) Arch. Ch. Com., Nantes. C. 594, f^o 19.

(11) Arch. Ch. Com., Nantes, C. 594. f^o 19.

vilèges qu'ils tiennent de leurs franchises particulières. Cette audace leur réussit le plus souvent ; et les dérogations en leur faveur sont de plus en plus répétées.

Si l'on ajoute à ces considérations purement économiques ce fait que la Régence a réalisé la paix avec l'Angleterre et la Hollande et que la sécurité relative des mers favorise grandement les longs courriers, on voit avec assez de netteté désormais de quelle importance fut pour la prospérité économique de Nantes la période de 1716 à 1720. Il ne serait pas du reste exact de dire que ces causes favorisaient de même manière n'importe quel port de l'Atlantique. Tout d'abord, en effet, Nantes avait, depuis 1670 environ, les entrepôts de la compagnie de l'Orient. Lorient était le port d'attache et le chantier de construction, mais c'est par Nantes que s'acheminaient vers le centre de la France et Paris les marchandises amenées des îles. A mesure que périlait la compagnie, les entrepôts risquaient de demeurer vides ; quand le droit fixe de trois pour cent fut substitué aux taxes d'entrepôt ceux-ci devinrent inutiles ; et la conséquence fut que les armateurs nantais trouvèrent à point nommé de vastes locaux qui manquaient à tous les autres ports.

En même temps, les capitaines nantais avaient été depuis le milieu du XVII^e siècle choisis pour commander la plupart des vaisseaux de la Compagnie. La raison s'en dégage aisément ; Lorient était une création de Colbert ; il avait pu improviser un port — bien choisi du reste à l'abri de l'îlot du Port-Louis ; — mais il n'avait pu improviser des équipages ; Nantes et Saint-Malo les lui avaient fournis ; mais Nantes devait à sa rivière une prépondérance inévitable. Quand la Compagnie périlait les capitaines et les armateurs n'eurent qu'à continuer à leur compte les expéditions qu'ils avaient accoutumé de faire aux ordres des actionnaires. C'est là encore une des raisons pour lesquelles Nantes profita plus que toute autre ville de la disparition des Compagnies privilégiées ou de leur transformation, hâtées l'une et l'autre par la volonté de Law et sa conception de la prospérité économique.

Enfin, il n'est pas possible de ne pas faire intervenir parmi les conditions heureuses qui firent que l'expérience de Law favorisa grandement l'essor du port de Nantes le caractère même des habitants et des négociants du grand port de la Loire. M. E. Gabory, leur compatriote, et qui les connaît bien, en dit, très justement à mon avis (12) : « Ils n'avaient peut-être pas l'initiative prompte ni hardie ; mais ils étaient entêtés dans leurs résolutions

(12) E. GABORY, *op. cit.*, p. 130.

et reculaient rarement devant les difficultés d'une expédition une fois qu'elle était entreprise. Ils passaient pour être prompts dans leurs armements et expéditifs en affaires. Ils ne manquaient pas... d'une certaine rouerie commerciale. Ils ne dédaignaient point les procès et les chicanes. Ils avaient pour habitude de se plaindre sans cesse, même quand leur négoce prospérait le plus. Le fond de leur tempérament était une audace à froid, mêlée à un grand sens pratique des choses. » Ce fut en effet ce sens pratique, cette défiance de l'inconnu, cette hostilité pour l'agiotage qui, en les protégeant de la griserie dont trop de gens furent saisis lors de l'épanouissement du système de Law, leur permirent de retirer de cette aventure tous les bénéfices commerciaux sans se perdre dans la débâcle bancaire qui la suivit.

III

LE HAUT-COMMERCE NANTAIS ET LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Il n'est pas exagéré d'avancer qu'à aucune période du système de Law les négociants nantais ne marquèrent de sympathie pour la circulation fiduciaire. Les raisons de cette attitude dont ils se prévaudront en 1720 et qui se différencie assez nettement de celle de presque toutes les villes de France sont les unes psychologiques — et ce ne sont peut-être pas les moins fortes — les autres purement commerciales. On ne saurait dire que la lettre de change soit une innovation dans une ville de courtiers et de commissionnaires. Mais les Nantais n'ont jamais tiré que sur des maisons déterminées, à des échéances fixes, en vue du règlement d'une transaction précise. La garantie qu'ils ont ainsi donnée ou reçue n'a rien d'impersonnel, partant de vague, c'est une opération limitée qui lie deux firmes qui se connaissent et ont coutume de travailler ensemble. Pour les échanges généralisés, les Nantais n'admettent que le transport de richesses réelles ; ils s'accommodent fort bien de vendre des nègres pour du sucre, ils préfèrent même ce troc à un paiement en argent ; mais partout où des monnaies existent il est ridicule à leur gré d'y substituer des billets d'une banque, quelle qu'elle soit. La monnaie, en effet, malgré des variations de cours qui désolent ces scrupuleux calculateurs, est toujours une valeur réelle dont le marc de métal fin demeure l'étalon, peu sensible aux fluctuations du change. Elle ne risque donc pas de se déprécier beaucoup. C'est la raison pour laquelle sur tous les marchés locaux le métal seul sera toujours employé ; lui seul paraît une monnaie saine.

Mais à Nantes d'autres raisons d'ordre pratique militent pour cet usage. Le paiement d'un équipage se fait par petites sommes qui ne peuvent guère être réglées en billets ; les coupures de dix

livres n'étant apparues qu'assez tard, en substitution des billets de « dix écus d'espèces » antérieurement utilisées (arrêts du conseil des 1 et 22 avril 1719, ce dernier portant en fac-similé le modèle des nouveaux titres). Toutes les transactions avec l'étranger ne se font guère également qu'en espèces, malgré la précaution prise par la banque générale de stipuler le remboursement en écus de banque pour lesquels l'article 1 des lettres patentes du 2 mai 1716, déclare expressément que « *Leur [à Law et à sa Cie] permettons de stipuler, tenir leurs livres, et faire leurs billets en écus d'espèces, sous le nom d'Ecus de Banque, ce qui sera entendu des écus du poids et titre de ce jour. Permettons pareillement à nos sujets et étrangers qui négocieront ou contracteront avec eux de stipuler de la même manière, afin que l'argent de Banque étant toujours du même poids du même titre ne puisse être sujet à aucune variation, dérogeant pour cet effet seulement à toutes Ordonnances, Edits, Déclarations et Arrêts à ce contraires* ». Les variations des monnaies françaises ne donnaient pas en effet assez confiance aux étrangers pour que la parole royale fût suffisante pour leur faire accepter un simple titre.

Une autre raison toute locale rendait les armateurs Nantais fort hostiles à toute mesure qui avait pour caractère de réduire la circulation monétaire. D'abord une pénurie assez grave de numéraire y avait entravé les échanges commerciaux à la fin du règne de Louis XIV ; ensuite, Nantes possédait un hôtel des monnaies (13), où le roi achetait à raison de 36 livres le marc d'argent fin les pièces étrangères ; et, réouvert en 1702 après de laborieuses négociations, cet hôtel était une des sources les plus lucratives du commerce de la cité.

Tout conspirait donc à rendre le haut commerce nantais hostile à la circulation fiduciaire : une répugnance innée, une sorte de défiance paysanne pour la monnaie papier ; les besoins particuliers d'un trafic qui ne pouvait solder ses achats qu'en numéraire ; l'intérêt qu'il retirait de la vente à la refonte des pièces étrangères, élément important de son commerce extérieur.

Dès le 23 mars 1717 (14), le conseil du commerce enregistre une plainte au conseil des finances de Nantes sur le « cours des louis d'or supprimé dans les paiements ordinaires et permis seulement dans les bureaux du roi ». C'est une entrave à tout commerce, la difficulté de leur transport les fera disparaître, toute industrie périlitera ; et le conseil du commerce conclut que les louis d'or soient continués à être payés à vue « par le monnoyer du royaume », et non échangés pour des billets.

(13) Il était situé place du Bouffay, et la lettre de marque était T.

(14) Arch. Ch. Com. Nantes, C. 594, f° 1.

En 1719 (15), le Conseil prend à nouveau parti pour un de ses ressortissants que l'on poursuit pour avoir voulu acquitter un billet de 5.190 livres en écus à 5 livres 16 s. l'un, alors que le cours du billet est à 5 livres 12 s. l'un, et rappelle l'arrêt du 2 may 1716 qui garantissait de toute variation. En 1720 enfin, alors que l'inquiétude commence à gagner le pays, les conseillers du commerce écrivent, le 13 février, à Monseigneur Leaw (*sic*) contrôleur général des Finances (16) : « Le dérangement où le commerce de cette ville se trouve faute des fonds à la monnaie pour payer les billets de banque depuis plusieurs jours nous oblige de vous représenter que les conséquences l'intéressent beaucoup. Les marchandises d'eau-de-vie, toiles, et de toutes autres espèces qui viennent journellement à la vente ne peuvent s'acheter et ceux qui les amènent sont forcés de les donner à crédit... Ainsi il est indubitable qu'il faut que ceux du commerce cessent. Les armements des navires et ceux qui nous arrivent des colonies nous embarrassent ; l'on ne peut payer les fournisseurs et les équipages... »

Nantes pourtant n'était qu'au commencement de ses peines ; les arrêts se succèdent, presque chaque semaine ; l'inflation croît dans des proportions anormales ; au bas d'un arrêt du conseil d'état du 29 décembre 1719, portant à mille millions les billets en circulation, le conseiller qui a coté et paraphé la pièce officielle : 29 décembre 1719, n° 67, cote 3, écrit : « 1.000.000.000. Suivant un état de la France en 1719, elle ne donne de revenus que deux milliards (*sic*), comme les billets de banque sont montés à mille millions (*sic*) ou un milliard il y aurait donc en billets la valeur (*sic*) de six mois du revenu de toute la France, sans compter les billets contrefaits par les étrangers qui montèrent à des sommes immenses (17). » Il est visible que l'agiotage va faire sombrer la banque si imprudemment liée au sort des Compagnies. Les Nantais suivent avec une attention passionnée la marche de la catastrophe et leurs réclamations se font de plus en plus hautes et amères. Enfin, la débâcle prévue se produit ; l'arrêt du conseil du roi du 15 septembre 1720 n'est rien de moins qu'une banqueroute des trois quarts. Le 22 septembre, il est connu à Nantes ; le 26 une protestation en forme de mémoire est adressée à M. Pelletier des Forts (18). Quelque longue qu'elle soit elle vaut d'être notée en entier ; elle résume en termes sans doute poussés au noir mais fort précis l'impression produite par ce grand drame de finances et les conséquences qui en paraissaient être la conclusion.

(15) *Id.*, f° 33.

(16) *Id.*, f° 45.

(17) Arch. Ch. Com. Nantes, C. 813, dossier 4, en marge et au bas de l'arrêt du 29 décembre 1719.

(18) *Id.*, C. 594, f°s 38 et 39, J'ai respecté l'orthographe du document.

COPIE DU MÉMOIRE

ENVOYÉ À MONSIEUR DES PELLETIER DES FORTS

Les négociants de Nantes se trouvent obligés de faire leurs très humbles représentations au Conseil, sur la malheureuse situation où ils se trouvent réduits par l'arrêt du 15 septembre 1720 (19).

Leur soumission aux ordres du roi les a obligés de porter à la monnaie ce qu'ils avaient d'argent et de le convertir en Billets de Banque.

Les mêmes motifs les ont également engagés de faire convertir ces billets de banque en comptes en banques et ils espéraient que cet établissement serait soutenu, que le conseil employait les moyens les plus efficaces pour lui procurer la confiance, afin que les virements des parties estants accrédités, pussent servir à l'opération du commerce, ce qui leur était promis par l'article 5 de l'arrêt du 13 juillet, qui assurait que ces comptes en banque ne seraient sujets à aucunes variations quelque diminution qui survint dans le prix courant des espèces.

Mais l'arrêt du 15^e septembre détruit ces espérances, ruine absolument les négociants et les met hors d'état de pouvoir faire aucun commerce. L'alternative que donne cet arrêt de supporter la perte des trois quarts des comptes en banque ou d'en retirer son fonds en entier en billets de 1.000 L et 10.000 L ne peut les soulager.

Le conseil aura la bonté de vouloir bien considérer qu'un négociant qui avait deux cents mille livres de bien se croyait aisé, il se flattait que par ses travaux et ses entreprises il pourrait augmenter sa fortune, procurer à sa famille des établissements convenables à son état, et l'élever avec honneur. La triste situation où les affaires se trouvent, l'éloigne bien de cette flatteuse idée, puisqu'il se trouve hors d'état de faire vivre commodément sa famille et de luy donner l'éducation nécessaire car il ne luy reste que deux partis à prendre, de laisser des fonds dans les comptes courants en banque en supportant la diminution des trois quarts, ordonnée par l'arrêt du 15 septembre, ou s'il en retire ses fonds

(19) Il s'agit de « l'arrêt du Conseil du Roy, portant règlement pour les billets de banque, et les actions de la Compagnie des Indes », du 15 septembre 1720 dont la copie avait été publiée à Nantes, le 22 septembre 1720, avec cette note d'envoi : « Je vous envoie, Monsieur, deux copies de l'arrêt du Conseil du 15 septembre présent mois, portant règlement pour les billets de banque, et les actions de la Compagnie des Indes au pied de l'un desquels vous mettrez votre soumission de vous y conformer, laquelle vous m'enverrez par la plus prompte occasion. Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. » Pas de nom d'imprimeur, *Nantes, Arch. Ch. Commerce, C. 813, dossier 4.*

en billets de 1.000 L et de 10.000 L il ne peut en faire usage qu'en les employant dans les débouchés qui sont indiqués ; s'il se détermine à ce dernier expédient, son fond de deux cent mille livres ne lui donnera de revenu que quatre mille livres au denier cinquante par an, ce qui est insuffisant pour faire subsister sa famille, et en alimenter son fond ; il ne sera plus en état d'exercer sa profession ; cette dernière circonstance est un malheur irréparable pour lui, et comme il devient commun à tout le commerce, il retombe nécessairement sur l'Etat ; si ce même particulier laisse ses deux cens mille livres en comptes en banque après la réduction des trois quarts, il ne lui reste plus que cinquante mille livres, qui lui deviendront inutiles faute de mouvements car on ne peut attendre qu'on y puisse donner de confiance, ni que ses comptes en banque puissent à l'avenir servir aux opérations du commerce, chacun se voyant ruiné, n'aura d'attention qu'aux seuls moyens de pouvoir ménager quelques effets réels pour vivre ; ce qui vient d'être expliqué fait connaître que, quelque party que prennent les négocians ils ne peuvent éviter de tomber dans un désordre affreux, qu'ils sont absolument ruinés, privés d'espérance de se pouvoir rétablir par leur industrie et leur expérience faute des fonds nécessaires pour les faire agir. Car on ne doit pas croire qu'il reste beaucoup d'argent entre les mains des négocians ; les besoins indispensables de leur commerce par le détail qui y est attaché les ont obligés de se défaire jusqu'au dernier sol de ce qu'ils pouvaient en avoir, pour le payement des gages d'équipage au départ et aux retours des vaisseaux, les frais d'armement et de désarmement, l'achat des menues denrées pour l'avitaillement et de celui de nombre des marchandises pour les cargaisons, qu'on prend des artisans qui ont toujours exigé leurs payments en argent sans vouloir de billets de banque, parce qu'ils leurs estoient inutiles ne pouvant s'en servir, sur le détail de leurs fabrications. S'il reste quelque argent il ne peut estre que dans les mains des bourgeois-paysans de la campagne, pour la vente de leurs bestiaux et de leurs denrées, qu'ils ont faites en argent et que la triste conjoncture des temps les engageait de garder avec soin.

Ainsi le commerce se trouve privé de tous les moyens qui pouvaient le soutenir, quelle douleur pour une infinité de bons négocians qui ont blanchi dans le commerce pendant 30 et 40 ans, travaillé avec honneur et distinction, sans avoir jamais fait d'agiotage ni touché aux affaires qui ont produit des fortunes aussi subites que surprenantes, de perdre dans un seul jour le fruit de leurs travaux et de se trouver réduits à manquer même du nécessaire pour faire subsister leurs familles, et cette douleur est encore augmentée par la décadence generale de tout le commerce qui est un des principaux soutiens de l'Etat, et qui seul peut procurer la félicité de tous les sujets du roy.

Nos colonies sont déjà dans la nécessité de se livrer au commerce étranger, sans que nous puissions nous en plaindre, puisque nous ne sommes pas en état de leur fournir ce qui leurs est nécessaires. Nos navires restent sur les chantiers parce que nous ne pouvons les faire finir, ceux qui reviennent de la mer s'échouent sur les vases où ils pourrissent par l'impossibilité où nous sommes de les armer, les manufactures, les artisans, les ouvriers et gens de travail vont manquer d'occupation ce qui les réduira dans la pauvreté la plus affreuse.

Peut-être que l'excès de la misère diminuant la consommation de nos propres marchandises et denrées en pourra faire baisser le prix mais ce qui soulagera une partie du peuple accablant l'autre et la cessation du commerce se faisant sentir à tous les différents états ne peut avoir que de très facheuses suites. Si le conseil honore ce mémoire de quelque attention nous aurons lieu à attendre de sa sagesse des expédients favorables pour remédier aux maux qui nous obligent ».

Faut-il cependant croire tout à fait ce sombre exposé ? Nantes vit-elle faute d'argent ses navires envasés pourrir dans son avant-port ? Rien n'est heureusement plus inexact. Au contraire, les dix années qui suivent sont celles où les armateurs firent la plupart de ces constructions, dont M. Vignols n'exagère qu'un peu la splendeur en les appelant des palais. Des plans d'embellissements urbains comprenaient alors vingt hôtels semblables à édifier d'un même effort, la ville n'était pas embarrassée d'y trouver des souscripteurs. Nantes ne sortait pas ruinée de cette crise financière. Des négociants, menacés d'une banqueroute des trois quarts, réagirent vigoureusement. Nul ne saurait leur en faire grief ; mais la vérité est qu'ils touchèrent les fruits de leur prévoyance. Alors que les spéculateurs imprudents voyaient sombrer leurs grandes fortunes trop vite acquises, les habiles et pondérés armateurs avaient su tirer du système tous les avantages qu'il leur apportait sans se laisser piper à ses fallacieuses promesses de gain sans travail correspondant. Les résultats étaient immenses ; les Compagnies avaient perdu leur toute puissance, le commerce des colonies était ouvert à tous les ports, et celui de Nantes, le premier prêt, n'était pas disposé à se laisser ravir sa suprématie. Au lieu des 1330 navires et barques inscrits à son rôle en 1703, plus de 2.000 en font partie en 1721 ; le tonnage est passé des environs de 100.000 Tx à plus de 200.000 Tx ; 60 navires négriers en partent annuellement, et, libres de leurs itinéraires, effectuent par l'Amérique du Nord, une navigation à escales multiples dont les bénéfices atteignent 100.000 livres par navire et par voyage. Nantes commence d'être sous l'administration de Gérard Mellier une « des plus belles villes d'Europe » comme A. Young, hôte d'un armateur nantais, le notera encore soixante ans plus tard.

Les Nantais en vérité ont été ingrats pour Law ; sa banque ne les a pas ruinés — j'ai en vain cherché des faillites anormales dans les registres de 1720 à 1725 — parce qu'ils eurent la prudence de ne point croire à ses promesses excessives ; mais la nouvelle méthode économique instaurée par le système, la liberté du commerce, l'essor qui poussa aux Iles tant de hardis compagnons, l'affaiblissement ou la suppression des compagnies privilégiées, la disparition de la soumission et des surtaxes d'entrepôt furent autant de conquêtes dont les Nantais profitèrent et sur lesquelles durant trois quarts de siècle la ville fonda une très glorieuse prospérité.

LE PAYSAN BRETON AU XVIII^e SIÈCLE

par LÉON DUBREUIL
Docteur ès-lettres

Quelle était la vie ? quels étaient les aptitudes, les désirs, les idées des paysans du futur département des Côtes-du-Nord à la fin de l'ancien régime, et en quelle mesure étaient-ils préparés à collaborer à l'œuvre de la Révolution ? Tel sera l'objet de la présente esquisse.

*
* *

La maison du paysan breton comprend d'ordinaire une seule pièce, percée de deux portes pleines qui se font face avec quelquefois une fenêtre étroite, du côté de l'aire à battre. Cette habitation, presque toujours construite en pierres, l'est cependant parfois en argile. La toiture est d'ardoises, lorsqu'on rencontre des schistes feuilletés à proximité, comme dans la région de Caurel et de Laniscat ; ailleurs elle est de paille, de genêt ou de chaume.

Aucune condition d'hygiène n'est observée. Les fenêtres, quand elles ne manquent pas, sont si étroites que c'est à peine si la lumière y pénètre. La plupart du temps, la hauteur des murs n'atteint pas deux mètres et, lorsqu'un grenier règne sur la maison, le paysan, privé de la quantité d'air que lui procurerait l'exhaussement du faîte, vit dans une véritable cage.

Les étables et les écuries sont construites à chacun des pignons de la maison d'habitation. En Cornouaille, il n'est pas rare que la vache partage l'unique chambre où le paysan vit, mange, boit, dort et meurt. Les carrelages, les planchers sont presque toujours ignorés : l'aire de la maison est de terre battue.

Il arrive cependant que le logement se compose de deux pièces, mais alors l'une d'entre elles est transformée en étable ou en grenier, ou bien encore sert de cage au moulin. La famille habite tantôt le rez-de-chaussée, tantôt l'étage.

Le paysan n'a pas la coquetterie de sa maison, et s'il demande des améliorations, ou s'il en opère, comme dans la région congéable (1), c'est toujours en faveur des dépendances : écuries,

(1) Tout l'ouest du futur département des Côtes-du-Nord est soumis au régime congéable. Cf. LÉON DUBREUIL, *Les Vicissitudes du domaine congéable, à l'époque de la Révolution* (2 vol. de la Coll. des docum. inédits relatifs à la vie économ. de la Révol. Paris 1915).

étables, toits à porcs, remises, etc., et encore ces bâtiments seront souvent loin d'être en rapport avec l'importance de l'exploitation.

Les bâtiments de la métairie du Pré au Guy comprennent l'habitation du fermier : une seule pièce surmontée d'un grenier, une écurie avec un grenier, une étable, une bergerie en appentis, un autre appentis et trois autres petites étables ; — la métairie des Quatre Vents ou du Tertre Laurent, à Plémy, se compose de deux embas avec greniers (38 pieds \times 22), sous couverture d'ardoises, de trois écuries, d'un cellier, d'un hangard sous lequel est installé le pressoir, d'une serre et d'un four : toutes ces dépendances sont couvertes de paille.

Parfois cependant l'habitation est plus confortable. Les bâtiments du convenant Cuvén ou Denmat, au village de Bothan, en Saint-Mayeux, consistent dans une « maison principale », composée d'une cuisine, d'une chambre basse et d'une écurie. Un grenier règne sur ces trois pièces, et la maison est flanquée d'une tourelle. Comme dépendances, l'on note une maison, un appentis, un four et son fournil, une grange, une galerie, une étable, sous couvertures d'ardoises ; un auvent, un appentis, un hangard, sous couvertures de paille. — A Goudelin, la métairie de Kergarf comprend un grand corps de logis couvert de chaume, avec vestibule, chambre, salle et grenier au-dessus, un hangar à pressoir, un cellier surmonté d'un grenier, de nombreuses soues à porcs, des écuries et des crèches. Mais ce sont évidemment là d'anciens manoirs que les propriétaires nobles ont cessé d'habiter.

La plupart du temps, les habitations des paysans sont groupées en villages, autour d'une source ou d'un puits, au point que ces agglomérations sont souvent plus importantes que celle du bourg. Ainsi en est-il des villages de Rohanno et de Guervéno, à Saint-Mayeux, de Kerphilippe et de Kerguétil, à Saint-Martin-des-Prés, etc...

Une des caractéristiques les plus singulières du village breton consiste dans l'abondance des ruines. Un bâtiment a-t-il été incendié, s'est-il écroulé ? On le laissera dans l'état, et jamais personne n'aura l'idée d'en retirer les pierres pour les consacrer à un nouvel usage.

Devant les portes, se voient des tas de fumier dont le purin s'écoule au hasard, empestant l'atmosphère, contaminant les sources et les puits. Pour accéder à la maison, et aussi pour constituer une sorte de fumier supplémentaire, on a étendu des branches d'ajoncs et de genêts sur les mares croupissantes, de telle façon que l'on se figurerait marcher sur des éponges.

Aussi la mortalité est très élevée ; nombre d'enfants disparaissent en bas âge et, en certaines régions, les infirmes ne sont pas rares.

Si l'habitation n'a rien de bien attirant, le mobilier, qui la pare, dénonce une grande médiocrité. Les inventaires après décès, que nous avons examinés pour les points les plus opposés du département et qui ont tous été confectionnés dans les dernières années de l'ancien régime, donnent partout une impression identique.

L'inventaire, après décès, de Jacques Chauvel, cultivateur à St-Jacut de l'Isle (14 avril 1790) s'élève de 290 liv. 10 s. et indique que nous avons affaire à un paysan assez aisé. Sa batterie de cuisine comprend un galetier (la galette de blé noir ou de froment entre pour une large part dans l'alimentation du petit peuple), une marmite, deux bassins d'airain, une casserole, deux écuelles et deux cuillers de bois, une bouteille de verre, une de terre et un pot à eau ; — le mobilier : un « charlit » de bois de chêne, un « charlit de bois meslé » avec deux couvertures de laine blanche, une couette et un oreiller de plume, un banc « simple », un coffre à bois, une mée, une armoire ; — les outils : un hachot et une vieille fourche ; — la lingerie : dix chemises presque neuves, douze chemises usagées, douze chemises vieilles, cinq vieilles taies d'oreiller, treize « linceuls tant bons que mauvais », un jupon de ratine, un tablier de coton bleu, un « cotillon à tiers fil » bleu, un tablier de berlinge, un vieux cotillon de « ras » simple, un vieux jupon de laine, un vieux cotillon et un tablier dont l'étoffe n'est pas déterminée, un mouchoir de coton, un panier « de clise où il y a douze vieilles coëffes de coton petites et grandes » ; — les bijoux : deux bagues ; — les bestiaux : une vache, trois brebis et un petit agneau.

C'étaient également des cultivateurs assez aisés qu'Olivier Michel et Catherine Lorient, sa femme, qui vivaient au village de la Ville-aux-Maries, en Plourhan, et dont la succession jusqu'alors indivise ne fut partagée qu'en décembre 1789 ou janvier 1790. L'ensemble du mobilier s'élevait à 279 liv. 18 s. J'en résume l'inventaire : — batterie de cuisine : une crémaillère de fer, deux trépieds, une salière de bois, trois poêles à crêpes, une marmite avec sa couverture et la cuiller à pot, une poêle, trois bassins, un chevalet, un porte-écuelles en bois, trois écuelles et six cuillers de bois, « un ribot avec ses ustencilles », une bue et un pot à gigouden (?), un pot à lait, un plat et une assiette de terre, trois jattes, un « grand labot » une barate « servante à farine », une mauvaise auge de bois ; — outils : scie, hache, « broye », une « frome et son pesseau », une paire de « bresse », deux rouets, une meule à aiguiser, un sac de cuir, un sac de toile, un crible, une mesure de boisseau, un coffre de mer, une mée à pâte, une planche à pain, une pelle, une faucille, un croc à peser, une « lasse », un rabot, etc..., — mobilier : deux « charlits », un « ballain », cinq linceuls de grosse toile, deux serviettes, trois couettes de balle ; —

bestiaux : une vache estimée 24 liv., une génisse 18 liv., un jeune cochon 12 liv. ; — grains et fumiers : trois charretées de paille blanche estimées 12 liv., « tout le geld » 8 liv. ; ce qu'il y a de « marnix » 8 liv. ; une charretée de fumier à ramasser 3 liv., cinquante boisseaux d'avoine à 30 sous le boisseau ; 75 liv. ; six boisseaux de blé noir, mesure comble de Saint-Brieuc, à 35 sous le boisseau : 10 liv. 10 s. ; — enfin dix-huit écheveaux de gros fil écru évalués 4 liv. 8 s.

Dans la région de Loudéac, il n'est d'inventaire où l'on ne voit mentionnés un ou deux métiers à tisser ; chez Joseph Gouyette, cultivateur, tisserand et marchand de toile à Trévé, dont l'inventaire du 13 juillet 1772 monte à 1.270 liv. 15 s., comme chez Marc Goujon, tisserand ouvrier à Loudéac, riche de 156 liv. 8 s. de mobilier (19 août 1772), comme chez Vincent Le Bodic, tisserand à Trévé, dont la vente après décès, le 15 juillet 1772, rapporta 42 liv. 12 s.

Il en est de plus riches, il en est de plus pauvres : mais généralement le mobilier ne varie guère et manque de confort. Les différences d'évaluations que l'on note sont surtout dues à la quantité des grains, des écheveaux de fil, des bestiaux et parfois des objets nécessaires au commerce. On constate par ailleurs que beaucoup d'entre eux sont de petits propriétaires (2).

(2) Les exemples suivants, parmi lesquels je n'ai pas hésité à insérer par comparaison des résultats d'inventaires de bourgeois, de recteurs et de nobles, permettent d'utiles comparaisons et déterminent comme une moyenne dans l'avoir mobilier des cultivateurs.

| DATE DES INVENTAIRES | NOMS | PROFESSIONS | TOTAUX | PAROISSE |
|------------------------------------|---|-----------------------------|--------------------|------------|
| Régulaires de Tréguier | | | | |
| 18 mai 1789 | Joseph Le Louédec | convenancier | 32 l. 13 s | Pouldouran |
| 4 août 1789 | Yves Piriou | — | 406 l. 9 s | Mantallot |
| 13 — — | Pompée Le Méel, V ^e Jean Le M ^o | cultivatrice | 71 l. 2 s 6 d | Langoat |
| 20 à 24 nov. 1789 | La Veuve de François Broudic | convenancier | 1.589 l. 4 s 8 d | Minihy |
| 14 juillet — | Jean Riou | meunier | 5.404 l. 9 s 6 d | Pouldouran |
| 13 mars — | Joseph Le Roux | convenancier | 708 l. 15 s | Berhet |
| 6 février 1790 | Marie Le Poullen, V ^e Triché | — | 38 l. 14 s | Langoat |
| 31 mai — | Pierre Le Gall | marin-pêcheur | 579 l. 3 s | Minihy |
| Seigneurie de Buhen-Lantic | | | | |
| 4 mai 1784 et jours suivants | Maître Jean-Louis Dumesnil | procureur de la juridiction | 2.848 l. | Lantic |
| 21 mai 1787 | Toussaint Allez | cultivateur | 256 l. 6 s | Plourhan |
| 16 — — | Pierre Gleyo | prop-cultivateur | 8.299 l. 15 s 11 d | — |
| 26 janvier 1787 | Jean-François Méhu | domestique de noble | 664 l. 1 s 3 d | — |
| 26 sept. 1788 et jours suivants | La Dame de Beauregard | noble | 1.000 l. 9 s 8 d | Lantic |
| 25 février 1787 | Hervé Huet | cultivateur | 650 l. 1 s 6 d | — |
| 17 avril 1789 | Jean Quéré | — | 234 l. 3 s | — |
| 28 juillet 1789 | Julienne La Barre, V ^e Ollivier | — | 55 l. 15 s | — |
| 9 décemb 1789 | Olivier Michel | — | 279 l. 18 s | Plourhan |
| 16 avril — | Robert Beyo | — | 130 l. 3 s | Étables |

Cette aisance relative suffit au paysan, car il a peu de besoins. Sa nourriture est très frugale : des galettes de sarrasin, du lait « ribot » où l'on trempe de larges morceaux de pain grossier, parfois du lard. Quand les pommiers plantés en abondance dans la majeure partie de ses champs ne donnent qu'une récolte insuffisante, il boit de l'eau, mais il ne l'aime pas.

Ses procédés cultureux sont défectueux. Il est hostile à toute innovation, est très éloigné de retirer tout le parti possible des terres qu'il ensemence, en laisse beaucoup trop en friche. Routinier par tempérament, il craint que toute amélioration ne soit la cause d'une aggravation de son sort...

Le paysan breton est vassal en même temps que fermier, et vis-à-vis du seigneur sa dépendance est à la fois d'ordre social et d'ordre économique.

| DATES DES INVENTAIRES | NOMS | PROFSSIONS | TOTAUX | PAROISSES |
|--|--|-------------------------|------------------|-------------------------------------|
| Seigneurie de Loudéac | | | | |
| 17 août 1772 | Mathurin Helland | tisserand | 310 l. 10 s | Grâce-Uzel |
| 6 — — | Jacquette Loreaux, V ^e Vincent Rue | — | 174 l. 10 s | La Prénessy |
| 19 — — | Marc Goujon | tisserand-ouvrier | 156 l. 8 s | Loudéac |
| 15 juillet 1772 | Vincent Le Bodic | tisserand | 42 l. 12 s | Trévé |
| 14 — — | Mathurin Nouvel | cultivateur-tisserand | 1968 l. 7 s | — |
| 27 juin 1772 | Jacques Chauvel | cultivateur | 314 l. 6 s | Loudéac |
| 12 — — et jours suivants | Anastase Nogrel | — | 685 l. 6 s | La Motte |
| 17 juillet 1772 et jours suivants | Mathurin Nourry | prop.-cult.-tisserand | 4.111 l. 6 s 6 d | Trévé |
| 17 juillet 1772 | Françoise Richard, F ^m Montfort | cultivatrice | 997 l. 18 s | Loudéac |
| Seigneurie de Matignon | | | | |
| 9 nov. 1789 | Mathurine Rebuffé | fermier | 210 l. | S ^t -Potan |
| 3 et 4 août 1789 | Françoise Auffray | cultivatrice | 548 l. 1 s | Languéan |
| 4 au 13 oct. — | S ^t -F ^e -B ^{ard} Brohel, sieur de Hauteville | noble | 1.719 l. 14 s | S ^t -Germain d la Mer |
| 2 octobre 1790 | Louise Lepère, V ^e Sébastien Thoreux | cultivatrice | 276 l. 7 s | S ^t -Potan |
| 7 mai — | Gillette Plessix | — | 24 l. 1 s | S ^t -Cast |
| 27 — — | Baptiste Gambier | chirurgien | 435 l. 2 s 6 d | Matignon |
| 7 août 1790 | François Blanchet | cultivateur | 177 l. 10 s | — |
| 30 — — | Marc Molan | aubergiste-cultivateur | 490 l. 8 s | Pléboulle |
| Juridiction de l'abbaye de St-Jacut | | | | |
| 23 et 25 juin 1789 | Missire Pierre Bétaux | recteur de Landouar | 2.344 l. 9 s 6 d | S ^t -Jacut |
| 11 mai — | Denis Le Guével | petit prop. et fermier | 497 l. 13 s | — |
| 18 août — | François Rebuffé | — | 305 l. 11 s | S ^t -Potan |
| 23 septembre — | Noël Gahary | cultivateur | 192 l. | S ^t -Jacut |
| 22 février 1790 | Gilles Paitry | propriétaire et fermier | 1.415 l. 10 s | Pluduno |
| 18, 19 et 20 févr. 1790 | Antoine Bouéxière | cultivateur | 723 l. 3 s | Corseul |
| 25 août 1790 | Jean-Baptiste Dault | journalier | 22 l. 11 s | S ^t -Cast |
| 12 et 13 mars 1790 | Louis Gaultier | cultivateur | 1.813 l. 4 s | Lancieux |
| 8 et 9 oct. — | Charles Depagne | — | 1.007 l. 8 s | S ^t -Potan |
| 14 avril — | Jacques Chauvel | — | 290 l. 10 s | S ^t -Jacut |

Il est rare que l'on soit absolument satisfait de sa condition : le paysan du futur département des Côtes-du-Nord ne manque pas à la règle commune. L'on ne peut dire qu'il ait tout à fait tort. La convocation des Etats généraux va lui donner l'occasion de faire entendre ses plaintes et d'exprimer ses désirs. Malheureusement, à l'exception de ceux de la sénéchaussée de Rennes qui ont donné lieu à la belle publication de MM. Sée et Lesort (3), les cahiers de paroisses sont demeurés inconnus. Peut-être existent-ils, mêlés à quantité d'autres pièces, dans les greffes des tribunaux établis au chef-lieu des anciennes sénéchaussées ? Ils sont pratiquement inaccessibles.

J'ai pu suppléer à leur manque, dans une certaine mesure, à l'aide des innombrables pétitions dont les paysans ont assailli le Comité des Droits féodaux de l'Assemblée constituante en 1790 et 1791 (4). Il est ainsi possible de présenter un tableau nécessairement superficiel mais exact de la condition du paysan envisagé dans ses rapports avec le seigneur et avec le propriétaire.

Pour le paysan, l'affaire essentielle est d'avoir son existence assurée. Or, la tenure qu'il exploite suffit, en principe, à lui fournir la très modeste aisance dont il sait se contenter. Malheureusement les disettes, dues aux intempéries, reviennent d'une manière périodique. Il serait donc content, en prévision des récoltes insuffisantes, d'avoir des réserves dans ses greniers.

Mais le roi et le seigneur sont toujours à court d'argent, et il leur importe assez peu que le paysan puisse être réduit à la misère, pourvu qu'il paye. Aussi les impôts nouveaux — impôts royaux, il est vrai, en dépit des oppositions de principe des Etats et du Parlement, rendent sa situation toujours plus obérée. Quant aux redevances seigneuriales, il n'est pas possible de les multiplier, mais l'on ne manque pas de procédés pour les rendre plus productives, depuis la violence jusqu'à la mauvaise foi, depuis les artifices de la plus subtile habileté jusqu'aux arguties de la plus tortueuse chicane.

La condition des paysans devient ainsi de plus en plus pénible, leur vasselage de plus en plus difficile à supporter. Les impôts nouveaux, les vingtièmes, la capitulation retombent presque en entier sur eux. Assurément l'on ne manque pas de faire figurer les seigneurs aux rôles, mais ils se hâtent de demander un dégrèvement total qu'on leur accorde toujours. Les communautés de ville, les corporations s'abonnent chaque fois qu'il est possible. Le vingtième ne donnant pas les ressources que l'on en espérait, il a fallu créer l'impôt des deux vingtièmes,

(3) 4 volumes de la Coll. des Docum., inéd. relat. à la vie économique de la Révolution.

(4) Arch. nat. nrxv, 3.

et ce sont les paysans, qui, en définitive, ont payé davantage.

Dupont (5) cite un extrait du cahier de Bourbriac qui est tout à fait suggestif : «... Sur 300 livres de rente que possède un propriétaire, il est obligé de défalquer :

| | | | |
|---|--------|-------|------|
| 1° La grande dîme féodale, de 6° à 7° gerbe | 46 l. | 8 s. | 7 d. |
| 2° La grande dîme ecclésiastique | | | |
| à la 40° gerbe | 7 l. | 5 s. | » |
| 3° Les prémices à l'église qui se montrent à | 6 l. | » | » |
| 4° Les rentes seigneuriales de toutes espèces | 140 l. | » | » |
| 5° Les corvées à | 3 l. | » | » |
| 6° Les vingtièmes et sous pour livre à | 40 l. | » | » |
| 7° Les fouages | 10 l. | » | » |
| <hr/> | | | |
| de 300 l. | 252 l. | 13 s. | 7 d. |
| | 47 l. | 6 s. | 5 d. |

» Sans compter la capitation, l'assurance pour convenant, tous les neuf ans, de 9 à 1200 livres pour un convenant de 300 livres de rentes. »

Pour peu que les seigneurs soient un peu nombreux dans une région, les charges féodales se trouvent encore accrues. Les paroissiens de Saint-Cast payent des rentes au seigneur de Matignon, aux chanoines de Matignon, aux bénédictins de Saint-Jacut, aux carmes du Guildo, etc...

Les paysans de Bourbriac sont même au-dessous de la vérité courante quand ils estiment les corvées à 3 liv. Chaque fois qu'il m'a été donné d'en retrouver la quotité, elles ne se sont jamais trouvées inférieures à 6 liv. De même la dîme ecclésiastique se perçoit plus souvent à la 36° gerbe qu'à la 40°, et même dans un rapport beaucoup moins élevé.

Mais ce qui est surtout pénible aux paysans, c'est la manière dont les prestations doivent être payées, ce sont les procédés mis en usage pour en accroître le produit.

Tout d'abord la cueillette des rentes doit être faite par un certain nombre d'égailleurs soumis à la solidarité, c'est-à-dire qui sont rendus responsables des levées qui ne rentrent pas. C'est toujours une très lourde charge, car il se rencontre toujours des cotes irrécouvrables.

Les procédés les plus courants et les plus commodes pour augmenter la valeur des revenus résident dans l'impunissement des aveux et dans la rentrée soudaine des arrérages.

(5) E. DUPONT, La condition des paysans dans la sénéchaussée de Rennes, p. 42, note 1 (Paris 1901).

Lorsqu'un noble devient suzerain d'une seigneurie, par acquêt ou par héritage, les vassaux doivent lui rendre aveu, en fournissant une déclaration exacte de leurs biens. Or le moindre oubli, non seulement d'une parcelle de terre, d'une rente insignifiante, mais même d'une formalité juridique, peut donner matière à impunissement, ce qui ne va pas sans de fortes amendes.

L'autre procédé consiste à laisser s'accumuler les rentes en grains, sans les percevoir pendant les années d'abondance. Puis, vienne une année de disette, les grains montant à un prix élevé, l'on fait aussitôt lever les arrérages. Des paysans sont ainsi radicalement ruinés, car la prescription ne s'acquiert que par cinq ans.

La violence et le dol sont également des procédés courants. C'est en ergotant avec la plus insigne mauvaise foi sur la capacité du boisseau que les Bernardins de Bégard ont su augmenter leurs rentes en grains du sixième. Il arrive couramment que les receveurs exigent des débiteurs plus qu'ils ne doivent ; et ceux-ci n'osent se plaindre, car leur vassalité les rend presque toujours justiciables du seigneur auquel ils payent les charges féodales.

Ces justices seigneuriales sont une source d'abus de toutes sortes. A leur ombre, se multiplient les hommes de loi. Il n'est paroisse où l'on n'en compte plusieurs : chacun y cherche à vivre et à bien vivre. Aussi s'arrangent-ils pour exploiter savamment les moindres occasions de chicane, et l'on sait si elles abondent à chaque détour du droit coutumier. Les usements convenanciers y sont particulièrement favorables.

Et puis ce sont les droits de suite, de four et de moulin. Il faut moudre au moulin banal une certaine quantité de grain. Que la sécheresse tarisse à peu près les rivières, l'on est obligé d'attendre son tour parfois assez longtemps, et pendant ce temps comment se nourrir ? En outre le meunier ne se contente pas du seizième pour droit de moute : il prélève souvent le huitième, le sixième et même le quart. Aussi sa réputation est-elle déplorable.

Je ne m'attarderai pas sur la nature de tous ces droits et sur les vexations qu'ils entraînent. Depuis les travaux de M. Sée (6), cette histoire n'est plus à faire. Mais si la situation des paysans s'est aggravée en leur qualité de vassaux, elle est également devenue plus pénible en leur qualité de locataires à bail des tenues qu'ils occupent.

Les nobles, pressés d'argent et désireux de faire figure à la Cour ou au chef-lieu de la province, ont, dans la deuxième partie

(6) Les classes rurales en Bretagne du xvr^e siècle à la Révolution.

du XVIII^e siècle, entrepris une réfection générale de leurs terriers. Ce fut un excellent prétexte à augmentation des baux. Le cahier d'Yffiniac note, à l'art. 20, un enchérissement des métairies de moitié depuis trente ans. Celui de Plédran constate que « les biens des nobles augmentent de jour en jour ; un jeune homme de trente ans a vu, de sa connaissance, une métairie de 300 livres poussée à 900 livres » (7). Dans la région convenancière, sans respecter la quotité de la rente, on accroît sans cesse les commissions d'assurance ou de renouvellement des baillées. On excite la jalousie entre paysans, de façon à créer une concurrence et à permettre l'accroissement des stipulations des baux.

Puis il y a les lods et ventes que le seigneur perçoit à chaque mutation, alors qu'il n'y a pas eu d'argent « déboursé », le droit de rachapt, qui consiste en une année de revenu, ou plutôt pour lequel on perçoit les revenus de la récolte à venir à la récolte suivante accomplie.

Que le seigneur se fasse accapareur de blé (le cas n'est pas rare et j'en ai ailleurs donné des exemples) (8) il parvient à créer une disette factice ; puis, quand la famine commence à se faire sentir, il vend son grain un prix exorbitant.

Des paysans s'en trouvent réduits à la mendicité, et c'est une nouvelle charge pour les campagnes, car on n'ose guère leur refuser l'aumône dans la crainte de représailles ; incendie des meules et des habitations, meurtres à l'occasion.

Je n'ai pu retrouver pour l'ancien régime le nombre, même approximatif, de ceux qui n'ont pas de quoi subsister. Les états de population qui nous renseignent le mieux sont ceux qui furent demandés aux municipalités en l'an III. Je ne crois pas que les résultats diffèrent beaucoup de ceux que l'on aurait pu établir en 1789. On ne saurait, en effet, attribuer une importance bien grande à la lettre que l'ingénieur des ponts et chaussées de Dinan, Beaugrand, adressait le 27 frimaire an III (17 décembre 1794) à l'ingénieur en chef Jacques Piou, à Saint-Brieuc ; elle indique plutôt un malaise passager et sa tournure plaisante implique assurément plus d'une exagération. « ...La défiance interrompt tout commerce, repousse l'abondance et nous conduit à une disette factice des denrées de première nécessité. Nous sommes, à la lettre, sans bois, sans chandelle, sans pain et sans boisson, autre que celle dont le ciel n'est pas avare envers nous dans la saison pluvieuse, et que le dieu des glaçons nous rend presque inutile. Les citadins sont maintenant enrôlés dans la confrérie de la besace ; la troisième année de la République a ressuscité l'ordre des mendiants dont la première année de la Liberté avait pro-

(7) Cité par DUPONT, *op. cit.*, p. 42.

(8) Le District de Redon (Rennes 1903).

noncé l'extinction. Je suis un des plus fervents enrôlés dans cette tourbe nécessaire et si la charité rustique ne prend point un plus grand degré de chaleur, je ressemblerai avant trois mois à une momie de trois siècles... (9) »

J'ai relevé le nombre des pauvres pour un certain nombre de communes du district de Dinan, qui comprend à la fois une région côtière plus aisée et une région intérieure où dominent les landes et les bruyères. L'on compte à Lanvallay 60 pauvres sur 992 habitants ; à Plumaudan 477 (mais 410 enfants au-dessous de 12 ans y sont compris) sur 1598 ; à Saint-Hélen 427 (dont 230 enfants) sur 1187 ; à Saint-Lormel, 186 sur 312, c'est-à-dire plus de la moitié ; à Auceleuc 144 sur 345 ; à Trégon 74 sur 288 ; à Corseul 1210 (dont 915 enfants) sur 3.970 ; à Tressaint 130 sur 466 ; à Saint-Samson 95 sur 420 ; à Saint-Mandé 75 sur 312 ; à la Landec, 121 sur 415 ; à Léhon, 167 sur 562 ; à Dinan, 2229 sur 7.176 ; à Plancoët, 260 sur 602 ; à Saint-Maden, 137 sur 468 ; à Trémereuc 170 sur 417 : soit donc, dans l'ensemble, environ le tiers des habitants.

L'on conçoit dès lors que le régime féodal ait été abhorré des paysans et qu'ils aient été à peu près unanimes à en réclamer la suppression.

Néanmoins il ne faut pas oublier que les cahiers de doléances ont été généralement rédigés par des membres du haut-tiers. Ils présentent sans doute le tableau des misères des paysans et font connaître leurs aspirations, mais où on les retrouve tels qu'ils sont, c'est dans leur maison, dans leurs champs, accomplissant les actes quotidiens de la vie, et non pas aiguillonnés par le bourgeois, l'homme de loi, le recteur, qui cherchent — inconsciemment, je le veux bien — à se créer une prépondérance dans la société dont on prévoit l'enfantement. Il importe donc de bien distinguer le paysan de la région des métairies et le paysan de la région convenancière. L'attitude qu'il montrera à l'égard du propriétaire et du seigneur permettra de préjuger, sans crainte d'erreur, de l'attitude qu'il tiendra dans la Révolution.

Dans la région orientale, où n'existent pas de conventions, le paysan se trouve maintenu dans une sujétion morale beaucoup plus grande. Il est rare que les cahiers y aient été rédigés par des mains inexpertes, et presque aucune des innombrables pétitions adressées au Comité des Droits féodaux n'en émane. Par hérédité, par habitude, par crainte, il affiche une soumission excessive à l'égard de son « maître » ; il traîne, sans trop se plaindre, sa misérable existence, n'attendant rien, n'espérant peut-être rien. Mais vienne une occasion, une excitation, et tous les

(9) Arch. dép. des Côtes-du-Nord, liasse L (m 5. 77).

instincts comprimés en lui se réveilleront : il recourra immédiatement à la violence.

M. l'abbé Pommeret, dans sa thèse sur *l'Esprit public dans les Côtes-du-Nord*, constate que quelques troubles dus à l'impatience des paysans ont éclaté ici et là : ce sont généralement des affaires de grains. « Fréquentes sous l'ancien régime, ajoute-t-il, ces séditions le seront également pendant la Révolution, mais elles n'ont par elles-mêmes aucune signification politique. » Et, comme exemple, il cite l'affaire de la Touche-Porée en Pleudihen.

J'admets volontiers que ces séditions n'aient aucune signification politique, mais elles en ont une autre beaucoup plus importante. Dans le cœur du paysan, surtout de cette région de l'Est, où la férule du noble était plus rude, où il n'était pas rare que les fermiers fussent menacés du fusil du maître, certains ferment de Jacquerie ont toujours existé. Juge-t-il l'occasion favorable, il se déchaîne et cherche à se faire à lui-même une justice expéditive. Les raisons de ce mouvement soudain, qui ne durera pas, ne lui apparaissent pas toujours avec netteté, mais ce qu'il réclame en définitive de cette manière brutale et maladroite, c'est l'émancipation de sa personne et l'émancipation de sa propriété. Puis vaincu, décimé, il reviendra tristement à la terre, à son abjection, dans l'attente sournoise de l'instant de la vengeance.

C'est pourquoi, lorsque la nouvelle de la prise de la Bastille se sera répandue, il courra sus aux châteaux, cherchant à brûler les chartriers, car il y sait réunis les titres de sa servitude; de même qu'à l'annonce d'une transformation complète du régime féodal, avant que la Constituante n'ait rien pu établir, il écoutera et suivra les suggestions de ceux qui l'encouragent à ne plus payer les dîmes et les champarts.

Les atteintes portées à la propriété nobiliaire furent innombrables. En décembre 1790, les fermiers de la métairie Brunet, à Evran, refusèrent d'acquitter les rentes féodales qu'ils devaient à Rubin de Rays, et bientôt leur exemple fut suivi par toutes les communes environnantes. Le Directoire du Département qui en écrit au Comité ecclésiastique de la Constituante, le 25 janvier suivant, ne veut voir dans les émeutes qui suivirent que l'action des contre-révolutionnaires, mais il hésite à employer les moyens de rigueur et désire que le calme soit ramené par la persuasion.

Déjà, quelques mois auparavant, des paysans de Saint-Jouan de Lisle avaient causé des dégâts à la prairie des Quatre Arbres, appartenant à René-Célestin-Bertrand de Saint-Pern de la Rivière, et ceux de Lanrelas avaient dévasté les bois de sa terre de Lambesnard.

Enfin d'autres dévastations avaient été exercées sur les bois de l'abbaye de Beaulieu et tous ces mouvements menaçaient de

prendre une telle gravité que le Directoire du Département prit le parti d'adresser, le 8 février 1791, une circulaire à « différentes municipalités des districts de Dinan, Lamballe et Broons, dans les paroisses desquelles des laboureurs trompés ont formé des attroupements contraires aux lois et des demandes qui n'étaient pas moins condamnées par la justice ». La persuasion ne suffit pas : il fallut avoir recours à la rigueur.

Ce n'était pas de tels efforts que l'on pouvait attendre la création d'un nouveau régime économique. D'ailleurs les modes de tenure de cette région n'étaient pas en cause : le bail à ferme et le bail à mi-fruits devaient être maintenus, et, du moment que le premier effort de l'Assemblée nationale était d'abolir le régime seigneurial, les aspirations de ces paysans se trouvaient du même coup réalisées. Et pourtant ce n'était encore que des promesses. Elles leur suffirent sans doute, car avant qu'elles ne fussent réalisées, avant même que n'eût été votée la loi du 25 août 1792, les cultivateurs s'étaient retournés en grande masse contre la Révolution. S'ils ne participèrent qu'avec répugnance à cette lamentable équipée politique, qui s'appelle la Chouannerie, du moins subirent-ils la double influence du clergé réfractaire qui les menaçait de châtiments éternels, et de leurs anciens maîtres dont ils jugeraient les représailles plus assurées et plus violentes que celles des autorités constituées.

Le paysan de l'ouest, au contraire, manifesta dans ses revendications une grande activité et beaucoup plus d'esprit de suite. En fait il était depuis longtemps à peu près émancipé : la chaîne convenancière, qui le liait au foncier, était en somme très lâche et il était possesseur à titre précaire des édifices et des superficies. Néanmoins il avait une tendance générale à considérer comme une redevance féodale la rente foncière-convenancière, qui n'était en réalité que le gage de sa possession. S'étant parfois perpétués pendant deux cents ans dans leurs domaines, les colons en étaient arrivés à se considérer comme des propriétaires complets. Que, par surcroît, le foncier vint à leur signifier un congément, ils s'estimaient aussitôt victimes d'une spoliation inique. Rien d'ailleurs n'était moins clair que la spécification des obligations de la rente, telles qu'elles figuraient dans les usements.

Aussi le domaine congéable entraînait-il à de nombreux abus : conséquence de l'indétermination des droits respectifs des fonciers et des convenanciers ; conséquence surtout des justices qui constituaient les seigneurs à la fois juges et parties. De même que le paysan est inapte à se dédoubler en colon et en vassal, de même le seigneur ne veut pas se dédoubler en suzerain et en foncier. En voici un exemple.

Les champs en Bretagne sont généralement entourés de bois, qui parfois augmentent beaucoup la valeur d'un domaine dont la terre est souvent médiocre. Or, la propriété de ces bois prête

à toutes sortes de chicanes. Les bois sur les talus, les « corps d'arbres » appartiennent au foncier, mais les émondes appartiennent au convenancier. Le foncier a donc le droit d'abattre les arbres et toujours pressé d'argent, à la fin du XVIII^e siècle, il ne s'en fera pas faute ; mais alors le convenancier est lésé et la rente qu'il doit payer n'est plus en rapport avec la consistance et la valeur de la tenure. D'autre part, les bois de décoration, les bois à merrain, ceux des avenues et des bosquets sont la propriété du foncier ; les arbres à fruits, celle du convenancier. Mais qui dira ce que sont les noyers et les châtaigniers, dont la disposition sur une tenure est extrêmement variable : bois de décoration ? arbres fruitiers ?

Or de telles contestations ne s'arrangent guère à l'amiable. Les hommes de loi infestent les campagnes : notaires, procureurs, avoués, arpenteurs, etc.. et c'est assurément l'un des plus graves inconvénients du régime féodal. Tout ce monde veut vivre, cela va de soi ; mais il ne le peut qu'à la condition de voir les contestations se multiplier : aussi chaque désaccord menace-t-il de dégénérer. L'on discute sur la dénomination à accorder aux bois, mais bientôt la discussion s'envenime ; le colon et le foncier s'entêtent et il n'est pas rare que le foncier finisse par signifier un congément au malheureux convenancier. Alors, c'est la curée ! Le foncier doit en effet rembourser les améliorations que le convenancier a opérées, avec son assentiment, et, en tout cas, il faut dresser un état des lieux, un « renable », pour le colon qui va entrer en jouissance. Les experts s'installent alors chez le domanier congédié, qui les goberge dans l'espoir de se les rendre favorables ; ceux-ci, bien reçus, bien nourris, ne se pressent pas : ils entassent vacations sur vacations, de telle sorte qu'il arrive que le colon devra leur verser pour sa part jusqu'à la moitié ou même jusqu'aux trois-quarts du remboursement auquel il a droit. Dès lors c'est la misère, mauvaise conseillère.

Plaidera-t-il ? Alors, c'est devant la justice du foncier qu'il devra comparaître et que pourra-t-il en attendre, sinon une sorte de légalisation de son infortune ?

Mais de contestations, il n'en existe pas toujours. Alors les hommes de loi encouragent à la chasse aux congéments, et ils y réussissent d'autant mieux que les nobles essayent par tous les moyens d'accroître leurs revenus. Ils y parviennent d'ordinaire en exigeant, au renouvellement des baillées, une forte commission que l'on appelle aussi gants, épingles, pots de vin ; — en vendant l'assurance d'une baillée, en sorte qu'en cinquante ans, l'on a vu des rentes convenancières sextupler et décupler ; en cédant à autrui sa faculté de congément, et cette concurrence est la cause des pires malheurs ; le vol, les destructions et même l'assassinat.

Sans doute convient-il de ne pas exagérer la fréquence de ces pratiques ; mais il n'y avait guère de paroisses où l'on n'eût à

enregistrer, chaque année, un ou deux méfaits de cette sorte. Et ce que l'on ne pourra jamais savoir, mais dont on trouve une indication très nette dans les pétitions et dans les cahiers, c'est l'acuité des haines entre voisins, entre membres de la même famille, les désirs de vengeance, et la vie rurale devenant une angoisse et un tourment perpétuels (10).

L'obligation de se défendre contre toutes ces entreprises, la fréquentation même des hommes de loi ont rendu les paysans convenanciers plus conscients de ce qu'ils croient être leurs droits et plus avides d'émancipation. Ils ont réfléchi et l'on n'est pas étonné de les entendre condamner les juriconsultes Hévin et Poullain-Duparc, dont le grand tort est à leurs yeux, d'affirmer la légitimité du régime convenancier, opposer Le Guével à Baudouin de Maissonblanche, qui n'admet pas qu'il soit marqué de la tache féodale, citer les philosophes du XVIII^e siècle et répéter gravement, d'après Montesquieu, que le domaine congéable est un usement digne des Tartares. Et maintenant d'autres juriconsultes vont préciser leurs dires et diriger contre lui une campagne ardente. Ces hommes de loi, Huchet, Le Coguiet, Gabriel Flouriot, Tilly-Kervéno, etc., seront ceux qui viennent de s'élever au-dessus de la classe des paysans, et qui, par leur hérédité, leurs liens de famille, leurs habitudes d'esprit, tiendront à la terre de toutes leurs forces.

Aussi les cahiers vont-ils être unanimes à demander l'abolition du domaine congéable ! aussi les pétitions vont-elles affluer au Comité des Droits féodaux ! Avec quel enthousiasme l'on accueille la suppression du régime féodal, mais que de protestations lorsque la Constituante aura maintenu la tenure à convenant, et comme l'on s'emploiera à en obtenir l'abolition définitive !

Les domaniers eurent beaucoup à gagner à l'œuvre révolutionnaire. Non seulement elle les affranchit, au même titre que les autres paysans, des servitudes du régime seigneurial, mais encore elle leur permit d'acquérir, souvent à très bon compte, des tenures auxquelles ils aspiraient depuis des années (11).

(10) Cf. pétition du maire et des officiers municipaux de Trévère, canton de Pommerit-le-Vicomte, district de Pontrieux, sur un exposé de Gabriel Flouriot, procureur de la commune du Merzer, qui recueille des adhésions, avant d'aller demander au Comité féodal la suppression de l'usement congéable (sans doute en juin 1791) : « ... Aujourd'hui on ne voit que l'oncle congédier son neveu, le cousin congédier son cousin, le frère congédier son frère, le fils même expulser l'auteur de son existence. Voyez, Messieurs, nous vous en conjurons, la haine et la malice que ces malheureux congéments sèment entre des personnes qui étaient et devraient être liés de la plus intime et étroite amitié... Demandez à nos pasteurs, curés, vicaires et autres fonctionnaires publics, quelles sont les difficultés qu'ils ont à réconcilier les pénitents au sujet de ces malheureux congéments... » Arch. nat., DXIV, 3, n° 21.

(11) LÉON DUBREUIL, La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord (Thèse de doctorat 1912).

Les convenanciers demeureront fidèles à la Révolution. Si leur région se laissa entraîner au Fédéralisme, du moins se montra-t-elle toujours hostile et fermée à la Chouannerie. Alors que partout ailleurs l'on devait envoyer des troupes pour assurer le respect des personnes et des propriétés — ce qui était parfois, pour éviter un mal, tomber dans un autre —, les districts de Guingamp, de Lannion et de Pontrieux surent se garder eux-mêmes et empêcher toute incursion sur leur territoire.

*
* *

Que faut-il conclure des pages qui précèdent ?

Il apparaît que, dans l'ensemble, les paysans bretons du futur département des Côtes-du-Nord ne sont pas profondément misérables. Sans doute a-t-on estimé que dans la région dinannaise, le tiers de la population était privé de ressources, ce qui ne veut pas dire qu'il fût réduit à la mendicité. Tout fait supposer que les officiers municipaux chargés du recensement y ont inscrit les ouvriers des campagnes, les journaliers et les domestiques. Il apparaît que cette proportion doit-être conservée pour toute l'étendue du département, avec un nombre de pauvres plus grand pour les futurs districts de Broons, Loudéac et Rostrenen, moins grand pour ceux de Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion et Pontrieux.

L'aisance est donc assez générale, mais c'est une aisance bien modeste. La faible extension des exploitations, la routine des cultures, l'imperfection de l'élevage, la petite étendue des prairies, l'abondance des landes, la médiocrité de l'habitation, tout concourt à le démontrer. Mais le paysan breton a peu de besoins : il se nourrira d'une manière frugale, ne se vêtira que d'étoffes grossières, et, puisque tel est son défaut, il saura toujours trouver quelques deniers pour boire. Surtout dans la région convenancière il parviendra à faire quelques économies. Elles lui permettront dans la suite de devenir assez aisément propriétaire. Quant au paysan de l'est, moins aisé, plus asservi aux influences des nobles et des prêtres, plus nettement soumis au régime féodal, il laissera passer le flot révolutionnaire, sans profiter du moment où il aurait pu sortir de sa passivité.

QUELQUES APERÇUS SUR LA CONDITION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET SUR LE MOUVEMENT OUVRIER EN FRANCE de 1815 à 1848

Par Henri SÉE

Dans une précédente étude nous avons essayé de décrire l'évolution de l'industrie en France dans la période de la monarchie censitaire (1). On a vu se dessiner les progrès de la concentration industrielle surtout après 1840. Un assez grand nombre d'importants établissements se sont créés, surtout dans l'industrie textile et dans la métallurgie. Les patrons de la grande industrie forment donc une classe sociale dont le rôle tend à croître. C'est cette classe que Villeneuve-Bargemont appelle « la féodalité nouvelle », et qu'il déclare plus dure et plus despotique que la féodalité du moyen âge : « aristocratie d'argent et d'industrie », qui rivalise d'influence avec l'ancienne aristocratie foncière.

D'après le recensement de 1851, ces patrons de grande industrie sont au nombre de 124.000. On estime que les ouvriers employés par eux représentent 1.306.000 personnes [675.000 hommes et 531.000 femmes], c'est-à-dire, en moyenne, 10 salariés par patron. Dans la petite industrie, on compte 1.548.000 maîtres, 1.434.000 ouvriers, 1.370.000 ouvrières, c'est-à-dire en moyenne deux salariés pour un patron. La petite industrie joue donc encore un rôle considérable et même, dans ce qu'on appelle la grande industrie, il existe beaucoup d'établissements moyens, où l'agglomération ouvrière n'est pas bien forte.

1

Les ouvriers de la grande industrie constituent une classe, pour ainsi dire, nouvelle. Beaucoup d'entre eux viennent de la campagne. Ils sont attirés vers l'industrie par des salaires plus élevés,

(1) *L'évolution industrielle de la France de 1815 à 1848* (*Revue d'histoire économique*, 1924, n° 1).

comme le constate Villermé : « parmi les motifs qui déterminent les paysans à quitter les travaux agricoles, le plus général est le taux élevé des gains que leur offre immédiatement l'industrie manufacturière » ; ils ne se doutent pas, ajoute cet auteur, des chômages, des crises, des baisses de salaires qui les attendent (2). C'est cet afflux de la classe ouvrière qui explique, en grande partie, l'accroissement de la population urbaine, pendant cette période : de 1836 à 1846, les agglomérations de plus de 3.000 habitants s'accroissent de 2 millions d'habitants. Mulhouse, qui, en 1812, ne comptait que 10.000 habitants, en possède 20.000 en 1827, et 30.000 en 1836 ; Roubaix passe de 8.000 à 34.000, Saint-Etienne, de 16.000 à 54.000. En 1801, les villes de 20.000 âmes ne comprennent que 15 p. 100 de la population totale de la France, en 1851, 10 p. 100. Cependant, la population urbaine n'est pas encore bien considérable ; seules, les villes de Lyon et de Marseille dépassent, — et de peu —, 100.000 âmes ; Bordeaux, Nantes, Rouen, n'atteignent pas ce chiffre. Quel contraste avec l'Angleterre, où les grandes cités industrielles (Birmingham, Manchester, Sheffield etc.) ont vu leur population grandir de plus de 50 p. 100 ! Ce contraste montre bien à quel point l'évolution industrielle de la France est en retard sur l'évolution anglaise (3).

Une autre conséquence remarquable des progrès de la grande industrie, c'est l'accroissement du nombre des femmes et des enfants employés dans l'industrie. La *Statistique industrielle* de 1847 (confectionnée de 1840 à 1845) établit que, dans 63 départements, on compte 254.000 femmes contre 672.000 hommes, si l'on considère les établissements de plus de 10 ouvriers et montre que la proportion est forte surtout dans les textiles. Les enfants sont au nombre de 131.000, et c'est surtout l'industrie cotonnière qui les emploie. Dans le Haut-Rhin, on compte 13.000 enfants sur un total de 61.000 salariés ; dans la Seine-Inférieure, 15.000, sur un total de 86.000 ouvriers. Les filatures de coton du Haut-Rhin emploient 4.000 enfants sur 13.000 salariés ; celles de la Seine-Inférieure, 3.498, sur 13.000. — Ainsi s'explique la décadence de l'apprentissage, qui ne subsiste que dans la petite industrie : à Paris, on ne trouve plus que 19.114 apprentis, c'est-à-dire un apprenti pour 17 ouvriers. Dans les usines et manufactures, il n'y a pas d'apprentis du tout, mais uniquement de jeunes ouvriers touchant un salaire journalier.

L'emploi des femmes et des enfants, qu'on avait préconisé déjà

(2) VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, 1840, t. II, p. 307 et sq.

(3) Voy. CLAPHAM, *The economic development of France and Germany (1815-1914)*, Cambridge, 1924, p. 53-54.

à l'époque révolutionnaire, qui a commencé à se répandre sous le Consulat et l'Empire (4), est une conséquence des progrès du machinisme. Pour mettre en marche, pour guider une machine, il n'est pas besoin de force physique ; la main d'une femme, les doigts d'un enfant peuvent suffire ; on utilise même souvent de très jeunes enfants. On se l'explique, si l'on considère que les femmes sont payées deux et même presque trois fois moins que les hommes (4 bis). Il se produit donc en France le phénomène qu'on a vu se produire, plus tôt et sur une plus vaste échelle, en Angleterre, où, dès le commencement du siècle, l'abus est si grand que l'Etat doit intervenir.

Dans la grande industrie à ses débuts, l'hygiène est souvent déplorable. En bien des cas, ce sont des ateliers étroits et malsains qu'on a dû installer à la hâte, n'importe où. Cet état de choses ne se modifiera que sous la pression de nécessités techniques ; le développement du machinisme obligera les industriels (dans l'intérêt même de la fabrication) à établir des ateliers plus vastes, mieux aménagés, partant plus sains.

II

Pour se rendre compte de la condition des ouvriers, il faut d'abord étudier leurs salaires, le salaire *nominal* et surtout le salaire *réel*. C'est une étude très difficile, même pour une époque où l'on commence à posséder des statistiques un peu précises (5). Mimerel, dans son *Rapport au Conseil du commerce*, et aussi l'*Enquête relative à diverses prohibitions* donnent des chiffres trop élevés : les deux documents se font les interprètes de la thèse patronale. Villermé a fait une étude plus scientifique de la question. Voici sa conclusion :

« Si l'on retranche les tisserands et les simples journaliers, dont la plupart sont si mal rétribués, le salaire moyen des travailleurs est d'environ 2 francs pour l'homme 1 franc pour la femme, 0 fr. 45 pour l'enfant de huit à douze ans, 0 fr. 75, pour celui de treize ans ».

(4) Cf. WEIL-GÉVEL, *L'introduction des machines et le travail des enfants assistés dans les manufactures, d'après les notes laissées par CH. BALLOT*, (Bull. de la Soc. d'histoire moderne février 1923). Il s'agit presque uniquement avant 1815 des enfants assistés.

(4 bis) Voy. des données très précises, à cet égard, dans l'*Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, t. X, p. 98 et sq. et 764 et sq. (Appendice).

(5) Voy. *Statistique générale de la France* (Salaires à différentes époques) ; HORACE SAY, *Enquête sur l'industrie à Paris pour les années 1847 et 1848* (*Journal des Economistes*, 1851) ; AGRICOL PERDIGUIER, *Statistique du salaire des ouvriers* (dans la *Révolution démocratique et sociale*, 1849) ; EMILE CHEVALLIER, *Les salaires au XIX^e siècle*, 1887.

Il constate qu'à cette époque, l'ouvrier se fait des gains plus forts à la tâche qu'à la journée. — Ch. Dupin, dans ses *Leçons du Conservatoire*, évalue le salaire du manœuvre dans les grandes villes à plus de 2 francs, en Auvergne, à 0 fr. 60, le salaire des boulangers de Paris, à 3 francs, des charpentiers de première classe, à 5 francs. En 1834, d'après Villeneuve-Bargemont (6), le salaire du simple ouvrier à Lille est de 1 fr. 75, d'une ouvrière, de 0 fr. 60, d'un enfant, de 0 fr. 53. A Paris, déclare-t-il, les maçons gagnent environ 4 francs, les limousins, 3 fr. 15, les couvreurs, 5 francs, les aide-maçons, 2 fr. 45. A Arras, en 1842, d'après les évaluations de la municipalité, les salaires s'étendaient de 1 fr. à 2 fr. 50, et la moyenne était de 1 fr. 75 ; les blanchisseuses gagnaient 1 franc, les couturières ou brodeuses, 0 fr. 75 ; les forgerons, menuisiers, maréchaux-ferrants, 2 fr. 50. En 1848, dans le Morbihan, d'après le rapport du préfet, les ouvriers des tanneries, forgés et ateliers de construction gagnaient 1 fr. 50 ; ceux de l'industrie sardinière, 0 fr. 75. Dans le Loiret, les hommes recevaient des salaires de 2 fr. à 3 fr. 25, les femmes, de 0 fr. 75 à 1 fr. 25.

Ce sont là des renseignements fragmentaires. La *Statistique industrielle* offre des données d'un caractère plus général (7). Pour 63 départements, elle établit ainsi le salaire moyen :

| | |
|---------------|----------|
| Hommes | 2 francs |
| Femmes | 1 fr. 03 |
| Enfants | 0 fr. 73 |

Le salaire varie suivant les professions et les localités : de 1 fr. à 4 fr. pour les hommes, de 0 fr. 75 à 2 fr. 50 pour les femmes. Dans les mines, il est de 2 fr. 07 à 2 fr. 14. En réalité beaucoup d'ouvriers touchent moins de 2 fr. On arrive à peu près aux mêmes conclusions si l'on étudie l'*Enquête sur les salaires et les conditions du travail par cantons*, faite par le Comité du Travail de l'Assemblée Constituante de 1848, qui est certainement l'enquête la plus complète qui ait été entreprise jusqu'alors. Elle donne des moyennes inférieures à celles de la *Statistique industrielle*, mais il convient d'observer qu'elle a porté sur de plus petites localités :

| | |
|---------------|----------|
| Hommes | 1 fr. 78 |
| Femmes | 0 fr. 77 |
| Enfants | 0 fr. 50 |

L'Enquête montre que les salaires varient très sensiblement suivant les localités et les professions. En Bretagne, ils sont

(6) *Economie politique chrétienne ou recherches sur la nature et les causes du paupérisme en France et en Europe*, 1834.

(7) Voy. l'interprétation de la *Statistique dans Salaires et durée du travail dans l'industrie française* (Publication de l'Office du travail).

inférieurs à 1 fr. 50 ; dans l'Est, en Normandie et dans les pays où l'industrie métallurgique tient une grande place, ils s'élèvent à 2 fr. au minimum ; dans les départements de la Somme, du Pas-de-Calais, des Vosges, le taux est au-dessous de la moyenne (8). Les salaires les plus élevés sont ceux des mines, des des verreries, des forges, s'élevant parfois de 3 fr., et aussi, mais des verreries, des forges, s'élevant parfois à plus de 3 fr., et aussi, mais dans une moindre mesure, ceux du bâtiment. Partout, le salaire de la femme est inférieur de plus de moitié à celui de l'homme : il est rarement d'un franc ; souvent il ne dépasse pas 0 fr. 60. Le travail à domicile est le plus mal rétribué : dans la dentelle, la filature, le tissage, les femmes gagnent de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 pour 12 heures de travail. Les femmes des journaliers de Morlaix ne trouvent du travail que trente jours par an (8 bis).

Peut-on se rendre compte de la variation des salaires pendant cette période ? Y a-t-il eu hausse ou baisse ? A cet égard, nous ne possédons que des données bien incertaines. Il semble que, dans certaines industries, dans la grande industrie surtout, il se soit produit une certaine hausse. A Mulhouse, de 1835 à 1847, l'élévation des salaires a été d'environ 10 p. 100 ; en 1852, elle est plus sensible encore (9). — Mais, d'autre part, on constate une diminution des salaires dans les métiers à bras de l'industrie textile, Villermé le remarque, et il s'appuie sur ce fait pour déclarer qu'il est nécessaire que le tissage mécanique remplace le tissage à bras. Il dit encore : « La conquête de la filature du lin et du chanvre à la mécanique vient d'être faite, au détriment des ouvrières qui filent à la main dans les campagnes » (10).

On le voit, nous ne possédons encore que des indications assez peu précises sur le salaire *nominal* ; beaucoup de monographies par professions et par régions seraient nécessaires pour éclairer la question (11). Ce qu'on peut dire, c'est que le salaire, bien qu'ayant à peu près doublé depuis la fin de l'Ancien Régime (12), reste encore modique, et pour des journées de travail fort longues, de treize, quatorze et même seize heures (13).

(8) A Paris, les salaires sont plus élevés qu'en province ; voy. la *Statistique de la Chambre de commerce de Paris*, de 1851. En 1824, à Paris, les hommes touchent, dans la plupart des métiers, de 2 francs à 2 fr. 50 par jour (E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie depuis 1789*, 2^e éd., t. I, p. 743).

(8 bis) A Lyon les ouvrières qu'on appelle *ovalistes*, qui travaillent au moulinage de la soie, en 1848, demandent à « ne travailler qu'à 10 heures et à être payées 1 fr. 50 au lieu de 75 centimes » (Justin GODART, *Journal d'un bourgeois de Lyon en 1848*, Paris, 1924, p. 35, n. 3).

(9) *Histoire documentaire de l'industrie à Mulhouse*, t. I, p. 243.

(10) VILLERMÉ, *op. cit.*, t. II, p. 311 et sq.

(11) Comme la monographie de SIMIAUD, *Les salaires des ouvriers mineurs en France*, Paris, 1901.

(12) Voy. E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, 2^e éd., t. II, p. 836 et sq.

(13) Les tisserands de Morlaix, par exemple, gagnent 0 fr. 85, à travailler de 5 heures du matin à 9 heures du soir.

Quant au salaire réel, il est plus difficile encore de s'en rendre compte, car, pour cela, il faut apprécier le coût de la vie, dresser des sortes de budgets ouvriers : tâche singulièrement délicate. — Ch. Dupin, le baron de Morogues, Villeneuve-Bargemont affirment qu'une famille ouvrière est dans la gêne avec un salaire de 760 fr., mais qu'un salaire de 860 fr. lui donnent « l'aisance », à la condition toutefois qu'il ne s'agisse pas d'une grande ville. Vée. en 1845, évalue pour Paris, la dépense annuelle minima à 502 fr. pour un célibataire, à 750 fr. pour un ménage sans enfants. Or, beaucoup d'ouvriers gagnent moins de 750 fr. En Bretagne, d'après l'enquête du Comité du Travail de la Constituante, le *standard of life* est très bas : à Saint-Pol-de-Léon, le budget d'un célibataire est de 150 fr., d'un ménage, de 450 fr. ; dans la campagne de Lannion, il est évalué, pour un ménage, à 600 ou 650 fr., et, dans la ville, à 8 ou 900 fr. Dans le massif central, le niveau de vie est plus bas encore. D'après l'enquête de 1848, la moyenne des budgets ouvriers, suivant les régions, varie de 4 à 800 fr. ; souvent, pour un budget de 500 fr., les salaires journaliers ne dépassent pas 1 fr. 25. Beaucoup d'ouvriers doivent s'endetter ou recourir à la charité, surtout aux époques de crises.

Le salaire nominal est en fonction du prix de la vie. Celui-ci s'est-il beaucoup accru ? A cet égard, nous ne possédons que des données bien incertaines. Sans doute, l'accroissement des subsistances semble plus rapide que l'accroissement de la population, notamment en ce qui concerne le froment et la pomme de terre (55 millions d'hectolitres vers 1830 : 90, depuis 1838 : 117, en 1841), et le prix du pain ne s'est pas élevé. Mais peut-on dire avec Levasseur qu'il y a eu 2 ½ p. 100 de baisse sur l'ensemble des produits naturels ? Le coût de la viande s'est élevé d'un cinquième. D'autre part, l'ensemble des produits manufacturés a baissé de 13 p. 100 (tissus de lin et de chanvre, de 13 p. 100 ; lainages, de 31 p. 100 : cotonnades, de 66 p. 100) ; aussi la consommation s'en réduisant-elle même dans les classes populaires ; les couteaux de table, la vaisselle deviennent d'un usage commun. Le vin, le sucre, le café ne sont plus des denrées de luxe. — Mais il faut tenir compte des chômages fréquents, des crises qui reparaisaient périodiquement (1816, 1818, 1819, 1826, 1827, 1830, 1831, 1836, 1837, 1847), effet de la surproduction, qui résulte elle-même des progrès de la grande industrie (14).

Ainsi, dans l'ensemble, l'existence de l'ouvrier paraît bien précaire. Sa condition, son mode de vie diffèrent suivant les professions et les localités. On peut s'en rendre compte par l'enquête de Villermé.

(14) Pour tout ce qui précède, voy. LEVASSEUR, *Hist. des classes ouvrières* après 1789, 2^e éd., t. I et II.

III

Dans le Haut-Rhin, où l'on compte 100.000 ouvriers de l'industrie textile, la journée de travail est d'au moins 15 heures (13 heures $\frac{1}{2}$ de travail effectif), presque dans tous les établissements, excepté chez Nicolas Schlumberger, de Guebwiller, où elle est plus courte d'une heure et demie. A Mulhouse, les plus pauvres sont obligés de se loger loin de la ville, à une heure ou une lieue demie. « Ces ouvriers, dit Villermé, sont les moins rétribués ; ils se composent principalement de pauvres familles chargées d'enfants en bas âge ». Il faut les voir arriver chaque matin : les femmes pâles, maigres, marchant pieds nus au milieu de la boue ; les enfants, sales, hâves, couverts de haillons, tout gras de l'huile des métiers, portant à la main le morceau de pain qui doit les nourrir. Quand les ouvriers habitent la ville, ils occupent des logements sordides, qu'ils paient de 72 à 100 fr. par an. La mortalité des enfants est très grande : la moitié d'entre eux n'atteint pas deux ans. Beaucoup d'ouvriers sont des émigrants de la Suisse du pays de Bade, de la Lorraine allemande.

Les salaires de ces ouvriers du textile sont tout à fait insuffisants. Les manœuvres ne touchent guère plus d'un franc ; d'autres, de 20 à 35 sous ; les ouvriers qualifiés gagnent de 2 à 3 francs ; les enfants, 50 centimes. La première catégorie vit très mal : de soupes maigres, de mauvais laitage, de mauvaises pâtes et du pain. La nourriture d'une pauvre famille peut être évaluée à 33 ou 34 sous par jour ; or, pour son entretien, à Mulhouse, il faudrait 959 fr. par an. D'autre part, le plus grand nombre des ouvriers nés dans le pays est beaucoup mieux payé : la plupart sont des dessinateurs, des graveurs, des fondeurs, des mouleurs, des mécaniciens (15).

La situation des ouvriers, dans le département du Nord, n'est guère meilleure. La durée du travail est de 15 heures (13 heures de travail effectif). Les filtiers et cotonniers sont très mal payés, surtout ces derniers ; les plus forts gagnent 40 ou 45 sous ; les plus habiles, 3 francs. Les ouvrières adroites gagnent de 20 à 40 sous ; les autres, de 12 à 20 sous ; les jeunes gens âgés de 12 à 15 ans reçoivent de 12 à 25 sous ; les enfants, de 6 à 15 sous. Les ouvriers se trouvent donc tout le temps à deux doigts de la misère ; la nourriture et le logement absorbent presque toutes les ressources ; les plus pauvres ne mangent que quelques pommes de terre, des légumes, du fromage, ne boivent que de l'eau :

Les ouvriers de Lille, dit Villermé, sont très souvent privés du strict nécessaire et cependant ils ne se plaignent pas trop de leur sort et ne se portent presque jamais aux émeutes.

(15) VILLERMÉ, *op. cit.*, t. I, p. 26 et sq.

Il existe beaucoup de sociétés de secours mutuels, mais mal administrées. L'alcoolisme sévit d'une façon effrayante. Villermé confirme, à cet égard, en grande partie, les données fournies par Villeneuve-Bargemont. Il décrit le quartier des Etaques, à Lille, les greniers et les caves où logent les ouvriers. Souvent, il n'y a qu'un grabat pour toute la famille : « dans plusieurs des lits, j'ai vu reposer ensemble des individus des deux sexes et d'âges très différents, la plupart sans chemise et d'une saleté repoussante ». Les cabarets abondent : « je n'ai jamais vu à la fois autant de saleté, de misères, de vices, et nulle part un aspect plus hideux, plus repoussant » (16). Villeneuve-Bargemont déclare qu'à Lille, sur 70.000 habitants, on compte 22.000 pauvres ; dans le département, 163.000 personnes (un sixième de la population) sont inscrites sur les registres des bureaux de bienfaisance (17). Cependant, à Roubaix et à Tourcoing, Villermé remarque que la condition des ouvriers est meilleure ; ils reçoivent de meilleurs salaires, ils sont logés plus sainement ; beaucoup, qui habitent des villages voisins, viennent chaque matin à leur travail. Cependant la journée de travail est encore de 14 à 15 heures.

A Saint-Quentin il y a moins de misère qu'à Mulhouse ou qu'à Lille ; cependant la journée de travail dans les ateliers est de 15 heures (13 h. de travail effectif). Les tisserands de la ville sont logés dans des sortes de caves ; les tisserands de la campagne sont mieux logés, mais ils sont très misérables ; leurs salaires sont de 1 fr. à 1 fr. 75 ; les femmes gagnent de 0 fr. 70 à 1 fr. 25. En temps normal, les familles ont juste de quoi vivre.

A Rouen, les conditions de la vie sont mauvaises, surtout dans l'industrie cotonnière. En 1833, on comptait déjà 107.000 ouvriers employés dans l'industrie cotonnière de la Seine-Inférieure ; trois ans après, ils étaient déjà environ 130.000. Les tisserands gagnent de 1 fr. 25 à 2 fr., les femmes, de 0 fr. 75 cent, à 1 fr. 50 ; les enfants, de 0 fr 50 à 1 fr. Or, une famille ne peut vivre à moins de 50 sous par jour. D'après les calculs d'un manufacturier, M. Lelong, et d'un autre fabricant, Villermé conclut que, « quand le travail est continu, le salaire ordinaire et le prix du pain modéré, un ménage peut vivre avec une sorte d'aisance et même faire quelques économies, s'il n'a pas d'enfant ; que l'épargne, s'il en a un, est difficile, impossible s'il en a deux ou trois ; alors il ne peut vivre si le bureau de bienfaisance ou la charité particulière ne vient à son secours, aussi longtemps que ses enfants res-

(16) VILLERMÉ, *op cit.*, t. I, p. 74 et sq.

(17) VILLENEUVE-BARGEMONT, *op. cit.*, t. II, p. 50 et sq. Cf. aussi le *Rapport à la municipalité sur les moyens à prendre contre le choléra-morbus*, du 1^{er} avril 1832.

(18) VILLERMÉ, *op. cit.*, t. I, p. 107 et sq.

tent à sa charge ». Le filateur de Rouen, que Villermé interroge a trouvé, en 1831, que, sur 100 ouvriers continuellement employés dans sa filature, 61 ne gagnaient pas assez pour se procurer le strict nécessaire. Cependant, les ouvriers de Rouen sont moins misérables que ceux de Lille, bien que les conditions de l'habitation soient très mauvaises. Dans les environs, les ouvriers semblent mieux traités ; mais, même dans les campagnes, les tisserands en coton sont les plus misérables ; ils travaillent 15 à 17 heures par jour pour un salaire, qui, à Darnétal, ne dépasse pas 18 sous par jour (19).

Dans l'industrie drapière, la condition des ouvriers est meilleure que dans l'industrie cotonnière ; depuis 1832, les salaires se sont élevés, en moyenne, d'un quart. Dans la Seine-Inférieure, où cette industrie s'est beaucoup développée (20), les gains sont à peu près satisfaisants : à Elbeuf, les hommes gagnent de 1 fr. 75 à 3 fr. ; les femmes, d'un franc à 1 fr. 25 ; les enfants, 0 fr. 75. Les ouvriers vivent dans une sorte d'aisance ; ils sont assez sobres et rangés ; ils travaillent surtout dans les villes, mais beaucoup habitent la campagne, rentrant chez eux le samedi (21). Dans la région de Reims, beaucoup de tisserands drapiers habitent la campagne ; en ville, ils sont tous groupés dans des ateliers ; ils travaillent 12 heures ou 12 heures $\frac{1}{2}$ par jour. Ils sont, en général, assez sainement logés, quoique certains quartiers contiennent beaucoup de taudis, et ils sont assez bien vêtus. Mais on note que l'ivrognerie est fréquente et que souvent les jeunes filles se conduisent mal.

A Sedan, la condition des ouvriers drapiers est encore meilleure, bien que le travail soit souvent excessif (de 14 à 15 heures). Les logements sont convenables, comprennent, en général, deux pièces ; à la campagne, les ouvriers ont souvent maison et jardin. La nourriture est bonne, les vêtements très convenables. L'industrie occupe même les vieillards, mais n'emploie pas les jeunes enfants. Il y a peu d'ivrognes et les trois quarts des ouvriers savent lire. A Amiens, on se plaint du travail excessif des jeunes ouvriers que constatent les prudhommes en 1821 et 1834. Dans le Midi, la situation est généralement satisfaisante, notamment à Lodève, où les salaires sont suffisants et où il n'y a pas de chômage, car les fabricants travaillent pour les ministères de la guerre et de la marine. A Carcassonne, au contraire, les gains

(19) Sur les ouvriers cotonniers de Normandie, voy. aussi J. SION, *Les paysans de la Normandie Orientale*, p. 305 et sq.

(20) La population d'Elbeuf, en 1823, est de 9.400 ouvriers ; en 1834, de 20.000.

(21) Sur ce qui précède, voy. VILLERMÉ, *op. cit.*, t. I, p. 136 et sq.

des tisserands ne dépassent guère 1 fr. 50, et la misère est grande, surtout dans l'ancienne cité (22).

Dans l'industrie de la soie, les crises, qui sont fréquentes, aggravent la condition des ouvriers. A Lyon, les chefs d'ateliers doivent subir les prix de façon que leur imposent les *fabricants*, c'est-à-dire les marchands et qu'ils essaient de réduire le plus possible. Les *canuts*, qui comprennent les chefs d'ateliers et les compagnons, forment une population d'environ 40.000 travailleurs, qui s'entasse dans les logis les plus malsains de la Croix-Rousse et du quartier Saint-Georges ; ils font de très longues journées (souvent de 15 heures) pour un salaire infime et aléatoire : on calcule que les chefs d'ateliers ne gagnent guère plus de 650 francs par an ; leur condition n'est donc pas meilleure que celle des compagnons. Loyer, éclairage et nourriture sont très chers. C'est donc pour toute cette population une détresse profonde ; le vin et la viande ne paraissent presque jamais sur la table du tisseur lyonnais. Y a-t-il crise et chômage, c'est la misère extrême. Patients, résignés, calmes, souvent assez instruits, les ouvriers en soie de Lyon répugnent à la violence. Ils sont heureux de pouvoir discuter avec leurs employeurs les conditions d'un tarif des prix de façon, en octobre 1831 ; établi grâce au préfet Dumolard, ce tarif suscita les plaintes des patrons, qui, en réalité, n'en tinrent aucun compte. Telle fut l'origine de l'insurrection de novembre 1831 : l'indignation et la déception des ouvriers la firent éclater. Ce fut le point de départ d'une intense agitation économique et politique, qui devait, à son tour, donner naissance à la terrible insurrection de 1834 (23). En 1845 commença de nouveau une crise très grave dans l'industrie de la soie, et elle se prolonge jusqu'en 1848 (23 bis).

A considérer le textile, on voit que c'est dans l'industrie cotonnière que la condition des ouvriers est la plus misérable ; les bas salaires ont été maintenus à cause du travail des femmes et des enfants. La condition des ouvriers de la campagne (ce sont eux surtout qui fabriquent la toile) est plus mauvaise qu'autrefois, par suite des progrès du machinisme. L'afflux de la population ouvrière dans les villes, peu préparées à les recevoir, a pour conséquence la condition déplorable du logement. Les salaires sont trop souvent insuffisants ; en cas de crise, de chômage, de maladie, c'est la misère. La journée de travail, presque partout, est encore très longue.

(22) *Ibid.*, t. I, p. 319.

(23) Voy. J. ALAZARD, *Les causes de l'insurrection lyonnaise de novembre 1831* (Revue historique, 1912). Pour le XVIII^e siècle, voy. J. GODART, *L'ouvrier en soie de Lyon*.

(23 bis) Cf. DUTACQ, *Histoire politique de Lyon, pendant la Révolution de 1848*, Paris, 1910, pp. 52 et sqq., et J. GODART, *Journal d'un bourgeois de Lyon*.

On perçoit les conséquences de ce mode de vie misérable. Les maladies sévissent fréquemment sur les populations ouvrières, et notamment le rachitisme et la tuberculose. En temps d'épidémie, ce sont les ouvriers qui sont le plus durement atteints, comme on le voit lors du choléra de 1832. On remarque les progrès de l'alcoolisme, qui est souvent une conséquence de la misère et de la mauvaise nourriture, les progrès aussi de la prostitution.

De tout cela, et en particulier du travail des femmes et des enfants, résulte un affaiblissement de la race, qui se manifeste par une grande mortalité infantile dans les centres industriels(24). Dans les dix départements où l'industrie est le plus développée, les conseils de révision réformaient près de la moitié des conscrits, tandis que, dans les départements agricoles, ils n'en réformaient qu'un cinquième (25).

Sans doute, la misère ne peut être attribuée uniquement au progrès de la grande industrie du machinisme ; mais il y a fortement contribué (25 bis). Elle sévit surtout dans les industries textiles, où la concentration industrielle est la plus forte. Les autres grandes industries, la métallurgie, l'industrie sucrière, par exemple, dont la concentration est moindre, offre aux travailleurs des conditions de vie moins mauvaises.

IV

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les ouvriers qui travaillent pour ce qu'on appelle aujourd'hui la grande ou la moyenne industrie. Mais la petite industrie joue encore un grand rôle. Les anciens métiers, où le patron, l'artisan travaillé avec un ou plusieurs compagnons, subsistent en grand nombre.

On a bien cette impression, quand on lit, par exemple, des ouvrages comme les *Mémoires d'un compagnon*, d'Agricol Perdiguier, et l'Enquête du Comité du Travail, de 1848, en fournit aussi la preuve (25 ter). Dans ces métiers, la condition des compagnons, qui font encore le Tour de France, qui sont protégés, dans une cer-

(24) La mortalité est très forte dans les centres manufacturiers : de 28 pour 1.000, tandis qu'elle diminue dans l'ensemble de la France : 25 de 1821 à 1840 ; 23, 3, de 1841 à 1850.

(25) Voy. CH. DUPIN, *Rapport aux Pairs*, 1840. Pour obtenir 100 soldats robustes, il faut rejeter : à Rouen, 170 jeunes gens ; à Elbeuf, 200 ; à Bolbec, 500.

(25 bis) Ainsi s'expliquent les destructions de machines et de métiers ; les ouvriers de Lyon brûlent des métiers en 1848 (DUTACQ, *op cit.*, p. 105, et J. GODART, *op. cit.*, pp. 23-24).

(25 ter) Edition Daniel HALÉVY (Cahiers du Centre, Moulins, 1914). — Cf. E. LEVASSEUR, *op. cit.*, t. II, p. 211, 213.

taine mesure, par les compagnonnages, qui peuvent aussi avoir l'espoir de devenir patrons à leur tour, est meilleure que celle des ouvriers de la grande industrie. Il est vrai que la journée de travail est encore fort longue :

« Notre journée [à Béziers], dit Perdiguier, comme à Nîmes, comme à Montpellier, comme presque partout, commençait à cinq heures du matin et finissait à huit heures du soir. Nous prenions à neuf heures une heure pour déjeuner, à deux heures une heure pour dîner ; nous soupions à la fin de notre journée. Nous avions ainsi, chaque jour, treize heures de travail plein à fournir, et par conséquent fort peu de loisir. Cette existence est bien rude. »

Les salaires aussi sont, en général, assez convenables dans ces métiers. C'est ainsi que Perdiguier, à Chartres, vers 1825, gagne 26 sous, et il est couché et nourri. Il est vrai que, pour faire honneur à ses affaires, il faut de l'ordre et de la conduite, et Perdiguier cite un certain nombre de ses camarades, gênés par les dettes ; mais la plupart pouvaient vivre assez bien (26).

À Marseille, en 1827, les salaires qui, en général, ne dépassent guère 2 fr. ou 2 fr. 50, atteignent 4 fr. dans la menuiserie, la tonnellerie, l'imprimerie, 4 fr. 50 ou 4 fr. 90 dans les constructions navales. Sous la monarchie de juillet où les salaires s'élèvent sensiblement, c'est toujours dans les métiers de la petite industrie qu'ils sont les plus hauts (26 bis).

C'est seulement dans ces métiers de la petite industrie que subsiste l'apprentissage, qui présente, à peu près, les mêmes caractères qu'au XVIII^e siècle, mais pour lequel les parents ne paient plus que rarement la pension.

Dans l'ensemble, la classe ouvrière est peut-être plus aisée dans la première moitié du XIX^e siècle qu'en 1789, comme le remarque Villeneuve-Bargemont. Mais il y a des détresses plus poignantes ; il y a surtout les souffrances des femmes et des enfants. Puis, l'ouvrier se sent plus malheureux, parce que ses besoins se sont accrus et parce qu'il y a, dans l'ensemble du pays, plus de richesse et de bien-être.

V

Ce qui aggrave la condition des ouvriers, c'est qu'il ne semble pas qu'elle puisse se transformer aisément, ni rapidement.

(26) PERDIGUIER, *Mémoires*, pp. 115 et 204.

(26 bis) *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, t. X (1923), pp. 98 et sq. et l'Appendice (p. 764 et sq.).

Ce n'est pas des patrons qu'on peut espérer une transformation, ni même une notable amélioration. La plupart sont indifférents au sort de leurs ouvriers. D'après Villermé, certains d'entre eux déclarent « qu'ils sont fabricants pour devenir riches et non pour se montrer philanthropes ». Mimerel, grand manufacturier du nord, dans sa lettre au Conseil des manufactures de 1836, affirme que la condition des ouvriers n'est pas mauvaise, que leur travail n'est pas excessif, puisqu'il ne dépasse pas 13 heures ; celui qui est à plaindre, ajoute-t-il, c'est le manufacturier, dont les profits sont faibles : « l'instrument de travail, si chèrement acquis, ne donne plus de loyer » ; le travailleur et le consommateur prennent « la légitime part que devait trouver le travail dans la production ». Il est juste d'ajouter que certains industriels se rendent compte de ce qu'a de défectueux la condition des ouvriers : telle, la *Société industrielle de Mulhouse*, fondée en 1825, et qui, dès 1827, demande la réglementation du travail des enfants.

D'autre part, le gouvernement semble peu disposé à intervenir pour réglementer les conditions du travail. Les idées dominantes sont peu favorables à l'interventionnisme, qui est toujours considéré, non seulement comme utopique, mais comme contraire au principe de la liberté industrielle.

Toutefois, on voit se poser quelques questions qu'il est difficile d'éluder, notamment la question du travail des enfants. L'enquête de Villermé sur la condition des ouvriers a fait une grande impression sur l'opinion et on subit aussi l'influence du *Factory Act* de 1833, qui, en Angleterre, a réglementé le travail des femmes et des enfants, a limité le nombre d'heures de leur journée dans toutes les industries textiles et a créé un corps d'inspecteurs du travail.

Rappelons, d'ailleurs, que dès 1818, Robert Owen s'était employé à agiter l'opinion européenne en faveur de la réglementation du travail des enfants, avait montré l'intérêt d'une législation internationale. Ses idées devaient être reprises plus tard par un industriel de Bâle, Daniel Le Grand, qui ne cessa de faire campagne pour cette réglementation dans ses *Lettres d'un industriel des montagnes des Vosges* ; sa lettre de 1838 est particulièrement intéressante à cet égard (26 ter).

Le gouvernement français fait faire une enquête sur le travail des enfants dans l'industrie. Les Chambres de commerce et les Conseils de prudhommes se montrent, en général, peu favorables à des mesures législatives, mais ils reconnaissent les abus qui se produisent. En 1840, un projet est présenté par le gouvernement

(26 ter) Cf. STEPHAN BAUER, *Die geschichtlichen Motive der internationalen Arbeiterschutzes* (*Zeitschrift für Social und wirtschaftsgeschichte*, an 1903, t. I, p. 79 et sq.).

pour protéger contre l'excès du travail les enfants de moins de seize ans. Pendant la discussion du projet, on voit s'affronter partisans et adversaires de l'intervention de l'Etat. Parmi ces derniers, on peut citer le savant Gay-Lussac, qui voit dans l'intervention « un commencement de saint-simonisme ou de phalantérisme » :

« Un fabricant, dit-il, est un homme indépendant ; il est souverain chez lui. Qui est-ce qui lui tiendra compte de ses pertes, si, par suite de vos mesures, il en éprouve ? Tout, selon moi, doit être laissé à son libre arbitre. Vous parlez de la salubrité des établissements ; vous n'y pouvez rien... Se préoccupe-t-on de l'hygiène des maisons ? »

D'autre part, le gouvernement soutient avec assez d'énergie la cause de l'intervention. Charles Dupin, chargé de faire le rapport du projet à la Chambre des Pairs, étudia la question avec soin. A la Chambre des Députés où la discussion fut très vive, Villemain déclara :

« Non seulement la société a le droit d'intervenir dans cette matière, mais c'est son devoir ; c'est une dette, et même une dette arriérée, qu'elle doit aujourd'hui acquitter. »

Les manufacturiers obtinrent cependant une concession de première importance : on renonça à la création d'*inspecteurs salariés* ; on décida que les inspecteurs seraient pris parmi les manufacturiers ou les anciens manufacturiers, et que leurs fonctions seraient gratuites. C'était enlever toute sanction à la loi : Dupin le reconnaissait.

La loi votée en 1841 ne s'applique qu'aux manufactures et usines comprenant plus de 20 ouvriers. On n'emploiera pas d'enfants de moins de huit ans ; les enfants de huit à douze ans ne travailleront que huit heures au maximum, les enfants de douze à seize ans ne seront astreints qu'à douze heures, et encore les heures de travail doivent-elles être coupées par des repos. Le travail de nuit ne pourra être imposé aux enfants de moins de douze ans et ceux de douze à seize ans n'y pourront être soumis qu'exceptionnellement. Jusqu'à l'âge de douze ans, les enfants employés dans les manufactures devront suivre l'école primaire.

Le plus souvent, la loi ne fut pas réellement appliquée ; l'obligation scolaire notamment fut presque toujours éludée, excepté à Mulhouse, où des industriels créèrent des écoles à l'intérieur de leurs établissements. Bientôt on réclama la réforme de la loi ; la Société industrielle de Mulhouse se prononçait pour la création d'*inspecteurs salariés*.

En 1847, le gouvernement se décida à proposer une refonte de la loi de 1841 : la surveillance serait étendue à tous les établissements ; le minimum d'âge serait fixé à 10 ans. A la Cham-

bre des Pairs, Dupin demande la création d'inspecteurs salariés, ainsi que la fixation d'un maximum de 12 heures de travail pour les femmes et l'extension de la surveillance aux établissements occupant plus de dix personnes. Le gouvernement se rallie à ces idées, mais la Chambre ne commence la discussion du projet que le 23 février 1848, à la veille de la Révolution ; la loi ne fut donc pas votée et on continua à vivre pendant un demi-siècle, sous le régime de la loi de 1841. Rares étaient encore les personnes qui se rendaient compte que la réduction des heures de travail seraient favorables à l'industrie et que seule l'intervention de l'Etat pouvait empêcher le surmenage de l'ouvrier (27). Mais, pour la première fois en France, la question était posée (27 bis).

Sous le règne de Louis-Philippe, on proposa aussi une réforme des Conseils des Prudhommes institués par le Napoléon pour juger les différends s'élevant entre patrons et ouvriers dans les questions de travail et de salaires. Dans les Conseils de Prudhommes, les patrons étaient plus nombreux que les ouvriers et ceux-ci n'étaient représentés que par des chefs d'ateliers et des contremaîtres. En réalité, malgré d'assez nombreuses réclamations (27 ter), aucune réforme ne fut accomplie. On se borna à créer des Conseils à Paris (où l'institution n'existait pas encore), ainsi que dans quelques industries (métaux, tissus, produits chimiques). L'institution des Prudhommes ne devait être transformée que par la République de 1848.

Cependant, le gouvernement encourage les institutions de prévoyance. Dès 1818, une Caisse d'épargne avait été créée ; elle eut bientôt 13 succursales. Le nombre de ces caisses s'accrut beaucoup sous la monarchie de juillet : en 1834, on en comptait 76 ; en 1848, 1364. Dès 1835, il y avait 121.000 livrets représen-

(27) Telle est cependant la théorie soutenue par le Docteur A. PÉNOT, dans son *Rapport sur un projet de loi réglant le travail des enfants dans les ateliers*, présenté à la Société industrielle de Mulhouse (*Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, an. 1848, t. XXI, p. 191 et sq.). Il cite ces observations très hardies du Docteur Weber : « Maintenant les besoins physiques les plus immédiats, la nécessité de manger et de dormir arrêtent seuls le maître dans l'emploi qu'il fait de son ouvrier ; s'il pouvait le faire travailler 16 ou 18 heures par jour, pour le même salaire, il n'y faillirait pas. Et qu'on ne vienne pas objecter ses sentiments d'humanité, la concurrence est là ; si l'un le fait, tous sont obligés de le faire, au risque de rester en arrière et d'être ainsi dupes de leurs bons sentiments ». — Arago se prononce aussi pour la réglementation et l'interventionnisme de l'Etat lorsqu'en 1840 il entretient la Chambre des questions ouvrières ; voy. FOURNIÈRE, *La monarchie de juillet* (Hist. socialiste), p. 359-360.

(27 bis) Daniel Le Grand ne cesse de demander la réforme de la loi de 1841, qu'il juge tout à fait insuffisante ; cf. ST. BAUER, *op. cit.*, loc. cit.

(27 ter) A Lyon, où la prépondérance des patrons dans le Conseil des Prudhommes était si préjudiciable aux ouvriers, puisque c'était lui qui décidait des contestations relatives aux prix de façon, on demanda sa réforme dès 1822 ; voy. TRUCHON, *La vie ouvrière à Lyon sous la Restauration* (*Revue d'histoire de Lyon*, en 1912).

tant 40 millions de francs de dépôts. La loi du 5 juin 1835 réglementa les caisses d'épargne fixant l'intérêt à 4 p. 100, interdisant de déposer plus de 300 fr. par semaine et plus de 3.000 fr. par an (28), édictant que l'argent des dépôts serait confié à la caisse des dépôts et consignations.

Notons encore des tentatives intéressantes de colonies agricoles sur lesquelles on comptait pour remédier à l'excédent de la population et occuper les indigents. C'était là une idée chère à la *Société de morale chrétienne*, fondée en 1821, et pour laquelle le baron de Morogues et Villeneuve-Bargemont n'ont cessé de faire campagne ; ce dernier proposait de consacrer à ces colonies 600.000 hectares de terres incultes. De là, des projets législatifs, qui n'aboutirent pas, et des entreprises privées, qui ne réussirent que médiocrement ; on ne parvint pas, en réalité, à réagir contre le développement de l'industrie et l'exode rural, qui en était la conséquence (29).

VI

Mais ce qui empêchait surtout la classe ouvrière de s'émanciper et même d'améliorer sa condition, c'était que les travailleurs n'avaient pas la possibilité de défendre leurs intérêts collectifs. On vit toujours sur la législation de la Constituante, sur la loi Le Chapelier, de juin 1791, qui interdit toute coalition de compagnons et de maîtres. La loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803) ne fit que la confirmer et l'aggrava même en édictant des pénalités, qui ne sont pas les mêmes pour les patrons et les ouvriers : les coalitions patronales sont punies d'une amende de 300 à 3.000 fr., et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement d'un mois au *maximum*, et encore ne sont-elles poursuivies que si elles se proposent un abaissement injuste et abusif des salaires. Au contraire, toute coalition d'ouvriers, quelle qu'elle soit, est punie, au maximum, de trois mois de prison. Ces dispositions sont confirmées par les articles 414, 415 et 416 du Code Pénal, qui déclare, en outre, que « les chefs et moteurs (des coalitions) seront punis de deux à cinq ans de prison » ; les articles 291-294 de ce même Code interdisent toute association de plus de 20 personnes. Souvent les règlements d'ateliers eux-mêmes interdisent aux

(28) En 1845, le maximum du dépôt fut fixé à 1500 francs. Sur ce qui précède, voy. E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières... depuis 1789*, t. I, p. 647 et sq. ; DE GÉRANDO, *La bienfaisance publique* ; LAURENT, *Le paupérisme*.

(29) GEORGES CAHEN, *L'économie sociale chrétienne et la colonisation agricole sous la Restauration et la monarchie de juillet* (*Revue d'Economie politique*, juin 1903).

ouvriers, sous peine de renvoi, de se coaliser ou même de discuter entre eux sur les conditions du travail (30).

En fait, de nombreuses coalitions ou grèves d'ouvriers furent poursuivies par la justice de 1815 à 1848 ; la quantité d'affaires et de prévenus s'accroît d'une façon presque continue. Les grèves, en effet, surtout après 1830, éclatent souvent un peu partout. Mais ce sont des mouvements isolés, limités souvent à une seule corporation et qui ne permettent que rarement aux ouvriers d'obtenir satisfaction (31).

Une autre preuve de la sujétion dans laquelle on prétend maintenir la classe ouvrière nous est fournie par l'article 1781 du Code Civil ; cet article déclare, en effet, que le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, le paiement des salaires de l'année échue, les acomptes donnés pour l'année courante.

Enfin, l'obligation du livret, qui avait pris naissance au XVIII^e siècle, a été étendue à tous les ouvriers par la loi de 1803. Les avances consenties aux ouvriers doivent être inscrites sur le livret, et, pour en assurer le remboursement, le nouveau maître doit percevoir une retenue sur les salaires. L'ouvrier se trouve ainsi sous la dépendance du maître, qui peut lui imposer des réductions de salaires. L'obligation du livret a été maintenue. Il y a bien eu, en 1845, un projet pour modifier la législation : la Chambre des Pairs proposait que la somme des avances inscrites ne pût dépasser 30 francs ; mais le projet n'aboutit pas.

Toute cette législation était si dure et si injuste que même des hommes très modérés, conservateurs au point de vue social, la critiquent nettement. Dunoyer, par exemple, après avoir blâmé l'inégalité avec laquelle, on traite les coalitions patronales et les coalitions ouvrières (34) :

Les maîtres, ajoute-t-il, trouvent encore dans la police des livrets et dans les difficultés qu'ils peuvent faire pour les remettre, un moyen d'empêcher la désertion de leurs ateliers et de faire bon gré mal gré apporter aux ouvriers des réductions de salaires. On a vu maints exemples de ceci du temps de l'Empire et de la Restauration.

Faut-il s'étonner que la classe ouvrière, tenue en laisse par la législation, étroitement surveillée par l'administration, n'ait offert que peu de résistance effective aux conditions que leur imposaient les chefs de la grande industrie ?

(30) Voy. JULIEN HAYEM, *Un règlement d'atelier en 1809 (Mémoires et documents sur l'histoire de l'industrie et du commerce, t. I, p. 137 et sq.)*.

(31) Voy. O. FESTY, *Le mouvement ouvrier au début de la monarchie de juillet (1830-1834)*, Paris, 1908, p. 47 et sq. ; FOURNIÈRE, *op. cit.* p. 226 et sq.

(32) *Mémoire à consulter sur quelques-unes des principales questions que la Révolution de juillet a fait naître, Paris, 1835.*

VI

En fait, l'organisation ouvrière est encore peu puissante dans la période que nous étudions ; elle ne commence à se manifester que sous la monarchie de juillet. Elle apparaît à cette époque, moins comme une conséquence des progrès de la grande industrie et de la concentration de la classe ouvrière que de l'activité politique suscitée par la Révolution de juillet.

Jusqu'en 1830, la seule organisation importante de la classe ouvrière reste le *compagnonnage* (33), qui ne fut plus sérieusement inquiété, comme il l'avait été sous l'ancien régime (34). Les compagnonnages ont toujours le caractère de sociétés secrètes, avec tout un appareil de rites qui en défendent l'accès, et ils n'existent que dans les corps de métiers qui font le *tour de France*. Et même tous les métiers du Tour de France n'y sont pas admis ; c'est ainsi que les boulangers et les cordonniers en sont longtemps tenus à l'écart et n'y pénètrent qu'en 1850.

Un trait caractéristique des compagnonnages, c'est un esprit corporatif très étroit. Ils comprennent trois rites :

1° les enfants de maître Jacques, compagnons du devoir ou *devoirants* ;

2° les enfants du père Soubise ou charpentiers du devoir ;

3° les enfants de Salomon, compagnons du devoir de liberté ou *gavots*.

Il y a une très vive rivalité entre les rites, et même, dans chaque rite, entre les divers corps de métiers. Les rixes sont fréquentes, parfois sanglantes ; il en est question, à tout instant, dans les *Mémoires* d'Agricol Perdiguiet. Partout, les *aspirants* sont traités très durement par les compagnons. Il faut reconnaître cependant que les compagnonnages exercent une action moralisatrice sur les ouvriers, contribuent à accroître chez eux le sentiment de l'honneur (35).

On comprend alors qu'à partir de 1830, des scissions se soient produites dans le compagnonnage, qui ne correspond plus aux

(33) Voy. MARTIN SAINT-LÉON, *Le compagnonnage*, 1901 ; AGRICOL PERDIGUIET, *Le livre du compagnonnage*, 1839 et *Mémoires d'un compagnon* ; JUSTIN GODART, *Le compagnonnage à Lyon* (*Revue d'histoire de Lyon*, an 1903, p. 425 et sq.) ;

(34) Cependant, le maire de Marseille, en 1818, prend un arrêté, qui réédite toutes les anciennes mesures contre les compagnonnages ; il les soumet, en tout cas, à l'étroite surveillance de la police (*Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône*, t. X, 1923, p. 67-69).

(35) G. SIMON, *Etude historique et morale sur le compagnonnage* ; A. DE BERSAUCOURT, *Le compagnonnage pittoresque*. (*Grande Revue*, sept. 1924), *Mémoires d'un compagnon*, passim.

idées de la classe ouvrière, à la conscience de classe qui commence à naître. Les aspirants, maltraités par les compagnons, commencent à se révolter ; déjà, en 1823, à La Rochelle, ils tentent de former une société dissidente qui commence à fonctionner (36). En 1830, à la suite d'événements dont Toulon a été le théâtre, on jette les bases d'une nouvelle société qui est définitivement constituée en 1832 ; c'est l'*Union du Tour de France*, dans laquelle est effacée toute distinction entre compagnons et aspirants, où il y a solidarité entre les divers corps de métiers ; elle se développe rapidement, notamment à Lyon (37).

Agricol Perdiguier, de son côté, tout en demandant le maintien de l'ancien compagnonnage, désire son rajeunissement : que les rivalités soient abolies ; qu'il y ait entre tous les compagnons bonne entente et solidarité ; ce sont les idées qu'exprime George Sand dans son curieux roman, le *Compagnon du Tour de France*, qui date de 1841. Mais les idées de la nouvelle génération sont surtout exprimées par Pierre Moreau, ouvrier serrurier, qui combat la doctrine de Perdiguier et déclare que le compagnonnage est une institution surannée, partant nuisible (38). Ce qu'il importe maintenant, pense-t-il, c'est de créer de grandes associations qui s'occupent des intérêts de tous les travailleurs. Ainsi, en 1848, la décadence du compagnonnage est visible : le développement de la grande industrie l'explique dans une certaine mesure. Cependant cette forme antique d'association se conservera ; elle subsiste encore aujourd'hui.

En dehors du compagnonnage, une autre sorte d'association était possible : les sociétés de secours mutuels, auxquelles on n'appliqua pas les règles de la loi Le Chapelier. Beaucoup d'entre elles dataient de la période de 1791 à 1815 (39). On laissa se créer un grand nombre de ces sociétés, même professionnelles ; à la fin de 1823, on comptait à Paris 160 sociétés de secours mutuels, dont 132 professionnelles, groupant plus de 11.000 membres. Au premier rang, on peut citer la société des typographes. A Paris, les ouvriers du bâtiment (charpentiers, plombiers, zingueurs, etc.), les ferblantiers, orfèvres, mécaniciens, boulangers, fondeurs en cuivre, possèdent de puissantes sociétés ; le mouvement se déve-

(36) Voy. A. PERDIGUIER, *Mémoires d'un compagnon*, p. 141 : « Cette société, qui se composait d'un fragment détaché de la vaste société des menuisiers, du devoir, et qui s'adjoignit des serruriers et autres travailleurs vécut en mauvaise intelligence avec les dévotants qui l'appellèrent la société des *révoltés* ; elle était née en 1823 ». Cf. J. GODART, *op. cit.*

(37) Justin GODART, *op. cit.*

(38) Voy. son livre *De la réforme des abus du compagnonnage et de l'amélioration du sort des travailleurs*, 1843.

(39) Les sociétés de secours mutuels couvraient parfois, même sous l'ancien régime des sociétés de résistance ; voy. H. SÉE, *L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'ancien régime*, 2^e partie, ch. 8.

loppe aussi en province, par exemple, chez les gantiers de Grenoble et les tisseurs de Roubaix (40).

Les sociétés de secours mutuels se développèrent sensiblement sous le règne de Louis-Philippe. Elles furent encouragées par le gouvernement lui-même, sous l'influence de la *Société philanthropique* (41). En 1840, on comptait : à Paris, plus de 200 de ces sociétés : 82, dont 71 professionnelles, à Lyon, soit 3-000 membres ; 30 à Roubaix, dans le textile (environ 1.300 membres. En 1847, plus de 2.000 sociétés de secours mutuels avaient un dépôt à la Caisse d'épargne. Ce qu'il importe de noter, c'est que beaucoup de ces sociétés ont servi à masquer de véritables *sociétés de résistance*, en créant des bourses auxiliaires, se constituent ainsi des fonds de chômage pour obtenir l'établissement d'un tarif et des augmentations de salaires. Tel est le cas des chapeliers de Paris et de Lyon, dès 1817. A Lyon, les *Mutuellistes*, divisés en ateliers, de 20 membres chacun, constituent une puissante société de résistance.

A Marseille, il se fonde aussi un assez grand nombre de sociétés de secours mutuels professionnelles, qui deviennent rapidement des sociétés de défense et de résistance ; telles, les sociétés des cordonniers, tonneliers, typographes, boulangers, tanneurs, qui suscitèrent plusieurs grèves importantes (42).

VI

C'est surtout après 1830 que l'on voit les efforts de la classe ouvrière pour s'organiser, du moins dans les grandes villes. Au début, ce mouvement ne semble pas déterminé par la transformation industrielle. Les ouvriers qui jouent le principal rôle, ce sont précisément ceux qui sont le moins touchés par cette transformation, c'est-à-dire les ouvriers du bâtiment, les cordonniers, les chapeliers, les ouvriers des industries de luxe. Le mouvement procède surtout de la Révolution de juillet et du courant général des idées qu'elle a déterminé.

Les ouvriers avaient, en effet, joué un rôle de premier ordre dans la Révolution de 1830 ; et l'on sait que ce sont les libéraux

(40) Sur tout ce qui suit, voy. *Les Associations professionnelles* (Public de l'Office du Travail) ; PAUL LOUIS, *Histoire du mouvement syndical en France* (1789-1906), p. 72 en sq. ; E. LEVASSEUR, *op. cit.*, t. I, p. 647 et sq. ; O. FESTY, *La Société Philanthropique et les sociétés de secours mutuels* (*Revue d'histoire moderne*, 1911).

(41) RÉMUSAT les recommanda aux préfets comme offrant « une garantie d'ordre, de prévoyance et d'économie » ; partout où l'on a établi, ajoutait-il, « on a pu en apprécier les excellents effets sous le rapport de l'ordre public et de la diminution des pauvres admis dans les hôpitaux ».

(42) *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, t. X, p. 74 et sq.

qui les ont poussés à la Révolution (les maîtres-imprimeurs ont fermé leurs ateliers à la fin de juillet (43). Les ouvriers comptent donc que le nouveau régime fera quelque chose pour eux (42). Dès le mois d'août 1830, à Paris, ils se livrent à d'assez nombreuses manifestations pacifiques. Ils demandent : des mesures contre le chômage ; la fixation de tarifs ; la réduction de la journée de travail ; parfois — notamment les typographes — la suppression des machines (45).

En septembre, se manifeste contre les machines, et notamment contre les presses mécaniques, une agitation plus grave, qui inquiète le gouvernement. Le ministre du commerce, d'Argout, dans sa circulaire aux préfets du 17 décembre 1831, déclare que les ouvriers ne doivent pas s'adresser au gouvernement pour obtenir des augmentations de salaires ; le taux des salaires doit résulter du libre débat et de la concurrence ; l'administration « n'a ni le droit, ni le moyen d'intervenir dans ces fixations et encore moins de les déterminer par des tarifs » (46).

En province aussi, un mouvement ouvrier commence à se dessiner. A la fin d'août, les fileurs de Rouen forment une coalition pour demander la réduction de la journée de travail à 12 heures, l'abolition d'articles draconiens des règlements d'ateliers. Les patrons font quelques concessions de peu de portée, qui n'améliorent guère la condition des fileurs ; et de nombreuses condamnations ont été prononcées pour coalitions (47).

C'est aussi en septembre 1830 que se créent pour la première fois des journaux ouvriers (48). On voit se fonder trois journaux bi-hebdomadaires : le *Journal des ouvriers*, le *Peuple*, l'*Artisan*. Ils espèrent que la Révolution de juillet déterminera une trans-

(43) P. MANTOUX, *Patrons et ouvriers en 1830* (*Revue d'histoire moderne*, t. III, p. 291-296).

(44) Enfantin se rend compte que la révolution devrait avoir une ère sociale nouvelle (lettre aux Saints-Simoniens, publiée dans l'*Organisateur*, du 15 août). C'est la classe des prolétaires qui a vaincu, mais elle n'a pas de chefs. « La révolution sainte qui vient de s'opérer ne mérite pas le nom de révolution ; rien de fondamental n'est changé dans l'organisation actuelle ; quelques noms, des couleurs, le blason national, des titres, quelques modifications législatives..., telles sont les conquêtes de ces jours de deuil et de gloire ». — Voy. O. FESTY, *Le mouvement ouvrier au début de la monarchie de juillet* (1830-1834), Paris, 1908, p. 27 et sq.

(45) O. FESTY, p. 38 et sq. — Cf. Paul Louis, *Histoire du mouvement syndical en France*, 1917, p. 86 et sq.

(46) Le préfet de police, Girod de l'Ain, avait déjà déclaré, dans son ordonnance du 25 août : « aucune demande à nous adressée pour que nous intervenions entre le maître et l'ouvrier, au sujet de la fixation du salaire ou de la durée du travail journalier, ou du choix des ouvriers, ne sera admise, comme étant formée en opposition aux lois qui ont consacré le principe de la liberté de l'industrie ».

(47) O. FESTY, *op. cit.*, p. 47 et sq.

(48) Voy. Georges WEILL, *Les journaux ouvriers à Paris, 1830-1870* (*Revue d'histoire moderne*, nov. 1907).

formation sociale (49). Ils s'occupent beaucoup de questions politiques ; ils ne demandent pas encore le suffrage universel : le *Journal des ouvriers* revendiquant « le gouvernement de la majorité des Français », déclare qu'au moins le cens ne devrait pas dépasser 100 francs. Les journaux ouvriers se montrent hostiles aux machines, qui auront pour conséquence le chômage ; seul, l'*Artisan* en fait l'éloge, pensant qu'elles supprimeront le travail mécanique de l'homme. Les journaux ouvriers ne demandent pas encore formellement le droit de coalition ; ils dénoncent seulement les coalitions patronales. Les trois feuilles, d'ailleurs ne tardent pas à disparaître.

En 1831, on aperçoit le progrès de l'organisation ouvrière. Il se crée des sociétés de résistance, comme la *Société philanthropique des tailleurs de Paris* (juin 1831), qui donne des secours en cas de chômage et organise une commission de surveillance pour juger les réclamations des maîtres et des ouvriers.

En 1832 et 1833, les progrès sont encore plus marqués. C'est l'effet du retentissement de l'insurrection de Lyon, de novembre 1831, et surtout de la propagation dans la classe ouvrière des nouvelles doctrines sociales. Buchez expose sa doctrine dans le *Journal des sciences morales et politiques* (17 déc. 1831). Il préconise : 1° l'*association*, la création de sociétés à capital perpétuel et inaliénable, pour les métiers qui n'ont besoin que de peu d'instruments de travail ; 2° pour les métiers exigeant de gros capitaux, la formation de *syndicats* ou *conseils de prudhommes*, qui fixeraient les salaires par des contrats avec les patrons. Les idées de Fourier ont eu aussi une certaine influence à Lyon.

L'agitation ouvrière a été assez vive. A Anzin, il éclata, en 1833, une véritable émeute ; les grévistes, dont les salaires avaient été réduits d'un cinquième depuis 1817, réclament l'augmentation de 20 centimes par jour. A Paris, la même année, les typographes s'agitent ; les tailleurs, soutenus par leurs sociétés de secours mutuels, se mettent en grève, pour obtenir 2 fr. de plus par pièce ; les patrons dénoncent la coalition ; l'on procéda à plus de 200 arrestations, on prononça des condamnations de 1 mois à 5 ans de prison (48).

Voici que se créent des sociétés nouvelles. Le 14 octobre 1832 se fonde la *Société d'union fraternelle philanthropique des ouvriers tisseurs*, qui édicte une série de dispositions pour « la présenta-

(49) L'*Artisan* dit : « trois jours ont suffi pour changer notre fonction dans l'économie de la société et nous sommes maintenant la partie principale de cette société, l'estomac qui répand la vie dans les classes supérieures, revenues à leur véritable fonction de serviteurs ».

(50) Voy. FOURNIÈRE, *La Monarchie de juillet* (Hist. Socialiste), p. 233 et sq.

tion de tarifs aux fabricants » ; en 1832 aussi, la *Société de l'union des doreurs de Paris* se propose d'agir pour fixer le prix et la durée des journées, pour l'interdiction du travail aux pièces. En 1833, les doreurs de Paris (à la suite d'une coalition des ouvriers de Simonet) forment une *bourse auxiliaire*, qui fournira des allocations à ceux de ses membres qui refuseraient de subir des réductions de salaires ou qui « souffriraient pour le soutien des intérêts de la profession » ; elle s'efforcera, quand il y aura discussion entre maîtres et ouvriers, « d'opérer un rapprochement à l'amiable ». A la suite d'une grève, en 1833, les ébénistes de Paris forment aussi une société. La grève des porcelainiers de Limoges, de 1833, semble avoir été suscitée par une société secrète, par une sorte de bureau central des porcelainiers, siégeant à Paris (50). A Nantes, la même année, on voit se créer une *Société typographique*, qui est une véritable société de résistance. Elle accorde des secours de chômage (3 fr. par jour) à ceux qui n'auraient pas accepté « des usages contraires à ceux qui existent » ; elle fait pression sur les patrons ; elle entre en relation avec la *Commission provisoire de la réunion typographique de Paris*, avec la société des typographes de Lyon, avec les typographes de Bordeaux. Il semble que les imprimeurs tendent à former une association générale des ouvriers de leur métier (52).

Mais c'est dans la région lyonnaise que le mouvement a été particulièrement intense. A la suite de l'insurrection de novembre 1831, de caractère purement économique (53), le mutuellisme fait de grands progrès ; il est soutenu par le vaillant journal, *l'Echo de la fabrique*. En juillet 1833, on le réorganise ; on crée des syndicats par catégories ; les syndicats élus devront connaître à fond les conditions du travail. Le mutuellisme commence à agir au grand jour et *l'Echo de la Fabrique* commence à affirmer ses sympathies républicaines. A Saint-Etienne, en 1833, se fonde la *Société Générale des passementiers* (avec syndicats, sections et comités), qui se propose de maintenir « les prix de main-d'œuvre ou façons » et d'obtenir un tarif. Il y avait eu, en effet, baisse des salaires ; et le capitaine commandant la gendarmerie de la Loire déclare que la création de la société a pour cause « la conduite cupide des patrons, qui emploient des moyens odieux pour bénéficier sur les salaires » (52).

A cette époque, enfin, se dessinent déjà quelques mouvements

(51) O. FESTY, *op. cit.*, p. 133 et sq., 202-203.

(52) *Ibid.*, p. 191 et sq.

(53) Voy. LÉVY-SCHNEIDER, *Le gouvernement insurrectionnel de l'Hôtel de ville* et L.-M. PIÉRONON (*Revue d'histoire de Lyon*, an 1910, p. 161 et sq. et 241 et sq.).

(54) O. FESTY, *op. cit.*, p. 150 et sq.

d'ensemble. C'est ainsi qu'en décembre 1833, il y eut à Paris d'importantes coalitions de cambreurs, de bijoutiers, de boulangers, puis de tailleurs, de cordonniers, de typographes, en relation les unes avec les autres, et qui donnèrent lieu à de nombreuses poursuites. On commence à dresser des programmes de revendications pour la classe ouvrière; on fait appel à la solidarité des travailleurs; on songe, non seulement à des fédérations corporatives, mais à des fédérations extra-professionnelles. Le tailleur Grignon dit : « appelons nos frères des autres corps d'état à suivre notre exemple; alors il faudra bien que le maître accepte la loi de l'ouvrier ». Enfin, il faut noter le progrès des idées républicaines; des ouvriers sont affiliés aux sociétés secrètes (55).

Ainsi s'explique la loi contre les associations, de 1834, qui a suscité l'insurrection de Lyon, les émeutes de Paris et de Saint-Etienne. La loi de 1834 porte un coup redoutable aux sociétés de résistance : beaucoup sont dissoutes, comme les Mutuellistes, ou deviennent purement corporatives.

Aussi, de 1835 à 1840, il ne semble pas que l'organisation ouvrière ait fait de grands progrès. Mais, à partir de 1840, on peut noter un puissant réveil.

Ce réveil a pour origine la crise de 1839-1840, qui, à la suite d'un chômage très grave, qui détermine à Paris une grève presque générale. En 1840, ce sont d'abord les tailleurs qui se mettent en grève, demandant l'augmentation des prix de façons. Les patrons ripostent en obtenant de l'autorité qu'on astreigne les ouvriers au livret. Aussi les ouvriers tiennent-ils des réunions, auxquelles se joignent les menuisiers, les maçons, les tailleurs de pierre, les charpentiers, etc. Les tailleurs demandent la journée de 10 heures et l'abolition du marchandage, qui réduisait le salaire journalier à 2 fr. ou 2 fr. 50. La grève se généralise : menuisiers et charpentiers manifestent dans les rues et envoient une pétition au ministre des travaux publics, pétition dans laquelle ils demandent la journée de 12 heures, le paiement des heures supplémentaires, la suppression du marchandage. Les tailleurs de pierre, qui formulent des demandes analogues, se mettent aussi en grève; toutes les industries du bâtiment suivent leur exemple (à l'exception des maçons). L'agitation devient si grave dans les faubourgs que le gouvernement s'inquiète. De nombreux grévistes sont condamnés; la répression met fin à la grève, mais elle crée des liens de solidarité entre les diverses corporations; le particularisme corporatif tend à diminuer (56). En 1845, éclata à Paris, une nouvelle grève de charpentiers, qui obligea les patrons

(55) *Ibid.*, p. 329 et sq.

(56) FOURNIÈRE, *op. cit.*, p. 362 et sq.

à céder sur la question de salaires ; les grèves, dans les mines de Saint-Etienne ont l'aspect de véritables révoltes (57).

IX

On comprend que, de 1840 à 1848, les sociétés de résistance se soient organisées plus fortement. Tel est le cas de la *Chambre syndicale des typographes de Paris*, fondée en 1839, et consacrée exclusivement aux questions professionnelles ; en 1843, elle arrive à englober la moitié du personnel ouvrier ; une commission mixte de patrons et d'ouvriers établit un tarif, véritable contrat collectif. Les sociétés des fondeurs en caractères, des imprimeurs en papiers peints sont florissantes. Les maçons de Paris s'entendent pour lutter contre les marchandeurs ou tâcherons. A la veille de 1848, les lithographes de Lyon fondent une société. Les tisserands de Roubaix créent une *fraternelle* pour enrayer la baisse des salaires. Et cependant le gouvernement persécute toujours les associations, interdit les réunions ; c'est ainsi que Leclaire, entrepreneur de peinture, n'obtient pas la permission de réunir ses ouvriers pour leur exposer un projet de participation aux bénéfices.

Enfin, les sociétés mutuelles s'occupent plus activement qu'auparavant du placement. Tel est le cas de la *Laborieuse* des cordonniers, créée à la suite de la grève de 1840 ; elle est autorisée en 1845, mais à la condition de ne pas donner de secours aux chômeurs volontaires (58).

De nouveau, on voit apparaître une presse ouvrière (59). La *Fraternité*, créée en 1841, a une rédaction purement ouvrière (le cordonnier Savary ; le monteur en bronze Mallarmet ; le cambreur Adam ; le typographe Stevenot) ; le journal est babouviste. La revue mensuelle, la *Ruche populaire*, fondée en 1839, est dirigée par Pierre Vinçard, le chansonnier saint-simonien, puis, lorsqu'il l'eut quittée pour fonder l'*Union*, saint-simonienne, par le typographe Coutant.

Le plus important des journaux ouvriers est l'*Atelier*, fondé en 1840, sous l'inspiration de Buchez. Les rédacteurs sont uniquement des ouvriers (le typographe Leneveu, le serrurier Gil-land, le sculpteur Corbon, Martin-Nadaud) ; il paraît 12 numéros par an, au prix de 3 francs. L'*Atelier* s'intéresse aux questions

(57) Voy. E. LEVASSEUR, *op. cit.*, t. II, p. 242 et sq.

(58) En 1848, elle se transforme en coopérative.

(59) Voy. Georges WEIL, *Les journaux ouvriers à Paris, 1830-1870* : A. CUVILLIER, *Un journal d'ouvriers : l'Atelier (1840-1850)*, Paris, 1919, et *Les doctrines économiques et sociales en 1840 d'après le journal « L'Atelier »* (*Revue d'histoire économique et sociale*, an 1922, p. 84-129).

politiques, notamment à la réforme électorale, et soutient les républicains. Il n'est nullement socialiste, se montre hostile au saint-simonisme, n'admet pas l'association « universelle du fouriérisme », condamne la doctrine des « ateliers sociaux » de Louis Blanc. Mais il dénonce tous les abus du pouvoir, s'élève contre les condamnations de grévistes. Il demande l'intervention de l'Etat, qui doit régler les conditions du travail et fixer un minimum de salaires. Son programme comporte aussi la réforme du compagnonnage, la liberté de coalition et d'association. Il entreprend d'intéressantes enquêtes industrielles et donne une grande ampleur aux questions ouvrières. Il établit qu'il ne faut pas s'en tenir à un étroit corporatisme : « la réorganisation du travail est plus qu'une question industrielle, c'est une question politique ». L'*Atelier* préconise l'association, l'organisation de coopératives de production, ou tout au moins la *commandite*, qui supprimerait le marchandage : « on partagera le gain entre tous, selon la part de travail de chacun, en réservant toutefois une certaine somme pour former un fonds qui permette à la société d'agrandir plus tard le cercle de ses opérations ». D'ailleurs, il ne faut pas se faire illusion sur l'influence des journaux ouvriers ; les ouvriers, en général, n'aiment pas les journaux purement ouvriers et les questions politiques les intéressent plus encore que les questions sociales.

Cependant, sous l'influence de l'*Atelier* et de Buchez, on voit se développer une nouvelle forme de l'organisation ouvrière, les *coopératives* ; il ne s'agit encore, d'ailleurs, que de coopératives de production. En 1834, selon les principes de Buchez, est fondée la *Société des ouvriers en doré* ; en 1841, la *Société des rubaniers de Saint-Etienne*, qui, dès l'année suivante, est dissoute judiciairement.

Il s'est créé aussi des coopératives de type particulariste : celles des fondeurs en cuivre (1836), des verriers d'Aniche (1834), des tisseurs d'Amiens (1837) ; trois associations de typographes parisiens, notamment l'imprimerie Lacrampe (de 1835 à 1850).

A Lyon, l'idée coopérative a fait de grands progrès (60). Les Mutuellistes, en 1834, parviennent à créer et à faire vivre, pendant quelques années, une association de production entre chefs d'ateliers et ouvriers, au capital de 100.000 fr., divisé en 400 actions de 25 francs ; elle fut liquidée en 1837, mais avec un déficit qui ne dépassa pas 749 francs. A Lyon, fut créée aussi, la société des tireurs d'or et guimpiers (1833) ; en 1839, les cordonniers fondent une maison centrale de commerce, qui est fer-

(60) Voy. Justin GODART, *Origines de la coopération lyonnaise* (Revue d'histoire de Lyon, an 1904).

mée par l'autorité en 1851. On tenta même à Lyon quelques essais de coopératives de consommation : en 1835, Joseph Reynier fonde une épicerie coopérative, qui, d'ailleurs, ne réussit que médiocrement. En 1848, on note à Lyon un épanouissement remarquable des sociétés de production et de consommation, qui eurent à subir de nombreuses difficultés économiques ; victimes de la réaction politique, elles furent dissoutes par l'autorité en 1851 (60 bis). Même phénomène à Paris, dans la période de 1848 à 1851 : les nombreuses coopératives créées en 1848, disparaissent presque toutes au début du Second Empire (61). Le mouvement coopératif n'intéresse, d'ailleurs, que quelques grands centres.

IX

C'est aussi après 1840 que se manifestent les progrès de l'organisation politique des ouvriers. On voit se développer (surtout à Paris et à Lyon) des sociétés secrètes communistes (cabétistes et babouvistes). Malgré les poursuites dont elles sont l'objet, elles sont florissantes en 1848 et ont exercé une action certaine sur la Révolution de février. Dans les grandes villes du moins, l'éducation politique de la classe ouvrière commence à se faire. Ainsi, sous la monarchie de juillet, les ouvriers ont déjà formulé des revendications précises : établissement de tarifs ; réduction de la journée de travail ; droit de grève et d'association ; droit au travail. Les divers types d'organisation ouvrière sont aussi ébauchés : les sociétés de résistance et les coopératives. La classe ou-

(60 bis) Remarquons qu'à Lyon la commission, chargée de rechercher « les moyens d'organiser le travail », rédigea, en juillet 1848, un long projet, condensé en quatre articles ;

« Art. 1^{er}. — Répartition proportionnelle des bénéfices entre le capital et le travail suivant l'importance de leur action dans la société. »

« Art. 3. — Garantie d'un salaire fixe à l'ouvrier, basé sur le travail réel, et suffisant pour lui procurer une existence convenable.

« Art. 4. — Surveillance de l'Etat pour empêcher l'abaissement des salaires et la hausse des produits ».

(Justin GODART, *Journal d'un bourgeois de Lyon*, en 1848, p. 41, n° 2).

(66) Le 5 juillet 1848, l'Assemblée Nationale décréta l'ouverture d'un crédit de 3 millions pour les associations ouvrières. On créa, à Paris, 5 associations entre patrons et ouvriers et 25 entre ouvriers ; dans les départements, 15 de la première catégorie et 11 de la seconde. D'après le décret, il s'agissait d'appliquer les idées de Buchez. En fait, l'opération fut très mal engagée ; on la considéra moins comme une entreprise d'encouragement que comme une œuvre d'assistance, et on n'a employé que la moitié du crédit. Chez les ouvriers, l'esprit d'association était encore très faible ; les gérants se montrèrent souvent incapables. L'échec des associations ouvrières ne doit donc pas être attribué à la réaction de 1851. Voy. les importants ouvrages d'Octave FESTY, *Les Associations ouvrières encouragées par la Deuxième République* (Comité des Travaux historiques, section d'histoire moderne et contemporaine, fasc. IV, 1915), et *Procès-Verbaux du Conseil d'encouragement pour les associations ouvrières* (*Ibid.*, fasc. V, 1915).

rière commence à concevoir la notion de ses intérêts collectifs. Flora Tristan, dans son *Union ouvrière*, de 1843, émet l'idée d'une association générale de tous les ouvriers de France. Mais ce n'est encore qu'une petite minorité de la classe ouvrière qui est organisée, et presque uniquement dans les grandes villes, où domine le régime de la petite industrie. Ainsi, à ses débuts, l'organisation ouvrière n'a pas été déterminée par les progrès de la concentration industrielle ; elle procède de causes idéologiques. Mais c'est grâce à cette concentration que l'organisation ouvrière prendra plus tard une si remarquable extension.

Remarquons aussi que dans la première moitié du xix^e siècle, il n'existe pas encore de parti socialiste ouvrier, comme il s'en créera plus tard, surtout sous l'influence du marxisme. Les saint-simoniens, bien qu'ils aient dénoncé les méfaits de la propriété individuelle et *l'exploitation de l'homme par l'homme*, ne se sont guère adressés aux ouvriers eux-mêmes, en tout cas, pas aux masses ouvrières (62). Les fouriéristes non plus. Seuls, les cabétistes ont recruté des adhérents parmi les ouvriers, et uniquement parmi les ouvriers de Paris (62 bis). Il n'existe pas encore de la classe ouvrière ; c'est en Allemagne que sera créée, pour la première fois, une organisation de cette sorte (60).

Quoi qu'il en soit, la Révolution de 1848 a eu des causes sociales profondes. La cause apparente, c'est la réforme électorale ; la cause profonde, c'est la crise économique de 1847-1848, à la fois agricole et industrielle, et qui frappe durement surtout les centres industriels du Nord et les ouvriers des métiers textiles (64).

Parmi les contemporains, il en était peu qui se rendissent compte de la situation, du mouvement des esprits et le gouvernement ne prévoyait nullement la Révolution qui allait éclater. Alexis de Tocqueville montra une exceptionnelle clairvoyance dans son discours à la Chambre des députés, du 29 janvier 1848 (65). Dans ses *Souvenirs*, écrits de novembre 1850 à mars 1851, il déclare très justement :

(62) Voy. *Doctrine de Saint-Simon*, publiée par G. BOUGLÉ et Elie HALÉVY, Paris, Rivière, 1924.

(62 bis) La société des *Voraces*, formée par des *canuts* lyonnais, en 1846, pour forcer les cabaretiérs à vendre le vin au litre, né devint une société politique qu'au moment de la Révolution de 1848 (J. GODART, *Journal d'un bourgeois de Lyon*, p. 41, n. 1).

(63) Même sous le Second Empire, les ouvriers ne forment pas de parti politique indépendant ; on ne peut signaler, en ce sens, que quelques velléités ; cf. Georges WEILL, *Histoire du mouvement social en France* (1852-1924), 1924 3^e édition.

(64) Voy. GOSSEZ, *Le département du Nord sous la Deuxième République* Lille, 1904 ; Ad. BLANQUI, *Des classes ouvrières en France en 1848*, Paris 1849.

(65) Publiés en 1893.

Le pays était divisé en deux parts ou plutôt en deux zones inégales : dans celle d'en haut, qui devait contenir toute la vie politique de la nation, il ne régnait que langueur, impuissance, immobilité, ennui ; dans celle d'en bas, la vie politique, au contraire, la vie politique commençait à se manifester par des symptômes fébriles et irréguliers que l'observateur attentif pouvait aisément saisir.

Mais la Révolution de 1848, par la façon dont elle s'est faite, ressemble encore à celle de 1830 ; c'est le triomphe d'une émeute parisienne ; c'est le résultat d'un coup de force du peuple de Paris, qui, pendant quelques mois, va exercer une sorte de dictature. La masse de la nation n'y était pas préparée ; elle avait encore peu d'éducation politique. Personne ne songeait à bouleverser le régime de la propriété ; pour être qualifié de socialiste, il suffisait de se montrer partisan de réformes économiques ou sociales, auxquelles se rallieraient aujourd'hui même des républicains modérés (1).

(1) Cf. CH. SEIGNOBOS, *La Révolution de 1848* (dans *l'Histoire de France contemporaine*, d'E. LAVISSE, t. VI).

LES CORPORATIONS DE MÉTIERS EN ROUMANIE

Par N. GHIULEA

Professeur de politique sociale à l'Université de Cluj (Roumanie)

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La nécessité organique de vivre en société et de former des communautés de vie et de travail est chose fort ancienne et profondément enracinée dans l'âme du peuple roumain. La solidarité sociale a, chez lui, des manifestations intéressantes depuis des temps fort reculés.

Dans la vie économique et sociale des pâtres des Carpathes, spécialement chez les Mocani, on retrouve la trace d'associations datant de l'ancienne organisation sociale de ce peuple, du temps où il menait la vie pastorale dans les montagnes du pays. Il y a là les « târle » (bergeries) qui sont de véritables coopératives de production (1). Continuant une très ancienne forme d'association, les « târle » actuelles ont pour but l'élevage des bêtes en commun. A cet effet, elles engagent des pâtres pour les soigner, elles prennent à bail en commun les pâturages des montagnes, des marécages du Danube et des steppes bessarabiennes où elles font hiverner le bétail. Les dépenses sont supportées en commun, et de même, les bénéfices réalisés par la vente des produits se partagent entre associés en rapport du nombre des bêtes ou de la valeur des services, qui représentent la part de contribution de chacun.

Les exemples de manifestation du sens social chez le paysan roumain sont sans nombre. Toutes les vieilles coutumes et les traditions se rapportant à n'importe quel moment de la vie, depuis la naissance jusqu'à la mort, nous le font voir comme un

(1) J. ENESCU : *Coopérativele satesti* (Les coopératives villageoises). Sibiu, 1912, p. 57.

être sociable et profondément pénétré par le sentiment du secours réciproque (2).

Le paysan roumain a toujours regardé comme un devoir d'aider le prochain et comme un droit qu'il avait, d'en attendre du secours. Le travail en commun au profit de chacun d'eux à tour de rôle, la « claca » entre gens du village, a été de tout temps l'une de ses plus belles manifestations de solidarité sociale. La coopération en vue d'un intérêt général : édification ou réparation de l'église ou de l'école, construction de ponts ou bien de routes, c'est-à-dire la « claca » au service de la communauté, en est un autre. Puis les « schezetorile » (veillées) où sous l'aiguillon des plaisanteries, des devinettes, des contes que font les malins, femmes et jeunes filles s'occupent activement de leur tâche organisée en commun. Enfin, le pré banal, la « obschtia » (communauté de paysans) et le conseil du village, tout cela ce n'est qu'associations de travail en vue de bénéfices économiques ou sociaux communs (3).

On trouve pareillement dans la vie des pêcheurs du Danube ou de la mer Noire diverses unions de travail remontant bien avant dans le temps. Il y a là l'ancienne union des pêcheurs au filet, ou bien la compagnie dans la pêche au traîneau où la nature des instruments impose la réunion de plusieurs pêcheurs. Dans ces sociétés, la répartition des charges entre compagnons se fait en raison de la capacité, de l'âge et de l'expérience de chacun, et le partage des bénéfices tant d'après l'importance de la fonction remplie, que d'après le capital fourni sous forme d'instruments ou de matériaux. Le gain réalisé par la vente du poisson pris est divisé en trois parts : « la part de l'eau » revenant au propriétaire du marais et variant en raison du bail passé, « la part du traîneau » que se partagent les propriétaires du traîneau et « la part du travail » revenant aux pêcheurs et répartie entre eux selon l'importance de la place occupée par chacun. L'accord entre pêcheurs roumains se fait d'ordinaire sans aucun écrit, surtout chez les Roumains de Tourtoucaïa pour lesquels « parole engagée est sacrée » (4).

Par malheur, ce noble sentiment du peuple roumain, ce goût du travail en commun, a été exploité par les maîtres et transformé en « boéresc », en « claca chez les boyards ». travail forcé, non rétribué, exécuté sans plaisir et le plus souvent dépour-

(2) S. FL. MARIAN : *Nunta la Români* (La noce chez les Roumains) ; *Inmormântarea la Români* (L'enterrement chez les Roumains).

(3) GR. ANTIPA : *Problemele evoluției poporului român* (Les problèmes de l'évolution du peuple roumain). Bucarest, 1919, p. 101-105.

(4) GR. ANTIPA : *Pescaria și pescuitul în România* (La pêche et la pêcherie en Roumanie). Bucarest, 1916, p. 360-361, 490-495, 766-767.

vu de valeur (5). Le sens social tout entier en a été perverti ; la collaboration à fin d'aide réciproque devint d'abord le travail que les campagnards accomplissaient en commun chez le noble afin qu'il leur en sût gré à l'occasion, puis la corvée. Le beau compagnonnage des pêcheurs tend à disparaître aussi par cause de l'avidité des capitalistes qui, sans participer à la tâche, retirent de grands bénéfices en louant les instruments de pêche aux pêcheurs pauvres, ou bien par l'action de certaines gens qui, sous le masque de la nouvelle forme de coopération, veulent exploiter un labeur pénible et plein de périls (6).

La solidarité des classes citadines est moins importante. Cependant il s'y trouve de très anciennes sociétés de secours mutuels, spécialement entre les mineurs ; quant aux sociétés d'enterrement à base de mutualité ou selon le système « franc au décès » on en rencontre dans presque toutes les villes du pays. Mais l'évolution de l'association professionnelle a pris une assez grande importance en Roumanie et c'est d'elle que nous nous occuperons dans les pages qui suivent.

LES ORGANISATIONS D'OUVRIERS INDUSTRIELS

L'évolution des organisations d'ouvriers industriels de Roumanie dépend en grande mesure de l'évolution industrielle du pays et l'historique de celle-ci se confond, du moins pour les années de début, avec l'historique de celle-là. L'état de l'industrie explique le régime du travail et de l'association ouvrière. C'est l'absence d'une grande industrie puissante et les difficiles problèmes que soulève la question des classes moyennes qui ont conduit à deux aspects de l'union des travailleurs industriels, c'est-à-dire à l'organisation obligatoire des métiers et à l'organisation libre des ouvriers dont le développement fut différent et les rapports mutuels — la franche hostilité. Ces circonstances eurent pour effet que les deux organisations dévièrent de leurs buts professionnels, que la classe ouvrière déchet et s'affaiblit et que l'Etat se trouva en droit d'intervenir aussi dans l'organisation libre en lui imposant ses règlements.

Quoique nous n'ayons pas l'intention de relier les organisations actuelles, ou celles du moyen-âge, aux anciennes organisations ouvrières fondées en Dacie par les colons romains au premier et au second siècle, il est tout de même intéressant de

(5) V. N. MADGEARU : *In chestia meseriasilor* (Sur la question des artisans). Bucarest, 1911, p. 5.

(6) GR. ANTIPA : *op. cit.*, p. 767.

rappeler que de nos jours on a retrouvé sur la terre de Roumanie, surtout en Transylvanie, d'innombrables traces des collèges de métiers qui y ont existé.

Il est prouvé par les inscriptions, les tablettes cirées et autres traces fort nombreuses qu'il y eût là les collèges suivants : *Aurarii* (ouvriers des mines d'or), *fabri* (artisans divers), *centonarii* (marchands de laine), *dendrofori* (bateliers sur radeaux), *nautae* (matelots), *negociatores* (commerçants), *utricularii* (bateliers sur outres en cuir) et *lecticarii* (palanquiniers, porteurs de chaises) (7).

L'invasion des barbares et les dix siècles de dévastation dont a pâti la terre roumaine ont effacé toute trace d'établissements et d'organisations sociales. Comme à cette époque il ne pouvait être question de villes — la population survivante s'étant réfugiée dans les montagnes — il ne pouvait être non plus question d'organisations ouvrières.

Les traditions avaient été oubliées et l'institution des collèges avait perdu tout son sens.

Au moyen-âge, après la fondation des principautés roumaines entre les Carpathes, le Danube et la mer Noire, par les princes roumains venus de Transylvanie, la vie sociale en ces parages était fort primitive. Il n'y avait point de villes et encore moins d'ouvriers industriels. Les articles manufacturés nécessaires à la vie étaient, pour la plupart, de fabrication domestique. Les artisans, si tant est qu'il y en eût, ne devaient effectuer que de la marchandise grossière, ou des réparations faciles, puisque l'on voit dans les documents qui nous sont restés, que pour les nécessités des princes, ou de la classe dirigeante, il fallait faire venir des marchandises fabriquées ou même des maîtres ouvriers des villes saxonnes de Transylvanie : Sibiu, Braschov et Bistritza, où l'on envoyait exécuter aussi les réparations malaisées (8). Les artisans saxons de Transylvanie étaient organisés et leurs « Zünfte », constituées d'après le modèle des vieilles corporations allemandes, sont très anciennes (9).

L'organisation des métiers qui exige une certaine agglomération d'ouvriers, ne peut avoir lieu que dans les villes. C'est parce que le développement des villes de Transylvanie est bien antérieur à celui des villes moldaves et valaques que l'organisation des métiers y est aussi plus ancienne. Vers la fin du treizième siècle et au commencement du quatorzième, les villes de Transylvanie étaient en pleine formation. Les saxons, colons al-

(7) A. D. XENOPOL : *Istoria Românilor din Dacia Traiana* (Histoire des Roumains de la Dacie Trajane). Bucarest, 1914, vol. I, p. 235.

(8) A. D. XENOPOL, *op. cit.*, p. 277-280.

(9) N. JORGA, *Istoria Românilor prin călători* (L'histoire des Roumains par des voyageurs), vol. I. Bucarest, 1920, p. 21.

lemands auxquels les rois de Hongrie avaient accordé des privilèges spéciaux, les élevaient, ou bien elles naissaient de rassemblements autour des châteaux forts du roi.

Pendant ce temps, il n'y avait dans les principautés roumaines que des villages. A la fin du quatorzième siècle, les villes transylvaines : Braschov (la cité de la couronne) et Sibiiu (la cité de Hermann) étaient complètement développées cependant qu'en Moldavie et en Valachie la formation des villes commençait à peine. Les villes roumaines ont pris naissance sur les voies de commerce reliant les principautés aux pays voisins, notamment sur les routes qui menaient de Sibiiu et de Braschov au Danube et à la mer, pour la Valachie ; et sur celles conduisant de Cracovie, de Lemberg (Galatie) et de Bistritza (Transylvanie) vers le Danube et la mer pour la Moldavie. Les routes non empierrées et les endroits difficiles à traverser imposaient de fréquents arrêts. Ces arrêts ne pouvant se faire qu'en des lieux déterminés, ils ont donné naissance à de petites agglomérations citadines, où les marchands étaient bien forcés de faire étape et aussi de payer une petite taxe de douane. C'est en ces lieux d'étape qu'ont pris vie beaucoup des villes de Moldavie et de Valachie. Puis, des forteresses ayant été bâties sur les points qu'il fallait défendre, il s'éleva tout autour « sous la forteresse » des villes où toutes sortes d'artisans appelés là, pour les besoins de l'armée, exerçaient leurs métiers : réparation d'armes, confection de vêtements, de chaussures, de selles et de courroies, et où des marchands apportaient et vendaient aux troupes vivres et autres marchandises. D'autres, enfin, se sont formées autour des marchés qui avaient lieu de temps à autre en certaines localités. En général, les villes roumaines sont nées sous l'impulsion des étrangers attirés par les richesses du pays et par les grandes possibilités de travail et de gain qu'ils y découvraient. Certaines villes de la montagne, en Valachie, eurent pour leur fondation l'aide des saxons venus de Transylvanie tandis que plusieurs autres en Moldavie s'accrurent de colons Saxons et Hongrois venus d'outre-monts et aussi — mais en moindre mesure — d'Allemands et d'Arméniens, de Juifs et de Polonais arrivés de Galatie. Dès le treizième siècle, il y avait une grosse colonie de Saxons catholiques à Baïa, à côté de Falticeni, en Moldavie. Ils étaient venus de Bistritza et de Rodna (Transylvanie) pour exploiter les mines de l'endroit. L'ancien sceau de la ville portait une inscription latine et le cerf de saint Hubert au milieu. De même, dans le nord de cette province, les villes de Sireth et de Soutchéava furent considérablement renforcées de colons allemands descendus de Lemberg où le roi Casimir de Pologne leur avait octroyé le droit de Maddebourg (*jus theotonicum*), en frappant de nullité « tous droits ruthènes et toutes coutumes russes qui, de quelque manière et sous un nom quelconque, eussent été estimées

comme pouvant porter atteinte audit droit germanique » (décret du 17 juin 1356). Les colonies allemandes étaient si puissantes que les pères minorithes Nicolas de Mehlsack et Paul de Schweidnitz proposaient au pape, en 1370, de fonder un diocèse latin dans cette nouvelle région enlevée au « schisme ruthène » (10).

A Bacâu vivait depuis des temps immémoriaux une population étrangère de religion catholique, de caractère hongrois bien marqué, venue là pour l'exploitation des salines de Ocna.

La Moldavie était partagée en quatre régions dont les régimes différaient sous tous les rapports pour la raison qu'ils étaient issus de quatre situations politiques différentes : les villes allemandes du nord (Sireth, Baia, Soutchéava), la contrée d'influence lithuano-russe du nord-est (Hotin, Dorohoi), l'ancienne province d'influence hongroise de l'ouest (Bacău, Trotousch, Adjoud), le territoire du sud-est qui peu avant avait été tartare (Berlad, Tecoutschi) (11).

En Valachie, les saxons catholiques avaient fondé Câmpouloung. L'italien Del Chiaro, qui a voyagé par là, relate dans sa *Storia delle moderne rivoluzioni della Valachia* (Venise, 1718) qu'il y a mémoire d'un maire, d'un juge, d'un « comte » saxon marguillier de l'église saxonne de Câmpouloung. C'est là encore qu'il y a mémoire d'un maire, d'un juge, d'un « comte » saxon Laurent, ayant vécu aux environs de 1300. Sur la frontière de la Moldavie et de la Valachie, dans ce même quatorzième siècle, on fonda au service de tels dessins politiques l'évêché de Milcov, en la cité de Milcov, qu'avaient bâtie les chevaliers teutons descendus de Transylvanie par la vallée de Poutna. Comme le constatent les voyageurs qui ont parcouru ces contrées au quinzième et au seizième siècles, les habitants roumains, en grande sinon en absolue majorité, vivaient dans les villages tandis que les villes étaient peuplées, pour la plupart, d'étrangers. Ainsi, l'abbé du monastère de San-Michele de Chiusa, l'italien Botero, trouve que « les villes de Moldavie sont habitées par des Saxons et des Hongrois ».

Le commerce y était pratiqué d'abord par les Arméniens, puis par les nouveaux Saxons et Juifs-Turcs qui n'avaient pas de colonies fixées, enfin, par des Hongrois et des Ragusains. Les Arméniens, venus de Lemberg où ils avaient introduit le commerce avec le Levant, ont fait la même chose pour les petites villes moldaves. Ils surpassèrent bientôt les Allemands, en quelque sorte éparpillés et moins pourvus de relations avec l'Orient, et les Roumains peu enclins au commerce. Ils fondèrent même une

(10) N. IORGA : *Istoria comerțului românesc* (L'histoire du commerce roumain). Valenii de munte, 1915, p. 82.

(11) *Ibid.*, p. 92.

puissante colonie à Sireth et à Soutchéava, une municipalité en propre, d'où ils rayonnèrent par la suite en fondant de nouvelles villes, telle Botoschani, située sur la route commerciale de Kilia et de Cétatée-Alba (Akerman) ports du pays moldave dans la Bessarabie (12).

Le nombre des villes était assez grand. L'évêque Quérini qui a voyagé en Moldavie vers la fin du seizième siècle, en comptait quinze. Leur développement ne pouvait être aussi important et elles ne pouvaient acquérir l'éclat des villes occidentales parce qu'avec les guerres perpétuelles contre les Turcs et les Tartares, qui dévastaient tout sur leur passage, — villes, cités, églises furent souvent mises à sac et brûlées — on n'avait plus le calme nécessaire à la croissance de l'industrie et de la civilisation (13).

Le peuple, à peu près tout de campagnards, habitant des villages, libre en son entier et maître de terres jusqu'au XIX^e siècle, mais à vie patriarcale et aux besoins réduits, pourvoyait par son industrie domestique à tout ce dont il avait besoin en fait d'objets fabriqués. La maison roumaine d'antan était un véritable atelier : moindre chez le paysan, plus grand chez le noble. Pour les choses qu'il n'était pas possible de fabriquer dans le ménage, les seigneurs s'adressaient aux artisans de la ville, ou hors du pays, et aux marchands étrangers qui apportaient d'occident des objets manufacturés.

Au commencement, dans les villes, la majeure partie des artisans étaient étrangers : Saxons en Valachie, Allemands, Arméniens, Hongrois, Russes-Lithuaniens et Juifs en Moldavie. Par la suite il y eut aussi des artisans roumains. Durant l'occupation militaire de l'Olténie, au début du XVIII^e siècle, les officiers autrichiens reconnaissaient qu'à Craïova comme dans toute l'Olténie, nombre de roumains étaient cordonniers, tailleurs, bourre-

(12) N. IORGA : *Istoria poporului românesc* (L'histoire du peuple roumain). Bucarest, 1922, p. 233, 235.

(13) N. IORGA, *op. cit.*, p. 7, 19, 20, 23, 25, 66, 71, 85, 88, 91, 183-185, 196, 198.

STEFAN METES : *Relatiile comerciale ale Țării Romanesti cu Ardealul, până în veacul al XVIII-lea* (Les relations commerciales de la Valachie avec la Transylvanie jusqu'au XVIII^e siècle). Sighischoara, 1921, p. 31.

Polo Minio qui a visité les pays roumains au XVIII^e siècle raconte que ces provinces étaient plus pauvres que la Transylvanie mais qu'étant à portée de canon, exposées les premières aux coups des Turcs, on exigeait plus de leur misère de laboureurs ruinés qu'on n'en demandait à la Transylvanie qui possédait une industrie et un commerce importants. « Ce sont des pays en rase campagne qui ne peuvent se défendre. Les places fortes ont été démolies par ordre des Turcs. Le commerce, c'est les Turcs qui le font. Il vient une multitude innombrable de Turcs qui rongent ce malheureux pays. » Les villes souffraient terriblement des dépradations des Turcs, des Tartares et des Polonais et aussi à cause des maladies contagieuses, épidémies asiatiques qui ne pouvant être combattues, faute de médecins, faisaient des ravages inimaginables. Voir N. IORGA, *op. cit.*, p. 237, 259.

liers, tanneurs, cojocars (fabricants de pelisses en peau de mouton à l'usage des paysans). Aujourd'hui encore, il y a à Craïova une rue sur les côtés de laquelle s'enfilent tout du long boutiques et ateliers de maîtres cojocars faisant prospérer dans nos temps modernes cette industrie roumaine qui a pris source dans et par la vie de campagne en un passé très reculé (14).

Cela compte pour les temps plus rapprochés, mais anciennement les artisans roumains étaient en petit nombre. Ils faisaient la marchandise grossière pour les paysans, de ces choses qui, exigeant tout de même une certaine habileté spéciale, ne pouvaient être exécutées à la maison, par exemple : les bottes, les cojocs, les bonnets de fourrure, les harnais. A peu près tous étaient issus de paysans. Ils venaient de la campagne, pratiquaient leur métier en second ordre, après les artisans étrangers qui faisaient les choses plus fines destinées aux citadins et aux boyards. Le prince ou les nobles les faisaient venir pour des travaux fortuits, mais gagnant bien dans le pays ils y restaient. Pendant de longues années, ces ouvriers actifs et habiles ont fait la prospérité des villes roumaines. Ce qui ne pouvait s'exécuter dans le pays était commandé aux Saxons de Transylvanie et en Galitie où l'on remettait en état armes et armures, où l'on fabriquait fusils, monnaie, orfèvrerie fameuse, vêtements à la mode roumaine, sculptures, cloches puis une quantité d'outils que les artisans de Roumanie ne pouvaient faire eux-mêmes (15). C'était là aussi qu'on envoyait les enfants pour leur faire apprendre les métiers (16).

Les Saxons ont même fait naître, autour des centres miniers, de petites industries par la suite abandonnées ou insuffisamment exploitées à cause des Turcs (17). Nous avons déjà vu qu'il existait une ancienne exploitation des mines de fer à Baia, à côté de Fáltischeni, où au XVI^e siècle on rencontrait aussi une fabrique saxonne de bière. Il y avait encore les mines de fer de Târgou-Jiou et de Baia-de-Arama (mots qui en roumain signifient mines de cuivre) de Méhédintzi toutes les deux en Olténie. De Baia-de-Arama, on extrayait au XVII^e siècle 900.000 kilogrammes de cuivre par an, supérieur en qualité à celui d'Asie mineure (18).

Ces artisans étrangers établis dans les principales villes des

(14) N. IORGA : *Drumuri si orase in România* (Routes et Villes en Roumanie). Bucarest, 1916, p. 201.

(15) ST. METES, *op. cit.*, p. 222 et suivantes. N. IORGA, *L'histoire du commerce roumain*, p. 87.

(16) On peut citer entre autres l'enfant d'un tailleur de Roman envoyé en 1436 à Braschov pour y apprendre le métier de barbier (médecin).

(17) N. IORGA, *op. cit.*, noté 9, pp. 103, 187 et Sulzer : *Geschichte des Transalpinischen Daziens*.

(18) N. IORGA, *op. cit.*, noté 9, p. 283.

principautés ont, bien entendu, apporté avec eux l'usage de l'association professionnelle avec son organisation et ses coutumes, conformément à la vie qu'ils menaient chez eux en Pologne, en Russo-Lithuanie ou en Transylvanie. Dès le commencement, ces artisans se sont organisés en « bresle » ou « fréries » car « bre-asla » n'est autre chose que le slave « bratsvo » mot signifiant frère et correspondant exactement aux confraternités, confréries, Bruderschaften de l'Occident. Le nom slave de l'association des artisans révèle en partie l'origine de cette institution sociale. Certainement dans les centres allemands et saxons, ces sociétés portèrent tout d'abord le nom de « Zünfte » mais l'influence slave a remporté la victoire en cette occurrence comme en bien d'autres et le nom « breasla » est resté. Les Allemands, puis les Arméniens venus de Galitie où l'on connaissait le droit de Magdebourg et l'organisation par corps de métier avec statuts spéciaux, capitaine, armes et établissements, les Saxons et les Sécoui (Hongrois de l'est de la Transylvanie) arrivés de Transylvanie où existait de même ce genre d'institutions, les russo-lithuaniens qui de longue date en contact avec les Polonais et les Allemands l'avaient connu par eux, tout ont introduit, dès leur établissement dans les villes roumaines qu'ils ont vivifiées, les corporations d'après l'ancien type des confréries du moyen-âge. Il est probable qu'aux premiers temps de leur développement, elles comprenaient des artisans de toutes confessions : catholique, orthodoxe, réformée. Pourtant elles avaient des chapelles en propre auxquelles une somme fixe des revenus communs était consacrée. Ces corporations servaient en tout premier lieu comme sociétés de secours mutuels où les « frères » besogneux ensuite de maladie ou d'autres malheurs trouvaient de l'aide et grâce auxquelles ceux qui venaient à mourir recevaient les derniers devoirs de la part des vivants. Plus tard, la lutte religieuse entre le catholicisme et l'orthodoxie étant survenue, le caractère confessionnel des confréries s'est accentué ; nombre d'entre elles, bien certainement, ont dû être dissoutes et comme la religion orthodoxe était dominante dans les pays roumains, ce furent celles des orthodoxes, qui s'étaient mises sous le patronage des archevêques et des métropolitains (19), qu'on vit d'un bon œil et qu'on protégea. D'un côté, ceci favorisa l'introduction des Roumains dans les corporations et l'accroissement rapide de l'élément national dans les métiers, de l'autre, la romanisation de l'élément étranger. La confrérie était sous la direction d'un chef (prévôt) nommé « starosté » (le sénior, le plus âgé) qui percevait les contri-

(19) *Episcopal Melchisedec*. Cronica Husilor si a Episcopiei cu asemeenea numire (Chronique de la ville de Houschi et de l'évêché du même nom), Bucarest, p. 268-269.

Revue diocésaine de Kerson (en Russe), 1864.

butions des membres, réglait les différends de petite importance, contrôlait l'exercice du métier et veillait à la stricte observation de son monopole.

De pareilles institutions ne pouvaient exister que là où il y avait un assez grand nombre d'artisans de même métier ou de métiers apparentés, ce qui n'était possible que dans les villes et particulièrement dans les grandes villes. Mais par le fait que les anciennes corporations se trouvaient placées sous l'autorité des évêques et des métropolitains qui détenaient le droit de confirmer le starosté élu par elles, certains auteurs ont été amenés à croire que les bresles pourraient bien avoir pour origine les agglomérations d'artisans sises autour des monastères et des évêchés dont les voïvodes faisaient don à ces saints personnages. Ce faisant, les princes renonçaient pour eux-mêmes à tout droit fiscal ou juridique sur lesdits artisans « poslousnitchi » — serviteurs exemptés d'impôts envers l'Etat — étrangers pour la plupart dans les premiers temps, puis, plus tard, roumains qui dès lors redevables de dîmes et de travail à ces monastères et évêchés, furent constitués en corps de métier par les prélats en vertu du droit de justice que ceux-ci avaient sur eux (20). En réalité, la protection de l'autorité ecclésiastique a été toujours recherchée parce qu'en l'incertitude sociale où l'on vivait alors, l'église était une institution particulièrement respectée et sa protection avait du poids. On peut admettre que les « poslousnitchi », artisans, appelés par les boyards et les évêques pour leur service, aient constitué parfois des agglomérations considérables et qu'ils aient donné lieu aux confréries, comme aussi que ces mêmes agglomérations, devenues libres plus tard par l'effet de l'usage ou de la rançon, aient formé dans les villes qui les ont englobées des corporations libres d'artisans indépendants. Cependant, ces associations-là ne se formaient pas qu'autour des couvents et des évêchés et les évêques n'avaient pas à protéger que celles de leur ville de résidence qui, semble-t-il, dérivait des bresles de poslousnitchi. Mais comme on le voit par une circulaire de l'évêque Innocent de Houschi, adressée aux archiprêtres, toutes les confréries du diocèse étaient sous leur égide et le droit de confirmer le prévôt élu leur était réservé (21).

La date précise de l'institution de ces confréries les documents ne la fournissent pas. Par le registre de la bresla de Roman, conservé dans les archives de l'évêché local, et qui renferme aussi l'acte de son renouvellement, la liste des différents évêques qui ont confirmé la confrérie, les divers voïvodes qui sont passés

(20) V. MADGEARU : Zur industriellen Entwicklung Rumäniens. Die Vorstufen des Fabriksystems in der Walachei. Weida i. Th., 1911, p. 12.

(21) Episcopul Melchisedec, *op. cit.*, p. 270.

sur le trône de Moldavie et les écrits de toutes sortes d'une corporation, on voit que ce registre remplaça en 1724 un autre livre très vieux, tellement détérioré qu'il ne contenait plus que quelques-unes des anciennes confirmations épiscopales. Parmi celles qui se sont conservées, la plus ancienne en date vient de l'évêque Venedict (1635-1642) (22).

Xénopol estime que ce qu'on peut avoir de lumière sur les bresles remonte jusqu'à 1527-1546, époque du prince Pierre Raresch (23). Ceci Xénopol le déduit du registre des fourreurs et des cojocars de Soutchéava, renouvelé par le vornic (gouverneur et juge) de la contrée sous le règne de Pétritcheico en 1673 et actuellement conservé à l'Académie roumaine de Bucarest (24). Comme ces renouvellements s'opéraient à de longs intervalles, la fondation de la confrérie devait avoir eu lieu bien plus de cent ans avant.

Etant donné l'époque où les villes roumaines commencèrent de s'y élever — fin du XIV^e siècle, comme on l'a vu — les bresles ne peuvent avoir plus d'ancienneté, exception faite pour les assembléments de Baïa, Soutchéava et Câmpouloung. Ceux-ci, toutefois, n'ont pas eu de rapports avec l'organisation roumaine d'Etat avant cette fin du XIV^e siècle. Elles en ont eu surtout au début du XV^e siècle. Mais s'il n'y a nul document pour confirmer la date dont nous nous occupons, il y a des faits historiques qui le font de manière suffisante. Par un document de l'année 1458 de Stéphane le Grand, prince de Moldavie, on apprend qu'il y avait alors à Roman une confrérie des pauvres, à statuts et organisation propres. Les membres en étaient exempts d'impôts envers l'Etat, ils avaient leur starosté en chef choisi parmi eux, qui tranchait leurs différends sans l'intervention des autorités judiciaires ordinaires. S'ils n'étaient pas contents du jugement prononcé, ils en appelaient à l'évêque. L'assemblée générale de l'association se tenait une fois l'an, le 14 du mois d'octobre, le jour de la Sainte Paraskiva, qui était le jour patronal ou bien le jour anniversaire de la confrérie. Ils avaient leurs statuts votés par eux-mêmes et approuvés par tous les évêques qui se succédaient (25). On voit par un autre manuscrit (n° 128) de l'Acadé-

(22) Episcopul Melchisedec : *Chronica Romanului si a episcopiei de Roman* (Chronique de la ville de Roman et de l'évêché de Roman), Bucarest 1874-1875 vol. II p. 15.

(23) A. D. XÉNOPOL : *Istoria Romanilor* (Histoire des Roumains). Ed. I., Jasi 1891, vol. IV, p. 158.

(24) Le fait que ce registre a été confirmé par un vornic renforce l'opinion d'après laquelle les confréries auraient visé dans la confirmation de leurs livres par l'évêque une protection effective contre les vicissitudes du temps.

(25) Episcopul Melchisedec, *op. cit.*, p. 117 et 315.

mie roumaine qu'il existait à Jasy en 1480, du temps de ce même Stéphane le Grand, une confrérie toute pareille, qui certainement n'aura pas été fondée en l'année même (26).

Bien entendu, la confrérie des pauvres ne saurait être comptée comme une corporation d'artisans et la date 1458 ne peut être considérée comme signalant l'existence des corporations dans les pays roumains, mais si cette organisation des pauvres a exactement le même caractère : l'aide réciproque, la même forme : starosté, tout ensemble directeur et juge confirmé par l'évêque, — les mêmes usages — saint protecteur, fête patronale, monopole —, tous comme la breasla des artisans de Roman, dont l'âge remonte avec certitude à 1635, ou bien comme celle de Soutchéava qui fut renouvelée en 1673, ou encore comme toutes celles dont l'organisation ultérieure nous est connue parfaitement, c'est chose certaine que la pratique de ces confréries était connue d'avance, qu'il y avait une tendance générale à ce que les professionnels s'assemblaient en associations et se missent sous l'égide des évêques. Ceci prouve indirectement l'existence des bresles dans la Moldavie du commencement du XV^e siècle, car autrement où les pauvres, la dernière des catégories sociales, auraient-ils pu prendre modèle ?

L'organisation des corps de métier était à peu près la même qu'en Occident.

A la tête de la corporation se trouvait placé, comme on l'a vu, le starosté, chef et président de l'association. Il était élu par les membres et devait être confirmé par l'évêque ou le prince régnant. Ce privilège qu'elle possédait d'élire son chef, la confrérie l'a toujours âprement défendu et quand les autorités lui imposaient un prévôt qui n'était pas de sa convenance, elle protestait avec énergie tant qu'on ne revenait pas sur l'acte qui portait atteinte à son droit de libre élection. Le starosté était secondé par un conseil d'administration, par des curateurs choisis parmi les membres principaux de la communauté. Lorsque celle-ci se composait de plusieurs métiers unis, alors le nombre des curateurs était en proportion de l'importance des diverses branches, qui avaient chacune un vice-président ou sous-starosté. Ce conseil avait des attributions juridiques. C'est par devers lui que se présentaient les cas de mésintelligence entre membres à propos de métier ou de dérogations aux statuts, comme aussi les disputes entre artisans et consommateurs.

Chaque corporation avait une caisse où l'on déposait les cotisations hebdomadaires des membres, les amendes, les taxes versées par les grossistes étrangers qui vendaient des marchan-

(26) Voir aussi : C. Ed. WACHMANN, *Despre corporatiuni* (Sur les corporations), Bucarest 1906, p. 69.

disés comprises dans le monopole de la corporation, les dons et autres revenus. Sur les sommes amassées, on prélevait les secours aux membres en cas de mort, de maladie ou de vieillesse, les diverses dépenses de la communauté, notamment pour sa fête patronale, pour l'entretien de son église, pour d'autres choses encore en rapport avec le culte ou la bienfaisance. La caisse était scellée par le starosté et les conseillers et on ne l'ouvrait qu'en présence de la corporation entière.

Dans la corporation entraient maîtres-patrons, compagnons et apprentis. L'apprentissage comprenait un temps déterminé passé lequel l'apprenti était obligé de travailler à gages chez son patron pendant encore une année au moins, ensuite de quoi il était promu compagnon. Les fils de patrons avaient des privilèges. Les compagnons devenaient maîtres et pouvaient arriver patrons après avoir passé un examen et payé une taxe déterminée.

Le développement des corporations s'est fait par degrés et a atteint son apogée dans la première moitié du XVIII^e siècle.

Leur principe le plus important était, comme en Occident, le monopole, consistant en ce qu'elles accordaient aux industriels, leurs membres, le droit exclusif de la pratique du métier et de la vente de leurs produits sur le marché de la ville. Le monopole empêchait toute concurrence étrangère et déterminait les limites et la compétence de chaque corporation. Celle-ci avait la garde des intérêts des consommateurs et des producteurs. Par le monopole, les consommateurs étaient forcés d'acheter chez certains producteurs, lesquels étaient empêchés par l'organisation du corps de métier d'exploiter leurs clients, à l'abri de ce privilège, et obligés de tenir la marchandise en quantité suffisante pour satisfaire aux besoins du public. On punissait la falsification des marchandises et l'abaissement du métier. La matière première était achetée en commun, souvent commandée à l'étranger. Ces matériaux importés étaient déballés par le starosté qui, après en avoir fixé le prix, les partageait aux membres, à chacun selon ses moyens. Les matières monopolisées, apportées par les marchands étrangers, ne pouvaient être vendues au détail. Elles devaient être livrées en gros aux corporations, ou bien il fallait payer une taxe pour obtenir le droit de les détailler aux marchands indigènes. De même qu'en Occident, ce monopole fut la cause de l'épanouissement des corporations et la cause de leur décadence. Leur caractère routinier — elles prescrivaient méticuleusement la forme et le matériel des objets, les méthodes de travail et de vente — a mené fatalement à une classification dans les anciennes coutumes qui ont produit leur ruine et leur destruction, lorsque les mesures et les nécessités de la population changèrent et qu'elles ne surent plus correspondre aux besoins industriels et économiques nouveaux. Et ceci arriva en même temps que le

commencement de l'eupéanisation des pays roumains, à la fin du XVIII^e siècle (27).

Le passage de l'industrie domestique aux métiers s'est effectué lentement. Les exigences grandissantes de la vie n'arrivaient plus à être satisfaites par l'habileté technique des gens de la maison. Il y avait des ouvrages qui, par leur prix ou leur rareté, demandaient une spécialisation que n'offraient pas les artisans-dilettantes qui se trouvaient dans chaque famille. La spécialisation a conduit en Roumanie, comme partout, au régime de travail du métier. Les paysans qui acquéraient une certaine habileté et se spécialisaient dans un métier quelconque, soit qu'ils n'eussent pas au village un terrain d'activité suffisant pour pouvoir y subsister au moyen de ce métier, soit que, venant avec leur marchandise invariablement au même marché, ils trouvassent avantage à s'établir dans son voisinage, à la ville, — quittaient la campagne et venaient grossir les rangs des petits industriels des bourgs.

D'autre part, la claca entre villageois (Bitarbeit) s'étant transformée en crovée (Frohmarbeit), les connaissances techniques industrielles du paysan se perfectionnèrent, ses inclinations diverses se révélèrent et des artisans spécialistes apparurent aussi par cette voie, aidant à la transformation du régime du travail. C'est de cette façon que naquit le système industriel du travail salarié (Lohnwerk), système précurseur des métiers. Le travailleur pouvait se tailler une existence à lui, rien qu'avec l'appui de son adresse technique, mais il n'avait pas de capital, hors ses instruments de travail. En l'absence de capital, le travailleur était contraint de louer son labeur, soit chez les consommateurs qui souvent lui donnaient aussi l'entretien pour toute la durée du travail, soit dans son propre atelier, d'après commande, avec le matériel du client et payé à la pièce. Après la dispersion des grands agencements domestiques de la maison seigneuriale d'antan, la majeure partie de ces demi-artisans passèrent dans les villes et leur donnèrent, notamment au XVIII^e siècle, une vie et un éclat tout particuliers (28). Vers la fin du XVIII^e siècle commença le procès d'eupéanisation des pays roumains. Pour satisfaire aux besoins nouveaux, on introduisit dans le pays des artisans étrangers qui connaissaient les nouvelles méthodes de travail et les nouveaux modèles de la mode occidentale. Les artisans roumains, par la faute des organisations routinières des breslés, et parce qu'ils étaient empêchés par les artisans étrangers d'apprendre et de mettre en pratique des nouveaux procédés, baissèrent

(27) V. N. MADGEARU, *op. cit.*, not. 25, p. 7, 9.

(28) V. N. MADGEARU *op. cit.*, not. 5, p. 4, 7.

tout à fait. Protégés par les maîtres du pays, fort contents de la tournure que prenait leur vie sociale et des nouveaux usages européens qu'on leur enseignait alors, protégés par les consuls des pays auxquels ils appartenaient et qui avaient à l'époque une influence considérable dans les principautés, dispensés d'impôts et autres obligations auxquelles étaient soumis les artisans indigènes, organisés parfois en corporations nationales fermées, comme l'étaient les Juifs et les Arméniens, les artisans étrangers eurent vite fait de détruire le négoce et les métiers des naturels du pays, provoquant le dépérissement rapide des bresles et ensuite la supplantation presque complète des artisans roumains.

La situation continua à être de plus en plus mauvaise pour ceux-ci. En 1820, Michel Soutzo, prince régnant de Valachie, conclut avec l'Autriche une convention en vertu de laquelle les artisans, sujets autrichiens, devaient être admis dans les bresles. Ceci fut fait à la requête de l'agence autrichienne qui n'admettait pas que ses sujets fussent imposés comme tous les autres artisans. Le 5 juillet 1820 cette convention fut promulguée et les bresles s'ouvrirent non seulement aux sujets autrichiens mais encore à ceux des autres nations : russe, française, ce qui fut aussitôt communiqué aux consulats respectifs. Cette tolérance fut décisive pour la destruction des bresles. L'ouverture de leurs portes, l'obligation de recevoir n'importe qui, brisa leur caractère religieux et le monopole du métier qui faisaient leur vie et leur force.

Puis le traité d'Andrinople, en 1829, en ouvrant les frontières des pays roumains, jusque-là considérés comme les greniers de l'empire ottoman amena un grand changement dans la vie sociale et économique du peuple. La liberté de commerce garantie par ce traité a permis la vente des céréales dans l'Europe entière, où l'on offrait des prix jusqu'alors inconnus en ces contrées, et donné par là un développement considérable à l'agriculture. C'est depuis que sont venus l'avidité pour la terre, l'introduction du système des « latifundia », le paysan appauvri et dépossédé de son terrain, la femme travaillant aux champs, par conséquent la femme ravie à la tâche domestique et l'introduction dans le ménage campagnard d'objets fabriqués (29).

Enfin, sous l'occupation russe (1828-1834) la constitution donnée en 1831 aux principautés roumaines sous le nom de Règlement organique, en supprimant tous les monopoles, consacra cet état de choses. Elle maintint les bresles avec leur organisation mais en leur enlevant le droit de monopole, quiconque pouvant ouvrir magasin ou atelier s'il payait la taxe à la cor-

(29) A. C. CUZA : *Meseriasul român* (L'artisan roumain). Iasi, 1893, p. IX. N. IORGA : *op. cit.*, not. 13, p. 211.

poration et s'il en acceptait les charges (30). De la sorte, les confréries furent ouvertes officiellement aux étrangers qui, sous la sauvegarde des consuls et de la classe dirigeante, ont profité du bénéfice de la liberté du travail mais n'ont eu cure de se soumettre aux devoirs envers la confrérie. Les artisans indigènes se sont plaints maintes fois de cet état de choses qui les détruisait (31). Ces plaintes ont même donné lieu à une discussion dans le conseil du pays et à la requête célèbre du 31 mai 1838 par laquelle on sollicitait du prince que les étrangers, les juifs spécialement, fussent contraints de supporter les charges des artisans faisant partie des confréries. Pour des motifs faciles à comprendre, surtout en ayant égard à l'époque, les plaintes des confréries ne furent pas écoutées et quant à la pétition du 31 mai 1838, le prince de Moldavie, Michel Stourdza, y mit le jour même la haute résolution comme quoi les juifs étaient dispensés de payer la cotisation aux confréries (32).

A la suite de ces coups répétés les confréries ne comptèrent presque plus. Cependant elles ont existé encore après la première moitié du siècle dernier, ayant certaines attributions administratives. Jusqu'au 27 mars 1863 quand on a fait la nouvelle loi des patentes, le ministre des Finances requérait l'appui des prévôts pour découvrir les artisans et les marchands qui ne payaient pas la patente (voir la circulaire du 9 mars 1862 dans le *Moniteur officiel* du 9 mars 1862 (33). A partir de cette date, le gouvernement ne s'est plus inquiété des confréries pour la perception des impôts et par un journal du conseil des ministres il confia aux mairies leur soin et l'élection du prévôt. Ces corporations déchurent ensuite tout à fait. Les artisans ne tenaient plus compte de leurs règles ; certains se faisaient maîtres-patrons et ouvraient magasin sans passer d'examen, la probité dans le métier avait disparu. Ces institutions sollicitèrent à plusieurs reprises leur organisation par un règlement ou par une loi. Le gouvernement demanda aux Chambres de Commerce de lui en proposer le projet. Le projet fut fait mais non pas traduit en loi. Le 22 juin 1873, par un journal du conseil des ministres, on décida la suppression des confréries. La cause n'en fut pas d'ordre général. Un cas isolé : des désordres provoqués à Giourgiou par des artisans révoltés contre leur prévôt et son conseil, qui avaient l'intention de les soumettre à une nouvelle

(30) C. WACHMANN, *op. cit.*, p. 111.

(31) N. IORGA : *Breasla blanarilor din Bolosani* (La confrérie des pelletiers de Botoschani). Bucarest, 1921, p. 31, 34.

(32) A. C. CUZA, *op. cit.*, p. XI-XII.

(33) BION (E. Robin), *Organizarea si nationalizarea meseriilor* (L'organisation et la nationalisation des métiers). « Convorbiri literare », XXXVI, n° 2. Bucarest, 1902, p. 4.

taxe de 80 lei par membre, et qui étaient soutenus par la mairie de la ville, servit de motif (34). Le conseil des ministres fut d'avis qu'en vertu des lois en vigueur, les confréries étaient supprimées et remplacées par les Chambres de Commerce et d'Industrie. Leurs archives devaient être déposées aux Chambres de Commerce.

La suppression des confréries fit que les artisans se virent dépourvus de toute organisation et que leur vie économique devint excessivement difficile.

Il est clair que la Roumanie étant un pays arriéré au point de vue économique, un pays de régime féodal et d'économie naturelle avec d'incomparables richesses agraires, elle soit devenue dès le premier moment de son entrée dans le concert des pays bourgeois de l'Europe, un pays agricole à exploitations capitalistes. La demande de plus en plus grande de blé a dirigé toute l'activité économique du pays vers l'agriculture, cependant que la grande quantité de matières fabriquées, envoyée par les pays industriels, empêchait le développement d'une activité industrielle quelconque. Ainsi la Roumanie se trouva sans industrie et tellement tributaire de l'étranger que, productrice de blé, elle importait de notables quantités de farine. Ce sont là occurrences historiques. La Roumanie ne pouvant sortir de l'engrenage des relations mondiales et de l'objectif des pays bourgeois-capitalistes du couchant qui avaient besoin de blé et de débouchés pour leur propre industrie. Elle a dû subir le sort que lui créèrent les quelques siècles durant lesquels la Turquie l'avait tenue opprimée et en un régime économique arriéré. Bien certainement, ces circonstances ont été fatales pour le développement des métiers. La concurrence que l'industrie étrangère faisait à l'artisan roumain était décisive pour son sort. Des métiers, jadis florissants, furent détruits. Le terrain social-économique était préparé pour le passage au régime capitaliste de la grande industrie. L'Angleterre, qui détenait à elle seule le commerce extérieur de la Roumanie, vers le milieu du siècle passé, ne se serait pas opposée à la création d'une industrie indigène, qu'elle aurait même aidée de capitaux et de spécialistes, s'il y avait eu une classe dirigeante qui le comprit et le demandât. Cela d'autant plus que passé la moitié du XIX^e siècle, l'Angleterre s'étant ouvert de nouveaux débouchés et le blé américain ayant gagné les marchés anglais, la Roumanie ne représentait plus grand'chose dans son expansion capitaliste en Orient, et les petites principautés du Danube avaient, pour une bonne part, perdu l'intérêt que jusque-là leur avait porté le grand

(34) M. P. Dimitriu *Activitatea Camerei de meserii circumscriptia Bucuresti, dela infiintarea ei pâna la, mai 1906*, p. 11, 45.

BIRON (F. Robin) « *convorbiri literare* » XXXVII, n° 6, Bucarest, 1903.

pays insulaire. On aurait pu fonder en Roumanie une grande industrie considérable, mais on ne l'a pas fait, et ce qui plus est, en 1875, le gouvernement roumain, par la plus parfaite incompréhension des circonstances économiques et sociales, passa avec l'Autriche la convention douanière connue, par laquelle, en échange de la reconnaissance de son indépendance économique — la Roumanie n'étant pas encore politiquement indépendante à l'époque — elle ouvrait ses frontières à l'industrie de l'Autriche. Les suites de cette convention furent désastreuses (35). Non seulement le commerce et l'industrie anglais ont été éloignés, mais encore les métiers subirent la concurrence de l'industrie austro-hongroise, ils en reçurent un nouveau coup et la création d'une grande industrie indigène, ou tout au moins le maintien des essais déjà faits, devint impossible. Pendant les dix années qu'a duré cette convention, la Roumanie s'est trouvée en état de servage économique et son développement a été de nature telle que sans la guerre mondiale du temps dernier, elle serait devenue une colonie des pays de l'Europe centrale. Grâce à l'indépendance politique obtenue en 1877, à la suite de la guerre contre les Turcs, et grâce surtout à la compréhension du danger qu'il y avait pour la Roumanie de rester tout simplement un pays agricole sur un degré économique intérieur, et vassale de l'industrie des pays centraux pour les moindres objets, on inaugura, par la loi d'encouragement de l'industrie nationale du 12 mai 1887, une nouvelle politique économique, un régime protectionniste qui fit naître une industrie roumaine pleine de promesses. Ce régime est encore en vigueur aujourd'hui, et pour la création d'une forte industrie nationale, maintenant que, après l'intégration de la Roumanie, celle déjà existante se trouve bien accrue par l'industrie des régions récupérées, il devra dominer de longtemps la politique économique du pays.

Ces détails historiques un peu longs sont nécessaires pour bien comprendre la situation des organisations ouvrières en Roumanie.

Les anciennes confréries ont dé péri et se sont éteintes ensuite de circonstances historiques. Depuis 1873 jusqu'à la fin du xix^e siècle, les artisans ont manqué de toute organisation, — les sociétés de secours mutuels, les sociétés d'enterrement, qui se sont fondées d'une manière sporadique, n'ayant pas le caractère d'associations professionnelles. Le métier lui-même avait baissé, le nombre des artisans était insignifiant et les éléments qui se maintenaient n'étaient pas capables de mouvements et d'organi-

(35) KARL GRUNBERG : Die handelspolitischen Beziehungen Oesterreich Ungarn zu den Ländern an der unteren Donau-Leipzig, 1902.

sations de quelque importance. A peine après la promulgation de la loi de 1887, citée ci-dessus, et sous l'action du tarif douanier protecteur de 1906, les métiers ont commencé à reprendre vie, le nombre d'artisans à s'accroître, tandis que sous la direction de certains éléments de distinction, les artisans ont commencé à s'agiter demandant dans les congrès et les réunions l'organisation des métiers. Cependant, même après 1887, leur situation ne fut pas bien bonne car ils avaient à supporter la concurrence de la grande industrie et cette fois, de la grande industrie nationale, particulièrement encouragée par ladite loi. Par conséquent, la seconde phase d'organisation des travailleurs peut être considérée comme commençant en 1887. Ce n'est qu'après la constitution d'une industrie, après la formation d'une classe d'ouvriers industriels qu'il peut être question d'organisations ouvrières, sous le régime capitaliste d'aujourd'hui.

Cette fois les tendances des classes ouvrières étaient multiples et les intérêts divers. Les uns et les autres chez les artisans n'étaient, ni ne pouvaient plus être les mêmes que chez les ouvriers des fabriques. Il y a eu quand même confusion, et à cause de cela les solutions qu'on a essayé de donner au problème de tous les pays — étaient dévoyées et leur résultat ne fut pas ce qu'il aurait dû être. Ainsi, les artisans, par l'effet de l'incompréhension de la chose et surtout du développement historique du régime du métier et des conditions de vie de la classe des artisans sous le régime capitaliste, ont inscrit parmi leurs revendications quelques-unes qui n'étaient pas à eux et dont l'accomplissement ne pouvait leur être d'aucun profit. Ils ont demandé des bourses syndicales, des lois de protection contre les accidents, des lois de sécurité publique en ce qui concerne les installations industrielles (chaudières) et d'autres encore qui ne sauraient les concerner, n'étant pas en rapport avec le problème des métiers, le problème des classes moyennes, mais bien avec ceux qu'élève la grande industrie et celui du prolétariat industriel (36). Pourquoi donc ces revendications furent-elles maintenues puisque par les débats on avait vu qu'elles concernaient les ouvriers industriels ? C'est que ces problèmes étaient débattus à cette époque en Occident, qu'ils agitaient le monde ouvrier des autres Etats et qu'ils devaient avoir une répercussion sur les travail-

(36) a) Le congrès des arts et métiers organisé par l'association générale des anciens élèves des écoles des arts et métiers, dans les journées du 8 au 10 septembre 1900. Bucarest, 1900, p. 15.

b) Principes pour l'organisation du travail industriel, établis par le comité du congrès des arts et métiers tenu à Bucarest du 8 au 10 septembre 1900, contenant les projets pour : 1) L'organisation des corporations ; 2) La bourse ou le marché des artisans ; 3) L'enseignement industriel. Bucarest, 1901.

leurs roumains parmi lesquels les plus éclairés étaient les artisans. On ne prit pas garde que là les conditions économiques étaient différentes et que le régime du travail était autre. Puis les maîtres-patrons, peu nombreux, avaient besoin, pour la lutte, du concours des masses ouvrières.

Ces deux catégories d'industriels : artisans et ouvriers ont donné naissance à deux tendances dans l'organisation du travail : les organisations obligatoires pour les artisans et les organisations syndicales libres pour les ouvriers des fabriques, où sont entrés aussi nombre d'ouvriers de la petite industrie à condition économique pareille, sinon pire, que celle des ouvriers de la grande industrie. Cette catégorie-là est composée de travailleurs qui, en l'absence de tout capital et de toute possibilité de devenir jamais maîtres-patrons, se confondent dans la masse prolétaire et embrassent ses revendications, l'échange d'ouvriers entre la grande et la petite industrie étant d'ailleurs très fréquent. L'organisation des métiers a été aidée par les partis bourgeois qui souhaitaient la solution du problème, particulièrement aiguë en Roumanie, de la classe moyenne.

LES BRESLES (LES CONFRÉRIES) OU CORPORATIONS D'ARTISANS

Pour les raisons exposées plus haut, jusqu'en 1887, il n'y a pas une question des artisans. Depuis 1873, lorsque les confréries ont été abolies, les artisans ont manifesté, pour la première fois, en 1888, le désir vague du rétablissement des corporations et de la réglementation de l'exercice des métiers (57). A partir de 1887, par suite de l'inauguration de la politique industrielle protectionniste, l'organisation des métiers est devenue l'une des préoccupations des partis politiques. En 1888, P. P. Carp, alors ministre dans le cabinet conservateur du mois de mars de cette même année, présenta un projet de loi sur les métiers qui toutefois ne devint pas loi. Le problème resta longtemps encore non résolu et la situation de cette classe, qui tant d'années avait vécu en dehors de toute organisation, empira sensiblement. Au début de 1899, les artisans se mirent à tenir des réunions à Bucarest et en beaucoup d'autres villes et demandaient aux autorités publiques, par l'entremise de leurs délégués, une loi spéciale, espérant d'elle l'amélioration de leur état. A la suite de ces agitations et de certaines enquêtes qu'on fit faire par les Chambres de commerce, M. Filipesco, alors ministre dans le cabinet conservateur de juin 1900, soumit au Parlement, en février 1901, un nouveau projet de loi

(37) M. P. DIMITRIU, *op. cit.*, p. 46.

sur les métiers qui ne put non plus devenir loi à cause de la démission du gouvernement (38).

À partir de 1900 le mouvement s'est intensifié, les plaintes étaient de mieux en mieux précisées et devenaient plus insistantes. La question des artisans s'agitait sans cesse, les réunions du dimanche des artisans étaient devenues une institution sociale. Et ce mouvement qui avait gagné l'opinion publique en entier ne cessa que par la promulgation de la loi pour l'organisation des métiers du 5 mars 1902.

Les requêtes des artisans étaient nombreuses, beaucoup d'entre elles trop générales, d'autres difficilement réalisables, à peu près toutes ne correspondant pas aux vraies nécessités. Les artisans connaissaient leur souffrance, qui était réelle, mais non les causes de cette souffrance, et ils n'étaient pas en état de proposer les remèdes, les moyens de supprimer ces causes. Voyant, par exemple, que presque toujours une partie d'entre eux manquait de travail, ils croyaient en découvrant la cause dans la liberté du travail. C'est pourquoi ils demandaient la limitation du nombre des ouvriers. Ce qui pouvait avoir lieu au moyen-âge, ne peut plus exister dans les conditions actuelles du travail admis d'une manière générale. Les artisans ne voyaient, ne pouvaient pas voir que le manque de travail a des causes économiques profondes et qu'il peut être enrayé par l'organisation de l'apprentissage, l'organisation de l'enseignement professionnel, du placement et de l'assurance contre le chômage.

De même, en constatant que les métiers ne rapportaient plus autant, ils pensaient que le nombre trop grand des maîtres-patrons en était la cause. Ils demandèrent donc qu'on réintroduisit le certificat maître-patron délivré par la confrérie, à défaut duquel on ne put ouvrir d'atelier. Ils n'exigeaient cette mesure que dans le but de rendre plus malaisée l'ouverture de nouveaux ateliers et l'augmentation du nombre des artisans-patrons. Le souvenir des abus des anciennes corporations au sujet des certificats de maîtres et leurs disputes sans fin à propos des empiètements professionnels qui n'ont jamais pu être empêchés étaient encore vivaces dans la mémoire de chacun et personne ne pouvait approuver la réintroduction de la tyrannie d'antan. Mais les artisans n'étaient pas capables de se rendre compte que la véritable cause de la déchéance des métiers, c'était l'évolution naturelle de l'économie nationale et la concurrence de la grande industrie, qui gagnait le terrain de plus en plus, ou encore l'envahissement par la marchandise étrangère que n'enrayait pas un tarif douanier, insuffisamment protecteur. Ils ne comprenaient pas que les vrais

(38) M. P. DIMITRIOU, *op. cit.*, p. 69, 98.

moyens d'alléger leur état étaient le développement des métiers, la protection contre la grande industrie, l'organisation du crédit industriel, une loi de la coopération, des musées industriels, un tarif douanier effectivement protecteur, l'accroissement de l'aisance générale.

Néanmoins, certains de ces moyens ont été demandés par les artisans, par exemple : la libre entrée des matières premières dont ils ont besoin et des taxes de douane aussi élevées que possible pour l'entrée des articles qu'eux-mêmes produisent aussi — c'est-à-dire le tarif douanier protectionniste —, des banques locales et régionales qui auraient prêté aux patrons de petites sommes, pour les délivrer du fardeau des gros intérêts exigés par les usuriers, mais tout cela avec quelle exagération ! Un tarif des douanes ne peut protéger que les seuls artisans, et ce qu'ils en pourraient tirer de profit, signifie bien peu de chose, tandis que l'instabilité de leur situation économique et leurs biens séquestrables insignifiants rendent impossible — comme cela est arrivé déjà pour d'autres pays au début du siècle dernier — l'organisation du crédit industriel.

Les artisans demandaient encore une loi qui fixât de longs termes d'apprentissage et qui défendît aux apprentis de quitter le maître avant la fin de ce terme, la création — pour les conflits de peu d'importance — d'une instance moins coûteuse et moins longue que les instances ordinaires, des tribunaux pour les travailleurs à la manière des *Gewerbegericht* d'Allemagne ou des conseils de prud'hommes de France, l'organisation de l'enseignement industriel, enfin, la requête qui semblait la plus insistante : l'organisation des corporations, bien entendu dans un esprit se rapprochant le plus possible de l'ancienne confrérie avec tous ses privilèges (39).

Le mouvement des artisans prenant un caractère de plus en plus énergique, allant même jusqu'à la violence, le gouvernement se vit forcé de proposer le projet de loi pour l'organisation des métiers qui devint la loi promulguée le 5 mars 1902. Cette loi ne fut pas rendue, à la suite d'une étude approfondie et faite dans le calme, mais la pression du moment était trop forte et l'on ne pouvait plus tarder.

La loi de 1902 se divise en trois parties : la première s'occupe de *l'exercice du métier* ; la deuxième des *corporations et de leurs différents organes* : la troisième contient des *dispositions pénales et transitoires*. A la fin quelques *dispositions finales*, naturellement de celles qui ne pouvaient se grouper ailleurs (40).

(39) BIRON (F. Robin), *op. cit.*

(40) B. M. MISSIR : *Legea pentru organizarea meseriilor si regulamentul privitor la aplicarea ei, precedate de desbaterile corpurilor legiuitoré si de*

Cette loi ne regardait que les métiers et non pas aussi l'industrie. Elle n'était donc pas applicable aux travailleurs industriels.

L'un des principes sur lesquels elle s'appuyait était la liberté absolue. N'importe qui, sans distinction, pouvait embrasser ou quitter un métier, tout artisan était libre d'exercer sa profession en quelque temps et lieu qu'il le désirait (art. 5 et 6). Mais pour arriver à se faire une profession libre, indépendante, à son propre compte, il fallait remplir la condition d'être promu *maître*, ce qui correspondait à l'obligation d'avoir le *brevet de maître* (art. 3). Par conséquent selon la loi de 1902, les maîtres seuls sont artisans proprement dit, pouvant exercer un métier à leur compte, pouvant avoir ouvriers salariés et apprentis sous leur direction. La condition de posséder le brevet a été introduite d'après la demande unanime des artisans qui voulaient restreindre le nombre des maîtres-patrons. Toutefois elle était aussi dictée par la circonstance que certains capitalistes, parfois étrangers, sans nulle préparation spéciale, ouvraient des ateliers avec ouvriers à gages et faisaient une concurrence déloyale aux vrais artisans qui avaient déjà à lutter contre tant de difficultés. Mais pour ne pas entraver l'initiative des entrepreneurs ou la continuation d'un métier par la veuve ou les descendants d'un artisan, on prit une disposition d'après laquelle les sociétés ainsi que n'importe quel particulier pourraient entreprendre l'exercice d'un métier quelconque, s'ils n'employaient que des travailleurs qui remplissent les conditions de la loi, c'est-à-dire les maîtres-artisans (art. 8).

Le brevet de maître ne représentait plus une entrave, ne constituait pas un monopole. Il ne s'obtenait plus par la filière classique de l'apprentissage et du compagnonnage qui a donné lieu à de grands abus, qui a mené à d'inadmissibles privilèges au profit de certaines catégories de la classe des artisans et qui a empêché beaucoup de ceux qui voulaient et pouvaient s'élever, de gagner leur vie par un travail indépendant. On le délivrait de manière obligatoire à toute personne : 1) qui avait été employée chez un patron pendant au moins deux ans ; 2) qui possédait le diplôme d'une école spéciale, diplôme reconnu par le ministère comme l'équivalent du brevet de maître ; 3) qui fournissait la preuve d'avoir conduit pendant au moins deux ans un atelier de la spécialité pour laquelle elle sollicitait le brevet ; 4) qui passait un examen devant une commission de trois membres, dont deux choisis par le comité de la corporation et confirmés par le ministère et le troisième désigné par ce dernier (art. 9). Sauf le troisième

proiectele de legi anterioare (La loi pour l'organisation des métiers et le règlement de son application, précédée par les débats parlementaires et les projets antérieurs). Bucarest, 1905.

point qui est une mesure de transition pour la liquidation d'un passé dépourvu de toute organisation et pour la reconnaissance de droits gagnés par la capacité et le travail, on voit que la loi admettait à côté du recrutement des maîtres parmi les ouvriers à deux ans d'ancienneté, la création d'autres maîtres par la reconnaissance des diplômes des écoles supérieures d'industrie et de métiers, et même par un examen passé devant une commission instituée de façon à ce que toutes les mesures garantissant l'impartialité fussent prises pour ceux qui ne pouvaient témoigner où et comment ils s'étaient approprié le métier. Donc n'importe qui pouvait devenir maître à la seule condition de connaître son métier.

Toujours dans le même but d'enseignement professionnel, la loi exigeait que les ouvriers eussent aussi un carnet, fut-il obtenu par simple examen, qui attestât leur capacité.

Un autre principe fondamental de cette loi c'est l'organisation de la corporation obligatoire. Tout artisan faisant partie de droit et de façon obligatoire de la corporation de son métier existant dans la commune (§ 45). Le gouvernement n'a pas voulu contraindre les artisans à s'associer en formations professionnelles pour la défense de leurs intérêts. Il est vrai que dans les dernières agitations, les artisans avaient réclamé avec insistance que l'on constituât des associations professionnelles obligatoires mais le gouvernement n'était pas à même de savoir si c'était là le souhait de tous, ou du moins la majorité, et non celui de quelques agitateurs qui poursuivaient des fins étrangères à la corporation. De plus, il ne pouvait en aucun cas satisfaire des désirs exprimés comme ceux-là l'ont été et qui menaient au rétablissement des privilèges et du monopole des métiers. A cette fin, la loi de 1902 ne prévoyait pas expressément les corporations obligatoires. La constitution d'une corporation était laissée à la libre décision des deux tiers du nombre total des artisans dans les localités où leur nombre s'élevait à au moins 50. Les artisans d'une commune de même métier, de métiers similaires ou même n'importe quel métier, pouvaient former une corporation s'ils voulaient s'associer entre eux pour l'accomplissement de fins communes.

En ce sens, les corporations étaient facultatives et la loi respectait la liberté individuelle et la liberté d'association. Mais une fois constituées, elles devenaient obligatoires, de sorte que la minorité devait se soumettre à la majorité et faire partie de la corporation, ainsi que tous ceux qui entraient par la suite dans le cadre du travail (§ 44).

Dès le commencement, ces associations ont obtenu, de par la loi, personnalité juridique. Elles pouvaient acquérir des immeubles pour leur siège ou pour celui des différentes institutions qu'il

leur arriverait de créer. Mais il ne leur était pas permis de prêter, aliéner ou hypothéquer ces biens sans l'approbation de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Elles ne pouvaient faire de commerce, ni organiser des entreprises de travaux, ni exercer de métier à leur propre compte (§§ 48-50).

Les corporations n'étaient pas des corporations autonomes. Elles étaient mises sous la surveillance et l'autorité de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la circonscription (§ 60). A part cela, le ministère de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie et des Domaines nommait auprès de chaque corporation l'un des membres comme commissaire du gouvernement, chargé de veiller à ce que la loi et les statuts fussent observés. Le commissaire du gouvernement devait être tenu au courant de toute convocation de l'assemblée des membres et était tenu de prendre part à toutes les réunions. D'autre part, le ministère avait le droit de nommer des inspecteurs pour surveiller l'application de la loi, des règlements et des statuts (§ 61).

L'assemblée générale de la corporation se composait de tous les membres, sans distinction, qu'ils fussent patrons, maîtres ou ouvriers. Tout membre majeur et jouissant de l'exercice de ses droits civils et politiques pouvait y participer (§§ 63-64).

La corporation était conduite par un comité comprenant un président et six membres élus pour un délai de six ans par l'assemblée générale. Si celle-ci n'élisait pas elle-même le comité, la Chambre de Commerce et d'Industrie lui en nommait un, avec l'approbation du ministère. Le commissaire du gouvernement ne pouvait être ni président, ni membre du comité. Le président et les membres du comité devaient disposer de droits civils et politiques (§§ 69-70).

On formait dans chaque corporation une commission d'arbitres, appelée à trancher les malentendus entre membres. Cette commission était composée de cinq personnes : le commissaire du gouvernement comme président, deux membres désignés par les patrons et deux autres choisis par les ouvriers en assemblées séparées de patrons et d'ouvriers, pour une période de trois ans. Cette commission tâchait d'abord de concilier les parties, puis, si elle n'y réussissait pas, elle jugeait sommairement et prononçait la décision par majorité de voix.

Pour tout dire, le résultat de la loi de 1902 a été maigre. L'une des principales causes, à part la mauvaise administration, résultée elle aussi de l'imperfection de la loi, a été le défaut d'autonomie des corporations. Ce défaut est l'obligativité qui a fait de ces institutions économiques et sociales des institutions inquisitoriales et des instruments politiques. Conformément à l'article 84 de la loi, le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce et des Domaines pouvait à tout moment dissoudre le comité de

la corporation, la commission d'arbitres ou tout autre de ses organes s'il estimait que lesdits organes ne s'étaient pas conformés aux lois, règlements et statuts. Il pouvait suspendre l'assemblée générale pour des écarts semblables et même dissoudre la corporation avec l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Le résultat de cet article a été que l'administration des corporations et par là, ces institutions elles-mêmes, ont dégénéré de plus en plus. A la place des comités dissous on mettait des gens du régime desquels on tolérait n'importe quelle administration et on couvrait tous leurs abus et toutes leurs actions malhonnêtes. Les luttes qui se sont livrées entre les artisans pour occuper des dignités dispensatrices, non seulement d'honneur, mais souvent aussi de profits considérables, ont fait baisser encore plus le prestige des corporations et la confiance des artisans en elles. L'intervention du ministère, — et moyennant ce canal, celui de la politique —, soit par l'entremise du commissaire du gouvernement, soit par des secrétaires-inspecteurs, chefs du bureau de la Chambre des métiers, soit directement par les membres du comité ou de la commission d'arbitres, leur a ravi tout caractère d'organisation professionnelle ouvrière et toute possibilité de réaliser les fins prévues par la loi.

A cela s'ajoutait l'absence des sanctions, qui permettait n'importe quelle transgression de la loi, n'importe quels abus : délivraison incorrecte de brevets et de carnets de capacité, jugements iniques de la commission d'arbitres et ainsi de suite.

La loi de 1902, attendue avec tant de confiance par les travailleurs perdit vite tout son crédit auprès d'eux et les agitations recommencèrent à bref délai. Les artisans reprirent leurs réunions et leurs congrès, leurs publications et leurs mémoires (41). Ils demandaient l'abrogation de la loi et l'organisation des syndicats libres. Les artisans-patrons, quoique les seuls à qui cette loi ait profité, reconnaissaient sa faillite et sollicitaient qu'on la modifiât en accord avec leurs intérêts. La première manifestation plus importante de ce mouvement fut le congrès de Bucarest des 7 et 8 novembre 1904. On y demandait : 1) l'extension des dispositions de la loi sur les métiers aux fabriques et aux grands ateliers pour augmenter le nombre des cotisations et par conséquent les fonds de la corporation ; 2) son extension aux fabriques mêmes qui n'exigeaient nulle préparation professionnelle de ses ouvriers ; 3) que les particuliers et les sociétés fussent em-

(41) Entre autres : C. I. GULIAN : *Studiu critic al legii meserilor* (Etude critique de la loi des métiers). Bucarest, 1907 ; GHEORGHE N. DULCA : *Spicuie din viata muncitorilor de la crase* (Aperçus de la vie des travailleurs dans les villes). Valeni-de-Munte, 1911.

pêchés d'entreprendre aisément l'exercice d'un métier ; 4) la limitation du nombre des apprentis en rapport avec le nombre des ouvriers artisans de la même branche, dans le but de restreindre dans l'avenir le nombre des artisans ; 5) la possibilité pour les corporations de fixer elles-mêmes le maximum d'heures de travail dans chaque métier, quoique l'ancienne loi ne les empêchât pas non plus de restreindre, au moyen des statuts, le nombre des heures de travail. Cette mesure n'était qu'un appât tendu aux ouvriers pour pouvoir les entraîner dans le mouvement ; 7) qu'on déterminât la situation des artisans étrangers dans le travail ; 8) des nouvelles conditions pour obtenir le brevet de maître. Tous ces desiderata ont été repris dans le congrès de Bucarest des 10 et 11 octobre 1911 (42).

Après le congrès, les délégués des artisans commencèrent les démarches auprès des autorités pour la modification de la loi de 1902 dans le sens indiqué. Ils tinrent de nombreuses réunions publiques au cours desquelles on démontra la nécessité absolue de la modification de la loi et menèrent une vive campagne de presse par leurs journaux, spécialement par le *Meseriasul român* (L'artisan roumain). Comme résultat de ces interventions et de ces insistances, le gouvernement nomma, au mois de mai 1905, une commission de dix personnes pour l'étude des amendements de la loi, commission qui, après deux ou trois séances, ne fut plus convoquée. Dans l'automne de 1906, on en nomma une autre à même fin, mais celle-ci aussi ne tint que deux ou trois séances. Au printemps de l'année 1907, éclatèrent les malheureuses révoltes des paysans pendant et après lesquelles nulle agitation ne fut plus possible. Les artisans ne pouvaient rien prétendre (attendre) du gouvernement qui avait à consacrer toute son activité à la solution des problèmes agraires. Le Parlement ne s'occupa, durant quelques sessions, que de la question des paysans. L'agitation en ce qui concernait les artisans ne put être reprise qu'en l'automne de 1911 (43).

Au congrès des 10 et 11 octobre 1911, à part les desiderata du congrès précédent, on en formula de nouveaux parmi lesquels les plus importants étaient : 1) l'extension de la loi aux artisans habitant les communes rurales, qui faisaient grande concurrence à ceux des villes ; 2) la transformation des chambres de métiers en une formation (association) paritaire de patrons-artisans et d'ouvriers, élus séparément par l'assemblée des patrons et par

(42) Desiderata discutés et votés au congrès des artisans roumains, tenu à Bucarest les 10 et 11 octobre 1911, au sujet de la modification de la loi des métiers et de divers défauts dont souffre la classe des artisans roumains. Bucarest, 1911.

(43) Desiderata... (op. cit., not. 42), p. 9, 10.

celle des ouvriers ; 3) la suppression des secrétaires-inspecteurs ; 4) l'autonomie des corporations ; 5) la stabilité des fonctionnaires de la corporation ; 6) la protection des petits patrons-artisans ; 7) la garantie du paiement des travaux exécutés pour les particuliers ; 8) que les avantages de la loi pour l'encouragement de l'industrie nationale soient accordés aussi aux artisans ; 9) des assurances sociales ; 10) l'organisation des coopératives urbaines ; 11) la suppression des commissaires du gouvernement de la commission d'arbitres. A la suite de ce mouvement, le gouvernement roumain fit voter une nouvelle loi des métiers : la loi pour l'organisation des métiers, du crédit et des assurances ouvrières du 27 janvier 1912, modifiée les 14 février et 28 avril 1913. Cette loi organisait les métiers, le crédit ouvrier et les assurances ouvrières contre la maladie, les accidents, l'invalidité et la vieillesse. Nous ne nous occuperons dans ce qui suit que de la première partie de cette loi qui est aujourd'hui encore en vigueur, et de cette partie nous laisserons de côté ce qui n'a pas trait aux organisations ouvrières, les dispositions relatives à l'exercice du métier, aux rapports entre patrons et salariés, étant les mêmes que celles de la loi de 1902.

Le principe fondamental de la loi de 1912 c'est la séparation des intérêts sociaux de ceux professionnels économiques. La solution des intérêts sociaux ayant rapport aux grandes masses ouvrières, il fallait une organisation telle que tous ceux ayant des intérêts pareils y fussent englobés. Devant comprendre, pour le bien général, toutes les catégories de travailleurs, il n'était pas possible qu'elle s'occupât d'intérêts économiques qui ne sauraient être les mêmes pour tous. Dans ce dessein, la loi de 1912 crée deux organes, à savoir : la *breasla* (confrérie), association d'artisans qui pratiquent un même métier, et dont font partie obligatoirement tous les artisans et tous les ouvriers de fabriques ayant connaissance de métier (§§ 64-65) et la *corporation*, association de plusieurs confréries de la même ville, auxquelles se joignent de façon obligatoire ceux des travailleurs dans les fabriques, n'ayant pas connaissance de métier (§ 78 et § 2).

La confrérie se constitue de manière obligatoire s'il y a au moins 25 artisans du même métier, dans la même localité. Elle est l'association professionnelle qui a pour but : a) de défendre les intérêts professionnels et d'affermir l'idée d'honnêteté dans la pratique du métier ; b) de surveiller l'enseignement du métier aux apprentis et petites mains et le perfectionnement des connaissances et de l'habileté des ouvriers ; c) de pourvoir à l'hygiène et à l'ordre dans l'apprentissage ; d) de soumettre les apprentis à des épreuves avec distribution de récompenses ; e) d'accoutumer les artisans à soumettre à la commission d'arbitrage les malentendus survenant entre eux ; f) de faire en sorte qu'on puisse travailler

même aux époques où d'ordinaire le travail dans un métier quelconque s'arrête ou est trop faible, comme aussi pour la vente des produits ; g) de prendre des mesures pour une solide organisation des banques de crédit et d'épargne ouvrières. A la tête de chaque confrérie se trouve un comité de trois membres dont un maître-patron, un maître-salarié et un ouvrier élus pour quatre ans par l'assemblée générale de la confrérie. Ce comité a le devoir : 1) d'agir au nom de la société et de la représenter devant les tiers et devant toutes les instances administratives ou juridiques par son président ; 2) de décider des demandes, de certificats faites par les apprentis, des carnets de capacité délivrables aux compagnons et aux ouvriers, comme aussi aux maîtres ; 3) de composer le budget et de rédiger le compte rendu à présenter à l'assemblée générale ; 4) d'administrer les fonds et d'appliquer le budget ; 5) de mettre à exécution la loi, les règlements, les statuts et les décisions de l'assemblée générale ; 6) de poursuivre les artisans qui vendraient la marchandise frelatée ; 7) de veiller en général au bon ordre du métier (§ 64-77).

La corporation est une association d'artisans et de travailleurs de fabriques, composée d'au moins 1.000 membres. Elle est le premier organe des assurances. Elle a à sa tête un conseil comprenant les membres des comités de toutes les confréries qui la constituent et les représentants des ouvriers de fabriques qui n'ont pas d'instruction professionnelle et qui ne font partie que de la corporation, en proportion du nombre de ces derniers. Ce conseil est nommé pour une période de quatre années. Il se choisit un président et un vice-président parmi ses membres et se réunit au moins une fois par semaine. Si une confrérie a plus de 1.000 membres, elle peut constituer à elle seule une corporation. Dans ce cas, le conseil d'administration de la corporation se compose de sept membres, désignés par l'assemblée générale. Lorsque le conseil d'administration est trop nombreux, c'est-à-dire lorsque le nombre des conseillers dépasse vingt et un, il peut déléguer sept de ses membres, en dehors des représentants des ouvriers, pour agir en son nom. Ce conseil a la charge : 1) d'administrer les sommes que la caisse d'assurance contre la maladie et pour les dépenses d'enterrement mettrait à sa disposition, conformément à la loi et aux règlements ; 2) de fonder des bureaux de placement ; 3) de fonder ou d'aider pécuniairement la fondation d'écoles professionnelles (§ 78-96).

Les confréries et les corporations peuvent se fédérer. Les fédérations, les corporations et les confréries sont sous la surveillance et l'autorité de l'Officiel central des métiers, du crédit et des assurances ouvrières (§ 95).

Bien certainement la loi de 1912 est supérieure à celle de 1902. Les confréries actuelles étant des associations d'artisans d'un

seul métier, les intérêts professionnels sont mieux défendus. Mais la même incompréhension économique qu'en 1902 a prédominé en 1912. Sous la pression des artisans-patrons qui, au temps du vote censitaire, étaient une force politique dans le collège citadin, tous les hommes politiques devaient tenir compte, pour l'organisation du travail, de leurs désirs. Parmi ces désirs revenait toujours comme un leitmotiv l'organisation des métiers par confréries comprenant toutes les personnes possédant une instruction professionnelle, depuis les apprentis jusqu'aux maîtres. De plus, les confréries devaient être administrées et dominées par eux (les maîtres-patrons). Mais une pareille organisation de tous ceux sachant un métier, sans distinction de leur situation économique, mettant ensemble patrons et salariés, salariés du métier et salariés de la grande industrie, apprentis et maîtres, ne pouvait mener à rien. Car qu'avaient de commun entre eux tous ces gens-là ? D'ailleurs la confrérie, selon le but que lui avait fixé la loi, est en premier lieu une institution au profit des patrons. Que pouvaient donc attendre d'elle les ouvriers ? Dans ces circonstances, l'obligation pour les ouvriers salariés — fussent-ils de la grande ou de la petite industrie — de participer à la confrérie pouvait fort bien être prise pour de l'oppression. En effet, les ouvriers l'ont tout de suite considérée comme une loi tyrannique (44). Depuis, la situation économique a changé entièrement. Il y a d'autres besoins aujourd'hui. La confrérie pouvait fort bien continuer de vivre comme association des artisans patrons, pour la sauvegarde de leurs intérêts et pour leur permettre de lutter ensemble contre la grande industrie, leur vrai concurrent. Ceci afin que la disparition de la petite industrie pût se faire insensiblement et que l'installation des métiers qui sont destinés à survivre dans l'évolution du travail industriel commençât sur de solides assises économiques, accomodées aux exigences du temps. Quant aux ouvriers, il fallait laisser la libre organisation syndicale, avec la protection de l'Etat, protection dont ils jouissent dans tous les pays civilisés. L'Etat avait donc à mener une politique économique en ce qui concernait les patrons et une politique sociale en ce qui concernait les ouvriers salariés. A part ce vice primordial, les confréries n'ont pu avoir nulle activité, nulle vie pour deux autres motifs non moins importants. D'abord l'absence d'une autonomie qui laissât à ses directeurs naturels l'initiative, le soin de l'administration et de son fonctionnement. Les confréries sont mises sous la surveillance et sous l'autorité de l'Office central des métiers, du crédit et des assurances ouvrières, lequel, aujourd'hui,

(44) C. RACOVSKI : *Jos legea meseriilor !* (A bas la loi des métiers !). Bucarest, 1912.

d'hui, que le ministère du Travail et de la Coopération a été créé, dépend à son tour d'une direction du ministère. N'importe quelle décision de l'assemblée générale ou du comité peut être frappée d'appel à l'Office central, où cet appel sera jugé par un fonctionnaire. Toute décision de l'assemblée générale qui semblerait déroger à la loi, peut être annulée directement par l'Office central au cas où, ajoute la loi, l'« incrimination serait dûment motivée ». Mais qui est-ce qui juge si le motif est fondé ? Si l'assemblée générale de la confrérie appelée à élire son comité, ne le fait pas, elle est à nouveau convoquée par l'Office central. Si cette fois encore l'élection n'a pas lieu, le représentant de l'Office central *nommé provisoirement, jusqu'à confirmation par l'Office central*, un comité de trois membres qui aient payé leurs cotisations et qui, recommande encore la loi, soient des plus aptes ». Mais, qui juge de cette aptitude ? En général, les artisans et les ouvriers apportent bien peu d'intérêt à leur organisation de métier. Presque toujours, le comité a été nommé et l'« aptitude » des membres a été estimée à travers le prisme de la politique de parti. L'Office central peut faire des admonitions motivées au comité. Si celui-ci s'est attiré deux admonitions, l'Office central peut le dissoudre et nommer un comité provisoire (§ 96). Les fonctionnaires de la confrérie sont nommés par le ministère et ils ont rôle de « représentants de l'Office central auprès de la confrérie » (§ 105). L'Office central peut convoquer l'assemblée générale quand bon lui semble (§ 75) et il approuve les statuts que celle-ci vote (§ 76).

Le défaut d'autonomie a fait que cette organisation de travailleurs n'ait aucune activité. La loi n'a été appliquée qu'au renouvellement des vieux brevets de capacité ou lors de l'élaboration de nouveaux carnets, opération qui s'est toujours faite automatiquement par les fonctionnaires et le président, parfois avec délivraison de titres de capacité non justifiés ou tout bonnement falsifiés.

Le second vice de la loi en ce qui concerne la confrérie c'est qu'on n'a pas créé à cette institution des revenus qui lui permettent d'accomplir sa mission. Il est vrai que la constitution de l'enseignement professionnel et des bureaux de placement a été laissée par le législateur à la charge d'une autre organisation. Mais la protection des intérêts du métier et le soin de l'apprentissage confiés à la confrérie, mènent toujours à l'organisation de l'enseignement, laquelle ne peut se faire sans fonds. Le peu de taxes que les artisans ont à payer pour le livret de maître, le livret de compagnon et le certificat d'apprentis (vingt, dix ou deux ou trois lei) (§ 9, al. 2, 16 al., ult. 23, 43, 52 al. 1) ne constituent pas de fonds appréciable. D'ailleurs ce fonds, si petit qu'il fût, a toujours été perçu par les organes de l'Office central et administré par lui.

Avec de pareilles conditions, quelle vie la confrérie pouvait-elle avoir ? L'exercice des attributions platoniques prévues au § 67, n'attirait personne et ne pouvait être imposé à personne tant que la fonction de membre du comité n'était pas même rémunérée.

Les conducteurs du mouvement des artisans-patrons, qui n'avaient demandé la fondation des confréries que dans le but de dominer les ouvriers et d'administrer à leur profit et à celui de quelques autres le bien de ces institutions, furent bientôt mécontents de la loi de 1912 et recommencèrent les agitations que seule la guerre interrompit (45). En 1922, les artisans ont tenu un nouveau congrès dont le résultat fut insignifiant. Maintenant, après la guerre, la question des artisans est envisagée autrement et l'introduction du vote universel en Roumanie a ravi toute puissance politique à l'infime classe des artisans-patrons.

La même chose peut se répéter à propos de l'autre organisation ouvrière : la corporation. Dépourvue de toute autonomie et sans nul fonds, la corporation n'eut non plus aucune activité. Les assurances ouvrières ont été dès le commencement organisées, administrées et conduites par l'Office central, qui est une institution d'Etat. Conçues comme une association mutuelle de tous les artisans, elles sont bientôt devenues un service public, où les ouvriers n'ont aucune part. En échange d'une cotisation qui a été plusieurs fois perçue de force, et sous la perpétuelle menace de l'amende, l'Office central, sans nul contrôle de la part des travailleurs, leur a offert les avantages de l'assurance dont parle la loi. Nous ne nions pas l'utilité des assurances ouvrières par cette voie aussi, mais c'est qu'en faisant ainsi on a pris à cette institution le moyen de donner aux travailleurs cette éducation sociale, d'une valeur et d'une richesse de conséquences incomparables, qui donne à ses membres la mutualité libre.

Une fois les travailleurs éloignés par l'autorité de cette autre institution à eux, « la corporation » qui nominalement existe encore, n'est plus par le fait qu'une fiction. Il n'en est resté qu'un Office d'assurance, une succursale de l'Office central de Bucarest et les ouvriers assurés ne prennent aucune part dans sa marche.

Pas même le conseil d'administration de l'Office central n'a été constitué d'une manière tant soit peu démocratique. Sur treize membres, neuf sont nommés par les ministres des Finances et du Commerce — donc pris parmi les hommes politiques ou les

(45) Dans les « Rapports présentés au Congrès des artisans tenu à Bucarest dans les journées des 10 et 11 mai 1914 », on demandait la modification de la loi de 1912 et le retour au système de la loi de 1902, sous le régime de laquelle les chefs des artisans administraient les corporations et les fonds importants que celles-ci avaient selon leur volonté et leurs besoins.

patrons —, deux autres sont les représentants des patrons importants et deux enfin les représentants des artisans et des ouvriers, choisis par le ministre dans une liste de plus de cent membres. Ces deux représentants des artisans et des ouvriers ont été, la première fois, deux patrons-artisans.

La loi de 1912 n'a eu d'ailleurs d'application autre qu'en ce qui concerne les assurances ouvrières. Du côté de l'organisation des métiers, son effet a été nul ou malfaisant. Somme toute, elle a des dispositions antisociales et elle a aggravé le régime du travail existant avant son entrée en vigueur. Il suffit de mentionner que par elle l'âge minimum auquel les enfants peuvent être reçus en apprentissage a été abaissé à onze ans (§ 22) tandis que par les lois antérieures, l'âge d'admission était de douze ans pour les industries salubres et de quinze à dix-sept pour celles insalubres (46).

En résumé, la loi de 1912 ne respecte pas le droit d'association garanti par la constitution du pays, car elle force les travailleurs de participer à une association officielle dont les buts sont étrangers aux intérêts de la classe ouvrière. Elle n'est pas une loi d'organisation du travail pour la raison qu'elle ne prend aucune mesure sérieuse et ne prévoit pas les fonds nécessaires pour l'organisation du placement et des bourses du travail, pour l'institution du contrat de travail, des cours d'arbitrage et des conseils d'entente à l'amiable. Elle n'est pas une loi de protection du travail car elle n'établit pas de bonnes conditions pour la garantie de l'existence et de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs (47).

(46) C. RAKOVSKI, *op. cit.*, p. 23.

(47) D. R. IOANITSCU : *Istoricul legislatiei muncii in România* (Historique de la législation du travail en Roumanie). Bucarest, 1919, p. 85, 86.

V. MADGEARU (*op. cit.*, not. 5), p. 18.

ANALYSES & COMPTES RENDUS

Charles BALLOT. — *L'Introduction du machinisme dans l'industrie française*, ouvrage publié d'après les manuscrits de l'auteur par Claude GÉVEL. Avant-propos de Henri HAUSER et notice biographique de Elie HALÉVY (Paris, Rieder et Lille, Marquant 1923, in-8 xvii-574 p.

Les lecteurs de cette Revue se souviennent des belles études que Charles Ballot y donna sur l'histoire de la métallurgie et de l'industrie textile en France. L'une d'elles, sur Philippe de Girard, nous fut remise peu de temps avant la déclaration de guerre ; elle a paru dès la reprise de notre publication en 1919, alors que son auteur était, depuis longtemps, hélas, tombé à l'ennemi.

L'ambition de Ch. Ballot était d'écrire pour l'histoire de notre industrie un ouvrage comparable à celui de Mantoux pour l'industrie anglaise. Il n'a pu réaliser son dessein, mais il avait amassé, pour y arriver, quantité de matériaux, élaboré la plupart des chapitres documentaires qui devaient figurer dans le livre projeté et écrit une sorte d'introduction synthétique à ces monographies.

Il eût été regrettable qu'un tel effort restât inachevé. M. Gével, condisciple et ami de notre regretté collaborateur, s'est donné la tâche pieuse de recueillir ce que Ch. Ballot avait laissé, de le compléter, de le mettre à jour et de le présenter en s'éloignant aussi peu que possible de ce que l'auteur aurait pu faire lui-même, s'il avait voulu donner comme une sorte d'édition provisoire, mais déjà bien construite, de ses travaux.

M. Gével a réussi aussi bien que possible dans son entreprise et il faut être reconnaissant au Comité des travaux historiques et scientifiques, sous les auspices duquel l'ouvrage paraît, de la lui avoir facilitée.

Ch. Ballot s'était posé la question de savoir si la révolution industrielle anglaise avait devancé de beaucoup celle du continent et si notre pays, notamment, n'aurait guère commencé à s'industrialiser qu'après 1815. Pour y répondre, il a minutieusement étudié la structure, les éléments et la vie de l'industrie française entre 1780 et 1815. Au cours de cette période longue et complexe, et qui voit, en France, le déclin de la politique réglementaire, on saisit une transformation profonde de notre industrie, moins ample et moins soudaine qu'en Angleterre, mais certaine néanmoins et, au surplus, influencée par les exemples britanniques.

La diffusion des machines, provoquée et constamment aidée par le gouvernement, finit par se faire elle-même et tout le chapitre du livre consacré à l'industrie textile en constitue le témoignage frappant. La Révolution accentue l'effort commencé ; le blocus continental qui vise à permettre au Continent de se passer de l'Angleterre, stimule les progrès du machinisme et l'époque impériale le voit s'implanter définitivement dans notre industrie, grâce à des inventeurs et à des chefs

d'entreprises dont ni les noms, ni les créations ne sont oubliées aujourd'hui. Mais, entre 1780 et 1815, le machinisme n'a pas encore profondément modifié les conditions économiques et sociales de l'industrie ; on ne peut que relever, à cette époque, les premiers indices de ce qui apparaîtra au cours de la génération suivante, tels que le début de la concentration de la production.

Les détails curieux et instructifs abondent dans cet ouvrage soigneusement documenté et pour lequel l'auteur avait non seulement dépouillé la littérature copieuse de l'histoire économique de la période étudiée, mais encore avait eu recours à des documents d'archives nombreux.

L'édition de ce livre n'aura pas été seulement un pieux hommage rendu à la mémoire du jeune savant que fut Ballot, elle est encore un apport des plus estimables à l'histoire économique de notre pays.

ROGER PICARD

★

★ ★

René BARÈS. — *Le crédit aux coopératives de consommation et la Banque des coopératives en France* (Paris, Presses Universitaires, 1924, in-8, 145 p.)

Dans cette instructive monographie, l'auteur montre comment, sous la pression des besoins financiers des sociétés coopératives, le département bancaire du Magasin de gros s'est finalement érigé en organisme indépendant. Il analyse la structure juridique et les statuts de la Banque des coopératives, décrit son organisation administrative et technique et étudie les diverses opérations auxquelles elle se livre, soit avec les sociétés, soit avec leurs membres, soit avec le public.

La Banque des coopératives semble appelée à un développement régulier, solidaire de celui qui se manifeste dans la coopération française. Peut-être sera-t-elle amenée, ainsi d'ailleurs que le Magasin de gros, à lier son action à celle des institutions similaires existant en d'autres pays, ou à participer à la création et au fonctionnement de cette banque coopérative internationale dont les techniciens de la coopération parlent depuis quelques années.

R. P.

★

★ ★

Louis BERTRAND. *L'ouvrier belge depuis un siècle* (Bruxelles, L'Eglantine, 1924, in-12 450 p.)

L'histoire de la classe ouvrière en Belgique présente les plus grandes analogies avec celle des travailleurs français, car l'évolution industrielle des deux pays a passé par les mêmes phases et sensiblement aux mêmes époques. L'industrialisme a produit en Belgique, au début du XIX^e siècle, ses effets ordinaires sur les conditions du travail : journées d'une longueur excessive, emploi abusif des femmes et des enfants, abaissement des salaires. Puis la lutte pour la protection légale des travailleurs a porté ses fruits et un droit ouvrier complet s'est constitué en Belgique. En même temps, l'organisation syndicale, très vivement conduite, a permis aux ouvriers de défendre les droits qu'on leur avait

reconnus et d'acquérir certains avantages propres à leur assurer une vie matérielle supportable. Il leur reste encore à faire, malgré tout, pour obtenir des conditions d'existence (logement, vêtement, nourriture, loisirs) convenables et sur ce point, on doit constater que les ouvriers belges sont demeurés constamment à un niveau un peu inférieur à celui de leurs camarades français.

Le livre de M. Bertrand apporte quantité de documents historiques, économiques et statistiques qui en font une excellente contribution à l'histoire des classes sociales au XIX^e siècle.

R. P.

*
* *

C. BOUGLÉ. — *Le solidarisme* (2^e édition, Paris, Giard, 1924, in-12 204 p.)

Ce livre, dont la première édition parut, il y a plus de vingt ans, constituait une tentative pour donner à la politique républicaine une philosophie sociale en conformité avec les conclusions des sciences naturelles et les exigences de la morale. Doctrine de juste milieu entre l'individualisme absolu de l'économie libérale et l'étatisme des marxistes, le solidarisme acceptait l'intervention de l'Etat en matière sociale sans la considérer comme une providence nécessaire et, d'autre part, tout en précisant la dette et les devoirs de l'individu envers la société, il maintenait l'individualisme comme fin de toute la vie collective.

Le solidarisme se présente comme bâti sur un fondement à la fois biologique et juridique. Aux sciences naturelles, il demande la justification de sa doctrine de l'entraide et des arguments pour triompher d'un darwinisme social dérivé d'une fausse interprétation des lois de la nature. Au droit, il emprunte la théorie du quasi-contrat qui justifie l'obligation de tout individu de travailler pour la collectivité. C'est une doctrine séduisante, rationnelle et raisonnable, organisatrice sans contrainte et libérale sans aller au relâchement anarchiste. Elle est exposée, défendue et commentée par M. Bouglé avec toute l'érudition sociologique désirable et avec une force d'argumentation des plus convaincantes. Il y a dans ce livre tous les éléments doctrinaux propres à éclaircir et à justifier une action politique démocratique.

R. P.

*
* *

Hubert BOURGIN. — *Le parti contre la Patrie*, 1 vol. in-16 de xxiii, 249 p. Plon 1924 prix 8 fr.

Il y a des spectacles de théâtre où le lever de rideau vaut mieux que la grande pièce. Le livre de M. H. B. leur est comparable. Les 23 pages d'avant-propos, qui racontent comment l'auteur fut appelé, en mai 1915, au cabinet du sous-secrétaire d'Etat des munitions, et avec quels sentiments il s'y rendit, sont extrêmement vivantes et prenantes. Mais on est déçu quand on aborde le livre lui-même consacré à décrire l'évolution du parti socialiste en France de 1915 à 1917. Ce n'est pas que l'exposé de M. H. B. soit dépourvu d'intérêt ni de talent. Chargé par le sous-secrétaire d'Etat de le représenter aux séances de la Chambre et du groupe socia-

liste, M. H. B. a suivi de très près les événements, et son récit, rédigé à l'aide de notes prises au jour le jour, nous donne sur cette période, pour laquelle nous sommes assez mal renseignés, des informations précieuses. La forme, âpre et mordante, n'est pas non plus sans beauté. Mais il nous est impossible de souscrire à l'éloge que M. G. Valois a adressé à ce livre dont il a dit qu'il n'avait « rien du pamphlet ni de l'ouvrage de polémique ». Activement mêlé aux luttes qui divisèrent les socialistes pendant la guerre puisqu'il fut un des inspirateurs du « Comité de propagande socialiste pour la défense nationale », M. H. B. n'a pas su s'élever à l'impartialité de l'historien. Il n'aperçoit chez ses adversaires, pacifistes et internationalistes, que lâchetés, démagogie, et bas calculs électoraux — ce qui est écrire l'histoire à la manière de ces romanciers pour qui le patriotisme n'est que l'expression des intérêts des marchands d'obus et des propriétaires de hauts-fourneaux. La vérité est sans aucun doute plus complexe. Quant au fond du débat qui mit aux prises, au sein du socialisme, partisans de la défense nationale et adeptes de l'internationalisme, la vérité oblige à reconnaître que la position doctrinale de M. H. B. n'était guère défendable — et tel passage d'une brochure écrite par lui en 1916 (reproduit p. 102 du présent livre) montre bien que déjà à cette date M. H. B. avait complètement abandonné le socialisme pour une idéologie à caractère purement national. M. H. B. a tort de s'étonner que la masse des socialistes soient restés fidèles à leurs convictions et de ne pas admettre que leur constance puisse reposer sur des raisons aussi honorables que son évolution.

GAËTAN PIROU

*
* *

Georges BROYARD. — *Pour conserver son argent* (Paris, Alcan, 1924, 190 p.)

Dans ce petit volume, qui s'adresse non pas aux économistes ou aux techniciens de la finance, mais au grand public capitaliste, l'auteur ne se borne pas à fournir d'utiles conseils pour le placement des épargnes. Il enseigne, en termes précis et utiles, ce que sont les valeurs mobilières, quels droits leur possession confère, les charges fiscales dont elles sont frappées et il enseigne ainsi aux porteurs de titres les notions nécessaires pour gérer et surveiller leur fortune. Un bon index complète cet ouvrage pratique.

R. P.

*
* *

Eugène CAVAIGNAC. — *Population et capital dans le monde Méditerranéen antique* (publication de la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg, Strasbourg, Istra 1923).

M. Cavaignac a groupé une série d'études statistiques sur l'antiquité dans le dessein de mettre particulièrement en lumière d'une part ce que la société hellénique du IV^e siècle avant J. C. a pu emprunter aux empires orientaux et particulièrement à celui des Achéménides et

d'autre part ce que la société romaine a pu puiser dans le milieu hellénistique.

En ce qui concerne les empires orientaux, M. Cavaignac montre le parti que l'on peut tirer des documents fiscaux sur les tributs de l'Égypte, de la Chaldée, de la Syrie et de l'Asie mineure pour apprécier le chiffre de la population, la valeur du blé, de la terre agricole, la productivité, le prix local et la différence entre le prix local et le prix du commerce général.

Avec ces procédés il essaye de déterminer quel était le capital du monde égéen au V^e siècle et le capital de la Grèce continentale au IV^e siècle.

En appliquant les mêmes méthodes aux documents de l'antiquité romaine, l'auteur arrive à des conclusions intéressantes pour l'évaluation du capital romain et la signification des chiffres du cens érigé pour chaque classe de citoyens.

Dans cette partie de l'ouvrage, consacrée à l'antiquité Romaine, signalons une étude tout à fait intéressante sur le budget d'un grand Etat hellénistique comme celui des Seleucides et une autre où M. Cavaignac cherche à évaluer la population et la production en blé de la Gaule au temps de César par des procédés qui nous paraissent plus empiriques que véritablement scientifiques.

Néanmoins il faut savoir gré à M. Cavaignac d'avoir essayé à l'aide d'inscriptions et de textes d'historiens anciens de reconstituer la vie économique des pays de l'antiquité avec une précision que ne dédaigneraient pas nos plus éminents statisticiens.

EDGARD BLUM

*
* *

CONSEIL PAYSAN INTERNATIONAL. — *Première Conférence paysanne internationale. Thèses, messages et adresses* (Paris, Bibliothèque paysanne ; in-12, 120 p.)

La librairie du parti communiste qui édite sans répit, volumes, brochures et tracts de propagande, vient de publier le compte-rendu de la première conférence de l'Internationale paysanne. Cette réunion, qui se tint à Moscou, « dans la riche salle du trône du palais du Kremlin », en octobre 1923, comme le mentionne la couverture de l'ouvrage, groupa surtout des représentants de républiques soviétiques de la Russie d'Europe et d'Asie et de diverses populations asiatiques. Quelques délégués français et américains y prirent part.

Le volume, intéressant d'ailleurs, consacré à cette manifestation internationale, contient, outre des statuts et règlements de l'Internationale paysanne, des rapports sur les questions soumises à la conférence : les paysans et la guerre (M. Vazeilles) ; les paysans et les ouvriers (Th. Dombal) ; la situation des paysans dans la société capitaliste (Varga) ; les résultats de la révolution agraire pour les paysans russes (Théodorovitch) ; la coopération agricole dans les Etats capitalistes (Bittel), les coopératives agricoles en Russie (Lebediev).

R. P.

Léon DUBREUIL. — François Rever, 1753-1828 (Paris, Champion, 1924, in-8, VII, 215 p.)

Rien n'est plus propre à faire comprendre la répercussion des événements politiques sur les conditions matérielles et morales de la vie privée que les biographies d'hommes de second plan qui, tout en s'intéressant, en se mêlant aux événements de leur époque, ne prétendent pas les diriger mais ne se laissent pas déborder par eux.

Un livre comme celui que M. Dubreuil a consacré à François Rever dépasse donc le simple intérêt d'une contribution à l'histoire locale de l'Eure, il vaut encore par cette signification de portée générale. En même temps, il nous apporte les précisions les plus utiles sur ce que fut la situation, au regard de l'Eglise et du monde laïc, des prêtres assermentés, car Rever fut de ceux là ; sur les remarquables efforts de la Révolution en matière d'enseignement, car Rever dirigea jusqu'au début de l'Empire l'Ecole Centrale de l'Eure ; enfin sur l'état de la science archéologique au début du XIX^e siècle, car, destitué de ses fonctions enseignantes auxquelles il s'était donné avec foi, Rever chercha dans l'archéologie celtique une occupation qui satisfît jusqu'à sa mort son activité intellectuelle.

Cette vie de prêtre, un instant membre d'une assemblée législative, d'éducateur, d'érudit, sans avoir présenté rien d'extraordinaire, fut cependant bien remplie. M. Dubreuil l'a retracée avec une abondance et une sûreté de documentation, avec un souci de vérité et un talent de restitution du passé où l'on retrouve toutes les qualités de ses autres ouvrages historiques. Il a su replacer son héros dans les milieux sociaux où il a vécu et, par là, il a augmenté la valeur de cette monographie, en la rattachant fortement à l'histoire de la société pendant la période révolutionnaire.

R. P.

*

* *

F. DUINE. — *Les communes rurales en Bretagne. Guipel* (Rennes, librairie moderne, 1924 ; in-8, 42 p.)

M. Duine, le savant biographe et commentateur de La Mennais, consacre à une antique petite commune rurale de Bretagne, Guipel, une monographie très érudite et remarquable par l'abondante bibliographie qu'elle contient comme par de curieuses remarques sur la vie paysanne d'autrefois.

R. P.

*

* *

Enquête sur les livres scolaires d'après guerre (Paris, Ed. du Centre européen de la Dotation Carnegie pour la paix internationale. In-8. 452 p, 1923.)

La Dotation Carnegie pour la paix internationale, dont on connaît l'intelligente et généreuse activité, a entrepris en 1921 une enquête pour rechercher dans les livres d'histoire et de lectures destinés aux ensei-

gnements primaires et secondaires des divers pays ayant participé à la guerre, quelles tendances les animent par rapport à la conciliation et à la paix internationale.

L'enquête a porté sur la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche, la Grande Bretagne, l'Italie et la Bulgarie. Elle a été confiée, pour chaque pays, à des professeurs et à des historiens, tantôt nationaux, tantôt français, tous esprits habitués aux méthodes critiques et à l'impartialité. M. J. Prudhommeaux, qui s'est chargé de l'enquête pour la France et la Belgique, a contribué en outre au volume que nous analysons, par une étude sur la République allemande et l'école et par une introduction générale que devront lire ceux qui n'auront pas le temps d'étudier tout le volume.

Mais cette étude est remarquablement intéressante et suggestive et, grâce à la netteté des analyses, à l'abondance des citations extraites de plusieurs centaines d'ouvrages dépourillés consciencieusement, elle met le lecteur en contact avec une littérature pédagogique des plus intéressantes.

Il s'en faut encore que les rédacteurs de manuels d'histoire ou les compilateurs de morceaux choisis aient pris conscience de leur rôle d'éducateur. Pour beaucoup d'entre eux, et dans presque tous les pays, l'apologétique passe avant la vérité. Exalter la patrie presque uniquement dans ses exploits guerriers, dénigrer l'ennemi, cultiver les souvenirs sanglants, propager la haine, l'esprit de revanche, déformer ou fausser les faits, voilà, trop souvent encore, à quoi se consacrent ces écrivains.

C'est en France (M. PRUDHOMMEAUX) et en Allemagne (M. SIMONDET, M. DUMERIL) que ces défauts se rencontrent le plus fréquemment ; le manque d'impartialité, l'appel aux sentiments de haine et de violence, l'abus des récits destinés à frapper l'imagination d'une manière conforme à de tels sentiments, doivent être condamnés, par respect pour la vérité et par souci de bonne pédagogie. Certains auteurs, fort heureusement, ont échappé à ces graves défauts et ont su rester impartiaux : ils ont vérifié leur documentation, présenté les faits avec simplicité, nuancé leurs jugements, évité d'exaspérer des sentiments ou des souvenirs respectables et se sont efforcés d'orienter les esprits vers l'avenir.

En Autriche, en Angleterre, en Bulgarie et en Italie, il règne plus de calme et un esprit moins belliqueux dans les manuels scolaires qu'en Allemagne, en Belgique et en France. En Autriche, d'après le docteur Brockhausen, l'esprit de conciliation internationale inspire la littérature scolaire ; les historiens de la guerre essaient de disculper leur pays, mais sans charger l'adversaire, et leurs livres visent à développer chez les élèves un altruisme et un pacifisme de bon aloi. Même discrétion dans l'exposé des faits et mêmes tendances morales en Bulgarie, d'après M. Jordan Ivanoff. En Angleterre, où l'enseignement est beaucoup plus divers dans ses formes et ses origines qu'en aucun autre pays, on peut cependant constater, rapporte Miss Clem. Matthews après une enquête très approfondie, de nombreux efforts pour reformer l'enseignement de l'histoire en vue de développer chez les élèves l'esprit de fraternité et ce mouvement est approuvé par le gouvernement ; mais il est difficile de dire dans quelle mesure l'enseignement est perméable à ces idées nouvelles et si le vieil esprit impérialiste et insulaire n'est pas encore celui qu'on inculque le plus volontiers aux enfants.

C'est l'Italie qui, dans ce volume, apparaît comme le plus fortement gagnée à l'enseignement du pacifisme. L'enquêtrice, M^{me} Cl. Della Cella, qui se réfère à plusieurs centaines de manuels et livres scolaires n'a pas vu qu'on y célébrait la guerre pour elle-même ; les auteurs en montrent surtout le côté douloureux ; ils n'exaltent pas outre mesure le patriotisme, mais on peut leur reprocher de trop rester dans le vague quand ils parlent des nations autres que l'Italie, bien qu'ils invoquent systématiquement la fraternité humaine, la nécessité de fonder l'alliance des peuples considérés comme faisant partie d'une même unité spirituelle, selon la doctrine de Mazzini qui inspire la plupart de ces auteurs.

La conclusion qui se dégage de cette enquête, c'est qu'il convient de tenter un grand effort international pour donner aux nouvelles générations un enseignement historique propre à leur inspirer des sentiments de concorde. Il est souhaitable que la Commission de coopération intellectuelle, créée par la Société des nations, y travaille sans relâche.

R. P.

★

★ ★

Charles DUPUIS. — *Comment sauvegarder l'avenir du franc* (Paris, Plon, 1924 ; in-12, 123 p. *Les problèmes d'aujourd'hui.*)

L'auteur a groupé dans ce livre quatre articles consacrés aux problèmes monétaires actuels et publiés dans le *Correspondant* et la *Revue universelle*. Il nous sera permis de regretter qu'il n'ait pas pris la peine de les refondre en une seule étude se développant logiquement selon un plan bien ordonné, bref, d'écrire un vrai livre. Le procédé de composition employé par M. Dupuis l'a forcément amené à de très nombreuses redites et au morcellement des exposés et des démonstrations.

L'auteur combat vigoureusement l'inflation, excusable à titre de moyen de secours et à condition d'être limitée, mais blâmable et délictueuse quand elle est pratiquée d'une manière systématique et avec le sentiment net qu'un retour à la convertibilité du billet devient impossible. Il réfute les arguments opposés à la déflation et la présente comme le seul remède honnête efficace et possible à la crise actuelle de crédit. Quant aux moyens de la réaliser, M. Dupuis ne fait que les indiquer sommairement ; il propose toutefois avec insistance d'arrêter l'inflation en suspendant les emprunts de réparations et en réduisant les créances des sinistrés dont la plupart ont réalisé un véritable enrichissement alors que la crise monétaire appauvissait ou ruinait certaines classes de la nation. C'est, en somme, la thèse classique du retour au pair, appuyée par un projet financier d'ordre technique relativement aux dommages de guerre.

R. P.

★

★ ★

Emile DURKHEIM. — *Sociologie et philosophie*. (Préface de C. Bouglé, Paris, Alcan, 1924. In-12 xv, 142 p.)

Sous ce titre, on a réuni diverses études publiées par Durkheim dans la *Revue de Métaphysique* et de *Morale* et dans le *Bulletin de la Société de philosophie*. L'éditeur, M. Bouglé, les a fait précéder d'une préface qui en précise le sens et la portée et qui apporte sur la philosophie

durkheimienne un jugement solidement établi. C'est à tort qu'on a voulu rapprocher la sociologie de Durkheim des thèses organicistes ou matérialistes ; en réalité elle fut un effort original et vigoureux pour justifier les tendances spiritualistes.

Rien ne saurait le confirmer plus nettement que les trois études rééditées dans ce petit livre, la première : représentations individuelles et représentations collectives, intéressera surtout le psychologue ; elle expose une théorie du fait de conscience et de la représentation assez voisine de celle de Renouvier. La seconde étude intéressera surtout le moraliste ; elle s'attache à déterminer la notion de fait moral et à montrer comment toutes ses conditions d'existence se réfèrent à l'existence même de la Société. Enfin les économistes trouveront le plus grand profit à lire les pages consacrées aux jugements de valeur et aux jugements de réalité ; ils y trouveront, sous une forme condensée ou à l'état d'indication, les thèses de l'école sociologiques sur les problèmes des valeurs que le préfacier de cet opuscule, M. Bouglé, a lui-même approfondies et développées dans ses *Leçons sur l'évolution des valeurs*, que nous avons, en leur temps, signalées ici même.

R. P.

*
* *

L. GARRIGUET. — *Manuel de sociologie et d'économie sociale* (Paris, Bloud, 1924 ; in-8 662 p.)

Bien que les sciences sociales se soient depuis longtemps émancipées de la théologie, il existe encore une école de théoriciens qui se complaisent à rattacher l'exposé des faits et des lois économiques à la croyance au surnaturel.

L'ouvrage de M. Garriguet nous présente un témoignage, remarquable d'ailleurs à bien des égards, de l'activité de cette école. Quand on part du postulat de la divinité, de son intervention providentielle dans les affaires humaines, tous les problèmes se simplifient et toutes les solutions deviennent aisées encore que d'une inflexible monotonie (1).

M. Garriguet nous expose avec finesse et avec une intelligence claire de leurs aspects, les diverses doctrines sociales touchant les sujets qu'il aborde, puis il en résout les oppositions en se référant à la « vraie » doctrine, à la philosophie théologico-naturelle.

Théorie de l'Etat, théorie de la propriété, organisation du travail, relations du travail et du capital, telles sont les matières qui composent ce traité de sociologie et d'économie sociale.

D'excellentes analyses de faits, empreintes de l'esprit réaliste le plus net et relevant de l'observation scientifique, y sont juxtaposées aux explications providentialistes les plus arbitraires. Ce livre ne contient

(1) « La Société est une institution établie par Dieu » (p. 7) ; « la moralité n'est ni d'origine, ni d'essence sociale... elle vient de Dieu » (p. 14) ; « le pouvoir de l'Etat... vient de Dieu, source et principe de toute autorité » (p. 49) ; le droit de propriété « repose sur la volonté du Créateur qui a ordonné toutes choses » (p. 139) ; le droit de tester « vient de Dieu et par conséquent, est un droit naturel » (p. 170) ; « le travail est obligatoire parce qu'il a été imposé à tous par Dieu lui-même » (p. 244).

pas seulement un essai de description et d'explication des faits sociaux, mais encore des règles d'action pratique. Sur ce point, M. Garriguet, en accord avec l'Ecole qui s'inspire des encycliques pontificales de Léon XIII, fait une part très large à l'interventionnisme d'Etat et revendique des réformes assez profondes de la société actuelle, à la fois au nom de la justice et au nom de la charité.

Considéré sous ce dernier aspect, le Manuel de M. Garriguet possède tous les éléments d'une féconde influence. Sous le rapport scientifique, on n'en saurait dire autant et nous songions, en le lisant, qu'on eut pu lui donner pour épigraphe, cette phrase de Joseph de Maistre « Je remercie Dieu de mon ignorance encore plus que de ma science ; car ma science est de moi, du moins en partie et par conséquent, je ne puis être sûr qu'elle est bonne ; mon ignorance, au contraire, est de lui, partant j'ai toute la confiance possible en elle. Je n'irai point tenter follement d'escalader l'enceinte dont la sagesse divine nous a environnés » (1).

C'est à un tel état d'esprit que se rattache l'explication systématique des faits sociaux par l'existence de la Providence et par l'interprétation de ses desseins.

R. P.

*
* *

René JOHANNET. *Eloge du Bourgeois Français*. (Grasset, éditeur, 1924)

L'ouvrage de M. René Johannet se rattache, par plus d'un côté, à l'histoire des doctrines et à l'histoire économique. Si l'auteur a jugé utile et opportun de faire un éloge du bourgeois français, c'est qu'il lui a paru que celui-ci était injustement critiqué, diffamé, voire ridiculisé, et que la haine de ses nombreux adversaires multipliait aveuglément les traits contre lui... C'est en effet à la bourgeoisie que Karl Marx a tout particulièrement déclaré la guerre, notamment dans le Manifeste du parti Communiste. Il lui reproche d'avoir tous les défauts des aristocraties, de manquer par surcroît de générosité. D'autres lui ont reproché une vulgarité comique.

En s'adonnant à cet éloge du bourgeois français, M. Johannet nous fait d'abord partager cette conviction qu'il n'existe point, comme le laissent entendre les socialistes, un type universel et bien défini de bourgeois. La bourgeoisie française n'a jamais été bourgeoise par droit de naissance : elle n'est en rien assimilable à la bourgeoisie anglaise ou allemande.

Réservant son étude à l'histoire et aux destinées du bourgeois français, M. Johannet dégage sa physionomie particulière, telle que l'ont lentement formée les aptitudes acquises au cours du temps, telle qu'elle s'est affinée par la longue pratique de l'effort. En ce qui concerne sa destinée, M. Johannet voit en lui l'élite nécessaire : « Etre un chef, voilà toute la bourgeoisie » (page 263). Mais cette conception du rôle de la bourgeoisie ne va point sans lui imposer la charge de nombreux devoirs. « La

réforme bourgeoise se présentera comme une croisade pour l'état, pour la nation, pour la culture, pour la famille, pour l'extension de la propriété, de la sécurité, de la stabilité, pour la diminution des dépenses pour l'ordre, en un mot pour toutes les valeurs de croissance, d'avancement et d'union. »

On lira le développement de ce programme aux pages 285 et suivantes, et l'on verra également au chapitre (X), sous ce titre un peu nietzschéen : « Le bourgeois doit-il être surmonté ? » par quels efforts la croisade proposée par René Johannet pourrait, à son sens, aboutir ? C'est notamment par un grand effort de redressement « physique et mental » « par la coordination, par le Fayolisme, par la Stinnisation, etc... »

Nous dirons bien sincèrement à Johannet qu'il nous paraît y avoir un peu de confusion dans ce chapitre du Bourgeois surmonté. Ici, l'abondance des points de vue dont on peut s'émerveiller dans la partie historique de son livre, laisse à coup sûr une impression un peu chaotique. Mais ce n'est, répliquerait-il, que suggestions.

On peut en tous cas souscrire aux vues qui animent tout le livre. Le Bourgeois français constitue, sinon une classe délimitée, du moins une catégorie dont le rôle a été essentiel pour la vie collective et la civilisation. Il ne semble pas qu'il n'ait plus qu'à disparaître. Toute atteinte portée à la réserve de forces qu'il représente est un mal. On trouvera dans l'ouvrage de M. Johannet, dont cette brève analyse ne prétend point embrasser les aspects si riches, de quoi fonder les regrets de tous ceux que préoccupe ou attriste la disparition de la « bourgeoisie » en France.

M. A.

*
* *

Abbé Louis KERBIRIOU, *Jean François de la Marche, évêque, comte de Léon (1729-1806.) Etude sur un diocèse breton et sur l'émigration*, Quimper et Paris, 1924, 1 vol. in 8, de xix, 625 p. (thèse de doctorat es-lettres.)

La seconde partie de cette thèse, relative au rôle de Mgr de la Marche pendant la Révolution et l'émigration, n'intéresse qu'assez peu l'histoire économique et sociale. Celle-ci a, au contraire, bon parti à tirer de la première partie, qui concerne l'administration d'un diocèse breton au XVIII^e siècle.

M. Kerbiriou a étudié avec soin les nombreux documents que lui ont fournis les riches archives de l'évêché de Quimper, les archives départementales du Finistère et de l'Ille-et-Vilaine. Il aurait pu encore en tirer un meilleur parti, si son point de vue avait été plus large, s'il avait pénétré plus profondément dans la réalité des faits, enfin s'il avait employé davantage la méthode comparative. Il montre bien que Mgr de la Marche a été, tout à la fois, un « évêque administrateur », et un prélat soucieux de remplir les devoirs de sa charge spirituelle, résidant d'une façon continue dans son diocèse, s'acquittant en conscience de ses visites pastorales, de la formation et de l'éducation de son clergé, veillant avec soin à la discipline ecclésiastique. L'évêque de Saint-Pol joue aussi un rôle considérable aux Etats de Bretagne : l'auteur le montre dans un excellent chapitre.

L'histoire économique du diocèse est moins satisfaisante. L'auteur nous apporte des données intéressantes sur les biens du clergé, sur ses revenus, sur la dime, mais qu'on aurait désirées plus approfondies et plus décisives. Il distingue bien à cet égard, les diverses catégories du clergé, mais ses conclusions manquent un peu de fermeté ; la situation du bas clergé n'apparaît pas assez fortement. Tout au moins établit-il que l'évêque de Saint-Pol avait plus de 40.000 l. de revenus, montrant ainsi, comme M. Chevallier l'a déjà remarqué auparavant (1), qu'il ne faut nullement se fier aux chiffres donnés par l'*Almanach royal* (2).

M. Kerbiriou a tiré beaucoup de données intéressantes sur la misère et l'assistance de l'enquête ordonnée par Mgr de la Marche, en 1774 ; il ne les a pas groupées assez fortement, pas montré avec assez de force les causes de cette misère, ni les raisons pour lesquelles l'assistance est si insuffisante sous l'Ancien Régime. Sur l'instruction publique, sa pensée n'est pas très ferme non plus. Il montre bien les grands sacrifices de l'évêque pour reconstituer le collège de Saint-Pol, mais c'est avant tout au petit séminaire, destiné au recrutement du clergé. Quant à l'enseignement primaire, il n'a trouvé quelques renseignements que pour les villes. Mgr de la Marche, a-t-il réellement propagé l'instruction dans les campagnes ? C'est assez douteux, si l'on considère le peu qui a été fait dans d'autres parties de la Bretagne (3). Le prélat recommande bien aux recteurs « de ne rien négliger pour l'établissement et l'entretien des petites écoles dans leurs paroisses ». Mais n'est-ce pas une simple formule ? Le fait que bien des paysans pouvaient signer leurs noms ne signifie pas grand'chose.

Quoi qu'il en soit, ce consciencieux ouvrage rendra de très sérieux services, et d'autant plus que nous n'avons encore que très peu de monographies analogues et aussi fortement documentées.

HENRI SÉE

*

* *

J. M. KEYNES. — *La réforme monétaire* (Paris, Kra 1924. In-12, 234 p.)

M. Keynes vient de résumer, dans un livre concis mais d'une extrême précision et d'un grand charme de style, les doctrines monétaires qu'il a soutenues avec tant de talent dans ses précédents ouvrages et dans ses nombreux articles de presse.

Il étudie d'abord les conséquences sociales des fluctuations monétaires, dans leurs rapports avec la répartition et avec la production ; l'inflation, ruineuse pour les petits capitalistes, pénible pour les salariés enrichit l'industrie en la stimulant ; la déflation, favorable aux débiteurs et aux rentiers, paralyse l'industrie et trouble la vie sociale. L'une et l'autre sont mauvaises et pire encore serait leur alternance : l'inflation est injuste et la déflation dangereuse ; la stabilisation seule doit être recommandée et les moyens de la réaliser existent, ce qui permet de

(1) *Les revenus des bénéfices ecclésiastiques au XVIII^e siècle (La Révolution française, 1921, pp. 113-147).*

(2) M. Kerbiriou parle incidemment du domaine congéable. Il paraît ignorer l'excellente publication de Léon Dubreuil, *Les vicissitudes du domaine congéable* (Coll. des Documents économiques de la Révolution).

(3) L'auteur, qui a étudié à ce point de vue le diocèse de Quimper, établit que, sur 50 paroisses, 18 avaient des écoles, toutes tenues par des prêtres.

juger sévèrement la politique d'indifférence en matière monétaire trop souvent pratiquée par des gouvernements ignorants.

D'autres gouvernements, se croyant habiles, ont usé de l'inflation comme d'un moyen d'imposition. M. Keynes décrit avec une grande sûreté, le mécanisme de l'emprunt à la circulation que constitue l'inflation et il n'a pas de peine à montrer toute l'injustice et tout l'arbitraire qui accompagnent ce système empirique de prélèvement sur le capital. Cette inflation a son équivalent dans l'émission excessive de rentes ou de bons du Trésor. C'est le système pratiqué en France et qui, selon l'auteur, conduit infailliblement à une catastrophe qui se produira quand les contribuables estimeront excessive la part de revenus qu'on leur demande d'abandonner aux rentiers. A moins que le franc ne continue à baisser jusqu'à ce que la valeur-or des prestations faites aux rentiers constitue une fraction du revenu national qui soit conforme aux usages et à la mentalité de la nation.

Après une étude doctrinale très dense de la théorie quantitative, de la théorie de la parité du pouvoir d'achat et des variations du cours des changes, M. Keynes en arrive aux conclusions pratiques de sa « réforme monétaire ». Condamnant à la fois l'inflation et la déflation, il se prononce résolument en faveur de la dévaluation. Il propose la stabilisation des monnaies avariées sur des bases nouvelles, se référant non plus à l'or, mais à une monnaie saine telle que la livre. La stabilité des prix lui paraît plus essentielle que la stabilité des changes et des ententes entre les grands instituts d'émission pour fixer le taux d'escompte, le cours de l'or et le volume des crédits lui semblent un moyen pratique d'instituer et de maintenir le système préconisé.

R. P.

*

★ ★

A. LAURENCE LOWELL. — *L'opinion publique et le Gouvernement populaire* (Trad. franç. d'Albertine JÈZE ; Paris, Giard, 1924. In-8, XIII, 419 p.)

Si l'essence du gouvernement démocratique consiste dans le contrôle incessant des dirigeants par les dirigés, il est de première importance comme étude préalable à la connaissance de ces régimes d'analyser l'opinion publique. Qu'est-ce que cette opinion, comment se caractérise-t-elle, dans quelles conditions peut-elle utilement s'exercer et doit-elle se manifester ?

Par une suite d'analyses d'idées très précises et constamment appuyées d'exemples tirés de l'histoire politique des états démocratiques — la Suisse et les États-Unis notamment — l'auteur nous montre quelles sont les conditions légales et pratiques permettant à l'opinion d'exister. Il entre ensuite dans l'étude du rôle des partis politiques sur l'opinion publique et montre comment des élections, même générales, peuvent fort bien ne pas exprimer l'opinion d'un pays.

Le Gouvernement direct, par voie de referendum et d'initiative populaires, n'est possible que dans des cas très limités et moyennant des précautions qui ne sont pas toujours réalisées. Dans les derniers chapitres de son livre, M. Lowell montre avec beaucoup de discernement ce qui, dans un régime démocratique, peut relever de la décision populaire et ce qui doit être entièrement confié aux techniciens agis-

sant sous le contrôle du public et des élus. Enfin, des tableaux très instructifs terminent le livre : ils indiquent tous les cas de referendum et d'initiative qui se sont produits en Amérique et en Suisse depuis l'origine, avec les résultats qu'ils ont donnés.

R. P.

*
* *

Robert LÉVY. — *Le mécénat et l'organisation du crédit intellectuel* (Paris. Ed. des Presses Universitaires, 1924. In-8, 310 p.)

Après tant d'autres, M. Robert Lévy signale la grande pitié des intellectuels en France et dans maints autres pays. A vrai dire, ce n'est point là un phénomène récent et l'étude du « mécénat » à travers les âges, que l'auteur nous présente avec une érudition aussi élégante que copieuse, nous prouve qu'aux plus belles époques d'épanouissement de l'intelligence et de l'art, les intellectuels ont dû attendre de la générosité du Prince ou des riches amateurs, le complément de ce que leur fournissait l'exercice normal de leur art ou de leur profession.

Mais le mécénat n'est qu'un pis-aller (p. 112, 294), et il importe que l'intellectuel puisse obtenir le droit à des subsides réguliers. Deux écueils sont à craindre : l'asservissement pour le subsidié, le parasitisme pour le subsidiant ; on peut cependant les éviter, grâce à des organisations comme notre office des inventions et des recherches scientifiques, ou comme notre service des prêts d'honneur que M. L. décrit avec beaucoup de précision et qu'il apprécie avec justesse. Mais il estime, avec M. F. Gros, néo-saint-simonien inspiré par Proudhon, qu'il y aurait lieu d'organiser un crédit intellectuel collectif soutenu par la caution mutuelle des intéressés, comme cela se pratique déjà, en France, en faveur du petit commerce, de la petite industrie, des pêcheurs, des coopérateurs, etc. L'Etat se bornerait à avancer les fonds et les intéressés en organiseraient la répartition. Ainsi le vieux « mécénat » serait transformé en un service public géré pour le compte de l'Etat par des syndicats d'intellectuels autonomes. Le livre de M. L. met habilement en valeur les idées qui ont guidé depuis quelques années le mouvement d'organisation des intellectuels et dont plusieurs semblent réalisables.

R. P.

*
* *

Th. G. MASARYK — *Les problèmes de la démocratie* (Préface de Albert THOMAS.) — (Paris, Rivière, 1924, xix, 139 p.)

On a réuni dans ce volume quelques études anciennes et quelques discours récents du Président de la République tchécoslovaque, qui est en même temps, l'un des maîtres de la sociologie historique en Europe.

Il se livre, dans ces études, à un examen serré des critiques adressées, de droite et de gauche, à la démocratie et il les réfute au nom de l'histoire, de la science et de la raison. Respect de la vérité, respect du travail, respect de la vie et de la dignité humaines, telles sont, selon lui, les caractéristiques de la démocratie et les qualités qui la rendent supérieure à toute autre philosophie et à tout autre régime politique.

La condamnation qu'il porte contre les régimes d'autorité, contre les

violences révolutionnaires et contre les théories de la dictature, est vigoureusement motivée et il sera bon de se la remémorer quand on relira Maurras, Sorel ou Lénine.

Signalons, pour les amateurs de curiosités historiques, dans l'étude sur la journée de huit heures, une très curieuse citation d'un passage de la Didactique de Comenius, qui formule avec une netteté parfaite le système des « trois-huit ». Enfin, une mention particulière est due à la belle préface que M. Albert Thomas a mise à ce livre.

R. P.



Georges MICHON. — *Essai sur l'histoire du parti feuillant, Adrien Duport* — Payot. Paris, 1924.

Dans son étude sur Duport, M. Michon a voulu mettre en lumière le rôle considérable joué par la minorité libérale de la noblesse dans les premières années de la Révolution, Duport fut l'âme du triumvirat feuillant : Lameth, Duport et Barnave.

Ancien Conseiller au Parlement de Paris, Duport était un légiste consommé et un orateur très éloquent. Il a pris part à la plupart des réformes de la constituante : Sécularisation des biens du clergé, réorganisation judiciaire et administrative et particulièrement à la création du jury criminel.

L'étude de M. Michon met en relief le rôle de Duport dans la préparation de la Révolution. Dès l'époque de l'opposition parlementaire, Duport cherche à se mettre à la tête du tiers-état ; par la Société des Trente, il a cherché à réaliser un accord entre la noblesse libérale et le tiers Etat.

Les principales réformes dont il fut l'inspirateur sont plus révolutionnaires en apparence qu'en réalité.

S'il fut partisan de l'abolition du régime féodal et de la sécularisation des biens du clergé qui devait permettre l'émission d'assignats, ce qu'il semble avoir cherché à atteindre c'est la création d'un gouvernement de la bourgeoisie dirigée par l'élite de la noblesse libérale : comme le dit très justement M. Michon, le geste de la nuit du 4 août apparaît moins comme un mouvement de générosité que comme le résultat d'une savante manœuvre ayant pour but d'assurer la réussite d'une politique aristocratique.

Ces projets de Duport furent contrariés par la vague démocratique qui emportait les masses populaires et c'est ce qui détermina Duport et le Triumvirat à se rapprocher de la Cour, à demander l'extension des pouvoirs du roi et la restriction du corps électoral. Voilà pourquoi, après la fuite de Varennes, le parti feuillant réussit à soustraire le roi à tout jugement et à le maintenir sur le trône, malgré l'opposition de Robespierre, Barère et Lanjuinais.

Après la clôture de la Constituante, Duport et le Triumvirat, inéligibles à la Législative, deviennent les conseillers de la Cour qui manifeste à leur égard une certaine méfiance pour avoir favorisé le mouvement révolutionnaire ; M. Michon montre comment Duport a cherché alors à empêcher la guerre entre la France et l'Autriche ; mais comme le fait justement remarquer l'auteur, le Triumvirat oubliait les

circonstances et les hommes. Il ne soupçonnait ni l'énergie du peuple, ni le rôle du roi qui mettait ses espoirs dans les armées étrangères.

Après la chute de la Royauté, Duport fut arrêté, puis relâché, puis il émigra. Revenu en France après Thermidor, il mourut en Suisse, le 6 juillet 1798.

Toute cette étude de M. Michon est présentée avec une abondance de documents dont un grand nombre étaient inédits jusqu'à ce jour notamment la correspondance de Barnave de 1792.

Il y a, en outre, sur les réformes judiciaires, administratives et financières préconisées par Duport et sur l'abolition des droits féodaux, d'excellents passages qui méritent de retenir l'attention des historiens et des économistes.

E. B.

*

* *

Simon NELSON PATTEN. — *Essay in economic theory* (New-York. Alf. Knopf, 1924. In-8, XVII-399 p.)

M. R. G. Tugwell, l'érudit biographe de Simon Nelson Patten, vient de recueillir diverses études éparses dans lesquelles son maître avait exposé d'intéressantes idées relatives à la théorie scientifique de l'économie politique, et divers articles concernant les uns la conception du progrès social, d'autres les doctrines économiques classiques.

Ces études, fort judicieusement choisies parmi de nombreux articles, parus, au cours de trente années dans les multiples revues, font apparaître Patten autant comme philosophe que comme économiste et complètent la physionomie de cet écrivain, connu surtout en France, pour ses études sur le protectionnisme et sur les impôts.

Nourri d'abord de la pensée de Stuart Mill, dont il essaie d'adapter les doctrines aux conditions particulières de l'économie américaine, Patten s'imprègne ensuite fortement des doctrines allemandes et incline à traiter les questions économiques du point de vue historique et relativiste. L'essentiel de ses idées à ce sujet apparaît dans cette « théorie de la dynamique économique » qui est le plus long des essais réimprimés dans ce recueil. Il y montre comment les changements et les progrès dans l'ordre économique doivent être considérés comme à la fois aussi normaux et plus importants que les recommencements réguliers et périodiques des mêmes séquences. Dans ses essais sur Malthus et Ricardo, il tente de montrer l'influence qu'exercent les circonstances de milieu et de temps, non seulement sur la pratique économique, mais même sur le contenu et la tendance des doctrines ; si Ricardo fut libre-échangiste, c'est qu'il reflétait le milieu de la Cité et si Malthus défendit le protectionnisme, c'est qu'il exprimait les désirs des propriétaires et des agriculteurs.

C'est là une démonstration que Patten a reprise plus à fond et sur de plus nombreux exemples dans son histoire des doctrines économiques anglaises. Pour échapper lui-même, dans ses constructions doctrinales à ces influences de temps et de lieu, il cherche à s'appuyer sur les résultats que lui fournissent ses connaissances étendues de sociologie, de psychologie et d'histoire ; mais il reste convaincu de la primauté des facteurs économiques comme moteurs des faits sociaux et comme base de l'interprétation de l'histoire. Le livre que publie aujourd'hui son disciple M. Tugwell nous montre la pensée de Patten sous ses divers

aspects ; elle est d'une grande richesse en aperçus originaux, en vues de détails qui procèdent plus souvent d'une intuition juste que d'une démonstration documentaire et complète.

R. P.

■
★ ★

Le Programme de l'Internationale communiste (Paris, Librairie de l'Humanité. 1924. In-12, 240 p.)

On trouvera réunis, dans ce volume, les divers projets présentés à la discussion du 5^e Congrès communiste mondial et dont divers fragments avaient été déjà publiés par la presse communiste française.

C'est, en tête, le programme du parti russe ; puis le projet Boukharine présenté au nom de la Russie, le projet Thalheimer, au nom de l'Allemagne et le projet présenté par « l'Internationale communiste des jeunes » — Enfin, complétant ces textes fondamentaux, le recueil nous offre encore divers projets spéciaux dûs aux partis bulgare, italien, japonais. Il se termine par une étude de Lénine sur le parti russe en 1917 qui insiste plus particulièrement sur les méthodes d'action propres aux organisations révolutionnaires. La plupart des questions politiques et économiques de l'heure présente sont abordées et sommairement traitées dans ces documents qui sont à la fois des exposés doctrinaux et des instructions pratiques de propagande communiste.

R. P.

■
★ ★

André SIEGFRIED. *L'Angleterre d'aujourd'hui. Son évolution économique et politique*, 1 vol. in-16 de II-318 p. Paris, Crès, 1924.

La Grande-Bretagne est sans doute de tous les pays étrangers, celui sur lequel nous possédons les meilleures études de langue française. Aux œuvres classiques de H. Taine et de Boutmy sont venus s'ajouter récemment la grande histoire de M. E. Halévy, les brillants essais de M. L. Cazamian, la solide thèse de M. Ed. Guyot. Et voici que M. A. Siegfried nous donne du tout dernier état de la psychologie économique et sociale britannique un tableau merveilleusement informé et nuancé. M. A. S. voit l'Anglais tel qu'il est, avec ses qualités et ses défauts, à la fois honnête et égoïste, rude et simple, idéaliste et pratique, mystique et utilitaire. Dans un exposé que l'on sent appuyé sur une documentation très riche et très sûre mais qui sait rester discrète, il nous décrit les réactions de cet Anglais en face des répercussions économiques de la guerre et de l'après-guerre. M. A. S. montre très bien que ces réactions ont été diverses suivant les moments et les milieux. Pendant la guerre, l'étoile du libéralisme pâlit, les impérialistes et les protectionnistes paraissent devoir l'emporter. Dès que la guerre est terminée, le courant libre-échangiste reprend le dessus ; les mesures protectionnistes, maintenues et renforcées par la loi de 1921 sur la sauvegarde des industries, ne sont considérées que comme des expédients temporaires auxquels on souhaite pouvoir renoncer le plus vite possible et les élections de 1923 marquent l'échec définitif de la politique de protection. Sans doute, certaines industries secondaires, telles que la

verrerie, la papeterie, l'optique, qui fabriquent pour le marché national plus que pour l'extérieur demeurent protectionnistes. D'autres, comme la métallurgie ou la laine, sont hésitantes et parfois inclinent vers le tarif douanier et la préférence impériale pour s'assurer le marché intérieur et colonial où elles se sentent menacées — mais l'ensemble des industries textiles — et surtout le coton, qui exporte 70 à 80 p. 100 de sa production, s'est tourné invariablement vers le marché extérieur et l'industrialisme économique. L'impression générale qui se dégage du livre de M. A. S..., c'est qu'au total les forces libérales sont de beaucoup les plus puissantes, et que la politique de libre-échange demeure la seule conforme au sentiment de l'opinion publique (bien plus pénétrée que ne l'est la nôtre des conceptions économiques orthodoxes) et à l'état d'esprit des milieux commerciaux et financiers. Au point de vue économique, il y aurait encore bien d'autres choses à signaler dans cet ouvrage, comme contributions intéressantes à l'étude des problèmes d'économie nationale comparée, par exemple, le contraste entre le souci britannique du trop-plein de population et nos préoccupations d'état à population insuffisante ou la distinction entre les démocraties industrielles à économie complexe et collective, qui tendent au socialisme et les démocraties agricoles, — économies plus individuelles qui demeurent conservatrices.

M. A. S... annonce que le présent livre sera suivi de deux autres qui traiteront de la politique sociale britannique d'après-guerre et des relations franco-anglaises. Quand ce cycle sera achevé et si les ouvrages suivants valent celui-ci, nous aurons à notre disposition un inventaire de premier ordre des forces qui se mesurent et des problèmes qui se posent dans l'Angleterre d'aujourd'hui.

Il faut remercier le Musée Social et l'Association France-Grande-Bretagne, qui ont pris l'initiative de cet inventaire, et les féliciter d'avoir confié à un enquêteur aussi qualifié que M. A. S... le soin de le mener.

G. P.

*
* *

Marcel WIRIATH. — *La spéculation et les troubles monétaires* (Paris, Presses Universitaires, 1924 ; in-8, 170 p.)

La thèse de doctorat de M. Wiriath expose, avec beaucoup de clarté, le mécanisme technique de la spéculation sur les changes et en définit avec mesure le véritable rôle économique. Examinant les diverses théories contemporaines qui tentent d'expliquer les fluctuations des changes, il se rallie à celle des parités du pouvoir d'achat des monnaies. Quant aux remèdes à employer pour résoudre la crise des changes, l'auteur, après un examen sommaire, les rejette tous comme d'une application trop hasardeuse ou trop difficile et conclut que seul un effort d'épargne et de production pourra rétablir la stabilité monétaire.

R. P.

TABLE DES MATIÈRES

de la XII^e année (1924).

I. — *Articles.*

| | |
|--|-----|
| P. BOISSONNADE. — L'essor et l'évolution de la vie et du commerce maritime, du x ^e au xv ^e siècle en France..... | 153 |
| Paul-M. BONDOIS. — La misère sous Louis XIV. La disette de 1662..... | 207 |
| Georges BOURGIN. — Notes d'archives pour le commentaire de Proudhon..... | 225 |
| G.-M. BOUSQUET. — Vilfredo Pareto. Le développement et la signification historique de son œuvre..... | 478 |
| G.-M. BOUSQUET. — Vilfredo Pareto. Le traité de sociologie..... | 522 |
| LÉON DUBREUIL. — Le paysan breton au xviii ^e siècle..... | 461 |
| N. GHIULÉA. — Les corporations de métiers en Roumanie..... | 181 |
| Gaston MARTIN. — Le système de Law et la prospérité du port de Nantes..... | 119 |
| Gabriel PERREUX. — L'affaire du Drapeau rouge (1848)..... | 1 |
| Gaëtan PIROU. — Georges Sorel..... | 165 |
| Paul RAVEAU. — L'agriculture et les classes paysannes dans le Haut-Poitou au xvi ^e siècle..... | 493 |
| Paul RAVEAU. — | |
| Henri SÉE. — Le capitalisme commercial en France au xvii ^e siècle | |
| Henri SÉE. — La condition des ouvriers en France, de 1815 à 1848 | |

II. — *Bibliographie.*

| | |
|---|-----|
| BADULESCO. — Les finances publiques de la Roumanie..... | 432 |
| BARRAL. — La suprématie des juifs et la S. D. N..... | 432 |
| BROYARD. — Pour conserver son argent..... | 558 |
| BOVEN. — Le prix normal..... | 435 |
| BALLOT. — L'introduction du machinisme en France..... | 555 |
| BARTUEL. — La nationalisation des mines..... | 245 |
| BARNICH. — Le bilan de la Ruhr et les réparations..... | 245 |
| BARÈS. — Le crédit aux coopératives..... | 556 |
| BOUGLÉ-HALEVY. — Doctrine de saint Simon. Exposition..... | 434 |
| BOUGLÉ. — De la sociologie à l'action sociale..... | 146 |
| BOUGLÉ. — Le solidarisme..... | 557 |
| BOUKHARINE. — L'A. B. C. du communisme..... | 246 |
| BOURGIN. — Le parti contre la patrie..... | 557 |
| BERTRAND. — L'ouvrier belge depuis un siècle..... | 556 |

| | |
|---|-----|
| BERTH. — Guerre des Etats ou guerre des classes..... | 433 |
| CALMETTE. — Recueil de documents sur l'histoire de la guerre.... | 246 |
| CAVAIGNAC. — Population et capital dans l'antiquité..... | 559 |
| CHÉNON. — Les demembrements de la propriété foncière..... | 146 |
| CLARK. — The dutch alliance and the war against the french trade 1688-1697..... | 247 |
| CONSEIL PAYSAN INTERNATIONAL. — Première Conférence..... | 559 |
| CONVAIN. — La Chambre consulaire de Lille d'après ses registres. | 436 |
| DECOURCELLE. — La condition des juifs de Nice aux xvii ^e et xviii ^e siècles..... | 150 |
| DELEVSKY. — Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens | 248 |
| DOMMANGET. — Blanqui..... | 248 |
| DOTTIN. — Daniel de Foë et ses romans..... | 437 |
| DRAHN. — Lénine..... | 438 |
| DUCROS. — La Société française au xviii ^e siècle..... | 438 |
| DUPRAT. — Le lien familial..... | 438 |
| DUBREUIL. — François Rever..... | 560 |
| DUINE. — Les communes rurales en Bretagne..... | 560 |
| DUPUIS. — Comment sauvegarder l'avenir du franc..... | 562 |
| DURKHEIM. — Sociologie et philosophie..... | 562 |
| FABRE-LUCE. — La Victoire..... | 439 |
| FERRERO. — Discours aux sourds..... | 441 |
| GARRIGUET. — Manuel de sociologie..... | 563 |
| GASNIER. — La navigation sur la Loire vers 1785..... | 249 |
| GIDE. — Les Sociétés coopératives de consommation..... | 250 |
| GONNARD. — Histoire des doctrines de la population..... | 151 |
| GRAS. — Histoire économique des mines de la Loire..... | 251 |
| GUYOT. — Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contempo- raine..... | 441 |
| HARDEN. — France, Allemagne, Angleterre..... | 447 |
| HAUSER. — La nouvelle orientation économique..... | 252 |
| HOFHERR. — Le boycottage devant les Cours américaines..... | 152 |
| HUBERT. — Les sciences sociales dans l'encyclopédie..... | 444 |
| HULDERMANN. — La vie de Albert Ballin..... | 153 |
| HURRY. — La pauvreté et ses cercles vicieux..... | 253 |
| JOHANNET. — Eloge du bourgeois français..... | 564 |
| JOURNÉ. — Précis d'économie politique..... | 254 |
| KERBIRIOU. — Jean de la Marche. Etude sur un diocèse breton et sur l'émigration..... | 565 |
| KEYNES. — La réforme monétaire..... | 566 |
| LAFOND. — Etude sur le servage en Poitou..... | 153 |
| LAMBERT et BROWN. — Le boycottage... aux E. U..... | 445 |
| LAINVILLE. — L'épargne collective..... | 254 |
| LATOUCHE. — La vie en Bas-Quercy du xiv ^e au xvi ^e siècle.]...... | 254 |
| LIEFMANN. — Les formes d'entreprise..... | 255 |
| LYON. — Le prestige du pouvoir..... | 154 |
| LOWELL. — L'opinion publique et le gouvernement populaire... | 567 |
| LÉVY. — Le mécénat et le crédit intellectuel..... | 268 |
| LEPOINTE. — L'organisation et la politique financières du clergé de France sous Louis XV..... | 446 |
| LEVY-BRUHL. — Jaurès-Esquisse biographique..... | 446 |
| LEROY. — Henri de Saint-Simon..... | 447 |

| | |
|---|-----|
| MAZARYK. — Les problèmes de la démocratie..... | 568 |
| MARTIN-SAINT-LÉON. — Les deux C. G. T. syndicalisme et communisme..... | 418 |
| MICHON. — Histoire du parti feuillant. Adrien Duport..... | 569 |
| MILHAUD. — La reconstruction du monde..... | 449 |
| MIROUZE. — La révolution fiscale..... | 449 |
| MUSSET. — Le blé dans le monde..... | 155 |
| MONTÉTY. — Les banques et les placements à l'étranger..... | 450 |
| NOEL. — L'Allemagne et les réparations..... | 450 |
| NORMAND. — Les Sociétés de crédit et les banques à succursales en France..... | 451 |
| OUALID. — Le privilège de la banque d'Indo-Chine et la question des banques coloniales..... | 452 |
| PATTEN. — Essay in economic theory..... | 570 |
| PERREAU. — Leçons d'économie politique..... | 256 |
| PIRENNE. — Histoire économique et sociale de la guerre..... | 452 |
| POÈTE. — Une vie de cité, Paris..... | 453 |
| RAPHAEL. — Le roi de la Ruhr, Hugo Stinnes..... | 156 |
| REDSLOB. — Le régime parlementaire..... | 455 |
| RIST. — La déflation en pratique..... | 157 |
| RUSSELL. — Principes de reconstruction sociale..... | 456 |
| SAVOY. — Paupérisme et bienfaisance..... | 158 |
| SÉE. — Les forêts et le déboisement en Bretagne à la fin de l'ancien régime..... | 257 |
| SIEGFRIED. — L'Angleterre d'aujourd'hui..... | 571 |
| SOMBART. — Les juifs et la vie économique..... | |
| VÈNE. — Montchrétien et le nationalisme économique..... | 159 |
| VINOGRADOFF. — Principes historiques du droit..... | 457 |
| WERNLÉ. — La Suisse et nous..... | 459 |
| WIRIATH. — La spéculation et les troubles monétaires..... | 572 |
| WIRTSCHAFT UND GESELLSCHAFT. — Festschrift für F. Oppenheimer | 458 |
| ZAGORSKY. — La Renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets..... | 459 |
| ZINOVIEV. — Notre maître Lénine..... | 460 |
| <i>Divers auteurs.</i> — La politique républicaine..... | 258 |
| — Enquête sur les livres scolaires d'après guerre..... | 560 |
| — Anuario del derecho español..... | 432 |

ERRATA

Article de M. Raveau, n° 3, 1924.

P. 326, titre. Au lieu de « L'Agriculture... dans le *Bas-Poitou* », lire « dans le *Haut-Poitou* ».

P. 358, lignes 35 et 36. Au lieu de « c'est-à-dire de neuf années, après l'acquisition », lire « c'est-à-dire de neuf années. Dans l'acquisition ».

P. 372, ligne 13, supprimer cette ligne.

P. 382, lignes 7 et 8. Au lieu de « un peu moins de 2 hectares de terres arables situées », rétablir ainsi le texte : « un peu moins de 2 hectares de prairies de qualité moyenne. Au Petit-Guignefol, trente hectares de terres arables situées.... »

*Achévé d'imprimer en 1983
à Genève - Suisse*



3 9001 01617 5872

